

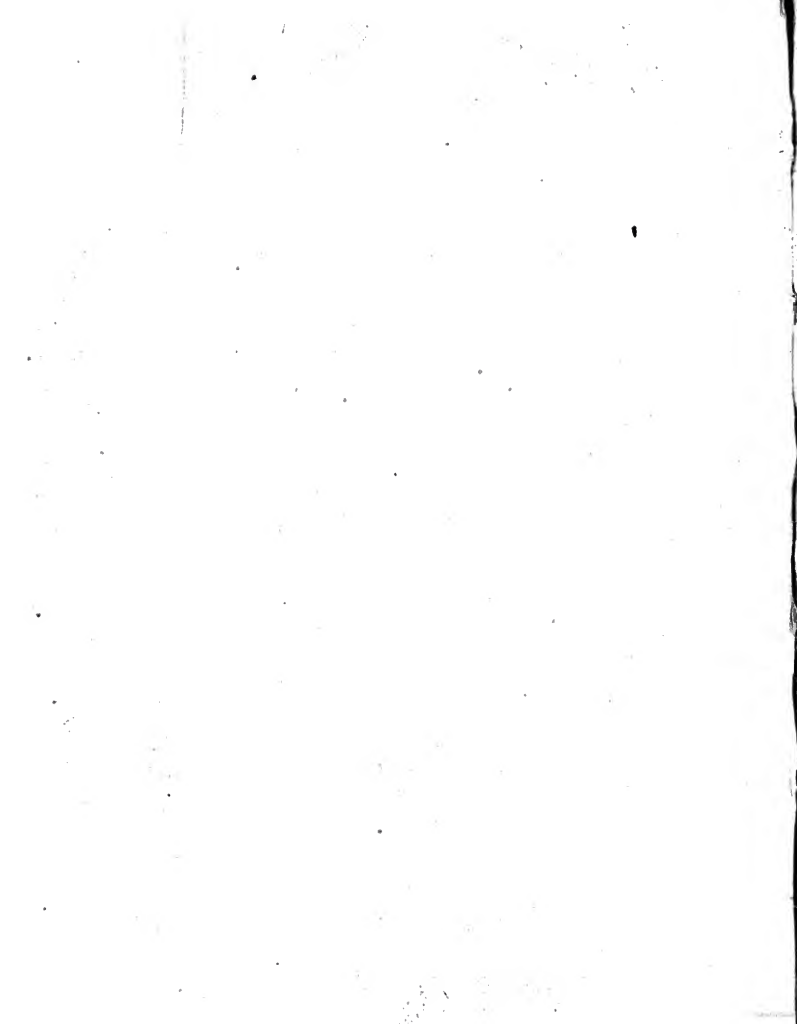


vL 108

L.V. 105.



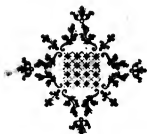




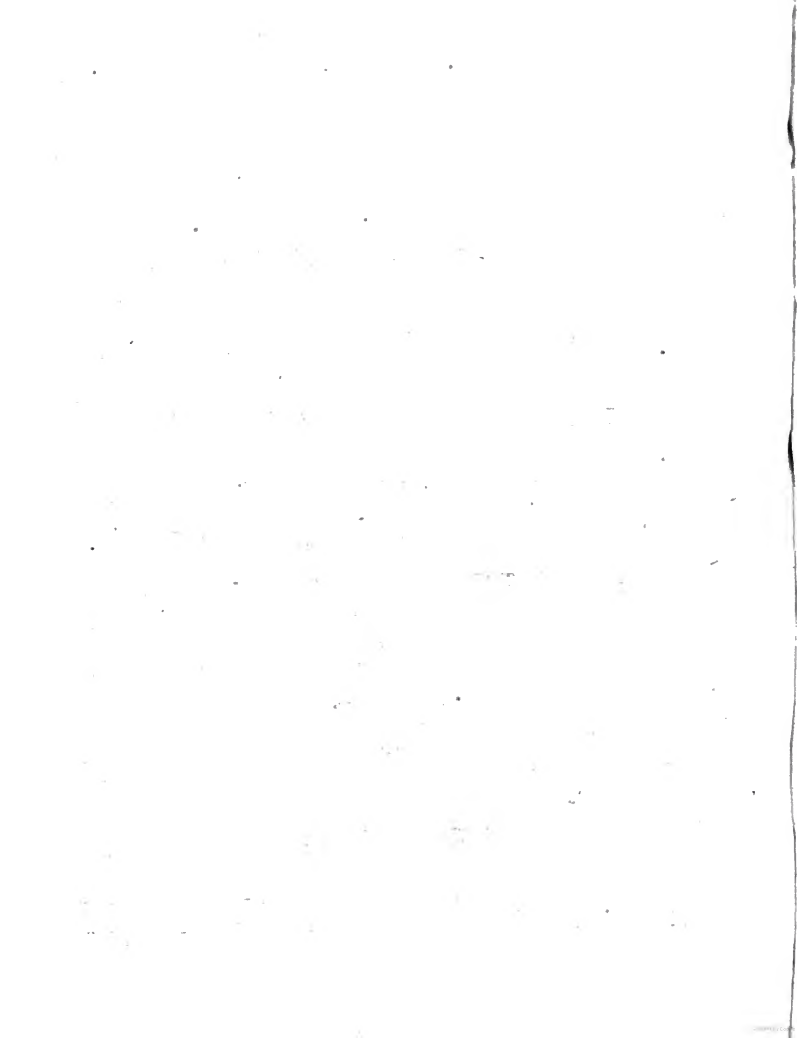
HISTOIRE
DU
DROIT CANONIQUE.
TOME SECOND.

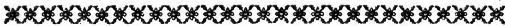
AMERICAN

HISTOIRE
DU
DROIT CANONIQUE
ET DU GOUVERNEMENT
DE L'EGLISE;
AVEC UNE DISSERTATION
SUR LE DROIT
DES SOUVERAINS,
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DU DROIT PUBLIC
ECCLESIASTIQUE FRANÇOIS.
TOME SECOND.



LONDRES.





P R É F A C E.

IL semble que la petitesse du Volume ne puisse s'accorder avec le titre de cet Ouvrage. Ce titre promet & fait espérer quelque chose de grand : l'apparence du Livre donne une idée contraire , & paroît détruire l'espérance d'y voir ce qu'on en avoit attendu. En effet, il ne paroît pas vraisemblable qu'on ait pû renfermer tant de choses dans un si petit espace ; & l'on s' imagine du moins , que , si l'Auteur a voulu l'entreprendre , il s'est trouvé dans la nécessité de diminuer tellement les objets , qu'à force de les rendre petits ils doivent cesser d'être sensibles. Cette prévention n'est pas difficile à détruire : l'examen de cet Ouvrage détrompera ceux qui s'y pourroient d'abord laisser surprendre. L'Histoire du Droit Canonique a ses bornes. Le Gouvernement ecclésiastique a ses maximes fondamentales , & pour ainsi dire ses premiers Elémens. Il n'est pas d'une discussion infinie lorsqu'on l'examine dans ses premiers principes ; & j'ose dire que c'est l'avoir entièrement expliqué que d'avoir approfondi ces premières maximes ; & de les avoir proposées dans une juste étendue.

Il n'étoit pas du dessein de l'Auteur de parcourir

L'Histoire de tous les siècles, d'aller entasser une foule de faits & de monumens, de les discuter les uns après les autres, & de fonder son Histoire sur une recherche qui lui auroit été aussi pénible, qu'elle auroit été par sa longueur inutile à la plus grande partie des hommes. Il médite depuis long-temps des Institutes du Droit Canonique de France. Ce qu'il donne aujourd'hui au Public est une préparation à cet Ouvrage; & c'est pour sonder, si on peut le dire ainsi, le goût du Public là-dessus, & faire l'essai de ses propres forces pour cette entreprise, qu'il donne séparément ces préliminaires des Institutes du Droit Canonique.

Quoique l'Auteur n'ait pas voulu enfler son Livre de cette quantité de faits qui pourroient servir de matière aux plus grands Ouvrages; cependant on appercevra aisément que ce n'est que pour la commodité du Lecteur qu'il en a usé ainsi. La manière avec laquelle il a cité l'Antiquité, pour appuyer ses décisions, fera voir que, bien loin de négliger l'Histoire de l'Eglise, il est au contraire persuadé que sans son secours il est absolument impossible de parvenir à la connoissance du Droit Canonique.

On trouvera donc ici des prolégomènes très-exacts du Droit Canonique de France. On les commence par l'explication des différentes Collections

qui composent le corps du Droit Canonique. Cette explication est suivie d'un petit Traité des Libertés de l'Eglise Gallicane, & d'une explication des principes sur lesquels elles sont fondées. L'on trouve ensuite la définition & les divisions du Droit Canonique. Enfin l'Ouvrage est terminé par un Traité des cinq sources d'où le Droit écrit Canonique tire son origine. Ces cinq sources sont l'Ecriture-sainte, les Conciles, les Epîtres Decrétales des Papes, les sentimens des saints Peres, & les Ordonnances des Princes temporels.

On s'est borné touchant l'Ecriture-sainte aux questions que tout Canoniste est obligé de savoir, & l'on a laissé les autres à la Théologie. On s'est infiniment plus étendu sur ce qui regarde les Conciles, & l'on croit n'avoir omis aucun des principes nécessaires pour décider les questions qui peuvent se présenter touchant les Conciles œcuméniques.

Quant aux Decrétales des Papes, non seulement on y verra les décisions de l'ancien Droit Canonique, mais aussi les modérations que l'usage & la pratique ont apportées parmi nous aux nouveautés qu'on a tâché d'introduire.

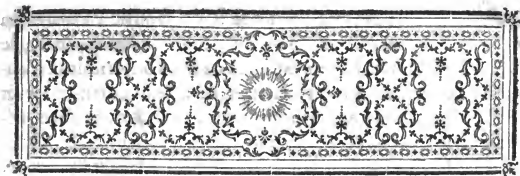
Sur les sentimens des saints Peres on établit des Regles pour juger de leur autorité.

Enfin, touchant les Ordonnances des Princes temporels, on a examiné s'ils ont droit de statuer touchant les choses ecclésiastiques, & l'on a tâché de marquer les bornes dans lesquelles ils se doivent restreindre à cet égard. Mais il ne faut pas perdre de vûe qu'il ne s'agit ici que de préliminaires à des Institutes du Droit Canonique; & par conséquent on ne doit pas s'attendre à des Traités complets sur chacun des articles qui s'y rencontrent.

Peut-être aura-t-on quelque obligation aux soins qu'on a pris de faire trouver dans un Livre de médiocre étendue ce qui ne se rencontre que dispersé dans quantité d'autres, dont la plupart même sont des Livres de Théologiens, & comme tels, inconnus assez souvent aux Jurisconsultes, & dont plusieurs d'entr'eux s'interdisent la lecture, comme de Livres qui ne sont point de leur compétence. *De Præfatione tantum dixisse sufficiat: stultum etenim est ante Historiam effluere, in ipsâ autem Historiâ succingi.* 2. Machab. cap. 2. §. 33.



HISTOIRE



HISTOIRE DU DROIT CANONIQUE ET DU GOUVERNEMENT DE L'EGLISE.

DIEU a donné à l'homme deux grandes lumieres pour le conduire , la Raifon & la Religion. C'est de la raifon que le Droit naturel , celui des Gens & le Civil tirent leur origine : c'est la Religion qui a enfanté le Droit Divin ; & l'autorité que ce Droit a donnée aux Prêtres & aux Pontifes a donné la naiffance au Droit Canonique.

A prendre le Droit Canonique , dans une fignification étendue , pour les Loix Divines , & pour celles qui ont été faites touchant la Religion , par des hommes honorés du Sacerdoce ; nous ne devons pas douter que le Droit Canon , dis-je , pris, en ce fens , ne foit auffi ancien que le monde.

A

Dans la Loi de Nature , les Chefs de famille , Prêtres en même temps que Peres , avoient , en ces deux qualités , le Droit d'ordonner à leurs familles ce qui concernoit la Religion : c'étoit eux qui , ayant enseigné à leurs enfans à servir le Dieu que leurs Peres leur avoient appris à connoître , régloient le Culte , & déterminoient en particulier les Sacrifices & les Cérémonies dont on devoit les accompagner. Dans la Loi de Moïse , quoique presque tout fût écrit , c'étoit au Grand Prêtre à interpréter la Loi ; & l'on punissoit de mort quiconque refusoit d'acquiescer à sa décision.

Mais nous ne prenons point ici le Droit Canonique selon l'étendue de cette idée : nous ne le prenons que pour le corps des Loix de l'Eglise Chrétienne ; car ce n'est que du temps des Apôtres que les Canons ont commencé , & c'est du commencement de l'Eglise que nous allons en entreprendre l'Histoire. Il est important de la décrire , pour connoître l'origine & les progrès du Droit Canonique , & pour découvrir les causes des variations qu'on y peut remarquer. Pour en donner une juste idée , il faut partager cette longue suite de siècles , qui coulent depuis Jesus-Christ jusqu'à nous , sous quatre époques différentes. Dans la première nous verrons son origine ; & cette époque commence à Jesus-Christ , & finit au Concile de Nicée. La deuxième , qui commence à Constantin , & dure jusqu'aux fausses Décrétales d'Isidore le Marchand , nous en découvrira les progrès. La troisième époque est celle de la décadence du Droit ancien , & de l'introduction d'un droit nouveau. Cette introduction doit son origine aux fausses Décrétales , & à l'ignorance du dixième siècle. Cette époque nous mène jusqu'au temps du grand Schisme d'Occident , & des hérésies qui l'ont suivi. La quatrième enfin est celle du rétablissement qu'on a fait , dans ces derniers siècles , d'une par-

tie du Droit ancien : elle commence aux Conciles de Constance & de Bâle , & dure jusqu'à notre temps. Ainsi l'origine du Droit Canonique , ses progrès , ses variations , & son rétablissement en partie , voilà les quatre points de vue d'où nous allons en considérer toute l'Histoire.

CHAPITRE PREMIER.

Du Droit Canonique jusqu'au Grand Concile de Nicée.

JESUS-CHRIST , le Fondateur & le suprême Législateur de l'Eglise , s'est contenté de régler de vive voix la Police & le Gouvernement du Royaume Divin qu'il a fondé. Il n'a point écrit lui-même les Loix qu'il donnoit à cette République Divine : il s'est contenté de les enseigner à ses Apôtres. Nous devons même croire qu'il y a plusieurs choses que Jesus-Christ leur a cachées par rapport à leur foiblesse. Ils ne pouvoient pas soutenir une doctrine si relevée ; & le Saint-Esprit devoit un jour les en instruire , & leur enseigner toute vérité ; c'est-à-dire , qu'il devoit leur enseigner non seulement les vérités que Jesus-Christ leur avoit cachées , mais encore leur retracer , en caracteres de feu , celles qu'il leur avoit enseignées , & qu'ils n'avoient pas comprises alors. *Adhuc habeo multa vobis dicere : sed non potestis portare modò ; Paracletus autem Spiritus Sanctus ..* Joann. XVI.
ille vos docebit omnia , & suggeret vobis omnia quacumque Ibid. XIV.
dixero vobis. Et dans plusieurs endroits il est écrit , que lorsque Jesus-Christ leur annonçoit certaines vérités , *ipsi nihil horum intellexerunt ; & erat verbum absconditum ab eis.* Ainsi donc , dans les premiers commencemens de l'Eglise , les seules paroles de Jesus-Christ conservées

dans la mémoire & dans le cœur des Apôtres, & les inspirations du Saint-Esprit, dont ils étoient remplis d'une manière aussi visible qu'ineffable, ont été les uniques Loix qui ont réglé & la Foi & les mœurs des premiers nés des Fidéles. C'est de la sorte qu'on vit s'accomplir à la lettre ces prophéties qui marquoient le caractère de la nouvelle alliance : *Erunt omnes docibiles Dei . . . Scribam legem in cordibus eorum, &c.*

Les Apôtres ne laissoient pas cependant de se servir de l'ancien Testament : car c'est pour l'Eglise Chrétienne que tout ce qui est écrit a été écrit : mais l'intelligence des Ecritures, que Jesus-Christ leur avoit donnée, leur servoit à distinguer les Loix qu'elles contiennent, à rejeter celles qui ne sont propres qu'à la Synagogue, & à n'adopter que celles qui conviennent à l'Eglise.

Bien tôt après, la piété & le saint empressement que les Fidéles avoient de connoître toutes les actions de la vie de Jesus-Christ, firent écrire le saint Evangile. Cette Histoire divine, jointe avec les différens écrits que les Apôtres avoient composés pour l'instruction & l'édification des Eglises, forma le nouveau Testament. Le Dogme mêlé avec la morale & la discipline, dans ces Livres saints, les fit regarder comme la règle de la Foi, de la conduite des Chrétiens & de la Police de l'Eglise. Voilà quelles furent les premières Loix écrites des Fidéles ; & pendant plus de trois siècles l'Eglise n'en eut presque point d'autres.

Ce peu de Loix suffisoit dans ces commencemens. La tradition, dégagée des difficultés qui se multiplient à mesure qu'on est plus éloigné de son principe, rendoit toutes les questions aisées à résoudre ; & les questions étoient d'ailleurs très-rares. On ne s'amusoit pas à raffiner & à subtiliser sur toutes choses. On ne voyoit pas une foule de particu-

liers qui sans mission, aussi-bien que sans caractère, allaient débiter leurs idées, & faire de leurs opinions des Dogmes de Foi. L'Evêque s'acquittait alors par lui-même de la fonction de la parole; & ceux qui travailloient sous lui à ce ministère le faisoient avec une si grande subordination; & une telle déférence pour les sentimens du Pasteur, qu'il ne se trouvoit dans le troupeau qu'une même Doctrine, qu'un même sentiment, &, pour dire quelque chose de plus, qu'un même langage.

Les différends étoient rares aussi, & facilement apaisés. La Charité, qui ne faisoit de cette multitude qu'un cœur & qu'une ame, ou les empêchoit de naître, ou les étouffoit dès leur naissance.

Dans les questions qui s'élevoient de temps en temps, quand elles n'étoient pas difficiles, elles étoient terminées par l'Evêque, & par le Presbytere qui lui servoit de conseil. Leur sainteté personnelle, le respect que l'on avoit pour leur dignité, avoit bientôt rendu le calme. En effet, qui auroit pu se refuser à la décision d'une autorité que mille vertus faisoient aimer, & que les miracles mêmes rendoient souvent respectable? Si au contraire elles étoient plus embarrassées, les Evêques de plusieurs Villes s'assembloient; & ces assemblées, appelées Conciles, décidoient la chose. Les Apôtres l'avoient ainsi pratiqué au sujet de la Circumcision; & l'autorité de ces définitions étoit si grande, qu'ils ne craignoient pas de l'attribuer au Saint-Esprit.

Les persécutions dont l'Eglise fut affligée jusqu'à Constantin ne permirent que rarement ces sortes d'assemblées, qui furent depuis cet Empereur si fréquentes, & qui ont toujours passé pour le nerf de la discipline: il s'en est tenu cependant quelquefois; & avec l'Ecriture Sainte, les décisions de ces Conciles ont composé le Droit Canonique de

ces trois premiers siècles. Ce sont elles qui composent ce que nous appellons les Canons Apostoliques, comme nous allons le montrer.

CHAPITRE II.

Des Canons & Constitutions attribués aux Apôtres.

LES Réglemens de ces premiers Conciles furent mis par écrit. L'union qui étoit entre les différentes Eglises fit qu'une Province eut communication & même adopta les Loix qui avoient été faites dans une autre, lorsqu'elles lui parurent justes & convenables à ses usages. Chaque Eglise écrivit, pour son particulier, un espece de Rituel, ou de corps de discipline, composé des Loix, ou qu'elle s'étoit imposées, ou qu'elle avoit adoptées. Ces recueils sont ce que nous appellons Canons Apostoliques, sur lesquels les sentimens sont si fort partagés. En effet Turrien les croit des Apôtres, Daillé les croit d'un imposteur qui vivoit au cinquième siècle, ou plutôt. Baronius & Bellarmin disent que les cinquante premiers sont des Apôtres, & que les autres sont supposés, & ont été ajoutés après coup. Monsieur de l'Aubépine Evêque d'Orléans au contraire, & un Anglois nommé Beveridge, les croient l'ouvrage de ces premiers Conciles. Ce système nous paroît le plus conforme à la vérité : en effet, si l'on considère d'abord les variations du nombre de ces Canons, dont les Grecs comptent tantôt 84. tantôt 85. les Latins seulement 50. ou 60. selon le Canon *Sexaginta* 2. dist. 16. on verra facilement, que ce n'est que la variété des usages des Eglises particulieres, dont les unes ont reçu quelques Loix que les autres ont rejetées, qui ait pu être la cause de ces différens nombres.

2°. L'on voit dans ces Canons la décision des disputes qui ont depuis partagé l'Eglise. Le Canon 69 défend de faire la Pâque avec les Juifs. Cependant cette question n'a été terminée qu'au Concile de Nicée. Le Canon 46. & quelques autres décident la question du baptême des hérétiques d'une manière contraire à la Doctrine Catholique; & cependant, lorsque l'on a agité ces questions dans les Conciles, personne n'a cité l'autorité de ces Canons.

On remarque que dans les Manuscrits ils ne sont appelés que *Canons anciens*, *Regles des Peres*. Voici donc l'Histoire de cet Ouvrage. Un imposteur, qui sans doute n'est pas autre que l'Auteur des Constitutions Apostoliques, ramassa une collection de tous les Canons qu'il trouva dans les différens Rituels des Eglises: voilà pourquoi l'on y trouve & le Règlement sur la Pâque qui fut fait dans plusieurs synodes, sous le Pape Victor l'an 198. & la rebaptisation qui fut ordonnée dans les Conciles d'Icone & de Synnade, tenus l'un & l'autre l'an 256. sous Firmilien & S. Cyprien; quoique ces questions ne fussent pas alors généralement décidées. L'envie que cet Auteur a de passer pour S. Clement, dans tous ces Ouvrages, lui fit mettre ce titre à ces Canons: *Canones sanctorum Apostolorum, à Petro dictati, à sancto Clemente conscripti*. Il en a aussi réformé la diction; & dans les endroits où l'on lit dans les Manuscrits, *le Seigneur a dit*, cet Auteur met, *le Seigneur nous a dit*. Où il y avoit, *Simon a été déposé par S. Pierre*, l'Auteur met, *Simon a été déposé par moi Pierre*. Ainsi du reste.

A l'égard de l'autorité qu'ils ont eue à Rome, le Pape Gelase les a mis au nombre des Apocryphes: peut-être, dit Hincmar, qu'il ne les a pas mis au nombre des Livres pleins d'erreurs; qu'il a voulu simplement qu'ils ne fussent pas traités comme les écrits des Apôtres; mais qu'ils fussent re-

*Hist. Franc.
cap. 19.*

gardés comme des Ouvrages où l'examen est permis ; & même qu'il est nécessaire de discuter. En Orient, Justinien & le Concile *in Trullo* l'an 692. les ont approuvés : en France ils n'ont paru qu'un peu tard. Saint Grégoire de Tours rapporte qu'on fit un nouveau caïer pour y mettre le Canon *Quasi Apostolicos*. Hincmar nous apprend plus exactement & ce qu'on en pensoit en France , & comment ils y furent reçus. Il nous dit qu'on les avoit mis dans un caïer à part , à la tête du Code à l'usage de France : *Les Canons* , ajoute-il , *que l'on dit être des Apôtres , recueillis par quelques Chrétiens , sont du temps que les Evêques ne pouvoient s'assembler. Ils ordonnent plusieurs choses qu'on peut recevoir ; mais ils en ordonnent aussi d'autres qu'il ne faut point observer.* On voit par ces paroles , que leur autorité n'y étoit point établie , & qu'on étoit bien éloigné de les croire l'ouvrage des Apôtres.

Il y a un second ouvrage attribué aux Apôtres : il a pour titre , *Constitutions Apostoliques*. Il est attribué aussi à saint Clement : mais cet ouvrage est rempli d'anachronismes , d'absurdités ; comme , qu'il faut raser la barbe aux femmes , & non pas aux hommes : il contient aussi des erreurs ; par exemple , qu'il est permis aux esclaves de se laisser abuser par leurs Maîtres ; que les troisiemes nôces sont une luxure manifeste. On les accuse aussi de contenir l'Arianisme ; & voilà pourquoi le Concile *in Trullo* , en les approuvant , les dit avoir été corrompus par les Ariens.

On attribue encore aux Apôtres neuf Canons d'un prétendu très-célebre Concile tenu par les Apôtres à Antioche : mais toute l'antiquité a ignoré ce prétendu Concile , qui n'est fondé que sur une leçon fautive qui s'est glissée dans l'Epître 18 du Pape Innocent premier , qui relève la gloire de l'Eglise d'Antioche , par ce grand Concile que les Apô-
tres

très ont tenu à Jérusalem à son occasion. Il y a, *Ecclesiam Antiochenam quæ meruit apud se celeberrimum Apostolorum Conventum* : il faut lire, *propter se*. Si au reste on vouloit soutenir que les Apôtres ont tenu à Antioche un Concile, je ne vois pas qu'on puisse l'entendre autrement que de cette assemblée qui s'est peut-être faite dans cette Ville, lorsque saint Paul y reprit saint Pierre : *Dixi Cephæ coram omnibus*, dit saint Paul ; & pour lors on entendroit cet *omnibus* d'un Concile. Quoi qu'il en soit, les neuf Canons qu'on impute à ce Concile n'en peuvent point être : ils sont pleins d'Anachronismes, & un d'entr'eux n'a aucun sens.

Galat. II. 7.

14

CHAPITRE III.

Du Droit Canonique depuis le Concile de Nicée jusqu'aux fausses Décrétales.

Après que Constantin eut donné la paix à l'Eglise, les Conciles comencerent à s'assembler : les Fideles se multipliant à l'infini eurent besoin de plus de reglemens différens ; & la liberté dont l'Eglise jouissoit lui permit de fixer plusieurs points de discipline, sur lesquels il y avoit de grandes dissensions. Ce fut sous le Regne de cet Empereur que s'assembla le premier Concile œcuménique, dont les Canons acceptés par toutes les Eglises furent d'abord l'unique Code qui régla le Droit Ecclésiastique. On ajouta à ces premiers Canons les reglemens des Conciles qui l'avoient précédé, ou qui l'avoient suivi ; mais avec cette différence, que ces nouveaux Canons acceptés dans une Eglise ne l'étoient point dans une autre, ou ne le furent

que plus tard. On y mit aussi les décisions des Papes & des Evêques sur les matieres de discipline. En un mot, les Corps des Canons varierent depuis de la maniere que nous allons le dire dans les Chapitres suivans, où nous allons traiter des Codes de l'Eglise Romaine, de ceux d'Orient, & enfin de ceux de l'Eglise de France.

CHAPITRE IV.

Des Codes de l'Eglise Romaine jusqu'à Charlemagne.

IL y eut deux Codes dans l'Eglise de Rome depuis Constantin jusqu'à Charlemagne; celui qu'on appelle l'ancien, & la Collection de Denys le Petit. Un Savant, qui nous a donné l'Edition de l'ancien Code Romain, nous dit qu'il y a été fait plusieurs additions en différens temps, & que ces changemens y ont introduit la confusion que les Anciens y ont remarquée.

Jusqu'au Pape Innocent I. Rome ne connoissoit pour ses Canons que ceux du Concile de Nicée. *Illic*, dit ce Pape, *juxta Nicæni Concilii Canones & Decreta contende: alios quippe Canones Romana non admittit Ecclesia.* Mais il est certain d'ailleurs, que ce même Pape, qui dit dans un autre endroit que ce sont les seuls Canons de Nicée qu'il faut suivre, & que l'Eglise Catholique approuve, cite cependant les Canons de Sardique, comme s'ils étoient de Nicée; d'où il est aisé de conclure que de son temps tout le Code de l'Eglise Romaine ne contenoit que les Canons de Nicée, auxquels on avoit déjà ajouté ceux de Sardique, & qu'ils passaient pour être de Nicée. On comprendra combien ces for-

*Dissert. 12 in
opera sancti
Leonis, tom.
2.*

Ep. 16.

*Ep. ad Cle-
rum & Popu-
lum C. P.*

res de méprises étoient aisées à faire , si l'on est instruit de la méthode que les Anciens suivoient en écrivant les Canons , tant en Occident qu'en Orient. Tous les Canons étoient écrits & chiffrés tout de suite : quoiqu'ils fussent de différens Conciles , le plus souvent on ne mettoit aucun titre qui pût indiquer les lieux d'où ils étoient tirés. Ils apportoit pour raison de cette méthode , que c'étoit pour empêcher qu'on en inserât quelqu'un de faux au nombre des véritables ; au lieu que le nombre total en étant une fois constant , il étoit difficile d'y faire quelque interposition , sans qu'on pût la découvrir sur le champ. Quoi qu'il en soit , cette méthode étoit en usage , comme nous l'apprenons de Denys le Petit. Saint Gregoire de Tours & Hincmar nous disent , l'un , que les Peres du Concile de Paris , l'autre , que lui-même ne tomba pas dans l'erreur où cette méthode conduit ; mais qu'ils discernèrent bien les anciens Canons d'avec les nouveaux.

La discipline de l'Eglise de Carthage , que les disputes sur la Grace avoient fait connoître plus particulièrement à l'Eglise Romaine , parut si raisonnable , que le Saint Siegé adopta & s'appropriâ les Canons Africains sous Innocent I^{er}. Voilà la seconde addition.

Le Pape Zozime ajouta à ces anciens Canons ceux de trois Conciles Grecs tenus avant le Concile de Nicée ; savoir , d'Ancyre , de Néocésarée , & de Gangres. L'amour de l'antiquité & de la Grece sa patrie semble avoir procuré cette troisieme addition.

La quatrieme se fit du temps de saint Léon , qui fit insérer dans le Corps des Canons quatre Epîtres du Pape Innocent I. Voilà les premieres Decrétales qu'on ait mises au rang des Canons ; car , quelque respect qu'on eût pour les rescrits des Papes , ils ne faisoient cependant Loi que lorsqu'ils

étoient inférés dans le Code public , & que publiés & notifiés ils recevoient cette autorité qu'on appelle précisément *Canonisation* en fait de Loi: fans cela , déposés dans les archives , ils y étoient conservés pour servir un jour de monument. D'où vient la différence de *referre in scrinia* & *referre in Canones*. On peut voir la preuve de ce que j'avance ici , touchant les rescrits des Papes , dans les Opuscules de Hincmar de Reims , & dans plusieurs autres de ses Ouvrages. Ce fut aussi sur ce fondement que les Evêques de France , du temps de ce Prélat , s'opposèrent aux fausses Décrétales d'Isidore , comme nous le dirons dans la suite

Enfin on ajouta à ce Code quelques lambeaux du Concile de Calcédoine ; les Canons des Conciles d'Ephèse , d'Antioche , de Laodicée , de Constantinople ; plusieurs Décrétales des Papes , des Lettres de plusieurs saints Evêques , & quelques ordonnances des Empereurs. Ainsi s'accrut l'ancien Code Romain , qui , d'abord composé de quelques feuillets , devint ensuite un volume raisonnable.

La confusion que tant d'additions différentes y avoient introduite engagea vers l'an 500. l'abbé Denys le Petit , d'entreprendre une nouvelle collection , & plus exacte pour la version , & moins embarrassée pour l'ordre. Cet Abbé , si savant en Grec qu'on rapporte qu'il lisoit également & du grec sur le latin & du latin sur le grec , s'attacha donc à former un Corps de Droit Canonique : il traduisit les anciens Canons avec plus de fidélité , & il ajouta à tout ce que l'ancien Code pouvoit contenir les Canons Apostoliques , & un amas de toutes les Décrétales depuis Sirice qui vivoit en l'année 385 , jusqu'à Anastase II. qui mourut en 523. Cette collection eut tant d'autorité à Rome , dès qu'elle parut , qu'on l'appella simplement le Corps des Canons ; & on s'en est toujours servi jusqu'aux Décrétales.

CHAPITRE V.

Des Codes de l'Orient jusqu'au derniers temps, & de celui de France.

LES Grecs, outre les Canons Apostoliques, ont eu une collection qui passe pour la premiere de toutes. On la croit de l'an 385. Elle a en tête les Canons de Nicée, & tout de suite, comme nous en avons averti au chapitre précédent, sans aucune distinction de Concile ni des temps, les Canons de six autres Conciles d'Orient, qui, chiffrés par ordre après ceux de Nicée, font en tout le nombre de cent soixante cinq. C'est cette collection dont on s'est servi au Concile de Calcédoine. On l'y mit avec l'Evangile sur un même Thrône; comme un des deux juges qui devoient servir à régler les décisions. En effet les Canons sont cités par ce Concile aux mêmes numeros qu'on les trouve dans cette collection. On lui donne pour Auteur un Etienne Evêque d'Ephese; mais je le crois Auteur de la Collection qui suivit celle-ci. La seconde Collection, dont Etienne est l'Auteur, a été faite après le Concile de Calcédoine. Elle a pour titre *Codex Canonum Ecclesiæ universæ*, quoique originaiement on l'appellât simplement *Code des Canons d'Orient*. Elle renferme tous les Canons de la premiere, & outre cela trois Canons du premier Concile de Constantinople, huit du Concile d'Ephese, & vingt neuf du Concile de Calcédoine, qui chiffrés à l'ordinaire de ce temps-là font en tout deux cents sept Canons.

On a ajouté depuis à cette seconde Collection les Ca-

nons Apostoliques , & ceux du Concile de Sardique , qui ne se trouvoient point auparavant dans les Codes Grecs. Ainsi la troisieme collection contient trois cent quinze Canons.

La quatrième Collection est celle que le Concile *in Trullo* a approuvée. Ce Concile qui ne s'assembloit que pour faire des Canons , qu'on appelle *Quini-sextum* , parcequ'il se regardoit comme le supplément du v. & vi. Conciles Généraux , qui n'en avoient pas fait , n'avoit gardé de ne pas enfler de beaucoup les anciens Codes. Ainsi , outre les trois cent quinze Canons des Collections précédentes , il en adopta cent trente deux de l'Eglise d'Afrique , en fit lui-même cent deux , & joignit à tout cela les Epîtres Canoniques des saints Basile , Pierre & Denys d'Alexandrie , Grégoire Thaumaturge , Athanase , Amphiloque , Cyrille , Genade , &c. Les vingt-deux Canons du VII. Concile œcuménique augmentèrent bientôt ce Code.

Enfin il parut une dernière compilation , qu'on attribue à Photius , fort peu différente de la précédente. La particule de *Filioque* est effacée du Symbole : le VIII. Concile œcuménique , qui condamna Photius , ne s'y trouve point ; mais on lit en sa place les decrets du Conciliabule qui le rétablit.

Tant de différentes Loix eurent besoin d'un ordre. Jean d'Antioche , surnommé l'Ecolâtre , avoit déjà entrepris de le mettre ; dès l'an 564. Son ouvrage est intitulé : *Nomocanon* , c'est-à-dire , Canons rangés par ordre. Photius fit un *Nomocanon* aussi ; plusieurs l'imiterent dans la suite. D'autres se contenterent de faire des abrégés des Canons , comme Ferrand , Martin de Brague , & Cresconius en avoient fait pour l'Occident. Voilà en abrégé l'Histoire de la Bibliothèque Canonique de l'Orient , que nous avons

conduite jusqu'aux derniers siècles; parceque son Schisme l'a empêchée de se sentir des variations que les fausses Décrétales ont apportées dans la discipline d'Occident.

Il nous reste à présent à parler de l'ancien Code de l'Eglise de France jusqu'aux Décrétales.

Pendant tant de variations, l'Eglise de France s'en tint au Code ancien, qui ne contenoit gueres que le Concile de Nicée de la Version de Ruffin, comme quelques-uns le prétendent, & quelques Canons de ses propres Conciles. La Collection de Denys le Petit n'y fut point admise d'abord: elle ne le fut que sous Charlemagne, qui, l'ayant reçue du Pape Adrien I^{er}, l'apporta en France & la fit accepter; & depuis elle y fut en usage. Les Canons Apostoliques n'y furent acceptés non plus que fort tard; & encore on les regarda comme des Loix qu'on pouvoit recevoir, ainsi que parle Hincmar: grande preuve de l'attachement de cette Eglise à l'ancienne discipline, & de la crainte qu'elle a des innovations.

*P. Q. dissert.
12. in S. Leon.*

CHAPITRE VI.

Du Droit Canonique depuis les Décrétales jusqu'à son rétablissement, & en particulier des fausses Décrétales.

Nous voici enfin arrivés à l'Epoque de l'Origine du Droit nouveau. Il y avoit en Occident, depuis la Collection de Denys le Petit, quelques autres Compilations des Canons; entr'autres une qu'on croit être de St Isidore de Seville, & qui contient quelques Canons de Toledé; lorsqu'on en vit paroître une immense, sous le titre de *Corpus Canonum Hispaniense*, publiée sous le nom de Isi-

dorus Peccator, ou *Mercator*. Elle contenoit, outre tout ce qui étoit renfermé dans toutes les autres ensemble, les Epîtres Decrétales des anciens Papes jusqu'à Damase. Denys le Petit, qui vivoit long-temps avant cet Isidore, quelque recherche qu'il eût faite de ces sortes de monumens, n'avoit pû remonter qu'au Pape Sirice. Ce nouveau Collecteur, par la fourbe la plus indigne, leur en supposa; mais pleines des maximes les plus nouvelles, de l'ignorance la plus crasse, des Anachronismes les plus marqués; enfin les plus indignes de la majestueuse simplicité des anciens siècles, & les plus opposées à leurs usages.

Riculphe, Archevêque de Mayence, les apporta le premier en France. L'amour que l'on a toujours eu pour la vénérable antiquité les fit d'abord recevoir avec respect. Le nom d'Isidore servit encore à la séduction par une équivoque de nom: on attribua cet ouvrage à Saint Isidore de Seville, attendu qu'il venoit d'Espagne. On cita dans le Concile d'Aix-la-Chapelle, en 838, un passage de la deuxième Epître attribuée à Saint Fabien. On remplit de leurs passages les Capitulaires de Charlemagne & de Louis le Débonnaire, qui parurent presque en même temps, & qui réglèrent pour lors la Jurisprudence de France: mais ensuite, quand on les eut examinées de plus près, on en contesta l'autorité. Hincmar fut le premier qui les attaqua. Il fit différence des Epîtres d'Innocent, & des autres qui étoient insérées dans le Code, d'avec ces nouvelles, qu'on devoit simplement regarder comme une instruction, disoit-il, & non comme une Loi. L'Eglise Gallicane prit ce parti contre Nicolas I^{er}, qui, au préjudice de l'ancien usage, vouloit s'attirer le droit de juger les Evêques. Ce Pape eut beau soutenir l'autorité de ces Decrétales, aussi bien qu'Adrien II. & Jean VIII. L'Eglise Gallicane tint toujours ferme; & présentement

ment même , quoique notre Jurisprudence en ait emprunté quelques décisions , elles ne font point proprement Loi dans le Royaume , où rien n'est considéré comme Loi , s'il n'est accepté , de l'autorité du Roi , par le Clergé de France , & reçu par l'usage.

Quoique l'autorité de ces fausses Decrétales fût contestée , comme je viens de le dire ; cependant on ne doutoit pas de leur vérité. Nos Peres étoient trop simples , & trop peu versés dans la Critique , pour se défier ou s'apercevoir de l'imposture de l'Auteur de ces Epîtres. Elle étoit pourtant bien grossière ; car il attribue au premier siècle des usages qui ne sont nés que dans le second , ou le troisième. Il confond les mœurs des temps différens , tombe dans mille absurdités touchant le régime de l'Eglise. Il coud des lambeaux de passages de Saint Augustin , Saint Ambroise , Saint Grégoire , de Justinien ; & enfin , les dates seroient toutes seules capables de découvrir l'infidélité , tant elles sont contre toute Chronologie. Cependant nos anciens Evêques , habiles d'ailleurs , ne dispuoient point leur vérité. Ils se contentoient de dire à Nicolas I. qu'elles n'avoient point d'autorité , parcequ'elles n'étoient pas insérées dans les Canons : & malgré la Décrétale de ce Pape , d'où est tiré le Canon *Si Romanorum* 1. dist. 16. ils s'en sont tenus à leur principe , que ce Pape réfute assez mal , en leur disant , que si on ne recevoit **pour** Loi que ce qui est dans les Canons , on ne **recevroit** pas les Ecritures-Saintes : comme si le Droit divin , qui gouverne l'Eglise , pouvoit être comparé à des regles écrites par des hommes , qui ne portent le nom de Loix que lorsqu'elles sont acceptées. Cette erreur , qui s'est continuée jusqu'au Concile de Bâle , a formé le Droit nouveau , comme nous l'allons dire. Nicolas de Cusa , Cardinal , commença le premier à les soupçonner de faux : il fut suivi par

plus d'un Savant. Présentement on en doute si peu, que le Pere Sirmond dit du gros Volume que Blondel a fait pour en faire voir l'imposture, qu'il a fait de terribles efforts pour enfoncer une porte ouverte.

On pourra demander présentement à quel dessein on a fait cette supposition? La question est difficile à résoudre : néanmoins il me paroît que l'Auteur n'a eu en vûe que de rendre l'Eglise, les Evêques, & les Clercs indépendans des Princes séculiers. C'est sous Charlemagne que les Papes commencerent à devenir Princes temporels, & les Evêques Seigneurs. L'Eglise commença à posséder des terres en Souveraineté & en fiefs. Les richesses firent naître l'ambition, les brigues dans les Ecclésiastiques; & dans les Laïques, les chicanes, les violences, & les usurpations. Un imposteur, pour faciliter aux Ecclésiastiques des moyens de défense, forgea des monumens, pour donner au Pape, qui alors pour le Temporel ne dépendoit plus de personne, une autorité sans bornes, & pour rendre les Evêques plus dépendans du Pape. Ce sont là les deux points de vûe de toutes les nouvelles maximes de ces Décrétales.

Au reste, en finissant cet article, je proteste que je n'ai garde de croire l'Eglise Romaine coupable de cette supposition. Sa grandeur & sa primauté est fondée sur l'Ecriture, & sur la Tradition la plus incontestable. Son autorité n'a pas besoin de fable & de supposition, pour se soutenir. C'est d'Espagne que ces fausses pieces sont venues; sans que les Papes s'en soient mêlés; & si on les trouve dans les Codes de l'Eglise Romaine, c'est que personne ne doutoit dans ce temps là de leur vérité.

CHAPITRE VII.

Des anciennes Compilations Methodiques des Canons.

Après la mort de Charlemagne, le Droit que les fausses Décrétales avoient apporté commença à s'introduire; mais ce fut avec bien des difficultés. La question de l'investiture ne fut décidée que l'épée à la main. Elle fit donner soixante-dix-huit combats en batailles rangées, fit périr plusieurs millions d'hommes, & fit excommunier presque tous les fideles de l'Occident. La division qui regnoit durant ces siècles, où l'Eglise étoit véritablement militante, comme le dit ingénieusement un de nos anciens Avocats Généraux, causa principalement trois grands maux: le premier, la jalousie de la puissance séculière contre l'Ecclésiastique, les Seigneurs ne cherchant qu'à s'emparer des biens de l'Eglise: le second, l'abus des Clefs, qui ne furent plus employées qu'à se défendre de ces usurpations, ou à étendre des Droits prétendus légitimes: le troisieme enfin, l'ignorance profonde, & la corruption des mœurs, qui a coûtume de la suivre. Tel fut l'état de l'Eglise pendant tout le dixieme siècle. Enfin, sous Leon IX. elle commença à respirer; & c'est de son Pontificat que l'on peut dater le commencement du rétablissement des Sciences.

Mais les esprits n'étoient point assez éclairés pour s'apercevoir de la fausseté des Décrétales d'Isidore. Leon IX. Alexandre III. Innocent III. Papes très-dignes de la Chaire de Saint Pierre, avoient les meilleures intentions du monde; mais ils se crurent obligés en conscience de suivre les maximes de ces Décrétales; & puisque personne n'en con-

restitoit la vérité, ils crurent qu'on les estimoit pour être les sources des plus anciennes maximes du Christianisme. Ainsi, en réformant des abus, ils anéantirent, avec ces abus, quelques précieux vestiges qui restoient de l'antiquité, quand ils les trouverent contraires à ces Décrétales. C'est de la sorte que pensant se rapprocher des usages des premiers siècles, ils leur substituerent un droit nouveau, qui en étoit fort éloigné.

Ce fut dans ces mêmes sources que puisèrent aussi les anciens Compilateurs du Droit Canonique: car presque personne ne se trouvoit en état d'étudier les anciens Codes. Il fallut, pour apprendre la discipline de l'Eglise, faire une Compilation des Canons, non rangée selon l'ordre des temps & des Conciles, comme auparavant; mais selon l'ordre des matieres. Buchard, Evêque de Vormes, entreprit une vers l'an 1008. qu'il divisa en vingt Livres. Il paroît n'avoir pas consulté les sources mêmes, mais seulement les collections qui l'avoient précédé; d'où il est arrivé qu'il se trompe souvent, & trompe avec lui Gratien; qui l'a suivi avec trop de crédulité. C'est une remarque à faire sur cet Auteur, qu'il n'ose citer les Capitulaires de nos Rois, & qu'il attribue toujours à quelque Concile ce qu'il en tire. Yves de Chartres en fit une autre en 1100. ou même il en fit deux, si la Pannomie, ou Pannormie, comme on dit plus communément, ou collection de toute la discipline, est de lui, comme quelques-uns le prétendent. Voilà les plus célèbres Compilations qui furent faites jusqu'à Gratien, dont l'ouvrage les a anéanties, & qui est l'unique qui soit d'usage dans le Droit nouveau.

CHAPITRE VIII.

Du Decret de Gratien.

Gratien, Moine Bénédictin, est né à Chiufi en Toscane, près de Florence. Quelques-uns ont inventé qu'il avoit pour frere Pierre Lombard, célèbre dans la Théologie, & Pierre le Mangeur, *Comestor*, célèbre dans la science de l'Ecriture Sainte; & qu'ils étoient tous les trois les fruits de l'impudicité de leur mere: à quoi on ajoûte que leur mere ne voulut jamais, à l'article de la mort, se repentir des péchés qui avoient donné occasion à la naissance de trois personnages si célèbres. On est aujourd'hui revenu de ce conte puerile.

Gratien s'appliqua à composer ce qu'on appelle le Decret par excellence, depuis 1127. jusqu'à l'an 1150. & l'an 1151. il le mit au jour. Son ouvrage a pour titre, *Concordia discordantium Canonum*, parceque l'Auteur s'applique en effet à concilier les Canons qui semblent se contredire. Dès que cet ouvrage parut, il fit évanouir toutes les collections précédentes. Il fut expliqué dès-lors, & n'a depuis cessé de l'être dans toutes les Universités, qui, dans ce temps là, commencerent à s'établir. Quelques-uns prétendent même, qu'Eugene troisieme ait envoyé Gratien lui-même l'enseigner à Paris. Le Decret de Gratien méritoit au reste cette préférence sur les autres Compilations précédentes, par l'étendue des matieres, & par l'ordre qui y regne. Il n'est pas cependant exempt de beaucoup de fautes, dont Pierre-Pithou a fait un très-long catalogue. On a fait au quinzieme siecle une correction de cette Compila-

tion , qui a été achevée en 1580. Mais elle n'est pas si entiere qu'on n'y pût encore retravailler.

A l'égard de son autorité , quelques-uns prétendent que ce Decret a été approuvé & confirmé par Eugene III. mais tous les plus célèbres Interpretes sont d'un avis contraire. Toutes les décisions qu'il contient n'ont donc qu'une autorité Doctrinale ; & ne sont point Loi. Les Canons dont il est composé tirent leur force de leur source , & non de sa Collection. C'est l'usage que le Barreau François , en particulier , fait du Decret de Gratien. Venons à présent au détail de cet ouvrage.

Il est composé de trois parties , que l'ancien usage est de citer diversement , pour les distinguer.

La premiere renferme deux objets principaux , les principes du Droit , & les personnes. A l'égard des principes généraux , il explique la définition , les divisions du Droit , les différentes especes des Loix , & les sources du Droit Canonique : cela mene à la vingtieme distinction inclusive-ment. A l'égard des personnes il traite deux choses 1^o. De l'ordination des Clercs & des Evêques ; & là il est traité des devoirs des Ecclesiastiques , des devoirs des Evêques en particulier , des Regles établies par saint Paul , de quelques-uns des empêchemens , soit pour la promotion aux Ordres , soit pour l'exercice des fonctions Ecclesiastiques. 2^o. De la Hiérarchie de l'Eglise ; & là il est parlé de la puissance du Pape , de la Jurisdiction Ecclesiastique , & enfin de plusieurs choses concernant les Ordinations.

Gratien a appelé *Distinctions* les différentes Sections de cette premiere Partie , aussi bien que de la troisieme ; au lieu que celles de la seconde sont appelées *Causés* ; parceque dans ces deux Parties il s'applique à accorder les Antilogies des Canons ; au lieu que dans la seconde il examine de part

& d'autre les questions qu'on peut agiter au For intérieur ou extérieur de l'Eglise.

La seconde Partie traite des Jugemens. Elle contient trente-six causes, qui sont toutes divisées en questions. On peut réduire en abrégé tout ce qui y est traité à deux chefs principaux. 1^o. Ce qui concerne le For extérieur. 2^o. Ce qui concerne le For intérieur.

Ce que Gratien traite par rapport au For extérieur se rapporte à trois chefs. 1^o. Une des matieres des Jugemens criminels, qui est la simonie. 2^o La forme & l'ordre judiciaire des Jugemens, & en particulier des criminels. 3^o. Les autres matieres des Jugemens civils & criminels. Ce sujet est étendu aux différens états des hommes. Par rapport aux Ecclesiastiques, il est traité d'abord des Droits & des Délits des Prélats; ensuite des Droits & des Délits communs aux Clercs supérieurs & inférieurs; après, de ce qui concerne les Moines; en quatrième lieu, des Droits & des Délits communs aux Clercs & aux Laïques; enfin d'une chose qui concerne seulement les Laïques, qui est le mariage & tous ses empêchemens. Comme autrefois la pénitence publique étoit un de ces empêchemens, la question troisième de la cause trente-trois traite de la Pénitence, & par conséquent de ce qui concerne le For intérieur. Cette question, qui est très-longue, a été dans la suite partagée par les Interpretes en plusieurs distinctions.

Enfin la troisième Partie, qui est intitulée *De Consecratione*, traite des choses sacrées, & ne contient que cinq distinctions. L'Auteur la commence par la Consécration des Eglises & des Autels; & c'est peut-être cette distinction qui a donné le titre à toute cette Partie. Il parle ensuite de l'Eucharistie, & des Fêtes où l'on doit la recevoir; ensuite du Baptême & de la Confirmation: c'étoient les trois Sa-

cremens dont il lui restoit à traiter ; car il avoit expliqué l'Ordre & l'Extrême-Onction dans la premiere Partie , la Pénitence & le Mariage dans la seconde. Enfin la cinquieme distinction finit par le Jeûne , le Culte des images , & la Doctrine de la Trinité.

Pour finir ce qui regarde le Decret de Gratien , il ne me reste plus que deux observations à faire.

La premiere est sur le mot *Palea* , que l'on trouve répandu dans ce Livre à la tête de quelques Canons. C'est une marque qui dégrade les Canons qui en sont notés. Les uns disent , que *Palea* signifie une paille , un fêtu , pour dire que ces Canons doivent être regardés comme une paille au milieu du bon grain , ou comme un fêtu qui n'est d'aucune conséquence. D'autres disent , que c'est qu'on a voulu noter ainsi de méchantes additions faites par un Disciple de Gratien appelé *Palea*. D'autres dérivent ce mot de *παλαια* c'est-à-dire , *Lex antiqua*. Mais , sans tant chercher l'origine de ce mot , il nous suffit d'observer qu'il dénote des choses qui ont moins d'autorité que le reste , & qui ont été ajoutées après coup à cet ouvrage.

La seconde observation est sur la maniere de citer le Decret. Voici quelle elle est : les différens chapitres s'appellent Canons : ainsi on cite d'abord le premier mot du Canon , ensuite le nombre du Canon. Voilà ce qui est commun à toutes les trois Parties. Voici présentement ce qui est particulier à chacune. Pour marquer la premiere , on ajoute simplement la distinction & son nombre. Ainsi , *Can. obitum* 16. *dist.* 61. c'est de la premiere Partie. Pour marquer la seconde , on met après le nombre du Canon un grand chiffre Romain qui dénote le nombre de la Cause , & ensuite la question & son nombre. Ainsi , *Can. Sacerdotibus* 41. II. *quæst.* 1. c'est de la deuxième Partie. Il y a cependant

dant une exception à faire pour la Cause 33. où il est parlé de la Pénitence : elle se cite par distinctions comme la premiere Partie ; mais on ajoute de *Pœnitentiâ* : par exemple, *Can. perfectæ. 8. dist. 3. de Pœnit.* La troisieme Partie se cite par distinctions, comme la premiere ; mais on ajoute de *Consecratione*, comme dans cet exemple, *Can. nemo 9. dist. 1. de Consecrat.*

CHAPITRE IX.

Des Decrétales de Grégoire IX.

L'Application particuliere que la Cour de Rome a toujours eue à la Jurisprudence est cause du nombre infini de Constitutions, de Bulles, & de Decrétales, qui remplissent aujourd'hui de si gros Volumes. Elle est si ancienne, qu'au rapport de Mezeray, lors de l'entrée de Charlemagne dans Rome, on y compta jusqu'à trente mille Procureurs, ou gens de Justice : preuve, ajoute-t-il, que cette Cour étoit déjà dès lors le Pays des Formalités. Il ne faut donc pas s'étonner si depuis Gratien il s'est fait tant de Decrétales. La Jurisprudence étoit si négligée par-tout ailleurs, que de tous côtés on recouroit à Rome pour toutes sortes d'affaires. Ainsi depuis Gratien jusqu'à Grégoire IX. c'est-à-dire, pendant soixante-dix ans, il avoit déjà paru huit compilations différentes des Decrétales. Grégoire IX. pour en former un Code Pontifical à l'instar du Code de Justinien, fit de cinq de ces compilations une seule qui porte aujourd'hui son nom, & qui forme ordinairement le second Volume du Droit Canon. Elle ne contient presque aucun Canon des Conciles, ni aucun passage des Saints

Peres , comme le Decret de Gratien : mais seulement c'est un tissu de lambeaux de ses propres Decrétales , & de celles des Papes qui l'avoient précédé : encore ne remonte-t-il presque point plus haut qu'à Alexandre III.

Il se servit de Raymond de Pegnafort, Dominicain , pour la confection de cet ouvrage , & le publia & l'approuva l'an 1231. Cette compilation est appelée *Extra* , parce qu'elle est séparée du Decret de Gratien , qui seul composoit auparavant le corps des Canons : elle est divisée en cinq Livres : & par cette raison quelques-uns l'ont appelée *Pentateuque* : chaque Livre est divisé en titres , & chaque titre en capitules. Ainsi on le cite comme dans cet exemple, *Capitula Gravis II. extra de restitutione spoliatorum.*

Les matières traitées dans ces cinq Livres sont contenues dans ces cinq mots , dont on a fait un Vers :

Judex , Judicium , Clerus , Connubia , Crimen.

Le premier Livre , qui traite des *Juges* , peut se réduire à quatre chefs. Le titre premier est de la sainte Trinité ; car c'est par là que le Code de Justinien , qu'on a voulu imiter , commence. Il traite 2°. du Droit en général ; 3°. des Personnes Ecclésiastiques , de ce qui concerne les Elections , le *Pallium* , les Renonciations , &c. des différences des personnes Ecclésiastiques , du devoir des Juges , des Juges délégués , &c. 4°. de ce qui précède les Jugemens , comme Pactes , Transactions , &c.

Le second Livre , qui traite des Jugemens , peut aussi se réduire à quatre chefs principaux. 1°. Ce qui regarde les Jugemens en général. 2°. Toutes les formalités par lesquelles on commence un Procès , comme les citations , l'Exploit libellé , la contestation en cause , &c. 3°. Tout ce qui

regarde la poursuite d'un Procès. 4°. Ce qui concerne la fin du Procès, c'est-à-dire, la Sentence & la chose jugée.

Le troisieme Livre, qui traite des Ecclesiastiques, a cinq chefs principaux. 1°. Les vertus des Clercs. 2°. Les biens Ecclesiastiques. 3°. Les biens & Droits temporels des Ecclesiastiques. 4°. L'Etat Monastique & les Vœux. 5°. Les devoirs des Clercs, leurs Fonctions & Immunités.

Le quatrieme Livre, qui a pour objet les *Mariages*, traite des mariages en eux-mêmes, de leurs empêchemens, & enfin de leur dissolution, & de ses effets.

Enfin le cinquieme Livre, qui traite des *Matières Criminelles*, enseigne d'abord la maniere d'instruire un Procès criminel. En second lieu, il fait une énumération des crimes; & enfin, il prescrit les peines Canoniques dont on doit les punir.

Comme les Decrétales sont approuvées par Grégoire IX. elles sont observées en Pays d'obédience.

CHAPITRE X.

Des quatre dernieres Collections du Corps du Droit Canonique.

Saint Bernard nous représente la Cour de Rome comme un Tribunal où l'on plaidoit du soir au matin, où le Souverain Pontife n'avoit pas même les nuits libres: *Dies dei eruat lites, & nox nocti indicat malitiam*; où les appellations faisoient rencontrer, comme dans un centre, tous les Procès de tout le monde. Ainsi il ne faut pas s'étonner si les Collections des Decrétales se sont en peu de temps si fort augmentées. En effet, soixante-sept

*De Confid.
cap. 3. lib. 2.*

ans après la Collection de Grégoire IX. Boniface VIII. y fit une addition qu'on appelle le *Sexte*. Dix-neuf ans après le *Sexte*, Jean XXII. fit publier la Collection que Clément V. avoit faite de ses Decrets, de ceux de Benoît XI. & de ceux que Boniface VIII. avoit faits postérieurement à l'édition du *Sexte*. Cette Collection porte le nom de *Clémentines*. Huit ans après les *Clémentines*, Jean XXII. publia vingt Constitutions que nous nommons les *Extravagantes de Jean XXII*. Enfin un Anonyme ramassa quelques Constitutions des Papes, qui n'avoient pas encore été insérées dans les Compilations, & on les nomme *Extravagantes Communes*; & cette Collection paroît avoir été faite vers l'an 1483.

Le *Sexte* est donc la Collection de Boniface VIII. il contient quelques Decrétales de Grégoire IX. de ses Successeurs, & celles de Boniface VIII. Il suit le même ordre que les Decrétales, & il est de même divisé en cinq Livres. Boniface VIII. dit en avoir usé de la sorte, pour le faire servir de Supplément aux Decrétales, plutôt que d'en avoir fait recommencer la Collection; afin que les Exemplaires des Decrétales ne fussent pas inutiles. Effectivement l'Imprimerie n'étoit pas encore inventée: une nouvelle Compilation auroit engagé à bien de la dépense, & bien du travail. Les différends que Boniface VIII. a eus avec Philippe le Bel ont été cause que le *Sexte* n'a jamais eu d'autorité en France. Les Interpretes l'avoient remarqué dans leurs gloses; mais les Correcteurs Romains ont retranché toutes les notes qui marquoient cette circonstance. On le cite dans nos Livres comme les Decrétales, à la réserve qu'au lieu d'*extra* on met *in sexto*.

Les *Clémentines* contiennent les Decrétales de Clément V^e, & ses Decrets dans le Concile de Vienne. Ce Pape

mourut avant la publication de cet ouvrage , qu'il avoit fait composer. Jean XXII. son successeur , le mit au jour. Cet ouvrage est partagé comme les Decrétales & le Sexte. On le cite de même à proportion , c'est-à-dire , qu'on change le mot d'*Extra* en celui de *Clementinae*.

Les Extravagantes sont ou de Jean XXII. ou les Communes. Ce mot étoit autrefois employé pour signifier tout ce qui n'est pas dans Gratien , qu'on appelloit pour cela *Antiqui Canones* , & qu'on cite quelquefois en ces termes , *in antiquis* : mais depuis il a été attribué à des Constitutions errantes , dont les premières sont de Jean XXII. au nombre de vingt , colligées par son autorité vers l'année 1325. rédigées en quatorze titres , qu'on cite ainsi , *apud Joann. 22.* ou bien , *in Extrav. Joann. 22.* Les secondes Extravagantes sont appelées Communes , parcequ'elles sont de plusieurs Papes. On dit qu'elles sont divisées en cinq Livres , dans le même ordre que les Decrétales : mais comme on n'y voit rien touchant le mariage , qui fait la matière du quatrième Livre des Decrétales , on ajoute que le quatrième Livre manque aux Extravagantes communes.

A l'égard de l'autorité , que les cinq Collections des Decrétales ont en France , nous remarquerons qu'il est défendu de citer le *sexte* au Parlement ; & à l'égard des autres collections , elles n'y sont reçues qu'autant qu'elles sont conformes à nos Usages & à nos Libertés.

Outre ces compilations , il y a encore à Rome le *Bullaire* , mais qui n'est regardé que comme l'ouvrage d'un particulier ; le Directoire des Inquisiteurs , qui n'est nullement d'usage en France ; & les Regles de Chancellerie , dont nous ne recevons que quatre : savoir , celle de *Infirmis resignantibus* , ou des vingt jours , celle de *impetrantibus beneficia viventium* , celle de *publicandis* , & celle de *annali possessore*.

CHAPITRE XI.

Du Rétablissement du Droit Canonique.

QUoiqu'à Rome le Droit s'observe selon les six Collections que nous venons d'indiquer, toutefois il ne laisse pas d'y avoir eu différens changemens. Les *non obstante* des Papes, c'est-à-dire, la facilité qu'ils avoient à déroger aux anciens Decrets, par le moyen de cette formule, & les fréquentes dérogations qu'ils en faisoient, y en ont apporté. Les Conciles généraux, & en particulier celui de Trente, ont beaucoup travaillé à la réformation de la discipline. Les Royaumes entiers, par des Pragmatiques & des Concordats, ont tâché de se rétablir dans les anciens usages. C'est ici le quatrième & dernier point de vûe sous lequel il nous reste à examiner le Droit Canonique: mais pour ne pas entrer dans des discussions inutiles à cet ouvrage, qui nous meneroient trop loin, nous n'examinerons cet article que par rapport à la France.

L'extension de l'autorité que les fausses Décrétales avoient donnée aux Papes dégénéra bientôt en abus, par les désordres qui inonderent l'Eglise dans le douzième & treizième siècles: tant de malheurs se multiplièrent encore pendant le grand Schisme, sous les Anti-Papes. Aussi au Concile de Constance tous les Prédicateurs faisoient d'horribles portraits de l'état de l'Eglise, & sembloient se disputer les uns les autres à qui en feroit de plus hideux. Tous les écrits des Auteurs contemporains sont pleins de tant de déclamations, qu'il est étonnant comment les Ecclésiastiques ont pu si fort se décrier eux-mêmes. Toute la Chrétienté soupi-

roit après une réformation générale : le Concile de Constance l'entreprit , sous le titre de Réformation *in capite & membris* ; mais dès qu'il vint à toucher aux prétentions du Pape , aux Privileges des Cardinaux , aux nouveaux Usages qui étoient utiles à la Cour Romaine , il trouva tant d'opposition , que l'on fut obligé de se séparer , sans en venir à bout. La réformation ne fut pas plus heureuse au Concile de Bâle , après lequel les Nations voyant qu'il étoit impossible d'espérer que la Cour Romaine voulût aucunement rabattre , ni de ses Prétentions , ni de ses Maximes , ni de ses Usages , elles prirent le parti de faire chez elles , en leur particulier , les réformations qu'elles jugerent nécessaires , & de s'opposer aux entreprises que la Cour de Rome voudroit faire sur elles. Telle fut l'occasion de la Pragmatique de Bourges en 1437. & du Concordat Germanique , entre Eugene IV. & Frédéric III. en 1447.

Les Papes , privés des annates & d'autres prétentions par cette Pragmatique , disputèrent long-temps avec nos Rois. Enfin Léon X. & François I. terminèrent ce différend par le Concordat de l'année 1516.

Les désordres , plutôt arrêtés qu'apaisés , recommencerent , & Luther y fonda son Schisme. L'Eglise conçut encore des desirs de réformation. Le Concile de Trente , en effet , corrigea bien des choses : mais plusieurs points , comme l'Institution des Evêques , la Résidence , & quantité d'autres qui regardoient les prétentions de la Cour de Rome , n'y furent point décidés. Aussi en France , on n'espéra pas retirer grand avantage de la Réformation de la Discipline par ce Concile. Cette raison & plusieurs autres obligèrent nos Rois à protester contre , & à refuser l'acceptation des Décisions qu'on y avoit faites. Ce Royaume prit le parti de faire la Réformation lui-même. Pour cela les Etats s'assem-

blerent à Blois. L'on y fit une Ordonnance. On accepta dans la suite le Dogme qui avoit été défini à Trente : mais pour la Discipline , on la refusa ; & quelque instance que le Clergé ait faite pour en procurer l'acceptation , on s'est toujours tenu à l'Ordonnance de Blois.

Voilà en gros l'Histoire des Ordonnances qui reglent aujourd'hui notre Discipline. Nous allons dire un mot de chacune en particulier,

CHAPITRE XII.

De la Pragmatique de Saint Louïs.

LA Pragmatique de Saint Louïs n'est pas le seul monument du zele de ce Saint Roi pour la Discipline & les Libertés de France. Ce Prince , dès le commencement de son Regne , avoit fait un Edit l'an 1228. que nous trouvons dans le vieux style du Parlement , par lequel il ordonnoit que les Elections se fissent par les Eglises : il défendoit la Simonie , les Impôts de Cour de Rome ; confirmoit & se rendoit protecteur de tous les Privileges accordés par les Rois aux Eglises , & de leurs Droits. La Pragmatique n'est presque rien autre chose que cet Edit renouvelé. En offer , ses voyages d'Outre-mer avoient été cause que son Edit , & les Reglemens de la Reine Blanche sa mere , n'avoient pas été observés avec toute l'exactitude nécessaire. D'ailleurs Clément IV. avoit fait une Constitution , qui donnoit trop d'étendue à la puissance du Pape. Cette Constitution , qui est de l'an 1266. porte en propres termes , que « quoique » l'ancienne disposition de tous les Bénéfices appartienne » si justement au Pontife Romain , qu'il peut non seulement
les

» les conférer quand ils vauquent , mais encore donner
 » droit de les acquérir avant la vacance , &c. ». Cette Préface , dont la proposition conditionnelle pouvoit se changer en absolue , comme elle l'a été par Boniface VIII. qui la fit insérer dans le *Sexte* , *tit. de præbendis* , *cap. 2.* & par Clément V. qui , *Clement. lib. 2. tit. 5. cap. 1.* s'y fonde pour donner au Pape , non seulement un plein pouvoir sur les Bénéfices , mais encore une entiere liberté , fut cause de la Pragmatique de Saint Louis.

Ce Prince l'an 1268. prêt d'entreprendre son dernier voyage de la Terre-Sainte , ayant assemblé ses Etats , publia cette Ordonnance en présence du Légat du Saint Siege. D'abord il y déclare que son Royaume n'a jamais été soumis à aucune Puissance , sinon à celle de Dieu , à laquelle seule il veut encore qu'il soit soumis. Ensuite il dresse six articles.

Le premier maintient les Prélats , les Patrons , & les Collateurs ordinaires des Bénéfices , en la jouissance entiere de leurs droits , & conservation de leur Jurisdiction.

Le second maintient les Eglises Cathédrales , & autres , dans le Droit d'avoir les Elections libres.

Le troisieme condamne la Simonie.

Le quatrieme ordonne que les Promotions , Collations , Provisions , & dispositions des Bénéfices & Offices Ecclésiastiques du Royaume , soient faites selon la disposition du Droit commun , des Saints Conciles , & des anciens Statuts des Saints Peres.

Le cinquieme défend les Exactions & charges très-pe-santes de la Cour Romaine , imposées ou à imposer , si ce n'est pour cause de Religion , & du consentement exprès & volontaire du Roi & du Clergé du Royaume.

Le sixieme renouvelle & confirme les Libertés , Fran-

chises , & Privileges accordés par les Rois aux Eglises , Monasteres , & autres lieux de piété , & aux Religieux & personnes Ecclésiastiques.

Enfin le Roi ordonne à ses Officiers de tenir la main à l'exécution de cette Ordonnance , qui est du mois de Mai de l'an 1268.

On doute que cette Pragmatique soit de Saint Louis ; 1^o. parceque les Auteurs contemporains n'en disent rien ; 2^o. parceque la Cour Romaine n'a fait alors aucun éclat à ce sujet , comme elle n'auroit pas manqué de faire ; 3^o. à cause de la formule, *Ludovicus Dei gratia Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam*, qui semble n'être usitée que par les Papes , & qui est insolite à nos Rois. Cependant on la trouve citée dans les articles présentés par le Parlement à Louis XI. dans les Etats assemblés à Tours en 1483. & dans l'acte d'Appel de l'Université de Paris en 1491. Peut-être que le besoin que la Maison d'Anjou eut du secours des Papes , pour les Royaumes de Naples & Sicile , est cause du silence, que les Auteurs ont gardé sur une chose qui pouvoit brouiller avec la Cour de Rome : peut-être aussi que le zele que Saint Louis avoit pour les Croisades , sa mort arrivée en 1270. la nécessité où la Cour de Rome voyoit que la France alloit être de se relâcher , à cause du besoin qu'on auroit d'elle , ont fait qu'elle a laissé passer cette Ordonnance , sans faire aucun éclat. Quoi qu'il en soit , on la croit aujourd'hui indubitablement de Saint Louis.

CHAPITRE XIII.

De la Pragmatique Sanction de Bourges.

L'Eglise croyoit voir finir les malheurs où le Schisme l'avoit plongée, par l'Élection de Martin V. Les Antipapes ou étoient morts, ou avoient cédé. Martin V. avoit promis, devant & après son Sacre, de travailler à la réforme de l'Eglise dans son Chef & dans ses membres. Il avoit été ordonné à Constance, de tenir fréquemment des Conciles généraux. Pour y parvenir, on en avoit indiqué un à Pavie. La contagion, qui regnoit dans cette Ville, le fit transférer à Sienne. De Sienne, Martin V. le fit transférer à Bâle. Eugene IV. successeur de Martin V. qui mourut avant la première session du Concile de Bâle, voulut dissoudre ce Concile, qui avoit déclaré que le Pape même étoit soumis aux Decrets des Conciles généraux. Le Concile le déposa, & élut Felix V. en sa place. Eugene de son côté, après avoir transféré le Concile à Ferrare, & de Ferrare à Florence, excommunia les Peres de Bâle. Ainsi le Schisme recommença tout de nouveau. Le Concile & le Pape envoyèrent, chacun de leur côté, des Ambassadeurs dans les différens Royaumes, pour attirer les Nations dans leur parti.

La France & l'Allemagne, quoiqu'elles désapprouvassent la dissolution & la translation du Concile de Bâle, prirent ce tempérament. Elles désapprouverent également les Sentences du Concile contre le Pape, & celles du Pape contre le Concile, & ordonnerent qu'en attendant les Eglises seroient gouvernées selon le Droit ordinaire. La France fit

quelque chose de plus : Charles VII. ayant assemblé les Etats à Bourges , fit examiner les Decrets que le Concile avoit faits jusqu'alors : ils étoient rédigés en 23 articles. L'Assemblée les accepta tous : mais elle en modifia quelques-uns , non qu'on révoquât en doute , comme s'explique la Pragmatique , *la puissance & l'autorité du Concile de Bâle , qui avoit fait ces Decrets ; mais parceque les temps , & les mœurs du Pays , & les personnes du Royaume le requéroient ainsi*. Ce sont ces vingt-trois articles , & la modification de quelques-uns d'eux , qui composent la Pragmatique Sanction , qui est datée du 7 Juillet 1438. & qui a été enregistrée au Parlement le 13 Juillet 1439.

Cette Ordonnance est appelée Pragmatique Sanction , peut-être à cause que l'Ordonnance de saint Louis en pareil sujet porte ce nom ; peut-être aussi à cause que ce sont des articles arrêtés par les Etats , sous le bon plaisir du Roi , & confirmés par son autorité : au lieu qu'on appelle Edit , ce que le Prince ordonne de son propre mouvement.

La Pragmatique a trois parties. La première , qui est la Préface , apprend l'occasion & la cause de l'Ordonnance. Il y a quatre choses à y remarquer ; 1°. que le Concile de Bâle , quoique dissous alors par Eugene , est reconnu pour le Concile légitime ; 2°. que la Supplique que les Ambassadeurs y font au Roi , d'accepter & de faire observer quelques-uns des Decrets du Concile , fait voir que le Concile reconnoît qu'en France les Decrets ont besoin d'être acceptés par nos Rois , & qu'il faut qu'ils en ordonnent l'observation à leurs sujets ; 3°. que le Roi , à la tête des Ordres de son Etat , peut faire des Reglemens touchant la Discipline Ecclésiastique ; 4°. que le Roi peut tempérer & modifier les Decrets même des Conciles généraux.

La seconde partie contient les vingt-trois articles de

Bâle , avec les modifications que l'Assemblée avoit jugé à propos de faire de quelques-uns. En voici les titres.

Le premier traite de l'autorité des Conciles généraux , & du pouvoir qu'ils ont de réformer le Chef & les membres.

Le second , des Elections & de leur confirmation : cet article est modifié quant à la confirmation.

Le troisieme , de l'abolition des réserves , modifié selon l'ancien Droit acquis.

Le quatrieme , des Collations } modifiés selon ce Droit

Le cinquieme , des Causes } acquis.

Le sixieme , des Appellations frivoles.

Le septieme , de *pacificis Possessoribus*.

Le huitieme , du nombre & de la qualité des Cardinaux , modifié pour les neveux du Pape.

Le neuvieme , des Annates, modifié. Les Annates n'ont été accordées que pour la vie d'Eugene IV. seulement , & selon une taxe médiocre.

Le dixieme & les suivans jusqu'au 19^e regardent l'Office divin & les Eglises , & on n'y a fait aucune modification.

Le vingtieme , des Concubinaires.

Le vingt-unieme , des Excommuniés , qu'il ne faut point éviter.

Le vingt-deuxieme , des Interdits , qu'il ne faut pas fulminer indifféremment.

Le vingt-troisieme , de l'abolition de la Clémentine *Litteris*.

La troisieme partie , qui contient la conclusion , marque deux choses : 1^o. l'Assemblée accepte les articles ainsi arrêtés & modifiés, supplie le Roi de les confirmer , d'en donner la publication & l'observation , & d'envoyer ses Ambassadeurs au Concile , pour y faire accepter les modifications : 2^o. le Roi confirme & ordonne la publication

desdits articles , & veut que provisionnellement ils soient observés , en attendant que le Concile ait approuvé les modifications.

Telle est cette fameuse Pragmatique , qui a tant coûté de soins à Rome pour parvenir à sa révocation , & que la France a si long-temps défendue. Les Annates dont elle prive les Papes , & les Conciles dont elle est tirée , voilà les deux grands griefs que Rome avoit contre elle. Eugene IV. voulut en faire réformer au moins certains articles : mais Charles VII. au lieu d'en rien rabattre , en prescrivit plus étroitement l'observance en 1454. Pie II. après avoir fortement déclamé contre elle , dans l'Assemblée de Mantoue en 1459. fit ses Décrétales ; *Execrabilis* , & *Inauditus* , contre ceux qui appellent du Pape au Concile. Mais Jean Dauvet , Procureur Général du Parlement , protesta au nom du Roi contre la Harangue & les Décrétales , & en appella au futur Concile en 1461. Louis XI. fils & successeur de Charles , cherchant à s'attirer la faveur du Pape , pour la Sicile qu'il vouloit faire tomber à René d'Anjou , la révoqua par des Lettres adressées au Pape , datées du 27 Novembre 1461. Le Pape , charmé de cette nouvelle , fit présent au Roi d'une épée garnie de pierreries , fit publier ces Lettres de révocation , & traîner par toutes les rues de Rome la pancarte qui contenoit la Pragmatique , qu'il avoit reçue par le même paquet. Mais ces Lettres ne furent point vérifiées au Parlement. Le Roi depuis , mécontent du Pape , ne se mit point en peine de faire exécuter cette révocation ; & le Cardinal d'Arras , qui avoit obtenu le Chapeau à mener cette intrigue , fâché aussi de ce que le Pape ne lui avoit pas permis de tenir ensemble l'Archevêché de Besançon & l'Evêché d'Albi , se mit encore moins en peine d'en presser l'exécution. La mort de Pie II.

qui survint trois ans après , & les défordres qui arrivoient parcequ'on ne favoit qu'elle conduite tenir pour les Bénéfices , occasionnerent les remontrances du Parlement pour le rétablissement de la Pragmatique. Louis XI. écouta les raisons de la Cour ; & l'an 1464. elle fut en quelque sorte remise. Paul II. ayant gagné l'Evêque d'Evreux , par la promesse de le faire Cardinal , fit encore varier Louis XI. en 1467. Mais Jean de Saint-Romain , Procureur Général , s'opposa au Parlement à l'enterinement des Lettres du Roi ; & l'Université de Paris signifia au Légat du Pape , & à l'Evêque d'Evreux , à leur retour du Parlement , une protestation , & un Acte d'Appel au futur Concile , qu'elle alla faire enregistrer au Châtelet , où les Lettres de révocation étoient déjà passées. Sous Charles VIII. la Pragmatique fut observée , & Jean de Nanterre , son Procureur Général , fit un Appel d'un Légat du Pape , de sa Légation , du Pape même , au Pape mieux conseillé , & de tout ce qui avoit été fait contre la Pragmatique. Enfin Louis XII. ordonna en 1499. qu'elle seroit inviolablement observée. Jules II. suscita contre lui toute l'Italie. La France & l'Allemagne , qui avoient proposé des griefs contre ce Pape , le firent sommer d'assembler un Concile. A son refus , les Cardinaux l'indiquèrent à Pise. Alors , pour parer le coup , il l'indiqua à Rome à saint Jean de Latran : il cita le Roi , les Cours & le Clergé de France , de venir au Concile défendre la Pragmatique Sanction , dans un espace de temps qu'il donna pour délai ; faute de quoi , elle seroit déclarée nulle , schismatique , & comme telle abrogée. Le Concile de Pise avoit cependant fait quantité de Decrets , qu'on avoit reçus en France. Enfin il alloit arriver un Schisme : mais la mort de Jules , arrivée le 26 Fevrier 1513. le prévint. Louis XII. fut plus doux à l'égard de Leon X. Il

reconnut le Concile de Latran ; & après sa mort , arrivée le premier Janvier 1514. le Concordat changea bien la face des affaires.

CHAPITRE XIV.

Du Concordat.

LA Victoire que François I. gagna en Italie , & la prise de Milan , obligerent Leon X. à chercher à faire sa paix avec ce Prince , qui étoit au-delà des Alpes avec son Armée victorieuse. Le Pape proposa au Roi une entrevue à Boulogne. Là le Roi demanda à Leon X. ou d'approuver la Pragmatique , ou de faire un Traité de certains articles dont ils conviendroient ensemble. Leon X. refusa le premier , & accepta le second. C'est ce Traité qu'on appelle le *Concordat*. On y a suivi l'ordre de la Pragmatique Sanction : mais il y a pour le fond bien des différences.

Les Préfaces sont de François I. & de Leon X. Le Roi y parle fort avantageusement du *Concordat* , & explique les motifs qui l'ont porté à le faire. Leon X. au contraire , y traite fort mal la Pragmatique Sanction.

A l'égard des articles , le premier de la Pragmatique , qui traite de l'autorité des Conciles , n'y est en aucune manière : le second , des *Collations* , ôte les Elections aux Eglises , & les donne au Roi ; & c'est le premier article du *Concordat*. Le second article du même *Concordat* abroge pour la France & le Dauphiné les réserves & graces expectatives. Le troisieme renferme tout le Droit des *Gravés*. Par le quatrieme le Pape se réserve des *Mandats* , une fois seulement pendant son Pontificat , & la préven-

tion

tion généralement de tous les Bénéfices , desquels la vraie valeur annuelle sera exprimée. Les 5. 6. & 7. sont conformes , presque en tout , aux articles de la Pragmatique du même nombre , aussi bien qu'à ceux qui sont dans la Pragmatique les 20. 21. 22. & 23. Il n'est point parlé au *Concordat* des articles 8. jusqu'au 19. inclusivement.

Après ces articles suivent *l'approbation du Concordat* par le Concile de Latran , les Lettres Patentes du Roi pour son acceptation , sa promesse de le faire enregistrer , & les différens délais qui lui ont été accordés , pour faire cet enregistrement.

Le Pape dans la onzième Session du Concile , le 19 Décembre 1516. publia le *Concordat* dans son entier , avec deux Bulles , l'une pour le confirmer , & l'autre pour révoquer la Pragmatique Sanction.

Mais François I. de retour en France , ne voulut faire recevoir que le *Concordat* , & ne parla point de cette Bulle de révocation. Néanmoins , bien qu'il fût allé pour cela au Parlement en personne , le 16 Février 1517. il n'en vint point à bout. Tous les ordres de l'Etat s'opposèrent. Comme il s'étoit engagé à le faire recevoir en six mois , il fallut obtenir de nouveaux délais & des prorogations. Le Procureur Général & l'Université s'opposèrent , & faisoient des protestations. Enfin le 22 Mars 1517. le Parlement obéit à des ordres si souvent réitérés ; mais mit la clause , que c'étoit *par l'ordre exprès du Roi*. Il fit le 24 une protestation de nouveau , que quelque publication qu'il eût faite du *Concordat* , il n'entendoit ni l'approuver , ni l'autoriser , ni avoir intention de le garder ; qu'il persistoit en ses protestations & appellations précédentes ; déclarant que quelque Acte que la Cour pût faire dans la suite , elle n'entendoit se départir de ses protestations & appellations. Il fallut de

plus grandes menaces pour contenir l'Université, qui avoit même défendu aux Imprimeurs d'imprimer le *Concordat*. Depuis, le Clergé a demandé souvent le rétablissement de la Pragmatique. Enfin tout ce qu'on peut dire en général, est que cette Pragmatique est encore d'usage parmi nous, en tout ce qui n'est point contraire au *Concordat*, qui, malgré toutes les appellations & protestations, a passé d'abord, par la déference que l'on doit à des ordres souverains, ensuite par les mœurs & la coutume.

CHAPITRE XV.

De l'autorité du Concile de Trente en France.

DEpuis le *Concordat* jusqu'aux Decrets du Concile de Trente, nous avons quelques Ordonnances de nos Rois, qui font partie de notre Droit Canonique, dont l'histoire est jointe à celle du Concile de Trente.

Léon X. & François I. étoient morts avant l'ouverture du Concile. Jules III. & Henri II. se brouillèrent à l'occasion du Duché de Parme. Octave Farnese, qui le possédoit, s'étoit mis sous la protection de France: le Pape, à la persuasion de l'Empereur, avoit publié contre Octave un rigoureux Edit, le citant à Rome, & le déclarant rebelle, s'il manquoit à comparoître. Henri II. après avoir protesté à Rome & à Trente contre le Concile, & menacé d'en faire tenir un National, fit un Edit à Fontainebleau en 1550. par lequel, ayant représenté qu'il n'étoit pas juste que le Pape tirât de l'argent de France pour lui faire la guerre, il défendit absolument d'envoyer des Courriers à Rome, d'y faire tenir des Lettres de change, ou porter aucun argent,

ni or non monnoyé, pour Bénéfice, dispense, & autres graces, sous peine de confiscation aux Ecclésiastiques, & outre cela, de punition corporelle pour les Séculiers. Il fit aussi son Edit contre les petites dates & autres abus de Cour de Rome. Mais en 1551. le Pape ayant fait sa paix avec la France, la défense fut ôtée, & le seul Edit des petites dates resta, sur lequel on peut lire M^e Charles du Moulin, mais avec précaution & discernement.

François II. successeur d'Henri, ne fit rien de particulier qui concernât le Droit ecclésiastique. Mais Charles IX. qui lui succéda, & qui regnoit lors de la Conclusion du Concile de Trente, fournit une ample matiere à notre histoire.

Le Roi d'Espagne profitoit des troubles de la France, & des différends qui naissoient de temps en temps entre les Papes & nos Rois, pour obtenir à ses Ambassadeurs, la préséance au Concile sur les nôtres. Le Pape, sans décider néanmoins cette contestation, favorisoit plutôt les Espagnols que les François, ou, pour mieux dire, ménageoit les Espagnols d'une maniere que la France, qui vouloit que son Droit fût incontestable, avoit raison de se plaindre.

Charles IX. crut qu'il ne devoit point tant avoir d'égard à la délicatesse de la Cour Romaine, qui en avoit si peu pour ses Droits légitimes. Il écouta les remontrances de ses sujets, & fit à l'Assemblée des Etats son Ordonnance d'Orléans, du mois de Janvier 1560. Le titre & la préface marquent, que c'est sur les plaintes, doléances, & remontrances des Députés des trois Etats, qu'elle a été faite & autorisée.

Cette Ordonnance, entr'autres choses, contient vingt-neuf articles touchant les Ecclésiastiques. Les Elections pour les grands Bénéfices sont remises, & la forme en est marquée; la Pragmatique de saint Louis est renouvelée en plusieurs chefs; les Annates ne sont pas abolies; le Roi se ré-

serve d'en traiter avec le Nonce ; mais par provision il est fait défense d'envoyer aucun argent à Rome. Sur ces entrefaites Jules III. mourut. Paul IV. pour se réconcilier avec la France , donna quelque satisfaction à ses Ambassadeurs. Le Roi , de son côté , donna à Chartres une Déclaration l'an 1562. qui remet les Elections selon le *Concordat* , & permet le transport de l'argent à Rome. Ainsi l'Ordonnance d'Orléans n'a point eu son effet , ni à l'égard des Elections , ni à l'égard des Annates & graces de Cour de Rome. Ce premier différend fut suivi d'un autre , dont les suites ont été plus longues. En proposant les articles de la Réformation , on s'avisa de vouloir limiter la puissance des Princes Souverains , & de leur donner des Loix , sous prétexte de *réformer les Princes* , disoit-on. Nos Ambassadeurs s'opposèrent à cette entreprise , & du Ferrier fit le 22 Septembre 1563. une protestation au nom de la France , contre le Chapitre des Princes (car on le nommoit ainsi) à laquelle voyant que les Légats & les Peres ne vouloient point avoir d'égard , il se retira à Venise avec les autres Ambassadeurs qui l'accompagnoient ; & quelque modification qu'on ait faite sur ce point , le Roi ne voulut jamais le laisser retourner au Concile , malgré toutes les instances du Cardinal de Lorraine. Ainsi le Concile de Trente fut terminé malgré les protestations de la France , de n'en accepter jamais , ni en reconnoître les Decrets. Examinons à présent ce qui en est arrivé.

On distingue les Decrets du Concile de Trente en ceux qui regardent le Dogme , & ceux qui regardent la Discipline : effectivement dans la plupart des Sessions , ils sont joints l'un & l'autre. On fait d'abord précéder le Decret Dogmatique , qui est partagé en plusieurs chapitres , qui contiennent une explication de la Doctrine , & qui sont sui-

vis de Canons doctrinaux , avec *Anathême* à chacun. Ensuite l'on met le Decret de la Réformation ; car c'est ainsi que le Concile a appelé les matieres de Discipline ; de même que , contre l'usage ancien , il a appelé *Canons* les décisions doctrinales proposées aux fideles sous peine d'*anathême* , quoique ce mot n'ait été employé autrefois que pour des décisions de Discipline.

Il est certain , 1°. que la Doctrine définie par le Concile de Trente a toujours été reconnue par le Royaume de France , comme la Doctrine Catholique. Aussi Henri III. répondit au Nonce de Gregoire XIII. qui le pressoit de faire publier les Decrets du Concile de Trente , « qu'il ne » falloit point de publication du Concile pour ce qui étoit » de la Foi ; que c'étoit chose gardée dans son Royaume. » *V. Louet. p. 574. premiere Edition.* Il est certain , 2°. que les Decrets dogmatiques du Concile de Trente n'ont jamais été publiés dans le Royaume , ni enregistrés nulle part par autorité du Roi. M. de Marca parle d'un Edit donné en 1579. pour ordonner que le Concile de Trente sera reçu dans les choses qui regardent la Foi ; & d'une résolution prise , dit-il , en 1588. aux Etats de Blois , de recevoir ce même Concile , sans préjudice des Libertés de l'Eglise Gallicane. Mais , outre que cet Edit ne se trouve en aucun endroit , & que personne , que je sache , autre que M. de Marca , n'a parlé de cette résolution , qui peut-être n'a été qu'un simple projet qu'on n'a point exécuté ; ce que nous lisons dans l'histoire de ce temps-là , & dans les Auteurs contemporains , paroît incompatible avec une semblable Ordonnance. Voyez de Thou sur l'année 1563. du Moulin dans sa consultation sur le Concile de Trente , l'avertissement de Jacques Faye , Avocat Général au Parlement de Paris , dans Bouchel , Biblioth. Canon. *verbo* Conciles : Ser-

vin, Plaidoyers 30. 32. 57. l'avis pour les Etats de 1615. dans Bouchel, *ibid.*

Cependant ces Decrets dogmatiques, qu'on a si longtemps refusé de publier, sont acceptés dans ce Royaume, & y ont force de Loi. Comment concilier cette contrariété? Le voici: nos Rois ont eu des raisons particulieres pour ne pas faire publier le Concile; mais ces raisons ne tomboient pas sur le Dogme défini par le Concile: ils ont toujours promis de le faire enseigner & garder dans leur Royaume; & ils l'ont fait en effet. C'est ainsi que sans publication, ni enregistrement, ni acceptation en vertu de Lettres patentes, ou faite par un Concile National, la Doctrine définie par le Concile de Trente fait aujourd'hui Loi dans le Royaume de France.

V. Bouchel,
supra.

Quant à la Discipline, nous souhaiterions en dire la même chose. Mais c'étoit là le point important qui choquoit la France, & le motif de tous les refus qu'on faisoit d'en accepter les Decrets. Les raisons que la France a eues de ne pas recevoir la Réformation du Concile peuvent se rapporter à deux chefs principaux. 1^o. L'entreprise sur la Jurisdiction temporelle des Princes. 2^o. La contradiction avec nos Libertés.

A l'égard du premier chef, voici quelques articles. *Sess.* 25. *chap.* 19. il défend les duels, excommunie les Princes qui les permettent, & les déclare privés du Domaine de la Ville, Château, ou autres lieux, où ils l'auront permis. V. aussi *Sess.* 21. *ch.* 2. & *Sess.* 22. *ch.* 10. Il impose mulctes & amende pécuniaire, *Sess.* 24. & *Sess.* 6. *ch.* 1. 4. & 15. & *Sess.* 22. *ch.* 10. auquel il donne pouvoir aux Evêques d'interdire les Notaires Royaux & Impériaux de leurs fonctions. Il donne droit aux Evêques de punition corporelle sur les Laïques, aussi-bien que sur leurs biens, *Sess.* 24. *ch.*

10. Et *Seff.* 25. *ch.* 3. il donne aux Evêques la connoissance des Causes civiles : *Seff.* 25. *ch.* 9. pour le droit de Patronage : *Seff.* 22. *ch.* 7. pour les Appellations des Juges temporels des Evêques. Il donne aux Evêques des droits qui appartiennent au Roi, comme de commuer les volontés des Testateurs, *Seff.* 22. *ch.* 7. pour ôter la Jurisdiction des Conservateurs, *Seff.* 14. *ch.* 5. contraindre les habitans à faire un revenu aux Curés, *Seff.* 21. *ch.* 8 & 9. & quelques autres articles.

A l'égard de nos Libertés, voici quelques-uns des articles qui y sont contraires. Le Pape y est reconnu au-dessus du Concile. Les Evêques y sont qualifiés comme les délégués du Saint Siege : les sujets du Roi sont obligés d'aller plaider hors du Royaume : le Pape a le pouvoir de déposer les Evêques, & d'en mettre d'autres : on y déroge aux appellations comme d'abus, aux indults, au droit de Patronage laïque, & à quantité d'autres points, reçus de tout temps dans le Royaume.

Au reste, quoiqu'on se soit toujours fort opposé aux Decrets de cette Réformation, cependant elle ne laisse pas d'être acceptée en ce qui n'est point contraire à nos Usages. Car, outre qu'on en a emprunté plusieurs articles dans l'Ordonnance de Blois ; comme nous allons le dire ; on cite ces Decrets, non seulement dans les Chaires, mais encore dans les Tribunaux de la Justice, pour servir à la décision de quantité d'affaires. Mais l'usage qu'on en fait ne lui donne pas pour cela autorité. L'on peut donc dire que les Decrets du Concile de Trente font en France ce que le Droit Romain est dans les Pays où l'on ne suit que la Coûtume & l'Ordonnance. Lorsqu'une de ces regles manque à décider un cas particulier, on a recours aux Loix Romaines, comme à la regle la plus assurée. De même, quand il se présente

une question de Discipline ecclésiastique qui n'est pas décidée par les Loix du Royaume, on consulte pour la décider le Concile de Trente. Ainsi nous nous en servons, non comme d'une Loi qui entraîne malgré nous nos suffrages, mais comme d'une raison écrite qui nous porte à les donner.

CHAPITRE XVI.

De l'Ordonnance de Blois.

Charles IX. avoit approuvé les protestations que ses Ambassadeurs avoient faites contre le Concile : tous les Ordres de l'Etat n'étoient pas disposés pour les Decrets qu'on y avoit faits, comme nous avons dit. Ainsi le Pape pouvoit s'attendre à une résistance de la part de la France. Pour fléchir ce Royaume, il fit joindre à ses prières celles des Princes Chrétiens. Le Cardinal de Lorraine, qui se faisoit un honneur de faire accepter ce Concile, se servit de tout le crédit qu'il avoit en Cour, pour faire réussir cette affaire : mais cette premiere tentative fut inutile. Le Pape, pour ôter au Roi tout sujet de plainte personnelle contre lui, décida la question de la préséance des Ambassadeurs en faveur de la France ; permit au Roi l'aliénation des biens ecclésiastiques, pour subvenir aux nécessités de l'Etat ; offrit au Cardinal de Bourbon la Légation d'Avignon ; deux choses que le Roi lui avoit demandées avec instance. Mais Charles IX. ne voulut point se relâcher. L'an 1572. le Cardinal Alexandrin, & le Cardinal des Ursins, après le massacre de la saint Barthélemi, qui paroissoit une occasion si favorable au Concile, firent des nouveaux efforts ; mais aussi infructueux que les premiers.

Après

Après la mort de Charles IX. Gregoire XIII. pourſuivit plus vivement cette publication , ſe ſervant des créatures que la Ligue lui avoit faites. Les Huguenots firent ſolliciter Henri III. par le Roi de Navarre. Le Roi répondit que cette publication préjudicieroit à ſes affaires, & qu'il n'étoit pas moins jaloux de ſon autorité & des prééminences de l'Egliſe Gallicane que ſes prédéceſſeurs. Néanmoins , pour ne pas priver la France du fruit de ce Concile , il convoqua les Etats à Blois , pour prendre dans les Decrets de Trente ce qui ſeroit & le plus utile & le plus conforme à nos Uſages , ſans nommer cependant le Concile ; & pour en faire un Edit qui ſerviroit à l'avenir de Loi à tous ſes ſujets. Cet Edit eſt l'Ordonnance de Blois , publiée l'an 1576. elle a pluſieurs chefs. Il y a ſoixante-quatre articles touchant l'Egliſe , & deux touchant les Hôpitaux : le reſte regarde différentes matieres. On pourra voir comment on a adopté les Decrets de Réformation de Trente , ſi on veut ſe donner la peine de conférer les articles de cette Ordonnance , avec les chapitres de la Réformation de ce Concile , ſelon la Table ſuivante.

<i>Art. de l'Ordon.</i>	<i>Concile Seſſ.</i>	<i>Ch.</i>
XIV.	6.	I.
XXII.	24.	13.
XXIV.	23.	18.
XXVII.	25.	8.
XXVIII.	25.	15.
XXIX.	23.	12.
XXX.	21.	8.
XXXI.	25.	5.
XXXIII.	5.	I.
XXXIV.	<i>ibid.</i>	<i>ibid.</i>
XL.	24	I.

Comme cette Ordonnance paroïssoit contraire à la déference qu'on demandoit au Concile, & à l'autorité du Pape, qui avoit ordonné, dès l'année 1564. que le Concile commenceroit d'obliger toute la Chrétienté; Rome fit tous ses efforts pour faire substituer en sa place les Decrets de Trente dans leur entier. Elle se servoit de la Ligue: & dans le Traité de Joinville de l'an 1584. on mit une clause, que les Princes François contractans feroient observer les sacrés Decrets du Concile de Trente. En effet, dans les prétendus Etats de la Ligue en 1593. le Cardinal Pelvé, Légat, proposa la publication du Concile de Trente: cette proposition causa de la division. Le Président le Maître & quelques autres furent députés pour examiner cette affaire, & pour rapporter les articles contraires à l'Eglise Gallicane & à ses Libertés. Ils rapportèrent un Mémoire de leur commission, composé de vingt-six articles; & l'affaire échoua. La dernière entreprise que les Papes formèrent, pour la publication du Concile de Trente en France, fut lors de l'absolution d'Henri IV. Clement VIII. fit insérer parmi les articles que le Roi s'obligeoit de garder, pour obtenir son absolution, de *faire recevoir en France le Concile de Trente*. Henri IV. n'y voulut consentir qu'avec cette clause: *Exceptis si quæ essent quæ Regni tranquillitatem turbare possent*. Mais, quand ce grand Roi voulut entreprendre l'exécution de cet article, il trouva tant de résistance dans le Parlement, & dans tous les Ordres du Royaume, qu'il fallut nécessairement appliquer à tous les Decrets de ce Concile ce que le Pape n'avoit voulu entendre que de quelques-uns.

Depuis, le Clergé a continué cette poursuite en 1576. 1579. 1582. 1585. 1586. 1598. 1605. & enfin aux Etats de 1615. où le Cardinal de Richelieu, alors Evêque de

Luçon, & M. François du Harlay, Archevêque de Sebaſte, enſuite de Rouen, firent tant d'instances à Louis XIII. mais qui furent inutiles.

Ainsi l'Ordonnance de Blois a toujours eu depuis autorité dans le Royaume; à laquelle ſi on joint l'Edit de Louis XIII. de l'an 1637. appelé *Edu pour le Contrôle des Bénéfices*, & celui de Louis XIV. de l'an 1646. touchant les Inſinuations eccléſiaſtiques, on ſaura preſque tous les principes de notre Jurisprudence Canonique. Il ne reſte plus qu'à connoître exactement ce que nous appellons les Libertés de l'Egliſe Gallicane.

CHAPITRE XVIII.

Des Libertés de l'Egliſe Gallicane.

« **C**E que nos Peres ont appelé *Libertés de l'Egliſe*
 » *Gallicane*, dit M. Pithou, (*art. 2. des Libert. de*
 » *l'Egl. Gall.*) & dont ils ont été ſi jaloux, ne ſont point
 » Paſſe-droits, ou Privileges exorbitans, mais plutôt Fran-
 » chiſes naturelles, & ingénuités, ou Droits communs :
 » *Quibus* (comme parlent les grands Prélatſ du Concile
 » d'Afrique) *nullâ Patrum definitione, derogatum eſt Eccle-*
 » *ſiæ Gallicanæ*; eſquelles nos Ancêtres ſe ſont très-con-
 » ſtamment maintenus, & deſquelles partant n'eſt beſoin
 » montrer aucun titre que la retenue, & naturelle jouiſ-
 » ſance. Ces Libertés, dit Antoine Hotman, ne ſont point
 » conceptions de Papes, ne ſont point droits acquis contré
 » le Droit commun; car, pour s'être la France conſervée
 » en Liberté plus qu'autre Nation qui ſoit Catholique, on
 » ne peut pas dire qu'elle ait été affranchie. Elle eſt franche

» & libre dès sa premiere origine : elle s'est mieux conser-
 » vée que les autres en son premier état , sans s'être aban-
 » donnée à la prestation de plusieurs Droits qui se recueil-
 » lent dans les Pays qu'on appelle d'*Obédience*. La Liberté
 » de l'Eglise Gallicane peut compatir avec la Dignité du
 » Saint Siege. Ce ne sont point deux choses contraires l'une
 » à l'autre : elles sont toutes deux légitimes : cette propo-
 » sition maintient l'Eglise , & en retranche l'hérésie ». Tous
 nos Auteurs s'accordent à donner de nos Libertés une sem-
 blable idée. De-là vient aussi cette formule solennelle ,
 dont le Roi & les Parlemens ont accoutumé de revêtir ce
 qui nous vient de Rome : *En ce qui n'est point contraire aux
 Libertés & Prérogatives de l'Eglise Gallicane , aux Privi-
 leges des Eglises , & aux Droits du Roi & du Royaume.*

Messieurs Pithou , Dupuy , Hotman , Lefchassier , &
 autres , qui ont si sagement traité ce sujet , conviennent
 que le détail de nos Libertés est infini ; mais qu'on peut le
 réduire à certains principes. M. Pithou les réduit à deux ,
 M. Lefchassier à cinq.

Pour ne nous pas écarter des principes & des sentimens
 de ces grands hommes , je crois donc qu'on peut réduire
 toutes nos Libertés dans ces deux mots , qu'on trouve dans
 la définition apportée par M. Pithou. *Franchises ou Ingé-
 nuités , & Droits communs*. Car nos Libertés consistent ;
 1^o. Dans le Droit que nous avons de nous défendre indéfi-
 niment contre toute innovation qu'on voudroit introduire ,
 ou pour affoiblir l'ancienne Discipline , ou pour lui en sub-
 stituer une nouvelle ; & c'est ce Droit que j'entens par le
 terme d'*Ingénuité* , ou de *Franchise*. 2^o. Dans des points par-
 ticuliers de Discipline décidés par les anciens Conciles ;
 dans certains usages ; dans des Privileges , non Apostoli-
 ques , c'est-à-dire , accordés par les Papes ; mais Canoniques ,

c'est-à-dire , tellement autorisés qu'ils font Droit : & c'est cela que j'appelle *Droits Communs*. Ainsi nos Libertés , selon cette dernière idée , consistent dans tout ce détail infini d'Usages , de points de Discipline , de Prérogatives , Droits du Roi & du Royaume , que la France a maintenus avec tant de zèle ; & selon la première idée , nos Libertés consistent dans le Droit que le Royaume de France a de s'y maintenir ; car c'est l'idée que nous en donne le mot d'*Ingénuité*.

On distingue donc deux sortes de Pays dans la Chrétienté , ceux qu'on appelle d'*Obéissance*, & ceux qu'on appelle de *Liberté*. Dans les 1^{ers}, la puissance du Pape est le principe qui autorise les Loix qu'on y suit : dans le 2^e, on est véritablement *ingénu & libre*. Or l'Ingénuité , en général , ne consiste pas à n'avoir aucun maître , ni à n'obéir à personne. Autrement il n'y auroit aucun homme libre , ou la Liberté seroit une Licence trop indéfinie : mais la Liberté consiste à ne dépendre que des Loix , & selon les Loix : ainsi la Liberté consiste dans une soumission légitime à ceux qui ont droit de gouverner ; mais soumission exempte du pouvoir despotique de la part des Supérieurs , & de la servitude sans règle & sans bornes dans les inférieurs. Nos Libertés par conséquent , si on les considère sous cette idée d'*Ingénuité & de Franchise*, ne sont autre chose que le droit que nous avons de rendre au Saint Siège , & à chaque Pasteur en particulier , une obéissance filiale & canonique , conforme aux intentions de JESUS-CHRIST , bornée par les Saints Canons , par les Usages , & par les règles reçues dans l'Eglise & dans le Royaume. Obéissance qui doit être renfermée & bornée dans les choses qui regardent leur Jurisdiction.

Il y a deux maximes à tirer de ce principe. 1^o. Que nous devons obéir aux Pasteurs légitimes. Sans cela tout l'ordre

seroit renversé , & l'Eglise ne seroit qu'un amas de parties qui n'auroient ni liaison , ni subordination l'une à l'autre. 2°. Que nous sommes en droit de ne leur pas obéir , s'ils vouloient donner atteinte à nos Droits reconnus & autorisés par l'Eglise , ou à des Privileges dont nous ne devons pas nous laisser dépouiller. C'est dans le sens de ces deux principes , qu'il ne faut pas séparer , que la France est un Pays de Liberté. Voilà ce qui concerne nos Libertés , considérées comme des *Franchises* & *Ingénuités*.

Si on les considere comme *Droits Communs* , c'est-à-dire , dans ce détail infini de choses qu'il faut regarder & observer , malgré les défenses que les Pasteurs pourroient nous faire , elles peuvent être réduites à trois classes.

La premiere est des choses qui sont d'un Droit commun , *imprescriptible* , & *inaliénable* ; & nous y mettons tout ce qui regarde la distinction des deux Puissances , & le peu d'autorité que l'une a sur ce qui est du ressort de l'autre ; l'indépendance de nos Rois pour le temporel , la Souveraineté de leur Couronne , même sur les Ecclésiastiques ; la protection Royale qu'ils doivent à tous leurs sujets , soit Laïques soit Clercs , quand la Puissance ecclésiastique veut les opprimer. Voilà ce que nulle Eglise ne peut perdre ; mais que nous conservons en France avec plus de force & une exactitude plus religieuse.

La seconde est des choses établies par l'ancien Droit , choses qu'on peut perdre néanmoins ; mais dont la France n'a jamais été dépouillée : & dans cette classe sont le Droit du Roi pour la nomination aux Bénéfices , & généralement tout ce qui regarde les moyens dont la Cour de Rome tire des Royaumes différens tant d'utilité temporelle , & pour s'attirer la collation sur tous les Bénéfices ; le droit de connoître en premiere instance des Causes ecclésiastiques , de n'être point obligé d'aller plaider à Rome , &c.

La troisieme classe est des choses qu'on peut regarder comme des Privileges ; telles que sont les Privileges des Gradués , des Universités , & de quelques endroits , où personnes particulieres , accordés sous le bon plaisir de nos Rois , & confirmés par l'Eglise ; les Indults accordés aux Cours Souveraines & aux Princes ; l'obligation où l'on est à Rome de dater les Provisions des Résignataires de l'arrivée des Courriers , & quelques autres Usages. Cette derniere classe paroîtroit ne pas faire partie de nos Libertés : cependant , comme les Privileges sont accordés avec juste raison , le Roi , Protecteur de l'Eglise de son Royaume , les doit maintenir ; & un Pape ne peut pas ôter , sans cause légitime , des Privileges que ses Prédecesseurs ont accordés avec justice. D'ailleurs , si on examine au fond quelle est la nature de ces Privileges , on verra que ce sont souvent des restes de l'ancienne liberté que le Droit nouveau a fait tous ses efforts pour anéantir , & que les Papes ont accordé comme Privileges , parcequ'ils n'ont pû venir à bout de les détruire dans certains endroits : ou bien , que ce sont les clauses des Traités que les malheurs des temps ont obligé nos Rois de faire avec la Cour de Rome , lorsque pour maintenir ses entreprises elle leur a suscité des Guerres considérables ; & dans lesquelles les Papes se relâchoient un peu de leurs prétentions , & nos Rois de l'exactitude de l'ancienne Discipline. Voici des exemples de l'une & de l'autre espece de ces prétendus Privileges. Les Canons 22 & 23. *Dist.* 63. accordent à l'Empereur le droit d'élire le Pape ; quoiqu'il soit certain que l'Empereur ait joui de ce Droit indépendamment de ces Canons , que la plupart des Savans croient supposés. Léon X. traite de *Concessions & Privileges* , qui doivent rendre la France *plus dévouée au Saint Siege* ; les articles du Concordat ; quoique ces articles ne

soient que des restes très-modifiés de l'ancienne Discipline.

Nos Libertés se réduisent donc à ces deux points, comme je l'ai dit; l'observation du Droit & des Prérogatives anciennes, & le Droit où nous sommes de ne nous pas soumettre aux nouveautés que l'on veut introduire. On nous conteste l'un & l'autre; & par rapport au premier chef, on nous demande: 1°. Quel est ce Droit ancien que nous observons, & quelle est celle des différentes Collections des Canons qui nous regle. 2°. S'il est permis à un Pays particulier d'avoir un Droit Canonique qui lui soit propre. 3°. On nous dit que, si nous prétendons que nos Libertés sont des Prérogatives & des Privileges, tout cela n'est que précaire, & ne peut point faire un Droit. 4°. Enfin que le mot de Liberté est un terme assez moderne; qu'il n'a commencé que sous Charles VI. en 1385. Voilà tout ce que dit contre nos Libertés l'Auteur du Traité des Libertés de l'Eglise Gallicane, imprimé à Liege en 1684. Par rapport au second chef, les Canonistes Romains nous objectent l'autorité du Pape qu'ils mettent au-dessus de l'Eglise entière; des Conciles, des Loix, des Rois; enfin, qu'ils font si Souveraine, que le Cardinal Cajétan dit, dans son Livre de la comparaison de l'autorité du Pape & du Concile, & dans son Apologie contre Almain, ch. 1. Que l'Eglise, qui est l'épouse de JESUS-CHRIST, est l'esclave du Pape, *Servam natam respectu Pontificis Romani*. Tant il est vrai que la trop grande flatterie porte à des expressions outrées. A ces objections, l'on répond:

A la première, que les Canons qui nous servent de regle en France ne sont pas tirés d'une seule & unique Collection; mais que le Code à notre usage a eu le même sort que celui de toutes les autres Eglises, c'est-à-dire, d'avoir adopté, avoir fait siens, & confirmé, comme parle Saint Léon, différens

différens reglemens de différens Conciles , même particuliers ; que comme dans l'ancien Code Romain on a *canonisé* plusieurs Loix Impériales , nous avons adopté de même les Capitulaires , & les différentes Ordonnances de nos Rois ; vû principalement qu'elles ont été faites à l'Assemblée des États , dont l'Eglise est le premier. Ainsi nous distinguons , avec M. Lefchaffier , deux Libertés , ou Jurisprudences ; l'ancienne & la nouvelle : l'ancienne a été fondée d'abord sur les Canons de Nicée , sur différens Canons des Conciles de France , & sur quelques-uns de ceux qui avoient été faits dans les Conciles des autres Provinces. Du temps de Charlemagne , nous adoptâmes pour notre usage la Collection de Denys le Petit , & nous rejettâmes les nouveautés introduites par les fausses Décrétales. Voilà l'ancienne Liberté. La Liberté moderne est établie sur les Ordonnances de nos Rois , sur leurs *Concordats* , & sur les Arrêts des Cours Souveraines. Cette seconde Liberté , dit M. Lefchaffier , a été introduite par nécessité , comme subsidiaire à la première , pour délivrer l'Eglise du Royaume de la servitude qui la menaçoit. A cet égard nous tenons pour maxime , que les Conciles modernes , qui ont établi la servitude des Eglises , doivent céder aux anciens qui en ont établi la Liberté.

A la seconde objection on répond , que chaque Pays peut se maintenir dans la Discipline qui lui est propre , comme nous le ferons voir dans un chapitre qui traitera de cette maxime en particulier.

La troisieme difficulté s'évanouit quand on explique ce que c'est que ces Privileges & Prérogatives. Les Prérogatives sont des droits attribués à quelque chose pour l'élever au-dessus des autres. Les Privileges ne sont point des attributions de droit , mais des exemptions du Droit ordinaire & commun. Les Prérogatives & les Privileges peuvent être

précaires dans leur origine : mais la confirmation par l'autorité Souveraine , la possession légitimement prescrite , les transforme en droit. Ainsi , le Concile de Nicée ayant approuvé par le Canon sixieme les Prerogatives de toutes les Eglises : *Similiter apud Antiochiam , ceterasque Provincias* , *Πρεσβυτερα* * *serventur Ecclesiis* ; les Prerogatives de la France en particulier ayant été reconnues & confirmées tant de fois par l'Eglise ; la longue possession où nous en sommes nous met en droit de les défendre , & les met hors d'état de pouvoir périr , ni être révoquées. Aussi nous tenons pour maxime , que les Papes n'y peuvent préjudicier , & que tout ce qu'ils feroient au contraire seroit abusif.

On a néanmoins appelé ces *Prerogatives* , *Privileges* , sans doute par rapport à leur origine , qui est *précaire* : mais , soit qu'elles soient des *Privileges* , soit qu'elles soient des *Droits* , elles n'en sont pas moins inviolables ; & chaque Pape doit dire , comme autrefois disoit Saint Grégoire , *Sicut ab illis nostra exigimus , ita singulis sua jura servamus*. Effectivement le Pape a quantité de droits & de prerogatives qui sont appelés des *Privileges*. Le droit d'appelation au Pape n'est marqué dans le Concile de Sardique , que comme un *Privilege* : *Si placet , Petri memoriam honoremus , ut scribatur ab his qui causam examinarunt Julio Romano Episcopo , & det Judices*. Le Concile de Calcédoine , Canon 8. dit : *Sedi senioris Romæ , quod Urbs illa imperaret , Patres jure Privilegia concesserunt*. Or personne ne niera que ces *Privileges* ne soient inviolables. Pourquoi voudroit-on que ceux des autres Eglises , émanés de la même autorité , eussent moins de force ?

A l'égard de ce qu'on peut appeller *Privileges* propre-

* Ce mot est traduit par Denys le Petit en celui de *Privilegia* ; mais il signifie *Droits* anciens.

ment dits , il y en a d'accordés par les Papes , ou par les Conciles ; d'autres qui sont des restes de l'ancienne Discipline , que l'on fait passer sous ce nom , & des troisiemes qui sont des clauses & des articles des Traités faits avec Rome. Ceux de la premiere espece (car ce sont ceux-là seulement qui peuvent faire ici quelque difficulté) sont de trois sortes. Les uns sont accordés par les Conciles avec juste raison & connoissance de cause : les autres sont accordés par les Papes , mais avec tant de justice & de raison , qu'ils ont été reconnus & ratifiés par l'Eglise. Les derniers enfin sont ceux qui accordent des graces si extraordinaires , qu'on peut les appeller des *dissipations* , & non pas des *dispensations* , telles que sont (pour citer quelques exemples) l'Indult qu'on attribue à Jean XXIII. pour l'Ordre de Cluny , pour faire recevoir le Soudiaconat aux Religieux de cet Ordre à seize ans , & la Prêtrise à vingt ; toutes ces énormes concessions d'Indulgences , que la Congrégation des Indulgences & des Reliques , par son Decret du 7 Mars 1678. approuvé par Innocent XI. a déclaré nulles , supposées ou révoquées.

Ces Privileges , accordés ou confirmés par les Conciles , n'étoient pas autrefois appelés Privileges Apostoliques ; mais Privileges *Canoniques*. Ce sont ceux que Saint Léon , *Ep. 54.* appelle *Privilegia à Canonibus decreta* , & dont Hincmar dit : *Privilegia Ecclesiarum sanctorum Patrum Canonibus instituta , & venerabilibus Nicænæ Synodi fixa decretis , nullâ possunt improbitate convelli , nullâ pravitate mutari.* *Epist. ad Nic. PP.*

Depuis que les Papes ont cru avoir le pouvoir de révoquer les Privileges , on a changé de langage. Les Privileges Canoniques ont été appelés *Libertés* , dit M. de Marca , *De Concord. lib. 3. cap. 1.* afin de ne pas confondre ce qu'on possède par droit avec ce

qui n'est que *précaire*, & de les distinguer de ceux où le Pape pourroit avoir quelque pouvoir.

Les Privileges concédés par les Papes sont où des concessions raisonnables, ou des graces exorbitantes. Ceux qui sont des concessions raisonnables sont inviolables. Les Papes postérieurs ne les peuvent abolir, suivant la regle tant de fois citée par les Papes à ce sujet: *Ne transferas terminos quos posuerunt Patres tui*. C'est là la maxime que nous suivons en France. Nous y appelons comme d'abus, de tout ce qui pourroit déroger à nos Privileges anciens. Ce seroit en effet une confusion totale, si les Papes pouvoient détruire sans raison ce que leurs Prédécesseurs ont édifié avec tant de sagesse. Robert Evêque de Lincoln s'en plaignoit autrefois d'une maniere très-forte: *Privilegia*, dit-il, *Sanctorum Romanorum Pontificum, prædecessorum suorum, Papa (Innocentius IV.) impudenter annullare, per hoc repagulum, non obstante non erubescit; quod non fit sine eorum præjudicio & injuriâ manifestâ: sic enim reprobât & diruit quod tanti & tot sancti ædificârunt . . . Nonne dicit Papa de suis plerisque prædecessoribus: Ille vel ille piæ recordationis prædecessor noster, & sæpè: adhærentes sancti prædecessoris nostri vestigiis? Quare ergo quæ jecerunt fundamenta diruunt qui sequuntur? Unde ergo injuriosa temeritas, Privilegia Sanctorum antiquorum in irritum revocare?*

Il en écrivit sur le même ton au Pape Innocent IV. On peut voir toute cette histoire, qui est très-curieuse, dans Matthieu Paris.

*Apud Matth.
Paris. in vitâ
Henrici III.
ad ann. 1253.*

A l'égard des Privileges exorbitans, l'Eglise les désavoue: leur introduction est un désordre qui a échappé à la vigilance des Pasteurs: leur révocation est un effet de leur sollicitude, & de leur amour pour le bon ordre. Ainsi, pour réduire tout ceci en quatre mots, nos Privileges sont:

inviolables parcequ'ils ne sont point des Privileges exorbitans ; mais ou des Privileges Canoniques , ou des Privileges Apostoliques tellement reconnus & autorisés par l'Eglise , qu'ils sont devenus Canoniques , comme les premiers.

On nous dit , 4°. qu'on n'a commencé à parler des Libertés de l'Eglise Gallicane que sous Charles VI. Mais cette objection est une équivoque qu'il faut démêler.

Le nom de *Liberté ecclésiastique* a été employé en plusieurs sens. Au commencement de l'Eglise il a signifié l'exemption du joug de la Loi ; & saint Paul entend ainsi la Liberté qui convient à l'Eglise. Ensuite , les Empereurs ayant accordé des Immunités & des Privileges aux Eglises & aux Clercs , on appella *Libertés* ces sortes d'exemptions. Depuis , l'on se servit du nom de *Liberté* pour l'opposer à *Puissance*. Ainsi le droit d'indépendance d'une Puissance qui étoit prête à accabler se nomme du nom de *Liberté*. Felix III. & Grégoire VII. [mais qui l'étendoient bien loin] ont appelé *Liberté* le pouvoir que l'Eglise a de se conduire selon ses Loix dans les choses spirituelles , & le droit qu'elle a en cela de ne pas dépendre de l'autorité séculière. Pareillement , lorsque quelque Puissance ecclésiastique a voulu accabler les Eglises particulieres & dominer sur elles , le droit qu'on avoit de lui résister , & de se conduire selon ses anciens Usages , a été appelé *Liberté*. Voici comme parle le Concile d'Ephese au sujet de Jean d'Antioche , qui vouloit étendre son Patriarchat sur l'Isle de Chypre , *act. 7. p. 801. tome 3. Rem quæ præter ecclesiasticas constitutiones & sanctorum Patrum Canones innovatur , & omnium Libertatem attingit , annuntiavit , &c. . . . Nullus Episcoporum aliam Provinciam occupet quæ antea & ab initio sub sua & suorum antecessorum potestate non fuerit : sed & si quis occupaverit , vel per vim sibi subegerit , ipsam restituat ; ne Pa-*

trum Canones prætereantur , neve sub Sacerdotii prætextu mundanæ potestatis fastus irrepât ; ne clam paulatim Libertas amittatur quam nobis donavit sanguine suo Dominus noster JESUS-CHRISTUS, omnium hominum liberator. Placuit igitur sanctæ & œcumenicæ Synodo, ut unicuique pura & inviolata, quæ jam indè habuit ab initio, sua jura serventur.

C'est en ce sens que nous nous servons présentement du mot de *Liberté*. Il est vrai que l'usage du mot est peu fréquent avant Charles VI. mais le droit signifié par ce mot n'a jamais cessé d'être usité dans notre Eglise. Ce sont les différentes entreprises que la Cour Romaine n'a point cessé de faire contre nos Usages anciens, qui l'ont rendu depuis si commun, & qui nous le font employer si souvent: d'ailleurs il faut observer que Charles VI. n'a point donné naissance à cette expression en 1385. La Constitution de saint Louis de l'an 1228. s'en sert en propres termes. En voici les paroles: *De magnorum & prudentum virorum consilio, quod Ecclesiæ in terris illis (Arelatenfi, Narbonensi, &c.) constitutæ Libertatibus & Immunitatibus utantur quibus utitur Ecclesia Gallicana, & in eis plenè gaudeant, secundum consuetudinem Ecclesiæ memoratæ.*

Il falloit qu'on en eût du temps de saint Louis une notion bien commune, & qu'elles fussent déjà anciennes, ces *Libertés*; puisque sans les expliquer autrement on renvoie à la coutume. Voilà en peu de mots la réponse aux objections qu'on fait contre nos Libertés. Celles que l'on tire de la souveraine autorité du Pape trouveront leur solution dans l'explication que nous allons faire des principes de nos Libertés; & pour ne laisser rien à désirer sur cette matière, nous ferons voir ensuite le zèle qu'on doit avoir pour les défendre, & l'usage légitime qu'on en doit faire.

CHAPITRE XVIII.

Des fondemens de nos Libertés , & 1^o. du Gouvernement Ecclésiastique.

IL y a trois principes sur lesquels nos Libertés sont fondées : 1^o. La nature du gouvernement de l'Eglise : 2^o. La distinction des deux Puissances , spirituelle & temporelle : 3^o. Les qualités essentielles de leurs Loix. Examinons d'abord quelle est la forme du gouvernement ecclésiastique. Est-il Monarchique ? Il l'est sans doute si toute l'autorité réside dans son Chef ; si tous ceux qui en ont une partie ne l'ont que par commission & par délégation du Chef ; si ses volontés y sont les regles suprêmes ; s'il a le pouvoir de donner & de changer les Loix : car voilà l'idée d'une Monarchie. Voyons présentement ce qu'il faut en penser.

• Pour démêler quelle est la forme du gouvernement ecclésiastique , il faut , dit Gerson , considérer l'Eglise primitive. L'on y voit , comme dans le germe , tous les degrés différens de la Hiérarchie , qui ont été plus étendus dans la suite. Ainsi je vois deux temps différens de l'Eglise primitive , marqués dans l'Ecriture-sainte. Le premier est celui où JESUS-CHRIST , son Chef , son Fondateur , & son Roi , la conduisoit lui-même immédiatement par sa présence visible. Le second est celui où , après avoir retiré sa présence visible , il l'a conduite par le Saint-Esprit & par les Pasteurs qu'il avoit établis.

*De unit. eccl.
Cousid. 4.*

Il est incontestable que dans le premier temps l'Eglise étoit un Etat Monarchique. JESUS-CHRIST tout seul , qui

en étoit le Fondateur, avoit autorité sur elle. Les Apôtres, quoiqu'associés au ministère & destinés pour la conduire un jour, n'avoient encore aucune autorité. Ils n'ont reçu leur pouvoir sur le corps naturel de JESUS-CHRIST que le jour de la Cene: celui sur le corps Mystique ne leur a été donné que peu de temps avant l'Ascension, lorsque JESUS-CHRIST leur donna la puissance de lier & de délier. Pour le second temps, il est incontestable que l'Eglise est encore par rapport à JESUS-CHRIST un Etat Monarchique. Bien qu'il ne la gouverne plus par sa présence visible, il a encore sur elle une puissance souveraine. Il n'y a dans l'Eglise aucun pouvoir qui ne soit une participation ou une émanation du sien: d'ailleurs ce Roi & ce Souverain de l'Eglise est toujours vivant: il n'abandonne jamais le gouvernement de son Royaume: il est avec cette sainte Epouse jusqu'à la fin des siècles. Il est donc certain que l'Eglise est une Monarchie qui a JESUS-CHRIST pour son Roi & son Souverain. Il est vrai qu'il se compare à un Roi qui quitte son Royaume pour s'en aller dans un Pays éloigné: mais une Monarchie ne cesse pas de l'être pour ne pas jouir de la présence de son Prince. Toute la question est donc présentement, si JESUS-CHRIST a établi une régie Monarchique pour gouverner son Royaume pendant ce que l'on peut appeller son absence.

Voici quels sont les titres de cette commission. *Matth. 28. Data est mihi potestas in cælo & in terrâ. Euntes ergo docete omnes gentes, baptizantes eos, &c. Docentes eos servare omnia quæcumquæ mandavi vobis; & ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi.* De ce passage il est aisé de conclure, 1^o. Que JESUS-CHRIST, qui parle à tout le College Apostolique, n'a donné à aucun d'eux la totalité de la Puissance, en sorte que ce soit de celui-là que les

autres

autres l'aient reçue. 2°. Que l'emploi de cette autorité doit consister à faire observer les Loix que JESUS-CHRIST leur avoit données. Ainsi l'Etat de l'Eglise est d'être gouvernée premièrement par les Loix qui peuvent tout tant sur les Chefs que sur les simples fideles, & ensuite par l'autorité des Pasteurs qu'il a établis pour la conduire, & qui sont la Loi vivante de l'Eglise. Mais ces Pasteurs, quelque puissans qu'ils soient, peuvent bien expliquer les Loix, les appliquer aux cas particuliers: enfin ils peuvent tout pour elles; mais ne peuvent rien contre: *De potestate nostrâ quam dedit nobis Dominus in ædificationem, & non in destructionem*, dit saint Paul en parlant des Apôtres. Les Papes ont bien reconnu cette vérité. *Dominentur nobis Regulæ*, dit Celestin I. *non Regulis dominemur: simus subjecti Canonibus, qui Canonum præcepta servamus*. Innocent III. répond à Philippe Auguste, qui lui demandoit de casser son mariage avec la Reine Ingerburge, quelque chose de plus fort. *Si super hoc absque deliberatione Concilii statuere tentaremus, præter divinam offensam & mundanam infamiam, forsan ordinis & officii nobis periculum immineret; cum contra præmissam veritatis sententiam nostra non possit autoritas dispensare*. Nous nous contentons de ces preuves: car il y en a d'infinies sur ce sujet.

II. Cro. X.
8.

Ep. ad Episcopos Illyrici.

Le premier caractère de la Police de l'Eglise est donc d'être gouvernée par les Loix de J. C. son Législateur; & à cet égard nous devons suivre la regle de saint Paul. Si un Ange du Ciel, si saint Paul lui-même, si les Apôtres venoient nous annoncer un autre Evangile que celui que nous avons reçu, qu'ils soient Anathêmes.

Gal. I. 8. &
9.

Outre la Loi inanimée il falloit à l'Eglise une Loi vivante, c'est-à-dire, une autorité qui pût décider les difficultés, appliquer les principes généraux aux cas particu-

liers, & présider à l'observation des regles. Un Corps ne peut pas subsister sans cela. C'est cette autorité que J. C. a accordée lorsqu'il a donné les clefs & la puissance de lier ou de délier. Nous disputons fort en France avec les Ultramontains, pour savoir à qui ces clefs ont été accordées. Ils prétendent que c'est à la personne de saint Pierre que la totalité de la Puissance a été accordée, & que saint Pierre & ses successeurs la communiquent au reste des Pasteurs. Nous soutenons au contraire, que c'est à l'Eglise; que chaque Pasteur la tient immédiatement de Dieu, & qu'ainsi, quoique saint Pierre & ses successeurs aient une puissance principale, *propter potentiorē principalitatem*, comme parle saint Irénée; néanmoins il n'en a pas la totalité, en sorte que toute Puissance qui est dans l'Eglise soit une dérivation de la sienne; mais que cette totalité réside dans l'universalité des Pasteurs qui la tiennent également de Dieu, comme saint Pierre, quoiqu'ils l'aient dans des degrés inférieurs & différens.

Ce qui peut fonder la prétention des Ultramontains est principalement ce que rapporte saint Matthieu, ch. 16. *Tibi dabo claves regni Cælorum; & quodcumque ligaveris super terram, &c.* J. C. parloit à saint Pierre, disent-ils. C'est à lui aussi que J. C. recommande par trois fois d'avoir soin de ses brebis: c'est lui qui est la Pierre sur laquelle l'Eglise est bâtie. Mais nous avons la règle de saint Augustin, pour dissiper cette objection. *Quædam dicuntur quæ ad Apostolum Petrum propriè pertinere videntur; nec tamen illustrem habent intellectum, nisi cum referuntur ad Ecclesiam, cujus ille agnoscitur in figurâ gestasse personam, propter primatum quem in discipulis habuit; sicuti est: Tibi dabo claves regni Cælorum.* Et dans un autre endroit: *Quando Christus ad unum loquitur, unitas commendatur.*

*Johann. XXI.
v. 15. & seq.*

*In Psalm.
108.*

C'est donc à saint Pierre, mais entant qu'il représentoit toute l'Eglise, que cela a été dit, ou plutôt à toute l'Eglise en la personne de Pierre. Toute la Tradition confirme cette explication; & les passages des Peres, qu'on pourroit colliger pour la confirmer, feroient un volume considérable. D'ailleurs ces paroles, *Tibi dabo*, sont une promesse: cette promesse n'a été exécutée qu'après la Résurrection, lorsque J. C. souffla sur ses Apôtres, & leur dit: *Accipite Spiritum Sanctum; quorum remiseritis peccata, &c.* Pour bien comprendre en quel sens J. C. a fait cette promesse, voyons de quelle maniere il l'accomplit. Selon le témoignage de saint Jean tous reçoivent, avec le Saint-Esprit, la puissance de remettre & de retenir les péchés. Preuve que ce n'étoit pas à saint Pierre tout seul que la promesse avoit été faite. C'est la remarque de saint Jérôme. *Super Petrum fundatur Ecclesia, licet id ipsum in alio loco super omnes Apostolos fiat, & cuncti claves regni Cælorum accipiant, & ex æquo super eos Ecclesiæ fortitudo solidetur. Tamen propterea unus eligitur, ut capite constituto schismatis tollatur occasio.* D'ailleurs le Pere Alexandre remarque que tous les Théologiens, depuis le Maître des Sentences, ont appelé ces Clefs données par J. C. les Clefs de l'Eglise & non de saint Pierre. *Quia immediatius Ecclesiæ traditæ sunt, quàm sancto Petro, illique commissæ tanquam Ecclesiæ personam gerenti.*

Joann. XX.
22.

Lib. 1. cont.
Jovin.

Hist. Eccl.
sec. 15 & 16.
Dissert. 8. n.
53.

Les Ultramontains, qui ont vû que leur prétention étoit peu soutenable, se sont mis à l'abri par trois explications, qui, sans rien rabattre de leurs sentimens, leur permettoient de convenir que les Clefs sont données à l'Eglise. La premiere est, parcequ'elles sont données *in commodum Ecclesiæ*. La seconde est, parcequ'elles sont données à saint Pierre, non à raison de sa personne, mais de sa pri-

mauté, & qu'ainfi ces Clefs font pour tous les âges, & pendant la durée de l'Eglife. La troisieme est, parceque les Clefs ont été données à saint Pierre pour tous les Pasteurs de l'Eglife. Nous admettons ces trois explications: mais nous en demandons une autre, qui est celle-ci: *Claves non homo unus, sed unitas accepit Ecclesiæ*. C'est-à-dire, que c'est l'universalité des Pasteurs qui a reçu la Puissance, & que le pouvoir & la juridiction du dernier d'entr'eux viennent aussi-bien immédiatement de Dieu que celle du Pape lui-même. C'est le sens de cette parabole de J. C. qui con-

Aug. Serm.
295.

Marc. XIII.
34.

Ephes. IV.
★. 11.

Galat. I. 1.

Ibi. II. 8.

vient par tant de raisons à l'Eglise: *Sicut homo qui peregrè profectus reliquit domum suam, & dedit servis suis potestatem cujusque operis*; de ces paroles de saint Paul: *Et ipse dedit quosdam quidem Apostolos, quosdam autem Prophetas, alios vero Evangelistas, alios autem Pastores & Doctores*. Ce grand Apôtre ne reconnoissoit pas tenir son Apostolat de saint Pierre, ni des hommes. *Paulus Apostolus, non ab hominibus neque per hominem, sed per Jesum-Christum & Deum Patrem*. Au contraire il dit que son Apostolat est aussi divin dans son origine, que celui de saint Pierre: *Qui operatus est Petro in Apostolatum Circumcisionis, operatus & mihi inter gentes*. Nous en disons tout autant du Pape & des autres Pasteurs: la même vertu qui a opéré pour lui donner la Puissance supérieure, qui l'a constitué Chef des Pasteurs & du troupeau, premier des Evêques, a opéré aussi pour conférer au dernier des Pasteurs l'autorité qu'il a sur les brebis qui lui sont confiées. Voici une autre preuve de cette vérité. Le Sacerdoce dans l'Eglise est un: c'est le Sacerdoce suprême de J. C. communiqué à tous les Ministres ecclésiastiques; & ce Sacerdoce est le principe & la source de toute l'autorité qui est dans l'Eglise: néanmoins il y a deux Ordres dans la communication de ce Sacerdoce.

Dans le premier Ordre tous les pouvoirs du Sacerdoce sont communiqués. C'est celui des Evêques. Dans le second Ordre la perfection du Sacerdoce n'est pas communiquée ; & cette perfection consiste à pouvoir former des Ministres , & à donner aux baptisés la perfection chrétienne. Ces deux Ordres différens ont été institués par J. C. Il choisit en différens temps douze Apôtres & soixante-douze Disciples. Les Evêques sont les successeurs des Apôtres , les Curés & les Prêtres le sont des soixante-douze Disciples. Gratien convient de ces principes , *Can. In novo 2. dist. 21. & Can. Sacro-sancta 2. dist. 22.* Or , de même qu'il n'y a aucun Prêtre qui soit plus Prêtre qu'un autre , mais qu'ils sont tous égaux ; il n'y a aucun Evêque qui soit plus Evêque qu'un autre ; mais ils sont tous égaux dans l'Episcopat. L'ordre & la subordination demande bien que parmi les Evêques il y en ait un qui soit le premier , & qu'en cette qualité il ait la principale Jurisdiction ; mais cette primauté ne le rend pas d'un Sacerdoce différent de celui de ses Collegues. *Ubi cumque fuerit Episcopus* , dit saint Jérôme , *sive Romæ , sive Eugubii , sive Constantinopoli , sive Plugii , sive Alexandria , sive Tunis ; ejusdem meriti , ejusdem est & Sacerdotii Cæterum omnes successores Apostolorum sunt.*

Le Pape Symmaque va plus loin , & compare l'unité de la puissance sacerdotale dans tous les Pasteurs à l'unité de la puissance qui est dans les trois Personnes Divines. *Ad Trinitatis instar , cujus una est atque individua potestas , unum est per diversos Antistites Sacerdotium.* On doit donc dire que le Sacerdoce est un. Mais à cause de la communication différente du Sacerdoce de J. C. aux Evêques & aux Prêtres , on doit dire à plus forte raison que l'Episcopat est un ; & c'est par cette raison que saint Cyprien dit : *Episcopatus unus est , cujus à singulis in solidum pars tenetur.* Mais à qui

*Epist. ad
Æonium Arelat.*

cette unité de Sacerdoce & d'Episcopat est-elle donnée ? A l'unité de l'Eglise. La preuve en est que les Pasteurs n'ont d'autorité que pour l'unité de l'Eglise, & qu'autant qu'ils demeurent dans l'unité de l'Eglise. C'est la pensée de saint Anselme. 1^o. Les Pasteurs n'ont d'autorité que pour l'unité de l'Eglise, parceque l'Eglise étant une essentiellement, ils pourroient quelque chose pour sa destruction, s'ils pouvoient quelque chose contre son unité. C'est pour en unir plus étroitement les membres qu'ils en retranchent ces enfans de perdition de qui Saint Jean dit : *Ex nobis prodierunt, sed non erant ex nobis*. C'est pour l'unir plus étroitement que par les corrections & les peines ils font contenir en leur place, & dans leur ordre, ces parties qui se dérangent, qui se détachent, pour ainsi parler. Ainsi tout se fait dans l'Eglise pour son unité ; & l'excommunication même y conduit. 2^o. Les Pasteurs n'ont d'autorité qu'autant qu'ils demeurent dans l'unité de l'Eglise : car quelle autorité peut avoir celui qui se sépare de l'Eglise ? Les brebis ne doivent plus entendre sa voix : c'est un loup dont elles doivent se défier. Je sai qu'il y a des Sacremens valides, quoique conférés par des Hérétiques : mais ils ne sont valides, dit saint Augustin, que parcequ'ils sont les Sacremens de l'Eglise, que c'est au nom de l'Eglise qu'ils sont conférés. *Non est baptismus ille Schismaticorum vel Hæreticorum, sed Dei & Ecclesiæ . . . Ecclesia quippe omnes per baptismum parit, sive apud se, id est, ex utero suo ; sive extra se, de semine viri sui . . . Apud istos Ecclesiæ jure, quod est in baptismo, nascuntur, quicumque nascuntur*. Voilà pourquoi saint Augustin répète si souvent : *Unitati dixit ; & ces paroles : Petra tenet, petra dimittit : columba tenet, columba dimittit ; unitas tenet, unitas dimittit*.

*In cap. 18.
S. Matth.*

*I. Joann.
II, 19.*

*Lib. 1. de
Bapt. n. 22.
& 23.*

On pourroit demander à présent comment nous enten-

donc que les Pasteurs tiennent immédiatement de Dieu leur autorité, & que néanmoins nous disons que cette autorité est accordée à l'Eglise ? En second lieu, comment & en quel sens cette autorité a été accordée à l'Eglise ? Est-ce que les simples Fideles auroient l'exercice des Clefs ? Ces deux paradoxes ont été parfaitement bien expliqués par les anciens Docteurs de Paris. On peut voir leur sentiment dans un Recueil intitulé, *Vindiciæ Doctrinæ majorum Scholæ Parisiensis*. Nous nous contenterons dans le Chapitre suivant de faire l'abrégé de leur système.

CHAPITRE XIX.

Comment les Clefs sont données à l'Eglise.

IL faut distinguer deux choses dans les Clefs ; la propriété & le Ministère. La propriété appartient à l'Eglise : le Ministère en appartient aux Pasteurs : *Potestas illa duplex*, dit Gerson, *Ordinis & Jurisdictionis : utraque est in Ecclesiâ totâ universaliter & susceptivè, & in ejus Ministris autoritativè & executivè*. Effectivement, comme la Jurisdiction ne s'exerce que par des actes particuliers, la Communauté entière ne peut pas faire ces sortes d'actes par elle-même. L'Eglise répandue par toute la terre le pourroit encore moins : il est donc nécessaire que le Ministère & l'Office de l'autorité, dont la Communauté entière possède la propriété, soit confié à un, ou à quelques particuliers, qui fassent ces actes particuliers dans lesquels consiste l'exercice de la Jurisdiction. Ainsi, quand J. C. a fondé son Eglise, il lui a donné toute la propriété de la puissance ; mais il y a établi en même temps ceux qui devoient en exercer le Mini-

Tome 2. p.
128.

stere. Par conséquent les Pasteurs ont de Droit Divin l'exercice de la puissance, de même que l'Eglise en a de Droit Divin l'autorité. C'est de la sorte aussi que dans l'Eglise il n'y a que les seuls Pasteurs qui doivent commander, & que les simples Fideles doivent seulement obéir. Quoique l'Eglise élise ses Ministres & ses Officiers, elle ne leur confere pas l'exercice de l'autorité; elle les choisit simplement pour remplir la place des Apôtres & des Disciples. Mais, successeurs légitimes de ceux à qui J. C. a confié immédiatement l'usage de l'autorité, ils le tiennent de J. C. aussi immédiatement que le tenoient ceux dont ils occupent la place.

De cette explication naissent deux principes également importans pour cette matiere. 1°. Que l'Eglise est la maîtresse, puisque c'est elle qui a toute la propriété de la puissance. *Hæc est una*, dit saint Cyprien, *quæ tenet & possidet omnem sponsi sui & Domini potestatem*. Tertullien l'appelle ainsi: *Domina mater Ecclesia*. Gregoire VII. n'a pas dit comme Cajetan, *Servam natam esse respectu Papæ Ecclesiam*. Il dit au contraire, *Dei Ecclesia, quæ mater & Domina nostra est*. 2°. Que les Pasteurs ne sont que les Ministres de l'Eglise, loin d'en être les maîtres. Leur autorité & leurs fonctions ne sont appellées par saint Augustin que le Ministère des Clefs. *Veniat ad Antistites per quos illi in Ecclesia Claves ministrantur*. De ces principes nous allons tirer toutes les conséquences qui peuvent nous faire connoître à fond la nature du Gouvernement ecclésiastique, après avoir éclairci une dernière difficulté qui peut rester touchant la tradition des Clefs, qui est, comment nous pouvons entendre que les Clefs ont été données à l'Eglise, puisque nous voyons qu'elles ont été données aux Apôtres.

S. Cyprien dit que l'Eglise est *plebs Sacerdoti adunata, & Pastori suo grex coharens, Unde scire debes Ecclesiam in Episcopo*

De unit.

Adversus Marcionem, cap. 1.

Lib. 5. Ep. 10.

Serm. 351. n. 9.

Episcopo, & Episcopum in Ecclesiâ esse. Une Eglise est donc un Corps composé d'un Evêque, de Ministres & de Fideles : mais ce Corps doit avoir quelque particulier qui le représente dans les occasions, qui soit sa voix, son organe. L'Evêque est tout cela dans son Eglise : aussi, selon saint Cyprien, les Clefs ont été données aux Apôtres, aux Eglises & aux Evêques. *Potestas remittendorum peccatorum Apostolis data est, & Ecclesiis quas illi à Christo missi constituerunt, & Episcopis qui eis Ordinatione vicariâ successerunt, (Epist. 75.)* Les Apôtres ont donc reçu les Clefs pour les Eglises particulieres qu'ils ont fondées ; & la succession légitime a rendu les Evêques dépositaires de leur Usage & de leur Ministère.

Le Pasteur est donc l'image, la figure de son Eglise ; & c'est à elle que J. C. a donné les Clefs, quand il les a données à son Pasteur. C'est pourquoi Tostat remarque que, le Siege vacant, le Chapitre a toute la puissance de Jurisdiction, & il en conclut qu'il falloit donc qu'elle fût plus radicalement dans l'Eglise que dans l'Evêque. *Adhuc patet hoc, quia Sede vacante Capitulum habet omnia quæ pertinent ad Jurisdictionem Prælati . . . Ergo videtur quod illa Jurisdictio radicalius erat in Ecclesiâ quàm in Prælato. Non tamen haberet Ecclesia, nisi in principio ei tradita fuisset.* On doit donc dire, suivant tous les Peres que nous avons cités, que les Clefs ont été promises à saint Pierre seul, comme au Symbole de l'unité de l'Eglise composée de toutes les Eglises particulieres ; & que tous les Apôtres les ont reçues chacun en particulier, comme le Symbole des Eglises particulieres qu'ils devoient fonder. Saint Pierre étoit donc la figure de deux choses, lors de la tradition des Clefs. Saint Augustin le marque expressément. *Quod ad ipsum propriè pertinet, natura unus homo erat, gratiâ unus Christianus,*

*Traët. 24. in
Johan.*

abundatiore gratiâ unus idemque primus Apostolus : sed quando ei dictum est : Tibi dabo Claves , &c. universam significabat Ecclesiam. La primauté lui faisoit signifier l'Eglise universelle , au nom de laquelle il venoit de confesser la Foi de J. C. & c'est pour figurer l'unité de cette Eglise que les Clefs lui ont été promises à lui seul. Comme l'un des Apôtres , c'est-à-dire , comme Apôtre particulier , il a reçu les Clefs conjointement avec tous les autres Apôtres : aussi , comme Apôtre particulier , il ne figuroit que les Eglises particulières qu'il a fondées , & qui ont reçu , conjointement avec les autres Eglises , l'autorité & la propriété des Clefs.

Cette idée , prise des principes de S. Augustin , nous mène à la distinction de plusieurs choses dont la confusion est cause de toutes les difficultés qui se trouvent sur ce sujet. Distinguons donc l'Eglise de Rome comme saint Siege , comme centre de l'unité , d'avec Rome comme Eglise particulière ; distinguons le saint Siege d'avec le Pape qui y est assis ; distinguons Rome d'avec la Cour de Rome.

L'Eglise universelle est la collection de toutes les Eglises particulières , & Rome est une de ces Eglises particulières. Saint Augustin l'appelle dans ce sens-là : *Filia Regum* , & non pas *Regina* . . . *Ecclesiæ* , dit-il , *filia Apostolorum* , *filia Regum sunt* . . . *Ecce Roma , ecce Carthago , filia Regum sunt* , & *ex omnibus fit una quædam Regina*. Ainsi , quand nous disons que l'Eglise Catholique est l'Eglise Romaine , nous ne prétendons pas que l'Eglise Romaine soit toute l'Eglise ; mais nous entendons seulement que l'Eglise Catholique que nous confessons est cette Eglise qui reconnoît la primauté de l'Eglise Romaine , qui lui est unie de Communion. Effectivement la qualité de Romaine est ajoutée à celle de Catholique , depuis le Schisme des Grecs :

nous reconnoissons donc que notre Eglise Catholique est l'Eglise Romaine , pour la distinguer. 1°. de l'Eglise Grecque qui s'est séparée de nous par le Schisme. 2°. De la Communion de Luther & de Calvin , dont les Dogmes , remplis de blasphèmes contre le Pape & l'Eglise de Rome , nous ont fait embrasser & retenir cette expression avec plus d'exactitude. En ce sens-là l'Eglise Romaine est l'Eglise universelle , & toutes les prérogatives & toute l'autorité qui conviennent à l'Eglise universelle doivent lui être attribuées.

3°. L'Eglise Romaine est une Eglise particuliere ; & dans cette qualité on peut la considérer ou comme la premiere de toutes les Eglises , ou comme un simple Diocèse. C'est en qualité de premiere Eglise qu'elle est appelée par excellence le Siege Apostolique , la Mere , la Maîtresse , la Matrice de toutes les Eglises. Elle est par excellence le Siege Apostolique , parcequ'elle est le Siege du premier des Apôtres , parceque dans ce Siege réside la principalité de la Puissance Apostolique. Je dis , la principalité , pour éviter l'équivoque du mot de souveraineté : car *supremus* signifie le premier , le plus éminent ; mais il signifie aussi celui qui ne relève de personne , & de qui tout le reste dépend. Par rapport à toutes les autres Eglises , prises *distributivè* , l'Eglise Romaine est Souveraine dans les deux sens ; & c'est la véritable explication du Canon *Primam sedem nemo judicabit* , Canon au reste tiré d'un Concile de Sinuesse , dont la supposition est reconnue , aussi-bien que la fausseté de celui qu'on dit avoir été tenu sous saint Silvestre , dont on a tiré le Canon *Neque ab angusto* , &c. *Neque ab omni Clero*. Par rapport à toutes les Eglises *collectivè* , c'est-à-dire , à l'Eglise universelle , l'Eglise Romaine n'est point supérieure ni en dignité , ni en autorité , suivant cette parole de saint Jérôme , *Can. legimus* , dist. 63. *Si auctoritas queritur* ,

Orbis major est urbe. Nous prouverons plus amplement cette vérité dans le Chapitre des Conciles.

L'Eglise Romaine est encore, entant que le premier Siege, la Mere & la Matrice des autres Eglises, parceque toutes les autres Eglises doivent reconnoître sa primauté; parceque c'est de son sein que sont sortis ces hommes Apostoliques qui ont fondé la plûpart des Eglises; parceque c'est à elle que les autres Eglises doivent recourir, selon saint Irenée, pour prouver & leur origine Apostolique, & la vérité de leur tradition.

Lib. 4. adv.
Hæres.

L'Eglise Romaine est la Maîtresse, *Magistra*, & non pas *Domina*: car la Domination est interdite aux Apôtres. *Confidera*, dit saint Bernard au Pape Eugene, *ante omnia S. R. Ecclesiam, cui Deo autore præes, Ecclesiarum matrem esse, non Dominam; te verò non Dominum Episcoporum, sed unum ex ipsis. De Confid. cap. VII. lib. 4.* L'Eglise Romaine est donc *Magistra*, parceque c'est elle qui a gardé le plus inviolablement le dépôt de la Foi; c'est à elle que les Eglises ont recouru dans leurs difficultés. Voilà ce qui convient à Rome premier Siege.

Ep. 53. ad
Andr.

Mais ce saint Siege n'est point le Pape tout seul, & encore moins la Cour de Rome. Saint Léon dit, *Aliud sunt sedes, aliud præsidentes.* Les Papes modernes se servent ordinairement de cette expression, *ergà nos & hanc sanctam sedem.* Aussi saint Cyprien comprend sous le nom de Chaire de saint Pierre, non-seulement le Pape, mais encore son Clergé, & dit que son Clergé y préside avec lui. *Ep. 59. Edit. Oxon. p. 268. Et quamquam te jam, Frater charissime . . . florentissimo illic Clero tecum præsidenti, & sanctissimæ atque amplissimæ plebi legere te semper Litteras nostras, &c.* Saint Bernard, si zélé pour la gloire du saint Siege, distinguoit fort bien entre le Siege de la premiere

Eglise, & la foule de Courtifans qui sont attachés à celui qui remplit cette dignité: ce grand Saint, si pénétré d'amour & de respect pour la dignité du Pere commun des Fideles, fait au Pape Eugene un portrait de sa Cour, que je n'ose ici ni rapporter, ni traduire. On le peut voir, *lib. 4. de Confid. cap. 2.*

De peur que toutes ces distinctions ne paroissent des raffinemens, écoutons parler, outre les autorités que nous avons citées, deux témoins qui ne sont point suspects à l'Eglise Romaine. Le premier est le Cardinal Zabarella. *Hic non disputatur de Ecclesiâ Romanâ*, dit-il, *sed de Papa: aliud autem Papa, aliud Sedes Apostolica . . . nam Sedes errare non potest . . . quod . . . videtur intelligendum, accipiendo Sedem pro totâ Ecclesiâ . . . &c.* Le second est le Cardinal de Cusa. *Capitur aliquando Ecclesiâ Romana*, dit-il, *pro proximè unitis Romanæ Ecclesiæ . . . aliquando Sedes Apostolica pro Pontifice Romano sumitur; aliquando Ecclesiâ Romana pro Papa, & ejus Diœcesi, Clericis & Fidelibus . . . aliquando . . . pro Metropolitanis Ecclesiis Papæ tanquam Patriarchæ & capiti in Sede patriarchali præfidenti unitis . . . aliquando pro omnium Fidelium Ecclesiâ, &c.* Pour réduire tous les principes que nous avons posés dans ces deux chapitres aux maximes qui regardent la matiere que nous traitons, il faut dire:

*Tratt. de
Schismate.*

1°. Que le Gouvernement Ecclésiastique n'est véritablement Monarchique que par rapport à J. C.

2°. Que pendant tout le temps que J. C. a retiré sa présence visible de son Eglise, il lui a laissé ses Loix pour la gouverner, & son autorité pour les faire exécuter, & pour suppléer les Loix qu'il n'avoit pas établies, & les appliquer à tous les cas & au besoin particulier des Fideles. Ainsi dans l'Eglise point de puissance arbitraire.

3°. Que J. C. a établi des Pasteurs, qui eussent l'Office ; le Ministère & l'Exercice de l'autorité qu'il laissoit à son Eglise. Ainsi l'usage des Clefs est *un fruit défendu* à tous ceux qui n'en sont pas les Ministres.

4°. Que ces Pasteurs sont établis dans un ordre de subordination , qui s'appelle Hiérarchie. Le premier a l'inspection sur tous , & a l'autorité de leur faire observer les Canons : d'autres ont inspection sur plusieurs : d'autres enfin n'ont d'inspection que sur les simples Fideles.

5°. Qu'il n'y a aucun des Pasteurs qui ait plus d'autorité que tout le Corps ensemble ; mais que le premier même peut être réformé , corrigé , jugé par l'universalité de l'Eglise , qui est autant sa Mere & sa Maîtresse , que celle de tous les autres Pasteurs & de tous les Fideles.

6°. Qu'aucun de ces Pasteurs ne peut ni dominer sur les autres , ni dominer sur les Fideles.

7°. Que le Pape n'a point l'autorité souveraine sur l'Eglise : au contraire l'Eglise a l'empire souverain sur lui ; mais qu'il n'a que l'autorité suprême dans l'Eglise , c'est-à-dire , que son autorité est la plus grande qui soit dans l'Eglise.

Or toutes ces maximes sont contraires à ce qu'on appelle précisément Monarchie. Donc le Gouvernement ecclésiastique n'est point un Gouvernement véritablement monarchique : & c'est ce que je me propoisois de prouver dans ces deux chapitres.



CHAPITRE XX.

De la distinction des Puissances Spirituelle & Temporelle.

LE premier fondement de nos Libertés, que nous venons d'établir dans les Chapitres précédens, a mis de justes bornes à l'autorité du Pape, & a fait voir quelle étoit l'autorité des Evêques, & leurs fonctions dans le Gouvernement ecclésiastique; & par-là l'on met à couvert des entreprises de la Cour de Rome les Usages, les Privileges, les Evêques & les Fidelés de ce Royaume. Le second est pour mettre la personne des Rois en sûreté, & pour fixer dans leurs véritables limites le Sacerdoce & l'Empire. Il se réduit à cette proposition: la Puissance ecclésiastique est indépendante de la temporelle, & la temporelle est réciproquement indépendante de l'ecclésiastique. Justinien, *nov. 6. in præf.* l'a parfaitement bien exposé. *Maxima quidem, dit-il, in hominibus sunt Dei dona, à supernâ collata clementiâ, Sacerdotium & Imperium; & illud quidem divinis ministrans; hoc autem humanis præsidens, ac diligentiam exhibens. Ex uno eodemque principio utraque procedentia humanam exornant vitam.*

Les hommes sont membres en même temps de deux grandes sociétés, l'Eglise & l'Etat: ils sont à la Puissance spirituelle comme membres de l'Eglise, & à la temporelle comme membres de l'Etat. Si dans tous les Etats il en étoit la même chose qu'à présent dans Rome, où la Puissance temporelle est attachée à la Dignité qui donne la Puissance spirituelle; quelque différence qu'il y ait entre l'une & l'autre autorité; nous n'aurions aucune peine de les voir con-

fondre dans leurs effets , comme elles sont confondues dans la même personne. Mais dans les autres Etats , ces deux Puissances résident dans des mains différentes. Ceux qui possèdent l'autorité temporelle sont soumis à l'autorité ecclésiastique ; & ceux qui possèdent l'autorité ecclésiastique sont soumis à l'autorité temporelle. Ainsi notre première proposition doit être suivie de cette seconde : que les personnes des Supérieurs Ecclésiastiques peuvent , malgré l'indépendance de la Puissance spirituelle , être soumises à l'autorité temporelle , & doivent lui obéir , tout de même que les Rois sont soumis , quant au spirituel , à la Puissance ecclésiastique. Laissons donc la qualité des personnes à part. Un Roi comme enfant de l'Eglise est soumis à ses Loix & à ses Pasteurs. Un Roi comme Roi n'est soumis à personne : il ne tient sa Puissance Royale que de Dieu , & en cette qualité ne reconnoît que lui pour son Supérieur. Le Concile pour les choses spirituelles n'a point d'autorité supérieure , & ne dépend de personne que de Dieu. Mais de même que la Puissance temporelle ne peut rien sur la spirituelle ; de même la spirituelle ne peut rien sur la temporelle.

Les Ecclésiastiques n'ont pas toujours rendu sur ce sujet autant de justice à l'Empire , que l'Empire en a rendu au Sacerdoce. Pendant que les Princes ont reconnu qu'il ne leur appartenait pas de porter la main à l'encensoir , les Papes ont mis la main au glaive temporel. Ils ont entrepris de déposer les Rois , de dispenser leurs sujets du serment de fidélité , de donner leur Royaume au premier occupant : de sorte que nous n'avons point à prouver que les Rois ne peuvent rien sur les choses purement spirituelles : car cela est sans contestation ; mais simplement que l'Eglise ne peut rien sur le temporel des Rois ; & c'est ici la première des quatre propositions du Clergé de 1682.

J. C. a dit souvent que son Royaume n'étoit pas de ce monde. Il a défendu si absolument à ses Apôtres de dominer comme les Princes des Nations ; toute la tradition est si constante à soutenir que l'Eglise n'a de pouvoir que sur les choses spirituelles , qu'elle ne pouvoit pas contraindre les Fideles par la force & la punition corporelle , mais que ses armes ne privoient que des biens spirituels ; que Bellarmin s'est cru obligé , non seulement d'abandonner le commun des Canonistes Ultramontains qui donnent au Pape un pouvoir direct sur le temporel des Rois ; mais encore de les réfuter. Cependant il donne au Pape sur le temporel des Rois Catholiques un pouvoir indirect ; à cause , dit-il, 1^o. que le Pape peut les excommunier ; 2^o. que la Puissance séculière est soumise à l'ecclésiastique ; 3^o. que le Prince pouvant détourner ses sujets de la Religion , il est nécessaire que le Pape puisse empêcher ce mal ; 4^o. que quand les Rois & les Princes sont reçus à l'Eglise , ils y sont reçus avec un pacte , exprès ou tacite , de soumettre leur Royaume à J. C.

Ces raisonnemens bizarres ne sont pas certainement une invitation aux Princes payens d'embrasser l'Evangile. Peut-on leur proposer la perte du plus bel ornement de leur Couronne , qui est l'indépendance ? Mais J. C. n'est point venu au monde pour ôter les Royaumes temporels ; mais pour établir & pour donner le Royaume éternel. *Audite* (dit saint Augustin en expliquant ces paroles de J. C. *Regnum meum non est de hoc mundo* ,) *Judæi & gentes Audite , omnia Regnâ terrena : non impedio dominationem vestram in hoc mundo Venite ad Regnum quod non est de hoc mundo , venite credendo , & nolite scire metuendo. Dixit quidem Propheta : Ego autem constitutus sum Rex ab eo super Sion montem sanctum ejus : sed Sion illa , & mons ille non est de hoc mundo.*

D'ailleurs , pourquoi faire les Princes Chrétiens d'une condition pire que celle des Princes payens ? Est-ce à cause qu'ils protègent la Religion , qu'ils la défendent ? Le Pape peut-il prendre droit de tous ces respects que la Religion inspire pour le Pere commun des Fideles , & se prétendre le Souverain des Souverains ? Jusqu'à Charlemagne , ces Peres communs des Fideles ont reconnu ces Princes , qu'ils voyoient prosternés à leurs pieds , pour leurs Souverains , pour les arbitres de leur vie & de leur mort corporelle. *Duo sunt , Imperator Auguste , disoit le Pape Gélase à l'Empereur Anastase , quibus hic mundus principaliter regitur , autoritas sacra Pontificum & regalis potestas . . . Nosti enim , fili clementissime , quòd licet præfideas humano generi dignitate , rerum tamen præsulibus divinarum devotus colla submittis . . . Quantum ad ordinem disciplinæ publicæ , cognoscetes imperium tibi collatum , legibus tuis ipsi quoque parent Religionis Antistites.*

Tome 4.
Colic. p. 1182.

En troisieme lieu , quel est ce pacte , exprès ou tacite , que Bellarmin a imaginé , que les Rois font de soumettre leur Royaume à J. C. Semblable pacte ne se fait ni au Baptême , ni au Couronnement des Rois. Ils sont toujours soumis & dépendans de Dieu , ils soumettent leur personne à l'autorité de l'Eglise ; mais ils n'y soumettent pas leur Puissance. Nos Rois en particulier , lorsqu'ils donnent avis au Pape de leur avènement à la Couronne , recommandent simplement leur Royaume & leur personne aux prieres du Pape ; mais n'usent jamais de termes de vassaux , ni d'aucun autre qui puisse sentir la moindre dépendance. Ainsi , si l'opinion des Ultramontains , que les Papes ont un droit direct sur le temporel des Rois , est , selon Bellarmin , contraire au Droit Divin , & n'a aucun fondement solide ; l'opinion de Bellarmin lui-même , qui ne donne au

Pape aucun pouvoir sur le temporel des Rois payens, mais seulement un pouvoir indirect sur le temporel des Rois Chrétiens, est pernicieuse à la propagation de la Foi, contraire à la parole de Dieu, & fondée, non sur la vérité, mais sur de purs sophismes.

Mais on dira que l'Eglise peut excommunier les Rois; que celui qui est excommunié est déchu de son état, privé de la société des autres hommes; qu'il n'est plus permis de le saluer, de lui parler, de prier, de manger, de converser avec lui: si l'Eglise a le pouvoir de réduire un Roi en cet état, l'Eglise a donc le pouvoir de le faire déchoir de sa qualité de Roi; car qu'est-ce qu'un Roi à qui on ne peut seulement parler?

Je suppose pour un moment qu'on puisse porter contre la personne des Rois une Sentence d'excommunication: mais si les Rois excommuniés sont déchus de leur autorité, il s'ensuit que quiconque des Ministres Ecclésiastiques aura le pouvoir de les excommunier, aura aussi droit sur leur temporel: par conséquent les Evêques, qui pourroient excommunier les Rois, aussi bien qu'on veut soutenir que le Pape le peut, ont donc aussi droit sur leur temporel; & en prononçant la Sentence contre les Princes, ils pourront aussi donner leurs Etats au premier occupant: car je ne vois pas pourquoi le Pape ayant le droit de déposer les Rois, les Evêques ne l'auroient pas aussi. Le Sacerdoce est égal entr'eux, & le Pape n'a que la primauté & la principalité du Siege Apostolique sur les Evêques. Ainsi un Roi, parcequ'il embrasse la Foi, dépendra quant au temporel d'autant de Maîtres qu'il y a de Prélat dans l'Eglise. Si on joint à ce principe cet autre des Canonistes, *Sententia Pastoris, etiam injusta, est timenda*; il faudroit qu'un Prince fût l'humble esclave de ses sujets, pour éviter les excom-

munications que quelque Evêque , ou par caprice , ou par vengeance , ou par intérêt , lanceroit contre lui. En vérité , si cette doctrine avoit lieu dans un Etat , l'Evangile ne seroit pas un Evangile de paix , & J. C. auroit apporté au monde , non-seulement le glaive de l'esprit , mais le glaive corporel ; & sa Religion n'apporteroit que des troubles & des séditions dans leurs Royaumes.

Difons donc que l'excommunication ne feroit point déchoir les Rois de leur autorité temporelle. En effet l'excommunication n'est que la privation de la Communion de l'Eglise , en tant qu'Eglise : c'est une séparation de la société des Fideles ; en tant qu'ils sont membres de l'Eglise , & non en tant qu'ils sont membres de l'Etat.

L'excommunication est une mort ; mais l'homme peut moralement mourir de deux sortes : de la mort spirituelle ; & c'est l'effet de l'excommunication , qui le prive de tous les biens spirituels , qui le fait retrancher du Corps de l'Eglise , comme un membre mort & pourri. Il peut mourir aussi de mort civile ; & par cette mort il perd tout ce qu'il possédoit comme citoyen , ses droits , ses charges , ses honneurs , ses emplois , &c. Ces deux morts morales sont très-distinctes , & très-indépendantes l'une de l'autre. Celui que le Magistrat séculier condamne à la mort civile n'est pas excommunié pour cela : pourquoi voudroit-on que celui que le Prélat excommunié meure en même temps civilement ? Un particulier excommunié ne perd ni sa femme , ni ses enfans , ni ses biens , ni ses charges , ni enfin , pour dire tout en un mot , son état civil. Pourquoi les Princes perdroient-ils le leur par les excommunications ? La mort civile ne prive l'homme que des privilèges & des droits de cité & de pays , mais ne peut le priver de ce que la Nature ou le Droit des gens lui accorde. L'excommunication de même ne prive :

l'homme que des droits de la République Chrétienne; & , comme J. C. nous le marque , elle le remet dans son premier état qui est le Paganisme. *Sit tibi sicut ethnicus & publicanus.* Or est-on en droit de dépouiller un Payen de ses droits , de son état , de ses emplois ? Il faut dire , pour soutenir cette idée ; que les premiers Chrétiens étoient en droit de prendre impunément les biens des Payens & des Publicains , de déposséder les Empereurs payens , les Magistrats , & de s'emparer de leurs dépouilles ; ce qui est une maxime contraire à la Loi naturelle , au Droit des gens , aux Loix civiles , à l'esprit & à la conduite de l'Eglise.

Ce n'est donc que de l'état de Chrétien , & des droits qui appartiennent au Chrétien en tant que Chrétien , que l'excommunication prive : ce n'est aussi que de la société Chrétienne qu'elle exclut , & non pas de la société civile. Aussi les Canonistes ont toujours mis à ce vers :

Os , Orare , Vale , Communio , Mensa negatur.

les exceptions contenues dans cet autre :

Utile , Lex , Humile , Res ignorata , Neceffe.

* Il y a en effet plusieurs sortes de sociétés : l'une essentielle & naturelle ; une autre d'utilité , d'affaires , de nécessité ; une autre enfin de familiarité , libre & purement volontaire. C'est de cette troisième espèce dont les excommuniés doivent être privés : toutes les autres ne peuvent leur être refusées. Un pere excommunié doit nourrir sa famille : un fils doit honorer son pere , quoiqu'excommunié ; une femme ne peut refuser à son mari excommunié ce qu'elle lui doit ; & aucune autorité ne peut dispenser de ces devoirs. Pareillement , un sujet doit obéir à son Prince , quoiqu'il se soit séparé de l'Unité de l'Eglise ; & aucune Puissance

ne peut le dispenser de son serment de fidélité. Ce sont les Regles de saint Pierre & de saint Paul : ils ont ordonné de révéler les Empereurs qui étoient alors Payens , de leur obéir ; aux femmes d'être soumises à leurs maris infideles ; aux esclaves d'obéir à leurs maîtres , quoique payens ; & en général de rendre à tous les hommes ce qui leur est dû selon les Loix. J'ai supposé jusqu'à présent que les Rois peuvent être excommuniés. Mais peuvent-ils l'être en effet ? C'est ici une question très-embarrassante : essayons de l'éclaircir.

Si par l'excommunication on entend cet état où tombe tout homme qui commet un péché mortel , où il se rend indigne de la participation des Sacremens , & en particulier de la Communion ; enfin cette excommunication dont le Confesseur relève lorsqu'il prononce , *ego te absolvo ab omni vinculo excommunicationis & interdicti* : il est certain qu'un Roi , qui peut tomber dans un péché mortel , peut tomber dans cette excommunication intérieure.

Si par l'excommunication on entend la séparation du Corps de l'Eglise où tomberoit un Roi qui renonceroit à la Religion , comme fit Julien l'Apostat , ou qui deviendroît hérétique ; il est encore certain qu'un Roi , pouvant sortir du sein de l'Eglise , peut souffrir cette espece d'excommunication.

Mais si on entend par ce mot , une sentence publiquement fulminée , qui sépare un Prince de la participation des Sacremens , de la Communion avec le reste des Fideles , ou l'exclue des Assemblées ecclésiastiques ; c'est le cas où la difficulté consiste. Je ne prétends point la lever en décidant la question de Droit. Trois observations nous éclaircissent toute cette matiere , sans qu'il soit besoin d'examiner à fond quel est là-dessus le pouvoir de l'Eglise.

Je dis donc 1^o. qu'on ne doit pas excommunier les Rois. Saint Augustin, *lib. 3. contr. epist. Parmen.* propose cette Regle touchant l'excommunication. « Si quelque Fidele est » tombé dans une faute digne d'anathême, il faut l'en » frapper, s'il n'y a point à appréhender de Schisme . . . » Si son crime est connu, s'il est détesté de tous, s'il ne » trouve aucun défenseur, ou si ceux qu'il auroit ne donnent point occasion de craindre un Schisme, on peut » alors laisser agir la sévérité de la discipline . . . La » préhension ne peut être salutaire, que lorsque la même » faute n'associe point un grand nombre de personnes. » Mais si plusieurs sont dans le même cas, il ne reste aux » bons que les gémissemens & les larmes . . . On les » porte pour le bien de la paix & de l'unité, &c. ». Cette Regle, dit saint Augustin, n'est ni nouvelle, ni insolite : c'est ce que la sagesse de l'Eglise pratique. Or, ce principe posé, on voit le mal qu'un Roi qui seroit excommunié pourroit faire à l'Eglise : la persécution seroit le moindre. Le grand nombre de gens qu'il entraîneroit dans son parti, & qui, excommuniés avec lui, mourroient dans l'impénitence, seroit un malheur bien plus digne des larmes de l'Eglise. Il est donc de la charité & de la prudence de cette sainte Mere, de supporter, & de gémir sur les méchans Princes, plutôt que de sévir contr'eux par des censures. C'est par cette raison qu'Yves de Chartres, *epist. 171.* dit, « Si les Princes abusent quelquefois de leur pouvoir, nous » ne devons pas les aigrir ; nous devons les abandonner » aux jugemens de Dieu, lorsqu'ils ne veulent pas acquiescer aux remontrances des Evêques ». Enfin on a toujours eu tant d'égard pour les Princes sur ce sujet, que ce même Prélat, *ibid.* rapporte un Canon, qu'il dit être des Capitulaires ; mais qui est le Canon 3. d'un Concile de Tolède,

par lequel il est ordonné qu'un excommunié qui reçoit du Roi quelque faveur , ou seulement qui mange à sa table , doit être réuni à la Communion ecclésiastique.

Je dis en second lieu , que dans la primitive Eglise nous n'avons aucun exemple d'excommunication des Princes ; que ces exemples n'ont commencé qu'après l'an 800. c'est-à-dire , après la naissance des fausses Decrétales ; & qu'ils ont presque tous été condamnés par les plus sages & les plus savans personnages de l'Eglise. On fait combien Constance étoit dévoué aux Ariens , & de quelle maniere il a persécuté les Evêques Catholiques : cependant ni saint Athanasé , ni Osius , ni le Pape Libere , n'ont jamais entrepris de l'excommunier. Valens , tout Arien qu'il fût , n'a jamais été excommunié. Theodoret , *lib. 4. hist. cap. 19.* prétend que saint Basile lui-même l'a admis à la Communion. Le Pape Vitalien a traité avec respect l'Empereur Constans , quoique ce Prince fût Hérétique , sacrilège , le meurtrier de son frere , & le persécuteur des saints Evêques. Léon l'Isaurien ayant voulu abolir le culte des images , Gregoire II. n'usa à son égard que de remontrances & de prieres ; & bien loin de l'excommunier , ou de le déposer , il empêcha l'armée d'Italie de se révolter contre lui , & d'élire un autre Empereur , comme le rapportent Paul Diacre & Anastase le Bibliothécaire.

Quelquefois l'Eglise s'est servie d'une sainte adresse pour ramener les Empereurs. Elle a excommunié ceux qui recevoient leurs formules de Foi , comme il est arrivé de ceux qui recevoient l'Henoticon de Zenon & l'Edit de Justinien sur les trois Chapitres ; ou bien elle a excommunié les Hérétiques que les Princes favorisoient : mais elle a respecté la personne des Empereurs. C'est ainsi que Symmaque s'excuse auprès de l'Empereur Anastase , *épit. 6. tome 4. Concil.*

p. 1298. *Non te excommunicavimus, Imperator, sed Aca-*
cium . . . Noli te miscere excommunicationi ejus, & non
es excommunicatus à nobis. Si te mifces, non à nobis, sed à
te ipfo excommunicatus es. Ita fit ut in utroque, five difcedas,
non fis excommunicatus à nobis, five non difcedas, non fis
excommunicatus à nobis. Voilà un paffage qui découvre
 manifeftement les principes que nous avons propofés au
 commencement de cette queftion.

Les exemples que nous venons de rapporter nous men-
 nent au neuvieme fiele, qui fut celui où l'on commença
 à voir pour la premiere fois les Princes excommuniés par
 les Papes. Mais ces exemples ont été défapprouvés par les
 perfonnes les plus éclairées : car enfin les caufes les plus or-
 dinaires que nous lifons de ces fortes d'excommunications,
 font :

1°. Quelques points de difcipline pour lefquels les Fir-
 miliens, les Cypriens, les Irenées ont cru qu'il ne falloit
 point excommunier ; que c'étoit s'excommunier foi-même,
 que de l'entreprendre. *Te ipfum excidifti, noli te fallere, te*
ipfum abftinuifti, difoit Firmilien au Pape Etienne.

2°. Les intérêts temporels de l'Eglife : mais à cet égard,
 dit Gerson, *de poteft. eccl. confid. 4.* « Si l'application du
 » glaive fpirituel caufe de la confufion dans l'Eglife, ou
 » qu'il faffe méprifer les cenfures ; & par là procure la perte
 » des ames, il eft de la charité de l'Eglife de ne pas cau-
 » fer la mort éternelle pour la défenfe d'un bien temporel.
 » Quiconque agiroit de la forte feroit femblable à celui
 » qui, pour chaffer une mouche du front de fon voifin, lui
 » fendroit la tête d'un grand coup de hache ».

3°. Le defir de pacifier des différends entre les Princes
 Chrétiens : mais faint Bernard, *lib. 1. de confid. cap. 6.* con-
 damne ce defir, lorsque l'excommunication eft le moyen

dont on se sert pour y parvenir. « Les Apôtres , dit-il , n'ont » point été établis pour juger les hommes , pour fixer des » limites , ou pour distribuer des terres. J'ai lû qu'ils ont » été jugés , je n'ai pas lû qu'ils aient été Juges. Ils le » font un jour ; mais ils ne l'ont jamais été . . . Qui est-ce » qui m'a fait Juge ? dit le Seigneur & le Maître. Est-ce » une injustice si le serviteur & le disciple ne jugent pas » tous les hommes ? . . . C'est sur les péchés , & non sur » les terres que s'étend votre pouvoir. C'est pour les pé- » chés , & non pour les biens de la terre que vous avez re- » çu les Clefs du Ciel . . . Les choses d'ici bas , ces biens » de la terre , ont pour Juges les Rois & les Princes de la » terre. Pourquoi vouloir sortir de vos limites » ? Pour- » quoi vouloir moissonner le champ d'autrui ?

4°. Enfin les crimes des Princes ont été la cause de ces excommunications : mais c'est-là principalement le lieu d'appliquer la Regle de saint Augustin. Les Princes contre qui on a sévi de la sorte n'en sont pas devenus meilleurs , & l'Eglise a beaucoup souffert dans ces sortes d'occasions.

Enfin ma troisième observation est qu'en France nous n'avons jamais toléré que nos Rois fussent excommuniés.

Gregoire IV. venoit en France , à la sollicitation des enfans de Louïs le Débonnaire , pour excommunier cet Empereur : les Evêques de France lui dirent nettement , *Nullò modo se velle voluntati ejus succumbere ; sed , si excommunicaturus veniret , ipse excommunicatus abiret.*

Nicolas I. voulut excommunier Lothaire , pour avoir répudié Thierberge & épousé Valdrade. Les Evêques de France lui écrivirent : *Nos , cum Fratribus & Collegis nostris , neque edictis tuis stamus , neque vocem tuam agnoscimus , neque tuas bullas tonitruaque timemus.*

Adrien II. ayant ordonné à Hincmar de ne point rece-

voir Charles le Chauve à la Communion, reçut pour réponse, « que jamais un ordre pareil n'étoit émané du saint » Siege; que les Papes ne s'étoient pas abstenus de communier avec des Empereurs hérétiques & tyrans. Que » les Savans étoient d'avis que le Roi n'étoit soumis qu'aux » seuls jugemens de Dieu; que, s'il veut, il peut se trouver aux Synodes; que ses Evêques, quoi qu'il fasse, ne » pouvant pas l'excommunier, les Evêques étrangers n'ont » pas droit de le faire ».

On pourroit encore citer à cette occasion Philippe I. Philippe Auguste, Louis VIII. Philippe le Bel, Charles VI. Louis XII. & Henri IV. Ce sont ceux de nos Rois que les Papes ont entrepris d'excommunier; mais dont les menaces ou les foudres n'ont eu aucun effet en France. Voilà ce que j'avois à répondre à la première objection de Bellarmin touchant l'excommunication.

La seconde objection de ce même Auteur est; que la Puissance temporelle est soumise à la Puissance spirituelle. Ce principe est faux. Ces deux Puissances sont indépendantes l'une de l'autre. L'une & l'autre vient immédiatement de Dieu, qui, selon toute la Tradition, a préposé les Evêques pour gouverner les choses spirituelles, & donné les Rois pour gouverner les temporelles. Aussi c'est immédiatement de Dieu que les Rois tiennent leur Couronne; & leur puissance s'étend aussi-bien sur les personnes des Ecclésiastiques que sur celles des Laïques. Cette vérité est fondée sur l'Ecriture. Daniel dit que c'est Dieu qui institue les Rois. Saint Paul enseigne qu'il n'y a point de Puissance qui ne vienne de Dieu. Les Peres ont tenu le même langage; & pour en citer quelques-uns, Tertullien dit: *Colimus Imperatorem, ut hominem à Deo secundum, quidquid est à Deo consecutum, & solo Deo minorem.* Optat de Mileve: *Super*

Cap. 4. §. 14.

In Apolog.

Imperatorem non est nisi solus Deus, qui fecit Imperatorem.

Le grand Osius de Cordoue parle ainsi à Constance: *Tibi Deus Imperium commisit, nobis quæ sunt Ecclesiæ concredidit.* C'est à cause de cette vérité que les saints Peres & les Papes eux-mêmes ont reconnu qu'ils devoient être soumis aux Puissances temporelles. Saint Jean Chrysostome dit

*In cap. 12.
ep. ad Rom.*

que ce devoir regarde tout le monde, *etiamsi sis Apostolicus, si sis Evangelista, si Propheta, si tandem quispiam fueris.* Théodoret étend aussi ce devoir aux Prêtres, aux Evêques, aux Moines. Saint Grégoire le grand reconnoît qu'il étoit de son devoir d'obéir à l'Empereur: *Utrobique ego quod debui exolvi, reddendo Cæsari quæ sunt Cæsaris, & quæ sunt Dei Deo; qui & Imperatori obedientiam præbui, & pro Deo quod sensi minimè tacui.* Saint Bernard, exhortant à la soumission l'Archevêque de Sens, lui dit: *Intelligitis quæ dico: cui honorem honorem: omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit. Si omnis; & vestra. Quis vos excipit ab universitate? Si quis tentat excipere, conatur decipere.* Il est donc constant que l'autorité temporelle s'étend sur toute créature sans distinction; qu'elle vient immédiatement de Dieu: & par conséquent qu'elle n'est nullement soumise à la spirituelle.

*In eundem
locum.*

*Lib. 2. ep.
61.*

*Ep. 42. ad
Hen. Arch.
Sen.*

Mais, dit Bellarmin, le Pape, qui a de Dieu toute l'autorité qui convient pour défendre la Religion & la conserver, doit avoir le pouvoir de déposer un Roi qui persécutteroit la Religion dans ses Etats, & empêcheroit ses sujets, ou de la professer, ou de l'embrasser.

Il est vrai que le gouvernement de l'Eglise seroit imparfait, s'il n'avoit tout ce qui lui est nécessaire pour sa propagation, sa défense, & sa conservation: mais l'Eglise a-t-elle besoin pour cela du pouvoir de déposer les Rois? Nullement: l'Eglise ne trouve sa défense que dans ses gémisse-

mens & ses larmes: elle trouve sa conservation, non pas dans les prospérités temporelles, mais dans les persécutions dont Dieu permettra toujours qu'elle soit affligée; en sorte qu'on peut dire d'elle ce que l'Ecriture remarque des enfans d'Israël: *Quantòque opprimebant eos, tantò magis multiplicabantur & crescebant.* 1^o. Elle ne se défend que par les larmes. Les forces des Chrétiens sont si grandes, dit Tertullien, qu'en une seule nuit, avec de simples flambeaux, ils pourroient tirer une vengeance complete de leurs ennemis. . . . Quelles guerres ne serions-nous pas en état de soutenir. . . . si notre Religion ne nous apprenoit pas à nous laisser tuer, plutôt que de tuer! Quand on me fera violence, dit saint Ambroise, je ne fais ce que c'est que de résister: je puis témoigner ma douleur, je puis pleurer, je puis gémir contre les armes, contre les Soldats, contre les Gots: *Lacrimæ meæ arma sũnt: aliter nec debeo, nec possum resistere.* 2^o. Elle trouve sa propagation dans le sang de ses enfans. *Sanguis Martyrum semen Christianorum*, dit saint Augustin. . . . *Seminatus est sanguis Martyrum: surrexit seges Ecclesiæ.* 3^o. Elle ne doit sa conservation qu'aux persécutions. Elle est née sur la Croix, disent les saints Peres: ce sont les tribulations qui la nourrissent & la fortifient. On peut donc conclure de ces trois vérités, que la maxime dont Bellarmin se sert pour appuyer sa prétention est un Paradoxe contraire au précepte de l'Evangile, & à tout ce qu'on a jamais enseigné dans l'Eglise.

Si on ajoute que ce que nous venons de rapporter ne regarde que les Empereurs payens, sur qui, selon Bellarmin, l'Eglise n'a aucun droit; nous remarquerons que l'Eglise a toujours suivi les mêmes principes à l'égard des Empereurs qui avoient embrassé la Foi Chrétienne. Osius, que nous avons cité ci-dessus, ne reconnoissoit-il pas Constance pour

Ex. 1. 12.

In Apol.

Empereur , quoiqu'il fût hérétique , & qu'il ait peut-être plus persécuté l'Eglise que les Empereurs payens ? Aucun Evêque , aucun Concile , & le Pape Libere lui-même , que ce Prince avoit envoyé en exil , s'est-il avisé de le déposer ? En a-t-on moins obéi à Julien l'Apostat , quelque infidele & quelque ennemi qu'il fût du nom Chrétien. *Julianus extitit infidelis Imperator* , dit saint Augustin , *nonne extitit Apostata iniquus , & Idolatra ? Milites Christiani servierunt Imperatori infideli . . . Distinguebant Dominum æternum à Domino temporali : tamen subditi erant , propter Dominum æternum , Domino temporali*. Telle a été dans les premiers siècles la pratique & l'esprit de l'Eglise. On ne peut pas dire qu'elle ait été si long-temps sans connoître quels étoient ses droits. En effet Grégoire VII. est le premier qui ait entrepris de se servir de son autorité pour déposer les Rois : ce fut vers l'an 1073. La nouveauté de son entreprise surprit toutes les Nations : encore rapporte-t-on qu'il se repentit , à l'article de la mort , d'avoir levé la Lance sacerdotale contre le Diadème royal. Sigebert rapporte qu'il chargea son Confesseur d'en demander pour lui pardon à l'Empereur & à toute l'Eglise. Cette entreprise au reste fit périr une infinité de monde , excita des troubles infinis. Ainsi le moyen le plus sûr de conserver la paix de l'Eglise & celle des Royaumes est de distinguer les droits de l'une & de l'autre Puissance , de ne les jamais commettre ensemble , de les dire toutes deux souveraines & indépendantes l'une de l'autre ; & par-là on rendra fidelement , comme le disoit saint Grégoire , & à Dieu ce qu'on doit à Dieu , & à César ce qu'on doit à César.

CHAPITRE XXI.

Du Droit dont un Pays jouit , de suivre ses Usages & ses Coutumes particulieres.

Après avoir établi dans les chapitres précédens qu'il n'y a point dans aucun des Pasteurs de l'Eglise d'autorité arbitraire & sans bornes ; que nos Rois ont , quant au temporel , une entiere indépendance , & qu'ils ne sont pas moins Souverains de leurs sujets ecclésiastiques que des séculiers ; il ne nous reste plus , pour achever de traiter des principes de nos Libertés , qu'à montrer qu'un Pays peut suivre un Droit ecclésiastique particulier , & qu'on ne peut le forcer de renoncer à ses Usages pour en embrasser d'autres.

Il est vrai que l'Eglise est une : mais son Unité consiste dans l'Unité d'un même Maître , dans l'Unité d'une même Foi & d'une même Profession , dans l'Unité des Sacremens , & dans l'Unité de la charité , de l'esprit & de la paix , qui lient ensemble tant de peuples si différens & de génie , & d'inclination & de mœurs. Personne n'a jamais prétendu que les Usages fussent par-tout les mêmes , ni que leur variété nuisît à l'Unité de la Foi. *Fidei*, dit Tertullien , *una omnino est regula , sola immobilis , & irreformabilis . . .* *Hâc lege Fidei manente , cætera jam disciplinæ & conversationis admittunt novitatem correctionis.* La Religion n'a donc qu'une même voix & qu'une même bouche , comme dit saint Irenée , lorsqu'il s'agit de la Foi : c'est-là où tout esprit doit se soumettre , se laisser captiver , & embrasser volontairement la servitude. Mais pour les Usages & la ma-

*De reland.
Virg.*

*Lib. Adv.
Har. cap. 3.*

niere de vivre, dès que cela ne touche point à la Foi, ni aux mœurs Chrétiennes, elle laisse la liberté: elle respecte même & consacre ce qu'elle trouve de bon dans chaque Pays; & loin d'en enfreindre les Loix, elle les suit, & rapporte à la paix éternelle la paix qu'elles procurent sur la terre. C'est ainsi que parle saint Augustin. *Hæc ergo cæ-*

*De civit. lib.
19. cap. 19.*

stis civitas, dùm peregrinatur in terrâ, ex omnibus gentibus cives evocat, atque in omnibus linguis peregrinam colligit societatem; non curans quidquid in moribus, legibus, institutis diversum est, quibus pax terrena vel conquiritur, vel tenetur; nihil eorum rescindens, vel destruens, imò etiam servans & sequens: quod licet diversum, si in diversis nationibus, ad unum tamen eundemque finem terrænæ pacis intenditur. Voilà pourquoi aussi chaque Eglise avoit dans ses commencemens ses Loix, ses Canons, ses Usages particuliers, comme nous avons dit: Usages qui s'étendoient non seulement sur la Police extérieure, mais encore sur les Rites, sur la Liturgie, & sur les Prières. Aussi voyons-nous encore quelques Eglises d'Espagne, & en Italie celle de Milan, conserver une Liturgie différente de la Romaine. Cette variété n'a jamais rompu l'Unité, selon la remarque de Firmilien. *Secundùm quod in cæteris quoque plurimis Provinciis, multa pro locorum & hominum diversitate variantur; nec tamen propter hoc ab Ecclesiæ Catholicæ pace & unitate discessum est.* Ce seroit donc avoir pris mal à propos un préjugé contre nos Libertés, que de penser qu'elles nous font préjudicier à l'Unité, parcequ'elles forment pour nous un Droit particulier. C'est cependant cette idée, si peu fondée, qui soulève d'abord ceux qui n'ont pas une teinture de connoissance de l'Histoire ecclésiastique. Essayons présentement de prouver que chaque Pays peut suivre ses Loix particulières.

*Ep. 74, apud
S. Cyr.*

Les premières preuves en sont tirées de la nature des

Loix

Loix ecclésiastiques. Elles sont des Loix de douceur: les Anciens les ont appellées Regles, ou Canons, plutôt que Loix, pour les distinguer des volontés des Princes, dont l'autorité est une autorité de domination, de force, de violence. *Reges dominantur eorum*. L'autorité des Loix ecclésiastiques, bien qu'elle soit très-puissante, est d'une bien différente espece: *Vos autem non sic*. Elles sont pour le cœur, sur lequel la violence ne peut rien: la seule douceur & la persuasion peuvent le vaincre. Il ne s'agit pas seulement de faire exécuter à l'extérieur ce qu'on commande; c'est à quoi peuvent se terminer les Loix du Prince: il faut encore les lui faire aimer. Aussi le Gouvernement ecclésiastique est un Gouvernement d'humilité & de charité. J. C. est venu pour servir, & non pour être servi: quoiqu'il fût le maître, il a toujours été comme celui qui sert. Saint Pierre recommande aux Evêques de ne pas dominer sur le Clergé, mais de devenir les modèles du troupeau. Saint Paul déclare qu'il ne veut pas dominer sur notre Foi. Saint Jérôme marque en peu de mots la différence du Gouvernement ecclésiastique & du temporel: *Ille nolentibus præest, hic volentibus: ille terrore subicit, hic suavitate domat: ille corpora custodit ad mortem, hic animas servat ad vitam*. Ces principes supposés, je dis:

1^o. Que vouloir obliger chaque Eglise de se régler selon un même Droit, c'est introduire dans plusieurs d'elles des nouveautés nuisibles. On voit avec combien de ménagemens; combien de précautions, & combien de mesures les Chefs de l'Eglise doivent donner des Loix: mais ce n'est pas garder, selon saint Augustin; ces sages ménagemens, que de vouloir faire changer des Usages qui ne sont point contraires à la Foi & aux bonnes mœurs. *Ipsa quippe mutatio*, dit-il, *etiam quæ adjuvat utilitate, novitate perturbat*:

*In epist. ad
Nepot. ep. 31.*

*Ep. 54. n. 6.
v. ep. 22.*

*Cap. cum
consuetudine,
extra de con-
suetud. c. quod
dilectio, de con-
sang.*

quapropter quæ utilis non est, perturbatione infructuosa, consequenter noxia est. Les Papes sont convenus de cette vérité. *Plerumque discordiam pariunt novitates*, dit Honorius III. Et Celestin III. déclare qu'il a mieux aimé déferer à l'ancienne coutume, que d'être cause de quelque dissension, en voulant introduire une chose nouvelle dans une Province.

*Apud Aug.
de Bapt. contr.
Donat. n. 5.
cap. 2. & lib.
4. n. 11.*

Je dis, 2^o. que c'est vouloir dominer; ce qui n'est jamais permis aux Evêques. C'est dominer, parceque c'est vouloir contraindre les autres Eglises à la nécessité d'une obéissance forcée. C'est ce que saint Cyprien appelle une tyrannie, lorsqu'il s'agit de simple coutume, comme il croyoit qu'il ne s'agissoit que de cela dans l'affaire de la Re-baptisation. *Neminem judicantes*, dit-il, *aut à jure Communionis aliquem, si diversum senserit, amoventes. Neque enim quisquam nostrum Episcopum se esse Episcoporum constituit, aut tyrannico terrore ad obsequendi necessitatem Collegas suos adigit. Quando habeat omnis Episcopus, pro licentia libertatis & potestatis suæ, arbitrium proprium, &c.* C'est dominer, parceque c'est vouloir qu'une Loi, qui généralement ne peut être en vigueur sans l'acceptation du peuple, soit néanmoins admise sans ce consentement. *Leges instituuntur, cum promulgantur & firmanur, cum moribus utentium approbantur*, dit le Canon *in istis*, dist. 4. Il faut donc une approbation pour que les Loix soient confirmées. Aussi Silvestre & Navarre rapportent les sentimens de la plupart des Docteurs qui disent qu'il n'y a point de Loi qui ne se publie avec cette condition, expresse ou tacite, tant qu'elle sera acceptée par la République: ainsi, selon ces Docteurs, la Loi n'oblige que lorsqu'elle est acceptée, au moins tacitement, par la République, & n'oblige que durant tout le temps qu'elle est acceptée par la République.

*Verb. lex quæ.
6. in Manu.
cap. 23. n. 4.*

En effet combien voyons-nous de Loix qui n'ont jamais été en vigueur ? Combien en voyons-nous qui , sans avoir jamais été expressement révoquées , ont cessé d'être Loix par le non-usage ? *Ad validitatem statuti tria sunt necessaria* , dit le Cardinal de Cusa , *potestas in statuyente , publicatio statuti , & ejusdem statuti approbatio per usum*. Undè videmus innumera statuta Apostolica , etiam in principio postquam edita fuerunt , non fuisse acceptata. La raison de cela est que toute Loi doit être pour le bien & pour l'utilité des sujets. Or , dit le Docteur Duval , *non potest esse utilis , si per vim & violentiam imponatur*. Et selon Covarruvias , la grande preuve qu'une Loi n'est ni utile ni convenable à un peuple , c'est qu'elle n'a pas été acceptée. Il est donc constant , & les sentimens ne sont point partagés , que c'est l'acceptation , au moins du peuple , qui seule met une Loi en vigueur. Ce principe supposé , si il suffisoit qu'une Loi fût observée à Rome , & y eût été faite , pour obliger toutes les Eglises à l'embrasser malgré leurs Usages contraires , ce seroit exiger plus que les Princes temporels ne font. Quoiqu'ils puissent par leur autorité absolue faire exécuter leurs volontés , ils ont cependant mille égards pour les Coûtumes locales. A plus forte raison les Pasteurs de l'Eglise doivent-ils avoir ces égards. Cela a toujours été le sentiment de l'Eglise Romaine : je pourrois copier ici presque tous les Canons de la *dist. 12.* pour le prouver. Ceux donc de ces Canons qui disent qu'il faut suivre les Usages de Rome doivent être entendus des Pays où il n'y a point d'Usages contraires établis. Il est à remarquer qu'il n'y a dans Gratien que deux Canons de cette dernière sorte , dont le premier , qui est le Canon *non decet 1. dist. 11.* est un Canon supposé , & faussement attribué à Innocent I.

*Lib. 9. de
Concord.*

*De leg. qu. 5.
lib. 2. var. res-
solut. cap. 16.
n. 5. & 6.*

Je dis en troisieme lieu que vouloir établir une unifor-

mité totale de Discipline dans tous les Pays , c'est vouloir commettre une injustice. Une des qualités de la Loi , c'est qu'elle soit conforme aux Coûtures du Pays , *can. erit autem 2. dist. 4.* Or il est impossible qu'un Empereur , un Roi , un Pape , un Concile général , puissent parfaitement connoître ce qui sera propre à chaque Pays en particulier , ni faire une Loi générale qui convienne à tous les différens peuples. *Potest tamen interdum*, dit le Docteur Duval , *Legem condere , quæ , habitâ ratione circumstantiarum , loci , temporis & personarum , erit inutilis , & fortasse noxia.* Aussi saint Grégoire ne veut pas qu'on préfère les Usages de Rome à tous les autres.

*Can. novit.
10. dist. 12.*

Je dis enfin qu'il ne seroit pas permis de changer les Usages d'un Pays pour y en substituer même de meilleurs : c'est la décision de saint Thomas , qui fait un article particulier pour le prouver. Il se fonde sur le péril que la mutation des Loix apporte , en rendant l'obéissance plus difficile , à cause qu'on est plus porté à suivre ce qu'on a accoutumé de faire , que ce qu'on voudroit établir de nouveau.

*In. 2. 2. q.
97. art. 2.*

Il est aisé de conclure de toutes ces preuves que chaque Pays peut avoir son Droit & ses Usages particuliers : mais j'ai ajouté qu'il ne pouvoit pas être contraint d'y renoncer , pour en embrasser quelques autres. Les preuves viennent naturellement.

1°. Si les Loix de l'Eglise ne sont pas des Loix de domination , mais de douceur & de persuasion , cette contrainte est impossible dans le Gouvernement ecclésiastique.

2°. S'il est de l'essence d'une Loi de convenir aux Usages du lieu , au temps & à la patrie ; vouloir contraindre à quelque chose qui y soit contraire , c'est commettre une injustice. Or tout le monde est en droit de se défendre , & d'empêcher qu'on lui fasse une injure. C'est Cajetan lui-

*De autor.
Papa, cap. 27.*

même qui me fournit cette idée. Il dit qu'en ce cas on peut ne pas accepter un Decret du Pape : *Non quod aliquis possit esse Judex Papæ*, dit-il, *sed per modum defensionis : cuilibet enim est jus ad resistendum injuriæ , & ad impediendum defendendumve.*

3°. Le Concile de Nicée ayant par le Canon cinquieme conservé & maintenu chaque Pays dans ses Droits anciens & ses anciens Usages , ce Canon est pour l'Eglise comme un Edit perpétuel , qui met chaque Province à couvert des innovations qu'on voudroit lui faire.

4°. Nous ne voyons pas dans la primitive Eglise , que jamais les Papes aient entrepris rien de semblable , sinon en deux occasions ; & alors , quoiqu'ils eussent raison dans le fond , on n'a pas cru qu'ils fussent en droit de rien entreprendre sur les Usages de leurs Collegues.

La premiere occasion est la dispute de la Pâque. Saint Anicet & saint Polycarpe en disputèrent ensemble longtemps avant le Pape Victor : ils ne purent jamais se rien persuader l'un à l'autre ; mais se séparèrent unis toujours de Communion , après s'être donné réciproquement toutes sortes de marques d'honneur. Les Papes successeurs d'Anicet virent cette différence de l'Eglise d'Asie sans rompre la Communion avec elle. Sous Victor la dispute s'échauffa. Ce Pape menaça de l'excommunication. Policrate , Evêque d'Ephèse , tint ferme pour les Usages de son Pays : il dit qu'il tenoit cette tradition de ses Peres , de saint Philippe , de saint Jean l'Evangéliste , & des autres hommes Apostoliques ; qu'il ne craignoit point les menaces dont on vouloit l'épouvanter , & qu'il avoit appris de ses Peres à plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes. Toutes les autres Eglises , qui étoient pour le fond de l'avis du Pape Victor , le détournèrent de lancer l'excommunication. Plusieurs

*V. Euseb. lib.
5. ch. 24.*

même l'en blâmerent fortement , & entr'autres saint Irenée, qui l'avertit avec fermeté & avec respect : *Ne integras Dei Ecclesias , morem sibi à majoribus traditum custodientes , à Communionem abscindat.* Les traditions de chaque Pays étoient donc des Droits que le Pape Victor ne pouvoit empêcher les peuples de suivre.

La seconde occasion est l'affaire de la Rebaptisation. Quoique ce soit proprement un Dogme que la question , *si le Baptême des Hérétiques est valide ou non* ; cependant , lorsqu'on commença à l'agiter , elle ne passoit que pour une affaire de discipline. Le Pape Etienne n'opposoit à saint Cyprien que la Coûtume , & la Coûtume de l'Eglise Romaine en particulier. Saint Cyprien disoit que la Coûtume devoit céder à la vérité & à la raison : il résutoit d'ailleurs fort bien , selon saint Augustin , les argumens du Pape Etienne , & disoit enfin que , si c'étoit une Coûtume , pour lui il garderoit la sienne , sans condamner celle des autres , & sans se vouloir ériger en Tyran pour se faire obéir : *Nemo nostrum . . . tyrannico terrore ad obsequendi necessitatem Collegas suos adigit.* Voici quel jugement saint Augustin porte de la conduite de saint Cyprien. *Sed quia tunc non extiterunt nisi qui ei consuetudinem opponerent , defensiones autem ipsius consuetudinis non tales afferrent quibus illa talis anima moveretur : noluit vir gravissimus rationes suas , etsi non veras (quod eum latebat) sed tamen non vietas , veraci quidem , sed tamen nondum assertæ consuetudini cedere.*

On pourroit objecter ici , 1^o : que notre sentiment déroge au pouvoir que les Supérieurs ont de faire des Loix. 2^o. Qu'il seroit entièrement inutile que les Conciles s'assemblassent pour faire des Loix , puisque les anciens Usages prévaudroient , & qu'on ne pourroit pas les abroger.

V. Aug. de
Bap. lib. 2. &
lib. 4.

De Bap. lib.
2. n. 3.

A cela je réponds , 1°. que ce sentiment ne déroge en rien à l'autorité des Supérieurs. Ils n'ont en vûe que le bien & l'utilité commune , quand ils font des Loix. Tout ce qu'ils font de bien est toujours consacré par l'Usage , qui tout seul peut destituer une Loi , comme si elle avoit été expressément révoquée. Ainsi , toutes les fois qu'on use de cette liberté avec équité & modération ; *Hoc non arguit* , disent les Canonistes , *defectum potestatis in superiore , sed intentionis*. Voilà pourquoi la glose sur le Chapitre *Pastoralis* d'Innocent III. dit expressément : *Si Decretalis aliqua obviet consuetudini Regionis , debet prævalere consuetudo*.

2°. Les nouvelles Loix ne sont pas inutiles : car dans chaque Pays on essaie de les accommoder à ses mœurs & à ses Usages. Elles sont reçues universellement dans quelques endroits , & y font une correction nécessaire. Dans ceux où elles ne sont reçues qu'en partie , ce qu'on en retient y devient très-utile ; & même dans les endroits où elles ne peuvent s'établir aucunement , elles donnent souvent occasion à des réformes des Usages auxquels on n'auroit peut-être pas touché. Ainsi en France le refus que l'on fit d'accepter le Concile le Trente a occasionné quantité de sages Ordonnances de nos Rois. Rien n'est donc plus naturel que de faire une Loi ; mais de laisser ensuite aux différens Pays la liberté de voir si elle peut leur convenir , & ne les pas gêner sur des choses qui , indifférentes en elles-mêmes , ne le sont pas dans les Pays qui sont peut-être jaloux de se maintenir dans leurs premiers Usages , & qui pourroient ne pas souffrir avec patience qu'on entreprît de les dépouiller.

J'ajoute qu'il y a des Loix nouvelles dont la nécessité est si évidente , qu'il faut absolument & les établir , & les maintenir avec toute l'autorité. Mais que les Prélats se souviennent

que leur autorité même pour corriger les abus, quand ils sont communs & répandus, doit être accompagnée de douceur. *Non ergò asperè, quantum existimo, non duriter, non modo imperioso ista tolluntur: magis docendo quàm jubendo, magis monendo quàm minando: sic enim agendum est cum multitudine. Severitas autem exercenda est in peccata paucorum.*

*Aug. p. 22.
n. 5.*

CHAPITRE XXI.

Du zèle prudent avec lequel nous devons défendre nos Libertés.

Après avoir tâché de prouver que chaque Pays peut avoir ses Droits & ses Usages particuliers, j'ai à parler du zèle & de la prudence qu'on doit employer à les soutenir.

Nous trouvons dans nos Libertés trois motifs qui excitent notre zèle à leur défense. Leur antiquité, leur vérité, & leur conformité avec la raison. Nous avons fait voir qu'elles ont ces trois caractères; que dès le commencement de l'Eglise nous en sommes en possession; qu'elles ne nous ont été contestées que fort tard, & toujours inutilement, quand on a voulu l'entreprendre. Nous avons fait voir qu'elles sont composées de ces décisions sacrées que l'Esprit saint a dictées dans les anciens Conciles. Nous avons fait voir qu'elles n'ont rien que de conforme à la raison; qu'on ne peut nous en dépouiller que contre tout Droit & toute justice. Là-dessus appliquons la Règle de saint Augustin: *Cum consuetudini veritas suffragatur, nihil oportet firmitus retineri.* Songeons que nos maximes sont cette Liberté

*De Bap. lib.
4. n. 7.*

berté que J. C. nous a acquise par son Sang , comme parle le Concile d'Ephese ; qu'elles sont le précieux dépôt que nos Peres nous ont conservé si religieusement , dont les plus grands & les plus saints de nos Rois ont été si jaloux ; & que d'elles dépendent la gloire , la tranquillité & le bonheur de ce Royaume. Quoiqu'elles soient en sûreté sous la protection de nos Rois ; quoique la sagesse des Parlemens , la constance du Clergé , & les lumieres de nos Universités les mettent à couvert de tout ; il est cependant fâcheux que de simples particuliers osent s'en départir ; & ceux qui s'appliquent à l'étude du Droit Canon doivent éviter avec toute sorte de soin de suivre les principes de certains maîtres qui trouvent leur intérêt à donner dans certains partis , ou qui , n'ayant aucune idée de l'Histoire Ecclésiastique , blasphèment ce qu'ils ignorent.

A l'égard de la prudence avec laquelle il faut les défendre , il est vrai que la prudence ne s'enseigne pas : mais il y a certaines Regles , qui sont un effet de cette vertu , qu'on peut enseigner & qu'on peut prescrire. Je me donne ici la liberté d'en proposer quelques-unes qu'on m'a apprises.

1^o. Quelque fermeté que la France fasse paroître en certaines occasions , le Pape n'en est pas moins notre Pere commun : & en cette qualité il mérite & nos respects , & une obéissance filiale Canonique.

2^o. Ne parler de ces sortes de questions , où les esprits s'échauffent & s'agrippent , que lorsque la nécessité le demande ; & encore , alors , en parler le plus modestement qu'il est possible.

3^o. Il ne faut pas être tellement amateur de l'antiquité qu'on en veuille faire revivre tous les Usages. Il faut être ici de bonne foi : il y en a qui sont abolis depuis si longtemps , que ce seroit innover que de les rétablir. Il seroit

fort à souhaiter que toute la Discipline ancienne fût entièrement remise : mais il y en a certains articles qui convenoient dans ce temps-là , & qui ne conviennent plus au nôtre. Ainsi , quand nous disons que nos Libertés consistent dans l'observation du Droit ancien , nous l'entendons du Droit ancien comme nous le pratiquons aujourd'hui ; & nous ne disons ce Droit ancien que par rapport aux innovations que les fausses Décrétales ont apportées , & à presque toutes les différentes Loix qui sont nées depuis le douzième siècle.

CHAPITRE XXIII.

Idée générale du Droit Canonique de France.

Tout ce que nous avons dit jusqu'à présent nous conduit à nous faire comprendre , que le Droit Canonique de France est une disposition qui ne suit point en tout ce qu'on peut appeller Droit commun dans la discipline ecclésiastique ; mais qui ne s'en écarte pas entièrement. Dans le Droit civil , quand nous ajoutons , dit Ulpien , *l. 6. ff. de just. & jure* , que nous retranchons quelque chose du Droit commun , nous faisons un Droit qui nous est propre , & qui est celui de notre Ville. Il en est la même chose dans le Droit Canonique : ce nombre infini de Loix ecclésiastiques , de Canons , de Coutumes , d'Usages , est pour toute l'Eglise ; mais il ne peut être pour chaque Eglise en particulier. C'est à chaque Nation à ne recevoir , dans cette multitude de Canons , que ceux qui conviennent à son génie & à ses mœurs.

En effet , tout ce trésor de la sagesse divine , qui brille

dans les différens reglemens qu'on a faits , & qu'on fait encore tous les jours sur la Discipline ecclésiastique , est un bien qui appartient à toute l'Eglise , & dont toutes les Eglises particulieres ont l'usage & la jouissance : c'est , pour ainsi dire , un jardin rempli de fleurs exquises qu'on peut cueillir & choisir selon ses besoins. Ramassez avec soin , disoit saint Grégoire à l'Apôtre d'Angleterre , & recueillez avec choix tout ce que vous trouverez de meilleur dans toutes les Eglises : que ce soit l'Eglise Romaine , que ce soit celle de France , ou quelqu'autre ; il importe peu. Ce n'est pas par les lieux qu'on doit estimer les Coûtures : c'est par les Coûtures qu'il faut estimer les lieux. Choisissez donc dans chaque Eglise ce qui est plus pieux , ce qui est plus religieux , ce qui est plus conforme à la justice. Faites-en du tout un faisceau : cela sera votre Droit & votre Coûtume particuliere.

*Can. novit.
10. dist. 12.*

Telle est la méthode que notre Eglise a toujours suivie depuis l'établissement de la Religion. Elle a imité parfaitement , selon saint Basile , le naturel des abeilles. En effet , elles ne volent pas indifféremment sur toutes sortes de fleurs : elles ne tâchent pas non plus d'emporter toutes entieres celles sur qui elles volent. Elles se contentent d'y prendre tout ce qui leur est nécessaire pour la composition de leur ouvrage , & laissent le reste. Pareillement l'Eglise Gallicane a choisi avec soin , parmi les Canons , les Usages & les Coûtures , tout ce qui pouvoit convenir à ses mœurs & à son Pays ; & c'est ce choix ou ce faisceau , comme parle S. Grégoire , qui , joint à la discipline commune qui en est modifiée , forme précisément ce que nous appellons le Droit Canonique de France. Ce seroit ici le lieu de parler de l'estime qu'on a toujours faite dans l'Eglise universelle de notre Jurisprudence Canonique , de faire voir comment

*H. milla ad
juvenes.*

le Droit des Prébendes pour les Gradués , & les publications de bans pour les mariages , qui étoient autrefois des Usages particuliers à la France , ont paru si sages , qu'ils ont été consacrés par l'acceptation de l'Eglise universelle : mais je crois qu'il est plus conforme à mon dessein de préférer l'instruction aux curiosités qui pourroient relever la gloire de notre Droit.

CHAPITRE XXIV.

Nom & définition du Droit Canonique.

LE terme de Canon est Grec : il signifie en général une Règle. Le Pere Gassendy le tire du mot Hebreu *Caneh* , qui signifie un bâton à mesurer , que nous appellons à Paris une *aulne* , & qu'en Provence on appelle une *canne*. Ce mot est appliqué à différentes choses , & reçoit plusieurs sens différens. 1°. Il se disoit des préceptes des arts & métiers. 2°. Il signifioit une certaine mesure de froment , ou de nourriture , qu'on avoit coutume de distribuer aux soldats & au peuple. 3°. Il signifioit le tribut ordinaire : ainsi , *l. 1. Cod. de Indict.* Canon est opposé à l'indiction , qui étoit un tribut extraordinaire. 4°. Il signifie cette partie de la Messe qui commence après le *Sanctus* , & finit après la Communion. 5°. Enfin , il signifie Loi ecclésiastique ; & c'est en ce sens que nous le prenons dans cet Ouvrage.

Les Constitutions ecclésiastiques ne portoient pas autrefois le nom de Droit , *Jus* , parcequ'il sembloit aux saints Peres que ce nom avoit quelque chose qui ressent trop la contrainte , qui ne convient point à l'Eglise. Le mot de *Jus* , selon Festus , est dérivé de *Jussum*. Aussi , comme c'est le

propre de l'Eglise de persuader plutôt que de contraindre, ses Loix ont été appellées des Canons, c'est-à-dire, *Regles*, plutôt que des Commandemens (*Can. à Sanctis 25. q. 1.*) Cependant, comme elle a une Jurisdiction à sa maniere, & comme son autorité, pour être toute de douceur & de charité, n'en est pas moins puissante contre les rebelles; on n'a pas dans la suite fait difficulté de lui donner le même terme qu'aux civiles. Denys le Petit, *in præfat.* a commencé le premier, & les Auteurs l'ont suivi.

Le Droit Canonique est donc le Corps des Loix ecclésiastiques; ou, pour le définir plus exactement, c'est une disposition des Loix données à l'Eglise, ou faites par elle, tant pour régler la Police générale, que pour régler chacun des Fideles, par rapport à l'Eglise. Il y a deux principes à tirer de cette définition.

1°. Que le Droit Canonique se divise en Droit public, & en Droit particulier, comme le Droit civil. Le premier regarde la Police générale de l'Eglise, comme l'institution des Fêtes, la Consécration des Eglises, &c. Le second a pour objet les Fideles qui la composent, comme les irrégularités, &c.

2°. Que le Droit Canon n'a point pour objet immédiat de régler les mœurs & la conduite des Fideles par rapport à eux; mais seulement par rapport à l'Eglise. C'est en quoi différent la Jurisprudence Canonique & la Morale Chrétienne: celle-ci dirige l'homme par rapport à lui-même, par rapport à la société, & par rapport à la République, par les préceptes divins, & par les principes de la conscience. Celle-là, au contraire, arrivera à la fin qu'elle se propose, si un Fidele se conduit, par rapport à l'Eglise, d'une maniere qu'elle ne puisse rien lui reprocher; en sorte que, s'il étoit possible de séparer le Saint d'avec le parfait enfant de

l'Eglise, on diroit que l'objet de la Jurisprudence ecclésiastique est de faire le parfait enfant de l'Eglise, & celui de la Morale chrétienne est de faire le Saint. Mais il est aussi impossible de les séparer que de défunir le parfait citoyen, qui est l'objet du Droit civil, d'avec l'honnête homme qui est l'objet de la Morale humaine.

Le Droit Canonique se divise généralement, ou par rapport à sa matière, ou par rapport à sa forme.

Par rapport à sa matière, on le divise en ce qui regarde la Foi, & en ce qui regarde les mœurs. Ce qui regarde la Foi s'appelle *Dogme*; & ce qui regarde les mœurs s'appelle *Discipline*. Le Dogme est plus de la compétence du Théologien: la Discipline est plus de celle du Canoniste.

Par rapport à sa forme, on le divise généralement en Droit écrit & Droit non écrit. Le Droit écrit a trois caractères, qui forment sa définition. 1°. Il est rédigé par écrit. 2°. Il a un Auteur certain. 3°. Il a besoin d'être publié pour imposer obligation.

Le Droit non écrit est celui qui n'a pas besoin d'être rédigé par écrit pour obliger à son observation. Il paroît, par cette définition, que la différence que nous mettons entre le Droit écrit & le non écrit ne se tire pas du seul hasard, ou de la seule conduite de la Providence, qui a fait écrire, ou non écrire les Loix. C'est de la nature des Loix mêmes, dont les unes sont assez suffisamment connues & notifiées pour n'avoir pas besoin d'être conservées par le secours de l'écriture; les autres ont besoin de ce secours, soit à cause qu'elles sont des conséquences plus éloignées des principes naturellement connus, soit parceque plus combattues par les passions humaines, il fut nécessaire de les écrire, afin qu'on en prétendît moins cause d'ignorance; soit enfin parceque ce sont des déterminations arbitraires par rapport à

la raison naturelle, que l'Usage & le Gouvernement de l'Eglise a rendues nécessaires.

Justinien, de *Jure natur.* §. 10. rapporte pour raison de la division du Droit civil en écrit & non écrit l'usage différent d'Athenes & de Lacédémone. Il n'en est pas de même du Droit Canonique. Les Loix de l'Eglise n'ont pas été faites pour être écrites autre part que dans les cœurs des Fideles. J. C. dit un Pere de l'Eglise, n'a pas envoyé les Apôtres pour écrire ou composer des Livres ; mais seulement pour prêcher : aussi voyons-nous que c'est assez tard que l'on a mis par écrit les Regles divines qui doivent nous conduire. Moïse n'a écrit qu'après l'an du monde 2513. Les quatre Eyangelistes que six ans après la mort de J. C. Deux Apôtres seuls en ont écrit la vie : encore Saint Jean a laissé passer près d'un siecle sans l'entreprendre : les autres ont parcouru le monde , instruisant de vive voix , & laissant le sacré dépôt de la Doctrine à des hommes fideles, capables de la transmettre à leurs descendans. C'est pour cela que saint Irenée , *lib. 3. adv. Hær. cap. 4.* nous dit que de son temps il y avoit des Eglises & des Nations qui croyoient *sine chartâ & atramento , scriptam habentes per spiritum in cordibus suis salutem , & veterem traditionem diligenter custodientes.* C'est-à-dire , que les Livres saints n'étoient point encore parvenus chez elles : mais , d'un autre côté, Dieu a bien voulu , pour éviter à son peuple le nombre infini de disputes qui pourroient s'élever au sujet des Traditions , faire écrire les Loix de son Eglise ; afin , dit saint Augustin , de faciliter à l'homme le moyen de les apprendre , & de rendre l'homme en quelque façon plus certain des promesses qu'il a attachées à l'observation de sa Loi. *Noluit sibi credi dicenti Etenim quia generatio vadit , & generatio venit , voluit teneri scripturam suam , &*

quoddam veluti Chirographum Dei, quod omnes transeuntes legerent.

Le Droit écrit se divise en divin & humain. Le Droit écrit divin est le Droit positif tiré de l'Ecriture-sainte. Le Droit écrit humain est le Droit positif humain, tiré des décisions de l'Eglise.

Il y a trois especes du Droit que nous avons appelé non écrit : le Droit naturel, les Traditions & les Coûtures.

Le Droit naturel est la lumiere naturelle que Dieu a répandue dans le cœur de tous les hommes. C'est une participation de la souveraine raison & de la sagesse infinie, qui est parfaitement en Dieu seul, & dont il a voulu donner une petite communication aux hommes.

Les Traditions sont des préceptes qui dans leur origine ont été donnés de vive voix, & qui sont parvenus jusqu'à nous comme de main en main, comme le Baptême des enfans, &c.

La Coûtume est un Droit établi par un usage juste, légitimement prescrit, dont on ne connoît pas l'Auteur. C'est un Droit, parceque *tacito utentium consensu legem imitatur*. 2°. Parceque quand il est une fois établi il n'est plus permis de s'en écarter. Ce Droit n'a point d'autre Législateur que les mœurs du peuple qui le pratique ; & un long usage en fait seul la publication. La Coûtume doit être conforme à l'équité naturelle : autrement, elle devient un abus qu'il est important de corriger. Enfin elle n'a force de Loi que par une prescription légitime ; & c'est-à-dire, qu'il faut en Droit Canonique qu'elle soit au moins ancienne de quarante ans pour obliger à son observation.

Les Traditions sont de trois sortes : les Divines ; les Apostoliques, & les Ecclesiastiques. Les Divines tirent leur origine de Dieu pour l'ancien Testament, & de Dieu &
de

de J. C. pour le nouveau. Les Apostoliques tirent leur origine des Apôtres. L'une & l'autre espece doit être admise dans toute l'Eglise, & lie tous les Fideles. Les Traditions Ecclésiastiques tirent leur origine ou des SS. PP. ou des Prélats; elles ne font pas Loi dans l'Eglise Universelle, si elles n'y sont reçues: elles font Loi dans les lieux où elles sont admises.

Les Coûtures sont aussi de trois sortes: des universelles, qui ont lieu dans toute l'Eglise; des générales, qui ont lieu dans tout un Royaume, dans toute une Nation; des locales qui n'ont lieu que dans quelques endroits particuliers, comme autrefois à Rome la Coûtume de jeûner le Samedi.

Les Coûtures universelles obligent tout le monde: les nationales & locales obligent non-seulement ceux du Lieu, ou de la Nation; mais encore les Etrangers qui y passent, ou qui y habitent. C'est la réponse que fit sur ce sujet Saint Ambroise à Sainte Monique, & que Saint Augustin enseigne *ep.* 118.

CHAPITRE XXV.

De l'Ecriture-sainte.

LE Droit écrit ecclésiastique tire les décisions dont il est composé de deux sources générales: de l'Ecriture-sainte, & des Canons. Les Canons sont tirés, ou des Conciles, ou des Decrets des Papes, ou des Sentences des Saints Peres. Nous allons parler dans ce Chapitre de l'Ecriture-sainte; & dans les suivans des Conciles, des Decrets des Papes, & de l'autorité des Saints Peres.

L'Ecriture-sainte est cette partie de la parole de Dieu que le Saint-Esprit a fait écrire : en quoi elle differe de la tradition divine , qui s'est conservée de vive voix. Quand nous disons que Dieu l'a dictée , nous n'entendons pas que Dieu ait dicté mot pour mot , parole pour parole , l'Ecriture-sainte , comme les Rabins prétendent qu'il est arrivé à Moïse. Si cela étoit ainsi , l'Ecriture-sainte n'auroit pas cette diversité de style qu'on remarque dans ses Livres différens. L'Esprit saint , par un enthousiasme divin , faisoit connoître d'une manière particulière toutes les vérités qu'il vouloit faire écrire : il animoit l'Auteur sacré à mettre par écrit ce qu'il lui avoit fait connoître ; & le laissant à son style & à ses expressions , il dirigeoit tellement sa plume que l'Auteur ne pouvoit se tromper en écrivant , ni mettre par écrit autre chose que ce qui lui étoit inspiré. Ce sentiment sur l'inspiration des Auteurs sacrés est celui qui est le plus universellement reçu des Interpretes de l'Ecriture , & qui mérite de l'être. En effet , il est le plus raisonnable pour expliquer la différence du style des Auteurs sacrés ; différence qui se fait sentir par-tout. Isaïe , nourri dans la Cour des Rois de Juda , est d'une éloquence aussi polie que les Cicérons & les Démosthenes , pendant qu'Amos , tiré de la charrue & de la suite des troupeaux , accompagne toujours les vérités qu'il annonce de paraboles & de comparaisons prises de son premier état. Jérémie a une simplicité véhémence : Daniel au contraire fait par-tout entrevoir des fruits d'une éducation cultivée. De même , dans le nouveau Testament , le Grec de saint Luc , Auteur de l'Evangile qui porte son nom & des Actes des Apôtres , est bien plus pur que celui des autres Livres. Saint Paul est plus sublime & plus éloquent. Saint Pierre est plus simple. Saint Jean a plus de douceur : & ainsi des autres. D'ailleurs,

*Armentarius
ego sum velli-
cans Sycomo-
ros.*

nous trouvons dans l'Ecriture-sainte de quoi faire voir la maniere dont le Saint-Esprit a inspiré les Auteurs sacrés. Jérémie, chap. 20. v. 9. nous marque avec quelle violence l'Esprit-Saint pouſſoit les Prophetes & à parler & à écrire. Il avoit réſolu de ne plus prophétiser; mais *factus est*, dit-il, (*Sermo Domini*) *in corde meo, quasi ignis exarsuans, claususque in ossibus meis; & defeci, ferre non sustinens.* Nous trouvons dans le même Prophete la description de la maniere dont il dictoit à Baruch ses Prophéties, chap. 36. v. 18. *Ex ore suo loquebatur, quasi legens ad me omnes sermones istos; & ego scribebam in volumine atramento.*

Nous ne pouvons donc pas douter que les Livres saints n'aient Dieu lui-même pour Auteur. Ces hommes illustres, qui nous ont mis par écrit ses divines paroles, ne sont que des instrumens & des organes qui nous ont transmis ses oracles. Il remplissoit leurs cœurs de la connoissance de sa vérité, il les pouſſoit à écrire; & son Saint-Esprit présidoit à l'ouvrage, dirigeoit & leur esprit & leur plume, pour leur faire mettre par écrit & les Oracles particuliers qu'il vouloit leur faire écrire, & de la maniere dont il le vouloit.

De ces principes il s'ensuit que l'Ecriture-sainte est infallible, & qu'elle est d'une souveraine autorité pour la décision de toutes les questions, tant sur la Foi, que sur les mœurs. Elle est fondée, cette autorité, sur celle de Dieu même, qui ne peut se tromper, & qui ne veut pas nous tromper. Il suffit donc que l'Ecriture-sainte ait parlé pour que nous ne puissions pas douter; & si nous y trouvons quelque chose qui nous répugne, suivons la Regle de saint Jérôme, *Can. 5. dist. 9.* Prenons-nous-en aux fautes des Copistes, aux Interpretes; mais sur-tout à notre ignorance, ou à notre orgueil: car ces Livres divins sont des enigmes à l'esprit de superbe, & ne sont faits que pour nourrir

l'humble simplicité des vrais enfans de l'Eglise.

Mais si les Livres sacrés demandent tant de soumission de notre part , afin qu'il fût impossible que notre crédulité fût abusée à ce sujet , l'Eglise , qui jouit de l'excellent Privilege de ne point se tromper , nous propose elle-même les Livres que nous devons regarder comme sacrés. Elle ne veut pas que nous regardions aucun écrit comme un Livre inspiré , si elle n'a pas décidé qu'il l'étoit , & si elle ne nous le met entre les mains comme tel. De-là vient cette fameuse maxime de saint Augustin ; *Evangelio non crederem , nisi me Ecclesiæ Catholicæ moveret autoritas*. C'est donc par le jugement de l'Eglise que nous discernons les Livres sacrés de ceux qui ne le sont pas ; & l'infailibilité que J. C. lui a promise nous rend certains que ceux qu'elle a prononcés être inspirés le sont véritablement.

Ce principe est la décision de toutes les disputes qui pourroient s'élever touchant l'existence & le nombre des Livres de la sainte-Ecriture. Il étoit d'ailleurs nécessaire que l'Eglise prévînt par son jugement les différends qui pourroient s'élever parmi les hommes , & qu'il ne fût pas libre à chaque particulier d'ajouter au Canon des Livres sacrés quelqu'un de ceux qui n'y sont pas , ou de retrancher quelqu'un de ceux qui y sont. La Synagogue avoit reconnu cette nécessité , & du temps d'Esdras elle fit le Canon ou le Catalogue des Livres sacrés. Ce Catalogue contient vingt-deux Livres , selon le nombre des Lettres de l'Alphabet Hébreu. Les quatre Livres des Rois y vont pour deux , les deux des Paralipomenes pour un , aussi-bien que les douze petits Prophetes. Tobie , Judith , la Sageffe , l'Ecclesiastique , & les deux des Machabées n'y sont point comptés. L'Eglise de J. C. a fait aussi , dès son commencement , le Canon des Livres sacrés. Ce Catalogue donné de vive

voix par les Apôtres, se trouve d'abord au Canon 84. des Canons Apostoliques. Le Concile de Laodicée, sous le Pape Libere l'an 364. l'a inséré au Canon 59. Saint Augustin, l'ayant reçu de-là, l'a mis au deuxieme Livre de *Doctr. Christianâ*, cap. 13. l'an 385. L'an 397. le troisieme Concile de Carthage l'a mis dans le Canon 47. L'an 402. Innocent I. l'a inséré dans sa Lettre 3. à Exupere de Toulouse. L'an 494. le Pape Gélase I. l'avoit aussi arrêté dans un Concile de Rome. Eugene IV. dans son Decret au Concile de Florence, en a continué la Tradition l'an 1441. Enfin le Concile de Trente, *Seff.* 4. l'an 1546. l'ayant reçu par cette Tradition, l'a encore confirmé par son Decret : & c'est ainsi que ce Catalogue est parvenu jusqu'à nous.

Par l'Ecriture-sainte les Chrétiens entendent tant l'ancien que le nouveau Testament. L'ancien Testament contient deux sortes de Livres, selon la division de J. C. lui-même : la Loi & les Prophetes : *Scrutamini Legem & Prophetas.* Par la Loi on entend les cinq Livres de Moïse : par les Prophetes on entend tous les autres : car on peut appeller Prophetes en quelque sorte des Auteurs qui n'ont écrit que par l'inspiration du Saint-Esprit. On peut aussi diviser de la même maniere les Livres du nouveau.

Les Livres tant de l'ancien que du nouveau Testament étoient autrefois divisés en *Canoniques*, *Apocryphes* & *Agiographes*. Les Livres Canoniques sont ceux dont personne ne doutoit, & qui pour cette raison étoient insérés dans le Catalogue de toutes les Eglises.

Les Apocryphes sont ceux qu'on a toujours regardés comme faux & supposés, & attribués mal-à-propos à l'inspiration du Saint-Esprit.

Les Agiographes, c'est-à-dire, dignes de Foi, sont ceux

qui n'étoient pas universellement reçus , mais dont on doutoit dans certaines Eglises , & touchant lesquels on a observé depuis la Regle de saint Augustin, *Can. in Canonis, dist. 19.* C'est-à-dire , on a vû , pour décider s'ils étoient Canoniques ou non , s'ils étoient ou plus universellement reçus , ou plus universellement rejetés.

Cette division n'a plus lieu , principalement depuis la décision du Concile de Trente.

Le sort des Agiographes a été décidé , & les Apocryphes ne sont plus regardés comme faisant partie de l'un ou l'autre Testament. Mais on divise aujourd'hui l'Ecriture-sainte en Livres Proto-Canoniques , & Deutéro-Canoniques. Les Proto-Canoniques sont ceux qui ont toujours été dans le Catalogue des Livres sacrés. Les Deutéro-Canoniques sont ceux qui y ont été admis dans la suite par l'autorité de l'Eglise.

Il y a quatre Classes des Livres Canoniques , tant de l'ancien que du nouveau Testament.

La premiere est des Livres appelés *Légaux* , *Legales*. Les Livres Légaux de l'ancien Testament sont les cinq Livres de Moïse , savoir , la Genese , l'Exode , les Nombres , le Lévitique , & le Deutéronome. Dans le nouveau ce sont les quatre Evangélistes , saint Matthieu , saint Marc , saint Luc , & saint Jean.

La deuxieme est des Livres Historiques , qui sont dans l'ancien Testament , Josué , les Juges , Ruth , les quatre Livres des Rois , les deux des Paralipomenes , les deux d'Esdras , Tobie , Judith , Esther , Job , & les deux Livres des Machabées. Dans le nouveau , les Actes des Apôtres.

La troisieme est des Livres Moraux , qui sont dans l'ancien Testament , les Proverbes , l'Ecclesiaste , le Cantique des Cantiques , la Sagesse , & l'Ecclesiastique. Dans le nou-

veau , ce sont les quatorze Epîtres de saint Paul , celle de saint Jacques , les deux de saint Pierre , les trois de saint Jean , & celle de saint Jude.

La quatrième est des Livres prophétiques , qui sont dans l'ancien Testament , les Pseaumes , Isaïe , Jérémie & Baruch son Scribe , Ezéchiel , Daniel , & les douze petits Prophetes. Dans le nouveau , le seul Livre de l'Apocalypse.

Le Canon , ou Catalogue des Livres sacrés , contient quarante-quatre Livres de l'ancien Testament , si vous ne comptez Jérémie & Baruch que pour un Livre , & vingt-sept du nouveau : ce qui fait en tout soixante-onze Livres.

Il nous reste encore une réflexion à faire sur les différens sens de l'Ecriture-sainte , & sur son interprétation. La simplicité de l'Ecriture-sainte a ses profondeurs & ses abîmes. Les ignorans , & ceux qui ne sont point fermes dans la Foi , la dépravent , ou en la détournant à des sens particuliers , ou même en l'altérant. L'Eglise , dépositaire des Livres saints , & qui nous les met entre les mains , doit nous les expliquer elle-même. Elle en est l'interprete légitime. C'est dépraver les Livres saints que de leur donner un sens contraire à ses sentimens.

C'est s'être livré à l'esprit d'erreur que de ne s'appuyer que sur son propre esprit dans leur interprétation. Nos propres variations , & les divisions infinies qui partagent les hommes au sujet du sens des Livres sacrés , nous font voir la nécessité d'un Juge supérieur en lumieres & en autorité , & qui soit infaillible. Nier la nécessité de ce Juge qui est l'Eglise , ou refuser d'entendre sa voix , c'est avoir déjà misérablement fait naufrage dans la Foi. Ainsi , pour réduire en deux mots ces deux Regles , c'est par l'autorité de l'Eglise que nous distinguons les Livres saints de ceux qui ne le sont pas. Voilà la première. Voici la seconde :

on a certainement mal expliqué les Livres saints , quand on leur donne un sens contraire aux sentimens de l'Eglise Catholique.

CHAPITRE XXVI.

Des Conciles.

LEs Conciles en général sont les Assemblées ecclésiastiques , convoquées pour traiter de choses qui concernent l'Eglise. Nous lisons dans A. Gelle , *lib. 15. nott. att.* une différence entre les Assemblées appelées *Comitia* , & celles qu'on appelle proprement *Concilium*. Les Comices sont l'Assemblée de tout le peuple ; les Conciles sont l'Assemblée d'une partie du peuple. De même que chez les Grecs on appelloit l'Assemblée du peuple *ἑκκλησία* , l'Assemblée des Sénateurs s'appelloit *συγκλησία* , & l'on nommoit *συνόδος* les Assemblées célèbres où se trouvoient des personnes de différentes Provinces. Dans la suite l'on n'a employé le nom de Synode que pour signifier le Concile Diocésain , ou bien les Assemblées ecclésiastiques moins considérables.

Comme tout le peuple Chrétien ne peut pas s'assembler pour porter suffrage , il s'ensuit que dans l'Eglise il n'y a point de Comices proprement dits , & que les Assemblées ecclésiastiques doivent porter le nom de Conciles.

Les Conciles sont de deux sortes , les généraux & les particuliers. Les Conciles généraux sont ceux où l'on convoque tous les Evêques du Christianisme. Il sont appelés Œcuméniques par cette raison : *ὀικουμένη* signifie toute la terre habitée. Le Canon 1. *dist. 15.* les définit ainsi. *Quæ sancti Patres , de omni terrarum orbe convenientes , juxta fidem*

Fidem evangelicam & apostolicam celebrant. Il n'est pas nécessaire que tous les Evêques du monde entier assistent à un Concile, pour qu'il soit œcuménique : il suffit qu'ils soient tous appelés, & qu'il s'y en trouve de la plus grande partie des Pays.

Les Conciles particuliers sont de trois sortes : les Nationaux, les Provinciaux ; les Diocésains. Les Nationaux sont ceux de toute une Nation : le Patriarche ou le Primat y préside. Les Provinciaux sont ceux du Métropolitain & de ses Suffragans : le Métropolitain y préside. Les Diocésains sont composés d'un seul Diocèse ; & l'Evêque y est à la tête.

Les définitions des Conciles généraux obligent tous les Fideles, quand elles sont dogmatiques : mais, si elles ne roulent que sur la Discipline, elles ont besoin d'être reçues & acceptées par les Royaumes & les Nations. Les Decrets des Conciles particuliers n'obligent que ceux qui y sont soumis.

Il y a sur la matiere des Conciles trois grandes difficultés. 1°. Ce qui regarde leur convocation. 2°. Qui sont les personnes qui ont droit d'y assister. 3°. Quelle est leur autorité. Nous n'examinerons ces questions que par rapport aux Conciles généraux : car à l'égard des Conciles particuliers, ou elles n'ont aucune difficulté, ou celles qui en ont nous meneroient trop loin.



CHAPITRE XXVII.

De la Convocation des Conciles Généraux.

SOcrate & Sozomene font mention d'un Canon ecclésiastique très-ancien , qui ordonne , *ne absque consensu Romani Pontificis quidquam in Ecclesiâ decernatur*. Socrate le cite , *lib. 2. cap. 8. & 17.* & Sozomene , *lib. 3. cap. 10.* Le Pape Jules , entre les motifs qui lui font condamner le Concile d'Antioche tenu par les Ariens , met celui-ci : *Quodd contra Canones ipsum ad Synodum non vocassent ; cum ecclesiasticâ Regulâ interdictum sit , ne præter Sententiam Romani Pontificis quidquam ab Ecclesiâ decernatur* ; ou bien , comme parle Sozomene : *Legem enim esse Pontificiam , ut pro irritis habeantur quæ præter sententiam Episcopi Romani fuerint gesta*. Dans le Concile de Calcédoine , l'an 451. Tome 4. p. 95. act. 1. Lucentius , Légat du saint Siege , s'opposoit à ce que Dioscore , Patriarche d'Alexandrie , fût admis au Concile ; *quia , dit-il , Synodum ausus est facere sine autoritate Sedis Apostolicæ , quod numquam licuit , numquam factum est.*

Il est donc du droit du saint Siege de convoquer les Conciles généraux ; & , régulièrement parlant , toute Assemblée ecclésiastique convoquée contre son consentement ne mériteroit que le nom de Conciliabule , & non celui de Concile. En effet , c'est un Droit annexé à son Siege , que d'être le premier des Pasteurs de l'Eglise , & en cette qualité de pouvoir assembler les Prélat , pour délibérer avec eux touchant les choses ecclésiastiques. Le Droit du Pape touchant la convocation des Conciles généraux est donc

un Droit que lui donne sa qualité de premier Pasteur : Droit qui a été établi & reconnu par l'antiquité la plus reculée, & qu'on ne peut nier sans manquer ou de lumière, ou de bonne foi.

Mais à des passages si clairs, on oppose des faits très-évidens. Les anciens Conciles généraux ont été convoqués par les Empereurs; & quelques-uns des modernes ont été convoqués par les Cardinaux, comme le Concile de Pise.

Que les premiers Conciles généraux aient été convoqués par les Empereurs, c'est une vérité historique dont les Ultramontains les plus prévenus conviennent. Le premier Concile de Nicée a été convoqué par Constantin. Eusebe, *lib. 2. de vit. Const. cap. 6.* Sozomene, *lib. 1. cap. 16.* Rufin cité par Bellarmin, le disent expressément: Bellarmin & Jacobatus en conviennent. Le premier Concile de Constantinople a été convoqué par Théodose le grand: Théodoret, *lib. 5. hist. cap. 6. & 7.* Sozomene, *lib. 7. cap. 7.* le marquent ainsi. Le Concile d'Ephese fut convoqué par Théodose le jeune & par Valentinien. Les Actes portent, *act. 1. congregata in Ephefiorum Metropoli, ex Decreto Religiosissimorum & Christianissimorum Imperatorum*, & ne font point mention du Pape S. Célestin. On peut voir aussi les deux Lettres de Théodose, l'une à saint Cyrille, & l'autre à S. Cyrille & aux autres Métropolitains, *tome 3. p. 433. & sequent.* pour s'assurer que c'est certainement cet Empereur qui a convoqué ce Concile. D'ailleurs le Pape saint Célestin, dans sa Lettre à Théodose, *p. 619.* en convient aussi. Il félicite cet Empereur du zèle qu'il avoit pour la paix des Eglises, & dit que le Sacerdoce, dont il est honoré, l'oblige lui à correspondre autant qu'il peut à cette vigilance divine: *Et huic Synodo quam jussistis, ajoutez-il, nostram præsentiam, in his quos misimus, exhibemus.*

Tous les actes du Concile de Calcédoine nous font voir qu'il a été convoqué par les Empereurs. Les Lettres de saint Léon aux Empereurs, qu'on lit dans la première partie, ne cessent de le demander. Les Empereurs l'accordent enfin, d'abord à Ephèse, ensuite l'indiquent à Nicée, enfin le transfèrent à Calcédoine. Les Actes marquent aussi : *In Calcedonenſi civitate facta eſt Synodus, ex Decreto piſſiſſimorum & fideliffimorum Imperatorum Valentiniani & Marciani.* On pourroit prouver pareillement, que les cinquième, fixième & septième Conciles généraux ont été convoqués par les Empereurs.

Comment donc concilier ces faits avec ce que nous avons dit des Droits du Pape ? Le voici.

Le Canon ancien dont parlent Socrate & Sozomene marquent que les Conciles ne doivent point être convoqués, *abſque conſenſu Romani Pontificis.* Il ne dit point qu'il ſoit tellement néceſſaire que le Pape convoque un Concile, marque le lieu & le temps de ſa tenue, en ſorte que tout Concile aſſemblé d'une autre manière ſoit un Conciliabule : car, ſi cela étoit, les ſix premiers Conciles généraux, tenus ſous les yeux de ſaint Sylveſtre, ſaint Céleſtin, Papes ſi vertueux ; de ſaint Léon qui a ſi fort élevé la Dignité de ſon Siege, & qui connoiſſoit ſi bierr ſes Droits ; de ſaint Grégoire qui reſpectoit les quatre premiers Conciles comme les Livres du ſaint Evangile, devroient être regardés comme des Conciliabules.

Lib. 1. c. 24.

Il reſte donc à dire, que généralement parlant le conſentement du Pape a ſuffi pour qu'un Concile fût regardé comme légitimement convoqué. Je dis, a ſuffi ; car préſentement les choſes ſont un peu changées. Autrefois c'étoient les Papes qui prioient les Empereurs de faire la convocation ; & les Empereurs, de l'avis du Pape, choiſiſ-

soient le lieu & mandoient les Evêques. Aujourd'hui le Pape demande le consentement de l'Empereur, du Roi de France, & des autres Souverains; & ayant délibéré avec eux touchant la tenue & le lieu du Concile, l'indique par une Bulle, & mande tous les Evêques de la Chrétienté. Il y a déjà si long-temps que cette dernière forme d'assembler les Conciles s'est introduite, que la longue possession semble en avoir acquis au Pape le droit; & à la réserve des cas que nous proposerons dans la suite, un Concile général qui ne seroit pas convoqué par les Papes, ne seroit pas légitimement convoqué.

Si on demande présentement la raison de ce changement, je réponds, que je crois qu'il a puisé sa première origine dans les fausses Décrétales d'Isidore le Marchand, & que le Schisme des Grecs, & le partage du Gouvernement temporel entre tant de différens Princes, l'ont rendu en quelque façon nécessaire. La postérité de Charlemagne perdoit insensiblement l'ancienne autorité Impériale: l'Orient étoit séparé de l'Occident par le Schisme, & les Empereurs n'étoient plus unis entr'eux. Dans l'Occident la plus grande partie des Provinces avoient des Rois & des Princes particuliers. Il paroît donc raisonnable que les Evêques de tout le monde, n'ayant plus comme autrefois une seule Puissance temporelle à laquelle ils obéissoient, fussent mandés & convoqués au Concile par le Chef des Evêques, par le premier des Patriarches, enfin par celui qui occupe le Siege de la Mere de toutes les Eglises.

Nous avons parlé jusqu'ici de la convocation des Conciles suivant les Regles ordinaires. Il est présentement nécessaire d'en proposer les exceptions, & de déduire les cas différens où le Concile peut être convoqué sans le consentement du Pape, & même malgré lui. Le Cardinal Jacoba-

tius, *lib. 3. de Conciliis*, en fait l'énumération.

Le premier est le cas de Schisme entre deux Contendans à la Papauté, & qui ne sont ni l'un ni l'autre en possession. Alors, dit-il, c'est au College des Cardinaux à faire la convocation.

Le deuxieme est le Schisme entre deux Contendans qui sont tous deux en possession; & alors, dit-il, chacun doit assembler son obédience; ou, s'ils refusoient tous deux, ou l'un des deux, l'Eglise a l'autorité de s'assembler elle-même, & la puissance de faire la convocation.

Le troisieme, le même cas de Schisme entre deux Contendans dont l'un est notoirement intrus; & dans cette occasion c'est à celui qui a le droit le plus apparent à convoquer tout seul; & le consentement du Contendant n'est nullement nécessaire.

Le quatrieme, le cas d'hérésie: on peut encore ajouter l'incorrigibilité dans quelques crimes, ou vices scandaleux & pernicieux à l'Eglise; & dans ces cas les Canonistes disent, que si le Pape, prié, exhorté d'assembler un Concile, refusoit de le faire, les Cardinaux devroient y suppléer, ensuite la Puissance séculière, après les Evêques, enfin le Peuple. Non, dit Jacobatius, qu'il appartienne à un simple Fidele de prononcer sur ce cas de nécessité, ni de s'en rendre l'arbitre. Il faut qu'elle soit si évidente que personne n'en puisse douter: autrement il seroit libre à quelque fanatique de troubler la paix de l'Eglise.

Tels sont les sentimens des Canonistes, même Ultramontains. Gerson pense à peu près la même chose, à la réserve de quelques différences; & les voici.

1^o. Il ajoute deux cas où l'on peut assembler un Concile sans le consentement du Pape. Le premier est quand il y a quelque affaire très-importante qui doit être terminée

par le Concile , & que le Pape refuse de l'assembler. Le second, quand il a été déterminé par un Concile général, que le Concile sera assemblé en tel & tel temps. *Tom. 2. p. 206. in Serm. &c.*

2°. Toutes les fois, dit-il, qu'il s'agit de la cause du Pape, soit pour le faire renoncer à la Papauté, soit pour le déposer, *propter suum malum vivere, & propter scandalum Ecclesiæ; nullatenus ad eum, etiamsi esset unicus, & indubitatus & universalis, pertinet generale Concilium convocare, nec ad eum pertinet tanquam judicem sedere.*

*De modis
uniendi & re-
form. &c. l. 2.*

3°. Il veut qu'au défaut du Pape ce soit immédiatement la Puissance séculière qui convoque : après il met les Evêques. *Ipsi enim sunt loco Apostolorum, qui sunt in Ecclesiâ Episcopi, à fundamento primitivæ Ecclesiæ.*

Enfin il ajoute, que si deux Cardinaux seuls ont suffi pour assembler le Concile de Pise & suppléer au sacré College, & que cette convocation a été approuvée par tous les Docteurs : *Devolvitur hæc convocatio ad Reges & Principes primò, post ad Communitates, & alios Dominos sæculi. Quòd si non essent in casu possibili, devolveretur ad cives & rusticos post, usquequo deveniretur ad minimam vetulam, &c.*

Après avoir établi les Droits du Pape touchant la convocation des Conciles, voyons quels sont ceux des Princes Chrétiens. Nous disons que le Pape ne peut pas convoquer un Concile sans le consentement des Princes Chrétiens, & en particulier de l'Empereur & du Roi de France, qui doivent être expressément nommés dans la Bulle d'indiction.

1. Le Pape ne peut convoquer un Concile sans le consentement des Princes Chrétiens. La preuve en est qu'il faut pour un Concile le concours des deux Puissances : la Puif-

fance spirituelle pour décider de la nécessité , de l'utilité du Concile , & pour ordonner la discussion des choses dont on y doit traiter : la Puissance temporelle pour permettre à des sujets de s'assembler , & de sortir du Royaume pour tenir des Assemblées. Il est de la Police d'un Etat de ne point souffrir des Assemblées privées ; & nulle Assemblée ne peut être publique que par l'autorité du Prince : par conséquent un Concile , qui est une Assemblée publique , ne peut se tenir sans le consentement de cette même autorité. Il est encore défendu à des sujets de sortir du Royaume pour s'en aller traiter dans des Pays étrangers. Or pour un Concile général les Evêques doivent quelquefois sortir du Royaume : mais ils ne peuvent le faire que par la permission de leurs Princes , à qui il appartient de connoître des causes de leur départ , ou des motifs qui les rassemblent. Ajoûtez à ces raisons , qu'un Concile général étant le moyen le plus assuré de pacifier les troubles , quand tout s'y passe dans l'ordre ; ou la source la plus féconde de tumultes & de séditions , si il s'y faisoit quelque chose contre les Regles : il est de l'intérêt des Princes d'en avoir connoissance , d'y être invités ; de même qu'il est de leur Droit de connoître des motifs du Concile , & de consentir à sa tenue , s'ils le jugent nécessaire , à cause des intérêts qu'ils peuvent y avoir.

2. L'Empereur & le Roi de France doivent être expressément nommés dans la Bulle d'indiction. C'est ici le Privilege du Fils aîné de l'Eglise , prouvé dans nos Libertés , & reconnu par les Papes. Effectivement le Roi de France est nommé spécialement dans la Bulle de Paul III. pour l'indiction du Concile de Trente.

Il est vrai que le Roi de France ne l'est point dans la Bulle de Pie IV. pour la troisième ouverture du Concile

de

de Trente. Mais c'est une injustice que ce Pape , ennemi de la France & livré entierement à l'Espagne , fit au Roi de France : injustice dont ce Prince se plaignit , & sur laquelle Pie IV. donna quelque satisfaction verbale. Voici ce que portent les instructions données à l'Evêque d'Angoulême notre Ambassadeur. « Au reste , j'ai à vous dire , » comme il a été trouvé un peu dur , qu'ayant le feu Roi , » Monseigneur & frere , poursuivi avec telle instance que » chacun fait l'ouverture dudit Concile , il n'a néanmoins » été fait aucune particuliere & honorable mention de » lui en ladite Bulle , ainsi qu'il semble qu'on devoit faire ; » & en cela nous considérons bien aussi que telle chose a » été oubliée sciemment , & pour ne point nommer le » Roi de France le premier après l'Empereur ; qui est » chose dont vous vous devez plaindre , afin qu'à l'avenir » l'on ne puisse user de cette façon , & que ce qui m'est » acquis de tout temps me soit gardé & conservé en son » entier ». Effectivement l'Ambassadeur s'en étant plaint au Pape , le Pape répondit. . . « Quant à l'omission du » nom du Roi Très-Chrétien , qu'il n'y avoit pas fait ré- » flexion , & que les Cardinaux , à qui il avoit donné la » commission de dresser la Bulle , avoient cru qu'il suffi- » soit de nommer l'Empereur , & tous les Rois en gros ; » que pour lui il ne s'étoit mis en peine que de l'essentiel , » & s'étoit déchargé de tout le reste sur les Cardinaux ; » qu'au reste on ne pouvoit pas toujours avoir l'œil à tout : » mais qu'à l'avenir il prendroit garde que l'on ne fit plus » de faute.

Pie IV. tint mal sa parole lors de la Bulle de la confirmation du Concile ; & le Cardinal de Lorraine trahit lâchement , lors des acclamations , cette prérogative de son Roi. Ainsi cette omission devint un grief de la France

contre ce Concile. Voyez Dumoulin , *Concil. Trid. animad.* 93. &c. Pasquier , *Recherch. lib. 3. chap. 34. &c.*

CHAPITRE XXVIII.

Des personnes qui ont droit d'assister aux Conciles Généraux.

LE Cardinal Jacobatius , *lib. 2. p. 56. Edit. Labbæi* , dit que cette question est si délicate , que les Docteurs ne font ordinairement que l'effleurer. Cela est vrai à l'égard de l'Italie : car en France nous y insistons davantage. Il peut paroître au reste assez inutile d'examiner cette question. L'ancienne coûtume que les Papes ont , de convoquer , après les Prélatz majeurs , tous ceux *quibus jure, aut privilegio, aut consuetudine in Conciliis generalibus residendi, & sententias in eis dicendi, permissa potestas est* , met à couvert les Droits de tous ceux qui peuvent prétendre à être compris dans cette convocation ; & cette coûtume est au reste si ancienne , qu'on peut dire que la longue & paisible possession a changé les prétentions en Droit. Néanmoins les difficultés que quelques Evêques de nos jours ont faites contre le Droit du second Ordre ne nous permettent pas de passer sous silence une question si importante.

Les Docteurs Ultramontains tiennent , que tous les Prélatz qui doivent prêter le serment d'aller au Concile, quand ils seront mandés, ont droit d'y assister, parcequ'on n'exigeroit pas d'eux un pareil serment , si leur présence n'étoit pas nécessaire au Concile. Or plusieurs Abbés prêtent un pareil serment lors de leur Bénédiction ; & par conséquent le second Ordre a droit d'assister au Concile. Ainsi la pré-

tention d'un Prélat de nos jours , qui disoit que les Conciles ne devoient être composés que d'Evêques , est contraire non-seulement aux maximes de France, mais encore à celles de l'Italie. Ce qui a causé l'erreur de ce Prélat est un passage tiré du Concile de Calcédoine , act. 1. *Synodus Episcoporum est , non clericorum : superfluos foras mittite.* Ces paroles ne sont point une définition du Concile. Elles sont de Dioscore , Patriarche d'Alexandrie , chef du faux Concile d'Ephèse , meurtrier de saint Flavien , persécuteur de la vérité & des saints Ecclésiastiques : elles sont , dis-je , de Dioscore & de ceux de son parti. Ce Patriarche venant au Concile de Calcédoine , assemblé en partie pour juger de ses violences , trouva les Légats du S. Siege qui s'opposèrent à sa réception. Tous les autres Prélats crioient : Qu'on chasse cet impie, cet homicide. Les Clercs qui avoient suivi le parti de saint Flavien , & que lui Dioscore avoit persécutés en toutes sortes de manieres , & qu'il avoit par ses violences obligés à souscrire son faux Concile & la condamnation de leur Evêque S. Flavien : ces Ecclésiastiques, dis-je, remplissoient l'Assemblée de leurs clameurs. Dioscore & ceux de son parti répondirent aussi par des cris. Ils disoient les paroles citées dans cette prétendue objection. Ainsi on ne peut pas se fonder sur ces paroles , qui sont plutôt des voix confuses & des cris tumultueux , que des décisions faites à tête reposée. D'ailleurs il est à remarquer que c'étoient non-seulement des Evêques qui crioient ainsi , mais d'autres particuliers qui étoient à la suite de Dioscore. *Ægyptii , & qui cum ipsis reverendissimi Episcopi.* Ces *Ægyptii* , fort distingués des Evêques , auroient bien dû sortir les premiers comme des gens inutiles , *superfluos foras mittite* , & laisser à leurs Prélats le soin de faire une demande qui tomboit autant sur eux que sur les

autres Ecclésiastiques. Enfin le Concile n'eut aucun égard à cette demande: on fit seulement faire silence; preuve que ce n'étoit pas la première fois que le second Ordre paroïssoit dans les Conciles.

Après l'explication de cette difficulté, il s'agit présentement d'établir le Droit du second Ordre, le Droit des Princes temporels, & de voir quelles sont leurs différences.

On peut avoir droit d'assister au Concile, ou pour y porter suffrage, ou sans avoir droit de le porter. Il est certain que les Laïques n'ont point de voix à porter touchant les choses ecclésiastiques: *Veniunt*, dit Gerson, *ut doceantur, non ut doceant*. Si leur cause est agitée dans un Concile, qu'ils demandent à être entendus: s'ils y ont été cités, on doit leur en permettre librement l'entrée, on doit les écouter; mais ils n'y ont aucune autorité: & supposé qu'ils fussent parfaitement habiles, ils ne pourroient tout au plus y avoir que la voix de conseil.

A l'égard des Princes temporels, ou de leurs Ambassadeurs, ils peuvent assister aux Conciles, & on les y invite; non qu'on révoque en doute le pouvoir des Evêques pour la décision des choses qui regardent la Foi, mais afin que la Puissance temporelle, ayant pris connoissance des décisions que la Puissance ecclésiastique a faites, les protège, les défende, & les fasse observer par ses sujets. *Neceffe est*, dit le Pape Léon, can. 21. cauf. 23. q. 5. *ut quæ ad divinam Confessionem pertinent, hæc & regia & sacerdotalis defendat auctoritas*. Ce n'est pas pour faire ostentation de notre Puissance, dit l'Empereur Marcién, *Concil. Calced. act. 6*. que nous avons voulu nous trouver au Concile: c'est pour défendre la Foi, à l'exemple du Religieux Constantin; c'est afin que, quand la vérité sera trouvée, nous empêchions les divisions que les mauvaises Doctrines font dans la multitude.

Autrefois il se trouvoit au Concile un ou plusieurs Commissaires de l'Empereur , pour le diriger , pour y procurer la paix , pour avoir soin que tout se passât dans l'ordre. Dans le Concile de Calcédoine , il y eut sept Commissaires , qui sont appelés *gloriosissimi Judices* , & dix Conseillers & Adjoints , qui sont appelés *Amplissimus Senatus*. Leur emploi n'étoit point de prononcer sur la Foi , ou de former les décisions du Concile : mais seulement , quand les matieres étoient proposées par le Président , ils avoient soin que les Prélats ne s'interrompissent point les uns les autres , remettoient sur les voies ceux qui s'écartoient dans des digressions inutiles , pressoient de répondre positivement ceux qui cherchoient des faux-fuyans , interposoient leur autorité pour faire cesser les tumultes & les clameurs , & enfin invitoient les Peres à conclure & à décider , quand les questions étoient suffisamment éclaircies , & qu'on ne disoit plus rien de nouveau dans la dispute. Voilà ce qu'on appelloit avoir soin du bon ordre du Concile : *φροντίσαι τῆς κατὰ εὐνοίας Εὐταξίας*. Présentement ce sont les Présidens eux-mêmes qui sont chargés de ce soin : & les Princes temporels n'assistent plus au Concile que pour le protéger & le maintenir dans la liberté qui lui est nécessaire ; pour prendre connoissance des Decrets qui s'y font , afin ou d'en prescrire plus étroitement l'observation , ou d'empêcher qu'on entreprît d'en vouloir faire quelqu'un qui portât préjudice à leurs Droits.

Ce sont donc les seuls Ecclésiastiques qui ont voix dans les Conciles : mais le suffrage ou est de consultation , ou est de jugement. Les seuls Evêques ont le suffrage d'autorité : les autres n'ont que le suffrage doctrinal , la voix de délibération & de conseil. Aussi nous lisons que les Evêques souscrivoient ainsi aux Conciles : *Ego desiniens* , ou *judi-*

cans, *subscripsi*. Tous ceux qui ne l'étoient pas n'usoient pas de ces termes ; mais de cette formule , *ego consentiens*. Si donc il n'y a que les Evêques qui décident , les Ecclésiastiques qui ne sont pas Evêques ont-ils droit de se trouver au Concile ? Oui sans doute. En voici la preuve.

P. 205, tom.

2.

Gerfon définit le Concile : *Aggregatio legitimâ auctoritate facta ad aliquem locum, ex omni statu Hierarchico totius Ecclesiæ Catholicæ, ad salubriter tractandum & ordinandum ea quæ debitum regimen ejusdem Ecclesiæ in fide & moribus respiciunt.*

P. 249 tom.

2.

Or il n'y a que deux Ordres dans la Hiérarchie ; celui des Evêques qui ont succédé aux Apôtres , celui des Curés qui ont succédé aux 72. Disciples , aussi bien que ceux *quibus*, dit Gerfon , *non ex privilegio solo, sed ex statu & ordinario jure, competit animarum cura ; quemadmodum sunt multi Abbates, Decani, Præpositi, cum similibus.* Car voilà ceux qui sont membres de la Hiérarchie , selon la décision de la Faculté de Théologie de Paris citée par Gerfon *ibid.* *Domini Curati sunt in Ecclesiâ Prælati minores, & Hierarchæ ex primaria institutione Christi, &c.* Si donc tous les Etats de la Hiérarchie ont droit de se trouver dans un Concile , le second Ordre a droit de s'y trouver aussi. C'est ainsi que dans le premier Concile tenu par les Apôtres il est écrit , *convenerunt Apostoli & Seniores.* Effectivement le Concile est assemblé pour représenter l'Eglise universelle. Or l'Eglise universelle est composée des deux Ordres de la Hiérarchie & des Fideles. Les Rois représentent leurs peuples dans les Conciles : c'est dans leurs mains que les peuples ont remis & leurs intérêts , & leur autorité , suivant la Loi 1. *quod Principi ff. de constitut. Principum.* Il est donc nécessaire que le second Ordre du Clergé s'y trouve avec le premier , afin qu'on puisse dire

que la représentation de l'Eglise est parfaite. Au reste, quand nous avons dit ci-dessus, que le second Ordre du Clergé n'a que la voix consultative dans les Conciles, nous ne prétendons pas que leur suffrage n'ait pas plus d'autorité que l'auroit celui d'un Architecte, s'il s'agissoit de bâtir une Eglise, ou d'un simple Fidele bien entendu dans les matieres que l'on traiteroit. Nous y mettons bien de la différence. Tous ces Prélats mineurs, comme les appelle Gerson, tiennent de Dieu leur autorité. Leur suffrage, bien qu'inférieur à celui des Evêques, est cependant une décision respectable; c'est un jugement avec autorité. Il est vrai qu'il ne suffit pas absolument pour décider la chose contestée; mais il peut & il doit même quelquefois entraîner le jugement de l'Ordre supérieur: car je ne croirois pas qu'il fût libre aux Evêques de prononcer contre le sentiment de tout le second Ordre. C'est sans doute selon cette explication que Gerson a dit que les Prélats mineurs *ont dans les Conciles voix décisive.*

La plus grande partie des Canonistes dit que les Abbés ont droit d'assister aux Conciles, *quia videntur habere quasi Episcopalem Jurisdictionem.* La même raison y a introduit les Généraux d'Ordre, & a fait qu'on a exigé des uns & des autres le serment contenu dans le Chap. *Ego. N. 4. de jurejurando.*

A l'égard des Docteurs, ils sont les consultants de l'Eglise universelle, les Avocats & les défenseurs de la Foi & de la Discipline. L'intérêt de la Religion les invite aux Conciles: mais leur suffrage n'est point un suffrage de Jurisdiction: ce n'est qu'un avis doctrinal. La Foi souffre, & l'Eglise est pleine de troubles toutes les fois que la clef de la Jurisdiction est séparée de la clef de la science: il faut donc, pour le bien & l'utilité de l'Eglise, qu'elles se

prêtent mutuellement secours l'une & l'autre : c'est ce qu'on a fait parfaitement dans le Concile de Trente. Peut-être que l'Eglise n'a jamais vû tant d'érudition rassemblée que dans ce Concile. Ce n'est pas qu'on se défie des promesses que J. C. a faites à l'Eglise, de la rendre infallible dans les choses de la Foi. Non : mais ces promesses ne doivent pas faire tenter Dieu. Il faut prendre tous les moyens humains pour trouver la vérité : mais il faut les prendre avec confiance & avec une certitude de Foi que les peines que l'on prend ne sont point inutiles, & qu'enfin le Saint-Esprit, qui gouverne l'Eglise, fera tout d'un coup entendre sa voix, & remplira du son de la vérité divine toute la maison où sont assis ceux qui s'assemblent au nom de J. C. *Et factus est repente de cælo sonus, tanquam advenientis spiritus vehementis ; & replevit totam domum ubi erant sedentes.*

Après avoir traité des personnes qui ont droit de se trouver aux Conciles généraux, & distingué les droits différens qui les y rassemblent, voyons dans le chapitre suivant ce qui concerne la présidence aux Conciles généraux, & la forme de les tenir.

CHAPITRE XXIX.

De la présidence aux Conciles généraux, & de la forme de les tenir.

IL est sans difficulté que c'est au Pape à présider aux Conciles généraux, quand il s'y trouve en personne. Il est encore très-certain que dans le cas de vacance du S. Siege, ou de dispute touchant la Papauté, quand aucun des Con-
tendans

tendans n'est en possession, ou qu'ils ont fait cession pour le bien de la paix; le Doyen du sacré College est en droit d'y présider. Les Conciles de Pise, de Constance & de Bâle, se sont ainsi tenus. Il est encore certain que le Pape est en possession de présider par ses Légats aux Conciles généraux. Toute la difficulté roule sur ce fait. Les Légats du Pape ont-ils présidé aux six premiers Conciles généraux? Et je réponds, qu'excepté celui de Calcédoine, qui est le quatrième, ils n'ont point présidé aux cinq autres.

Au Concile de Nicée a présidé Eustathius, Patriarche d'Antioche. Eusebe, *cap. 11. lib. 2. de vit. Constant.* rapporte que ce Patriarche étoit assis à droite à la première place. Théodoret, *lib. 1. cap. 7.* rapporte que ce fut lui qui harangua l'Empereur au nom du Concile. Le Pape Félix III. dans son Epître à l'Empereur Zénon, l'appelle le Président des trois cents dix-huit Peres.

Au Concile de Constantinople, nous ne lisons pas qu'il se soit trouvé aucun Légat du Saint Siege. Saint Melece, Patriarche d'Antioche, y présida d'abord. Après sa mort, ce fut Saint Grégoire de Nazianze, élu dans ce Concile Patriarche de Constantinople. Quand ce dernier eut abdicqué son Siege, Nectaire son successeur y présida; & dans les souscriptions Nectaire a signé le premier.

Au Concile d'Ephese, S. Cyrille d'Alexandrie présida. Il est vrai qu'il étoit Légat du S. Siege: *Quamobrem nostræ sedis auctoritate adscitâ*, dit Saint Célestin I. dans sa Lettre, p. 1. Conc. Eph. Tom. III. p. 349. *nostrâque vice & loco cum potestate usus, &c.* Mais ce n'étoit pas comme Légat que S. Cyrille présidoit dans l'absence du Pape. Dans les circonstances de ce Concile la Présidence lui appartenait de droit comme nous le ferons voir plus bas. Il présidoit donc selon l'ordre de son Siège. Dans l'énumération des Peres du Con-

cile , à la tête de l'action premiere , on ne le marque pas le premier à cause qu'il tenoit la place du Pape Celestin I. mais il est écrit *Cyrillo Alexandria , qui & Celestini , &c.* D'ailleurs il paroît par la Lettre de Célestin , citée ci-dessus , que le Pape avoit aussi chargé quatre autres Evêques de tenir sa place au Concile : il paroît que les trois des quatre qui assisterent au Concile ont été nommés à leur place , & qu'ils n'ont pas été mis au premier rang. Il doit donc demeurer constant , que ce n'est pas comme Légat du Pape que Saint Cyrille a tenu la premiere place dans le Concile.

Au Concile de Calcédoine , les Légats du Saint Siege présiderent pour les raisons que nous dirons dans la suite.

Au second Concile de Constantinople , le Pape Vigile , quoiqu'il fût alors à Constantinople , ne présida point : il ne voulut pas même s'y trouver.

Le troisieme Concile de C. P. eut pour Président le Patriarche de C. P. Adon rapporte qu'il étoit assis à la droite de l'Empereur , & que les Légats étoient assis à la gauche.

De tous ces faits il s'ensuit que la Discipline ancienne n'étoit point que le Pape pût présider par les Légats : & voici quel étoit l'ordre qu'on suivoit en l'absence du Pape. Les Patriarches présidoient selon l'ordre de leur Siege : or l'ordre des Sieges étoit celui-ci : Rome , Alexandrie , Antioche , Jérusalem , Constantinople. Les Empereurs ayant voulu relever le Siege de C. P. obtinrent à cette Ville la dignité du second Siege. Ainsi , en l'absence de l'Evêque du premier Siege , celui du second présidoit , & ainsi des autres.

C'est de la sorte qu'Eustathius d'Antioche , Evêque du troisieme Siege , présida au Concile de Nicée , parceque l'Evêque de Rome étoit absent , & qu'il s'agissoit de prononcer sur la sentence qu'Alexandre , Patriarche d'Alexandrie & Evêque du second Siege , avoit portée contre Arius.

Quelque temps après le Concile de Nicée, Constantinople devint le second Siege. Aussi Saint Melece ne présida au second Concile général que parcequ'il n'y avoit point alors de Patriarche à Constantinople.

A l'égard du Concile d'Ephese, Nestorius de Constantinople étoit l'accusé. La Présidence fut dévolue à saint Cyrille, parcequ'il étoit l'Evêque du troisieme Siege. Saint Léon marque expressement que ses Légats ne devoient présider au Concile de Calcédoine que parceque les Patriarches n'étoient pas en état d'y présider : *Quia vero quidam de fratribus, quod sine dolore non dicimus, contra turbines falsitatis non voluere Catholicam tenere sententiam, prædictum fratrem & Coepiscopum meum vice mea Synodo convenire præsidere.* V. Tillemont. Tom. 15. hist. Eccles. p. 644. Aussi saint Cyrille soucrivit au Concile sans mettre aucune qualité de Légat : au lieu qu'Arcadius, Project & Philippe, que le Pape avoit envoyés, ne signerent qu'avec cette qualité.

Si l'on voit les Légats du Saint Siege présider au Concile de Calcédoine, c'est qu'aucun des Patriarches ne pouvoit y présider. Ceux d'Alexandrie, d'Antioche & de Jérusalem, parcequ'on devoit agir contre eux, & que c'étoit leur propre cause dont il s'agissoit. Ils avoient tous les trois soucrit au Conciliabule d'Ephese ; & le Concile s'assembloit pour en casser les décisions, & pour punir les coupables. Le Patriarche de Constantinople ne pouvoit pas y présider non plus. Il s'agissoit de venger la mémoire de saint Flavien des violences & de la mort que Dioscore, Patriarche d'Alexandrie, & son Conciliabule d'Ephese lui avoient fait endurer : il s'agissoit de recevoir un Concile de Constantinople, où Anatolius, alors Patriarche de cette Ville, avoit présidé, & qui avoit condamné Eutychez. Il fallut

recourir à des Juges alors extraordinaires ; & ces Juges furent les Légats du Saint Siege.

On pourroit étendre cette énumération à tous les Conciles généraux tenus en Orient. Ainsi il paroît que le droit de présider aux Conciles par ses Légats, dont le Pape jouit aujourd'hui, ne doit pas prendre sa source *in summa potestate delegantis*, d'où quelques Canonistes le dérivent. Je l'attribuerois plutôt au Schisme qui a séparé de nous l'Orient. Les quatre anciens Patriarches Orientaux, devenus Schismatiques, n'ont plus été en état de présider aux Conciles généraux. L'Occident n'avoit que le Pape seul pour Patriarche. Les Conciles n'étoient presque plus composés que des Prélats Occidentaux. Les Papes, n'assistant pas par eux-mêmes à ces Conciles, y ont envoyé des Légats qui y ont présidé, parcequ'il n'y avoit personne qui fût en droit de leur disputer cette place. Voilà ce qui concerne la Présidence : & voici quelle est la forme de tenir un Concile. Je n'en rapporterai que les cérémonies les plus universelles ; car elles n'ont pas été uniformes, ni en tout temps, ni en tout lieu. Voyez l'ordre des Conciles par Isidore le Marchand. *Tom. 1. Concil. Labbei. p. 7.*

On publie un jeûne solennel, on ordonne des prières publiques & particulieres, on fait l'indiction du Concile. Au jour marqué les Peres s'assemblent, se font revêtir d'ornemens sacrés par leurs domestiques. Voyez-en l'énumération dans Jacobatius. Ensuite ils s'en vont deux à deux selon le rang de leur dignité, ou selon l'antiquité de leur ordination, ou selon le plus ou le moins de leurs travaux pour l'Eglise, en cas que tout le reste fût égal ; ils s'en vont, dis-je, deux à deux en silence, précédés de la Croix, au lieu destiné pour l'assemblée du Concile. Ce lieu est ordinairement une Eglise. Le premier & sixieme Conciles gé-

néraux ont cependant été tenus dans des Salles du Palais Impérial. Quand tous les Peres sont arrivés & placés , on invoque le Saint-Esprit , on fait plusieurs autres prieres , on dit la Messe & on prêche. Après le Sermon on fait sortir le peuple , & l'on ferme les portes. Alors on commence par lire la Bulle d'indiction , on élit les Officiers du Concile , & l'on propose les Loix & les Regles que l'on doit garder durant sa tenue. Ces Officiers sont de quatre sortes. Les premiers sont appellés *Consultores* : leur fonction est d'aider les Légats de leurs avis , & de les assister en toutes choses. Les seconds , qui sont les *Notarii* , rédigent par écrit tout ce qui se dit , ou se propose , ou se fait dans le Concile. Les troisiemes , qui sont les *Promoteurs* , veillent sur l'observance de la Discipline prescrite dans le Concile , & en poursuivent les transgresseurs. Les quatriemes enfin sont appellés *Scrutatores*. Leur emploi est d'aller querir les suffrages des Peres , de les mettre par écrit , & de les porter au Bureau des *Consulteurs* pour être comptés. Dans cette même session on reçoit les Ambassadeurs des Princes , après avoir lû leurs Lettres de créance. Tels sont les premiers préparatifs d'un Concile.

A l'égard de l'ordre de la séance , les Présidens sont sur un trône élevé ; les Ambassadeurs des Princes ont des places de distinction , chacun selon le rang de leurs Princes. La France en particulier a le rang d'abord après l'Empereur. C'est en vain que l'Espagne a voulu lui disputer cette prerogative au Concile de Trente. Les Cardinaux , Archevêques , Evêques occupent le premier rang , & font un espèce de cercle. Le second rang est occupé par le second Ordre de l'Eglise. Telle est la méthode ancienne de l'Eglise. *Et coronâ factâ de sedibus Episcoporum* , dit le quatrieme Concile de Toledé , chap. 4. *Presbyteri à tergo eorum*

sedant, Diacones vero in conspectu Episcoporum stent. Il faut remarquer ici que dans l'Orient les Prêtres Procureurs des absens ont eu rang parmi les Evêques, à la même place que l'Evêque dont ils étoient députés auroit eue s'il avoit été présent. Les souscriptions des deux Conciles de Nicée, des deux de Constantinople, de celui d'Ephese, & de celui de Calcédoine, démontrent ce fait. Au lieu qu'en Occident les Prêtres députés signoient à part, & hors du rang des Evêques, comme on le voit au premier Concile d'Arles, & en quantité d'autres. Une des prééminences que les Légats du Pape ont toujours eue sur les Procureurs des Prélats absens est que, tant en Orient qu'en Occident, ils ont toujours eu rang parmi les Evêques, encore qu'ils ne fussent que Prêtres, ou même Diacres.

Au milieu du cercle de l'Assemblée il y a un trône sur lequel on met le Livre des SS. Evangiles, selon une très-ancienne méthode. Les Peres du Concile de Calcédoine mirent sur ce même trône avec l'Evangile le Livre des Canons, pour montrer que tout devoit être décidé selon la pureté de la parole divine & selon la sévérité des Canons. Quelquefois on a mis aussi de saintes Reliques sur ce même trône.

Toutes choses ainsi disposées, on propose les matieres que l'on doit traiter. Autrefois elles étoient discutées dans les sessions, & les *Notaires* ou *Greffiers* écrivoient tout mot pour mot: aujourd'hui on établit différentes Congrégations particulières, pour y approfondir les matieres. On dresse différens projets de Decrets, qui sont examinés en particulier par les Prélats dans ces Congrégations; & quand on est enfin convenu, on indique la session publique, où l'acceptation déjà faite en particulier se renouvelle publiquement, & peut passer pour une acceptation de Cé-

rémonie. Au moins tout cela s'est pratiqué au Concile de Trente : enforte que nous n'avons pas proprement les Actes de ce Concile ; comme nous avons ceux des Conciles anciens ; mais simplement nous en avons les résultats & les Decrets.

Enfin , quand les affaires pour lesquelles le Concile s'assembloit sont décidées , on finit par des acclamations ou cris de joie , & des actions de grâces. Ces acclamations , qui étoient autrefois des transports naturels , ou des mouvemens du Saint-Esprit , furent de style au Concile de Trente. Les propositions & les réponses furent composées de sens rassis par le Cardinal de Lorraine , qui prit aussi la peine de les prononcer. Il fit même la faute de ne pas nommer expressément le Roi de France dans ses acclamations. En quoi il étoit d'autant moins excusable , qu'il savoit les plaintes & les protestations que la France avoit faites contre la Bulle de convocation de Pie IV. pour la même raison. Mais , pour revenir au Concile , le premier Président ayant déclaré le Concile fini , & donné aux Peres la Bénédiction Apostolique , leur défend sous peine d'excommunication de s'en aller avant que d'avoir souscrit les Decrets du Concile. C'est la peine prononcée par le Canon *si quis autem* , dist. 18. tiré du deuxieme Concile d'Arles. Enfin on envoie ces Decrets au Pape , pour lui en demander la confirmation. Nous allons voir ce que c'est que cette confirmation dans le Chapitre suivant , en parlant de l'autorité des Conciles.



CHAPITRE XXX.

*De l'autorité des Conciles , & d'abord qu'ils sont supérieurs
au Pape.*

LEs questions qui regardent l'autorité des Conciles généraux sont si importantes , que tous les plus habiles Ecrivains se sont appliqués à les approfondir ; en sorte qu'on ne fait presque que copier les anciens quand on les traite aujourd'hui. L'obligation que je me suis imposée , de proposer ici les principes de toutes les questions , ne me permet pas de passer celles-ci sous silence : mais , en même temps , le grand jour où une infinité d'Auteurs les ont mises me dispense de les traiter avec toute l'étendue qu'elles méritent.

J. C. a établi l'autorité des Conciles généraux dans ces paroles , Matth. 18. *ŷ. 15. & seq. Si peccaverit in te frater tuus , vade , & corripe eum inter te & ipsum solum Si te non audierit , adhibe tecum unum vel duos Quod si non audierit eos , dic Ecclesiæ , &c. Ubi enim sunt duo vel tres congregati in nomine meo , ibi sum in medio eorum.* Les Papes & les saints Peres ont entendu ces paroles des Conciles , comme on le peut voir dans l'Epître de saint Celestin I. au Concile d'Ephèse , dans l'Epître du Concile de Calcédoine à saint Léon , dans l'action 17. du sixieme Concile , &c.

De ces paroles que J. C. adresse à saint Pierre , on peut conclure trois choses. 1^o. Que le souverain Tribunal de l'Eglise est le Concile général , & que le Pape lui-même doit reconnoître ce Tribunal pour son supérieur. 2^o. Que
ce

ce Tribunal ne tire sa Jurisdiction que de J. C. 3°. Qu'il est infallible. Ainsi la Souveraineté des Conciles généraux, leur pouvoir immédiatement reçu de J. C. & leur infallibilité sont les trois qualités qui forment leur autorité.

Je dis, 1°. que le Concile général est le suprême Tribunal de l'Eglise. Cette vérité n'est contestée que par rapport au Pape. Ainsi, toute la question roule à savoir, si le Concile est au-dessus du Pape, ou le Pape au-dessus du Concile. Les Conciles de Constance & de Bâle ont décidé que les Papes étoient soumis au Concile; que leurs jugemens y étoient réformables: c'est la Doctrine de toute la France. La Faculté de Théologie de Paris a toujours censuré ceux qui ont enseigné le contraire; & le Clergé de France en 1682. l'a ainsi déterminé dans les second & quatrième articles de la Déclaration qu'on appelle communément les *Propositions du Clergé*.

D'un autre côté, les Docteurs ultramontains opposent aux Conciles de Constance & de Bâle le cinquième Concile de Latran, que quelques-uns d'entr'eux disent être un Concile général, où Léon X. définit, *sacro approbante Concilio*, disent-ils, que le Pontife Romain a pouvoir sur tous les Conciles. L'opinion contraire ne s'enseigne plus publiquement à Rome, non plus que dans les Pays d'inquisition.

Nous répondons à cette objection, tirée du cinquième Concile de Latran, que la France ne l'a jamais reconnu pour général. Il n'y avoit que quatre-vingt-dix Prélat, entre lesquels il n'y avoit que soixante Evêques. Ces Prélat étoient presque tous Italiens; & il n'y avoit de la part de la France ni Evêques, ni Ambassadeurs. De plus, Le Procureur Général, le Parlement & l'Université ont appelé de cette Assemblée, *quam Lateranense Concilium*

vocant , au Pape mieux conseillé , & au futur Concile général librement assemblé. Voyez le Recueil des affaires du Clergé , *Tom. 3. p. 148. & p. 162.* D'ailleurs Bellarmin & Duval , quoique prévenus pour l'opinion des Ultramontains , conviennent que l'on doute de l'œcuménicité de ce Concile. 2°. Le *sacro approbante Concilio* , qui feroit contre nous la principale difficulté , ne peut signifier une approbation expresse & formelle : car l'on fait parfaitement que la Constitution de Leon X. d'où ces paroles sont tirées , n'a jamais été proposée aux Peres ni mise en délibération ; mais que Leon X. ayant dressé cette Constitution , qui est pour l'abrogation de la Pragmatique , la lut simplement en plein Concile. 3°. Quand on suppose- roit que le Concile auroit approuvé expressement la Constitution de Leon X. cette approbation ne tomberoit que sur l'abrogation de la Pragmatique , qui étoit le but que Leon X. se proposoit dans cette Constitution , & non sur ce qu'il a dit en passant contre l'autorité des Conciles généraux. Tout le monde convient qu'il n'y a que les définitions , même dans les Conciles , qui soient de Foi ; & que quelques-unes des raisons pour établir ces définitions peuvent être contestées sans préjudice à la définition. C'est ainsi que dans le septieme Concile général , Jean de Thessalonique dit qu'on peut peindre les Anges , parcequ'ils ont des corps : les Peres à qui cela est proposé répondent : *etiam , Domine.* Cette approbation ne tombe que sur les images des Anges qu'on peut faire & retenir , & ne prouve point que les Anges ont des corps. C'est la réflexion de Binnius , *Tom. 7. Concil. Labbæi. p. 654. c. Quod ex professio & instituto Synodi ; allegabat Angelos & animas pingi posse , judicio Ecclesiæ probatum est. Rationem autem quam ille intulit Synodus non curavit , utpote quod de re-*

tinendo usu imaginum dumtaxat in eâ ageretur. Nous en pourrions dire autant de la Bulle de Leon X. supposé que le Concile de Latran l'ait approuvée. Il s'agissoit de la Pragmatique seulement ; & le Concile n'a point fait d'attention à quatre lignes glissées en passant, qui regardoient une matiere dont il ne s'agissoit pas. 4°. Ce n'est point ici une définition que Leon X. fait : il dit qu'il est constant qu'il a ce droit par l'Ecriture-Sainte, les Saints Peres & les anciens Canons. Ce n'est pas là une définition : c'est seulement avancer un fait où tout dépend de la preuve. Voyez toutes ces raisons dans le Docteur Duval. *Part. 4. q. 7 de supr. potest. Papæ.*

Nous n'avons donc contre notre sentiment aucune définition du Concile général : nous en avons quelques-unes des Papes modernes qui, depuis Boniface VIII. se sont voulu attribuer cette supériorité ; mais contre lesquelles la France & quelques autres Nations ont protesté. Voyons maintenant ce que l'Ecriture, la Tradition, les anciens Papes, & la nature du Gouvernement de l'Eglise, nous fournissent pour le défendre.

La premiere preuve est tirée du principe que nous avons exposé ci-devant, que l'autorité ecclésiastique a été donnée à la totalité & à l'unité de l'Eglise ; en sorte que l'autorité du monde entier, (comme dit saint Jérôme) est plus grande que celle de la Ville. Nous ne répéterons pas ce que nous avons déjà dit ; mais nous remarquerons que c'est à ce Tribunal de l'Eglise que J. C. renvoie saint Pierre lui-même : *Si te non audierit, dic Ecclesiæ* ; c'est-à-dire, qu'avant que d'être regardé comme un Payen, après le Tribunal de Pierre il y en a encore un autre, qui est celui de l'Eglise, passé lequel il n'y en a plus. Or, comme le Concile général est le Tribunal de la totalité de l'Eglise, il s'en suit que

le Concile général est au-dessus du Pape.

La seconde preuve est tirée de la pratique de l'Eglise. Dès que J. C. fut monté au Ciel, les Apôtres exercerent en commun l'autorité que J. C. avoit donnée à son Eglise : cette sainte Assemblée élit saint Mathias ; tous les Fideles présentent les Diacres que les Apôtres ordonnent ; & afin qu'on ne pense pas que saint Pierre fût regardé comme supérieur à toute l'Eglise, nous lisons que cette sainte Assemblée l'envoie à Samarie avec saint Jean. *Cum audissent Apostoli qui erant Jerosolymis, quod accepisset Samaria verbum Dei, miserunt ad eos Petrum & Joannem*, act. 8. 15. Sans doute si celui qui envoie est supérieur à celui qui est envoyé, le College apostolique s'est cru supérieur à saint Pierre, & saint Pierre en acceptant cette Mission en a reconnu la supériorité. Dans le chapitre 10. saint Pierre, blâmé par quelques-uns d'avoir conversé parmi les Gentils, rend simplement compte de sa conduite, & ne trouve pas mauvais qu'on le lui demande. Chapitre 15. lorsque le premier Concile s'assemble, c'est l'avis commun qui décide, & qui accepte le sentiment de saint Jacques touchant les cérémonies de l'ancienne Loi. Cette décision n'étant pas depuis suivie ponctuellement par saint Pierre, saint Paul, quoiqu'inférieur à ce Chef de l'Eglise, lui résiste en face, & l'y croit assujetti aussi-bien que tous les autres. Ce que nous lisons dans l'Ecriture-sainte des commencemens de l'Eglise nous fait donc voir que le Concile est le Tribunal suprême, & qu'il est supérieur à celui du Prince des Apôtres. La Tradition va nous faire voir la même chose. Nous n'en rapporterons que quelques exemples.

Quand saint Athanase s'adressa au Pape Jules, pour se défendre contre les Ariens, ce Pape écrivit en Orient qu'il étoit nécessaire d'assembler un Concile ; qu'il avoit fait

examiner cette cause ; que , quoiqu'il écrivit lui seul , il n'avoit cependant rien fait que de concert avec les Evêques d'Italie. Bien plus , il ne condamna pas qu'on assemblât un nouveau Concile , qui fut celui de Sardique , pour examiner & cette question , & la sentence qu'il avoit prononcée.

Le Pape Innocent I. avoit reçu à sa Communion saint Jean Chrysostôme : il ne crut pourtant pas que son Jugement suffît pour apaiser tous les troubles. *Necessaria est* , dit-il, *Synodalis cognitio*, Epist. ad Cler. CP. . . . *Ea enim sola est quæ hujusmodi procellarum impetus retundere potest.*

Saint Léon avoit condamné Eutyches : sa Lettre dogmatique sur l'Incarnation étoit une définition touchant la Foi. Cette Lettre , reçue par presque toutes les Eglises , trouva quelques contradicteurs : ce Pape ne crut pas qu'il n'y avoit plus de Tribunal au-dessus du sien : il pensa que le Concile général avoit l'autorité d'examiner son Jugement , & pouvoit seul finir entièrement cette dispute. C'est ce que l'on peut voir dans ses Lettres , & ce que M. de Marca en a tiré. *V. lib. 5. de Concord. cap. 8. §. 3.*

Le Pape Vigile refuse de signer la condamnation des trois Chapitres ; mais il promet de se rendre à la décision du Concile général ; & il s'y rendit en effet , contre son propre avis.

Alexandre III. in epist. ad Tuscos , parle ainsi de l'autorité des Conciles : *De diversis partibus personas ecclesiasticas vernimus evocandas , quarum præsentia & consiliis quærint salubria statuantur , ut quod bonum est secundum consuetudinem Patrum provideatur , & firmetur à multis : et , si particulariter fieret , non facile posset plenum robur habere.*

joûtons à ces autorités l'aveu que plusieurs Papes ont fait , qu'ils étoient soumis aux Canons des Conciles : le

Pape Zozime dans sa Lettre *ad ep. Gallia*, & dans sa Lettre *ad Aurel. & ep. Af.* Innocent I. *in ep. ad Vist. Rothom.* Saint Léon, *in ep. ad Ep. Calced.* Gelase, *in ep. ad Ep. Lucania*, Symmachus, *in ep. ad Conc. Arelat.* Saint Grégoire le grand, *in ep. ad Natal. Salonic.* Léon IV. Ces passages se trouvent presque tous dans Gratien, *causâ 25. q. 1.* on peut les y voir. Il est donc constant par l'Ecriture & par la Tradition que le Concile général est supérieur au Pape.

La troisieme preuve est tirée de la nécessité qu'il y a d'admettre dans l'Eglise un Juge qui soit *sûrement & indubitablement infallible*. Ce n'est qu'avec peine que nous traitons cet article de l'infailibilité du Pape, & que nous limitons dans ses bornes une autorité pour laquelle nous avons toute sorte de respect. Laissons aux ennemis de l'Eglise Romaine le langage triomphant qu'ils affectent sur ce sujet: laissons-les se parer de la vaine ostentation d'érudition qu'on y peut étaler. Le Pape est notre pere: ce n'est qu'avec les sentimens des enfans les plus tendres que nous apportons quelque restriction à ses prérogatives. Essayons, par le tour nouveau que je donnerai à cette matiere, de satisfaire à ce que je dois à la vérité, & en même temps au respect filial que j'ai pour le Pape.

Il est incontestable qu'il faut admettre dans l'Eglise un Juge infallible: autrement les disputes ne finiroient jamais, & notre Foi seroit toujours chancelante. Il est certain en second lieu, que ce Juge doit être indubitablement reconnu pour tel. Si c'est une obstination criminelle que de ne se pas rendre à l'autorité légitime, c'est une crédulité foible que d'appuyer sa Foi sur des fondemens qui ne sont pas décisifs, & dont on peut avoir raison de douter. L'analogie de la Foi se réduit donc en premier principe à la vérité proposée par une autorité reconnue infallible,

& dont on ne puisse raisonnablement douter : car enfin notre obéissance doit être raisonnable , comme dit saint Paul ; & quoiqu'il soit nécessaire de captiver notre esprit pour obéir à la Foi , cette captivité ne tombe que sur les Mysteres que la Foi nous propose , & non sur les motifs qui nous conduisent à la Foi. C'est la doctrine de tous les Théologiens. *Evidens est ex miraculis , prophetiis , & aliis motivis creditatis , Religionem Christianam solam esse veram.* C'est l'article 27. de la premiere partie du corps de Doctrine de la Faculté de Paris ; & l'Assemblée du Clergé en 1700. *cenfurd prop. 11 & 12.* a condamné le sentiment contraire. Ainsi , toutes les fois qu'on peut raisonnablement contester l'autorité qui propose , on peut aussi raisonnablement douter de ce qui est proposé. Ces deux principes posés , je raisonne ainsi :

Si l'on peut avec raison douter de l'infailibilité du Pape , on doit admettre dans l'Eglise un Tribunal supérieur au sien , & qui soit indubitablement infailible. Cette majeure est prouvée par les deux principes que je viens d'établir. Or on peut raisonnablement douter de l'infailibilité du Pape : donc il est nécessaire d'admettre un autre Tribunal que le sien , lequel , étant incontestablement infailible , sera nécessairement consulté pour décider les questions qui pourroient s'élever au sujet des choses que le Pape auroit décidées. Or ce dernier Tribunal n'est autre que celui de l'Eglise : par conséquent , s'il est nécessaire d'admettre dans l'Eglise un Tribunal indubitablement infailible , ce Tribunal doit être supérieur à celui du Pape.

Il ne me reste plus , pour terminer cette démonstration , qu'à faire voir qu'on peut douter raisonnablement de l'infailibilité du Pape. Dans les Ecoles de Paris & dans les Parlemens du Royaume , bien loin que l'infailibilité

du Pape soit un problème, l'opinion qui la défend y passe pour une erreur, & du temps de Gerson elle étoit traitée ainsi : *Heresis manifesta, damnata à Constantinenſi*. Mais encore une fois je n'examine point la question en elle-même : le Pape est-il infaillible ? ne l'est-il pas ? Il me suffit qu'on puisse avoir des justes fondement d'en douter. Voici les preuves que Gerson, Almain, le Cardinal d'Ailly, Jean Major, enfin tous nos Auteurs François, sans aucune exception, ont coutume d'apporter pour le sentiment de la France, que le Pape n'est pas infaillible.

Primò, ce n'est pas ni un article de Foi, ni une chose décidée, que le Pape soit infaillible. Bellarmin, *De Rom. Pont. lib. 4. cap. 2.* convient que ceux qui pensent le contraire ne sont pas hérétiques, & qu'ils sont *tolérés*, dit-il, dans l'Eglise. On en peut donc douter sans crime ; & l'Eglise, qu'il est de foi de croire infaillible, n'ayant point encore prononcé là-dessus, nous laisse la liberté de penser ce qui nous paroîtra plus conforme à la vérité.

Contrà Prax.

Secundò, nous lisons dans Tertullien qu'un Pape avoit approuvé les Prophéties & les visions de Montan. Nous savons la chute du Pape Libere, & l'anathème que saint Hilaire prononce contre lui. Nous voyons Honorius sur la même liste que Sergius & Pyrrhus, qui sont certainement reconnus hérétiques. Nous lisons que le Cardinal d'Ailly dit nettement dans sa Harangue au Roi en 1406. que Jean XXII. a erré dans la foi. Je ſai qu'on a coutume de défendre ces Papes : mais les réponses que l'on fait à ces objections sont-elles tellement décisives, que tout esprit raisonnable doive s'y rendre ? Combien de gens s'y sont-ils rendus ?

Tertiò, nous voyons des définitions contradictoires des Papes, citées même dans le Droit Canon. Célestin déclare que

que le mariage est dissous quand un des conjoints devient hérétique , & que l'autre peut se remarier : Innocent III. au contraire, cap. *quantò. ext. de divort.* que le Catholique ne peut se remarier. Innocent IV. dit qu'il y a des formes de Sacremens inventées depuis les Apôtres : Eugene IV. dans son Decret *pro Armenis* , dit le contraire. Etienne II. déclare valide le Baptême donné dans la nécessité avec du vin : Eugene IV. dit le contraire , & l'Eglise le croit de même. Jean XXII. *in Extrav. quia quorundam* , traite de blasphème , d'hérétique , la Doctrine que fix de ses Prédécesseurs , Innocent IV. Alexandre IV. Nicolas III. Martin IV. Nicolas IV. & Clement III. avoient enseignée touchant la pauvreté des Freres Mineurs. Quand on voit des choses si opposées , définies par une autorité qu'on prétend infaillible , on ne peut s'empêcher de penser que la vérité n'est point un problème , & qu'elle ne peut suivre tout à la fois le parti de deux propositions contradictoires. On a au reste si bien regardé ces définitions comme des décisions *ex Cathedra* , qu'on les a insérées dans le corps du Droit Canon. On en a retranché depuis la Decrétale de Célestin touchant le mariage : elle formoit le chap. *Olim. ext. de Convers. Conjug. in fine.*

Quartò , plusieurs Papes ont avoué qu'ils étoient faillibles. Paul IV. dans un Consistoire tenu en 1557. dit : *Je ne doute point que nous ne soyons sujets à l'erreur , non seulement en cela , mais en plusieurs autres choses.* Voyez Mémoires de Castelnau , tom. 2. Paris. 1639. Adrien *in quartum sentent.* art. 3. Il est certain , dit-il , que *le Pape peut errer dans les choses de la Foi , en enseignant l'Hérésie par sa Constitution ou Decrétale.* Ce sentiment , ce Pape avoit enseigné lorsqu'il étoit encore Docteur de Louvain , n'a jamais été rétracté. Au contraire Adrien

fit , depuis qu'il fut Pape , imprimer son Livre à Rome , sous ses yeux , sans y rien changer. Grégoire XI. dans son Testament révoque tout ce qu'il pourroit avoir avancé contre la Foi Catholique & la vérité. Innocent III. *Serm. 3. de consecrat.* Adrien II. premiere epître *pro sexta Synodo* , & tous les Canonistes après eux , disent que le Pape peut tomber dans l'hérésie. Des aveux si clairs font du moins révoquer en doute l'infailibilité du Pape.

Quintè , les Conciles de Pise , de Constance & de Bâle ont tenu pour constant que le Pape pouvoit errer. Ils ont fondé sur ce principe la supériorité des Conciles sur le Pape. L'Université de Paris a toujours cru la même chose : les Universités de Vienne , de Cracovie , d'Erford , de Cologne , de Pavie , de Sienné , &c. étoient de cet avis lors du Concile de Bâle. La France entiere se déclare pour ce sentiment. Les Auteurs les moins suspects à Rome , comme le Cardinal de Cusa , l'Abbé de Panorme , Denys le Chartreux , Eckius , Pic de la Mirandole , Victoria , Alphonse de Castro , Toftat , les deux Soto , de Turre Crematâ , auxquels joignez Gratien, can. *si Papa* dist. 40. & tous les Glossateurs *ibid.* tous ces Auteurs , dis-je , pensent de la sorte.

Enfin l'embarras que les Docteurs qui tiennent pour l'infailibilité ont à soutenir leur opinion , empêche de regarder leur sentiment comme une vérité bien claire & bien évidente. Ils conviennent tous , à la reserve de Pighius , dont selon Bellarmin même le sentiment n'est pas certain , que le Pape n'est infailible que quand il parle *ex Cathedrâ*. Mais , quand on vient à expliquer ce terme inconnu à toute l'antiquité , les sentimens se partagent. Les uns disent qu'il parle *ex Cathedrâ* , quand il parle à la tête du Concile général. Nous convenons en effet qu'il est alors infailible :

mais cette *infaillibilité* est celle de l'Eglise dont il est la voix & l'organe. C'est l'*infaillibilité* de cette Chaire au haut de laquelle il est assis, & où tous les Evêques sont assis avec lui. *Deus*, dit saint Augustin, *in Cathedrâ veritatis Doctrinam posuit veritatis*. Ainsi cette explication ôte au Pape d'une main ce que l'autre lui avoit donné. Les autres disent, que le Pape parle *ex Cathedrâ*, quand il parle selon l'Ecriture & la Tradition. Mais cette seconde explication ne dit encore rien : car la question est ensuite de savoir si le Pape a parlé selon l'Ecriture & la Tradition ; & si l'examen en est permis, l'*infaillibilité* tombe d'elle-même. D'ailleurs, si cette conformité avec l'Ecriture & la Tradition est évidente, on peut dire que l'*infaillibilité* vient plutôt de l'Ecriture & de la Tradition que du jugement du Pape. Ces deux explications n'étant pas suffisantes, on en a imaginé une troisième. L'*ex Cathedrâ* s'entend d'un examen rigoureux, & d'une mûre délibération de la chose qu'on définit. Mais peut-on s'assurer que l'examen que le Pape aura fait, & sa délibération, seront suffisants pour former un *ex Cathedrâ*? Le Pape sera-t-il infallible à prononcer là-dessus? La quatrième explication enfin est que le Pape est censé parler *ex Cathedrâ*, quand il parle comme souverain Pontife pour enseigner l'Eglise. Mais cette explication n'a pas plus de solidité que les autres : car il reste toujours à examiner si le Pape a parlé comme Docteur particulier, ou comme souverain Pontife. Les Regles que les Canonistes donnent pour faire cette distinction ne sont ni sûres, ni uniformes. Nous avons fait voir ci-dessus des Décrétales des Papes mêmes, insérées dans le corps de la loi, contredites par leurs successeurs : c'est pourtant là que le plus apparent de l'*ex Cathedrâ*. D'ailleurs, que peut-on repliquer à celui qui, condamné par le Pape,

se voudroit tirer d'affaire en disant , que le Jugement qui le condamne n'a pas été prononcé *ex Cathedra*? On lui assigneroit des Canonistes : il en opposeroit d'autres. Ainsi de la question de Droit il se sauveroit dans la question de fait ; & l'Arrêt suprême & décisif seroit encore un problème qui remettrait le différend dans tout son entier , & qui rendroit la décision inutile. Voilà où se réduit le système de l'infailibilité du Pape. Peut-on ne pas révoquer en doute un sentiment où il est si difficile de se soutenir , & contre lequel tant de raisons solides militent ?

De toutes ces raisons que j'ai rapportées , je veux pour le présent simplement en conclure que l'infailibilité du Pape est une opinion dont on peut raisonnablement douter : cela me suffit pour la démonstration. Or le Juge suprême dans l'Eglise doit avoir une autorité qu'on ne puisse raisonnablement contester : par conséquent le Tribunal du Pape n'est pas le Tribunal suprême de l'Eglise. Le Pape d'ailleurs n'a point de supérieur dans l'Eglise universelle : donc le Tribunal de l'Eglise universelle est supérieur à celui du Pape. C'est la troisième preuve que j'ai apportée pour démontrer que le Concile général est supérieur au Pape.

CHAPITRE XXXI.

Autres preuves de la supériorité des Conciles sur le Pape.

IL sembleroit assez inutile d'apporter de nouvelles preuves du sentiment que nous tenons sur cette matiere : néanmoins , comme par occasion elles nous font expliquer quantité de maximes fondamentales de nos Libertés ; il est né-

cessaire de n'en omettre aucunes de celles qui conduisent à cette fin. Ainsi aux trois précédentes nous allons en joindre quatre autres dans ce Chapitre.

La quatrième preuve est tirée de la nature des Conciles, & de la manière de parvenir à une décision de Foi. Il ne se fait point de nouveaux articles de Foi, non plus que de nouvelles révélations. Les vérités étant éternelles, toutes les décisions que l'on fait touchant la Foi n'en sont point de nouveaux articles; mais ce sont des déterminations qu'une telle & telle vérité a été révélée à l'Eglise par J. C. Ainsi, s'il étoit libre avant cette détermination de penser différemment sur cette vérité particulière, ce n'est pas que cette vérité, ou la révélation qui en a été faite à l'Eglise, ne soit du commencement de l'Eglise; mais parce que l'Eglise, à qui seule il appartient de nous proposer & ce que nous devons croire, & la manière dont nous devons le croire, ne s'étoit pas encore expliquée sur la révélation que J. C. lui avoit faite de cette vérité particulière. Or, toutes les fois que l'Eglise a à prononcer sur la révélation d'une proposition, elle doit prendre toutes les mesures qui sont nécessaires pour parvenir à la connoissance de la vérité, & pour conserver le repos de ses enfans. Quoiqu'elle doive peu compter sur les précautions qu'elle prend pour parvenir à la connoissance de la vérité, mais seulement sur les promesses de J. C. cependant ce seroit tenter Dieu de négliger tous les moyens qui peuvent faire parvenir à une certitude humaine la plus grande qu'on puisse avoir. Or le moyen unique pour parvenir à cette certitude surnaturelle, qui seule est consacrée par le sceau de l'infaillibilité, & pour conserver le repos des Fidéles, est la consultation des Eglises, ou répandues dans l'Univers, ou rassemblées dans un Concile général. Auparavant que de

prouver cette double proposition , je remarquerai qu'il n'est pas nécessaire d'assembler l'Eglise , ou de la consulter dans toutes les disputes qui peuvent s'élever. Il y a des erreurs si claires , si manifestes , qui trouvent si peu de Sectateurs , & dont les suites sont si peu à craindre , qu'il est absolument inutile de fatiguer toutes les Eglises pour parvenir à une décision. *Quid enim* , dit St Augustin , lib. 2. *de Bapt. Synodi Congregatione opus erat , ut aperta perniciēs damnaretur ?* Je ne parle donc ici que des occasions où les Conciles sont nécessaires , & des occasions semblables à celles qui ont donné lieu aux anciens Conciles généraux ; & je prouve les deux parties de ma proposition.

Primò , il est nécessaire , pour connoître d'une certitude métaphysique , qu'une proposition est révélée , de consulter les Eglises répandues dans l'Univers , ou rassemblées dans un Concile. La preuve infaillible de la Tradition est , selon Vincent de Lerins , de voir réunis pour une proposition la perpétuité , la généralité , & l'universalité d'une même croyance. *Quod semper , & ubique , & ab omnibus creditum est.* Or la totalité des Eglises , ou le Concile général qui les rassemble & les représente , est seule en état de faire la preuve de cette réunion. En effet , pourquoi assemble-t-on un Concile ? C'est afin de rapporter en commun la Tradition de toutes les Eglises. Les Evêques , la voix & l'organe de leurs Diocèses , viennent représenter à cette sainte Assemblée le dépôt de la Foi que les premiers Fondateurs y ont mis. Ce ne sont point leurs sentimens particuliers qu'ils viennent débiter : ils y viennent pour être témoins de la Foi de leurs Eglises. Ils y sont Juges : mais c'est la Foi des Apôtres , ou des hommes Apostoliques auxquels ils succèdent , qui doit dicter leur Sentence , & servir de règle à leur Jugement. C'est la rai-

son qui fait dire au Concile de Calcedoine au sujet de l'Épître de saint Leon : *C'est la Foi de saint Pierre : saint Pierre a parlé par la bouche du Pontife Romain.* C'est donc la Foi de son Eglise que chaque Evêque doit exposer au Concile ; & malheur à celui que son Eglise pourroit convaincre d'avoir calomnié sa Foi , & d'avoir déposé faux témoignage contre elle en lui imputant des sentimens qu'elle n'a jamais eus. Or , quand toutes ces Traditions conviennent ensemble , cette Unité générale & universelle prouve aussi la perpétuité de cette croyance : car il n'est pas naturel que tant de gens , & qui ont eu des maîtres si différens , conviennent des mêmes choses. C'est ainsi que se forme cette preuve de la Tradition , que nous avons dit être nécessaire , & qui est consacrée par l'infailibilité divine.

Cette explication nous conduit à faire voir dans ses principes quelle est l'autorité des décisions du Pape , & quel est le respect qu'on doit avoir pour elles. Nous devons nous souvenir qu'il est la bouche du Siegé Apostolique , l'organe & la voix de la premiere de toutes les Eglises ; de cette Eglise qui a été instruite dans la Foi par le chef du College Apostolique & par le Docteur des Nations ; encouragée par leurs exemples , consacrée par l'effusion de leur sang , protégée par leur puissante intercession , honorée & soutenue par la présence de leurs cendres vénérables ; enfin de cette Eglise qui a toujours conservé le dépôt de la Foi dans toute sa pureté , & qui l'esprit de la Foi de saint Pierre & de saint Paul , toutes les autres Eglises y ont trouvé l'instruction & l'appui. Voilà quelle est la grandeur de l'Eglise de Rome : mais encore une fois le corps est plus grand que l'âme , & il arrive quelquefois que *aliud sunt sedes , aliud fidentes* , comme dit saint Leon.

Secundò, il est nécessaire, pour ne pas troubler la paix de l'Eglise par une décision, sur-tout en matiere importante & intéressante, qu'elle se fasse par la totalité des Eglises. Je dis, en matiere importante & intéressante; & j'entends par ces termes des questions qui regardent les points fondamentaux de la Religion; des questions où les partis sont nombreux & considérables, où les esprits sont échauffés. Deux exemples de pareils cas prouveront ma proposition.

Le premier est celui d'Eutychez. Il avoit été condamné par saint Flavien : le Pape saint Léon avoit confirmé par sa lettre cette premiere sentence. Le parti de cet Hérétique, à la tête duquel étoit Dioscore d'Alexandrie, avoit tenu un Conciliabule pour condamner saint Flavien, & l'avoit fait mourir cruellement. L'Epître de saint Leon n'avoit pas été suffisante pour remettre la paix : plusieurs Evêques Catholiques y trouvoient des difficultés & demandoient des explications. S. Leon jugea qu'un Concile général étoit seul capable de pacifier tous ces troubles. *A qua (Epistola) si forsitan ab aliquibus discrepatur, universalis Concilium Sacerdotum haberi..... jubeatur, quo, remotâ arte fallendi, tandem pateat quid altiore tractatu coerceri debeat, aut sanari.* Voyez M. de Marca, lib. 5. cap. 8. §. 3. de concordia.

Le second exemple est celui de l'affaire des trois Chapitres qui partageoit entre-eux les Evêques de l'Orient & de l'Occident. Le Pape Vigile & l'Empereur Justinien n'y trouverent point d'autres remedes que d'assembler un Concile général. Le Pape se rendit à Constantinople, pour y assister en personne : cependant, quoiqu'il fût dans la Ville où ce Concile se tenoit, il ne voulut point se trouver aux Assemblées par quelque raison particuliere; mais il promit

de donner son sentiment en particulier. Voici comment le cinquieme Concile général parle de cette conduite du Pape : *Piissimus Imperator tam ipsum quam nos hortatus est communiter convenire, eò quòd Sacerdotes decet omnibus quæstionibus finem communem imponere. Undè petivimus ipsius reverentiam , scriptas suas promissiones adimplere ; nec enim justum esse amplius scandalum pro tribus capitulis crescere , & Dei Ecclesiam conturbari : & pro his ad memoriam ejus perduximus magna illa Apostolorum exempla , & Patrum Traditiones. Licèt enim sancti Spiritus gratia & circa singulos Apostolos abundaret , ut non indigerent alieno consilio ad ea quæ agenda erant , non tamen voluerunt de eo quod movebatur , si oporteret gentes circumcidi , definire , priùs quàm communiter congregati , divinarum Scripturarum testimoniiis , unusquisque sua dicta confirmaverunt. Undè communiter de eo sententiam protulerunt , ad gentes scribentes : visum est Spiritui sancto & nobis , &c. Sed & sancti Patres , qui per tempora in sanctis quatuor Conciliis convenerunt , antiquis exemplis utentes , communiter de exortis hæresibus & quæstionibus disposuerunt , certo constituto , quòd in communibus disceptationibus , cùm proponuntur quæ ex utraque parte discutienda sunt , veritatis lumen tenebras expellit mendacii : nec enim potest in communibus de fide disceptationibus aliter veritas manifestari , cum unusquisque proximi adjutorio indiget , sicut in proverbiiis dicit Salomon : frater fratri adjutorium præstans , &c. Ajoûtez à la décision de ce Concile la maxime du Pape Célestin I. *Epist. ad Nestor. Omnes debent nosse quod agitur , quoties omnium causa tractatur.* Il n'y a donc point de voie plus naturelle pour parvenir à une décision qui établisse solidement & la Foi & la paix des Eglises , que le Concile général ; & par conséquent on doit le regarder comme le Tribunal suprême , &*

qui décide même les difficultés qui s'élevent au sujet des décisions des Papes. C'est à quoi se réduit cette quatrième preuve.

La cinquième preuve est tirée du pouvoir que l'on a d'appeller du Pape au Concile. Je ne prétends pas ici rapporter les preuves de ce Droit ; elles sont trop entre les mains de tout le monde aujourd'hui pour qu'on les pût souffrir ici traitées en abrégé , & avec moins d'éloquence. C'est un Droit que les Papes anciens ont reconnu , comme Melchiade dans l'affaire des Donatistes , Zozime dans l'affaire des Pélagiens , saint Léon dans l'affaire d'Eutyches & de Dioscore , Vigile dans l'affaire des trois Chapitres , & quelques autres. C'est un moyen dont la France s'est toujours servie dans les occasions nécessaires , & dont plusieurs de nos Evêques se servent aujourd'hui sans aucune contradiction de la part du ministère public. La plus grande objection qu'on a faite contre ces sortes d'Appels , & qu'on a multipliée en tant de Livres & d'Ecrits , est tirée de ce passage de saint Augustin , *Serm. 2. de verb. Domini , cap. 10. Jam enim de hac causa duo Concilia missa sunt ad sedem Apostolicam : Indè etiam rescripta venerunt : causa finita est.* Voici la réponse que fait à ce passage un Auteur qui n'est point suspect en ces matieres : c'est Maimbourg , *Traité de l'Eglise de Rome , Ch. 18. p. 189. edit. Paris. 1685. in-4º.* « J'avoue franchement , dit-il , que je ne » vois pas qu'on puisse mieux faire entendre que le Tri- » bunal du Pape est soumis à celui d'un Concile plénier » & général , qui peut confirmer ou casser la sentence » portée à Rome , comme le Parlement de Paris peut ou » confirmer , ou casser par son Arrêt une sentence du Châ- » telet. Ainsi quand le même saint Augustin dit ailleurs , » en parlant des Pélagiens : il nous est venu des rescripts

» de Rome , la cause est finie ; cela s'entend qu'elle est
 » finie à Rome , où ces Hérétiques , qui après avoir été
 » condamnés dans les Conciles d'Afrique s'étoient adres-
 » sés au Pape , croyoient gagner leur cause par leur arti-
 » fice qui leur avoit une fois réussi : elle ne fut jugée en
 » dernier ressort qu'au Concile d'Ephese. Il faut donc né-
 » cessairement conclure qu'on ne peut voir plus claire-
 » ment qu'en ces exemples que je viens de produire des
 » Conciles universels qui ont jugé des Jugemens du Pa-
 » pe , qu'on croyoit dans l'ancienne Eglise , avant saint
 » Augustin , & de son temps & après lui , sans qu'on s'a-
 » visât d'en douter , que le Concile général est par-des-
 » sus le Pape «.

La sixieme preuve est tirée des Conciles qui ont jugé les Papes. Damase , accusé quoiqu'injustement , demande , *Epist. ad Gravian. & Valentin.* d'être jugé par un Concile. Honorius fut jugé par le sixieme Concile général. Jean XII. a été déposé par un Concile Romain. Pascal II. vit le Concile de Latran révoquer le Decret qu'il avoit fait touchant les Investitures : il fut obligé de donner une profession de Foi ; & les Evêques révoquèrent & annullerent la convention qu'il avoit faite avec Henri. Les Conciles de Pise , de Constance & de Bâle ont déposé & les Papes , & les Anti-Papes , & en ont fait élire d'autres à leur place. Si quelqu'un vouloit leur contester ce Droit , il faudroit qu'il conclût que depuis ces Conciles la succession légitime dans la Chaire de saint Pierre est entierement perdue ; car le Pape Clement XI. qui gouverne aujourd'hui l'Eglise , est successeur de ceux qui ont été élus en vertu des Decrets de ces Conciles , & de ceux qui ont approuvé ces Decrets. C'est l'argument dont se sont servis contre Schelstrate , Maimbourg dans son Traité de l'Eglise Romaine , chap.

22. 23. 24. & 25. & l'Auteur d'un livre intitulé , Eclaircissemens sur l'autorité des Conciles généraux & des Papes. On peut lire ce dernier , sur-tout touchant la question dont nous parlons ici : elle y est traitée d'une manière à demeurer sans réplique.

La septieme preuve est tirée du témoignage des Docteurs qui sont de ce sentiment. 1^o. Il est à remarquer que Gratien , expliquant les sources du Droit Canonique , place les Canons des Conciles auparavant les Décrétales ; & cela suivant la méthode que les Papes eux-mêmes ont tenue : voyez la distinction 15. le Canon 3. *Ibid.* le Canon de *Libellis* 1. dist. 20. 2^o. Tous les Auteurs que nous avons cités ci-devant sont aussi de ce sentiment. 3^o. Cette Doctrine fut soutenue publiquement par plusieurs Prélats au Concile de Trente. Le Cardinal de Lorraine y dit aux Légats que c'étoit l'opinion de l'Eglise Gallicane , & que les François ne l'abandonneroient jamais.

De toutes ces preuves on peut conclure que le Concile est supérieur au Pape. C'est la premiere proposition que j'ai avancée touchant l'autorité des Conciles généraux. La seconde est que les Conciles tiennent leur autorité immédiatement de J. C. en voici les preuves.

CHAPITRE XXXII.

Que les Conciles généraux tiennent immédiatement de Dieu leur autorité.

LEs Canonistes ultramontains se fondent sur trois principes pour établir le sentiment contraire. 1^o. Que les Clefs ont été données à saint Pierre tout seul , & que c'est

de saint Pierre que les Apôtres les ont reçues : ou bien , si les Apôtres les ont reçues de J. C. immédiatement , les Evêques ne tiennent que du Pape leur Jurisdiction. 2^o. Que c'est à saint Pierre que l'infailibilité a été promise : qu'il est cette pierre sur laquelle l'Eglise est bâtie , & que les portes de l'Enfer ne prévaudront point contre elle , parcequ'elle est bâtie sur cette pierre solide. 3^o. Que c'est le Pape qui confirme les Conciles , & que leur autorité dépend de la confirmation que le Pape en fait. C'est de-là , disent-ils , que des Conciles très-nombreux , comme , par exemple , le Concile de Rimini , composé de quatre cents Evêques , ne passe point pour un Concile général , pendant que d'autres qui avoient moins de Prélats passent pour tels : différence dont on ne peut trouver d'autres raisons , disent-ils , sinon parceque les uns ont été confirmés par le Pape , les autres ne l'ont pas été. Nous avons tâché de réfuter au Chapitre 19. le premier fondement sur lequel les Ultramontains s'appuient : il nous reste à présent à examiner les deux autres.

Nous aurons peu de peine , après ce que nous avons dit , à prouver que c'est à l'Eglise seule que l'infailibilité a été promise. Nous avons déjà fait voir que , selon saint Augustin , cette pierre , qui devoit être le fondement de l'Eglise Chrétienne , étoit la confession de la Foi de J. C. Effectivement saint Paul nous apprend que J. C. est la pierre angulaire sur laquelle l'Eglise est bâtie : les Apôtres & les Prophetes sont les fondemens de l'édifice ; mais que ces fondemens sont appuyés sur cette premiere pierre qui soutient tout : *Superædificati super fundamentum Apostolorum & Prophetarum , ipso summo angulari lapide Christo Jesu*. Il nous dit dans un autre endroit que personne ne peut poser un autre fondement que celui qui a été posé , qui est J. C.

Serm. 270. Aussi saint Augustin, en expliquant ces paroles, & *super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam*, dit, *non supra Petrum, quod tu es; sed supra petram quam confessus es.* J. C. est donc, lui tout seul, le premier fondement & la pierre angulaire, d'où toutes les pierres fondamentales même tirent leur solidité. Saint Pierre est aussi, selon saint Paul, une des colonnes de l'Eglise: *Jacobus & Cephas & Joannes, qui videbantur columnæ esse*: mais cette dignité lui est commune avec les autres Apôtres. Il est vrai qu'il est à la première place; mais la sainte Jérusalem n'en est pas moins appuyée sur les douze fondemens qui portent l'inscription des noms des douze Apôtres de l'Agneau, comme le décrit saint Jean dans son Apocalypse. Ainsi ce passage ne prouve rien ici, sinon que saint Pierre figuroit l'Eglise quand il a reçu des promesses si magnifiques: il doit donc être expliqué comme nous l'avons fait au Chapitre 19. D'ailleurs, immédiatement après ces promesses de J. C. nous voyons un exemple bien instructif dans la foiblesse de saint Pierre. J. C. annonce sa Passion à ses Disciples, & leur prédit ce qui lui devoit arriver à Jérusalem. Saint Pierre le prend à l'écart, & lui dit: A Dieu ne plaise, Seigneur; cela ne vous arrivera pas. J. C. le reprend avec sévérité, & lui dit: *Retirez-vous de moi, Satan.* D'où vient cette différence? Saint Pierre, parlant au nom & à la tête du College Apostolique, fait une profession de Foi qui le fait appeller *Bienheureux*: se sépare-t-il de ses frères pour parler à J. C. à l'écart; il tombe, & mérite d'être appelé Satan. *Falleris*, dit saint Bernard, *Serm. 5. in Ascens. n°. 13. si videre Dominum speras, ab Apostolorum Collegio separatus. Non amat veritas angulos: non ei diversoria placent.* Ou bien, comme dit saint Fulgence, *Serm. 42. inter novos. Thomas absens erat de grege, cœpit periclitari in fide.*

CHAPITRE XXXIII.

De la Confirmation des Conciles généraux.

AL'égard de la confirmation des Conciles par le Pape, en France elle ne conclut rien pour la supériorité du Pape sur les Conciles. Il suffit de faire voir quelle est l'origine & l'usage de cette confirmation, pour démontrer le peu de solidité du raisonnement que les Ultramontains y fondent, & la fausseté des conséquences qu'ils en tirent. L'Eglise de Rome a toujours eu dans l'Eglise toute l'autorité qui lui convient en qualité de première Eglise : aussi son suffrage a toujours été très-recherché. Le poids que l'étendue de ses lumières, la pureté de sa Doctrine, le grand nombre de son Clergé, & sa Dignité donnoient à une décision, lui attiroit toutes celles qui étoient faites dans toutes les Provinces de l'Eglise. L'Unité de la Communion dont cette Ville est le centre, & la notification qui s'en faisoit dans le monde entier, étoient encore la cause de cette conduite. Le Pape examinoit ces décisions avec son Concile, les approuvoit ; & c'est cette approbation & ce suffrage qu'on nomme aujourd'hui confirmation. Mais, si ces décisions n'étoient faites que par des Conciles particuliers, l'approbation du Pape ne rendoit pas la cause finie. Le Pape Melchiade avoit condamné les Donatistes dans son Concile : la cause n'en fut pas moins revûe dans ce Concile plénier dont parle saint Augustin. Zozi-me avoit approuvé les Conciles de Carthage contre les Pélagiens, aussi-bien qu'Innocent I. son Prédécesseur : cependant leur cause fut encore revûe au Concile d'Ephèse ;

auquel le Pape Célestin avoit envoyé tous les actes de ce Procès ; & ce fut là qu'elle fut enfin terminée. Si au contraire ces décisions étoient faites par un Concile général , le Pape l'approuvoit , non comme supérieur à ses Decrets ; mais comme s'y soumettant lui-même , & pour s'unir de communion avec l'universalité de l'Eglise qui les avoit faits. Les Papes , qui ont tant de fois protesté qu'ils ne dominoient point aux Regles , mais que les Regles leur dominoient , mettent ce point hors de toute contestation. Saint Grégoire , *Epist. 24. lib. 1. Quia*, dit-il , *dum (Concilia) universali sunt consensu constituta , se , & non illa destruit , quisquis præsumit aut solvere quos ligant , aut ligare quos solvunt.* Leon III. *in diat. de addit. part. Filioque. Patribus Constantinopolitani Concilii non dico præferam , sed absit ut coæquare præsumam.* Silvestre 2. *in epist. ad Seguinum Archiep. Senon. Constante dico , quòd si ipse Romanus Episcopus in fratrem peccaverit , sæpiusque admonitus Ecclesiam non audierit , hic , inquam , Romanus Episcopus præcepto Dei est habendus sicut Ethnicus & Publicanus.* Ainsi l'approbation du Pape étoit une acceptation que l'Eglise de Rome faisoit des Decrets d'un Concile ; acceptation qu'on croyoit que le Pape étoit obligé de faire lorsqu'il étoient généraux. En effet , il étoit bien raisonnable que le premier Siege , qui se dit par la bouche de Gelase I. *in ep. ad Episc. Dardan.* plus obligé que personne d'obéir aux Constitutions d'un Synode que le consentement universel a approuvé , donnât le premier l'exemple de la soumission qu'il faut avoir pour les Canons de l'Eglise : soumission qu'elle devoit exiger ensuite de toutes les autres. Le consentement que l'on demandoit au Pape ne marquoit donc pas une supériorité sur le Concile , & n'étoit que la même chose que celui que l'on demandoit

mandoit aux Evêques absens ; avec cette différence , que celui de l'Evêque de Rome avoit tout le poids que peut donner la Dignité de premier Siege. Or , comme tous les Evêques n'acceptoient les Conciles que par voie de Jugement , les souscriptions des Evêques absens s'appelloient confirmations. C'est ainsi que Martin I. *epist. ad Amand. Traject.* envoyant les actes du Concile de Latran contre les Monothélites aux Evêques de France , les prie de vouloir confirmer la définition de ce Concile. Envoyez-nous , dit-il , ces actes avec vos souscriptions . . . consentez & confirmez , *consentientes & confirmantes* , à ce qu'on a défini au Concile de Rome pour la Foi Catholique. Voilà une explication bien claire de ce qu'on entend par le mot de confirmation.

D'ailleurs, le Pape n'assistoit pas par lui-même aux Conciles généraux : il y envoyoit des Légats. Il étoit bien juste qu'on lui fit ratifier ce que ses Députés avoient fait en son nom , & qu'il approuvât le Jugement que l'Eglise avoit rendu avec eux. C'est donc cette acceptation des Decrets des Conciles , & la ratification des choses que les Légats du Pape avoient faites en son nom , qu'on nomme aujourd'hui confirmation du Concile ; & l'idée que les Ultramontains ont attachée à ce mot n'est venue que depuis qu'on a voulu ôter aux Evêques la qualité de Juges de Droit Divin , & qu'on a voulu élever le Tribunal du Pape au-dessus de celui de l'Eglise. Remettons donc ce terme à ce qu'il a signifié pendant plus de 1300 ans ; & tout l'argument qu'on bâtit dessus tombe de lui-même.

Cependant , quoique ce terme soit ancien , & par lui-même fasse si peu pour les prétentions des Docteurs entièrement dévoués à la Cour de Rome ; l'abus que les Canonistes en ont fait a rendu les François plus délicats. Lors

du Concile de Trente, la confirmation que les Légats du Concile demanderent au Pape est un des Griefs qui ont empêché sa réception en France. M. Faye, Avocat Général du Parlement, s'explique ainsi, Bibl. Canon. de Bouchel par Blondeau, verbo *Conciles*. Ce Concile aussi, & par effet & par paroles, a décidé au profit du Pape cette fameuse question : si le Pape est au-dessus ou au-dessous le Concile Secondement, en ce qu'il a jugé nécessaire que le Concile fût confirmé par le Pape, comme supérieur d'icelui : c'est-à-dire, qu'autrement il eût été invalide : question à laquelle ce Royaume a intérêt, & pour l'Eglise & pour l'Etat. Voyez-en la preuve dans le même discours, qui est très-solide, mais qui est écrit avec beaucoup de liberté. Nous apprenons aussi des Lettres de du Ferrier, que les Ambassadeurs de France auroient protesté contre la conclusion du Concile, s'ils avoient été à Trente dans ce temps-là. Ainsi il demeure pour constant que ce mot de *confirmation*, & ce que les Légats ont entendu par-là au Concile de Trente, ne préjudicie en rien aux sentimens & aux Usages de ce Royaume.

Quant à ce que les Ultramontains disent, que c'est la confirmation du Pape qui seule peut faire discerner un Concile d'un Conciliabule ; cela n'est pas plus solide que ce qu'ils entendent par le mot de confirmation. Liberius Pape confirme, par son Jugement, des Conciles qui avoient condamné saint Athanase, & qui avoient composé celle des formules de Sirmich que ce Pape a signée : ces Conciles ne sont pas Orthodoxes pour cela. Cherchons donc une autre marque qui distingue les Assemblées que l'Eglise réproouve & condamne des Conciles auxquels le saint Esprit préside. Ce n'est pas toujours le plus grand nombre qui est cette marque. Combien de Conciles com-

posés d'un petit nombre de Prélats ont été reçus dans l'Eglise, tandis que d'autres plus nombreux en sont rejetés ? Le plus grand nombre n'est donc pas toujours décisif : car la Foi ne se constate point par une supputation d'Arithmétique. *Il y a des occasions*, dit Gerlon, Tom. 2. p. 289. où deux ou trois ont plus d'autorité, que cent & deux cents ; & c'est *si appareat causa depravationis in affectu Hoc patuit tempore hæreticorum, ubi à paucissimis Catholicis multitudo eorum superata est*. Le plus grand nombre décide lorsque les Juges sont (comme le dit le même Gerlon, tome 1. p. 18.) *non partiales, non seducti non potestati seculari, non spiritali plusquam veritati faventes*. Ainsi ce qui fait connoître les vrais Conciles d'avec les faux, c'est le Jugement qu'en fait l'Eglise elle-même, & l'évidence de la conduite que le Concile a tenue. Les faux Conciles ont deux qualités inséparables, auxquelles on les peut connoître. La première est de violer ouvertement les Regles. Tantôt c'est une violence manifeste, comme au Conciliabule d'Ephese. Tantôt c'est une séduction dont gémissent & contre laquelle réclament ceux mêmes qui se sont laissés surprendre, comme à Rimini. Tantôt c'est le choix des Juges, & l'exclusion de ceux qu'on ne croit pas favorables à la décision qu'on veut obtenir, comme dans les deux Conciliabules du Chêne contre saint Jean Chrysostôme. Tantôt c'est un refus d'entendre des témoins integres, & une obstination à ne vouloir donner audience qu'à ceux qu'on a corrompus, comme dans les Conciliabules de Tyr & de Jérusalem contre saint Athanase. Tantôt c'est la Puissance séculière qui les domine, comme au Concile d'Antioche de l'an 341. & au faux Concile de Milan. Tantôt, enfin, plusieurs de ces sortes de choses concourent. Il est certain que quand il est notoire que les Re-

gles ont été violées & que l'ordre a été renversé, l'évidence seule décide de ce qu'on doit penser d'une pareille Assemblée; & aucun Fidele n'est obligé de reconnoître pour le Tribunal de l'Eglise ce qui évidemment ne porte aucun de ses caracteres. La seconde qualité d'un faux Concile est de déterminer des choses contraires à la croyance commune, ou à la pure Discipline que les Saints ont enseignée, ou enfin à la Justice. Ainsi tout Concile qui aura les deux qualités opposées, c'est-à-dire, qui sera tenu selon les Regles, & parlera le langage commun de la Foi, & de la Discipline sainte, & de la Justice, est un vrai Concile: & l'approbation & l'acceptation qu'en fait l'Eglise universelle est une preuve que le Saint-Esprit y a présidé, & lui a imprimé, lors de sa tenue, le sceau de son infaillibilité, selon la promesse de J. C. Tout Concile au contraire qui lors de sa tenue, ou immédiatement après, verra réclamer les Eglises particulieres & les Fideles contre ses violences, contre le mépris qu'il a fait des Regles, ou contre ses décisions (C'est le caractere du Chrétien d'écouter en silence la voix de J. C. & de s'enfuir à celle du mercenaire & du voleur); un tel Concile, dis-je, est bien suspect. Les Fideles n'en font pas les Juges pour cela: car c'est une erreur que de faire dépendre essentiellement le jugement des Evêques de l'aveu des Fideles: mais ces cris & ces réclamations sont des Dénonciateurs qui protestent contre une telle Assemblée, & qui attendent que l'Eglise fasse droit sur leurs plaintes.

Je ne prétends point ici diminuer en rien l'autorité d'un Concile général. Son autorité est souveraine, & ses décisions dogmatiques sont infaillibles: mais il n'a cette autorité & cette infaillibilité, que parcequ'il représente l'Eglise universelle, & qu'il est le Tribunal suprême par lequel

elle exerce sa Jurisdiction. L'Eglise universelle est un corps si vaste , qu'elle ne peut exercer sa Jurisdiction que par des Ministres qu'elle choisit , & à qui elle confie l'exercice de son autorité. Or , quand les Ministres d'une Société ont agi selon ses intentions , & selon les Regles qui leur sont prescrites , c'est tout le Corps qui a agi par leur ministère : & l'acceptation & l'approbation que tout le Corps en fait ensuite en est une preuve évidente. Ce n'est donc pas renvoyer l'Eglise à l'Eglise même , que de dire que l'acceptation & l'approbation que toutes les Eglises font d'un Concile est la preuve de son œcuménicité : de même que ce n'est pas renvoyer le Corps au Corps même , que de dire que l'acceptation que tous les membres font des Decrets des Députés qui les représentent font la preuve qu'ils ont bien pris l'esprit & les sentimens de tout le Corps.

D'ailleurs , il ne s'agit point ici des Conciles véritablement œcuméniques : il s'agit de ceux qui pourroient paroître tels , & qui ne le sont point en effet. Je soutiens que l'Eglise seule en est le Juge , de même qu'une Société est seule Juge , si ceux qui sont chargés de la conduire ont prévariqué dans leur Charge , ou non : les murmures des membres de la Société , & le peu de conformité de leur conduite avec les Regles qui leur sont prescrites , les rendent suspects : mais pour juger , ou pour remettre en question la chose qu'on prétend qu'ils ont mal jugée , on nomme une plus grande quantité de Juges. Il en est de même dans l'Eglise. C'est la raison qui a fait dire à St Augustin , que des Conciles pléniers pourroient être corrigés par des Conciles pléniers suivans : non qu'un Concile véritablement œcuménique puisse jamais être corrigé dans ce qui est de la Foi : non qu'on doive jamais remettre en question , & proposer à l'examen ce qu'un Concile véritablement œcuménique a

décidé sur cette matiere ; mais il peut y avoir des Conciles assez nombreux pour pouvoir passer pour pléniers , dont cependant les décisions peuvent être examinées de nouveau , ou à cause qu'elles ont été faites sans qu'on suivît les Regles prescrites , ou parcequ'elles troublent la Foi , la piété , & la tranquillité des Fideles.

Je finis cette explication par cette réflexion , qu'il faut que le mépris des Regles , fait par un Concile , soit bien évident , & que les réclamations soient bien générales , pour engager l'Eglise à recommencer le jugement. La ressource des condamnés est d'ordinaire d'accuser les Juges d'injustice : mais ils ne doivent jamais être crus dans leur propre cause sur leur parole.

Enfin la troisieme proposition touchant l'autorité des Conciles généraux est qu'ils sont infailibles , non dans les faits , mais dans le Dogme. Cette proposition est si manifeste , que ce seroit abuser du temps que d'entreprendre de la prouver. Ainsi , après avoir exposé la seconde source du Droit Canonique positif , qui sont les Conciles , je passe à la troisieme , qui sont les Decrétales des Papes.

CHAPITRE XXXIV.

Des Epîtres Decrétales des souverains Pontifes.

Nous tenons en France quatre maximes touchant l'autorité du Pape , que nous avons ci-dessus expliquées , & qu'il est bon de rappeler ici en peu de mots. 1°. Que l'autorité du Pape n'est pas sans bornes. 2°. Qu'elle ne s'étend point sur le temporel des Rois. 3°. Que le Pape est soumis aux Conciles. 4°. Que ses jugemens ne sont ir-

réformables que quand ils sont approuvés par le consentement de l'Eglise universelle. C'est-là l'esprit des quatre propositions du Clergé de France en l'Assemblée de 1682.

Ceci supposé, il est certain que le Pape, en qualité de Chef visible de l'Eglise & d'Evêque du premier Siege, fait des décisions; & que ces décisions, quoiqu'inférieures à celles des Conciles, ont force de Loix, quand elles sont Canoniques, & que les peuples s'y sont soumis par une acceptation authentique. Or pour qu'un Decret soit Canonique il faut.

1^o. Qu'il soit fait dans les matieres touchant lesquelles le Pape a autorité selon les Canons. *Vult ea sententia*, dit Yves de Chartres, *Epist. 133. præcepta Præsidentium, ad Cathedram pertinentia, obedienter impleri*. Hincmar & le Synode de Troyes disent, qu'il ne faut point obéir aux préceptes *quæ privilegio B. Petri non nituntur, & non sunt regulariter & secundum ministerium*. Excéder les bornes de sa Jurisdiction, c'est agir nullement. Ainsi tout Decret émané du Pape qui toucheroit au temporel des Rois seroit nul de plein droit; parceque *nullus major defectus est quàm defectus potestatis*. C'est-à-dire, *Ultrà territorium suum vel fines Jurisdictionis jus dicenti impunè non paretur*. L. 20. ff. de Jurisd.

2^o. Il faut qu'il soit conforme à l'esprit des Canons, & à la bonne Discipline. Par conséquent nous sommes en droit de ne pas accepter tout Decret qui préjudicieroit à nos libertés, & aux mœurs des Eglises particulieres. 1^o. Parceque nos libertés subsistent pour la plupart dans l'observation exacte des anciens Canons. 2^o. Parceque les Canons défendent qu'on entreprenne rien contre les privileges des Eglises particulieres. 3^o. Parceque l'intention de l'Eglise est d'accommoder dans les choses de Discipline ses

Loix aux usages des lieux , de laisser dans chaque Pays ses coutumes , quand elles ne sont point contraires à la Religion & aux bonnes mœurs , & de ne point les changer , même pour en introduire de meilleures.

3°. Il faut que les décisions soient faites & publiées selon les Canons. Les Cardinaux Zabarella & de Cusa , & quelques autres Canonistes , prétendent que les décisions du Pape , pour avoir force de Loix , doivent avoir été faites de l'aveu & du consentement du College des Cardinaux , qui sont , dit de Cusa , un raccourci du Concile général , étant choisis , comme ils doivent l'être , de chaque Nation à proportion de son étendue. Voici comme s'explique ce dernier , *Lib. 2. de Concord. cap. 11. Quare omnia illa jura quæ leguntur de Statutis Apostolicæ Sedis , 19. distinct. præsertim Canon Nulli fas , puto intelligi debere de Statutis Synodicis ipsius Sedis , ut ibi textus videtur dicere : aut saltem de ipsa Sede , quæ non capitur pro Papa tantum ; sed pro Cardinalibus , etiam hodiè legatione totius Romanæ Ecclesiæ & etiam universalis fungentibus ; cujus quidem Sedis Papa Os dicitur , quoniam per Papam Sedes ipsa loquitur. . . . habetur breviter. . . . Conclusio intenti. . . . scilicet in Conciliis Romanum Pontificem eam non habere potestatem quam quidam adulatores ei contribuunt ; scilicet quod ipse tantum statuere habeat , aliis consulentibus. Non nego tamen ad consultationem respondere , suadere , & scribere semper potuisse ; sed dico de Statutis quæ vim Canonum habent , & Decretis quæ ligant universaliter in Ecclesiâ. Voyez à l'endroit cité toute la suite de ce Système qu'il conclut ainsi : *Ecce quomodo inita fuit ab antiquo Romani Pontificis sententia absque Cardinalium subscriptionibus , & quod Papa Sedis Apostolicæ os tantum fuit.* Le Canoniste appelé vulgairement l'Archidiacre , expliquant le Canon*

Sic omnes Apostolicæ Sedis Sanctiones accipiendæ sunt , tanquam ipsius divi Petri voce firmatæ sint , à la dist. 19. fait cette réflexion : Cautè dicit Apostolicæ Sedis , & non dicit Apostolici. Voyez pour ce sentiment Zabarella , Tract. de Schism. & Alphonse à Castro , de justa punitione Hæreticorum , &c.

Je ne rapporte ce sentiment que comme une prétention de plusieurs Canonistes , même Romains , qui se fondent d'ailleurs sur ce que dans l'antiquité les Papes n'ont jamais rien décidé que dans des Conciles , & qu'il semble que le sacré College a succédé à des Conciles particuliers , pour faire avec le Pape un Concile perpétuel. Au reste , si ce sentiment est véritable , voilà une manière d'expliquer l'*ex Cathedra* à laquelle le commun des Canonistes n'a point songé. Revenons.

Tout Decret qui est un Jugement doit être demandé par le Roi ; & la clause *de motu proprio* le rend nul ; parceque par telle clause le Pape se rend juge en première instance ; & les Canons établissent les Evêques les premiers Juges. 2^o. Il doit nous être notifié dans notre Royaume : car nous ne croyons pas que la publication qui en est faite à Rome suffise. Effectivement , comment veut-on qu'un Decret affiché en trois endroits de Rome seulement , qui quelquefois ne reste pas une heure en place , & qui peut être très-inconnu à plusieurs habitans de Rome , soit publié suffisamment pour obliger tout le monde Chrétien ? On appuie cette prétention sur un proverbe usité parmi les Canonistes ultramontains : *Papa habet pedes plumbeos , non plumeos*. Mais ce proverbe est un *quolibet* qu'on entend comme on veut ; & rien n'est plus indigne de la gravité de cette question , que d'apporter sérieusement une preuve si frivole & si risible. Il faut donc qu'un Decret nous

soit notifié : & la notification s'en fait aujourd'hui de cette maniere. Le Pape l'envoie à son Nonce , qui le remet entre les mains du Roi ; & Sa Majesté l'envoie à son Clergé & à son Parlement. Quand le Parlement a examiné le Decret , il l'approuve , ou avec des modifications , s'il y a certains termes ou certaines minuties qui puissent porter préjudice à nos Libertés ; ou sans modification , s'il n'y trouve rien à redire : ou bien il le refuse , s'il croit ne pouvoir l'accepter. En France le refus d'une Bulle se fait ainsi en Parlement : le Procureur Général se pourvoit contre , quelquefois par un Appel au futur Concile , plus communément par un Appel comme d'abus , ou bien en en demandant la suppression. Dans le cas de l'Appel comme d'abus , le Procureur Général a coutume , à cause du respect que l'on a pour le Pape , d'appeller non du Decret en lui-même , mais de son exécution , ainsi que l'enseigne Fevret , Traité de l'Abus , Liv. 3. Et de cette maniere il le qualifie d'Ecrit & de Libelle. Quand il demande seulement la suppression , il ne l'impute point au Pape : au contraire , il prouve qu'il est contraire aux intentions de l'Eglise & du Saint Siege : & alors défenses sont faites de le regarder comme une Bulle , d'y obéir , de l'imprimer , de le garder , ou débiter ; & on ordonne des informations & des peines contre les contrevenans. Ce n'est point une chose particuliere à ce Royaume , que de refuser de se soumettre à une Bulle. En Allemagne , tout ce qui est contraire au Concordat Germanique ne passe point : une Bulle qui y peut contrevenir arrive : on ne fait aucune procédure contre ; mais on va son chemin comme à l'ordinaire , & elle reste sans exécution. En Espagne , le Roi ayant reçu le paquet de Rome le baise respectueusement , & le donne à examiner à son Conseil , qui , quand la Bulle ne

l'accommode pas , la met au fond d'une armoire où elle ne voit jamais le jour. Dans les Pays-Bas-Espagnols , on fait à peu-près la même chose. On peut voir sur ce sujet un Livre intitulé : *Jus Belgarum circa Bullarum Pontificiarum Receptionem. Leodii, ann. 1665.* Si au contraire , pour revenir à la France , le Parlement accepte & enregistre la Bulle , la publication s'en fait par les Ordinaires. Cette maniere de publier est conforme & à la Justice naturelle & aux Canons. A la Justice naturelle , parcequ'il est de la raison & de l'équité qu'un Prince prenne connoissance d'une Loi qu'on veut introduire dans ses Etats , & qu'il défende ses Sujets des entreprises que les Ecclesiastiques pourroient faire contr'eux : aux Canons , parcequ'ils ont décidé que personne n'entreprît rien sur le Diocèse d'autrui ; que les Evêques sont les Pasteurs immédiats de leur troupeau ; & que le Pape , bien que Supérieur des Evêques & des Fideles , n'a point toute la Chrétienté pour Diocèse : mais , quoique Pape de toute l'Eglise , il n'est Evêque que de Rome.

Il faut remarquer que ces trois solemnités de notification & de publication n'ont point lieu pour les Brefs de Pénitencerie , & autres semblables qui ne regardent que les affaires de particuliers , suivant tous les Edits de nos Rois. Il y a donc des regles pour la publication des Bulles de Rome qu'il faut nécessairement suivre , & qui distinguent les décisions Canoniques de celles qui ne le sont pas.

Ainsi nous ne reconnoissons pour Canoniques que celles qui ont les trois qualités que nous venons d'expliquer ; & nous n'obéissons qu'à celles-là , afin que notre soumission ne soit point servile , ni en un mot ce que Gerson appelle *patientia asinina* ; mais qu'elle soit plutôt une obéissance filiale , éclairée & raisonnable.

Après avoir fait ces remarques sur les décisions des Papes , voyons quelles en sont les différentes especes.

CHAPITRE XXXV.

Des différentes especes de Constitutions Apostoliques.

IL y a deux sortes de Constitutions apostoliques. Les unes reglent ou peuvent régler le Droit public : les autres sont tellement restraintes aux affaires des particuliers , qu'elles ne peuvent jamais être partie du Droit public ; comme les Dispenses , Absolutions , Délégations de Juges , &c.

Quoique les unes & les autres puissent être appellées *Constitutions* , parceque tout ce qui plaît au Prince ou au Pape est *Constitution* , *Can. Constitutio* , *dist. 2. L. 1. ff. de Constitut. Princ. §. Sed & quod* , *Inst. de Jur. nat. gent. & civili* ; cependant le terme de *Constitution* ne semble devoir s'entendre proprement que de ce qui est une Loi , & de ce qui est arrêté pour s'étendre généralement à tous les particuliers. Ainsi , dans ce sens-là , les Rescrits personnels ne feroient *Constitutions* , que lorsqu'insérés dans les collections publiques de Droit , ils feroient Loi pour les cas semblables. Il me paroît que dans l'usage présent on a cette idée du mot de *Constitution*.

Les Constitutions sont donc de deux sortes , les générales & les particulieres : les générales regardent & obligent tout le monde : les particulieres ne regardent & n'obligent que les personnes qui y sont comprises.

Les Constitutions générales sont de trois sortes. Les Edits , les Rescrits , & les Decrets. Les Edits sont des Con-

stitutions générales que le Pape fait de son propre mouvement pour le bon ordre de la République Chrétienne. Les Decrets sont des Constitutions générales que le Pape fait de l'avis du sacré College, & qu'il avoit autrefois accoutumé de faire dans le Concile Romain. Les Rescrits sont des Lettres Decrétales par lesquelles le Pape répond avec connoissance de cause à la consultation des Prélats, ou aux prieres des particuliers. Ces sortes de Constitutions sont en elles-mêmes, & dans leur origine, des Constitutions particulieres: elles deviennent publiques, lorsqu'elles sont inférées dans le corps de Droit pour y faire Loi.

Les Constitutions personnelles sont celles qui ne regardent que les personnes particulieres; & elles sont de quatre sortes: les Decrets spécialement dits, les Adnotations ou Signatures, les Mandats, & les Rescrits pris d'une manière étroite.

Les Decrets, pris dans leur propre signification, sont des Jugemens que rend le Pape avec connoissance de cause, ayant entendu lui-même ou fait entendre juridiquement les Parties.

Les Adnotations ou Signatures sont des Requêtes ou Suppliques répondues par la seule signature du Pape: *cap. ult. de Pœnit. & Remiss. in Extr. comm.*

Les Mandats sont généralement toutes sortes de jussions: mais ce terme n'a gueres été employé que pour les Bénéfices, & ordinairement pour signifier des provisions anticipées pour un Bénéfice qui n'est pas encore vacant. On distingue deux sortes de Mandats; ceux qu'on appelle communément *Mandata de providendo*, & ceux qu'on appelle *Mandata de non providendo*, ou réservations. Les Mandats de *providendo* sont un ordre donné par le Pape à un Ordinaire de pourvoir un Clerc d'un tel Bénéfice. C'est d'Ale-

xandre III. que les Mandats tirent leur origine. Ils furent établis en faveur des pauvres Clercs qui avoient été ordonnés sans titre de Bénéfice. Originaiement les Mandats n'étoient qu'un avertissement : mais comme les Collateurs ne se mettoient pas toujours fort en peine de le suivre , ainsi qu'il paroît par la cinquieme Lettre d'Innocent III. quand cela arrivoit , le Pape ajoûtoit à ces premieres Lettres de secondes qui portoient un ordre exprès , qu'on pourroit appeller des Lettres de jussion. Si ces secondes Lettres étoient encore peu efficaces , parceque les Collateurs ne vouloient pas perdre leur droit , il en ajoûtoit de troisiemes qui étoient nommées exécutoires , par lesquelles le Pape chargeoit , non le Collateur , mais quelqu'autre personne de l'exécution du Mandat apostolique , dans lesquelles il conféroit le Bénéfice ; & souvent ces Lettres portoient la clause du Decret *irritant* : c'est-à-dire , qu'elles cassoient & annulloient la nomination qui en pourroit être faite à toute autre personne. Cette multiplication de Lettres étoit embarrassante , & nuisoit souvent au Mandataire. Aussi Boniface VIII. abrégea les choses. Il mit tout ensemble : l'avertissement & la jussion & l'exécution furent contenues dans la même Lettre apostolique. Cela s'est ainsi pratiqué dans la suite ; en sorte que l'on a aussi ajoûté souvent le Decret d'irritation de tout ce que les Ordinaires auroient fait contre le Rescrit.

Les Mandats , tels que nous venons de les définir , donnerent occasion aux Expectatives & aux Réservations ; parceque les Papes n'attendirent pas toujours qu'un Bénéfice fût vacant pour le conférer , ou voulurent souvent avoir la liberté de le conférer à sa vacance , sans être restraints par la nomination d'un sujet. L'Expectative est un Mandat de *providendo* une certaine personne d'un Bénéfice qui n'est

pas vacant. La Réserve est un Mandat *de non providendo*, par lequel le Pape se réservoir la collation d'un certain Bénéfice, & annulloit toute autre nomination que celle qu'il feroit.

Ces trois genres de Mandats ont subi diverse fortune. D'abord ils furent établis par des motifs utiles à l'Eglise. Les abus s'étant glissés ensuite, ils devinrent odieux. Tous les Royaumes s'en plainquirent; & les Peres, & entr'autres saint Bernard, déclamerent contre. On les abolit au Concile de Bâle; mais avec quelques exceptions. La Pragmatique Sanction & le Concordat les abolirent pour la France; & enfin le Concile de Trente, *Seff. 24. de Reform. cap. 19.* les a abolis entierement dans toute l'Eglise.

Nous avons pourtant retenu en France des especes d'Expectatives, qui sont les Indults, le droit des Gradués, le joyeux avenement à la Couronne, le Serment de fidélité.

Les Mandats, par rapport à la forme dans laquelle ils sont conçus, & aux personnes auxquelles ils sont accordés, sont distingués en deux especes. Les premiers sont appelés *in formâ communi*, ou *in formâ pauperum*, ou *in formâ secundùm Apostolum*. Ce sont ceux par lesquels le Pape ordonne à un Ordinaire de donner un Bénéfice convenable à un Clerc qu'il a ordonné sans titre. On les appelle *in formâ communi*, ou *pauperum*, parceque les Mandats n'ont d'abord été établis que pour les pauvres, & qu'il n'y en avoit au commencement point d'autres. On les appelle *secundùm Apostolum*, parceque ces Mandats sont fondés sur le Chapitre *Secundùm Apostolum*, 16. *extr. de præbend.* Parnorme dit qu'ils sont des Mandats de Justice. Rebuffe. au contraire soutient, & avec raison, qu'ils sont de grace. Les seconds Mandats sont appelés *in formâ novâ*, ou *gratiosâ*, ou *in formâ dignum*. Ce sont ceux que le Pape ac-

corde par pure libéralité , sans avoir égard à la pauvreté du sujet ; mais seulement à son mérite. On les appelle *in formâ novâ* , ou *gratiosâ* , parcequ'autrefois le Pape n'accordoit cette libéralité qu'eu égard à la pauvreté du sujet , & qu'ils sont de pure grace. On les appelle *in formâ dignum* , parcequ'ils commencent par ces mots : *Dignum arbitramur*.

Enfin la quatrième espèce de Constitutions personnelles sont les Rescrits spéciaux , c'est-à-dire , ceux que le Pape donne pour des affaires purement des particuliers , & qui n'ont de force qu'entre les personnes qui y sont comprises. Ce sont ces sortes de Rescrits dont il est parlé dans les Décrétales , le Sixte & les Clémentines , au titre des Rescrits , & que les François appellent Lettres apostoliques. C'est aussi ces sortes de Rescrits dont il est important de connaître les règles , parcequ'il est très-fréquent d'y voir naître des difficultés , tant dans les Officialités que dans les Tribunaux séculiers :

Le Rescrit est la concession du Pape répondant par écrit & Lettres authentiques , selon le droit ou la raison , à la supplique faite pour quelqu'un. Dans cette définition il y a trois choses à remarquer. 1°. Que ce n'est que les Lettres émanées du Pape qu'on appelle Rescrits , comme dans le Droit Civil il n'y a que les Lettres émanées du Prince qui portent ce nom : *cap. Olim. de Rescript.* 2°. Que le Rescrit ne vaut pas s'il n'est écrit , & même que les Lettres n'en soient authentiques : *cap. Executor. de Concess. in 6. l. 1. cod. de mandat. Princ. cap. 1. & 2. de fide instrum.* 3°. Que par le Rescrit le Pape établit un particulier , ou ordonne de le faire en vertu de sa délégation. *cap. licet. de off. ordin.*

Toutes sortes de personnes peuvent obtenir des Rescrits
en

en tout état de cause , excepté les excommuniés & les Hérétiques ; à moins que la clause d'absolution *ab excommunicatione & censuris* n'y soit apposée : autrement , ils ne pourroient s'en aider. On en accorde cependant contre les excommuniés , *ne sua malitia videantur commoda reportare* : cap. *intelleximus* , de *judic.* On peut en obtenir contre toutes sortes de personnes. Comme l'effet du Rescrit est remis à la preuve & justification des faits qu'il contient , & à l'entérinement que le Juge délégué en fait , il l'obtient sans citer ni appeller ceux qui y ont intérêt.

Il y a deux sortes de Rescrits ; ceux de Grace & ceux de Justice.

Les Rescrits de Justice sont ceux qui servent à faire rendre Justice à quelque particulier , comme les Monitoires , les Délégations de Juges , &c. cap. 20. de *Rescript.* &c.

Les Rescrits de Justice pourroient ne pas paroître des concessions : *nam frustra precibus imploratur quod jure communi conceditur*. l. 1. Cod. de *Theaur.* Cependant ils en sont , parceque les Délégations , ou autres choses , sont toujours pour la plus grande commodité des Parties. L'usage de ces Délégations s'étoit si fort étendu , lorsqu'on a compilé les Decrétales , que les Ordinaires ne décidoient plus rien. Le Concile de Bâle , la Pragmatique Sanction , & le Concordat , titre de *Causis* , en ont aboli le fréquent usage. Ils ont ordonné que les Ordinaires connoîtroient de toutes les Constitutions , à la réserve des causes majeures exprimées dans le Droit : que les causes d'Appel n'iroient au Saint Siege que selon les degrés de Jurisdiction établis , & non pas *omisso aliquo medio* : enfin , qu'en cas d'Appel le Pape commettrait des Juges sur les lieux pour décider les Procès , & faire droit aux Parties. Ainsi les Rescrits de Justice n'ont lieu en France que dans ce dernier cas. Le

Concile de Trente a ordonné , *Seff. 25. de Reform. cap. 10.* qu'il y auroit dans chaque Diocèse un certain nombre de personnes auxquelles le Pape pourroit déléguer : mais ce *Decret* , contraire au *Concordat* , n'est point ici en usage ; & même ne pourroit l'être que dans le cas où la cause est portée à Rome par Appel.

Les Rescrits de Grace sont ceux par lesquels le Pape accorde quelque chose par pure libéralité ; comme les Dispenses , les Indulgences , les Brefs de Pénitencerie , les Provisions des Bénéfices , & autrefois les Mandats de *providendo*.

Les Rescrits de Grace & de Justice ont plusieurs différences , soit pour leur forme , soit pour les effets qu'ils produisent. Ils diffèrent quant à la forme.

Primò. Le Pape signe les Rescrits de Grace par le mot *fiat* , & ceux de Justice par le mot *placet*. La clause de *motu proprio* , ajoutée au Rescrit de Grace , est une amplification de faveur qui dans les matieres Bénéficiales décharge l'Impétrant de ce qu'il pourroit avoir d'odieux dans son Droit , ou d'omis dans la supplique ; vû qu'il est présumé par-là qu'il n'en a fait aucune. Ceux qui sont préposés pour signer les Rescrits signent par le mot *Concessum*. Le Pénitencier signe par *fiat* (ce qui est interdit à tout autre Ministre du Pape) à cause que l'absolution est toujours une grace : mais ne signe jamais *motu proprio* , parceque l'absolution doit être demandée.

Secundò. Dans les Lettres de grace , le nom du Pape , qui commence la premiere ligne , est entierement écrit en lettres majuscules. Dans les Lettres de Justice il n'y a que la Lettre initiale qui soit ainsi écrite.

Tertiò. Quand l'expédition se fait en plomb , ou en Bulle , la Bulle , ou plomb , est enlacée en cordon de chanvre

pour les Lettres de Justice , & en cordon de soie pour les Lettres de grace. Les Bulles des Bénéfices Consistoriaux en France sont enlacées en chanvre , à cause que depuis le Concordat la collation que le Pape en fait , sur la nomination du Roi , est de nécessité & de Justice.

Ils different entr'eux , quant au Droit & aux effets qu'ils produisent , en quantité de choses qu'on peut voir dans Rebuffe , *tract. de Rescript.* Je n'en rapporte ici que les principales.

Primò. Les Rescrits de Justice ne donnent point un Droit nouveau. Le Rescrit de grace donne un Droit , & n'a pas besoin d'être examiné en cause. On y procede de *plano & sine strepitu* ; à moins qu'il n'y ait contestation touchant la validité , pour raison de *subreption* , ou d'*obreption* ; ou à moins que la clause *vocatis vocandis* ne soit insérée dans le Rescrit de grace : & dans ce dernier cas , celui à qui il est adressé l'examine comme Juge délégué.

Secundò. Les Rescrits de grace , selon le Droit Canonique & notre usage , ne durent qu'un an : ceux de Justice sont perpétuels.

Tertiò. La mort du Concédant fait périr les Lettres de Justice , quand toutes choses sont entieres , c'est-à-dire , avant que le délégué ait commencé à exercer sa Jurisdiction ; ce qui commençoit autrefois à la contestation en cause , & aujourd'hui à la simple citation , *cap. 19. cum seq. ext. de off. & potest. Jud. deleg.* Au contraire les Lettres de grace n'expirent point à la mort du Concédant ; en sorte que si le Pape mouroit avant leur expédition , après les avoir accordées , en ayant signé la supplique , son successeur seroit tenu de les faire expédier. On connoîtroit que le Pape les auroit accordées , par sa signature , ou par celle du Vice-Chancelier.

Quartò. Les Lettres de Justice n'ont lieu que du temps de leur présentation au Juge délégué ; & ce n'est point le temps de la date qu'on y regarde , excepté dans deux cas. Le premier est *cap. 2. & 12. de off. Jud. deleg.* qui est , si dans la même affaire il y avoit plusieurs Rescrits adressés à différens Juges délégués : alors on regarderoit la date , & le postérieur seroit rejeté comme subreptice. Le second est , si dans le second il étoit spécialement dérogé au premier ; ou bien si le premier étoit général , & le second spécial : car *in jure generi per speciem derogatur*. Dans les Lettres de grace c'est toujours la date qu'on regarde ; en sorte qu'entre deux pourvus du même Bénéfice , *qui prior est tempore , potior est jure*.

Quintò. Les Rescrits de Justice sont de Droit étroit , & ne s'étendent point à *re ad rem , à personā ad personam , à loco ad locum* : *cap. 15. 34. & seq. ext. de Rescript.* Ils ne peuvent obliger une Partie à comparoître devant un Juge éloigné de son Diocèse de plus de douze petites journées , *Diatas* ; ou d'une , selon le Concile de Trente. Ils doivent aussi être adressés à certains Juges nommés , sous peine de nullité. Les Rescrits de grace sont favorables : néanmoins ils ne s'étendent point d'un genre de vacance à un autre en matière Bénéficiale.

Les Rescrits de Justice & de grace ont plusieurs choses communes.

1°. Ils doivent contenir l'année , le jour , l'indiction de leur date , & la signature du Pape.

2°. Les spéciaux dérogent aux généraux.

3°. Le Droit commun explique ce qu'ils pourroient avoir de douteux.

4°. On n'y ajoute aucune foi en France , à moins que l'Authentique n'en soit signé & certifié par deux Banquiers

expéditionnaires en Cour de Rome , suivant l'art. 4. tit. 5. de l'Ordonn. de Louïs XIV. de l'an 1646.

5°. La subreption & l'obreption en causent la nullité. Il y a subreption lorsqu'on tait la vérité , & obreption lorsqu'on avance quelque fausseté.

Il y a cependant à distinguer quant à cet article. L'obreption & la subreption rendent de plein Droit nul le Rescrit de grace. Le consentement de la Partie adverse ne fauroit le faire valider. Comme ces Rescrits servent de titre des Bénéfices , quand ils sont nuls , on ne peut au contraire les valider par ce consentement : *quia privatorum pactis Jus publicum infringi non potest* Ainsi , quand la Loi prononce une nullité de plein Droit , il n'est pas au pouvoir des particuliers de faire valider , en fait de Droit public , ce que la Loi déclare nul. Dans le Rescrit de Justice , le consentement des Parties peut faire valider un Rescrit malgré la subreption & l'obreption. Si au contraire la Partie ne consent pas , on distingue. Ou c'est ignorance dans l'Impétrant , ou c'est dol. S'il y a de la fraude , le Délégué doit s'abstenir de juger , & renvoyer les Parties à l'Ordinaire ; parceque *Nemini dolus suus patrocinari debet*. On présume plutôt le dol quand il y a obreption : car il n'est pas censé qu'on avance une fausseté par pure simplification. S'il n'y a que de l'ignorance , on distingue encore. Si la vérité qu'on n'a pas dite , ou la fausseté qu'on a avancée , est de peu d'importance , en sorte qu'il paroisse que selon le Droit commun le Pape auroit accordé la grace ; le Juge connoît de l'affaire & la décide , non selon la forme du Rescrit , mais selon le Droit commun seulement. Si au contraire la subreption ou l'obreption étoit en matiere importante , & que l'exposé sincere eût empêché le Pape d'accorder la grace , le Juge délégué ne connoitra que de

la vérité de la supplique ; & les mêmes motifs qui auroient engagé le Pape à ne point déléguer doivent l'engager à ne point connoître de la cause. *cap. 20. ext. de Rescript.* Les Docteurs tiennent aussi , sur ce même Chapitre 20. que quand un Rescrit contient plusieurs chefs, s'il y en avoit un seul obtenu par fraude , tout seroit vicié. Mais si c'étoit sans fraude , le chef obtenu sur un faux exposé seroit seul invalide , & le reste vaudroit.

Les Rescrits s'expédient de trois manieres ; par Signature , par Bref , & par Bulles.

La Signature est une écriture en papier , qui contient d'abord la supplique , ensuite au bout de la supplique la Signature du Pape ou de son Commis , la déclaration de la grace que le Pape accorde avec les clauses & la date ; le tout sans aucun Sceau. Cette forme d'expédition fait foi en France , quand elle est certifiée & approuvée par les Banquiers , les Parties présentes ou dûment appellées. Ils la certifient sur l'envers.

Le Bref est une expédition de la Chancellerie , ou de la Pénitencerie du Pape , qui n'a ni préface ni préambule. Cette expédition se fait en papier , & quelquefois en parchemin. Elle contient en tête le nom du Pape , séparé du reste , le corps du Bref qui commence par *dilecto* , &c. & ensuite contient sans préambule ce que le Pape accorde , avec les clauses : il est souscrit par un Officier du Pape , & scellé en cire rouge de l'Anneau du Pêcheur. L'adresse est aussi sur le dos. On ne se sert presque plus que de Brefs en France , à la réserve des affaires de grande conséquence & des Bénéfices consistoriaux. Les Brefs qui contiennent des Indulgences , des Privileges , &c. sont envoyés ouverts : ceux qui contiennent des Délégations , des Absolutions , &c. sont envoyés fermés.

La Bulle est un Rescrit apostolique écrit sur du parchemin, d'une manière étendue, au bas duquel pend un Sceau de plomb, enlacé ou en chanvre, ou en soie. Ce Sceau représente d'un côté les images de saint Pierre & de saint Paul, & de l'autre face est écrit le nom du Pape, & l'année de son Pontificat. Cette face est vuide quand le Pape n'est pas couronné.

A l'égard des différentes clauses qu'on met dans les Rescrits, voyez Rebuffe, & Grégoire de Toulouse. Il seroit trop long d'en traiter ici. Je passe à la quatrième source du Droit Canonique, qui est le sentiment des saints Docteurs de l'Eglise.

CHAPITRE XXXVI.

Du sentiment des saints Docteurs de l'Eglise.

Pour bien connoître quelle est l'autorité des saints Peres dans le Droit Canonique, il faut les considérer ou comme les témoins de la Tradition, ou comme Docteurs particuliers. Comme témoins de la Tradition, ils sont ces hommes fideles à qui les Apôtres & les hommes apostoliques ont confié le dépôt de la Foi, à qui ils ont appris les vérités qui n'ont point été écrites, & qui se conservent dans l'Eglise. Leurs Ouvrages sont des canaux précieux par où la Doctrine apostolique coule continuellement, depuis J. C. notre unique Maître, jusqu'à nous. En cette qualité il n'y a pas de doute que leur autorité ne soit l'autorité même de la Tradition, & n'aille de pair avec l'Ecriture-sainte. Mais il y a des Regles pour connoître si les Peres parlent ou en Docteurs particuliers, ou comme témoins de la Tradition.

La premiere est de les considérer , non chacun en particulier , mais tous en général. Ainsi ce que la totalité des Peres enseigne est certainement une vérité révélée par la Tradition.

La seconde est de discerner quel est le Jugement que l'Eglise a fait de leurs Ecrits , & en quoi elle les a approuvés. Ainsi saint Athanase sur la Divinité du Verbe , saint Augustin sur la Grace , saint Cyrille sur l'Unité de personne en J. C. saint Léon sur les deux natures , &c. doivent être regardés , après le Jugement que l'Eglise en a fait , plutôt comme les témoins & les organes de la Foi de l'Eglise Chrétienne , que comme des Docteurs particuliers.

La troisieme est de voir si l'Auteur que l'on cite est reconnu pour un Auteur grave , éloigné d'une crédulité trop simple ; s'il n'aime point à farder la vérité ; s'il dit des choses dont il puisse être pleinement instruit ; s'il ne les rapporte point sur la foi d'autrui , ou comme son avis particulier. Quand tout cela se rencontre , il est certain qu'un Pere nous instruit , au moins , de la croyance & des usages de son siecle.

Voilà les principales Regles de toutes celles qu'on pourroit produire.

Quand les saints Peres parlent comme Docteurs particuliers , leur autorité n'est que doctrinale. Plus leur science est grande & reconnue , plus l'autorité de leur suffrage a de poids ; mais toujours dans le genre de l'autorité doctrinale. Ce n'est pas la science qui décide des affaires ; c'est l'autorité & la Jurisdiction. La science dirige & conduit ; mais l'autorité tranche. Ainsi les Passages tirés des saints Peres n'ont force & autorité juridique , que lorsqu'ils sont adoptés pour servir de Canons , & qu'ils sont employés dans le corps de Droit pour faire Loi.

Ainsi,

Ainsi les sources du Droit Canonique positif sont l'Ecriture-sainte, les Conciles, les Decrets des Papes, & les sentimens des saints Peres insérés dans les Canons, & enfin les Ordonnances des Princes souverains touchant les choses & les personnes ecclésiastiques: car dès le temps de l'Eglise primitive elles ont été insérées dans le corps des Canons, chez les Latins & chez les Grecs; & les Ordonnances ont toujours été regardées comme des marques de l'attachement que les Empereurs avoient à la Religion, & des preuves de leur vigilance pour la paix & le progrès de la Religion chrétienne, qui étoit le bonheur & la tranquillité de leur Empire. Nous allons expliquer dans les Chapitres suivans l'origine & l'usage du pouvoir que les Princes ont dans l'Eglise.

CHAPITRE XXXVII.

Du pouvoir des Rois touchant les choses ecclésiastiques.

C'Est une erreur que saint Augustin a combattue de toutes les forces de son esprit, contre les Donatistes, que de soutenir que les Princes ne peuvent faire aucune Loi pour la Religion. Les Livres de ce saint Docteur contre Petilien & Cresconius, sa Lettre *ad Donatistas*, & quelques autres, montrent la fausseté de cette opinion, & la témérité qu'il y auroit à la soutenir. Effectivement, Dieu qui fait régner les Rois ne leur donne le commandement sur les autres hommes, qu'afin de régner lui-même & sur les Rois à qui il confie une partie de son autorité, & sur les peuples par le ministère des Rois. S'il est donc du devoir des Princes de faire régner Dieu, il doit être de

leur pouvoir de statuer & de faire des Loix touchant ce qui peut concerner son culte : car c'est par ces sortes de Loix que les Princes acquittent leurs obligations envers Dieu. De ce principe il est aisé de conclure , que non seulement les Princes chrétiens , mais encore les Princes payens , peuvent faire des Loix en faveur de la Religion véritable. *Esfer 16.* Afuerus a ordonné , sous peine de périr par le fer , par le feu , & par le pillage , que l'on solemnisât la Fête de la vengeance des Juifs contre les cruautés d'Aman. Nabuchodonosor a ordonné la peine de la mort & de la perte des biens , à quiconque blasphémeroit le nom du Dieu des trois Enfans de la fournaise. Bien loin de regarder ces Ordonnances comme des usurpations , l'Eglise les approuve & en benit Dieu , comme le remarque saint Augustin. « Quand on lit » ces exemples dans l'Eglise , dit-il , pourquoi faites-vous » le Signe de la Croix pour marquer votre joie ? Pourquoi » répondez-vous *Amen* , si vous ne regardez ces exemples » comme proposés aux Princes chrétiens , pour leur faire » voir ce qu'ils doivent eux-mêmes faire pour la Religion » ? Car , dit-il dans un autre endroit , « c'est résister à la vérité , que de résister au Roi qui ordonne quelque chose selon la vérité ».

Quand les Rois font profession de la Religion véritable , leurs obligations augmentent envers elle. Ils s'engagent non seulement à la pratiquer , mais encore à la défendre ; non seulement à exécuter les saintes Regles qu'elle prescrit , mais encore à munir de la crainte de l'autorité temporelle ce qui pourroit , aux yeux des hommes charnels , paroître foible dans l'autorité spirituelle. « En sorte , dit St Augustin , *Epist. 185. ad Bonif. n. 19.* « que si les Apôtres » n'ont pas demandé aux Empereurs de fortifier la piété » par des Loix justes , ce n'est que la différence des temps

» qui en a été la cause. C'étoit alors le temps de l'accomplissement de cette Prophétie : *Aspiterunt Reges terræ, & Principes convenerunt in unum adversus Dominum, & adversus Christum ejus.* « Ce n'étoit pas encore celui où la Prophétie contenue dans le même Pseaume devoit s'accomplir : *Et nunc Reges intelligite . . . Servite Domino in timore.* » Or comment les Rois servent-ils le Seigneur en crainte ; sinon lorsqu'ils défendent & qu'ils punissent , avec une sévérité religieuse , ce qui est contraire aux ordres du Seigneur ? C'est une chose différente que de servir Dieu en qualité d'homme & en qualité de Roi. En qualité d'homme , on sert Dieu fidelement : un Roi sert Dieu en qualité de Roi lorsqu'il emploie son zèle & la force de son autorité à faire des Loix , pour ordonner le bien & défendre le mal . . . Le temps des Apôtres , qui étoit le temps où les Rois ne servoient pas le Seigneur , mais où , soulevés contre le Seigneur & contre son Christ , ils méditoient des choses vaines , & accomplissoient par-là les Prophéties ; ce n'étoit pas-là , dis-je , le temps où l'impiété pût être réprimée par les Loix : elles ne pouvoient que l'exercer . . . Mais depuis que cette Prophétie , & *adorabunt eum omnes Reges terræ* , a commencé à s'accomplir , y a-t-il quelqu'un assez dépourvu de raison pour dire aux Rois : Ne vous embarrassez point dans votre Royaume de ceux qui protègent ou qui attaquent l'Eglise : qu'un homme veuille être sacrilege , ou plein de Religion , cela ne vous regarde point ? Ce seroit dire aux Princes que ce n'est pas leur affaire qu'un homme veuille être chaste ou impudique ».

Le Droit que les Princes ont , de faire des Loix qui concernent la Religion , est donc un Droit fondé sur la nature de la Royauté , & une suite de ses devoirs & de ses

Isaïe 49 & 60.

obligations. Ainsi nous ne devons pas être surpris si nous trouvons parmi les Prophéties qui dépeignent la Religion Chrétienne celles qui marquent que les Rois seront ses nourriciers ; que les enfans des étrangers bâtiront les murailles de cette Ville céleste ; que leurs Rois la serviront , & que les Rois y ameneront & lui donneront la force des Nations ; qu'elle fera dans la joie & dans l'admiration , lorsque la force des Nations lui aura été communiquée , &c. Nous n'en devons pas être surpris , non plus que si nous voyons les Constantins & les Clovis , dès le moment de leur Baptême , faire des Loix touchant la Religion. La Foi les instruisoit des devoirs de la Royauté ; & la Charité , dont leur ame avoit été remplie par le Baptême , les leur faisoit accomplir.

A ce Droit j'ajoute la possession où les Princes en ont toujours été. Pour prouver cette possession , j'en rapporterai en peu de mots des exemples tirés , 1°. des Rois de Judée , 2°. des Empereurs Chrétiens , 3°. des Rois de France.

Nous lisons dans l'ancien Testament que Dieu ordonna que le Roi auroit un exemplaire de la Loi , qu'il recevroit de la main des Lévites. Sans doute c'étoit pour avoir lieu de la défendre. Saül est à peine sacré Roi qu'il prophétise. David ordonne le transport de l'Arche. Il est vêtu d'un Ephod pendant la cérémonie : il ordonna l'ordre & la manière dont elle fut faite , il donna la Bénédiction au peuple. Peu de temps avant sa mort , il régla l'ordre & le ministère des Prêtres & des Lévites dans ce Temple que son Fils devoit bâtir. Salomon convoqua l'Assemblée , indiqua le jour de la Dédicace du Temple , fit publiquement la prière au nom du peuple , & le benit. Aza fit prêter au peuple le serment de garder la Loi de Dieu. Josaphat en-

voya par-tout des Prêtres & des Lévites pour instruire le peuple : il ordonna un jeûne public , & fit publiquement la priere dans le Temple. Joas envoie un Officier pour compter avec les Prêtres l'argent des offrandes pour les réparations du Temple. Ezéchias brise le Serpent d'airain dont le peuple s'étoit fait une idole : il assemble les Prêtres , leur ordonne de purifier le Temple , & leur fait renouveler le serment de leur Religion. Il écrit aux dix Tribus pour leur indiquer & les inviter à la Fête de Pâques. Josias fait faire une levée d'argent pour les réparations du Temple : il convoque les Sacrificateurs & le peuple à Jérusalem , leur fait faire la lecture du Deutéronome qu'on avoit retrouvé , & fait faire le serment d'en observer les préceptes ; enfin rétablit par-tout le culte du vrai Dieu & la Discipline ecclésiastique.

A l'égard des Empereurs , il nous suffiroit de remarquer ces paroles de Socrate. « Du moment que les Empereurs » ont été faits Chrétiens , dit-il , les choses ecclésiastiques » ont dépendu d'eux , & les grands Conciles ont été » convoqués par leurs avis , & selon qu'ils ont jugé à » propos. » Effectivement Constantin donna des Juges aux Donatistes , lorsqu'ils eurent appelé de la Sentence du Pape Melchiade. Il indiqua le Concile d'Arles pour y revoir leur cause. Il indiqua le Concile de Nicée , celui de Tyr qui condamna saint Athanase , & à qui l'Empereur reprocha qu'ils abusoient du voile du ministère pour satisfaire à leur vengeance , & pour attirer la ruine du genre humain. Il fit d'ailleurs quantité de Loix & d'Ordonnances pour le maintien de la Discipline ; en sorte qu'il dit à quelques Prélats. *Vous autres, vous êtes Evêques au dedans de l'Eglise ; & pour moi , Dieu m'en a établi Evêque au dehors.*

Théodose le Grand convoqua le second Concile général , choisit Nectaire pour le Siege de Constantinople , se fit donner par les Evêques leur Confession de Foi , & déchira celles des Hérétiques. Il fit plusieurs Loix contre les Hérétiques. Il en fit touchant l'âge des femmes qu'on admettoit au service de l'Eglise. Arcadius en fit contre la licence que se donnoient les Moines & les Clercs d'enlever les condamnés au supplice. Honorius entre plusieurs autres en fit une , à la priere du Pape Boniface , touchant les Elections de l'Evêque de Rome , par laquelle , lorsque deux Evêques sont choisis par deux Partis différens , il veut que pas un des deux ne demeure Evêque ; mais qu'on procede à une nouvelle Election.

Théodose le jeune est Auteur du Code Théodosien ; dans lequel il y a un Livre entier des Loix ecclésiastiques qu'il avoit faites , ou recueillies de ses Prédecesseurs.

Enfin , de tous ces premiers Empereurs , nul ne s'est plus mêlé de la Discipline ecclésiastique que Justinien. Il n'y a presque aucun point qu'il n'ait traité , & sur lequel nous ne voyons quelque Loi.

Voilà pour les Empereurs. Au reste ces Loix ont réglé la Discipline de leurs siècles ; & l'Eglise Romaine , comme nous l'avons dit au commencement de cet ouvrage , *Ch. 3.* en a inséré plusieurs dans son Code particulier.

A l'égard des Rois de France , Clovis notre premier Roi Chrétien a commencé à se mêler de la Discipline ecclésiastique. Saint Remy l'appelle le premier Prélat du Royaume , & s'excuse sur le commandement de ce Prince , d'une Ordination dont quelques Evêques se plaignoient. Ce Prince assembla le premier Concile d'Orléans , il envoya aux Evêques les matieres dont on devoit traiter dans ce Concile , *can. 6.* défendit que personne fût admis à la

Cléricature sans la permission du Roi , ou du Juge Royal. Les quatre Fils de Clovis ont souvent élu les Evêques sans le Clergé ni le peuple ; & sous leur Regne le cinquieme Concile d'Orléans ordonna que l'Episcopat ne pourroit s'obtenir qu'avec le consentement du Roi. Le Pape Pélagie , l'an 551. écrivit à Childebert de faire faire réparation à l'Evêque d'Arles , par un Suffragant que ce Roi avoit fait Evêque d'une autre Ville. Ce fut ce Prince qui exigea du Pape Pélagie , soupçonné d'Hérésie , sa profession de Foi. Charibert , ayant sù que l'Evêque de Bourdeaux avoit déposé Emery pourvû par Clotaire de l'Evêché de Xaintes , condamna l'Evêque de Bourdeaux à mille écus d'amende , & chassa celui qui avoit été mis à la place d'Emery.

Saint Grégoire , qui déposoit par-tout les Evêques promus par simonie , n'osa rien entreprendre en France : il reconnut que c'étoit au Roi à y donner ordre : c'est pourquoi il manda à Vigile , Evêque d'Arles , d'avertir & de prier le Roi d'abolir cette tache dans son Royaume. Nous trouvons la raison de cette différence dans une des Lettres de ce saint Pape à Childebert : *Autant , dit-il , que la Dignité Royale est élevée par-dessus les autres hommes , autant l'Eminence de votre Royauté est au-dessus des Rois de toutes les autres Nations.* Pepin & Carloman ont assemblé des Conciles , & les Actes sont faits en leurs noms. Personne n'ignore combien Charlemagne & Louis le Débonnaire se sont mêlés des affaires Ecclésiastiques. Leurs Capitulaires ont réglé toute la Discipline de leur siècle : la postérité de Charlemagne en France a joui du même Droit. Robert , fils d'Hugues Capet , fit assembler un Concile à Orléans , où il interrogea lui-même ceux qui étoient soupçonnés d'Hérésie ; & les ayant convaincus , il les condamna au

feu. Je ne parle point ici de saint Louis, & de tous les autres Rois ses Successeurs, dont le zele pour la Religion est connu par la sagesse de leurs Loix concernant l'Eglise.

Ceux qui voudront approfondir les exemples tirés de notre France, que nous avons rapportés en abrégé, & en trouver une infinité d'autres, pourront consulter les Conciles de France par le Pere Sirmond, les Formules de Marculphe, Grégoire de Tours, Hincmar, Yves de Chartres, les Recherches de Pâquier, & les preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane.

Il est donc constant & par la raison & par les exemples, que les Rois ont quelque autorité dans l'administration de l'Eglise. Mais quelle peut être leur part dans cette administration ? Il leur est défendu de mettre la main à l'Encensoir, de toucher à l'Arche. Tout Souverains qu'ils soient pour le temporel, la Puissance ecclésiastique est indépendante de la leur. Comment donc concilier des choses qui paroissent si opposées ? Nous allons l'entreprendre dans le Chapitre suivant.

CHAPITRE XXXVIII.

Des bornes de l'autorité temporelle dans les choses ecclésiastiques.

DEpuis que la Religion a vû les Empereurs soumis au joug salutaire qu'elle venoit imposer aux hommes, la Puissance ecclésiastique & la Puissance temporelle ont fait ensemble une si forte liaison, qu'il a été difficile de distinguer, dans les effets qu'elles ont produits, laquelle des deux agissoit en premier, & qui étoit celle qui ne faisoit

soit qu'appuyer l'autre. En effet nous avons des Decrets de l'Eglise presque sur toutes les choses temporelles ; & il y a peu de choses spirituelles sur lesquelles nous n'ayions des Loix des Souverains. Ce n'est pas que les deux Puissances aient prétendu par-là usurper les droits l'une de l'autre. La Puissance Royale a fait des Loix des Canons de l'Eglise , afin de contraindre par la force , & par la crainte des châtimens humains , ceux que les Princes spirituels ne pouvoient rendre soumis. La Puissance ecclésiastique de même a fait des Canons des Loix Impériales , afin que les hommes fussent plus soumis , *non solum propter iram , sed & propter conscientiam*. Cette liaison cause aujourd'hui l'embarras qu'il y a à démêler les bornes de l'une & l'autre de ces deux autorités.

La difficulté augmente encore par la dépendance que les personnes à qui ces deux Puissances sont confiées ont l'une de l'autre. Les Prélats ecclésiastiques sont , comme membres de l'Etat , sujets des Princes temporels ; & l'on voit des Loix Impériales concernant les Evêques , qu'on pourroit très-aisément prendre pour des Loix qui reglent des choses purement ecclésiastiques , quoique dans le fond elles ne concernent que des personnes considérées comme membres d'un Etat civil.

Enfin , si des temps de ténèbres n'avoient jamais entrepris de troubler l'intelligence de l'une avec l'autre , ou que l'on pût être assuré que l'une n'a jamais rien entrepris sur les droits de l'autre , la difficulté seroit bientôt levée. La discussion des faits suffiroit pour trouver la vérité. Mais les fausses Decrétales ont tellement tâché de diminuer l'autorité des Rois , & d'augmenter celle des Papes , qu'on a voulu faire un crime aux Princes séculiers des Ordonnances que leur zele leur a fait faire pour l'Eglise , pendant qu'on n'a

fait aucune difficulté d'attribuer au Pape , contre toute raison , des droits sur le temporel des Rois. Dès lors on vit les Canonistes mettre au rang des sacrifices & des parfums, auxquels il est défendu aux Princes de porter leurs mains, tout ce qui jusqu'alors avoit passé pour être du ressort de l'autorité temporelle. Leur scrupule alla si loin qu'ils n'osèrent pas même citer les Loix Impériales en faveur de la Discipline. Burchard de Wormes a poussé cette délicatesse jusqu'à supposer des Conciles , pour leur attribuer des décisions qu'il lui falloit rapporter , & qu'il ne trouvoit que dans les Capitulaires de nos Rois.

Telles sont les difficultés qui se trouvent sur cette matière. Il est presque impossible , quelque chose que l'on dise , de ne pas trouver des contradicteurs. Mon dessein n'étant dans cet Ouvrage que de proposer les maximes du Droit Canonique de France , je chercherai des principes certains dont les deux Parties conviennent , & dont les conséquences pourront trouver leur application à tous les cas particuliers qui sont contenus dans les articles de nos Libertés. Voici quels sont ces principes.

Les deux grandes Puissances qui gouvernent les hommes , qui sont & l'autorité temporelle & la spirituelle , ont chacune leur ressort , dans lequel elles sont souveraines. Il est de précepte divin également indispensable d'obéir au Roi , & d'obéir à ses Pasteurs. Nous lisons également : *Obedite praepositis vestris* , & *Obedite Regi quasi praecellenti*. Lorsque les deux Puissances proposent la même chose , il est aisé d'accomplir les deux préceptes. L'embaras est lorsqu'elles ordonnent des choses différentes ; & pour-lors il y a deux Regles qui font discerner celle à qui il faut obéir préférablement à l'autre.

La première est , s'il y a d'une part un abus de l'autori-

té: car, quoique l'une & l'autre Puissance vienne de Dieu, elle est confiée dans des mains qui peuvent en abuser; & elles en abusent lorsqu'elles ordonnent des choses contraires aux commandemens de Dieu. Dans ce cas nous devons dire hardiment à celui qui abuse de son autorité: *Obedire oportet magis Deo, quàm hominibus*, & ne point craindre ceux qui ne peuvent tuer que le corps, & n'ont aucun pouvoir sur l'ame. Ainsi, si les Princes de la terre nous ordonnoient de renoncer à J. C. faisons-leur cette réponse: si les Chefs de l'Eglise nous ordonnoient de nous révolter contre notre Roi, sous le prétexte d'une excommunication lancée contre lui & d'une absolution de nos sermens à son égard, nous devons leur dire; que nous ne leverons jamais l'Étendart contre notre Maître, parcequ'il est l'Oint du Seigneur; que les sermens qui nous lient à lui sont consacrés par la Religion, fondés sur le Droit naturel que nulle autorité ne peut jamais relâcher; & que, bien loin de regarder leur voix comme celle de l'Eglise, nous leur faisons la même réponse que saint Pierre fit autrefois à la Synagogue: *Si justum est vos potius audire quàm Deum*. Voilà la première Règle.

La seconde est d'examiner si la chose qui est commandée par une des deux Puissances est une de celles où elle est totalement souveraine, & totalement indépendante de l'autre. Je ne prétends pas dire par cette Règle qu'aucune des deux Puissances soit dépendante l'une de l'autre: je veux dire seulement qu'elles ont certains objets mixtes qui les peuvent regarder toutes deux: & quand elles ont des intérêts différens, il faut que l'une cède à l'autre,

Tout ce qui est purement temporel appartient à la Puissance temporelle; & là elle est totalement souveraine.

Tout ce qui est de la Foi, des Mysteres & des Précep-

tes est purement spirituel , & appartient totalement à la Puissance spirituelle.

J'appelle donc objet mixte tout ce qui dans l'Eglise n'est point en soi-même ni Foi, ni Mystere, ni Précepte, quoique cela le puisse regarder. Par exemple, que la Foi soit annoncée, c'est un objet purement spirituel : mais qu'elle soit annoncée par tel & tel en particulier, c'est un objet mixte. Qu'il y ait des Evêques dans l'Eglise, c'est un objet où l'Eglise est purement souveraine. Qu'il y ait un Evêque dans telle Ville en particulier, ou que tel & tel soit Evêque, c'est un objet mixte : ainsi du reste. Ceci supposé :

Je dis premierement, que quand la Puissance ecclésiastique ordonne quelque chose qui est d'absolue nécessité pour le salut, comme est tout ce qui est en soi, Foi, Mystere, & Précepte, quelque intérêt contraire que puisse avoir l'autorité temporelle, & quelque Ordonnance qu'elle fasse, nous devons, dans ce cas-là, obéir à l'Eglise, préférer notre salut, qui est l'unique chose nécessaire, au bien même de l'Etat : car c'est dans ces sortes de cas où l'autorité ecclésiastique est totalement souveraine & totalement indépendante.

Je dis secondement, que quand la Puissance temporelle ordonne quelque chose de purement temporel, comme, par exemple, de prendre les Armes contre quelque Prince ennemi ; l'intérêt que l'Eglise pourroit avoir à la paix ne peut lui faire employer que la médiation, les exhortations & les prières ; & que l'ordre de mettre bas les Armes, que les Prélats de l'Eglise pourroient donner, seroit une usurpation de Jurisdiction à laquelle les Sujets de ce Prince devroient résister.

Je dis en troisieme lieu, que dans les objets mixtes, si les deux Puissances ont des intérêts contraires, il faut dis-

tinguer. Si l'intérêt de l'Eglise est plus grand que celui de l'Etat, ou qu'il soit égal; il n'y a point à balancer que l'intérêt d'un Etat ne doive céder, pour ainsi dire, à celui de Dieu. Si au contraire la chose n'intéresse l'Eglise que pour une plus grande perfection, & que l'Etat en soit notablement blessé; le bien & la conservation de l'Etat sera préférable à cette plus grande perfection de l'Eglise. Eclaircissions ceci par un exemple.

Je suppose que le Pape ait ordonné une levée de deniers des biens ecclésiastiques, pour une Croisade pour la conquête de la Terre-sainte; qu'il ait ordonné une quête générale, & concédé un Jubilé & des Indulgences pour cet effet. Voilà qui n'est que pour l'aggrandissement de l'Eglise, & qui n'est nullement nécessaire au salut: car que la Terre-sainte soit entre les mains des Infidèles, ou des Chrétiens, nous n'en espérons pas moins le Paradis. Si un Prince Chrétien qui verroit son Royaume absolument épuisé de Finances, si les deniers ramassés tant de cette levée que de la quête sortoient de son Royaume, défendoit la publication de cette Croisade, la quête & la levée des deniers, & le transport d'argent hors de son Royaume; il n'y a point de difficulté qu'on ne dût en ce cas obéir plutôt au Roi qu'au Pape, & qu'on ne dût préférer de sauver plutôt de l'indigence & de la misère des Temples vivans du saint-Esprit, que d'arracher des Temples matériels de la possession des Infidèles. Il en est la même chose de tous ces objets mixtes.

La difficulté est à présent de savoir qui sera le Juge de cet intérêt, & de la proportion des besoins de l'Eglise & de l'Etat.

Je dis que c'est l'autorité temporelle; parceque l'Eglise n'est souveraine que par rapport aux objets purement spi-

rituels, & que dans tous les autres elle n'a que la voie d'exhortation, de médiation & de priere. C'est ce que S. Grégoire de Tours a bien reconnu.

Dans l'affaire de Prétextat il résista à l'injustice du Roi Chilpéric : mais il reconnoissoit que ce Prince n'étoit comptable qu'à Dieu seul de son injustice, & que l'Eglise n'étoit point Juge de sa conduite : *Si quis de nobis, ô Rex*, dit-il, lib. 5. cap. 19. *justitiæ tramitem transcendere voluerit, à te corrigi potest : si verò tu excesseris, quis te corripiet ? Loquimur enim tibi : sed si volueris, audis. Si autem nolueris, quis te condemnabit, nisi is qui se pronuntiavit esse Justitiam ?* Mais quand il s'est agi de la Foi, ce même saint Evêque a parlé à ce Prince d'un autre ton : il lui a dit que c'étoit les Evêques qu'il lui falloit écouter en ce point, & non pas vouloir leur prescrire des Regles de la Foi. Effectivement ce Roi vouloit ordonner qu'on prêchât la Divinité sans parler de la distinction des personnes. Laissez-là, dit S. Grégoire, ce que vous nous ordonnez de croire : il faut que vous croyiez vous-même ce que les saints Docteurs nous ont enseigné après les Apôtres. Il n'y aura qu'un insensé qui sera capable de suivre ce que vous proposez.

Nous voyons pareillement dans la vie de saint Ambroise, qu'on n'accusera pas d'avoir molli dans son ministère en faveur de l'autorité Impériale, toutes les Regles que nous avons proposées ici, pratiquées avec la plus grande exactitude. L'exemple d'un si grand Saint, & si généreux, fera sans doute très-grande impression en faveur de nos principes.

Premièrement, le Concile d'Aquilée, où saint Ambroise présida, fut convoqué par les Empereurs. On le commença par la lecture de la Lettre Impériale pour la convocation. Les Empereurs avoient d'abord ordonné un

Concile général : mais cela fut changé à la priere de saint Ambroise , qui représenta que l'erreur n'étant point répandue , il seroit inutile de causer à des vieillards les fatigues d'un voyage , aussi-bien que des frais & des dépenses à ceux des Evêques qui étoient pauvres ; mais qu'il falloit ne contraindre personne , & inviter ceux qui voudroient venir. *Gratias agimus* , dit l'Epître Synodique , *apud Ambr. Ep. 10. primæ Classis , qui ad removendas altercationes congregare studuistis Sacerdotale Concilium , & Episcopis dignatione vestra honorificentiam reservastis , ut nemo deesset volens , nemo cogeretur invitus.*

Dans la Lettre douzieme , saint Ambroise demande aux Empereurs un Concile à Alexandrie. Dans la treizieme , il demande à Théodose un Concile à Rome pour examiner l'Ordination de Nectaire de Constantinople , & pour éteindre le Schisme que la nomination d'un successeur à S. Melece étoit prête de faire naître dans l'Eglise.

Il est donc constant que saint Ambroise a cru que les Empereurs avoient de l'autorité dans l'Eglise : mais il en a reconnu les bornes.

Secondement , lorsqu'il s'est agi de la Foi & de la Religion , il a cru que les Evêques étoient les Juges des Empereurs , & qu'il valoit mieux mourir en désobéissant , que de trahir la Religion.

Valentinien le jeune lui ordonna de livrer une Basilique aux Ariens. Les Officiers & les Tribuns vinrent le trouver pour l'en presser , & lui dirent que l'Empereur ufoit de son droit , & que tout lui appartenoit. Saint Ambroise répondit : Ne croyez pas que la puissance Impériale s'étende sur les choses de Dieu. Les Empereurs ont les Palais , & les Evêques ont les Eglises. S'il s'agit de mon bien , de mon patrimoine , de mon corps , de tout ce qui m'appartient ,

je le donne : si c'est un tribut que l'Empereur demande ; nous ne refusons pas de le payer : les champs qui appartiennent à l'Eglise le payent. Si l'Empereur veut ces champs, il peut se les approprier , *vindicare*. Personne de nous ne s'y oppose. Les aumônes qu'on ramassera sur le peuple pourront suffire aux pauvres. Que les Ministres de l'Empereur cessent de nous rendre odieux à ses yeux à cause de ces campagnes : qu'ils les prennent , s'il plaît à l'Empereur : je ne les donne pas ; mais je ne les refuse pas.

Il y a , dans cette réponse de saint Ambroise , à remarquer la maniere différente dont il parle des choses qui regardent la Foi , & de celles que nous avons appelées mixtes , comme sont les biens de l'Eglise & les personnes des Evêques. Quand il s'agit de livrer les Eglises aux Ariens, il répond que l'Empereur n'y a aucun droit. S'agit-il de livrer sa personne , il est tout prêt. S'agit-il de livrer les biens de l'Eglise , il ne les donne pas , *non dono* , parceque ces biens ne lui appartiennent pas ; mais il ne les refuse pas. Il reconnoît même que l'Empereur a sur eux droit de vindication , *Potestatem habet vindicandorum*. Or qui ne fait que *vindicatio* suppose la propriété & le domaine de la part de celui qui l'exerce ? Par conséquent , lorsque saint Ambroise reconnoît que l'Empereur avoit ce pouvoir , il reconnoît que l'Empereur avoit une espece de domaine des biens même ecclésiastiques , & que l'Eglise n'en avoit , pour ainsi dire , que la possession.

Le même Empereur ordonna une dispute de saint Ambroise contre Auxence ; & les Juges étoient nommés. S. Ambroise reconnoît le droit que l'Empereur avoit d'ordonner cette dispute , & de nommer des Juges. La réponse vigoureuse qu'il lui fait ne roule que sur quatre chefs très-différens de celui-là.

Troisièmement ,

Troisièmement , un Evêque avoit été condamné par Théodose à faire rebâtir à ses dépens une Synagogue qui avoit été brûlée par sa faute. Ici saint Ambroise prie , représente le tort que cela va faire à la Religion ; quelles peuvent être les suites d'une telle Loi ; joint même la correction publique aux avertissemens particuliers. Il excite la clémence , & presse l'Empereur de pardonner , & lui dit , entr'autres choses , ces belles paroles : *Sed Disciplina ratio , Imperator , movet. Quid igitur est amplius Discipline species , an causa Religionis ? Cedat oportet censura devotioni.*

Voilà les Regles que nous avons proposées mises en pratique.

Ce n'est pas tout : non-seulement l'exemple de deux illustres Prélat , très-recommandables par la fermeté Episcopale qu'ils ont eue pour les Empereurs , confirme notre décision : la raison le décide de même. Il n'y a que deux ordres dans le monde ; le surnaturel & le naturel : le surnaturel regarde les choses surnaturelles & divines : le naturel regarde les choses humaines & naturelles. La raison demande que l'Eglise , dans les choses surnaturelles & divines , soit le Juge souverain. En effet elle est à cet égard au-dessus de tous les Rois de la terre. Pareillement toutes les choses naturelles & humaines sont de leur nature dépendantes du Magistrat temporel. Or toutes les choses mixtes sont en elles-mêmes de l'ordre naturel ; & l'Eglise n'en prend connoissance que par l'intérêt qu'elle y peut avoir. Or l'intérêt que l'Eglise peut avoir à une chose ne la tire pas de l'ordre naturel. Il l'unit , il est vrai , & la lie à des choses spirituelles : mais cette union aux choses spirituelles ne la tire pas de l'ordre naturel dans lequel elle dépend absolument du Magistrat séculier. Par conséquent , dans

ces sortes de choses mixtes , c'est au Magistrat séculier à prononcer sur la proportion des besoins de l'Eglise & de l'Etat ; puisque c'est à celui de qui quelque chose dépend essentiellement à prononcer sur elle , préférablement à celui de qui elle ne dépend que parcequ'il y prend quelque intérêt.

Saint Augustin a reconnu , & a expliqué magnifiquement cette dépendance que l'Eglise a des Loix humaines : c'est dans le 19. Livre de la Cité de Dieu , *chap. 17.* « La » Cité céleste , dit-il , ou plutôt cette portion qui est en » pèlerinage dans cette mortalité , & qui vit de la Foi , a » besoin de cette paix de la terre. Sa mortalité , qui en a » besoin pour se soutenir , la lui rend nécessaire pendant » cette vie. C'est par cette raison que pendant tout le » temps qu'elle passe étrangère & captive dans la Cité terrestre , elle ne fait aucune difficulté d'obéir aux Loix de » la Cité terrestre , qui sont nécessaires pour l'administration & le soutien de cette vie mortelle , afin de garder , » dans toutes les choses qui concernent la mortalité qui leur est commune , une entière concorde. Les Loix de » la Religion ne leur sont pas communes ; mais au reste , » pourvu que le culte du vrai Dieu ne soit pas empêché , » elle garde , elle suit toutes les Loix , tous les Usages , » & toutes les Coûtumes qu'elle trouve dans les différentes Nations , qui peuvent contribuer à acquérir , ou à posséder la paix de la terre.

Il paroît par ce passage que saint Augustin a reconnu que l'Eglise étoit obligée d'obéir aux Loix des Princes temporels , dans tous les cas où la Religion & le culte du vrai Dieu n'étoit point intéressé. Il doit donc demeurer pour constant que dans les choses mixtes l'Etat demeure toujours Juge souverain ; que c'est à lui à prononcer sur ses

besoins , & sur l'intérêt que l'Eglise pourroit avoir dans ces sortes de choses. Car enfin , si dans les choses surnaturelles & divines l'Eglise fait un corps à part distingué de l'Etat , dans les choses humaines & naturelles l'Etat est le premier. *Ce n'est pas* , dit Opat de Mileve , *l'Etat qui est dans l'Eglise : c'est l'Eglise qui est dans l'Etat.*

Voilà à quoi se réduit le premier principe que nous avons proposé pour expliquer le ressort de la Jurisdiction & de la souveraineté de la Puissance ecclésiastique & de la Puissance séculière. Ce principe trouve son application aux articles 7. 14. 15. 43. 50. & quelques autres de nos Libertés.

Ce principe nous donne déjà une idée générale des bornes de la Puissance séculière sur les choses ecclésiastiques. En voici un second qui nous en marquera en particulier toute l'extension & les limites.

Depuis que les Princes sont devenus Chrétiens , ils ont réuni en leur personne , à la qualité de défenseurs de leurs Sujets , qu'ils avoient déjà , celle de défenseurs de l'Eglise & de protecteurs des saints Canons. En qualité de défenseurs de leurs Sujets , ils n'ont aucun pouvoir direct sur les choses ecclésiastiques : mais le pouvoir qu'ils ont de connoître des faits de la Puissance ecclésiastique contre leurs Sujets leur donne au moins un droit indirect touchant les choses ecclésiastiques : expliquons ceci.

L'Eglise peut être considérée , ou comme la société de tous les Fideles , ou comme cette portion composée d'Evêques , de Prêtres , de Clercs , qu'on appelle ordinairement le Clergé ou l'Etat ecclésiastique. La mere commune des Fideles n'a point d'intérêt qui ne soit commun à tous ses enfans. Le Clergé au contraire a ses droits , ses intérêts particuliers , & ses prétentions ; & se trouvant en main les

armes spirituelles, il s'en pourroit servir, ou pour s'y maintenir, ou pour s'étendre. Or, dans la supposition que le Clergé abuse des armes spirituelles, à qui les Laïques pourrout-ils avoir recours, sinon à la Puissance Royale, qui pourra seule les délivrer & de la persécution de leurs personnes, & de l'usurpation de leurs biens, & qui même est obligée de le faire à cause de la protection qu'elle doit à tous ses Sujets contre toute sorte de personnes?

C'est ce que saint Louis a reconnu; & voici comme Joinville, *part. 1.* rapporte ce trait d'histoire. « Je vis une » journée que tous les Prélats de France se trouverent à » Paris pour parler au bon saint Loys, & lui faire une » Requête. *Sire*, sachez que tous ces Prélats, qui cy sont » en votre présence, me font dire que vous laissez perdre » toute la Chrétienté, & qu'elle se perd entre vos mains. » A donc le bon Roi se signe de la Croix, & dit: Evê- » que, or me dites comment il se fait, & par quelle rai- » son. *Sire*, fit l'Evêque, c'est pour qu'on ne tient plus » compte des *excommunies*: car aujourd'hui un homme » aimeroit mieux mourir tout excommunié, que de se » faire absoudre; & ne veut *nully* faire satisfaction à l'E- » glise. Pourtant, *Sire*, ils vous requierent qu'il vous » plaise commander à tous vos Baillifz, Prevôtz, & au- » tres Administrateurs de Justice, que, où il sera trouvé » aucun en votre Royaume, qui aura été an & jour con- » tinuellement excommunié, qu'ilz le contraignent à se » faire absoudre par la prinse de leurs biens. Et le saint » homme répondit, que très-volentiers le commande- » roit faire de ceux qu'on trouveroit être *torçonniers* à l'E- » glise, & à son presme: & l'Evêque dit qu'il ne leur » (aux Baillifz) appartenoit connoître de leur Cause. Et » à ce répondit le Roi, qu'il ne le feroit autrement; & di-

Excommu-
nication.

Personne.

Faire tort à
l'Eglise, ou à
ce qui la re-
garde: *Pro-
ximi spectanti.*

» soit, que ce seroit contre Dieu & raison, qu'il fist contraindre à soy faire absoudre ceux à qui les Clercs feroient tort, & qu'ils ne fussent oïz en leur bon Droit ; & de ce leur donna exemple du Comte de Bretagne , qui par sept ans a playdoïé contre les Prélats de Bretagne tout excommunié , & finalement a si bien conduite & menée sa Cause , que notre saint Pere le Pape les a condamnez envers icelui Comte de Bretagne. Par quoy disoit , que si dès la premiere année il eût voulu contraindre icelui Comte de Bretagne à soy faire absoudre , il eût grandement meffait envers Dieu , & envers ledit Comte de Bretagne.

On voit dans la réponse de saint Louïs la confirmation de la Regle que nous venons de proposer , & la raison pour laquelle nos Rois connoissent de tous les Appels comme d'abus de l'autorité Ecclésiastique.

Reste à examiner présentement quels sont les droits du Prince temporel , en qualité de Défenseur de l'Eglise & de Protecteur des saints Canons. Nous allons en faire la matiere d'un autre Chapitre , afin de laisser reposer ici l'application du Lecteur.

• C H A P I T R E X X X I X .

De la puissance des Rois comme Protecteurs des Canons.

L'Empereur Constantin dit qu'il étoit l'Evêque au dehors de l'Eglise , & que les Evêques étoient les Evêques au-dedans. Le Canon *Principes* , 20. XXIII. q. 5. & sa glose dit au contraire que les Princes du siecle ont du pouvoir dans l'Eglise *intra Ecclesiam*. Et l'Empereur Ba-

file dit que l'Eglise est un vaisseau dont Dieu lui a confié la conduite. Il ne faut que concilier ces contrariétés apparentes pour découvrir quel est le droit que la qualité de Protecteurs des saints Canons donne aux Princes temporels.

Si effectivement on n'entendoit par les dehors de l'Eglise, que les Payens, les Juifs & les Hérétiques, & que l'on fit consister cet Episcopat extérieur, dont parle Constantin, à la seule défense de l'Eglise contre ceux qui ne font point de son corps, on ne prendroit pas la pensée de cet Empereur. C'étoit par le soin qu'il prenoit de faire exécuter les Regles de l'Eglise, de pacifier les troubles qui naissoient parmi les Fideles, de retenir par la crainte des peines des esprits hardis & entreprenans, qu'il prétendoit mériter cette qualité. Il faut donc chercher d'autres dehors dans l'Eglise même; & par-là nous comprendrons comment les Princes sont Evêques *extra Ecclesiam*, & ont pouvoir *intra Ecclesiam*.

Dans l'Eglise, il y a la Doctrine & tout le trésor des choses sacrées, les Ministres, le Culte, la Discipline & le For. Tout cela, considéré sous différens égards, est intérieur ou extérieur. Le fond de toutes ces choses est intérieur, & les Princes temporels n'y ont aucun pouvoir: la maniere de les administrer est l'extérieur de l'Eglise; & c'est en veillant à cette administration que les Princes temporels sont les Evêques au dehors de l'Eglise, & qu'ils peuvent remplir l'obligation qu'ils ont de défendre l'Eglise; obligation dont Dieu, selon le Canon *Principes*, leur demandera compte: *Ille ab eis rationem exiget, qui eorum potestati suam Ecclesiam credidit.*

C'est aussi le sens de la pensée de l'Empereur Basile: car ce Prince n'a pas prétendu être le Chef de l'Eglise, ou

y devoir tout faire : il s'est regardé non comme le Pilote du vaisseau , mais seulement comme le Capitaine. En effet , le Pilote conduit le vaisseau ; il tient entre ses mains le gouvernail ; il commande aux Matelots ; ils font sous ses ordres le service. Et voilà le partage du Clergé dans l'Eglise. Le Capitaine veille au bon ordre ; il a soin que le Pilote lui-même remplisse ses devoirs , c'est-à-dire , ce que le Conseil de Marine auroit décidé ; il lui fait obéir par les Matelots ; il combat contre les Ennemis du dehors ; il établit ou maintient la paix au-dedans. Et voilà précisément les devoirs & les droits des Princes dans l'Eglise. Appliquons cette idée en particulier aux choses que l'Eglise peut administrer , puisque , comme nous avons dit , l'administration est l'extérieur de l'Eglise.

Il y a quatre choses principales auxquelles tout aboutit dans l'Eglise ; la Doctrine , le Culte , les Ministres & les Biens.

§ 1. *Touchant la Doctrine.*

Le fond de la Doctrine consiste en ce que nous devons croire , & en ce que nous devons faire. Il n'y a aucun doute que cela ne soit purement spirituel. Là-dessus , les Princes ne peuvent rien proposer d'eux-mêmes : ils doivent apprendre des Evêques. Ce n'est pas le Capitaine du vaisseau qui a la science de la Mer : c'est le Pilote ; & le Capitaine doit attendre & suivre ses décisions. Mais l'administration de la Doctrine est quelque chose d'extérieur ; & c'est ici où le pouvoir des Rois commence.

Il faut pour l'administration de la Doctrine trois choses.

Premièrement , qu'elle soit annoncée.

Secondement , qu'on condamne les erreurs contraires.

Troisièmement , qu'on punisse les contraventions.

Premierement , qu'elle soit annoncée. Aussi l'on voit que nos Rois ont souvent enjoint aux Evêques de prêcher à leur Peuple , ou de leur donner des Prédicateurs. Les Rois se gardent bien d'en donner eux-mêmes ; car la mission nécessaire aux Prédicateurs est une chose de l'intérieur de l'Eglise : mais ils contraignent ceux qui ont pouvoir de donner cette mission , à le faire.

D'ailleurs , la Doctrine s'explique ou dans les Chaires, ou dans les Livres , & par certains Prédicateurs. Le Roi doit veiller au choix que l'Evêque fait de ceux qu'il charge de l'instruction : il doit exclure les séditieux & les esprits remuans , les suspects d'hérésie ; & peut les empêcher de prêcher. A l'égard des Livres , l'intérêt de son Etat & celui de l'Eglise concourent à lui en faire prendre connoissance : & de-là vient que ni Livres , ni Bulles mêmes ne peuvent être reçus en France qu'avec la permission du Roi.

Secondement , il faut condamner les erreurs contraires. Il est certain que c'est à l'Eglise à les discerner , & à en faire le jugement : mais c'est aux Rois à procurer les moyens de faire ces décisions , quand l'Eglise ne s'y porte pas , ou par négligence , ou par impuissance. Ainsi , tantôt ils font examiner la question par les Prélats ou par les Universités , & ils en consacrent les décisions par leurs Loix : tantôt nos Rois ont choisi le Pape pour Juge : tantôt enfin ils ont fait tenir des Conciles.

Dans les Conciles il y a bien des choses qui ne sont pas purement spirituelles. Quoique le Concile soit en lui-même un acte de la Jurisdiction intérieure de l'Eglise , le *commodum* & *incommodum* de la tenue du Concile , le lieu , le temps , l'ordre , les préséances , les disputes qui s'y élèvent, les décisions contraires à un Etat, que quelque Puissance ennemie y veut faire faire , ne sont pas des choses purement

ment spirituelles : les Princes ont droit d'en connoître. Ce principe nous fait voir par quel droit les Princes ont convoqué des Conciles , quel rang ils y ont tenu , eux ou leurs Officiers ; & pourquoi nul Concile n'a en France force de Loi , en ce qui est de la Discipline , à moins qu'il n'ait été accepté par nos Rois.

Troisièmement , il faut punir les contraventions : c'est ici un des cas marqués par le Canon *Principes*. Les Puissances , dit-il , sont nécessaires dans l'Eglise , afin de suppléer par leur pouvoir à ce que l'étendue de la parole ne peut faire. » Mais en cela elles n'entreprennent rien sur l'Eglise. Elles punissent les Hérétiques , après que l'Eglise a condamné les Hérésies : elles les punissent en qualité de Protecteurs des saints Canons , comme des rebelles à des Loix qu'elles protègent ; & en qualité de Princes temporels , comme des auteurs de trouble & de scandale dans leur Etat : voilà ce qui concerne la Doctrine.

§. 2. Touchant le Culte.

Le Culte , selon saint Thomas , est ou intérieur , ou extérieur : le Culte intérieur consiste à adorer Dieu par la foi , l'espérance & la charité. Comme ce Culte se passe au fond de l'ame , il est entièrement du ressort de la Divinité. Le Culte extérieur consiste dans la profession qu'on fait au dehors de la Religion : & c'est celui-là dont nous devons ici parler. Le Culte est extérieur en trois manières ; par nos prières , par nos actions & par la consécration de certaines choses. Ainsi il y a trois sortes de Culte ; le Culte de la parole , le Culte des actions , & le Culte des choses.

La prière peut être considérée ou en elle-même , ou par rapport aux personnes qui la font , ou par rapport à sa fin , ou par rapport au temps & au lieu dans lesquels elle est faite.

La première en elle-même est quelque chose de purement spirituel. La forme des prières est aussi une chose qui appartient seulement à la Jurisdiction du Tribunal Ecclésiastique. La puissance temporelle ne peut avoir là-dessus aucun Droit direct : mais elle en a d'indirects. Quatre maximes générales vont expliquer quels sont ces Droits indirects sur toutes les choses spirituelles , qui concernent tant la Discipline que l'administration des choses purement spirituelles.

1°. Le Prince temporel ne peut pas faire la Discipline ecclésiastique : il doit seulement la maintenir.

2°. Lorsque la Discipline varie , il peut choisir celle qui est la plus conforme au bien de son Etat.

3°. Il peut en conséquence rétablir & renouveler les anciens Canons que l'Eglise auroit faits , que la corruption des mœurs ou d'autres causes auroient fait laisser dans le non-usage.

4°. Il peut se défendre de toute innovation qu'on voudroit introduire dans la Discipline.

Ainsi , selon ces maximes , le Prince temporel ne peut faire aucun Reglement qui établisse une nouvelle Discipline touchant les choses spirituelles : mais il peut rétablir & renouveler l'ancienne : il peut en prescrire une plus étroite observance , & y ajouter des peines temporelles. Et la liberté qu'il a de choisir , parmi les différens usages , ceux qui sont plus conformes au bien de son Etat , le met en droit de se défendre de toute innovation , de rejeter tout-à-fait , ou de modifier les Decrets de Discipline faits par des Conciles , même généraux. Ce sont des principes qu'il ne faut point perdre de vûe dans ce Chapitre.

Et pour les appliquer en particulier à la priere , le Roi ne peut prescrire aucune forme de priere qui n'auroit point

été acceptée par les Evêques & l'Eglise : mais il pourroit absolument parlant ordonner , par exemple , que dans toutes les Eglises de son Royaume on se servît du Missel & du Bréviaire Romain. On ne sera donc plus surpris si l'on trouve parmi les Preuves de nos Libertés un Chapitre entier pour faire voir que la permission du Roi est nécessaire pour changer les Missels & les Bréviaires. C'est qu'il n'est pas permis de changer rien à la Discipline sans la permission du Roi. Voilà ce qui regarde la priere par rapport à elle-même , & par rapport à sa forme. Par rapport aux personnes qui prient , il importe à l'Etat de connoître qui sont les personnes ou qui s'assemblent pour prier , ou qui font la priere publique. Ainsi les Chapitres 2. Tome 1. & 39. Tome 2. des Preuves de nos Libertés font voir qu'on ne peut instituer Communautés , ni Confrairies , ni tenir des Assemblées ordinaires , encore que ce ne soit que pour prier publiquement , ou célébrer l'Office Divin , sans la permission du Roi. Le Chapitre 25. Tome 2. fait voir aussi qu'on peut interdire l'exercice de la priere publique à des Prêtres séditionnaires ou suspects.

Par rapport à la fin de la priere , si la fin est particulière , comme par exemple , de rendre grâces à Dieu pour quelque Bataille gagnée , ou pour demander du secours dans un certain besoin ; nous croyons que le Roi peut en joindre aux Evêques d'ordonner de semblables prieres.

Par rapport au temps & au lieu de la priere , il est certain que le Roi , par rapport au besoin de ses Sujets , doit veiller que le lieu choisi pour prier soit commode à ses Peuples ; qu'on ne les surcharge pas trop , par l'institution de nouvelles Fêtes , d'un repos qui ruine les pauvres en leur ôtant le moyen de gagner leur vie ; & que d'ailleurs il peut imposer des peines temporelles à ceux qui ne sanctifient pas les Fêtes.

Le Culte des actions est ou d'institution divine, ou d'institution humaine. Les actions d'institution divine sont le Sacrifice & les Sacremens. Dans cette espece de Culte, tous les Droits du Roi cessent; & sa qualité de Protecteur des saints Canons ne lui donne d'autre pouvoir que de veiller à ce qu'il soit administré & selon les Canons, & par des personnes auxquelles les saints Canons en confient l'exercice, & auxquelles le bien de l'Etat n'exige pas de l'ôter. C'est à ces deux points que se réduisent toutes les Loix des Princes que nous trouvons sur cette matiere.

Il faut néanmoins faire différence entre l'Ordre & le Mariage, & les autres Sacremens. Ils demandent dans ceux qui les reçoivent des dispositions personnelles plus dépendantes de la volonté des Princes. L'Ordre est un changement d'état Laïque en Ecclésiastique: or il faut que celui qui reçoit l'Ordre soit susceptible de ce changement, selon les Loix tant Civiles que Canoniques. Un Esclave, par exemple, ne peut être ordonné sans le consentement de son Maître, parcequ'il ne peut disposer de lui, & ne peut arracher des mains de son Maître son propre bien. Les vœux ne sont valides que quand nous promettons ce dont nous pouvons disposer: car *Nemo rei alienæ legem dicere potest*. Du même principe vient que Constantin défendit qu'on ordonnât les comptables; qu'autrefois en France les Vassaux ne pouvoient être ordonnés sans le consentement de leurs Seigneurs de Fiefs, & que même personne ne pouvoit être ordonné sans la permission du Roi.

A l'égard du Mariage, il est constant que ce Sacrement ayant le Contrat civil & légitime pour matiere, le Roi est le maître des conditions qui rendent le Contrat légitime. C'est l'établissement de ces conditions, ou le rétablissement des anciens Canons, que regardent toutes les Or-

donnances des Princes touchant l'Ordre & le Mariage.

Les actions d'institution humaine dans le Culte sont le transport des Reliques , les Croisades , les Pélerinages & les Jeûnes. Le transport des Reliques ne peut être fait que par la permission du Roi , à cause du danger qu'il pourroit y avoir dans le concours du Peuple dans certaines Villes. La même raison milite pour les Pélerinages , qui d'ailleurs sont transporter les Sujets du Roi hors du Royaume. Les Croisades peuvent être demandées aux Princes. C'est à eux à les publier , parceque c'est au Magistrat séculier à armer ses Sujets , selon toute la question 8. *Caus. 23*. Enfin à l'égard des jeûnes , ils peuvent enjoindre aux Evêques d'en imposer quelques-uns de dévotion pour des fins particulières , & ils doivent veiller qu'on n'en ordonne pas d'onéreux & d'excessifs.

Le Culte des choses consiste dans la Consécration que nous faisons de quelque chose , soit en la donnant à Dieu , soit en la donnant aux hommes pour son amour : ce qui comprend les Eglises & les ornemens dont nous les enrichissons , les Vases sacrés , les Oblations faites aux Eglises , & les aumônes faites aux pauvres. Il est certain que tous les biens qu'on consacre pour ces sortes de choses sont du ressort du Magistrat séculier avant leur Consécration. Ainsi il est de l'intérêt de l'Etat de réprimer les abus que pourroient causer les donations téméraires qu'on feroit à l'Eglise. Dès qu'une fois ces biens sont entre les mains de l'Eglise , le Prince temporel n'agit plus à leur égard que comme Protecteur de la Discipline. A l'égard des aumônes , nous ne parlons ici que des aumônes qui se font par quête publique ; & nous disons qu'en France on n'en peut faire aucune en vertu de Bulle , Pardons , Indulgences , ou sous quelque prétexte que ce soit , sans la permission

du Roi : ainsi qu'on peut le voir dans l'article 14. des Libertés Gallicanes , & dans les Chapitres qui en contiennent les preuves,

§. 3. *Des Personnes Ecclésiastiques.*

Les Ecclésiastiques ont un double lien qui les soumet à l'autorité Royale : leur qualité de Citoyen les soumet à la puissance politique comme tous les autres Sujets : leur qualité d'Ecclésiastiques les soumet au Protecteur des saints Canons.

Ainsi leur état ecclésiastique , loin de les rendre plus indépendans , semble au contraire multiplier en quelque façon les liens de leur dépendance. On n'ignore pas qu'ils ont des privilèges : mais , sans examiner ici à qui le Clergé doit ces immunités , si c'est à l'Eglise , ou si ce n'est pas plutôt aux Rois , nous tenons pour maxime que les Ecclésiastiques sont soumis à toutes les Loix publiques de l'Etat ; si ce n'est à celles dont nos Rois les exemptent spécialement. Effectivement , une contravention de leurs Juges à une des Ordonnances Royales suffit pour fonder un Appel comme d'abus. Leur qualité ecclésiastique donne encore droit au Roi de veiller sur eux comme Protecteur des saints Canons. Il a droit , sous ce titre , de connoître de quelle maniere ils sont promus aux saints Ordres , de quelle maniere ils parviennent aux Bénéfices , de quelle maniere ils les quittent : & il doit tenir la main à l'exécution de ce que les Canons ordonnent là-dessus. Ajoutez à cette raison celle de l'intérêt que peut avoir un Etat au choix des personnes qu'on nomme aux Dignités de l'Eglise. Voilà ce qui concerne le Clergé en général. Il y a à l'égard des Réguliers plusieurs autres motifs qui obligent la Puissance temporelle de connoître de leur état , & de ce qui les concerne,

1^o. Ils ne peuvent s'établir dans le Royaume sans la permission du Roi, parceque le Prince temporel doit agréer & permettre tous les nouveaux établissemens qui se font dans son Etat. D'ailleurs le Roi, comme Protecteur des saints Canons, a droit d'examiner si un nouvel établissement est une nouveauté utile ou préjudiciable au bien de l'Eglise. Voyez le Chapitre 28. des Preuves des Libertés.

2^o. Cette même qualité de Protecteur donne droit au Roi de veiller sur les mœurs des Réguliers, aussi-bien que sur celles des Séculiers; de faire en sorte que les Supérieurs soient obéis, & que les Supérieurs s'acquittent eux-mêmes de leur devoir, en s'opposant au relâchement. Voyez le Chapitre 33. des Preuves des Libertés.

3^o. Les Privileges dont jouissent presque tous les Ordres Religieux sont encore en quelque façon de la compétence de l'autorité Royale. Ces Privileges sont de trois sortes: les uns ne regardent que l'Eglise, comme, par exemple, l'exemption de la Jurisdiction épiscopale, & quelques autres: les autres ne regardent que l'Etat, comme, par exemple, l'exemption des subsides: les troisiemes regardent l'Eglise & l'Etat, comme la permission de tenir des Colleges, &c.

Les Privileges qui ne regardent que l'Eglise ne peuvent ou être accordés, ou avoir lieu en France, que par la permission du Roi, *art. 71. de nos Libertés*; parcequ'il appartient au Protecteur des saints Canons de connoître des dispenses qu'on en fait à l'égard de quelques Sociétés. Aussi nous voyons que la plupart de ces Privileges n'ont été accordés qu'à la priere du Roi. Nous voyons aussi quelques Ordres Religieux qui n'ont été reçus en France, qu'à condition de n'user point dans ce Royaume des Privileges qui leur avoient été accordés par les Papes. D'ailleurs, quand

des Privilèges de cette sorte sont accordés , ou à la priere du Roi , ou sous son bon plaisir , le Roi s'en rend le Protecteur , & promet de les maintenir ainsi que les Libertés de l'Eglise Gallicane.

Les Privilèges qui ne regardent que l'Etat sont certainement du ressort de la Puissance temporelle. A l'égard de ceux qui regardent l'Eglise & l'Etat , le Roi en prend connoissance , & comme Prince temporel , & comme Protecteur des saints Canons.

§. 4. *Des Biens ecclésiastiques.*

A l'égard des biens ecclésiastiques , deux nouveaux titres , outre la qualité de Prince temporel & de Protecteur des saints Canons , les font dépendre du Roi. Ces deux titres sont la féodation & la fondation. En France , bien souvent ces quatre titres concourent pour un même bien : mais , si un seul suffit pour donner droit au Prince séculier de prendre connoissance de leur administration , je ne fais aucun cas où le Roi n'ait autorité de connoître de ces sortes de biens. Ainsi nous ne devons pas nous étonner si l'Eglise ne peut ni rien acquérir , ni rien aliéner sans la permission du Roi ; si le Roi a droit d'obliger les Bénéficiers aux réparations , & à satisfaire aux charges canoniques des Bénéfices ; si le Pape ne peut ériger en France , ou diviser aucun titre sans le consentement du Roi , quoique cependant Fevret , *Traité de l'abus* , *Lib. 2. n. 49.* & M^e Charles Dumoulin *ad Reg. de infirm. Resign.* tiennent que le Roi puisse unir , ou diviser , sans le consentement du Pape , des Bénéfices de fondation Royale , & qui n'ont point charge d'ames , ainsi qu'on en peut voir des exemples au Chapitre 50. n. 41. & 55. n. 10. des Preuves des Libertés Gallicanes,

Telle

Telle est l'étendue & telles sont les bornes de la Puissance Royale dans les choses ecclésiastiques. Les Ordonnances sont la cinquieme & derniere source du Droit Canonique. J'ai suivi, dans l'explication que je viens d'en faire, ce qui m'a paru plus conforme à nos principes, & aux exemples que l'Histoire nous fournit sur ce sujet. Je n'ai garde de proposer mes décisions comme des Regles indubitables. Je les soumets très-respectueusement, aussi-bien que tout ce petit Ouvrage, au Jugement & à la Censure de l'Eglise.

F I N.



T A B L E

DES CHAPITRES.

H istoire du Droit Canonique & du Gouvernement de l'Eglise,	pag. 1
CHAP. I. Du Droit Canonique jusqu'au grand Concile de Nicée,	3
CHAP. II. Des Canons & Constitutions attribués aux Apôtres,	6
CHAP. III. Du Droit Canonique depuis le Concile de Nicée jusqu'aux fausses Décrétales,	9
CHAP. IV. Des Codes de l'Eglise Romaine jusqu'à Charlemagne,	10
CHAP. V. Des Codes de l'Orient jusqu'aux derniers temps, & de celui de France,	13
CHAP. VI. Du Droit Canonique depuis les Décrétales jusqu'à son rétablissement, & en particulier des fausses Décrétales,	15
CHAP. VII. Des anciennes Compilations méthodiques des Canons,	19
CHAP. VIII. Du Decret de Gratien,	21
CHAP. IX. Des Décrétales de Grégoire IX.	25
CHAP. X. Des quatre dernières Collections du corps du Droit Canonique,	27
CHAP. XI. Du rétablissement du Droit Canonique,	30
CHAP. XII. De la Pragmatique de saint Louis,	32
CHAP. XIII. De la Pragmatique Sanction de Bourges,	35
CHAP. XIV. Du Concordat,	40

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XV. De l'autorité du Concile de Trente en France,	42
CHAP. XVI. de l'Ordonnance de Blois ,	pag. 48
CHAP. XVII. des Libertés de l'Eglise Gallicane ,	51
CHAP. XVIII. Des fondemens de nos Libertés , & 1 ^o . du Gouvernement ecclésiastique ,	63
CHAP. XIX. Comment les Clefs sont données à l'Eglise ,	71
CHAP. XX. De la distinction des Puissances spirituelle & temporelle ,	79
CHAP. XXI. Du Droit dont un Pays jouit de suivre ses Usages & ses Coutumes particulieres ,	95
CHAP. XXII. Du zele prudent avec lequel nous devons dé- fendre nos Libertés ,	104
CHAP. XXIII. Idée générale du Droit Canonique de Fran- ce ,	106
CHAP. XXIV. Nom & définition du Droit Canonique ,	108
CHAP. XXV. De l'Ecriture-sainte ,	113
CHAP. XXVI. Des Conciles ,	120
CHAP. XXVII. De la convocation des Conciles géné- raux ,	122
CHAP. XXVIII. Des personnes qui ont droit d'assister aux Conciles généraux ,	130
CHAP. XXIX. De la Présidence aux Conciles généraux , & de la forme de les tenir ,	136
CHAP. XXX. De l'autorité des Conciles , & d'abord qu'ils sont supérieurs au Pape ,	144
CHAP. XXXI. Autres preuves de la supériorité des Con- ciles sur le Pape ,	156
CHAP. XXXII. Que les Conciles généraux tiennent immé- diatement de Dieu leur autorité ,	164
CHAP. XXXIII. De la confirmation des Conciles géné- raux ,	167
CHAP. XXXIV. Des Epîtres Decrétales des Souverains Pontifes ,	174

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XXXV. Des différentes especes de Constitutions apostoliques,	pag. 180
CHAP. XXXVI. Du sentiment des saints Docteurs de l'Eglise,	191
CHAP. XXXVII. Du pouvoir des Rois touchant les choses ecclésiastiques,	193
CHAP. XXXVIII. Des bornes de l'autorité temporelle dans les choses ecclésiastiques,	200
CHAP. XXXIX. De la puissance des Rois comme Protectors des Canons,	213

FIN DE LA TABLE.

DISSERTATION

SUR LE DROIT

DES SOUVERAINS.

TOUCHANT L'ADMINISTRATION

DE L'EGLISE.

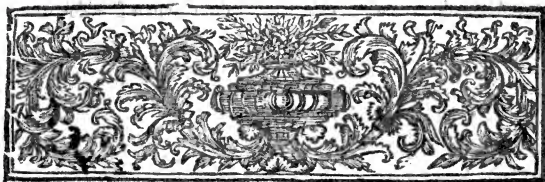
1. The first part of the report

is a general introduction to the

subject of the report.

The second part of the report

is a detailed description of the



DISSERTATION
SUR LE DROIT
DES SOUVERAINS,
TOUCHANT L'ADMINISTRATION
DE L'EGLISE.

L'EGLISE est considérée tout ensemble comme Corps politique, & comme Corps mystique & sacré. C'est un Corps politique par rapport à l'Etat : c'est un Corps mystique par rapport à Jesus-Christ.

Comme Corps politique, c'est une Assemblée de peuples unis par les mêmes Loix sous un même Chef temporel. Comme Corps mystique, c'est une Assemblée de Fideles unis par une même Foi sous un Chef Spirituel, pour travailler ensemble à la gloire de Dieu, & chacun à son salut particulier. Le Pape en est le Chef spirituel, comme Vicaire de Jesus-Christ.

Optatus Mi-
levit. Lib. 3.

Ainsi deux Puissances Souveraines sont associées au Gouvernement de l'Eglise. La Temporelle est la première dans l'ordre naturel ; car l'Eglise est dans l'Etat, & non l'Etat dans l'Eglise. La Spirituelle est la première dans l'ordre surnaturel.

Les deux Puissances entreprennent souvent l'une sur l'autre , parce qu'il est difficile de distinguer ce qui appartient purement à chacune en particulier.

Ceux qui ont travaillé sur cette matiere y ont jeté de la confusion , soit par complaisance , soit en confondant le Fait avec le Droit.

La confusion dans les Faits vient encore de ce qu'en négligeant la suite de l'Histoire , on rassemble dans un même lieu des choses éloignées de plusieurs siècles.

Pour examiner les Faits , il faut commencer par ce qui s'est passé sur ce sujet chez les Juifs , & sous les Empereurs Romains , depuis Constantin jusqu'à Justinien , qui est le temps où la Discipline Ecclésiastique a été dans sa grande vigueur , & voir ensuite ce qui s'est passé sous les trois Races de nos Rois.

Dans la question de Droit , il faut d'abord se former une idée de la conduite de l'Eglise en général , & de la part que nos Rois y peuvent légitimement avoir ; & diviser ensuite la matiere en quatre parties principales , dans lesquelles toute la Discipline de l'Eglise est renfermée. On traitera donc ,

1°. De la conduite de l'Eglise en général , & de son partage entre les Puissances temporelles & spirituelles.

2°. De l'autorité du Roi touchant l'administration de la Foi.

3°. De la même autorité dans la Discipline qui concerne le Culte Ecclésiastique.

4°. *Idem*, touchant les personnes Ecclésiastiques.

5°. *Idem*, touchant l'administration des Biens de l'Eglise.

De ce qui concerne les Faits.

Les Faits tirés de l'Ecriture Sainte, sont d'autant plus importants, que Dieu a toujours été parmi les Juifs si jaloux de son autorité & de celle de ses Prêtres, qu'à peine peut-on trouver qu'elle ait été violée par entreprise de la Puissance Séculière, sans qu'au même instant la Justice Divine ait donné des marques de son désaveu, & que la témérité n'en ait été châtiée par quelque punition exemplaire.

Le Souverain Sacerdoce a été souvent uni à la personne des Rois. Ainsi il faut bien se donner de garde de prendre pour acte de Magistrature politique, ce qu'ils n'ont fait qu'en qualité de Sacrificateurs. Il ne faut point confondre ce que fit Moïse, qui avoit une mission particulière de Dieu, ni ce que fit Aaron, qui est nommé par l'Ecriture Roi & Grand Prêtre tout ensemble.

Le premier exemple où nous pouvons juger que Dieu a voulu associer les Rois aux Prêtres, est celui où promettant aux Israélites de leur donner un Roi, il ajoute que le Roi est un exemple de la Loi sacrée. Ce temps étant venu, Dieu voulut qu'il fût oint comme étoit le Grand Prêtre; & il est remarqué qu'aussitôt l'Esprit de Dieu entra en lui, & qu'il prophétisa comme les Prophètes; ce qui marque le privilege & la sainteté des Rois; cependant Saül ayant sacrifié en l'absence de Samuel, il en fut puni.

David ordonna le transport de l'Arche, & en fit presque toute la cérémonie.

M. de Mar-
ca, Lib. 2.
c. 4. & 5.

Deut. 17.
& 18.

Avant J.
C. environ
1017. ans.

Rois. I.
c. 10. 11.
12. & 13.

Avant J. C.
1017.

Oza , ayant voulu soutenir l'Arche , fut puni de mort.

Rois 2.
6. Para-
lip. 1. 17.

David étoit revêtu d'un Ephod de lin , qui étoit l'ornement du Grand Sacrificateur ; mais l'étoffe étoit différente. Le Roi avoit tendu le Tabernacle où elle fut mise : il donna la bénédiction au Peuple , il régla l'ordre & le ministère des Lévites.

Salomon son fils déposa Abiathar de la Sacrificature , & ordonna que Sadoc fût seul Sacrificateur : il fit bâtir le Temple , il convoqua l'Assemblée , & indiqua le jour de la Dédicace : il fit sa priere au nom du Peuple , auquel il donna sa bénédiction , & il régla le Ministère des Prêtres.

Ses Successeurs firent de même.

Avant J.C.
514. ans.

Josaphat établit des Prêtres en Jerusalem pour connoître des causes des Ecclésiastiques , & leur prescrivit l'étendue de leur Jurisdiction.

Joas ordonna aux Prêtres de prendre tout l'argent des offrandes des passans , de l'employer aux réparations de la couverture du Temple.

2. Paralip. 2.
6. 24.

Les Lévites portoient le tronc au Roi , & l'ouverture s'en faisoit en présence d'un des Officiers du Roi & du Grand Prêtre , &c.

Avant J.C.
714. ans.

Ezéchias fit ouvrir le Temple que l'impiété de ses peres avoit fermé : il commanda aux Prêtres de purifier le Sanctuaire , & leur fit renouveler le serment de leur Religion : il fit assembler les Tribus d'Ephraïm & de Manassé pour la célébration de la Pâque ; & le jour en fut délibéré dans son Conseil.

2. Paralip.
34.

Josias commanda au Grand Prêtre de faire fondre en lingots le restant des offrandes , pour en faire des vases sacrés ; & ce Pontife ayant trouvé les Livres de

Moyse , les envoya au Roi , qui après en avoir entendu la lecture , déchira ses vêtemens de douleur de voir que ses ancêtres en avoient si mal observé les préceptes. Il convoqua les Sacrificateurs , les Lévites & le peuple à Jerusalem , leur fit faire lecture des Livres sacrés ; & étant assis sur son Thrône , il leur fit prêter serment de les observer &c. Sa mort fut suivie d'un désordre universel dans l'Eglise , par la fameuse captivité des Juifs , & par leur transport à Babylone.

Après cela les Juifs furent long temps sans autres Rois que ceux de Perse & de Syrie. Ces derniers donnerent la souveraine Sacrificature à leur gré , & transporterent à une même personne , en même temps , le pouvoir des choses civiles & sacrées.

Enfin cette double puissance ayant peu à peu repris de nouvelles forces , s'est conservée pendant sept cent quatre vingt-dix ans.

Aristobule , fils d'Hircan , se déclara Roi & Souverain Sacrificateur tout ensemble. Ces deux titres ne laisserent pas d'être séparés ; mais on ne voit rien dans leur administration qui puisse être utile à notre sujet.

Epoque des Empereurs Romains.

Dès que les Empereurs ont été Chrétiens , les choses Ecclésiastiques ont dépendu d'eux , & les grands Conciles ont été convoqués par leurs avis , & comme ils ont jugé à propos.

Socrar.
Lib. 7. l. 1.
Proem.

Du temps de Constantin , tout ce qui se passoit de considérable dans l'Eglise , se faisoit par son ordre.

An. de J. C.
307.

Des Evêques sectateurs de l'Hérésie de Donat ayant accusé Cecilien devant l'Empereur , ce Prince exerça

Euseb. L. 6.
c. 34.

Euseb. L. 10.
c. 7.

quatre ou cinq actes de Souveraineté remarquables ;
1°. Il leur donna des Juges à qui il commanda de s'y
trouver. 2°. Les Donatistes condamnés par le Pape
en appellerent à l'Empereur , Constantin indiqua un
Concile à Arles pour juger l'Appel. 3°. Deux ans
après, les Donatistes se pourvûrent à l'Empereur contre
la Sentence du Concile ; il connut de l'Appel & confirma
le Jugement.

L'Hérésie d'Arius ayant suivi , Constantin convo-
qua le grand Concile de Nicée ; & tous les Historiens
conviennent que les Evêques reconnurent l'Empereur
pour Juge naturel de leurs différends.

Socrat. L. 4.
c. 35.

Dans la fausse accusation des Ariens contre Saint
Athanase , l'Empereur convoqua le Concile de Tyr.
(Voyez sa Lettre aux Evêques, &c.) Saint Athanase
condamné se retira vers l'Empereur, qui écrivit aux
Evêques de venir lui rendre compte de ce qu'ils
avoient fait : » A moi , dit-il , à qui vous ne con-
» testez point la qualité de Ministre sincere de
» Dieu , &c.

Euseb. de
Vitâ Const.
l. 4. c. 8.

Il consacra par une Loi le Dimanche & les Fêtes
des Martyrs au repos & à la priere. Il dit qu'un Evêque
ne l'est que d'un Diocèse , & qu'il l'étoit de tous.

Une autrefois , dans un festin que fit ce Prince à
quelques Prélats , il leur dit : » Vous autres , vous
» êtes Evêques au-dedans de l'Eglise ; & pour moi ,
» Dieu m'en a établi Evêque au-dehors ».

Lib. 2. de
Epi/c. & C'e-
ric. c. Theod.

Il donna quantité de privilèges aux Ecclésiastiques,
& entre autres il permit à quiconque voudroit choisir
des Evêques pour juges au préjudice des Magistrats
Séculiers , de le pouvoir faire librement ; il ordonna que
le jugement tiendrait comme si l'Empereur l'avoit

Euseb. de
Vitâ Conit.
L. 4. c. 27.

signé & prononcé lui-même, & enjoignit à ses Officiers d'y tenir la main; ce qu'il confirma depuis, tant à l'égard des causes civiles, que des causes Ecclésiastiques.

L'Empereur assembla un Concile à Smyrne contre l'Hérésie de Photin Evêque de Smyrne, lequel ayant été condamné, eut recours à l'Empereur Constance, qui délégua des principaux Officiers de son Conseil pour en connoître conjointement avec les Evêques.

Quelque temps après, Constantin devenu mort, ses enfans demeurèrent dans la même possession. Marcel Socrat. L. 1. c. 20. Theod. L. 2. c. 8. Sozom. L. 4. c. 16. ayant été condamné par la brigue des Ariens dans un Concile à Constantinople, les Empereurs Constans & Constance ordonnerent la révision du Procès.

Ces Princes convoquerent un Concile à Nicée touchant l'Hérésie d'Aërius: ils ordonnerent qu'après que les Evêques auroient donné leurs avis, ils en députassent vingt d'entre eux pour leur venir rendre compte de ce qu'ils auroient arrêté; » afin, dit l'Historien, qu'ils vissent si leurs sentimens étoient conformes aux saintes Ecritures ». Cela fut exécuté; & l'Empereur condamna Aërius.

Ce fut l'Officier de l'Empereur, envoyé pour être présent à la dispute, qui prescrivit aux Evêques l'ordre des questions qu'ils devoient décider.

L'Empereur avoit convoqué ce Concile & le *Li-* Ib. C. 23.
centia.

Il n'y a rien de considérable à observer sous les Empereurs Julien qui apostasia; Jovien qui mourut aussi-tôt après son Election; Valentinien, & Valens; ce dernier fut Arien. An. de J. C. 364.

Gratien fit plusieurs Loix sur la Police de l'Eglise.

Leg. 4. de
Hæret. Cod.
Theod.
Sozom.

L. 1. c. 12.

Il fit rayer de ses titres la qualité de Souverain Pontife.

Valentinien, son second frere, mourut trop jeune pour se mêler de cette Police.

Théodose le Grand convoqua le Concile universel contre Macédonius, sur la Divinité du Saint Esprit. Il fit un Edit pour établir la Foi Catholique dans ses Etats. Il choisit Nectarius pour Evêque après Saint Gregoire : il décida de la Foi en faveur des Catholiques contre les Ariens : il défendit d'admettre au service de l'Eglise aucune femme qui n'eût eu des enfans, & qui n'eût passé soixante ans : il ordonna de chasser de l'Eglise celles qui se faisoient couper les cheveux, & de déposer les Evêques qui les y recevoient.

Socrat. L. 5.
c. 10.
Sozom.

L. 7. c. 16.

Arcadius, son fils, fit diverses Loix contre les Hérétiques & les Payens, pour défendre leurs Assemblées, & pour arrêter la licence des Clercs & des Moines, qui enlevoient les Condamnés au supplice.

S. Jean Chrysostome déposé par un Concile tenu dans un Fauxbourg de Calcedoine, Arcadius l'exila ; l'ayant rappelé, Saint Chrysostome le pria de faire assembler un autre Concile.

Baronius
an. 411. c. 3.

Ce fut par l'autorité d'Honorius I. que l'on convoqua la fameuse Conférence d'Evêques en Afrique sur le Schisme & l'Hérésie des Donatistes, & ce fut Marcellin, Tribun de la Milice, qui fut envoyé pour y tenir la main, en prescrire la forme, entendre les contestations, & y prononcer au nom de l'Empereur.

Conc. Carthage 3. Disser. 1. Can. Eccl. Aff. apud Inst. pag. 358.

Un précédent Concile de Carthage députa vers lui deux Evêques, pour lui demander des Loix sur plusieurs chefs de la Discipline Ecclésiastique.

Le

Le Pape Boniface le pria de faire une Loi qui pourvût à empêcher que l'Evêque de Rome ne fût désormais élu par brigue ; & Honorius lui répond , que si deux sont élus , pas un des deux ne demeurera Evêque. Socrat. L. 7.

Théodose, fils d'Arcadius, convoqua le grand Concile universel d'Ephese, qui est le troisiéme Œcuménique, & y envoya un des principaux Officiers de sa Maison.

Quatre ou cinq ans après, il publia le Code intitulé de son nom, où il y a un Livre entier de Loix Ecclésiastiques, dont les titres sont, 1°. de la Foi, 2°. des Evêques, des Eglises, des Clercs, 3°. des Moines, &c. Lib. 16.
Cod. Theod.

Valentinien III, regla aussi la Discipline Ecclésiastique. An. de J. C.
428.

Martian convoqua le Concile de Calcedoine : il y fut present avec l'Impératrice sa femme, & plusieurs des principaux personnages de son Conseil. Ils y réglèrent diverses contestations, y prononcèrent la déposition de l'Evêque Dioscore & de ses complices : ils y rétablirent la Métropole de Tyr, & exercèrent divers actes de Jurisdiction. 453.
Evas. L. 2.
C. 2.
Ibid. L. 2.
C. 4.

Leon écrivit aux Evêques d'Orient, & leur ordonna de lui envoyer leur confession de Foi ; ce qu'ils firent. 461.

Majorian, son Collegue, fit une Loi qui défendit de donner le voile aux Religieuses avant quarante ans.

Severe, Anthimius, Leon le Jeune, & Anastase ; ont peu régné, & ne se sont mêlés de l'Eglise que pour la troubler.

Justin envoya par Edit le Symbole de la Foi aux Eglises, avec injonction de le recevoir en ces termes : 521.

» Si quelqu'un défend une Foi contraire , nous le
 » déclarons anathème ».

Nov. 3. &
 ibid. 123.
 131. &c.
 Nov. 6. in
 fu.

Justinien s'est mêlé de la Foi & de la Discipline Ecclésiastique : il a mis la main à tout , excepté à l'encensoir : il a convoqué les Conciles généraux & particuliers , il a bâti des Temples , & ordonné du nombre de leurs Ministres : il a fait des Loix sur l'établissement de la Foi , sur la vie & les mœurs des Ecclésiastiques , sur leurs biens , leurs privilèges , leur Jurisdiction ; sur l'usage & la forme de l'Ordination des Prêtres , des Diacres & autres Ministres ; sur leur dégradation ou déposition ; sur la vêtue , la profession & la régularité des Moines : & il enjoignit aux Métropolitains , aux Evêques & à tous les Ecclésiastiques d'observer ces Loix , sous peine , aux contrevenans , d'être déposés de l'Ordre de Prêtrise.

Epist. 1.
 Vigil. in fin.
 Concil. Au-
 rel. 4. apud
 Sirmond.

Le Pape Vigile écrivit à Auxone Evêque d'Arles , qu'il ne lui pouvoit donner l'usage du *Pallium* , sans l'avis de l'Empereur : c'étoit pourtant un homme tout Ecclésiastique.

Epoque de la premiere Race de nos Rois.

Greg. Tu-
 son.

Ce qu'il y a de mieux éclairci dans les Faits de la premiere Race de nos Rois , est leur autorité dans l'administration des choses Ecclésiastiques , soit parceque Gregoire de Tours , leur principal Historien , étoit Evêque ; soit parceque de tous les Actes publics de ce temps-là , il ne nous reste presque plus que des Conciles. On peut commencer par Clovis , qui le premier se fit Chrétien. Avite , Evêque de Vienne , lui écrivit : » Enfin , la Providence divine nous a trouvé

Epist. ad
 Clodov. 7.
 Conc. Gall.
 tom. 1. ad
 an. 494.

SUR LE DROIT DES SOUVERAINS. II

» un Arbitre pour décider nos différends ; car le choix
 » que vous faites pour vous de notre Foi , est un
 » jugement par lequel vous condamnez tous vos Peu-
 » ples à le recevoir.

Saint Remi écrivant à des Evêques , & parlant de Clovis , l'appelle prédicateur & défenseur de la Foi ; & en un autre endroit il dit : » Vous m'écrivez que
 » ce qu'il m'a commandé n'est pas canonique. . .
 » C'est le Prélat du Royaume qui me l'a com-
 » mandé ».

En 511. le Concile d'Orleans fut tenu par le com-
 mandement exprès du Roi. Son sixieme Canon porte ,
 que nul séculier ne pourra être promu à l'Ordre de
 Cléricature que par le commandement du Roi , ou la
 permission du Juge ; ce qui a été pratiqué même dans
 la seconde Race.

In prefat.
 Conc. Aurch.

Le deuxieme Concile d'Orleans a été convoqué au
 nom des quatre enfans de Clovis.

Conc. Gall.
 Ande J. C.
 533.

Theodebert & son fils en ont fait tenir deux en
 Auvergne.

Greg. Tu-
 ron. H'st.
 L. 4. c. 5. & c.
 H'st. L. 4.
 c. 5. & f. 2.

Saint Gal , Evêque de Clermont en Auvergne ,
 étant décédé , le Roi fit consacrer Costin , quoique
 le Clergé en eût élu un autre.

Clodomir donna l'Evêché de Tours à Dinise.

Childebert , distingué par sa piété , assembla le cin-
 quième Concile d'Orleans. Il y fut décidé que l'Epis-
 copat ne pouvoit être obtenu que par la volonté du
 Roi , suivant le suffrage du Clergé & du peuple. Il est
 vrai que dans le troisième Concile de Paris , il y fut
 dit que l'Evêque seroit élu sans le commandement du
 Roi ; mais ce Canon ne fut jamais observé.

Conc. Cal-
 lic. an. t. 1.
 ad an. 557.

Ce Prince avoit non-seulement le choix des Evê-

Le Pape Pé-
lage en écri-
vit au Roi.

ques, mais il leur donna des Juges ; & quand ils avoient manqué, le Pape s'adressoit à lui pour le prier de faire réparer leur faute.

Dans une lettre du Pape à trois Evêques, il dit :
» Puisque la Divine Providence vous a trouvé dignes
» de l'Episcopat, & que vous avez pour vous la
» volonté du très-glorieux Childebert Roi de Fran-
» ce, &c ».

Boniface
VIII. en-
voya aussi sa
sa profession
de Foi à Phi-
lippe le Bel
en 1294.

Pélage étant soupçonné d'hérésie, Childebert lui de-
manda sa profession de foi. Ce Pape dit : » Nous devons
» confesser notre foi pour obéir aux Rois, à qui nous
» sommes soumis selon la doctrine de l'Ecriture ».

Après la mort de Gontaire Evêque de Tours,
Clotaire I. commanda au Clergé d'élire Cartron.

Clotaire donna l'Evêché de Xaintes à Emery, &
le fit consacrer d'autorité absolue ; sans la participa-
tion du peuple, du Clergé & du Métropolitain.

An. 561.

Leon Métropolitain de Bordeaux assembla un Concile
à Xaintes, dans lequel il fit déposer Emery pourvû
par Clotaire, & fit élire Héraclius à sa place : ce der-
nier vint rendre compte de son élection à Charibert
Roi de Paris, l'un des fils de Clotaire. Le Roi le
fit mettre dans une charette pleine d'épines, & l'en-
voya en exil avec ces paroles : » Penses-tu que Clo-
» taire soit si malheureux, qu'il n'ait pas laissé d'enfans
» capables de soutenir & de faire exécuter ses volontés
» après sa mort « ?

Le Roi envoya rétablir Emery dans son Evêché,
condamna Leon en mille écus d'amende qu'il lui fit
payer, & les autres Evêques qui avoient assisté au
Synode, à d'autres amendes proportionnées.

Gregoire de Tours, qui rapporte cette His-

toire, blâme lui-même l'entreprise du Métropolitain. An. de J. C.
562.

Gontran Roi d'Orleans & de Bourgogne, convoqua plusieurs Conciles, & en fit passer tous les articles par un Edit. Pasquier 9.
Lib. 3.

Les Evêques condamnés n'osoient se retirer vers le Pape, que par la permission du Roi. Ceux d'Embrun & de Gap, ayant été condamnés dans le Concile de Lion, obtinrent la permission du Roi pour se pourvoir vers le Pape Jean III. de qui ils obtinrent leur absolution. Le Pape écrivit au Roi pour les faire rétablir dans leurs Evêchés. Le Roi le fit : mais n'étant pas devenus plus sages, le Roi convoqua deux ans après un Concile à Châlons, où ils furent dégradés ; & le Roi les fit enfermer dans des Monasteres. 582.

Quoique Sigebert Roi d'Austrasie ne vécût pas long-temps, nous voyons cependant des marques de son autorité dans les lettres de Gregoire le Grand. Ce saint Pape, qui déposoit par toute la Chrétienté les Evêques promûs par simonie, reconnut qu'il n'avoit pas droit d'en user ainsi en France, & que c'étoit au Roi d'y donner ordre. Il manda à Vigile Evêque d'Arles, d'avertir le Roi d'abolir cette tache de son Etat ; & dans plusieurs de ses lettres au Roi, il l'exhorte d'ordonner la convocation d'un Concile, &c.

Après la Sentence du Concile de Poitiers sur la sédition arrivée dans un Monastere de filles de la même Ville, les Evêques écrivirent au Roi ; & par leur lettre ils reconnoissent ne s'être assemblés, & n'avoir connu de cette affaire, que par sa permission & son commandement, & n'en avoir jugé que par son autorité : il ne s'agissoit cependant que d'une discipline Ecclésiastique. Greg. Turon. c. 29.
hist.

190.

Chilperic convoqua à Paris un Concile où fut jugé le Procès contre Prétextat Evêque, dans lequel Gregoire de Tours dit au Roi : » Sire, si quelqu'un de » nous passe les bornes de la Justice, vous avez le » pouvoir de le corriger : mais si vous les passez » vous-même, qui vous reprendra ? Nous vous parlons & nous vous écoutons quand il vous plaît : » mais si vous ne voulez pas nous entendre, qui » vous condamnera, sinon celui qui s'est nommé » lui-même la Justice » ?

Greg. Turon. L. 5. c. 5. 6. & L. 6. c. 30.

Dans ce temps, les Evêques étoient promus par les Rois. Voici les termes de Gregoire de Tours : » Il fut ordonné & tonsuré Evêque par le Roi ».

615.

Clotaire II. fit assembler un Concile à Metz, où Gilles Evêque de Reims fut condamné comme criminel de leze-Majesté. Le Roi lui accorda la vie à la prière des Evêques.

Il convoqua le 5^e Concile de Paris sur la réformation de la Discipline Ecclésiastique, il en fit passer les articles par un Edit, où il changea & ajouta plusieurs choses.

Dagobert donna l'Evêché de Cahors à un de ses Officiers nommé Didier. Sigebert son fils défendit de tenir un Concile sans son congé.

618.
Lib de l'Eg.
Gal. t. 1. c. 15. n. 10. & 11.
D. Hierom. Bignon in Nor. ad formul.

Clovis II. surnommé le fainéant, convoqua deux Conciles, l'un à Châlons sur Saone, l'autre à Clichy, où il fit donner le privilège d'exemption à l'Abbaye de Saint Denys, qu'il confirma par Lettres Patentes.

Marculf. in propr. L. 4. 1. c. 2.
Les Formules du Moine Marculfe fournissent bien des autorités. L. 5.

La sixième lettre du Roi au Métropolitain & la septième, prouvent que le Roi étoit en possession de choisir l'Evêque, de commander au Métropolitain, de le consacrer, & que le droit du peuple n'étoit, à proprement parler, que celui d'user envers le Roi d'une très-humble supplication.

Il est vrai que sur la fin de cette première Race, depuis 660. les guerres causerent tant de confusion & d'ignorance, qu'on ne sçavoit presque plus ce que c'étoit que police Ecclésiastique.

On ne tint plus de Conciles; ce qui fit que vers 722. le Pape Gregoire II, envoya l'Archevêque Boniface Légat en Allemagne, & ensuite en France, pour y rétablir la Discipline Ecclésiastique, & même le Christianisme: mais il faut observer, 1°. Que ce Légat obtint la permission de Charles Martel. 2°. Que le Pape avoit limité son pouvoir en France au droit d'y prêcher, par ces mots: » Pour exercer nos fonctions & notre Vicariat par la Prédication qui nous est enjointe ».

5. Epist.
Greg. 2. ad
Episc. ad an.
728.

Carloman & Pepin, Ducs & Princes des François sous Childeric III. convoquerent successivement chacun un Concile.

Le premier est celui de Seprimes, ou Estimes. Carloman y présida en présence même du Légat. En voici les termes: » Au nom de notre Seigneur Jesus-Christ, moi Carloman Duc & Prince des François, l'an de l'Incarnation 742. le 11. des Calendes de Mai, j'ai assemblé en un Concile, par le conseil des serviteurs de Dieu & Seigneurs de ma Cour, les Evêques de mon Royaume avec les Prêtres, pour me donner conseil sur la manière en laquelle on pourra rétablir la crainte & le Service de Dieu, & la Religion Ecclésiastique, qui est tombée en ruine dans ces derniers jours, & comment le peuple Chrétien pourra parvenir au salut de son âme, & s'empêcher de périr, par la tromperie des faux Prêtres ».

Tous les Canons de ce Concile sont remarquables sur notre sujet : cependant le Pape Zacharie approuve ce Concile , & en félicite tous les Evêques qui y ont assisté.

L'autre Concile s'est tenu à Soissons , convoqué par Pepin qui n'étoit encore que Duc des François Moi Pepin , &c. Sur la fin il est dit : » Ce- » lui qui contreviendra à ces Decrets , établis par » vingt-trois Evêques & autres serviteurs de Dieu , » du consentement du Prince Pepin & des Seigneurs » François , sera jugé ou par le Prince ou par les » Evêques ». Et le Concile est signé , Pepin.

Epoque de la seconde Race de nos Rois.

L. 3. c. 5.
11. Pasquier , en parlant de la seconde Race , dit que sa jeunesse avoit été sous Pepin , sa virilité sous Charlemagne , & sa vieillesse sous Louis le Débonnaire ; car sa caducité commence sous Charles le Chauve , après lequel on ne voit rien de remarquable jusqu'à la troisième lignée ; ainsi il ne faut s'arrêter qu'à ce qui s'est passé sous ces quatre Rois.

Pepin le
Bref fut cou-
ronné en
751.
Can. 4.
tom. 2. Con-
cil. Gal. ad
an. 755.
Sous Pepin le Bref , il se passa peu d'années qu'il ne fit tenir un Parlement ou Concile dans son Palais , & presque toujours en sa présence , où pour l'ordinaire on ne traitoit pas simplement de la Discipline Ecclésiastique , mais encore des principales affaires de l'Etat. Dans un Concile tenu à Vernon sur Seine , il y a deux Canons : par l'un il est dit qu'il se tiendra deux Conciles par an , partout où il plaira au Roi de l'ordonner , & en sa présence : par l'autre , que nulle Abbessé ne pourra sortir de

de son Monastere , si ce n'est que le Roi lui commande de venir vers lui ; auquel cas elle sera tenue d'obéir.

Ce fut lui qui ordonna le premier que l'Eglise Gallicane quitteroit le chant dont elle usoit dans les Temples , pour prendre celui de l'Eglise Romaine : mais cela ne fut exécuté que sous Charlemagne son fils. Cet Empereur fit tenir souvent de ces Assemblées , appellées Parlemens ou Conciles : on en compte jusqu'à cinq en une seule année. Celui d'Arles finit par ces termes : » Voilà en abrégé les choses » que nous avons trouvées dignes de notre correction , & devoir être présentées à l'Empereur , pour » le conjurer , s'il y manque quelque chose , de le » vouloir bien suppléer ; s'il y trouve quelque chose » de mauvais , de le corriger par son jugement ; & » s'il y a quelque chose de raisonnable , de lui donner » sa dernière perfection par son assistance »

Arelat. 6.
Concil. an.
813. in
Conc. Gal.
10. t. 2.

5. Epit. Carol. Mag.
ad Elec.

Le plus considérable est celui tenu à Francfort en 744. touchant l'adoration des Images & l'hérésie d'Eliphan & de Felix , qui soutenoient que Jesus-Christ n'étoit que le Fils adoptif de Dieu.

Il paroît que Charlemagne y présida ; car dans les Canons il est dit : » Notre Roi très-pieux a statué » avec le consentement du saint Synode : ou bien , » il a été ordonné par le Roi notre Seigneur , ou par » le saint Synode ».

Can. 4. 6.
7. 9. 10. &c.

Dans le Concile de Mayence , tenu quelques années après , il y a un Canon qui porte que les Reliques ne pourront point être transférées d'un lieu en un autre sans l'avis du Prince , ou sans la permission des Evêques ou d'un Concile. Ainsi , l'autorité du

Ibid. ad an.
813. Cau.
51.

Prince va de pair avec celle des Evêques ou d'un Concile, dans une chose qui semble être toute Ecclésiastique.

Pour voir dans quel esprit & avec quelle autorité ce Prince faisoit tenir les Conciles, il faut lire la Préface de celui d'Aix-la-Chapelle de l'an 789, où il se qualifie de dévôt défenseur de la Sainte Eglise; il y dit qu'il a envoyé les Capitulaires aux Evêques par ses Députés, afin de changer ou de corriger avec eux, sous l'autorité de son nom, ce qu'ils jugeroient digne de correction.

Monach.
Sangal.

Par un Edit, il enjoignit à tous les Evêques de son Royaume de prêcher dans leurs Cathédrales, dans un certain temps qu'il leur limite, à peine d'être privés de l'honneur de l'Episcopat.

5. Const.
Carol. Mag.
per Sing. E-
pisc. & tam.
in Concil.
Call. ad an.
788.

Il fit une Ordonnance pour établir des Ecoles dans tous les Evêchés & Monasteres de ses Etats, où il dit qu'il a été obligé de prendre le soin des Evêchés & des Monasteres dont Dieu lui a donné le gouvernement & la conduite.

Dans le Recueil des Lettres écrites à ce grand Prince, il y en a une pour le supplier de vouloir bien, par le conseil d'un Synode François, ensuite d'un jeûne, établir une Fête en l'honneur de la Très-Sainte Trinité, des Anges & de tous les Saints, & ordonner la célébration d'une Messe de Saint Michel & de la Passion de Saint Pierre.

Hist. Franc.
2. 2. 8. 437.

L'idée de son administration est dans une Lettre d'Hinemar à quelques Evêques de France. Il y avoit dans la Maison de ce Prince deux Officiers qui avoient soin du Spirituel & du Temporel; sçavoir, l'Apo-
crisfaire, ou Chapelain, ou Garde du Palais, pour

le Spirituel ; & le Comte du Palais pour le Temporel.

Etant allé à Rome après la défaite des Lombards , il y célébra un Concile avec le Pape Adrien , où le Concile & le Pape lui donnerent le droit d'élire le Souverain Pontife , & d'investir tous les Archevêques & Evêques , sans qu'ils pussent être consacrés qu'après qu'ils auroient reçu l'investiture de lui.

Sigebert, in
chron. ad an.
778. & grat.
in Decret.
dit. 63. l.
22.

Il a porté l'autorité Ecclésiastique à un si haut point , que non seulement il régloit les affaires de l'Eglise par leurs avis , mais même celles de l'Etat. C'étoit en partie des Prélats qui composoient ce Conseil , ou Parlement , qu'il tenoit deux fois l'an , dans l'un desquels on traitoit des affaires de l'année courante , & dans l'autre on délibéroit sur celles de l'année prochaine.

Hincm.
Rhem. Ep.
ad quos Ep.
Franc. c. 29.

Il renouvella dans ses Etats la Loi de Constantin qui permet aux Séculiers de porter toutes leurs causes devant les Evêques , pour les juger sans appel , à la seule réquisition d'une des Parties. Louis le Débonnaire continua la tenüe des mêmes Conciles , & fit aussi des Capitulaires.

Mezeray .
L. I.
874.

Il convoqua deux fameux Conciles à Aix - la - Chapelle , où il est dit que c'étoit le Roi qui proposoit , qui avertissoit , & qui fit de belles remontrances à tous les Prélats touchant leur conduite. Par un Edit il enjoignit aux Prélats de son Royaume de tenir en même temps quatre Conciles en quatre différens endroits de son Empire. Par sa Lettre circulaire il leur prescrivit les Loix de l'Assemblée , & les points qu'il vouloit y être traités. Au commencement de la même Lettre , il leur marque qu'il avoit cette année

Concil A-
quis - Gran.
ad an. 816.

828. s. cap.
Lud. n. 11.
ad an. 828.
c. 1. & seq.

ordonné un jeûne général dans tous ses Etats , par le conseil des Prêtres & de ses autres Conseillers.

L. j. Hist. En conséquence de cet Edit , le sixième Concile de Paris fut tenu , dont la Préface est remarquable. Aymoine , son contemporain , dit qu'il fit publier un Livre entier touchant la Discipline Ecclésiastique.

Il commença pourtant à se relâcher de la possession de ses Prédécesseurs en un point. Les Rois de la première Race & les deux premiers de la seconde avoient conservé le pouvoir absolu dans le choix & dans la promotion des Evêques ; il rétablit la liberté des élections en faveur du Clergé & du Peuple. Il eut lieu de s'en repentir par la suite.

Charl. le Pasquier dans ses Recherches dit que tous les Rois *Ch. an. 840.* de cette Race qui succéderent à Louis le Débonnaire *L. j. c. 11.* ne firent que radoter. On ne voit plus en effet que divisions & partialités , jusqu'au moment qu'ils furent déchus de leurs Etats.

Cependant Charles le Chauve eut de grands restes de l'autorité de ses prédécesseurs. Nous voyons plusieurs Conciles convoqués par son autorité : nous avons une infinité de Capitulaires de son nom. Dans quelques-uns , faits à Toulouse , il ordonne d'autorité Souveraine une infinité de points de Discipline Ecclésiastique , « par provision , dit-il , jusqu'à ce qu'il y » fut pourvu par un Synode.

En Conc. Trois ans après , ayant fait assembler les Evêques *Gall. tom. 3.* pour lui donner leurs avis , ces Prélats lui présentèrent *ad an. 853.* leurs cahiers : il les examina en présence de son Conseil , où il ne fit entrer aucun Evêque , étant alors mécontent d'eux. Il choisit & rejetta d'autorité absolue tous les articles qu'il jugea à propos de retrancher & de

retenir , quoiqu'il fut question de Discipline Ecclésiastique.

Il se servit aussi du droit & de la possession de faire juger dans le Royaume les causes des Evêques de France qu'on accusoit , nonobstant les appels interjetés en Cour de Rome. Nous en avons deux exemples ; l'un dans la cause de Rosade , Evêque de Soissons , & l'autre dans celle de Hincmar Evêque de Laon.

In Conc.
Silvacest. ad
an. 863. &
in Concil.
Suef. ut
Sirm.

Charles le Chauve souffrit que son autorité reçût de grandes atteintes. Voulant élever son oncle Evêque de Metz au-dessus des autres , il consentit qu'il fût nommé Légat en France , avec droit de convoquer les Conciles , d'y présider , d'y juger , & d'y procéder contre les autres Evêques. Il présida en cette qualité au Concile tenu à Thionville.

Ibid.

Conc. Gall.
ad an. 844.
tom. 3.

Nous trouvons plusieurs autres échecs à l'autorité Royale , entr'autres dans l'affaire de Lothaire , Roi d'Austrasie , depuis appelée Lorraine du nom de ce Prince ; quand il voulut répudier Teutberge sa femme pour épouser Waldrade sa concubine.

An. 863.

Le plus considérable est ce qui se passa au Concile de Pontion , après que Charles le Chauve eut été déclaré Empereur : car s'étant lié d'intérêt avec le Pape Jean VIII , à qui il avoit obligation de son couronnement , fait au préjudice de ses neveux , il semble qu'il prit à tâche d'établir l'autorité du Pape dans son Royaume , peut-être pour mieux établir celle qu'il tenoit de lui. Pour cet effet , ayant convoqué un Concile National à Pontion , il y fit trouver Ansegise de Sens , que le Pape vouloit ériger en Primat des Gaules & de la Germanie , & fit faire à la première séance l'ouverture des Lettres pour établir cette Pri-

Conc. Gall.
tom. 5.

matie , où il y avoit un pouvoir de convoquer les Conciles & d'exercer les autres droits portés par les Bulles ; & le Prince porta l'aveuglement de son zele jusqu'à combattre lui-même la résistance des Evêques qui ne purent souffrir cette nouveauté.

Depuis ce temps, quoique Louis le Begue & Charles le Gros se soient encore mêlés de quelques points de la Discipline , néanmoins les Papes ont commencé leur usurpation. Les Evêques se voyant abandonnés des Rois , qui déferoient trop au Pape , furent enfin obligés d'y avoir recours eux-mêmes.

Pasquier ,
L. 1. de ses
Rech.

On ne voit rien sous les Regnes de Louis le Begue , de Louis & de Carloman ses enfans , de Charles le Gros , d'Eudes , de Robert , de Raoul , de Charles le Simple , de Rodolphe ou Raoul , de Louis IV , dit d'Outremer , de Louis V & de Lothaire , sinon des Lettres-Patentes de Charles le Gros , par lesquelles il donne à l'Eglise de Châlons le droit d'élire son Evêque , & une Lettre de Charles le Simple aux Evêques de son Royaume , par laquelle il leur ordonne de déposer un certain Hilduin qui s'étoit intrus dans l'Evêché de Liege , & de consacrer en sa place un nommé Richaire.

893.

Epoque de la troisième Race de nos Rois.

La troisième Race de nos Rois , qui a déjà plus duré que les deux premières ensemble , nous a conservé des monumens infiniment plus amples. Il seroit trop long de les détailler tous. Il suffira , pour en donner une idée générale , de choisir de temps en temps quelque exemple.

Depuis Hugues Capet , jusqu'à Saint Louis , nos

Rois ne se font gueres mêlés de la Discipline Ecclésiastique. On trouve du temps de Robert, fils de Hugues, que quelques Hérétiques ayant voulu semer une doctrine contraire à la Foi, il fit assembler un Concile à Orléans. Il interrogea lui-même ceux qui lui étoient suspects; & les ayant convaincus, il les condamna à être brûlés.

L'Abbé Suger, ayant été élu sans la participation de Louis le Gros, ce Roi fit emprisonner ceux qui lui apportèrent l'Acte de son élection.

Les meubles des Evêques appartenoient au Roi. On trouve au Trésor des Chartres un privilège par lequel Louis le Jeune, fils de Louis le Gros, accorde à l'Evêque de Châlons & à ses Successeurs Evêques, que désormais les Officiers du Roi ne s'empareroient plus de leurs meubles; à l'exception de l'or & de l'argent, qu'il se réserve selon l'ancien usage.

Nous trouvons aussi dans les Antiquités de Paris un don, qu'il fait à des Religieuses, de la Régale sur l'Evêché de Paris.

Dubreuil
p. 1006.

En 1180 les nouvelles étant arrivées que Saladin s'étoit emparé de la Terre Sainte, Philippe-Auguste assembla un Concile, ou Parlement à Paris. On y résolut une Croisade, & l'on accorda au Roi la dixième partie des revenus de cette année-là; ce qu'on appelle Dixme Saladine. Les Evêques d'Orléans & d'Auxerre voulurent se retirer de l'Armée, prétendant ne devoir y aller que quand le Roi y étoit en personne; il les condamna à l'amende; & faute de paiement, il confisqua leur temporel: ils s'en plaignirent à Innocent III. Le Pape ne voulut pas contrevenir aux Loix du Royaume: ils payèrent l'amende.

Le Pape Luce III voulut ériger en Métropole l'Evêché de Dol : le Roi l'empêcha , & lui manda que c'étoit entreprendre sur les droits de la Couronne.

La coutume des Papes & des Evêques étoit de se faire obéir par la voye des excommunications.

1226.

Saint Louis fit une Ordonnance , par laquelle il enjoignit aux Juges de contraindre par saisies les excommuniés de se faire absoudre : mais Joinville remarque qu'un jour les Evêques dirent au Roi , qu'il laissoit perdre la Chrétienté ; que le Roi à ces mots , faisant un grand signe de croix , leur demanda comment cela étoit possible ? » Parce que , lui dirent-ils , » personne ne souhaite plus d'être absous des excommunications : commandez , s'il vous plaît , à vos » Juges , que quand un homme sera pour un an & » jour excommunié , il soit contraint de se faire absoudre ».

Guillel. de
Naugeriaco
Monach. de
gest Lud. 9.
tom. Hist.
Franc. ad an.
1228.

Le Roi répondit qu'il l'ordonneroit volontiers , pourvu que les Juges trouvassent l'excommunication juste. Les Evêques répondirent que ce n'étoit pas aux Laïques de connoître de la justice ou de l'injustice des excommunications. Saint Louis leur repliqua qu'il ne l'ordonneroit jamais autrement , parce qu'il croiroit en cela faire lui-même une grande injustice : » Car , par exemple , leur dit-il , le Comte de Bre- » tagne a plaidé sept ans contre les Evêques de Bre- » tagne qui l'avoient excommunié , & a gagné sa cause » se en Cour de Rome , où il a été absous : si je l'eusse » contraint de se faire absoudre dès la première année , n'eût-il pas fallu qu'il leur eût abandonné ce » qu'on a jugé qu'ils lui demandoient injustement ? »

En

En effet , l'Archevêque de Reims eut un procès contre les Habitans de sa Ville : à ce sujet il les excommunia. Le Roi ordonna qu'il seroit tenu de les absoudre , en payant l'amende , en cas que cela fût trouvé juste par deux prud'hommes par lui commis pour assister l'Archevêque , tant à l'information qu'au jugement.

Preuves des
Lib. de l'E-
glise Gallic.
L. 2. § 6. in
3. ibid.

Dans Fon-
tanon , Lit.
4. hist. 9.
n. 1.

Ce Saint Roi fit revivre par sa Pragmatique Sanction * la plupart des Libertés de l'Eglise Gallicane , éteintes sous les Prédécesseurs.

Sa réponse aux Envoyés de Gregoire IX , sur ce que ce Pape lui mandoit avoir excommunié l'Empereur Frederic II , est remarquable. » Par quelle entre-
» prise téméraire , leur dit-il , le Pape a-t-il prétendu
» dépouiller de la dignité Impériale un si grand Prin-
» ce , &c. J'enverrai des personnes sages & avisées
» vers Frederic , pour s'enquérir des sentimens qu'il
» a sur la Foi.

Matth. Pa-
ris, Angl.

Philippe III son fils , dit le Hardy , ne fut pas si scrupuleux touchant le Royaume d'Arragon , que le Pape lui offrit pour son fils , après l'avoir mis en interdit sur Pierre d'Arragon , qu'il avoit excommunié.

Guill. de
Nauheria de
gen.

Mais la conséquence de l'exemple pensa retomber sur ses Successeurs , par l'interdit de Boniface VIII contre Philippe le Bel & contre tout le Royaume , au sujet de la Trêve que ce Pape avoit prétendu lui prescrire.

Philippe le
Bel. an.
1286.

A la vérité Philippe s'en tira mieux que Pierre d'Arragon : il apprit aux Papes , par un exemple fa-

* Pragmatique vient de Pragmation ; ce mot est Espagnol , il signifie Ordonnance. Dans le Droit, *Pragmaticum* est une Loi ou un Edit de l'Empereur. L. 10. Cod. de *Sacro Sanctis Eccles.*

meux, ces maximes importantes qui sont la base & la pierre fondamentale de nos Libertés : qu'en ce qui concerne le droit de prendre & de poser les armes dans leurs Etats, les Rois n'ont de Supérieurs que Dieu seul ; que le temporel du Royaume ne relève que de lui & de leur épée ; & que, quand les Papes pensent abuser du glaive spirituel & de la Puissance Ecclésiastique, ils relevent eux-mêmes de l'Eglise Universelle & des Conciles Généraux ; & qu'en attendant, les Puissances humaines y peuvent pourvoir.

En effet, le Roi protesta de nullité de toutes les Monitions & Censures du Pape ; il en appella au futur Concile Général, & tous les ordres de son Royaume en firent autant.

Pr. des Lib.
l. 2. c. 7.
n. 22.

C. 19.
n. 7. & seq.

Recherches
de Pasquier
4. c. 17.
Preuv. des
Lib. N. 15.
Et L. 39.
n. 14.

Les Communautés Ecclésiastiques prenoient des permissions du Roi quand elles vouloient acquérir des immeubles, de quelque peu de valeur qu'ils fussent, & dans les nécessités de l'Etat, le Roi faisoit des levées sur son Clergé sans la permission de la Cour de Rome.

Continua-
teur de Nan-
gis, 1332.

Le Pape ayant avancé dans une Prédication, que les âmes de ceux qui décédoient ne verroient Dieu que par essence, & ne seroient parfaitement heureuses qu'au jour de la Résurrection des Corps, il envoya deux Religieux en France pour prêcher cette Doctrine. Philippe de Valois fit assembler à Vincennes la Faculté de Théologie, & les Prélats qui se trouvoient à Paris, en présence des Religieux : & tous ayant condamné cette proposition, le Roi en fit faire trois originaux, dont il en envoya un au Pape. Il le pria d'approuver l'opinion des Docteurs de Paris, qui sçavoient mieux, lui dit-il, ce qu'il falloit touchant la Foi, que des Canonistes, &

que d'autres Clercs qui n'avoient que peu, ou peut-être point du tout de Théologie ; le suppliant de vouloir corriger ceux qui soutiendroient une opinion contraire à celle qu'il lui envoyoit.

Il réunit, par la seule autorité, une Prébende de Notre-Dame de Poissy à l'Abbaye de Joyanval, l'une & l'autre de fondation Royale.

Preuv. des
Lib. tom. 2.
c. 35 n. 19.

Un Archevêque de Bourges ayant osé publier dans ses Statuts Synodaux, que les Juges Séculiers ne pou-

Ibid. N. 2.

voient, sans encourir excommunication, juger civilement ou criminellement les Clercs ; il fut obligé d'en prendre une abolition de Charles V.

C'est particulièrement sous Charles VI qu'éclate

l'autorité de nos Rois dans la Discipline Ecclésiastique. Le Vaisseau de l'Eglise étoit destitué de pilote :

ce Prince en prit le gouvernement, ainsi que de son

Royaume.

Le Schisme des Papes Urbain V & Clement VII

fit que ce dernier, pour satisfaire trente-six Cardinaux

dont il avoit besoin, leur accordoit toutes les graces

expectatives. Pour y remédier, Charles VI fit une

Ordonnance, par laquelle il enjoignit aux Baillifs &

Sénéchaux de faire saisir tout le Temporel des Cardi-

naux, &c. de l'employer aux réparations des Eglises,

& de faire saisir les successions des Ecclésiastiques

décédés, pour les faire délivrer à leurs héritiers.

Grande
Chroniq. de
France, hist.
Carol. 6.
Oct. 1385.

Sur le Schisme de Pierre de la Lune, sous le nom de Bénédict ou Benoît XIII, & de Boniface Antipape, le Roi fit une seconde Ordonnance, par laquelle il déclara, de l'avis de son Eglise, de celui des Princes, des Seigneurs & autres qu'il avoit assemblés, qu'il n'enten-

Reg. du Par-
lement, in
tit. ordinat.
Antiq. 5.
141.

doit plus obéir au Pape, ni à l'Antipape, & fit défenses à tous ses Sujets de les reconnoître en quelque façon que ce fût. Il ordonna que les Bénéfices seroient conférés; sçavoir, les Prélatures, Dignités & autres Bénéfices électifs, par la voye de l'élection, &c.

a. tom. des
Preuves des
Lib. c. 4. &
20.

Cette Ordonnance fut suivie de plusieurs autres: il y en eut une par laquelle le Roi défendit même les pèlerinages à Rome pendant le Schisme.

Boniface IX décéda: mais le Schisme ne s'éteignit pas avec lui; & la voye de la cession étant l'unique moyen d'y remédier, le Roi ordonna qu'à faute de la faire dans un temps limité, il ne prêteroit l'obéissance à aucun des deux.

Hist. Ca-
rol. VI.

Ce fut alors que Benoît envoya en France cette étrange Bulle, portant excommunication contre le Roi & contre tous ceux qui approuveroient la cession. On sçait comme la Bulle & ses porteurs furent traités.

e 310.

L'Eglise Gallicane fut administrée par les Prélats, sous l'autorité de Charles VI qui fit défenses de se servir des Bulles de Pierre de la Lune; & cette conduite fut approuvée par l'Université de Paris, par toute l'Eglise de France, & même par l'Eglise Universelle, comme il paroît par un Decret du Concile de Pise.

1421.

Charles VII fit un Edit où il défend de conférer des Bénéfices à des Etrangers. Dans la Préface il dit qu'il le fait conformément aux Ordonnances.

Ce Prince étant dans l'Assemblée générale de l'Eglise Gallicane qu'il avoit convoquée à Bourges, le Concile de Bâle l'envoya prier que l'Assemblée reçût ses Décrets. Il fut avisé qu'ils seroient vûs & modifiés, s'il s'y trouvoit quelque chose de contraire aux mœurs du Royaume.

En effet les Canons de ce Concile & ceux de celui de Constance n'y furent acceptés, en ce qui concerne la Discipline, que sous les modifications qui sont dans la Pragmatique Sanction, qui fut faite dans cette célèbre Assemblée.

1. tom. des
Pr. des Lib.
c. 14. n. 1.

Le Pape Eugene IV fulmina des Censures contre le Concile de Bâle, & le Concile contre le Pape. Le Roi défendit de publier aucune de ces Monitions dans l'Eglise de France.

Ibid. N. 10.
& 25.

L'année suivante, il fut arrêté par une Déclaration du Roi, que les Décrets de la Pragmatique Sanction n'auroient effet que du jour de la Pragmatique, c'est-à-dire, du jour que la France les auroit reçus.

Ibid. c. 4.
N. 2.

Au décès de l'Evêque de Langres, le Chapitre voulut procéder à l'élection suivant les formes de la Pragmatique : le Pape leur envoya une Bulle portant défenses de procéder à aucune élection, attendu qu'il avoit pourvu à l'Evêché : le Roi en eut avis, & en fit interjetter appel au futur Concile. Ces sortes d'appels au futur Concile furent fort ordinaires depuis Charles VI jusqu'à Louis XII.

1453.
Ibid. c. 5.
25. N. 66.

Sous le Regne de Louis XI nous trouvons plusieurs Ordonnances contre les graces expectatives & contre les exactions de la Cour de Rome.

Louis XII fit assembler l'Université aux Mathurins sur trois questions ; sçavoir, 1°. Si le Pape devoit assembler un Concile tous les dix ans, représentant l'Eglise Universelle, attendu le désordre qui étoit notoire *tam in Capite quàm in Membris* ? Il fut répondu qu'oui.

Simon Vi-
ger Apol. de
sup. Eccl. Au-
thor adver-
sus A. Du-
val theol.
Doct. pag.
193.

2°. Si dans une nécessité urgente, comme à présent, ou lorsque dix ans seroient passés après le dernier

Concile , le Pape sommé d'en assembler un , négligeoit ou différoit de le faire ; sçavoir , si les Princes tant Ecclésiastiques que Séculiers , & autres Membres de l'Eglise , se pouvoient assembler d'eux-mêmes , & s'ils feroient le Saint Concile représentant l'Eglise Universelle , sans être assemblés par le Pape ? Il fut répondu qu'oui.

3°. Si en cas de nécessité urgente , comme à présent , & après dix ans passés , une grande & notable partie de la Chrétienté , comme le Royaume de France , où le Roi , prioit , sommoit le Pape & les autres Parties de s'assembler pour pourvoir à la nécessité de l'Eglise : si le Pape , ou les autres Parties , ou quelques-unes d'elles , négligeoient ou refusoient ; sçavoir , si ceux qui se trouveroient assemblés pourroient célébrer le Concile sans les autres , & pourvoir à la nécessité de l'Eglise ? Il fut répondu qu'oui.

Picuves des
Lib. ch. 20.
n. 28. & 29.

Ce Prince fit faire une Assemblée à Orleans , qui fut depuis transférée à Tours , où il y a plusieurs résolutions importantes sur les droits des Rois contre les entreprises des Papes , & nommément contre Jules II. Il fit défenses à ses Sujets de se pourvoir en Cour de Rome , pour quelques affaires que ce pût être.

Ibid. n. 30.

Ce Pape fut suspendu par le Concile de Pise , qui avoit été transféré à Milan. Nous voyons un Edit du Roi qui approuve le Décret de la suspension , & qui enjoint de garder ceux du Concile , avec défense de se servir des Bulles de ce Pape.

1515.

On connoît le Concordat de Leon X avec François I. Nonobstant l'échec que cette Piece a donné à nos Libertés , elle est pourtant un monument de l'autorité de nos Rois dans l'administration de l'Eglise ,

puisque les Papes ont reconnu par-là que nos Rois avoient droit de contracter sur cette matière avec eux, & de se réserver la connoissance de l'exécution que le Roi a déléguée à ses Sujets.

Il y a un Édit de ce Prince portant défenses aux Ibid. c. 15. Quêteurs de pardons étrangers, de les publier sans permission spéciale du Roi.

Voici les termes d'un autre : » Sçavoir faisons qu'a-
 » près avoir fait voir dans notre Conseil Privé cer-
 » tains articles de la détermination & censure doctri-
 » nale de la Faculté de Théologie, & qu'ils ont été
 » trouvés conformes à la doctrine, &c. dont nous
 » sommes conservateurs, protecteurs & exécuteurs,
 » autant qu'à nous est, avons autorisé & autorisons
 » lesdits articles, défendons à tous nos Sujets de prê-
 » cher choses contraires.

Et dans un autre contre les Lutheriens, il est dit que les
 » Prélats & les Officiaux feront le procès aux Ecclésiasti-
 » ques constitués dans les Ordres sacrés, coupables de
 » cette hérésie, & que les Juges Royaux le feront à tous
 » autres, soit Laïques, soit Ecclésiastiques, pour la
 » punition desquels il ne sera pas nécessaire de les
 » dégrader, même à l'égard de ceux qui auront be-
 » soin de dégradation, s'ils se trouvoient chargés
 » d'hérésies où il y eut un grand blasphème mêlé,
 » que les Officiaux seront tenus de les envoyer aux
 » Officiers Royaux, pour être punis comme pertur-
 » bateurs du repos public.

Henri II. modifiant cet Edit, permet aux Ecclé-
 siastiques d'exécuter, sans permission du Juge Sécu-
 lier, les Decrets de prise de corps qu'ils auroient
 décernés : mais il est dit » qu'il le leur permet par pri- 3557.

» vilege , tant qu'il lui plaira , & en ce crime seule-
 » ment. » L'Arrêt d'enregistrement ajoute : » A la
 » charge qu'ils ne pourront prononcer aucune amende
 » pécuniaire.

Ibid. n. 10. Les hérésies du siècle obligèrent ce Prince de de-
 mander à Rome des Inquisiteurs de la Foi ; & le Pape
 envoya le Bref de cette Commission aux Cardinaux de
 Lorraine, de Bourbon & de Châtillon. Le Roi leur per-
 mit de l'accepter ; mais à la charge que ceux qu'ils délè-
 gueroient prêteroiient serment au Roi , & que pour le
 jugement des appellations , dans les Villes où il y auroit
 Parlement, ils seroient tenus de choisir jusqu'au nombre
 de dix personnes , dont il y en auroit six , pour le
 moins , Conseillers des Cours Souveraines , & que les
 Condamnés seroient mis entre les mains des Officiers
 du Roi pour l'exécution de leurs Sentences.

1560. Charles IX fit l'Ordonnance d'Orleans, où il y a
 un chapitre entier , composé de 29 articles , touchant
 la Discipline Ecclésiastique. Les articles ont pour ob-
 jet, les Abbesses, les Prieurs, l'âge des Prêtres, qu'il
 règle à trente ans ; les Professions des Religieuses, qu'il
 détermine à vingt & vingt-cinq ans, &c.

Lettres Pa-
 tentes du 10
 Fev. 1560.

La même année il convoqua une Assemblée de l'Eglise
 Gallicane à Paris , pour convenir de ce qui devoit être
 proposé au Concile général tenu ensuite à Trente.

Actes du
 Conc. de
 Trente, im-
 primés en
 1607.

Les Peres de ce Concile voulurent entreprendre sur
 les droits du Roi ; mais les Députés de Sa Majesté
 formerent leur opposition au Concile : & jusqu'à pré-
 sent il n'a été reçu en France , pour ce qui concerne
 la Discipline , que sous des modifications portées par
 les Ordonnances de nos Rois.

1569. Le Cardinal de Châtillon, Evêque de Beauvais,
 fur

fut accusé de crime de Leze-Majesté. Le Parlement lui fit son procès par contumace. L'Arrêt le prive de tous les honneurs & dignités qu'il tenoit du Roi, des fruits & de la possession de ses Bénéfices ; & pour le délit commun le renvoie à son Supérieur.

Charles IX fit une Déclaration touchant la nomination aux Prélatures, les Appels comme d'abus, la Jurisdiction Ecclésiastique, les Religieux, les Prébendes Préceptoriales, les Portions congruës, l'Impression des Livres, les Collations des Bénéfices, la Résidence, les Libertés de l'Eglise, la Dégradation des Clercs condamnés, les Dîmes, l'Usurpation des Bénéfices, les Censures Ecclésiastiques.

1571.

Henri III fit l'Edit de Blois, dont le premier chapitre, qui contient soixante-quatre articles, concerne la police de l'Eglise, ainsi que l'Edit qu'il avoit donné trois ans auparavant sur les remontrances du Clergé, que nous appellons l'Edit de Melun.

1574.

Henri IV ordonna à ses Parlemens de procéder contre le Nonce qui étoit entré en France sans la permission du Roi, & pour fulminer des Censures contre ceux qui lui obéissoient. Les Parlemens déclarèrent les Bulles abusives, & firent défenses de les publier, sous peine de crime de Leze-Majesté ; déclarèrent Gregoire XIV, se disant Pape, ennemi de la paix & de l'union de l'Eglise, du Roi & de son Etat, adhérant à la conjuration d'Espagne, & fauteur des Rebelles ; défendirent à tous Banquiers de faire tenir aucunes lettres de banque ni argent à Rome ; ordonnerent que le Nonce seroit pris au corps, & son procès fait & parfait.

Les défenses d'aller à Rome ne furent levées qu'en

1596.

Ce qui s'est passé depuis ce temps demanderoit un Traité particulier , par bien des raisons. On a tous les materiaux nécessaires pour y travailler. Ceci n'est que le canevas d'un Ouvrage plus étendu que l'on se propose de donner dans quelque temps au Public.

En voilà cependant assez pour donner une idée de la part qu'a eu la troisième Race de nos Rois dans l'administration des choses Ecclésiastiques.

Ce n'est point pour dissimuler la vérité qu'on a passé sous silence les exemples que les Ultramontains peuvent opposer aux nôtres. Notre objet n'est point de faire une Histoire , mais seulement de rapporter les faits qui établissent la part que nos Rois ont eue dans l'administration des choses Ecclésiastiques.

Si l'on objecte qu'on ne peut pas juger là-dessus du Droit qu'ils y peuvent légitimement avoir , n'ayant entendu qu'une des Parties ; on répondra que ce n'est pas tout-à-fait sur les faits que nous voulons établir le Droit , & que cette première Partie n'est qu'une préparation & une introduction à la seconde , qui réciproquement servira d'explication & de dénouement aux difficultés de la première.



PREMIERE PARTIE.

*De la conduite de l'Eglise en général , &
de son partage entre les Puissances
Temporelles & Spirituelles.*

QUOIQ'ON doive plutôt décider par les Loix que par les exemples , cependant s'agissant d'un partage entre deux Puissances Souveraines , dont elles ne sont jamais bien convenuës , il ne faut pas esperer de trouver tous leurs différends décidés par les Loix ; celles que nous avons sur ce sujet , sont souvent contraires l'une à l'autre. La Puissance Spirituelle a fait ses décisions à son avantage ; la Temporelle en a fait autant de son côté.

On ne s'arrêtera donc pas entierement aux Loix que chacune des Puissances a faites en particulier. On tirera une Jurisprudence certaine de toutes les deux , en temperant l'une par l'autre , & rapportant le tout à des principes généraux reçus par les deux Parties.

C'est un principe général , que l'Eglise est un Corps Politique & Mystique tout ensemble. Comme Corps Mystique , elle n'a point d'autre Chef que la Puissance Spirituelle. Dans le Sixième Concile de Paris , il est dit que » suivant la Doctrine & la Tradition des » Peres , le Corps de la Sainte Eglise a été principalement divisé en deux personnes , la Sacrée & la » Royale.

VI^e. Concile
de Paris ,
Can. 3.

Le Roi a droit dans la conduite de l'Eglise comme Corps Mystique , non en qualité de Chef , mais en qualité de Protecteur , de Gardien & de Défenseur. La terreur de la Discipline est nécessaire dans l'Eglise.

Le Royaume céleste tire souvent ses avantages du terrestre. Si ceux qui sont dans l'Eglise agissent contre la Foi & la Discipline de l'Eglise , ils en sont punis par la sévérité des Loix que la Puissance des Princes impose sur la tête des superbes ; ce que l'humilité de l'Eglise ne peut faire.

Le Droit du Roi sur l'Eglise comme Corps Politique est plutôt sur l'Eglise & hors de l'Eglise , que dans l'Eglise : mais le Droit du Roi , comme Protecteur , est dans l'Eglise même.

Le premier est un Droit perpétuel , parce que le Droit de la Monarchie ne souffre point d'interruption dans le Corps Politique. Au contraire , l'exercice du second ne lui est accordé qu'en certaines occasions.

Ce Droit de protection est différent de celui que le Roi a sur l'Eglise comme Corps Politique. Cela est d'autant plus important à remarquer , que cette distinction bien conçue , on trouvera que la plupart des difficultés de cette matiere ne proviennent que de la confusion que l'on fait d'ordinaire de ces deux différens Droits , dont la seule distinction est capable de décider toutes les questions qui s'élevent à ce sujet.

Les Droits du Roi dans l'Eglise , comme Protecteur , s'entendent par le mot *Protecteur* : car , comme on donne des Tuteurs ou Curateurs aux Enfans dans les choses qu'ils ne sont pas capables de faire eux-mêmes , aussi le Fils de Dieu a voulu que son Eglise eut la simplicité , & selon le monde , la foiblesse des Enfans : il

lui a donné les Rois comme Tuteurs, pour la protéger & la secourir dans toutes les choses où elle n'est pas capable de se défendre par ses propres forces.

De-là il résulte que le Roi a seul sur l'Eglise, comme Corps Politique, le Droit de l'administration Souveraine; & quand il s'agit de l'Eglise comme Corps Mystique, c'est-à-dire, seulement par rapport à la gloire de Dieu & au salut des Ames, le Roi n'a que le simple Droit de garde & de protection.

Cela étant, il est aisé de voir les cas dans lesquels l'Eglise a besoin de protection, & ceux où elle n'en a pas besoin; à moins que l'intérêt de l'Eglise ne se trouve tellement mêlé de Spirituel & de Temporel, qu'il fut impossible de les séparer, ou que tous les deux fussent opposés; ce qui arrive quelquefois. Comment faire en ces occasions, où deux Puissances Souveraines, également jalouses de leurs Droits, ne peuvent souffrir de compagnon?

Outre ces difficultés, il y en a d'autres sur les Droits qui appartiennent aux Rois, comme Protecteurs du Corps Mystique.

Dans les premiers siècles du Christianisme, où l'Eglise encore au berceau avoit la foiblesse & la simplicité des Enfans pour le Temporel, quoique dans le Spirituel sa force & sa sagesse fussent parfaites, on connoissoit aisément les occasions où elle avoit besoin de la protection des Rois; mais aujourd'hui qu'elle est parvenue, non à une plus grande Puissance Spirituelle, mais à une plus grande force temporelle, il arrive que ceux qui la gouvernent croient que non-seulement ils n'ont pas besoin de la protection des Rois, mais que les Rois sont sous la leur, & que la Puissance Spi-

rituelle est la souveraine Dispensatrice des Royaumes mêmes.

D'un autre côté, il s'est trouvé des Princes si injustes, qu'encore bien que l'Eglise ne fût plus sous le joug du Paganisme, & qu'elle pût par elle-même se défendre, ils auroient néanmoins voulu étouffer son autorité par la leur, & lui faire de leur Droit de protection une servitude.

Ces deux extrémités, également injustes, causent tous les défordres.

Voyons quels sont les Principes qui peuvent servir à la décision de ces difficultés.

Nous ne voyons que deux natures de différends à accommoder.

La premiere, à cause des Droits des Rois sur l'Eglise comme Corps Politique. La seconde, à cause de leurs Droits de protection comme Corps Mystique.

Ces différends naissent de ce que les intérêts, comme Corps Politique & comme Corps Mystique, sont mêlés. Cependant, ou ces intérêts tendent à une même fin, ou ils n'y tendent pas.

S'ils tendent à une même fin, leurs Loix doivent s'accorder, soit qu'elles agissent séparément, ou conjointement, chacune dans son ressort.

Si les objets sont opposés, voici comme Saint Augustin s'en explique. Ou il s'agit d'une chose de nécessité au salut, ou non. Tout ce qui n'est point de commandement divin & de foi, mais qui tend seulement à une grande perfection, n'est point de nécessité absolue au salut. Ce qui est de commandement divin & de foi, est de nécessité au salut; & en ce cas point d'intérêt, point de Loi de l'Etat qui puisse entrer

en comparaison avec la nécessité au salut , qui est l'unique nécessité. Mais s'il s'agit d'une chose qui ne soit point de nécessité au salut , & qui ne tende qu'à une plus grande perfection ; elle doit céder aux Loix & aux nécessités de l'Etat , qui sont d'express commandement & d'obligation. Donc les Loix du Prince qui ne sont point contraires au commandement de Dieu , sont préférables à celles de l'Eglise qui ne tendent qu'à une plus grande perfection ; à moins que les intérêts de l'Eglise & de l'Etat ne fussent égaux : auquel cas ceux de l'Eglise doivent l'emporter. Par exemple, il est de nécessité de salut que l'Evangile soit annoncé : donc , s'il se pouvoit faire qu'il fût de l'intérêt de l'Etat qu'il ne fût point prêché , le Prince ne pourroit l'emporter légitimement. Mais il n'est pas de nécessité de salut que l'Evangile soit prêché par celui-ci plutôt que par celui-là , dans un tel lieu , & à une telle heure. Cependant , si l'Etat a un notable intérêt qu'un Prédicateur ne prêche pas ou qu'il ne prêche pas dans un tel quartier de la Ville , parce que c'est le quartier des Hérétiques , ce qui pourroit exciter une rumeur ; enfin , qu'il ne prêche pas à une telle heure , parce qu'il importe au Public qu'il ne soit point distrait de son travail à cette heure ; certainement le Roi a le pouvoir de régler le choix d'un Prédicateur , le lieu & le temps de la prédication.

Autre exemple. Il est de nécessité au salut qu'il y ait des Prêtres ; ainsi , quand il seroit de l'intérêt de l'Etat d'abolir le Sacerdoce dans le Royaume , le Roi ne le pourroit faire légitimement. Mais il n'est pas de nécessité qu'un tel ou un tel soit Prêtre : il peut être important à l'Etat qu'un tel ou un tel ne soit point

Leg. 4. Cod.
de Episc. &
Cleric. Lib.
12. Ibid. &
extra de Or-
din. Serv.
c. 32. quia
domorum e-
versio talia
offic.

Prêtre ; par exemple, un Esclave qui veut par-là se soustraire à son Maître, un Vassal à son Seigneur, un Débiteur à ses Créanciers, ou même un Sujet au service qu'il doit à son Maître ; en pareil cas le Magistrat peut empêcher ce Particulier de se faire Prêtre, supposé qu'il fût plus préjudiciable à l'Etat qu'utile à l'Eglise, de le lui permettre.

La difficulté est de sçavoir qui sera Juge de cet intérêt, & à laquelle des deux Puissances, le Droit de décider, en appartiendra. Si c'est au Prince, on le rendra maître de tous les intérêts de l'Eglise : si c'est à la Puissance Spirituelle, on la rendra maîtresse du Temporel des Monarchies ; parce qu'elle n'aura qu'à dire qu'il y va de l'intérêt de l'Eglise & du salut des hommes, pour faire tout ce qu'elle voudra établir.

C'est sous ce prétexte qu'au commencement de la troisième Race de nos Rois les Papes se mirent, ou peu s'en fallut, en possession de disposer de tous les Royaumes de la Chrétienté. Quand Boniface VIII enjoignit à Philippe le Bel de poser les armes en faveur du Roi d'Angleterre, il disoit : » Il s'agit de la » concorde entre les Princes Chrétiens ; il s'agit du » précepte de la Charité, le plus important de tout » le Christianisme : qu'y a-t-il qui regarde plus le » salut des ames, qu'une guerre juste ou injuste ? Il » y va donc de l'intérêt de l'Eglise. C'est au Pape, » Chef de l'Eglise, à juger de cet intérêt, & au Roi » de lui obéir avec soumission.

De nos jours la Cour de Rome a renouvelé sa chimérique prétention par la Légende de Gregoire VII. Nous n'en dirons pas davantage sur les conséquences. Cette matiere a été traitée ailleurs.

Cependant

Cependant quel tempérament prendre ? Il faut que quelqu'un décide : n'y ayant point de Puissance au-dessus, il faut que ce soit l'une ou l'autre, ou toutes les deux ensemble. Toutes les deux ensemble, cela seroit à souhaiter : mais le moyen qu'elles s'accordent, quand leurs intérêts sont opposés ! Or il faut dire que dans toutes les choses mixtes, c'est-à-dire, où l'Eglise & l'Etat prennent intérêt, mais dans lesquelles il ne s'agit point de la Foi, le Magistrat politique est le souverain arbitre de l'intérêt de l'Etat : c'est à lui à juger si l'intérêt de l'Etat est tel qu'il doive prévaloir ou céder aux besoins ou aux intérêts de l'Eglise. La raison est que, comme en tout ce qui est de Foi, l'Etat est subordonné à l'Eglise ; de même, en tout ce qui n'est point de Foi, l'Eglise est subordonnée à l'Etat ; Dieu n'ayant établi que ces deux sortes d'ordres, le naturel & le surnaturel ; l'un pour les choses humaines, & l'autre pour les divines. Hors la Foi, tout est naturel & humain : le membre doit obéir au Chef : l'Eglise est un membre de l'Etat : donc, &c. Ne seroit-il pas contraire à la Justice de Dieu d'avoir rendu les Princes responsables de la conduite de leurs Etats, s'il leur ôtoit la liberté d'ordonner les choses nécessaires à leurs conservations.

Quel désordre, par exemple, si les Princes obligés de prendre les armes pour la conservation de leurs Etats, la Puissance Spirituelle, sous prétexte de l'intérêt que l'Eglise prend à la Paix entre les Peuples, avoit droit d'enjoindre aux Rois de mettre bas les armes, &, faute d'obéir, de fulminer des Censures.

Il est vrai que la Puissance spirituelle , responsable du salut des ames , doit s'opposer à tout ce qui pourroit être contraire à leur salut : mais il y a deux manieres d'agir & de s'opposer ; l'une du Souverain , l'autre du Médiateur. Il y a des cas où l'Eglise doit agir en Souveraine , & d'autres comme Médiatrice. En matiere de Foi , elle doit agir en Souveraine ; & hors de la Foi , comme Médiatrice. Il est vrai que les Rois peuvent commettre des abus ; mais Dieu l'a prévu ; & c'est ce qui a donné lieu à Gregoire de Tours de dire : » Sire, si nous manquons, vous nous jugez : si vous manquez , qui vous jugera , sinon » celui qui est la Souveraine Justice ?

Yves de Chartres dit la même chose dans une de ses Lettres. Si le Prince reçoit dans ses bonnes graces ou à sa table un Excommunié , les Prêtres ni le Peuple ne feront point de difficulté de le recevoir à la conversation.

Cela paroît cependant injuste ; parce que le Roi n'a pas la puissance d'absoudre de l'excommunication : mais c'est que , dans un Etat Chrétien , on ne peut retrancher l'homme de la communion des fideles , sans le retrancher de la société civile : donc c'est un de ces Actes mixtes où le Corps politique & le Corps mystique sont intéressés tout à la fois. Cette séparation par l'excommunication n'est pas une chose de commandement nécessaire au salut : elle n'est qu'un Acte de Discipline qui tend seulement à une plus grande perfection ; & il peut être de conséquence à l'Etat que tel Excommunié soit admis à la participation de la Société civile. C'est pour cela que les Loix ont décidé , suivant nos

principes , qu'en ce cas le Roi. pouvoit communiquer avec un Excommunié , & par la communication le faire participer à tous les avantages de la Société. Il est Juge de l'importance & de la nécessité de la cause devant les hommes , à la charge d'en répondre à Dieu seul.

Voyons quels sont les principes touchant la conduite de l'Eglise comme Corps mystique , sur laquelle le Roi n'a droit que comme Protecteur. Servons-nous pour cela des termes du Canon III du sixième Concile de Paris : *Les Princes du siècle tiennent quelquefois le premier rang dans l'Eglise.* Quelquefois : mais quand ? Cela s'accorde-t-il avec ce que disoit l'Empereur Constantin , qu'il n'étoit Evêque qu'au dehors de l'Eglise ?

Il faut observer qu'une chose peut être appelée extérieure à l'égard de l'Eglise , en trois manières : 1°. Par rapport à l'intérieur , qu'on appelle Sanctuaire , dans lequel est renfermée la Doctrine des Mystères ; en un mot , le Trésor des choses sacrées. 2°. Par rapport au fond du Tribunal intérieur. 3°. Par rapport à l'Eglise en général , prise soit matériellement pour les Temples , soit mystiquement pour l'Assemblée des Fideles.

Au premier & second sens , le Prince n'a d'autorité que dans l'extérieur de l'Eglise. C'est ainsi qu'Ozias étant entré dans le Sanctuaire pour offrir les parfums , en fut puni , de même qu'Oza pour avoir touché à l'Arche ; n'étant pas permis aux Laïcs de toucher aux choses sacrées , non plus que d'exercer l'Empire des Clefs dans l'intérieur des consciences.

Mais c'est au dernier sens que notre Decret veut dire, qu'ils tiennent quelquefois le premier rang au dedans de l'Eglise ; ce qui arrive dans l'exercice du Droit de protection.

Notre Texte va plus loin. Il dit : *Le premier rang de la Puissance qu'ils ont acquise* : d'où il faut conclure que ce Droit, quoique de devoir & d'obligation aux Rois, est pourtant un Droit de Souveraineté. Car qu'est-ce que la Puissance qu'ils ont acquise, sinon l'autorité Souveraine ; en sorte que tout ce qu'ils font dans l'exercice de leur Droit de Garde & de Protecteur, ils le font immédiatement de toute Puissance Souveraine & Humaine : Si une Puissance supérieure pouvoit résister, ils ne tiendroient pas le premier rang dans l'Eglise : car, comme dit la Loi, nous n'appellons premier que ce qui n'est précédé par aucun autre.

Mais y a-t-il donc deux Chefs dans l'Eglise comme Corps Mystique ? Non : l'Eglise Mystique n'a qu'un Corps, elle n'a qu'un Chef : mais outre ce Chef elle a un Protecteur ; & la différence entre eux est, que le Chef a une Souveraineté perpétuelle dans l'Eglise, & que le Protecteur ne l'a que quelquefois. Le Chef la gouverne par des Loix qu'il prend immédiatement de Dieu. Le Protecteur fait les siennes sur le modele du Chef. Le Chef commande pour se faire obéir, le Protecteur pour faire qu'on obéisse au Chef. Ce n'est pas son autorité propre ; ce n'est que celle de la Puissance Spirituelle qu'il a en vûe ; & c'est ce que dit notre Decret : *Afin de munir par cette Puissance la Discipline Ecclésiastique*. Sur quoi il faut remarquer qu'il ne dit pas la Doctrine, mais la Discipline Ecclésiast-

tique. Pour entendre cela, il faut sçavoir qu'il y a deux choses par lesquelles toute l'Eglise se conduit, la Doctrine & la Discipline Ecclésiastique.

La Doctrine est la science des choses divines ; c'est la boussole du vaisseau sacré, c'est le flambeau qui éclaire toute l'Eglise. Il y en a de deux sortes, l'une qui est écrite, & l'autre qui ne l'est pas : l'écrite consiste dans les Saintes Ecritures, la non écrite dans la Tradition des Peres. L'une & l'autre sont d'institution divine ; ainsi elles ne relevent point de l'autorité des hommes, & ils ne peuvent rien y ajouter.

La Discipline est l'art de dispenser & d'administrer la Doctrine, & généralement toutes les choses Ecclésiastiques : celle-ci est de l'invention humaine. Elle consiste dans les Loix & dans les Canons, par lesquels la prudence des hommes a pourvu aux nécessités de l'Eglise.

Notre Canon ne dit pas que les Princes puissent faire cette Discipline, comme d'inventer un culte, de nouvelles cérémonies, de nouvelles manieres de prier : cela n'appartient qu'à la Puissance Spirituelle. Mais il disent qu'ils la peuvent *munir* ; c'est-à-dire, que les Loix essentielles de la Discipline Ecclésiastique étant faites, le Roi, comme Protecteur, peut suppléer ce qui manque. Il parle de la *Discipline*, parce que les Loix y peuvent suppléer, & non pas à la Doctrine, sur laquelle ils n'ont aucun droit.

Je dis suppléer, par les termes de notre Canon : *Les Puissances ne seroient point nécessaires au-dedans de l'Eglise, si ce n'étoit pour y suppléer par la Doctrine.* Ces paroles éclaircissent notre sujet. Voilà le partage entre le Chef & le Protecteur de l'Eglise Mystique

bien expliqué. Le Prêtre a la parole de la Doctrine , & le Protecteur a la terreur de la Discipline.

Il semble que le Canon ne donne en partage aux Prêtres que la Doctrine , & la Discipline entiere aux Princes. Il n'en est cependant pas ainsi , & il est certain qu'ils ne partagent entre eux que ce qui est de la Discipline : donc il faut dire qu'il y a deux sortes de Disciplines , l'une qui dépend de la parole de la Doctrine , l'autre qui dépend de la terreur de la Discipline.

Quoique la Doctrine & la Discipline Ecclésiastique soient différentes , elles ont cependant ce rapport entre elles , que la Doctrine ne peut être administrée que par le moyen de la Discipline , & que la Discipline ne peut agir sûrement qu'à la faveur de la Doctrine. La boussole seroit inutile sans l'art de s'en servir , & l'art est inutile sans la boussole : mais , comme en certaines rencontres ni la boussole , ni l'art de s'en servir , ne suffiroient pas sans le secours de quelque force plus puissante ; ainsi , dans la conduite du vaisseau de l'Eglise , il y a des occasions où l'art de se servir de la Doctrine se trouve impuissant pour la gouverner , & où il faut avoir recours à des forces plus sensibles.

L'instrument & l'organe naturel de la Doctrine est la parole ; & en effet , Jesus-Christ ne gouverne son Eglise que par la parole de la Doctrine. De-là vient que ce Concile appelle l'autorité des Prêtres dans la Discipline Ecclésiastique , la parole de la Doctrine , & que les Apôtres disent aux Actes , qu'ils sont passés au Ministère de la parole. Au contraire , on appelle terreur de Discipline celle qui appartient aux Rois ,

parce qu'elle ne leur appartient que pour intimider par leur puissance ceux qui n'obéissent pas à la parole. Voilà le partage des deux Puissances bien expliqué.

Toutes les parties de la Discipline qui dépendent de la Doctrine, & qui peuvent s'exécuter par la parole, appartiennent aux Prêtres.

Mais tout ce qui est indépendant de la Doctrine, ou qui étant dépendant ne peut être exécuté ni maintenu par la parole, doit être suppléé par la terreur de la Discipline.

Il faut pourtant remarquer que quand notre Texte dit : *ce que le Prêtre ne peut* ; c'est-à-dire, *qu'il ne peut*, soit par un défaut de volonté, soit par défaut de puissance.

Le Protecteur de l'Eglise supplée en quatre occasions & en quatre manières au défaut de la Puissance Spirituelle. 1°. Si ceux qui sont dans l'Eglise agissent contre la Loi & la Discipline de l'Eglise, ils en doivent être punis par la sévérité des Loix. De-là tant d'exemples de la connoissance que les Empereurs ont prise de la Foi, non pour la réformer, comme vouloit faire Clotaire ; cela ne lui appartenait pas, mais pour la défendre, & pour en punir les infraçteurs. De-là vient qu'un Constantin, un Childebert ont demandé compte de leur foi, non seulement à des Particuliers, mais à des Evêques & à des Papes mêmes, lorsqu'elle leur a été suspecte. De-là nous avons vu un Charles VII se soustraire à l'obéissance d'un mauvais Pape. De-là tant de Loix pour la punition des Hérétiques, des mauvais Prêtres & des Evêques. 2°. Si l'on n'a pas le respect qu'on doit avoir pour les ordres de l'Eglise, le Prince les

fortifie des siens. De-là tant d'Ordonnances des Empereurs & des Rois sur les décisions les plus importantes de la Foi, & pour faire passer par leur autorité les décisions des Conciles. Ils ne prétendoient pas décider de la Foi : ce n'étoit que pour donner force & autorité à l'Eglise dans la dispensation de la Doctrine. 3°. Ils veillent à la conservation de la Paix dans l'Eglise, quand elle est brouillée. 4°. Si la Discipline est négligée, ils en empêchent le relâchement, comme dit notre Canon : soit que la Paix & la Discipline soient augmentées, soit qu'elles souffrent du relâchement, c'est au Prince d'en rendre compte.

De-là viennent les sommations & les instances que nos Rois ont souvent faites, tantôt aux Evêques, tantôt aux Papes, d'assembler des Conciles, ou Provinciaux, ou Universels : de-là ceux qu'ils ont convoqués eux-mêmes, au refus des Ecclesiastiques : de-là tant de Loix, &c.

Voilà les quatre effets de la protection du Roi au-dedans de l'Eglise. 1°. Il y punit ceux qui l'attaquent. 2°. Il y fait respecter ceux qui la méprisent. 3°. Il y maintient la Paix. 4°. Il y empêche le relâchement de la Discipline.

L'Eglise est un navire que Dieu a commis à la conduite d'un Pilote pour présider à la navigation, & d'un Capitaine pour veiller à la sûreté & à la défense du Vaisseau. Quand tout est paisible dans le Vaisseau, le Capitaine n'a rien à faire : mais s'il paroît des Adversaires au dehors, s'il survient quelque rumeur en dedans ; que les Matelots ou le Pilote lui-même prévariquent, ou se relâchent de leur devoir ; alors

le Capitaine à la terreur de la Discipline en main pour remédier à tout : c'est à lui à défendre le Vaisseau des ennemis du dehors ; de faire au dedans qu'on obéisse au Pilote ; que la Paix & la Discipline y soient conservées, & d'empêcher enfin que ceux qui doivent agir, & le Pilote lui-même, ne se relâchent.

SECONDE PARTIE.

De l'Autorité du Roi touchant l'Administration de la Foi.

L'ADMINISTRATION dans l'Eglise est renfermée dans quatre choses ; la Doctrine, le Culte, les Ministres, & les Biens de l'Eglise.

La Doctrine nous apprend qu'il y a un Dieu, qu'il est, & ce que nous lui devons.

Le Culte, par lequel nous lui rendons ce que la Doctrine nous enseigne de notre devoir.

Les Ministres, par l'entremise desquels nous sommes instruits de la Doctrine, & nous exerçons ce qu'il y a de plus sacré dans ce Culte.

Enfin, les Biens destinés à la nourriture des Ministres & des Pauvres.

Si l'on considère la Doctrine de l'Eglise en soi, elle est indépendante des Rois ; mais l'exercice de son administration n'est autre chose que la Foi. Elle consiste ou en Mystères, ou en Commandemens, qui dépendent d'une Administration. Il n'est besoin que d'en instruire les Peuples, & de faire qu'ils en soient bien persuadés.

Les Sacremens demandent , outre l'instruction & le respect , d'être corporellement administrés , pour communiquer la Grace dont ils sont les signes : mais cette seconde administration concerne le Culte ; ainsi on la renvoye au Chapitre qui y a rapport. Nous ne traiterons ici que de la Discipline qui concerne l'instruction des Peuples , & qui consiste en trois choses : 1°. A expliquer la Doctrine. 2°. A condamner les erreurs. 3°. A punir les contraventions.

Dans l'explication de la Doctrine , il y a bien des choses à distinguer : car ou elle s'explique dans les Chaires , ou dans les Livres. Il y a deux sortes de Chaires ; celles des Eglises pour les Prédicateurs , & celles des Universités pour les Régens.

Les Prédicateurs doivent avoir une Mission , & les Régens leur instruction , leurs Livres , & leur approbation.

La premiere idée superficielle est que cela ne regarde que le Corps Mystique ; cependant le Prince a droit sur plusieurs de ces choses , non seulement comme Protecteur , mais encore comme Magistrat politique.

La Mission des Prédicateurs est du for intérieur ; mais , si la Puissance Spirituelle n'a pas l'attention qu'elle doit avoir , le Prince s'en doit mêler en qualité de Protecteur. De-là vient que Charlemagne enjoignoit aux Evêques de prêcher dans leurs Cathédrales dans un certain temps , à peine d'être privés de leurs Evêchés. C'est de-là que dans les Capitulaires il prescrit les matieres aux Prédicateurs. De - là nos Ordonnances défendent la Chaire aux condamnés , ou suspects d'Hérésie. Si la Mission est donnée à un

Séditieux , le Prince a droit de l'interdire comme Magistrat politique ; parce que , quoiqu'il soit nécessaire au salut que la parole soit annoncée , il n'est pas de nécessité que ce soit par un tel , ou un tel ; & il est important au bien de l'Etat que ce ne soit point par un Séditieux.

De-là les Ordonnances qui défendent aux Prédicateurs , sur peine de la hart , de se servir de paroles scandaleuses , ou tendantes à émotion , &c.

Quant à l'impression des Livres qui concernent la Religion , il appartient à l'Eglise d'en approuver ou d'en censurer la Doctrine : mais le Prince a droit , comme Protecteur , d'en procurer l'approbation , ou la censure , si la Puissance Spirituelle le néglige ; & en qualité de Magistrat politique , il a droit de les admettre , ou de les exclure , selon qu'ils contiennent une Doctrine utile , ou pernicieuse au bien de l'Etat. De-là vient que ni Livres , ni Ecrits , ni Bulles même ne peuvent être reçues en France qu'avec l'agrément du Prince. De-là tant d'Ordonnances touchant l'impression des Livres : de-là ces privilèges de la Chancellerie : de-là Louis le Débonnaire enjoignit de traduire l'Ecriture Sainte en Langue vulgaire , pour être entenduë du simple Peuple ; ce qu'il faisoit en qualité de Protecteur , pour suppléer au défaut d'instruction que l'ignorance & la négligence des Prêtres déroboient à ses Sujets.

Outre l'explication de la Foi , il la faut purger des erreurs : c'est à l'Eglise à les décider , comme dépendantes de la parole de la Doctrine ; mais c'est aux Rois à procurer ce discernement & la condamnation des erreurs , quand l'Eglise ne le fait pas ; non-seule-

ment comme Protecteurs , mais comme Magistrats politiques , à cause du scandale & du désordre qu'ils pourroient naître dans leurs Etats.

Tantôt ils ont fait examiner la Doctrine par les Prélats , ou par l'Université : ils ont ensuite autorisé leurs décisions par les Edits & les Déclarations , ou en les faisant homologuer par Arrêt du Parlement. Nous en avons vû de célèbres exemples sous Philippe de Valois , Louis XII , & François I.

Tantôt ils ont envoyé les difficultés au Pape , au Jugement duquel ils ont obligé les Parties de s'en rapporter. Mais la meilleure & la plus ancienne voie est celle des Conciles , que les Rois ont provoqués ou même convoqués. Ce point important demande une discussion particuliere.

La tenuë des Conciles est de la Jurisdiction de l'Eglise , principalement quand ils sont convoqués sur les doutes & les erreurs dans la Foi. S'agissant de l'interprétation des Saintes Ecritures , il n'appartient qu'au Législateur d'interpréter la Loi. La Doctrine de la Foi est l'ouvrage de Dieu ; elle ne peut être interprétée que par son Saint Esprit. Ainsi les Apôtres & les Prêtres n'appellerent point les Puissances Temporelles à la décision des difficultés touchant la Circocision des Gentils , qui donnerent lieu au premier Concile : ils n'y appellerent que l'Esprit de Dieu. Et si la même Charité regnoit encore aujourd'hui , il ne seroit pas besoin d'y appeller un autre esprit : mais les passions humaines ne l'ecoutant plus , il faut avoir recours à des Puissances étrangères.

Voilà l'origine de l'autorité dont les Princes ont jouï dans cette partie de la Discipline. Nous avons

vû dans les premiers siècles des Conciles tenus, convoqués, séparés par les Empereurs & les Rois : leurs Officiers y ont présidé, décidé, prononcé, quoique tout cela fût en soi spirituel ; mais ils ne s'en sont mêlés que comme Protecteurs.

Par rapport aux Conciles, il faut distinguer trois temps ; celui de leur convocation qui les précède ; celui de leur tenuë qui les accompagne, & celui de leur séparation qui les suit.

Dans le temps qui précède, il faut en faire la convocation : elle consiste en plusieurs choses ; à réunir l'Assemblée ; à choisir les personnes ; & à distinguer les temps & les lieux.

Dans le temps de la durée, il y a l'ordre, le rang, le jour des séances, le choix & la proposition des matieres, le droit d'examiner, de prononcer & de décider.

Dans le temps qui suit les Décisions, nous trouvons la nécessité de publier les Conciles, d'en faire exécuter les Canons & les Jugemens.

Pour connoître le droit des Rois, on verra qu'il n'y a presque pas une de ces cérémonies dont les Princes ne se soient mêlés. Les Constantins, les Théodoses, nos Rois de la première & seconde Race ont convoqué les Conciles, ont choisi les temps, les lieux, & quelquefois les personnes.

Dans la tenuë des Conciles, les Officiers des Empereurs régloient l'ordre, les rangs & les jours de séance. Nos Rois de la première & seconde Race ont prescrit les questions & les matieres. Charlemagne disputa sur l'Hérésie dont il s'agissoit au Concile de Francfort. Carloman & Pepin présentèrent, pronon-

cerent & décidèrent aux Conciles de Leptines & de Soissons. Dans le Concile de Constantinople, Constantin condamna l'Hérésie d'Aëtius par l'avis de son Conseil & de vingt Evêques. Théodose décida seul, pour ainsi dire, par inspiration, la dispute des Ariens & des Catholiques sur un des plus importans articles de notre Foi. Léomarc sépara le Concile de Séleucie, par l'ordre de l'Empereur. Ce sont les Princes qui les font publier & exécuter dans leurs Etats. Il ne faut pourtant pas conclure que les Princes soient les maîtres des Conciles. Nous allons voir leurs droits légitimes, sans entreprendre sur l'autorité de l'Eglise; & en distinguant les occasions, les temps & les lieux, nous en verrons les conséquences légitimes.

1^o. A l'égard de la convocation des Conciles dans les premiers siècles, l'autorité des Papes n'étant pas universellement établie, ils ont eu besoin des Princes, pour obliger les Evêques & les Prêtres à obéir. Baronius dit qu'il ne doute pas que les Empereurs ne communiquassent avec les Evêques, & qu'ils ne les assemblassent peut-être à leur sollicitation, quoique les Historiens ne le disent pas. La négligence, la malice & la prévarication des Prélats à se refuser aux nécessités de l'Eglise, ont obligé les Princes d'y suppléer par la terreur de la Discipline. C'est ce que l'Université a décidé sous Louis XII. D'ailleurs la Loi politique défend les Assemblées dans un Etat, sans la permission du Prince. Les Loix du Royaume ne souffrent pas que les Prélats en puissent sortir sans son congé. C'est pour cela que le Roi, comme Souverain, est maître des temps & des lieux: si le Concile se tient dans ses Etats, ou dans un pays étranger, il peut

réfuser ceux qui lui font incommodes, ou raifonna-
blement fufpectfs. C'eft par-là qu'il faut concilier les
différens traits de l'Hiftoire de Conftantin, de Théodofe,
& de Charlemagne, qui ont convoqué tant de
Conciles ; & de Valentinien, qui répondit qu'il ne
lui appartenoit pas de fe mêler de ces chofes. Ils ne
doivent pas s'en mêler quand la néceffité de l'Eglife,
ni de l'Etat ne le requièrent pas. *Secus, contrà.* Si
dans le Concile, les chofes fe paffent avec juftice,
les Princes n'ont que le droit de préfence pour en
être témoins : mais quand il y a des brigues, &c. la
terreur de la Difcipline, &c.

Dans les Conciles, il s'agiffoit quelquefois des biens
& du temporel des Eglifes ; des biens, de l'honneur
& de la vie des perfonnes, comme dans ceux de Car-
thage & de Tyr, par rapport à Cécilien & à Athanafe ;
quelquefois des affaires des Séculars & des Laïcs : ces
points appartiennent au Magiftrat politique. Ainfi les
deux Puiffances ont pu préfider & ordonner chacune
dans fon reffort.

Pour ce qui fuit les Conciles, les Princes les peu-
vent féparer, comme Protectors de la Difcipline
Eccléfiaftique, quand ils voient des partis formés
contre le bien de l'Eglife ; & comme Magiftrats poli-
tiques, quand il s'y fait des négociations fufpectes à
l'Etat. Ils les font publier, &c. tantôt comme Pro-
tectors, tantôt comme Monarques, pour rejeter ce
qui eft contraire aux intérêts de leurs Couronnes &
de leurs Sujets. De-là le principe de nos Libertés,
que les Conciles n'ont point force de Loi en France,
qu'ils n'aient été expreffément acceptés par nos Rois ;
ce qui s'entend de la Difcipline : car ce qui eft de

la Foi n'a besoin que d'être connu pour obliger.

Ils peuvent comme Rois & comme Protecteurs , casser & annuler tout ce qui s'est fait contre les Loix civiles & canoniques. C'est ce que fit Constantin au Concile de Tyr contre Saint Athanase, & Théodose au Concile d'Ephese. Il faut cependant distinguer : si les Conciles ont été tenus dans leurs Etats , contre les dispositions des Loix , ils y ont une Jurisdiction souveraine : si c'est hors de leurs Etats , ils peuvent ou les refuser , ou en appeller à un autre Concile légitime , protester contre , ou faire déclarer abusif ce qui a été abusivement déterminé contre les Loix de leur Etat.

Enfin , ils peuvent , en faisant publier les Conciles , établir des peines contre les contrevenans , pour munir la parole de la doctrine par la terreur de la discipline.

Ils peuvent conserver les originaux des Conciles , pour empêcher qu'ils ne soient détournés ou altérés. Pasquier remarque que dans la première & seconde Race , les Rois les conservoient dans les Archives de leurs Palais.

Ils doivent maintenir l'exécution des Loix Ecclésiastiques. Ainsi c'est à double titre que les Rois punissent les contrevenans à la Doctrine de l'Eglise , & qu'ils condamnent les Hérétiques après que l'Eglise a condamné l'Hérésie.

Il faut distinguer les peines : les spirituelles ; savoir , les Pénitences & les Excommunications. Elles sont du ressort de la Puissance Spirituelle , & le Roi n'y a inspection que comme Protecteur : cependant , comme Magistrat politique , il doit veiller à ce qu'on ne s'en serve

serve point pour entreprendre indirectement sur le Temporel de l'Etat, & troubler mal-à-propos la conscience des peuples, ni les Officiers dans l'exercice de leurs Charges. De-là les Loix dans les Capitulaires, sur les pénitences publiques; dans nos Ordonnances, pour empêcher le mauvais usage des Excommunications: de-là tant d'Arrêts qui ont déclaré plusieurs Excommunications abusives, ou qui, en attendant le Jugement de l'Appel comme d'abus, ordonnent qu'il sera donné aux Appellans des absolutions à Cautèle, c'est-à-dire, des absolutions provisoires.

Quant aux peines temporelles, il n'appartient qu'au Roi de les ordonner; soit comme Protecteur, par la terreur de la discipline; soit comme Magistrat politique, le Roi ayant l'autorité sur les corps & sur les biens de ses Sujets.

En qualité de Protecteur, il punit les Hérétiques, comme coupables d'une mauvaise Doctrine. De-là les Déclarations de François I, & d'Henri II, touchant les Hérésies de leur siècle.



TROISIEME PARTIE.

De l'Autorité du Roi dans la discipline qui concerne le Culte Ecclésiastique.

IL y a un Dieu, d'où naît la nécessité d'un Culte. On ne peut connoître un Dieu sans le servir & l'adorer ; & c'est en cela que consiste le Culte : l'un est intérieur, & l'autre est extérieur.

L'intérieur consiste à adorer Dieu par la Foi, l'Espérance & la Charité. Ce Culte qui se passe dans le fond de l'ame, & dans le for intérieur, la conduite entière en appartient à la Puissance divine.

Il faut observer que Dieu peut être honoré extérieurement en trois manieres ; par nos paroles, par nos actions, & par nos biens ; ainsi la Discipline du Culte extérieur consiste en trois sortes de Cultes ; celui de la prière ou de la parole ; celui des actions ; & celui des choses.

Nous regardons le culte de la prière, 1°. En elle-même. 2°. Par rapport à la maniere dont on doit prier. 3°. Par rapport aux personnes qui prient. 4°. Par rapport à la fin, au temps & aux lieux de la prière.

La prière en elle-même n'a rien que de spirituel ; ainsi, y a-t'il quelque conseil ou commandement à nous donner touchant le choix des termes les plus propres à honorer Dieu, & à lui demander ses graces ? C'est du ressort de la Puissance spirituelle & de la parole de la Doctrine : les Prêtres ont dans leur partage le trésor des Sciences divines & sacrées.

Pourquoi y a-t'il parmi les preuves des Libertés de

l'Eglise Gallicane un Chapitre entier où il paroît que, selon notre usage, le changement des prières; sçavoir, des Bréviaires & des Missels, ne se peut faire sans la permission du Roi? * Est-ce une entreprise sur la Puissance spirituelle? Nullement. C'est un des Droits légitimes de la Protection que nos Rois donnent à l'Eglise; parceque, comme Protecteurs de l'Eglise Gallicane, ils sont obligés de maintenir la Discipline quand elle est attaquée: or c'est l'attaquer que d'y vouloir innover: donc on ne peut changer celle qui a été légitimement établie dans le Royaume, sans leur ordre, ou leur permission. Il est vrai qu'ils ne doivent pas la refuser sans raison; mais ils en sont Juges, & il n'y a que Dieu seul qui puisse leur en demander compte, comme dit le Canon du Concile de Paris: soit que la Discipline de l'Eglise se soit augmentée, soit qu'elle souffre du retranchement, Dieu en demandera raison aux Rois, à la garde & à la protection desquels il l'a confiée.

Il en est de même de la maniere dont la priere doit être faite; si c'est à genoux ou debout; si c'est tête nue, & en habit Ecclesiastique, &c. le Roi n'a droit que d'autoriser ou de conserver les Loix que l'Eglise aura prescrites.

Quand Pepin & Charlemagne envoyèrent à Rome des Gens pour apprendre le chant Romain & l'apporter en France, ils l'ont fait en qualité de simples Protecteurs. C'est de l'Eglise qu'ils empruntoient ce chant, pour le donner à l'Eglise, & pour procurer l'ordre & l'augmentation nécessaire à cette sorte de discipline, conformément à nos principes. Mais, s'il s'agissoit de la priere par rapport aux personnes qui

* Voyez l'Arrêt du Parlement du 20. Juill. 1729. qui supprime une feuille imprimée pour servir de supplément au Bréviaire Romain.

Capit. Carol. Mag. L. 1. c. 3.

la doivent faire, alors il faut distinguer. Est-ce de sçavoir par qui Dieu sera le plus honoré, par un Laïc, par un Clerc, par un Diacre, ou par un Prêtre ? Alors c'est à l'Eglise à décider, & au Prince à faire exécuter sa décision ; parce que cela dépend de la science des choses divines, & n'excede point la compétence de la Doctrine. Mais si nous considérons ces personnes par rapport à l'intérêt de l'Etat, comme si ce sont des Communautés, un Corps, & des Particuliers suspects ; alors l'Etat peut y être intéressé. De-là la maxime que sans la permission expresse du Roi, on ne peut faire des Assemblées extraordinaires, instituer des Communautés. Les Rois & leurs Parlemens peuvent interdire les Prêtres scandaleux & séditieux de la célébration de l'Office divin & des prières publiques, de crainte qu'ils n'excitent quelque rumeur : nous en avons quantité d'exemples.

Si on considère la priere par rapport à sa fin, ou elle est générale, ou elle est particuliere. La fin générale est la gloire de Dieu & le salut des ames. Or tout ce qui y tend, concerne purement le Corps mystique. L'Eglise a seule la souveraine direction de ces sortes de prieres : elle n'appartient aux Rois que pour l'exécution.

La fin particuliere se rapporte aux prieres publiques pour les nécessités temporelles de l'Etat, pour rendre grâces à Dieu de quelques avantages temporels, pour un Fondateur, pour un Haut-Justicier. Cette fin particuliere appartient au Roi & à ses Officiers, soit en vertu de la Magistrature, à cause des intérêts de l'Etat & des Droits honorifiques, qui sont des Droits temporels ; soit à cause de leur Droit de pro-

tection ; parceque tout cela ne tend qu'à l'entretenement & à l'accroissement du Culte divin , & des points où souvent la parole de la Doctrine ne peut pas pourvoir.

Car qui peut ordonner des prieres publiques , si ce n'est celui dont l'autorité est universelle ? C'est pour cela que les Rois envoient leurs Lettres de Cachet aux Gouverneurs & aux Evêques , à l'exemple de ce qui s'observoit chez les Juifs. Les Rois étant oints les pourroient faire eux-mêmes , à l'exemple de David , d'Afa & de Josaphat. C'est de-là sans doute que , quoique les Laïcs ne puissent posséder des Bénéfices , les Rois sont Chanoines de plusieurs Eglises.

Il en est de même du temps & du lieu de la priere : le Roi y a ses Droits comme Protecteur. C'est à l'Eglise à déterminer les temps & les lieux les plus décerns à l'égard de Dieu : mais s'il s'agit d'en déterminer un commode ou préjudiciable aux intérêts des particuliers ou du public , comme d'instituer une nouvelle Fête , ou de choisir un lieu qui fasse cesser ou qui incommode le travail des Peuples ; cela ne se peut faire que du consentement du Roi , à cause de l'intérêt de l'Etat. Ainsi Constantin fit des Loix pour l'observation du Dimanche , & de quelques Fêtes des Martyrs. Dans le deuxieme Concile de Châlons-sur-Saone , les Evêques demanderent une Loi à Charlemagne pour renouveler la célébration du Dimanche.

Suivant nos Libertés , on ne peut bâtir en France ni Oratoire , ni Temple , sans le consentement du Roi.

Au Culte de la parole succede celui des actions. Il y en a de deux sortes : l'un est d'institution divine , l'autre d'institution humaine.

D'institution divine , tel que la célébration des sacrifices , & l'administration des Sacremens. Cela appartient à l'Eglise , & dépend de la science des choses divines.

Nous voyons pourtant dans les Capitulaires de Charlemagne , qu'il prescrit tantôt la manière de dire la Messe , tantôt les personnes qui serviront à l'Autel.

Justinien , à l'exemple de David & de Salomon , fit une Loi pour régler le nombre des Ministres de l'Autel.

Pour en connoître la raison , rappelons nos principes. Il n'est jamais permis aux Laïcs de toucher à l'Arche , ni de pénétrer dans le Sanctuaire : mais le Protecteur doit veiller à l'Arche , & à la porte , pour ainsi dire , du Sanctuaire , pour en maintenir le Culte , & obliger ceux qui le doivent faire , à s'en acquitter selon les Loix & les Canons , & pour empêcher qu'il ne se glisse du désordre & de la confusion. C'est ce qu'ont fait & doivent faire les Rois : ce n'est que pour faire exécuter les Sacrés Canons , que Charlemagne parle dans ses Capitulaires des Sacrifices , &c. & c'est pour cela qu'il cite les Conciles , &c.

L'Administration des Sacremens comprend trois choses ; la dispensation des Sacremens ; le droit d'en prescrire les Loix , & celui de juger de la validité de ces Actes.

Dans la dispensation , il faut distinguer le pouvoir d'avec l'exercice de ce pouvoir.

Le pouvoir de dispenser les Sacremens dépend du for intérieur : c'est le pouvoir des Clefs que Dieu n'a donné qu'aux Prêtres , & non au Magistrat , qui ne peut ni donner , ni ôter ce pouvoir. Ainsi , quand

Gregoire de Tours dit qu'un tel a été ordonné ou tonsuré Evêque par le Roi, c'est que le Roi a commandé aux Evêques, à qui, le droit de conférer les Ordres & de sacrer les Evêques, appartient.

Quand le Parlement a interdit les Prêtres de leurs fonctions les plus sacrées, comme il fit à un Evêque de Saintes en 1482, il a ordonné que les Prêtres, à qui ce pouvoir appartient, dégraderoient le coupable; ce qu'il a pû faire au nom du Roi en sa qualité de Protecteur; & pour l'exécution, a déclaré qu'il y avoit nullité dans la Promotion, & ce par la contravention aux formes Canoniques.

Les Loix concernant cette Administration dépendent de la science des choses divines. Cependant on trouve bien des Loix des Empereurs & des Rois concernant la dispensation des Sacremens; soit en général, pour qu'elle soit toujours gratuite, commode, & toujours présente aux besoins des Peuples; soit en particulier, pour l'âge, la forme & les conditions, ou du Mariage, ou de quelques-uns des Ordres sacrés. Ce n'est point une usurpation: ce n'est que pour munir la parole de la Doctrine par la terreur de la Discipline, parce que les Canons l'ont ordonné.

Il y a des Sacremens qui ne requèrent qu'une simple capacité spirituelle; c'est-à-dire, une simple disposition intérieure à recevoir la Grace; comme le Baptême, la Confirmation, la Pénitence, l'Eucharistie & l'Extrême-Onction.

Le Prince ne fait de Loix à cet égard que comme Protecteur.

Il y a d'autres Sacremens qui exigent encore une capacité extérieure, Temporelle & Civile; tels que

l'Ordre & le Mariage : & de ceux - ci le Roi est en droit de faire des Loix , en qualité de Magistrat politique.

A l'égard du Sacrement de Mariage , le Contrat Civil en étant la matiere nécessaire , il dépend en cette partie de la Magistrature politique. Ainsi , en distinguant dans l'Administration des Sacremens , ce qui est du droit de protection , d'avec ce qui est de Magistrature politique , le droit d'un chacun est facile à expliquer. Et attendu que celui qui fait la Loi , soit comme Protecteur , soit comme Magistrat politique , est Juge de l'exécution de la Loi , il s'ensuit que le Roi est Juge , &c. Sur quoi il faut distinguer le for intérieur dont le Prêtre seul est Juge ; du for extérieur dont le Roi seul est Juge.

Après avoir parlé du Culte des actions d'institution divine , parlons de celui qui est d'institution humaine.

Il y en a de plusieurs sortes , parce que les hommes ont inventé plusieurs sortes d'actions pour marquer leur respect à Dieu. Choisissons - en quelques exemples qui établiront les principes des autres ; le transport des Reliques, les Pélerinages, les Croisades, les Jeûnes. Le Roi a droit à la Discipline de ces choses , tantôt comme Protecteur , quelquefois comme Magistrat politique.

David ordonne le transport de l'Arche.

An. 813.
Can. 5.
Charles VI.
défendit les
Pélerinages
à Rome.

Le transport des Reliques ne se peut faire sans l'aveu du Roi , suivant le Concile de Mayence. Les Pélerinages sont des assemblées , &c. Les Croisades ont trait au temporel. Voyez le Decret de Gratien.

Le deuxième Concile de Châlons dit qu'il appartient au Roi de régler les Pélerinages, non pas pour décider

décider si Dieu a plus agréable d'être prié dans un lieu plutôt que dans un autre, ce qui est de la science des choses divines; mais pour l'intérêt de l'Etat, à cause des assemblées illicites, qui sous ce prétexte peuvent se faire dans le Royaume, & de l'occasion que ces voyages peuvent donner à ses Sujets de le quitter, ou d'entretenir commerce en des Royaumes suspects. C'est pour cela que Charles VI défendit les Pèlerinages à Rome pendant la soustraction de l'obéissance.

Le Roi peut ordonner des Jeûnes à l'exemple de Josaphat & de Louis le Débonnaire, & empêcher qu'on n'en introduise de nouveaux & d'excessifs, contraires à l'ancienne Discipline de l'Eglise, dont il est le Protecteur.

Il ne reste qu'à dire un mot du Culte des choses; ainsi appelé, parce que ce n'est ni par nos paroles, ni proprement par nos actions que nous le rendons à Dieu; mais par les choses que nous lui offrons.

Il est de deux especes : 1^o. Des choses que nous offrons directement à Dieu, pour lui demeurer consacrées & être séquestrées de l'usage des hommes. 2^o. De celles que nous donnons aux hommes en considération de Dieu; mais pour l'usage des hommes. Les premières sont, par exemple, les Temples, les Ornaments, &c. Il les faut considérer avant & après, & dans leur consécration; devant leur consécration, comme temporelles & profanes, elles ne relevent que du Magistrat: ainsi on ne les peut consacrer que de son consentement, exprès ou tacite, selon l'importance. L'Etat est le premier Propriétaire de tous les biens temporels, & la Loi porte qu'on ne

peut rien vouer , ni consacrer sans l'aveu du Propriétaire. Mais , dira - t'on , tout est à Dieu avant que d'être à l'Etat ? Oui : mais Dieu a soumis les choses temporelles aux Rois pour les nécessités de l'Etat , & il n'est pas permis de dérober pour donner à Dieu. C'est pour cela que Dieu s'adressa à David & à Salomon , & non au grand Sacrificateur , pour bâtir un Temple & l'enrichir. Mais à qui appartient - il de décider s'il est à propos de bâtir des Temples & de les enrichir ? Cela dépend de la science des choses divines ; mais le choix des lieux dépend du Magistrat politique.

Quant à la Dédicace , Salomon dédia le Temple ; & Aza l'Autel qu'il fit élever : mais parmi les Chrétiens , il entre dans ces actes des cérémonies qui dépendent du for intérieur , dont les Laïcs ne sont pas capables. Les Rois tiennent seulement la main à ce que les Canons soient exécutés.

Après la Dédicace , la Consécration des choses saintes appartient à la Puissance Spirituelle ; & les Rois ne s'en mêlent qu'en qualité de Protectors : d'où nos Rois & nos Parlemens sont obligés de faire des Réglemens touchant l'Administration de l'Eglise , soit pour régler les rangs & les fonctions de leurs Ministres , à l'exemple de Salomon & de Justinien ; soit pour veiller aux réparations , comme Joas & Josias ; soit pour maintenir le respect & le Culte. *

Conc. Carthag. 3.

* C'est ce qui a fait dire à d'Argentré , en son Conseil s. que la propriété des Eglises n'appartient à personne , & qu'elles sont seulement en la protection du Roi. *Licet sub Jurisdictione Domini in quâ sita sunt Ecclesia , sive rempla remaneant ; tamen ipsarum dominium & proprietas nullius est , suntque duntaxat sub protectione Regis , aut Principis supremi , Jure superioritatis.*

Le droit de Franchise n'a duré dans nos Eglises qu'autant qu'il a plu à nos Rois.

A l'égard des choses que nous donnons aux hommes par rapport à Dieu, mais pour l'usage des hommes, comme sont les Dîmes, les Prémices, les Oblations & les Aumônes; ces choses sont en partie Ecclésiastique. Nous en parlerons dans la dernière Dissertation.

Il faut seulement remarquer sur les Aumônes, que personne ne peut en France ni lever, ni faire des quêtes en vertu des Bulles de Pardons ou d'Indulgences, ni sous quelque prétexte que ce soit, qu'avec la permission du Roi. Cette maxime fait un des points de nos Libertés.



QUATRIEME PARTIE.

De l'Autorité du Roi touchant les Personnes Ecclésiastiques.

Can. final.

LEs Ecclésiastiques sont ceux qui sont consacrés au Ministère de l'Eglise par l'imposition des mains. Le Concile de Nicée dit que les Diaconesses sont censées Laïques, parce qu'elles ne reçoivent point l'imposition des mains, quoique destinées au Ministère de l'Eglise.

Il y a deux sortes d'Ecclésiastiques ; les Séculars, & les Réguliers. Commençons par les premiers ; ils sont les plus anciens. On a déjà dit que l'Eglise étoit tout ensemble un Corps politique, & un Corps mystique : par cette raison on doit considérer les Séculars en qualité de Citoyens, & en qualité d'Ecclésiastiques. Comme Citoyens, ils sont soumis au Magistrat politique. Quand Dieu soumit les douze Tribus à Saül, il y comprit celle des Prêtres. Saint Paul dit que toute ame est soumise aux Puissances : il n'excepte personne. * Il est cependant des devoirs dont les Ecclésiastiques sont affranchis : mais ils tiennent leurs privilèges du Magistrat politique ; car ils sont nés Citoyens avant que d'être faits Ecclésiastiques. Le Fils de Dieu a dit, qu'il n'est point venu pour délier les Sujets de l'obéissance aux Rois : au contraire, cette obéissance fait un

March. 21.
22. 23.

* Toute personne est soumise aux Puissances Supérieures ; car il n'y a point de Puissance qui ne vienne de Dieu ; & c'est lui qui ordonne celles qui sont sur la terre, c'est pourquoi, celui qui s'oppose aux Puissances, résiste à l'ordre de Dieu.

des préceptes de l'Evangile ; & s'ils cherchent l'origine de leurs privilèges , ils ne la trouveront que dans les Loix de Constantin , &c. C'est pour cela que Saint Louis dit qu'il les confirme dans les privilèges à eux accordés par lui & ses Prédécesseurs.

Pour examiner leurs privilèges , il faut établir que les droits des Rois sur leurs personnes sont au nombre de trois ; à leur donner des Loix ; à leur imposer des tributs ; & à les juger.

Les privilèges des Ecclésiastiques s'étendent aussi à trois ; à les dispenser de certaines Loix ; à les affranchir des Charges publiques ; & à les exempter de la Jurisdiction Royale & Séculière.

Aucune Puissance ne peut les dispenser des Loix auxquelles sont soumis les autres Citoyens , mais bien de quelques-unes en particulier : par exemple , de la contrainte par corps , &c. Et cette sujétion aux Loix est si indubitable , que pour fonder un appel comme d'abus , il ne faut que prouver une contravention aux Ordonnances.

Ils sont sujets aux impositions : mais il faut distinguer les réelles d'avec les personnelles. Passons les réelles , dont nous parlerons dans la cinquième Partie. Ainsi nous allons traiter des personnelles , comme Tailles , Subsidés , Tutelles , Service à la Guerre & autres semblables.

En général , les Rois , à cause de l'excellence & de la noblesse des fonctions des Ecclésiastiques , leur ont accordé avec raison des immunités : mais c'est une grâce dont la source est uniquement dans les Loix Civiles. Un Pape , parlant du tribut que Jésus-Christ paya pour soi & pour Saint Pierre , dit que ce tribut fut pris dans la bouche d'un poisson , pour montrer que les Ecclésiast-

tiques ne doivent de tribut aux Princes, que des biens extérieurs qu'ils acquierent.

La réponse est, qu'il ne s'agissoit point d'un tribut réel : Jésus-Christ ne possédoit point d'héritages temporels. Ainsi, ne s'agissant que d'un tribut personnel, il enseigne par-là que tous les Sujets indistinctement le doivent à leur Roi en reconnoissance de leur sujétion.

Ces tributs ne sont pas dûs aux Rois seulement pour la possession des biens, mais aussi pour le Gouvernement qu'ils ont de nos personnes, dont ils sont responsables devant Dieu. Ils le sont des Prêtres comme des autres ; & par conséquent Jésus-Christ ni les Apôtres n'en dispensent point les Prêtres.

Si on allegue les Constitutions des Papes, on répondra que les Papes n'ont point d'autorité sur le temporel des Rois. * Combien d'exemples de levées sur le Clergé, sans la participation des Papes ! Et combien de procédures contre les Ecclésiastiques dès le temps de Philippe-le-Bel, pour avoir osé révoquer en doute cette autorité !

II. Tim.
c. 2. v. 4.

Quant aux tutelles & curatelles, il est vrai que Saint Paul dit, qu'il est indécemment à celui qui s'est enrôlé dans la milice de Dieu, de s'embarrasser d'occupations séculières ; mais il n'a pas prétendu par-là dispenser un bon Ecclésiastique des devoirs d'un bon Citoyen envers l'Etat. Il lui défend de s'en mêler par un esprit du monde, d'orgueil & d'intérêt ; mais non quand il s'agit de le faire dans un esprit de soumission à la Loi : c'est ce qui est formellement décidé dans le Concile de Calcedoine.

* Voir la Déclaration du Clergé de France, sur la Puissance Ecclésiastique, du 19. Mars 1682. à la fin de cette Dissertation.

SUR LE DROIT DES SOUVERAINS. 71

Ils ne sont pas entierement dégagés par leur profession de servir de leurs personnes dans les guerres. Il est vrai que leurs armes naturelles sont la priere, comme Moÿse sur la Montagne. Il peut cependant se trouver des nécessités pressantes où le devoir envers le Prince les engage à le suivre dans ses armées, & quelquefois même d'y combattre. La Loi des Visigots y oblige les Laïcs & les Ecclésiastiques ; mais nos Ordonnances défendent aux Clercs de tremper leurs mains dans le sang : c'est pourquoi les Capitulaires de Charlemagne portent qu'il n'y en ira qu'autant qu'il sera nécessaire pour l'administration des Sacremens. Mais dans un Concile, les Evêques de France ont reconnu être obligés d'assister le Roi dans ses guerres, & n'en être dispensés que par grace. Un Evêque d'Orleans & un d'Auxerre, furent condamnés en l'amende, pour avoir manqué à ce devoir. Nous trouvons des commandemens de Philippe le Bel à tous les Ecclésiastiques de se trouver en armes dans la guerre de Flandres en 1304.

Can. 15.

C. 9. 2.
c. 28.

Conc. Palatii habitum
an. 845.

Can. 19.
Can. 35. 48
&c. & 46.
id in Glof.

Non seulement ils sont sujets aux Charges personnelles de l'Etat, mais aussi à la Jurisdiction Royale.

Euseb. I. 4.
c. 27. de Vita
Conf.

Un Particulier de Constantinople demandoit à Justinien comme une grace & un privilege, que les Causes Civiles & Ecclésiastiques fussent renvoyées aux Archevêques avant que de les traduire devant le Magistrat. Donc il en étoit autrement de Droit commun. Les Ordonnances retranchent aux Clercs, qui ne sont pas au moins Soudiacres, le droit de plaider devant le Juge d'Eglise : donc le Roi est maître de ce privilege, puisqu'il l'étend & le restreint comme il lui plaît ; aussi l'appellons-nous le Privilege Clérical.

Quant aux causes criminelles, Jesus-Christ s'en est rendu lui-même justiciable. Les Ecclésiastiques ont-ils plus de privilège que le Fils de Dieu ? Aussi les Empereurs ont jugé Cécilien , Felix , Athanase , &c. Tantôt ils leur donnoient des Juges Ecclésiastiques , comme dans la cause de Cécilien ; tantôt leurs propres Officiers , comme dans celle de Felix : tantôt ils mandoient les Juges , comme dans celle de Saint Athanase , condamné par le Concile de Tyr : tantôt enfin ils recevoient les Appellations des Juges Ecclésiastiques & des Conciles , comme dans l'Appel des Donatistes , &c.

A la vérité , nos Rois ne sont pas allés si loin. Passons les exemples , pour nous attacher aux principes.

Il faut distinguer la nature des crimes. Ou les Ecclésiastiques ont manqué à leur devoir Ecclésiastique , ou à celui de Citoyen ; ou bien le délit est purement Ecclésiastique , ou purement politique ; ou tous les deux ensemble. S'il est purement Ecclésiastique , comme simonie , ou hérésie sans scandale , la punition en appartient à l'Eglise seule. C'est comme un pere qui punit son enfant , un maître son domestique , pour faute de son état , &c. Et si les Rois s'en sont quelquefois mêlés , ce n'est qu'en qualité de Protectors. Si le délit est purement politique , la connoissance en appartient toute entiere au Magistrat politique ; si ce n'est pour la dégradation des coupables. S'il s'agit d'un crime mixte , l'Eglise & le Magistrat en doivent connoître. Les Ordonnances portent * que l'Official jugera le délit commun , & le Juge

* Voyez l'Ordonnance de Melun de 1580.

Royal le délit privilégié. Il faut observer cependant que c'est par abus que l'on nomme délit privilégié celui dont connoissent les Juges Royaux ; car celui dont connoissent les Officiaux , n'est que par un privilège à eux accordé par nos Rois , contre le droit commun : * il devrait plutôt être nommé privilégié , & l'autre délit commun.

Le for extérieur appartient au Roi seul ; & tout for, autre que celui des consciences , est extérieur. Mais, outre la dépendance des Ecclésiastiques comme Citoyens , ils sont encore dépendans comme Ecclésiastiques. Le Roi , comme Protecteur , doit veiller à l'exécution des Canons. Si la parole de la Doctrine est impuissante ou négligée , la terreur de la discipline vient au secours , & le Roi y oblige par saisie du Temporel , par des peines pécuniaires , par la suspension , & même par la privation de leur Ministère. Le Magistrat politique peut aussi faire des Réglemens à ce sujet.

Outre les distinctions de Citoyens & d'Ecclésiastiques , il faut encore les regarder comme promûs simplement aux Ordres , ou à quelque Dignité , Office , &c.

Anciennement ces deux choses ne se distinguoient pas : car l'Eglise primitive ne permettoit pas qu'un Séculier fût ordonné , qu'il ne fût en même temps attaché à une certaine Eglise , & qu'il n'y fût chargé

* C'est une concession des Princes en faveur de l'Eglise , dont il y a des traces dans quelques Loix Romaines du Code Theod. & du Code Justinien : mais l'usage n'en a été bien établi que par la Constitution de Frédéric , qui est dans le Livre des Fiefs. De-là la distinction du délit commun dont les Juges d'Eglise connoissoient seuls , & du cas privilégié dont connoissoit le Juge Laïc.

de quelque administration. Mais , quand les administrations ont été jointes à de grands revenus sous le titre de Bénéfices , on a séparé l'ordination de son titre légitime & canonique , pour y subroger un étranger , pour ainsi dire , bâtard , & que nos Ordonnances appellent *Sacerdote*s.

Le véritable titre de Prêtre est aujourd'hui séparé du Sacerdoce. Nous considérons les Ministres de l'Eglise , ou comme promûs aux Ordres , ou comme revêtus de Bénéfices. Dans le premier cas , le Roi a son droit de protection , &c. Et comme revêtus de Bénéfices , étant mêlés de Spirituel & de Temporel , le Magistrat y partage l'autorité avec le Protecteur. De-là les Ordonnances sur les préventions , les résignations , les permutations & autres devoirs des Bénéfices : de-là les Loix sur les dévoluts & la privation des Bénéfices : de-là les fameuses Ordonnances par lesquelles Charles VI pourvut à l'administration de son Royaume , pendant la soustraction de son obéissance.

Il faut encore distinguer les Bénéfices d'avec les Prélatures. Le Roi a intérêt d'empêcher que les premiers ne soient conférés à des étrangers , à cause du Temporel qui y est annexé : mais dans les Prélatures , comme il y a Jurisdiction & une autorité importante , il est de l'intérêt de l'Etat qu'elles ne soient conférées , ni à des étrangers , ni à des factieux , ni à des ennemis du Roi & de sa Couronne. De-là le droit du Roi de nommer aux Evêchés , aux Abbayes & aux Prélatures de son Royaume , & celui de serment de fidélité des Prélats.

Quant au Droit de nomination , c'est faire tort à nos Rois d'en rapporter l'établissement au Concordat.

L'Eglise n'a
d'elle-même
ni pouvoir
vraiment
cradif , ni
Jurisdiction
extérieure &
proprement
dite.

L'Empereur Théodose , entre autres , choisit d'autorité absolue , Nectarius pour Evêque de Constantinople. Nos Rois de la premiere Race , jouissoient à cet égard des Droits dont ils jouissent à présent. Il est vrai que le Clergé & le Peuple avoient leur Suffrage aux Elections des Evêques , les Moines , à celle des Abbés : mais il étoit subordonné à la volonté du Roi. Il leur mandoit souvent d'élire , & le plus souvent il nommoit la Personne qu'il vouloit être élué ; témoin l'Archidiacre Caulus. Et si Clotaire I. leur laissoit quelquefois la liberté de l'Election, il avoit droit d'approuver ou de refuser l'Elû.

L'Election même des Pontifes , n'avoit point de lieu sans l'approbation & le consentement des Empereurs.

Ce n'est pas des Fiefs que provient le serment de fidélité des Prélats ; car ils ne le doivent pas moins quand ils ne possèdent point de Fiefs.

N'est-il pas juste qu'ils prêtent serment par rapport à leur Administration ? Ce serment les astraint tellement au Roi , qu'ils ne peuvent sortir du Royaume , ni prêter secours au Pape sans la permission du Roi. Dans le second Concile d'Aix - la - Chapelle , il est dit que si un Evêque , ou quelqu'un du second Ordre , viole le serment de fidélité qu'il a fait au Roi , il doit être déposé.

De ce Concile il résulte que le Roi a droit au choix des Bénéficiaires de son Royaume , comme Magistrat politique , & à leur dégradation & déposition.

La dégradation dépouille le Clerc du caractère Clérical ; non pas de celui que l'imposition des mains imprime jusques dans l'ame (car celui-là ne peut jamais s'effacer) mais d'un caractère d'honneur & de Dignité attaché au Sacerdoce : elle le chasse du rang qu'il a dans la Hierarchie de la Milice de l'Eglise.

La déposition ne vas pas si loin : elle le prive seulement de la fonction du Ministère dont il est déposé. Si cette déposition est pour un temps, on l'appelle suspension : si c'est pour toujours, on l'appelle déposition.

Sur cela deux difficultés : 1°. Si les Rois peuvent faire des Ordonnances sur la dégradation, la déposition, & la suspension. 2°. S'ils peuvent actuellement déposer, dégrader & suspendre.

Sur la première, il faut distinguer leur qualité de Protecteur, de celle de Magistrat politique.

En qualité de Protecteurs, ils peuvent faire toutes sortes de Loix, mais seulement en exécutant ou en confirmant les sacrés Canons : c'est-à-dire, qu'ils établissent des peines dans les cas où l'Eglise a voulu qu'elles eussent lieu. De-là la Loi d'Honorius sur l'Election du Pape, qui porte nullité en cas de contravention, conformément aux Conciles, qui déclarent nulles les promotions ambitieuses & simoniaques : de-là la Nouvelle sixième de Justinien.*

Le Roi, comme Magistrat politique, a son Droit. Ou il s'agit de faire une Loi qui mette seulement un obstacle irritant, selon les Jurisconsultes, à une promotion qui n'est pas encore faite ; ou il s'agit d'en faire une qui casse & annule une promotion déjà faite. Dans le premier cas d'un obstacle irritant, le Magistrat peut faire cette Loi, parce que tout Bénéfice est mêlé d'administration temporelle. De-là les Edits des Infiruations, &c. Mais dans le second cas d'une promotion déjà faite, cela passe le pouvoir du Magistrat :

* Tit. 6. *De Episcopi ordinandi moribus, vitâ, honestate & fortuna.*

politique : il ne peut plus l'annuller sans l'autorité de l'Eglise , à cause du mélange d'administration Spirituelle , qui ne peut être ôtée ni donnée que par la Puissance Spirituelle.

Voilà ce qui regarde la première question sur la dégradation, &c. Passons à la seconde : elle consiste à sçavoir si le Roi peut actuellement dégrader, déposer & suspendre. Ce sont les mêmes principes dans les deux questions. Pourquoi donc Charibert déposait-il l'Evêque de Saintes ? Distinguons le Bénéficiaire légitimement promu de celui qui l'a été illégitimement & contre les formes. Dans le premier cas, le Roi ne peut jamais le déposer, ni comme Protecteur, ni comme Magistrat politique : il peut seulement, comme Protecteur, prêter sa Puissance à l'Eglise. C'est dans ce sens que les Rois & leurs Parlemens ont souvent enjoins aux Evêques de dégrader les Prêtres & les autres Clercs condamnés, & qu'ils ont déclaré suspendus les Bénéficiaires, ou privés de leurs Bénéfices. Mais quand un Bénéficiaire a été pourvu contre les formes, le Roi peut le déposer, soit comme Magistrat politique, parce que l'exécution des Loix lui appartient ; soit comme Protecteur, pour l'exécution des Loix Canoniques.

Ce n'est pas dépouiller, c'est empêcher l'injuste possession d'un Usurpateur. De-là les Parlemens connoissent, par Appel comme d'Abus, de la validité ou invalidité des provisions obtenues en Cour de Rome, soit de Bénéfices simples, soit d'Evêchés ou d'Archevêchés.

Voyons présentement quelle est l'autorité du Roi sur les Ecclesiastiques Réguliers.

Ils ne sont point Citoyens ; ils sont morts au mon-

dé ; ils ne possèdent rien dans l'Etat ; ils ne jouissent d'aucuns Droits civils ; ils ne font point tête dans la République. Du temps des Papes Sirice & Zoizime , ils n'étoient point admis aux Ordres , ni compris dans la Hiérarchie de l'Eglise ; mais leurs familles étant incorporées dans l'Etat , nous envisageons non les Particuliers , mais leurs Communautés , comme membres politiques ; & les Particuliers étant admis aujourd'hui aux Ordres Sacrés , souvent même aux Bénéfices , nous les considérons comme autant d'Ecclésiastiques.

En ces deux qualités , il y a quatre choses principales dans lesquelles ils sont sujets au Roi , tant comme Magistrat politique , que comme Protecteur.

1°. Leur établissement. C'est une maxime en France que nulle Communauté Religieuse ne peut s'établir , ni construire de Monasteres , sans la permission expresse du Roi , par deux raisons. D'abord , selon les Loix politiques , il ne peut se former de Corps , de Communauté , ni de College dans un Etat sans la permission du Magistrat politique , par mille raisons. Seroit-il juste qu'un nouveau Corps vint s'associer à celui de l'Etat sans l'agrément du Chef ? Cela répugne aux Loix , même naturelles. Enfin tout nouvel établissement de Religieux est une nouveauté dans la Discipline de l'Eglise. On détruiroit le devoir de Protecteur , si on disoit que ce n'est pas à lui à examiner si cela est utile ou non à l'Eglise , quand la Puissance Spirituelle en a donné son sentiment. Le Concile de Paris dit , que si ceux qui sont dans l'Eglise , que Dieu a confiée à la Puissance du Roi , agissent contre la Discipline , &c. il en rendra compte à

Dieu. Il faut donc qu'il en prenne connoissance, &c. Aussi nos Rois en sont en possession.

Preuves des
Lib. de l'Eg.
Gallic. t. 1.
c. 38.

Le second point dans lequel les Religieux sont sujets à l'autorité du Prince est la Discipline des mœurs. Il y a deux sortes de mœurs Ecclésiastiques : les unes ne concernent que le salut de l'âme & la gloire de Dieu : les autres concernent le corps & la tranquillité de l'Etat.

Le Roi ne connoît des premières, que comme Protecteur, pour faire que les Supérieurs soient obéis, & qu'eux-mêmes s'acquittent de leur devoir ; car il répondroit du relâchement. * A l'égard des mœurs politiques qui peuvent produire du scandale, & troubler le repos public, le Roi a droit de punir lui-même, ou d'en remettre le soin aux Supérieurs.

Le troisième point concerne les Privilèges des Religieux, qu'il faut distinguer en trois espèces. Les uns concernent l'Eglise, les autres l'Etat. Il y en a qui concernent l'un & l'autre. Les premiers, qui concernent l'Eglise, comme l'exemption des Dîmes & de la Jurisdiction Episcopale, ne dépendent du Roi, que comme Protecteur. Il peut maintenir ceux légitimement accordés, & empêcher ; que les Papes, par un relâchement de la Discipline, n'en accordent de contraires aux Canons & préjudiciables à son Eglise.

Les Privilèges qui concernent l'Etat, comme les immunités des Subsidés, &c. que le Roi accorde aux Communautés Religieuses, dépendent du Roi seul. Nous parlons des Communautés, parce que les Religieux en particulier sont exempts, étant morts au monde par leur Profession. Ils ne sont plus considérés

* Nov. 6. Justin. cap. 3.

comme Citoyens, mais comme faisant partie d'une Communauté politique.

Les Privilèges qui concernent l'Eglise & l'Etat tout ensemble, comme les permissions de tenir des Colleges, la connoissance en appartient au Roi, tant comme Magistrat politique, que comme Protecteur, l'Etat & l'Eglise y étant ensemble intéressés.

Le quatrième point dans lequel les Religieux dépendent de l'autorité du Roi, concerne l'établissement & l'exécution de leurs Statuts. Dans l'Etablissement des Statuts, le Roi comme Magistrat a droit d'empêcher qu'il ne s'y glisse rien de contraire aux intérêts de son Etat; & comme Protecteur, qu'il n'y ait rien de contraire à la Discipline Ecclésiastique.

Pour ce qui est de l'exécution, il n'en connoît que comme Protecteur: c'est en cette qualité qu'il connoît de la reformation des Monasteres; qu'il délègue des Commissaires; qu'il fait des Réglemens à cet effet; qu'il juge, dans les Parlemens de l'Appel comme d'Abus, de l'exécution des dispenses des Vœux, des Translations d'un Ordre dans un autre, des permissions que le Pape donne à des Religieux de succéder, de tester, & de tout ce qui est contraire à leurs Vœux.



CINQUIÈME PARTIE.

De l'Autorité du Roi touchant l'Administration des Biens de l'Eglise.

LES deux qualités de Magistrat politique & de Protecteur, sont les deux sources de l'autorité du Roi dans la Discipline qui concerne la Foi, le Culte & les Personnes Ecclésiastiques; mais, outre ces deux sources, il y en a deux autres subordonnées, qui dans l'administration des Biens Ecclésiastiques forment les liens & l'obligation d'une dépendance plus étroite.

Ces deux nouvelles sources sont les droits de Féodalité & de Fondation. Le premier est subordonné à la qualité de Magistrat politique; & le second à celle de Protecteur.

Le premier, parce qu'il comprend éminemment cette Seigneurie directe & souveraine de toutes les Terres du Royaume. Il y a cependant quelque différence, en ce que le Roi ne portant son autorité sur les Biens de l'Eglise, qu'au besoin de l'Etat, il peut, comme Seigneur de Fief, les employer à son utilité particulière. Le second est le titre de Fondation, ajouté à la qualité de Protecteur, parce qu'il donne au Roi un droit plus particulier sur les Biens des Eglises qu'il a fondées. C'est ce qu'on se propose d'expliquer dans cette Dissertation; qui est la plus importante.

Il faut d'abord distinguer les Biens Ecclésiastiques; des Biens des Ecclésiastiques. Les Biens des Ecclésiasti-

ques sont possédés par eux comme Citoyens; ainsi nulle différence à cet égard avec les autres Citoyens. Les Biens Ecclésiastiques appartiennent plutôt à l'Eglise qu'aux Bénéficiers, qui n'en ont que la simple jouissance.

Cette partie de la Discipline se peut réduire à quatre points; leur acquisition; leur administration; leur conservation; & leur aliénation.

Dans l'acquisition on regarde 1^o, la qualité de la chose; 2^o, la manière de l'acquérir; 3^o, la capacité de l'acquéreur. L'acquisition consiste en droits corporels, soit meubles ou immeubles, ou en droits incorporels. La manière d'acquérir est civile, ou naturelle. La civile consiste en Contrats, ou autres Actes, qui produisent une action. La naturelle consiste en voie de fait, à prendre & à recevoir ce qu'on nous donne.

La capacité est de même civile, ou naturelle. La capacité civile est nécessaire pour acquérir par les voies civiles, comme par Succession, Testament, &c. Tout le monde ne l'a pas; par exemple, les Esclaves chez les Romains, & les Religieux parmi nous. La capacité naturelle est celle d'acquérir par les voies naturelles.

Dans les trois premiers siècles de l'Eglise, elle ne possédoit aucun héritage. Les premiers Chrétiens vendoient leurs fonds, en apportoit le prix aux pieds des Apôtres: il étoit remis aux Diacres, qui en avoient la dispensation.

Le Pape Melchiade dit que les premiers Chrétiens convertissoient leurs fonds en deniers, parce qu'ils prévoyoit que l'Eglise seroit transférée aux Gentils: c'étoit plutôt à cause du peu de liberté qu'elle avoit dans les possessions.

L'Eglise ne pouvoit même point alors acquérir par les voies naturelles. Les Empereurs, qui la mettoient au nombre des Colleges & des Communautés, (à qui il étoit défendu d'acquérir,) ne souffroient pas qu'on fit des donations ni d'institutions d'héritiers en sa faveur.

Constantin fut le premier qui lui permit d'acquérir par toutes sortes de voies civiles; ce qui fut dans la suite tantôt restreint, tantôt étendu par les Empereurs, selon les nécessités de l'Eglise, ou de l'Etat. D'où il résulte le principe important, *que la capacité d'acquérir & de posséder des Biens temporels, lui vient uniquement de la concession des Empereurs & des Rois.*

Saint Augustin le déclare par ces paroles: » Otez » le droit des Princes temporels, qui osera dire: cette » maison, ce fond est à moi? Prenez donc garde, » dit-il, de ne point dire: Qu'ai-je à faire, qu'ai-je » de commun avec les Rois? Car c'est par leur Droit » que vous tenez vos possessions. »

Depuis Constantin l'Eglise n'a pas toujours été capable d'acquérir des Biens en France par toutes sortes de voies civiles. Grégoire de Tours, les Formules dans Marculfe, &c. nous en fournissent des preuves.

Chilperic fit une Loi par laquelle il défendit de faire l'Eglise son héritier.

Le droit d'Amortissement en est un monument authentique. Après cela peut-on douter que l'Eglise ne relève entièrement de l'autorité du Roi en ce qui concerne l'acquisition de ses Biens temporels, soit par rapport à la capacité, soit par rapport à la manière d'acquérir?

On a ci-devant remarqué que sous la troisième Race de nos Rois, le Châprie d'Evreux obtint une permission pour avoir la liberté d'acquiescer seulement pour 60 liv. d'héritages.

Appliquons présentement cette dépendance aux quatre sources, dont nous avons parlé. Il importe à l'Etat que l'Eglise ne possède pas trop de Biens dans

Voir l'Edit du mois d'Août 1749 concernant les sortes d'acquisitions que peuvent faire ces Gens de Main-morte.

L. 1. Cod. de Sac. Eccles.

Court. du Maine, art. 41. d'Anjou, art. 37. & 38. d'Orléans, art. 41. & 42. &c.

Auth. sic alio Cod. de Sac. Eccles.

le Royaume, qu'elle n'en possède que d'une certaine nature, & qu'elle n'en acquière que par de certaines voies : cela est du ressort du Magistrat politique, de pourvoir au bien de l'Etat. C'est à cette autorité qu'il faut rapporter les Loix de Constantin, de Chilpéric, &c. Il importe à la mouvance des Féodalités du Roi que les Fiefs ne tombent pas en Main-morte. L'Eglise pourroit tomber dans le désordre, par l'immensité de ses Biens & de ses Richesses. Le Roi peut en arrêter le cours en qualité de Protecteur : il peut s'opposer aux acquisitions qui pourroient être ruineuses.

De-là Justinien défend aux Eglises d'accepter des donations de choses onéreuses & stériles. Le Roi a un intérêt plus particulier dans les engagements des Ecclésiastiques de sa fondation.

Non-seulement l'Eglise dépend du Roi pour la capacité civile d'acquérir ; mais les Ecclésiastiques en dépendent tellement, que c'est un des principes de nos Libertés, que le Pape ne peut donner, aux Ecclésiastiques Etrangers, Lettres de Naturalité pour tenir des Bénéfices en France, ni aux Ecclésiastiques bâtards Lettres de Légitimité pour pouvoir succéder, ni aux Communautés Ecclésiastiques, Séculières & Régulières, Lettres d'Habilitation pour pouvoir acquérir, ni aux Religieux pour tester.

Notre premier principe est que l'Eglise ne peut acquérir civilement en France aucuns biens, que du consentement du Roi. On dira peut-être qu'il y a des biens que l'Eglise tient, & qui ne relevent pas du Roi : tels sont les Prémices, les Offrandes & les Dîmes. Ces choses étant dûes de Droit Divin, n'ont point été acquises par la concession des Rois. La

réponse est d'abord, que ces choses ne sont point de Droit Divin. Et si on objecte qu'elles ont leur source dans l'ancienne Loi, on répondra qu'elle n'a pas lieu à cet égard dans la nouvelle, qui n'en parle que comme conseil; au lieu que dans l'ancienne, la Tribu de Levi n'ayant point eu sa part dans la division de la Terre de Chanaan, les autres Tribus contribuoient, par la dixième partie de leurs fruits, à la subsistance de celle qui n'étoit occupée qu'au service commun envers Dieu; * au lieu qu'aujourd'hui les Prêtres partagent dans leurs familles. La Jurisprudence en est si certaine, qu'il est inutile de s'étendre à ce sujet; mais, en tout cas, il faut distinguer le droit de dîme de la chose sujette à la dîme. S'il s'agit du droit de dîme, l'usage; à la vérité abusif, veut que l'action au Pétitoire soit portée devant le Juge Ecclésiastique: le Roi n'en connoît que comme Protecteur, par l'appel comme d'abus. Mais s'il s'agit de sçavoir si la dîme est due sur telle espèce de fruits, à telle quotité & pour tant d'années; alors, s'agissant de la chose & non du droit, la connoissance en appartient au Magistrat politique. Voilà ce qui regarde l'acquisition.

Le point qui concerne l'administration & la conservation est plus étendu; car il enveloppe à l'égard du Roi deux choses très-importantes: 1°. L'obligation de choisir de bons Administrateurs: 2°. de veiller à ce qu'ils en fassent une bonne administration.

Quant au choix des Administrateurs, il y en a en titre, d'autres par commission.

Les Administrateurs en titre sont les Titulaires des Bénéfices. Le Roi y pourvoit tantôt par la simple nomi-

* Dans la Loi de Moïse, Dieu avoit accordé aux Lévitiques, qui n'étoient que la treizième partie du Peuple, la dixième des biens, mais avec desensé d'acquiescer à autre chose; au lieu que le Clergé de France, qui ne fait que la cinquième partie des Sujets, a non seulement la dixième, mais encore la quatrième partie des Fonds.

M. Lours en son Comm. Let. D.n. 29.

nation, (l'institution appartenant à l'Eglise;) tantôt en conférant les Bénéfices de plein droit, comme les Canoncats de la Sainte Chapelle de Paris, & plusieurs autres.

Extrême du
vivant des
Bénéficiers,
lorsqu'il s'a-
perçoit d'u-
ne mauvaise
administra-
tion.

Les Administrateurs par commission, sont ceux que le Roi nomme par Lettres - Patentes, après le décès des Prélats, pour toucher les revenus, jusqu'à ce que le Bénéfice soit rempli de fait & de droit. Ils sont appelés *Œconomes*.

Cela nous conduit à traiter de la collation libre & absolue des Bénéfices.

Quoique le droit de conférer des Bénéfices soit spirituel, néanmoins le Roi en jouit, 1°. à titre de fondation; 2°. de régale; 3°. de joyeux avènement; 4°. de serment de fidélité.

A titre de fondation, il confère tous les Bénéfices de fondation Royale où il n'y a pas charge d'âmes.

A titre de régale, ceux qui n'ont pas charge d'âmes; qui vaquent de droit ou de fait pendant la vacance des Evêchés & Archevêchés dont ils dépendent.

A titre de joyeux avènement, le Bénéfice ou la première Prébende vacante, après son avènement à la Couronne, dans les Eglises Cathédrales.

Et à cause du Serment de Fidélité, la première Prébende vacante dans l'Evêché ou Archevêché nouvellement rempli.

L'explication de l'origine de ces Droits seroit trop longue: nous dirons seulement, par rapport à nos principes, qu'à l'égard des Bénéfices de Fondation Royale, ce n'est proprement ni comme Protecteur, ni comme Magistrat politique, qu'il en a la collation; mais en qualité de Fondateur. Si c'étoit en qualité de

Magistrat politique , il conférerait tous les Bénéfices de son Royaume. Ce n'est pas en qualité de Protecteur , parce que le droit de protection n'a lieu que pour suppléer aux besoins de l'Eglise. C'est donc en qualité de Fondateur ; non pas que ce Droit soit naturellement attaché aux fondations , mais parce qu'il a été annexé aux fondations , & que cette stipulation est ordinaire. Dumoulin , & après lui l'Auteur du Traité de l'Abus, observent qu'il y a d'autres Seigneurs dans le Royaume qui jouissent du même privilège , comme ceux de Lusarche & de Chauny en Bretagne , &c. Dumoulin ajoute que ces Bénéfices sont moins spirituels que profanes , & que , s'ils étoient vendus , ce ne seroit point une Simonie de Droit Divin , mais seulement de Droit positif , à cause de la prohibition du Droit Canonique de vendre des Bénéfices. Ainsi le Roi peut non seulement les conférer , mais il peut les charger de telles pensions que bon lui semble , sans qu'il soit nécessaire de les faire homologuer en Cour de Rome.

Quant à la collation des Bénéfices en Régale , il n'est pas étonnant qu'on n'en trouve pas l'origine , quand on ne la cherchera que dans les seuls Droits du Magistrat politique & du Protecteur. Mais quand à ces deux titres on joindra ceux de Seigneur de Fief & de Fondateur de toutes les Cathédrales de son Royaume , on trouvera par la Jurisprudence que le droit de garde & de protection emporte ordinairement la jouissance des fruits au profit du Gardien , tant que les biens sont dépourvus de légitimes Administrateurs , & que les collations des Bénéfices sont comptées par les Canonistes entre les fruits ; en sorte

que ces deux droits se rencontrant dans la personne de Fondateur, il s'en fait une extension favorable, parce que les mêmes biens sont originairement partis de sa libéralité; & tous les trois concourans ensemble dans la personne du Magistrat politique, il s'en forme un Droit de Régale aussi souverain & aussi indépendant que la Royauté même, par la maxime que tout ce qui est reçu, l'est à la manière de celui qui le reçoit, c'est-à-dire, participe de la dignité & de la puissance de la personne qui l'a reçu.

Dumoulin,
sur la Cout.
de Paris,
Gloss. 4. n.
péault.

Quant au droit de collation dont le Roi jouit à titre de joyeux avènement & de serment de fidélité, il est difficile d'en trouver la raison hors de la longue possession & des Edits extraordinaires de nos Rois. Aussi, peu de Parlemens les connoissent; & ils ne sont gueres reconnus qu'au Grand Conseil.

Le Roi pourvoit donc au choix des Administrateurs en titre, tantôt par la nomination des personnes, tantôt par la collation libre & absolue des Bénéfices.

Voyons comment il pourvoit au choix de ceux qui ne le sont que par commission.

Les Administrateurs par commission sont les Directeurs des Hôpitaux (de ceux qui ne sont point érigés en titre de Bénéfices) les Économes ou Séquestres des Bénéfices vacans.

L'Administration des Hôpitaux concerne l'intérêt, 1°. du Corps mystique, pour le soulagement des Fidéles; 2°. du Corps politique pour la décharge de l'Etat. Donc le Roi a droit de veiller au choix des Administrateurs, tant comme Protecteur, que comme Magistrat politique.

Mais

Mais il faut distinguer les Hôpitaux. Les uns sont de fondation Royale, d'autres de fondation publique, & d'autres de fondation particuliere. Le Roi seul commet aux Hôpitaux de sa fondation : aux autres, ce sont ceux qui en ont le droit par les titres de fondation, mais toujours subordonnément à l'autorité du Roi, qui en qualité de Protecteur a droit de veiller à l'exécution de l'intention des Fondateurs ; & comme Magistrat politique, à ce que rien ne s'y passe contre les intérêts publics de l'Etat.

En ces deux mêmes qualités le Roi a droit de pourvoir à l'Economat & au Séquestre des fruits dépendans des Bénéfices. Ce qu'il fait, tantôt immédiatement par lui-même, quand il nomme des Economes aux fruits des Evêchés & des Abbayes vacantes ; tantôt médiatement par ses Officiers, quand les Juges nomment des Séquestres aux fruits des Bénéfices litigieux, ou quand s'agissant du Possessoire ils adjugent la récréance au plus apparent Possesseur.

Traité de
l'Abus, L. 1.
c. 8. n. 8.

Mais il ne suffit pas d'avoir donné de bons Administrateurs ; il faut veiller à ce qu'ils fassent une bonne & légitime administration. Ainsi il faut distinguer deux sortes d'administrations des Biens Ecclésiastiques : l'une est purement temporelle ; l'autre est mixte, temporelle & spirituelle tout ensemble.

La temporelle concerne le seul Temporel des Bénéfices. Le Roi y a des droits différens, selon la différente qualité des Administrateurs : par exemple, s'ils sont Administrateurs en titre, les fruits leurs appartiennent ; le Roi n'a droit à leur égard que d'empêcher qu'ils ne dégradent les bâtimens ou les fonds, de les obliger aux réparations, de satisfaire aux au-

mônes & aux autres charges canoniques; ce qui appartient à l'office de Protecteur. S'ils n'y satisfaisoient pas, le Roi en cette qualité peut faire des saisies, & même commettre d'autres personnes ou de nommer un Sequestre. Ainsi Joas ôta le pouvoir aux Prêtres de recevoir les offrandes destinées aux réparations du Temple, & commit un de ses Officiers pour y veiller conjointement avec le Grand Prêtre. Et parmi nous les Officiers peuvent faire saisir les revenus des Bénéfices & des Bénéficiers pour sûreté des réparations.

Mais si ce sont des Administrateurs par commission, le Roi peut veiller sur leur administration, non seulement par les mêmes voies, mais même destiner les deniers aux nécessités les plus urgentes, & s'en faire rendre compte par ses Officiers. De-là tous les Réglemens sur le fait des Hôpitaux, tous les Jugemens donnés en exécution, qui se rapportent tantôt au droit de Protecteur, tantôt à celui de Magistrat politique.

L'administration mixte est celle qui outre l'administration temporelle, emporte une administration spirituelle; par exemple, l'union ou la division des Bénéfices, qui se fait, ou par la suppression, ou par la multiplication du titre bénéficial.

Quant à cette administration, le titre du Bénéfice étant spirituel, elle dépend plus de la Puissance Spirituelle que de l'autorité du Roi, parce qu'il y a des Bénéfices que le Roi ne peut unir ou diviser sans la participation de la Puissance Spirituelle.

Pour entendre ceci, il faut distinguer les Bénéfices de fondation Royale des autres, & diviser ceux qui sont de la première espèce, en Bénéfices à charge d'âmes, & en ceux qui n'ont point cette charge.

Le Roi peut unir ou diviser d'autorité absoluë , sans le ministère de la Puissance Spirituelle , les Bénéfices de fondation Royale , qui n'ont point charge d'ames , selon qu'il le juge utile & nécessaire aux besoins de son Eglise & de son Etat, parce qu'ils sont Bénéfices séculiers & profanes , que le Roi n'a érigé qu'à condition d'en avoir toujours l'autorité & l'administration souveraine. De-là Philippe de Valois a uni de son autorité absoluë une Prébende de Notre-Dame de Poissy à l'Abbaye de Joyenval. Il y en a quantité d'autres exemples dans nos Libertés.

Traité de
l'Abus, L. 2.
c. 4. n. 40.

Si les Bénéfices ont charge d'ames , le Roi ne peut pas les unir ni les diviser d'autorité absoluë , parce que le titre de Bénéfices à charge d'ames emporte Jurisdiction au for intérieur , & un droit d'administration dans l'intérieur du Sanctuaire. Or ces droits ne peuvent être donnés ni ôtés, multipliés ni supprimés qu'avec le concours de la Puissance Spirituelle.

Dumoulin,
ad reg. de
Inf. n. 417.
Preuves des
Lib. c. 35.
n. 17. &c.
c. 36. n. 41.

Mais la Puissance Spirituelle ne peut faire ces unions ou divisions en France sans la permission du Roi , de quelque fondation que soient les Bénéfices ; s'ils sont de fondation Royale ou de patronage Laïc, le Magistrat politique en est le conservateur.

S'ils sont de fondation ou de Patronage Ecclésiastique, le Roi, comme Protecteur, est obligé d'empêcher les innovations qui y sont préjudiciables. Il en doit prendre connoissance, & y donner son consentement.

Il y a plusieurs autres raisons par lesquelles le Magistrat politique est intéressé dans ces changemens, selon la nature & l'importance des Bénéfices ; par exemple , la suppression des Evêchés , &c. Cela se doit faire par le concours des deux Puissances. De-là nous avons

Conc. de
Calc. Scff. 5.

vû que le Concile de Calcedoine a cassé des divisions des Métropoles qui avoient été faites par la seule autorité Impériale : de-là , dans la troisième Race de nos Rois , le Pape Luce III ayant voulu ériger en Archevêché l'Evêché de Dol , Philippe-Auguste s'y opposa , & manda au Pape que c'étoit entreprendre sur les droits de son Royaume.

Après avoir parlé des droits du Roi concernant l'acquisition des Biens Ecclésiastiques , voyons quels sont ceux qu'il a touchant l'aliénation des mêmes Biens. Sur quoi il y a trois choses à considérer ; le pouvoir d'aliéner ; les causes ; & les solemnités des aliénations.

Capit. Regis in ead. Syn. propos.
Preuves
des Libertés
de l'Eglise
Gallicane ,
t. 1. c. dernier.

Quant au pouvoir d'aliéner , il est décidé par les Conciles que l'Eglise ne peut aliéner que par la permission du Prince. L'Eglise est sous la protection du Roi , comme un Mineur est sous celle d'un Tuteur. Ce droit lui appartient comme Protecteur. Au contraire il y a des cas où le Roi peut ordonner l'aliénation de son autorité absolue , tantôt comme Protecteur , tantôt comme Magistrat Politique. Comme Protecteur , quand elle est utile à l'Eglise , quand les fonds lui sont à charge , &c. De-là l'Empereur Justinien ordonna que l'Eglise donneroit des maisons ruinées en Emphytéose , dans une de ses Nouvelles. Comme Magistrat politique , quand l'aliénation est nécessaire au bien public. De-là les Arrêts qui ont ordonné des échanges avec le Prince à des conditions favorables. Il y a une Loi de Justinien qui le porte ainsi.

Quant aux causes de l'aliénation , le Patrimoine de l'Eglise étant inaliénable , il ne peut être aliéné sans une cause légitime. Mais à qui appartient-il de déterminer si la cause est légitime , on non ?

Pour décider cette question , le Roi a quatre sortes de droits à l'égard des Biens Ecclésiastiques , sous lesquels il faut considérer les Biens de l'Eglise : comme Magistrat politique ; comme Seigneur Féodal ; comme Protecteur ; comme Fondateur. Sous ces quatre titres on peut voir quels sont les droits des Rois dans l'aliénation des Biens Ecclésiastiques. Le Magistrat politique est Souverain en ce qui concerne le Gouvernement politique.

Cela étant il ne peut pas être dépendant d'une Puissance étrangère , en ce qui regarde le droit d'user (pour le bien public) de tout ce qui est temporel dans son Etat. Il y a incompatibilité entre la Souveraineté & la Dépendance.

C'est donc au Magistrat politique, comme Souverain, à régler la proportion du secours qui lui est dû par les Biens Ecclésiastiques dans les nécessités de son Etat ; c'est-à-dire , d'en déterminer les causes , les occasions & la qualité. Il peut l'exiger de plein droit ; autrement sa Souveraineté seroit imaginaire. C'est une Souveraineté frivole de se figurer un Magistrat politique impuissant pour juger de ses nécessités & de ses besoins , mais sur-tout impuissant pour y suppléer.

Une des causes du différent entre Philippe-le-Bel & Boniface VIII. fut la défense que fit ce Pape, sous peine d'anathême, de rien exiger des Ecclésiastiques sans la permission du Siège Apostolique. Le Roi fit voir l'injustice de la Bulle de Boniface. Le Pape s'expliqua, & convint que le Roi pouvoit exiger des tributs de l'Eglise dans un cas de nécessité, sans consulter le Saint Siège, & qu'il suffisoit que le Roi eut plus de vingt ans pour être Juge de cette nécessité.

Raïnaldu
1296, n. 22.
Rubeus.
p. 252 & 253

Cette explication de Boniface détruit tout l'avantage que les Ecclesiastiques pourroient tirer des Decrets qui leurs sont favorables.

En effet, appartiendra-t'il à la Cour de Rome de juger si le Prince a besoin d'un secours extraordinaire sur les biens de l'Eglise Gallicane, lorsque la Cour de Rome ignorera ou feindra d'ignorer, peut-être pour son intérêt particulier, la qualité de ses besoins.

Mais pourquoi donc en pareilles occasions les Rois ont-ils eu recours, tantôt à des Assemblées du Clergé, tantôt à des Assemblées d'Etats, quelquefois même à la Cour de Rome? Pourquoi Clotaire se voulant appliquer le revenu d'une Eglise, un Evêque lui reparait-il, que s'il vouloit s'emparer des Biens appartenans à Dieu, Dieu lui ôteroit son Royaume?

Il faut expliquer cela avec quelques distinctions. Premièrement c'est un principe, que quand nous disons que le Magistrat peut quelque chose, cela ne s'entend que d'une Puissance subordonnée à la Justice & à la Loi; c'est-à-dire, qu'il ne le peut qu'en cas qu'elle soit juste & nécessaire: car dans la matiere dont nous parlons, il n'y a que la nécessité qui puisse fonder la Justice. Il faut même distinguer la nécessité urgente, de celle qui ne l'est pas. Si la nécessité est urgente, par exemple, qu'il s'agisse d'une subite irruption des ennemis, on ne peut nier que le Roi ne puisse user d'une autorité absolue des Biens de l'Eglise, comme des autres, pour la défense de son Etat. Ainsi David ne fit point difficulté de manger les pains de Proposition; & cet exemple est canonisé dans l'Evangile par la propre bouche de Jesus-Christ.

Hors cette nécessité urgente, il faut distinguer les

Edits qui tendent à l'aliénation des fonds de l'Eglise, de ceux qui ne touchent qu'au revenu. Ceux qui vont à l'aliénation des fonds de l'Eglise ne peuvent être faits sans la Puissance Spirituelle, parce que l'Eglise étant Propriétaire incommutable de ses biens, elle n'est pas de pire condition que les autres Propriétaires dont on ne peut aliéner le bien que de leur consentement. De-là Carloman voulant aliéner le bien de l'Eglise, cela ne se fit que par un Concile où le Légat du Pape étoit présent.

In Conc.
Lapin.

Sil ne s'agit que du revenu, cela n'affecte le fonds que jusqu'à un certain point. L'Eglise étant dans l'Etat, elle doit contribuer aux besoins de l'Etat. Comme c'est en vertu des Loix des Souverains que les Ecclésiastiques possèdent des biens, il faut qu'ils leurs obéissent pour ce qui regarde le Temporel. Ne jouissent-ils pas, ainsi que les autres Citoyens, de la tranquillité & de l'abondance que procure une heureuse Administration ?

Sous quel prétexte pourroit-on nier que le Prince ou l'Etat ne peut exiger des Impôts des Ecclésiastiques. L'Eglise est un des membres de l'Etat, elle est obligée de Droit naturel à contribuer de ses biens à sa propre conservation ; les fonds ecclésiastiques n'appartiennent à l'Eglise que pour satisfaire aux charges réelles ; certainement il n'y a pas de charges plus réelles que celles qui concernent les besoins de l'Etat. Cette obligation est Civile & Temporelle ; le droit de proportionner cette obligation aux temps & aux besoins, est une dépendance nécessaire du Gouvernement politique en toutes les obligations Civiles & Temporelles ; & tout ce qui est du Gouvernement politique est soumis à la Souveraineté du Magistrat politique.

Dira-t-on qu'il y a des Prêtres, des Curés & des Religieux pauvres & hors d'état de contribuer aux besoins de l'Etat ! mais cela n'arrive que parce qu'il y en a d'excessivement riches ; car si les biens Ecclésiastiques étoient également partagés, tous seroient abondamment pourvus.

Si enfin il s'agit de l'imposition d'une certaine somme, c'est plutôt un tribut personnel que réel. Or le Roi peut faire des impositions personnelles sur tous ses Sujets : ainsi l'an 1355, les Etats Généraux accorderent au Roi Jean de grosses sommes, dont le Clergé payait sa part. Les Ambassadeurs du Roi Charles IX, au Concile de Trente, soutinrent généreusement l'autorité du Roi en cette partie. Ce n'est que par concession des Rois, si les Ecclésiastiques jouissent de quelques Privilèges à cet égard.

Preuves des
Lib. de l'Eg.
Gallic. Pag.
1513.

Voilà quel est le droit du Roi pour déterminer les causes légitimes de l'aliénation des Biens Ecclésiastiques, comme Magistrat politique.

Voyons maintenant ses Droits de Féodalité, de Protection & de Fondation.

Comme Seigneur de Fief, le Roi a une qualité plus étendue en un sens, & plus restreinte dans un autre. Il a dans un sens une qualité plus étendue, parce que comme Seigneur de Fief il est Juge Souverain de toutes les Causes pour lesquelles l'Eglise peut aliéner & perdre son Fonds, par la Loi & la condition des Fiefs. Par exemple, il est Juge des commises & des confiscations, soit à défaut de paiement du Canon emphytéotique, soit par la contumace des Vassaux, soit à cause des crimes de trahison & de félonie des Ecclésiastiques : mais cette autorité est restreinte à

la

la seule espece de biens sujets aux Féodalités & aux emphytéoses. C'est pour cela que nous avons dit que ce pouvoir est aussi plus borné en un autre sens, parce qu'il ne s'étend point sur les biens que l'Eglise tient, quand ce n'est ni à titre d'emphytéose, ni à titre de Féodalité.

Comme Protecteur, le Roi a droit d'approuver ou de réprover toutes les Causes des aliénations. Ainsi Justinien permet d'aliéner les vases sacrés pour la Rédemption des Captifs. Dans un temps de famine, le Roi peut permettre l'aliénation des Fonds pour la nourriture des Pauvres.

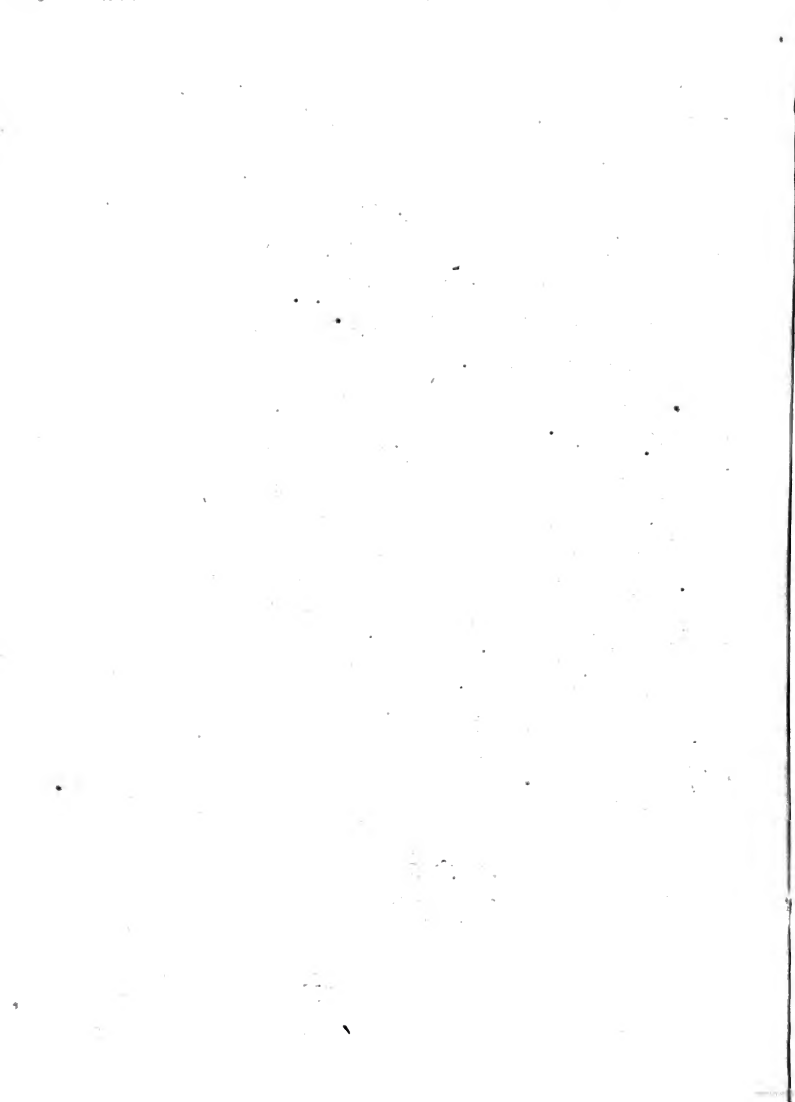
L. Sancimus, Cod. de Sacr. Ecclesiis.

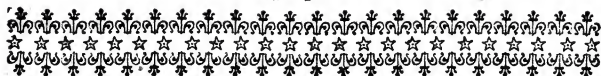
Mais le Roi est encore plus absolu en qualité de Fondateur; parce que ces biens, quoiqu'appartenant à l'Eglise, demeurent toujours en quelque sorte séculiers & sujets immédiatement à l'Autorité Royale.

Le Roi peut donc en qualité de Magistrat politique, ordonner l'aliénation des biens Ecclésiastiques pour des Causes légitimes, & déterminer même la justice des Causes; & à lui seul appartient, en qualité de Protecteur, de prescrire les formalités des aliénations: C'est au Droit de Protection qu'il faut rapporter les Loix de l'Empereur Leon, & les Nouvelles de Justinien touchant les formalités des aliénations des Biens Ecclésiastiques, & généralement toutes celles de nos Rois sur la même matiere.

P. 14. Cod. de Sacr. Eccles. &c. de authent. de non alienand. aut permutand. &c.







CLERI GALLICANI DECLARATION
DE ECCLESIASTICA DU CLERGÉ DE FRANCE
POTESTATE, SUR LA PUISSANCE
DECLARATIO. ECCLÉSIASTIQUE.

Die 19. Martii 1682.

Du 19. Mars 1682.

I.

I.

BEATO Petro, ejusque
Successoribus Christi Vi-
cariis, ipsique Ecclesie rerum
spiritualium & ad eternam sa-
lutem pertinentium, non autem
civilium ac temporalium, à
Deo traditam potestatem; di-
cente Domino: Regnum meum
non est de hoc mundo; &
iterum: Reddite ergo quæ
sunt Cæsaris, Cæsari; & quæ
sunt Dei, Deo; ac proinde
stare Apostolicum illud: Om-
nis anima potestatibus subli-
mioribus subdita sit: non est
enim potestas nisi à Deo:
quæ autem sunt, à Deo ordi-
natæ sunt. Itaque qui po-
testati resistit, Dei ordina-
tioni resistit. Reges ergo &
Principes, in temporalibus,

QUE Saint Pierre, & ses
Successeurs Vicaires de Je-
sus-Christ, & que toute l'Eglise
même, n'ont reçu de puissance
de Dieu que sur les choses spiri-
tuelles & qui concernent le salut,
& non point sur les choses tempo-
relles & civiles: Jesus-Christ nous
apprenant lui-même que son
Royaume n'est point de ce monde:
en un autre endroit, qu'il faut
rendre à César ce qui appartient à
César; & à Dieu ce qui appar-
tient à Dieu; qu'il s'en faut tenir
à ce précepte de l'Apôtre Saint
Paul: Que toute personne soit sou-
mise aux Puissances supérieures: car
il n'y a point de Puissance qui ne
vienne de Dieu; & c'est lui qui or-
donne celles qui sont sur la terre:
c'est pourquoi celui qui s'oppose aux

nulli Ecclesiastica potestati Dei ordinatione subjici; neque auctoritate clavium Ecclesiæ, directe, vel indirecte deponi, aut illorum subditos eximi à fide atque obedientiâ, ac præstito fidelitatis Sacramento solvi posse: eamque sententiam publicæ tranquillitati necessariam, nec minus Ecclesiæ quàm Imperio utilem, ut verbo Dei, Patrum traditioni, & Sanctorum exemplis consonam, omnino retinendam.

taieuse à l'Eglise qu'à l'Etat, doit être tenuë, comme conforme à l'Ecriture Sainte, à la Tradition des Peres de l'Eglise, & aux exemples des Saints.

II.

Sic autem inesse Apostolicæ Sedi, ac Petri Successoribus Christi Vicariis, rerum spiritualium plenam potestatem, ut simul valeant atque immota consistant sanctæ Oecumenicæ Synodi Constantiensis à Sede Apostolicâ comprobata, ipsoque Romanorum Pontificum ac totius Ecclesiæ usu confirmata, atque ab Ecclesiâ Gallicanâ perpetuâ Religione custodita, Decreta de auctoritate Conci-

Puissances, résiste à l'ordre de Dieu. En conséquence, nous déclarons que les Rois ne sont soumis à aucune Puissance Ecclésiastique, par l'ordre de Dieu, dans les choses qui concernent le Temporel; qu'ils ne peuvent être déposés directement ni indirectement par l'autorité des Clefs de l'Eglise; que leurs Sujets ne peuvent être exempts de la soumission & de l'obéissance qu'ils leur doivent, ou dispensés du serment de fidélité: que cette Doctrine nécessaire pour la paix publique, & autant avan-

II.

Que la plénitude de puissance, que le Saint Siege Apostolique & les Successeurs de Saint Pierre, Vicaires de Jesus-Christ, ont sur les choses spirituelles, est telle néanmoins, que les Decrets du Saint Concile Œcuménique de Constance, contenus dans les Sessions IV & V, approuvés par le Saint Siege Apostolique, & confirmés par la pratique de toute l'Eglise & des Pontifes Romains, & observés de tout temps reli-

*liorum generalium, quæ Sessio-
ne quartâ & quintâ continen-
tur: nec probari à Gallicanâ
Ecclesiâ, qui eorum Decreto-
rum, quasi dubiæ sint auctori-
tatis ac minus approbata,
robur infringant, aut ad solum
schismatis tempus Concilii dicta
detorqueant.*

.III.

*Hinc Apostolica potestatis
usum moderandum per Cano-
nes Spiritu Dei conditos, &
totius mundi reverentiâ conse-
cratos: valere etiam regulas,
mores, & instituta à Regno &
Ecclesiâ Gallicanâ recepta,
Patrumque terminos manere
inconcussos: atque id pertinere
ad amplitudinem Apostolicæ Se-
dis, ut Statuta & Consuetu-
dines tantæ Sedis & Ecclesiæ
consensione firmatæ, pro-
priam stabilitatem obtineant.*

IV.

*In fidei quoque questionibus
præcipuas Summi Pontificis esse*

giement par l'Eglise Gallicane,
demeurent dans leur force & ver-
tu; & que l'Eglise de France n'ap-
prouve pas l'opinion de ceux qui
donnent atteinte à ces Decrets,
ou les affoiblissent, en disant que
leur autorité n'est pas bien éta-
blie; qu'ils ne sont point approu-
vés, ou que leur disposition ne
regarde que le temps du schisme.

III.

Qu'ainsi, il faut régler l'usage
de la Puissance Apostolique par
les Canons faits par l'Esprit de
Dieu, & consacrés par le respect
général de tout le monde; que
les règles, les mœurs, & les Con-
stitutions reçues dans le Royaume &
dans l'Eglise Gallicane, doivent
avoir leur force & vertu, & que
les usages de nos Peres doivent
demeurer inébranlables; qu'il est
même de la grandeur du Saint
Siege Apostolique, que les Loix
& les Coûtures établies du con-
sentement de ce Siege & des

IV.

Que quoique le Pape ait l'a
principale part dans les questions

partes ; ejusque Decreta ad omnes & singulas Ecclesias pertinere ; nec tamen irreformabile esse judicium, nisi Ecclesia consensus accesserit.

Quæ, accepta à Patribus, ad omnes Ecclesias Gallicanas atque Episcopos, iis Spiritu Sancto auctore præfidentes, mittenda decrevimus ; ut idipsum dicamus omnes, finisque in eodem sensu, & in eadem sententiâ.

de Foi ; & que les Decrets regardent toutes les Eglises, & chaque Eglise en particulier, son Jugement n'est pas irréformable, si le consentement de l'Eglise n'intervient.

Ce sont les maximes que nous avons recuës de nos Peres, & que nous avons arrêté d'envoyer à toutes les Eglises Gallicanes, & aux Evêques qui les gouvernent avec l'assistance du Saint Esprit ; afin que nous disions tous la même chose ; que nous soyons dans les mêmes sentimens, & que nous tenions tous la même Doctrine.

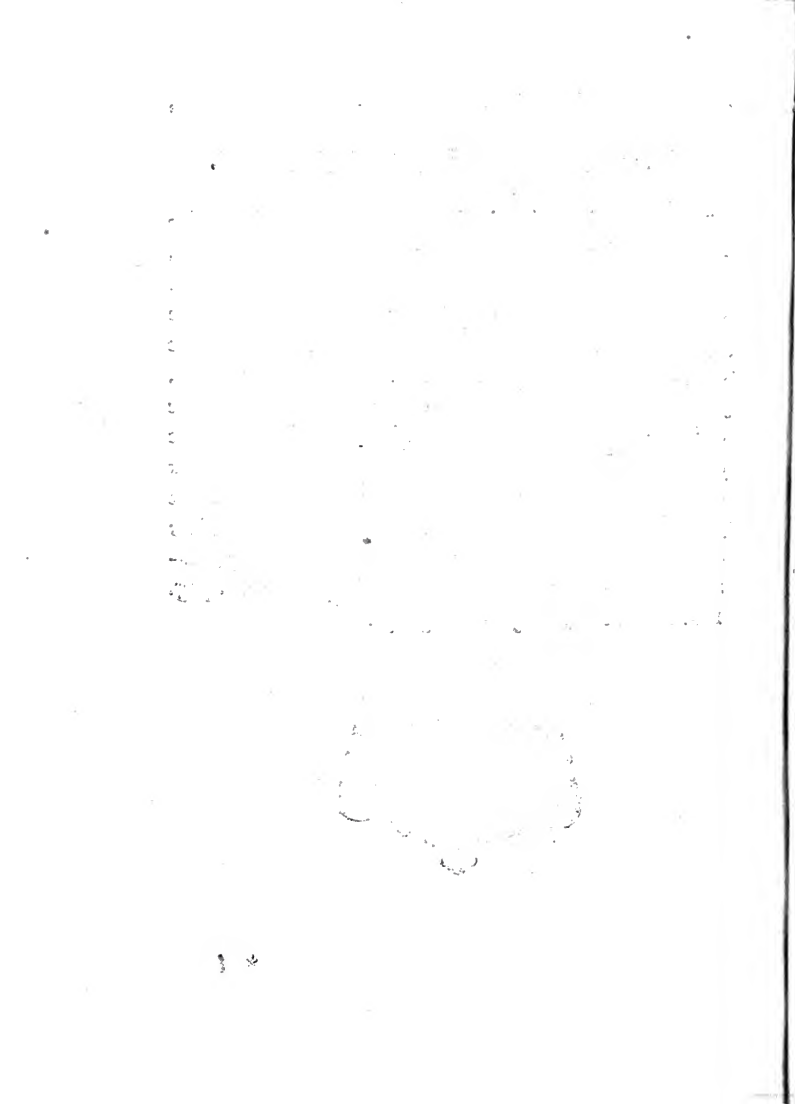
FINIS.

FIN.

AVIS DU LIBRAIRE.

LE même hazard qui m'a fait tomber entre les mains l'Histoire du Droit Public Ecclésiastique François, m'a procuré les Vies des Papes Alexandre VI. & Léon X. Comme l'auteur dit dans sa Préface, que cet ouvrage est le fruit des réflexions qu'il a faites en s'appliquant à l'Histoire des Papes, je suppose que ces deux Vies qu'on m'a remises, sont aussi de sa façon, & que son but est que je les imprime comme un Essai dont il seroit bien-aise de sçavoir le jugement du Public. J'entre volontiers dans ses vûes, d'autant plus que les deux Vies sont courtes, & que des personnes de bon goût, à qui je les ai fait voir, m'en ont dit beaucoup de bien; elles m'ont même assuré que ce sont les mêmes dont le Journal Littéraire de la Haye de l'année 1734. Tome 21. pag. 118. a donné une idée si avantageuse.





L A V I E

D'ALEXANDRE VI.

EN vain chercheroit-on dans l'Histoire & dans la Fable un Prince dont les crimes pussent être comparés à ceux de ce Pontife : à la Religion près , qu'il n'a point attaquée , il s'est rendu coupable des excès les plus monstrueux ; & on peut dire , que si sa mémoire avoit péri avec lui , on ignoreroit jusqu'à quel point un homme peut être corrompu & méchant

Il naquit en Espagne , à Valence , en 1431. Son pere se nommoit Godefroi Lenzolio , d'une des meilleures familles du Pays , & fort considéré à la Cour des Rois de Castille , où il eut des Emplois considérables. Il épousa Jeanne de Borgia , dont le frere Alphonse de Borgia fut élevé au souverain Pontificat sous le nom de Calixte III. Alexandre VI. fut le premier fruit de ce mariage : il fut élevé avec beaucoup de soin , & il y répondit parfaitement bien ; dès l'âge de dix-huit ans il s'acquitta en habile homme de quelques affaires importantes que son pere avoit cru pouvoir lui confier. L'étude du Droit étant alors fort estimée , il s'y appliqua & y fit les plus grands progrès.

Il avoit environ 24 ans , lorsque son oncle fut élevé sur le Trône Pontifical : il ne tarda pas à se rendre à Rome. Le Pontife , charmé de son mérite , le fit d'abord Archevêque de Valence , & lui donna le Chapeau avec la Charge de Vice-Chancelier. Ce fut alors qu'il quitta le nom de Lenzolio pour prendre celui de Borgia , que le reste de sa fa-

Famille
d'Alex. VI.

Commen-
cement de son
élévation.

Aubery ,
Hist. des Card.

mille prit à son exemple & qu'elle a toujours conservé depuis.

Ses premiers
Emplois.

*Onuph. Vit.
Alex. VI.*

*Histoire des
Conclaves.*

Son élec-
tion préten-
due simonia-
que.

Raisons d'en
douter.

*Specim. vit.
Arcana.*

Le Cardinal de Borgia fut long-temps sans faire parler du lui : peut-être n'étoit-il pas encore si vicieux , ou peut-être avoit-il l'adresse de cacher ses désordres & son mauvais caractère sous les dehors spécieux de piété & de modération. Malgré son mérite personnel , il fut négligé & laissé sans emploi par Pie II. & par Paul III : Sixte IV. & Innocent VIII. lui rendirent plus de justice & s'en servirent dans plusieurs occasions importantes. Quoiqu'on assure qu'il n'accepta le Cardinalat qu'en vue d'être Pape , on ne voit pourtant pas qu'il se soit donné aucun mouvement pour le devenir à la mort de Paul III. ou de Sixte IV. Apparemment son ambition ne se réveilla qu'à la mort d'Innocent VIII. Il fit si bien sa partie , & se servit si habilement de son esprit & de son crédit , qu'il fut élu dès le second jour du Conclave , qui étoit le deuxième jour d'Aout de l'année 1492. Il prit le nom d'Alexandre VI : il avoit au moins 60 ans , s'il est vrai , comme on l'assure , qu'il fût né en 1431.

Un Auteur qui a écrit la Vie secrète de ce Pape , fait le détail du marché qu'il fit avec les Cardinaux pour avoir leur suffrage. L'équité m'oblige ici , de remarquer que ces sortes de détails peuvent & doivent être suspects ; ces sortes de conventions , si honteuses à ceux qui les font , demeurent secrètes , le vendeur & l'acheteur étant également intéressés à les cacher ; & ce n'est presque jamais que sur ce qui se fait qu'on les devine : d'ailleurs , le Cardinal de Borgia avoit du mérite , l'Auteur de ce prétendu détail en convient ; il avoit eu l'adresse de cacher ses desordres ; & par l'hypocrisie la plus raffinée & la plus constante qui fut jamais , on lui croyoit des vertus qu'il n'avoit point , loin

de connoître les vices dont il étoit rempli. Qu'étoit-il donc besoin qu'il achetât le Pontificat, dont il avoit scû paroître digne ? Cardinal depuis trente-sept ans, n'avoit-il pas eu le temps de se faire assez d'amis dans le sacré Collège, pour l'emporter sur ses concurrens ? Pourquoi flétrir tous ces Cardinaux, & ne pas dire, comme il est vrai, que trompés par l'hypocrisie de Borgia, en lui donnant leur voix, ils avoient mis sur le premier Siège de l'Eglise un homme indigne de la moindre Fonction Ecclésiastique ? Il en est de même de ce qu'on fait dire au Cardinal de Médicis dans le Conclave quelques momens après l'élection : *Nous nous sommes livrés à la gueule du loup le plus vorace ; il nous dévorera infailliblement si nous ne le prévenons par la fuite* : Ce Cardinal avoit à peine 15 ans, & selon toutes les apparences il n'étoit pas du Conclave ; étoit-il Prophète, ou à cet âge avoit-il pû démêler le vrai caractère d'Alexandre VI. malgré les vertus apparentes qui l'avoient caché aux yeux les plus perçans ? Je ne prétends pas au reste justifier ce Pape ; le début, par où je commence le récit de sa vie, doit en avoir convaincu : mais j'ai cru devoir faire remarquer, que son Election n'étoit pas aussi criminelle que ces auteurs le prétendent ; & certes ils avoient assez de mal à dire de lui, sans être obligés de hasarder des conjectures peu vraisemblables, & sans faire parler des enfans pour le rendre odieux.

*Hist. des
Conclaves.*

Les Cardinaux ne furent pas les seuls trompés, le monde entier le fut comme eux. Les Romains marquerent leur joie en toutes les manieres dont ils purent s'aviser, jusqu'à élever des Arcs de triomphe sur le passage de leur nouveau Maître, lorsqu'il alla prendre possession de la Basilique de Saint Jean de Latran. Les Souverains entrèrent dans les sentimens du peuple Romain ; les complimens de leurs

*Son élection
est applaudie.*

Ambassadeurs étoient sinceres ; & les Auteurs de ce temps-là conviennent qu'il les méritoit par sa conduite avant que d'être Pape , & par la douceur , la modération , la sagesse qu'il fit paroître au commencement de son Pontificat. Ferdinand Roi de Naples , fut le seul qui ne donna pas dans l'erreur commune ; la nouvelle de cette élection lui fit répandre des larmes : sans doute que méchant lui-même au suprême degré , il se connoissoit mieux en méchanceté que tous les autres.

*Guichardin.
Mariana.*

Guichardin.

Heureux
commence-
mens de ce
Pontificat.

*Guichardin.
Mariana.*

Alexandre VI. commença par établir l'ordre & la sûreté dans Rome : il y réussit si bien , que de son temps elle fut dans une parfaite tranquillité. Il s'appliqua même aux affaires de l'Eglise : par ses soins un grand nombre de Hérétiques se réunirent à l'Eglise Romaine. Les Maures ayant été chassés du Royaume de Grenade par la valeur & la sagesse de Ferdinand Roi d'Arragon , il donna ses ordres pour rétablir les Evêchés que les Maures avoient détruits ; & il paroît qu'il ne tint pas à lui que les Princes Chrétiens ne se réunissent pour faire la guerre aux Turcs.

C'est au commencement de son Pontificat qu'il fit expédier une Bulle , par laquelle il donna aux Rois d'Espagne les Pays que Christophe Colomb avoit découvert dans les Indes. S'il avoit tort de faire cette donation , on en avoit encore plus de la lui demander ; mais on vouloit un titre , du moins apparent ; & on ne croyoit pas que le seul droit de bienfaisance pût autoriser ces sortes de Conquêtes. Ceux qui ont étudié ces matieres , sçavent qu'il est bien difficile de décider , s'il est permis d'entreprendre de détrôner des Rois & d'assujettir des Peuples , avec qui on n'a rien à démêler , & qui n'ont jamais ni donné ni pu donner aucun sujet de mécontentement.

Les troubles d'Italie qui la divisèrent dès le commence-

ment de ce Pontificat, l'intérêt qu'il y avoit par rapport aux terres de l'Eglise, bien plus encore son ambition & sa passion excessive pour la fortune de ses enfans, lui firent bien-tôt abandonner le soin de l'Eglise pour se livrer à tout ce que l'intrigue & la politique ont de plus odieux & de plus criminel. C'est-là le fond de la vie de ce Pape, & c'est ce que je vais développer.

Sources des
désordres de
ce Pape.

Long-temps avant que d'être élevé sur la Chaire de Saint Pierre, il avoit eu d'une Dame Romaine, nommée Vanozia, quatre garçons & une fille. Comme cette Dame étoit mariée, il fut plus aisé de cacher ce commerce criminel; ils y avoient si bien réussi, qu'on ne l'avoit pas même soupçonné, & qu'on l'eût toujours ignoré, s'ils avoient continué d'user des mêmes réserves & des mêmes précautions: mais ce Pape qui avoit tiré de sa dissimulation & de son hypocrisie tout le fruit qu'il en avoit espéré, jugea à propos de ne se plus contraindre, & cessa de faire mystère de ses amours; il fit loger ses enfans dans son Palais; & sans dire positivement qu'il étoit leur pere, ses tendresses, ses libéralités, ses soins empressés à leur procurer de grands établissemens, le dirent si hautement, que personne n'en put douter. Il n'avoit pas attendu qu'il fût Pape pour leur témoigner son amour: il avoit de son patrimoine trente-deux mille ducats de revenu, ses Bénéfices, ses Pensions, sa Charge de Vice-Chancelier de l'Eglise Romaine, lui en produisoient encore davantage; il se servit de ces grands biens pour donner à ses enfans toute l'éducation dont ils étoient capables, & pour faire à leur mere une fortune très-distinguée. A la vérité ses enfans étoient la preuve de son incontinence sacrilège: mais le soin qu'il en prit, prouvoit aussi que du moins il écoutoit les sentimens de la nature; de même que son constant & fidele attachement pour

Guichardin.

Il prend un
grand soin de
ses enfans
naturels

Guichardin.
Duchefne.

Ses grandes
débauches
ne sont pas
tout-à-fait
prouvées.

celle qui les lui avoit donnés , montrait bien plus d'amour que de brutalité dans ses desordres. Ceux qui ont des sentimens , approuveront sûrement cette réflexion , & regarderont les faits qui l'appuient , comme une espece de démonstration qu'Alexandre VI. du moins avant son Pontificat , avoit de l'humanité & quelques vertus morales : je puis même dire , que ces faits joints à la réputation d'homme de bien , qu'il s'étoit conservée jusqu'à son exaltation , prouvent quelque chose de plus ; un vrai attachement exclut toujours ce qu'on appelle débauche. Il est possible de dérober aux yeux du Public une inclination ; en est-il de même de la brutalité , qui cherche tous les jours de nouveaux objets pour se satisfaire ? D'ailleurs de ce grand nombre de personnes qu'on suppose avoir consenti à la passion d'Alexandre VI. est-il probable qu'une seule ait été féconde ? Je souhaite sincèrement que ces observations servent à adoucir un peu l'idée affreuse qu'on a de lui : je n'aime point à trouver les hommes coupables au-delà des bornes de la nature , & j'ai autant de plaisir , quand je puis les justifier , que j'en aurois à sauver un malheureux des mains d'une multitude déterminée à le faire périr.

Caractère
de ses enfans.

Les enfans de ce Pontife ayant été élevés de maniere à n'être point embarrassés de sa nouvelle grandeur , parurent dans le monde avec distinction ; & si on avoit eu autant de soin à former leurs mœurs & leur religion , qu'on en avoit pris à cultiver & à polir leur esprit , & à leur donner ce qu'on appelle de belles manieres , ils auroient mérité les dignités qu'on leur prodigua. Lucrece , c'étoit le nom de sa fille , avoit un esprit au-dessus de son sexe ; elle étoit même sçavante & capable des plus grandes affaires. Louis de Borgia , aîné des garçons , étoit d'un caractère aimable , il étoit brave , & l'amour du plaisir l'animoit beaucoup

Mariana.
Duchesse.
Lett.

coup plus que l'ambition. César, si connu sous le nom de Duc de Valentinois, étoit le second : il avoit toutes les qualités qui forment d'illustres scélérats, un esprit pénétrant & capable des plus grands projets, une ambition sans bornes, un courage ferme, une adresse supérieure pour les intrigues & les négociations, de la prévoyance, de la célérité, de la valeur, de l'habileté pour le Gouvernement, & par-dessus tout cela, une détermination à n'écouter ni religion ni humanité, lorsqu'elles s'opposeroient à ses projets ambitieux. Les deux autres se nommoient Jean & Godefroy : apparemment qu'ils n'avoient rien de distingué ni pour la vertu ni pour le vice, puisque les Auteurs contemporains n'ont pas daigné nous en instruire.

Ce fut pour élever ces enfans qu'Alexandre viola toutes les Loix divines & humaines : de Lucrece sa fille il en fit son idole ; il l'aima, dit-on, & brûla pour elle d'un feu détestable. Après tout, ce fait mériteroit, pour être cru, d'autres garants que des épigrammes ; le mal est que ces sortes d'accusations sont aussi difficiles à réfuter qu'à prouver, & qu'on est bien condamnable quand on y donne occasion : mais si on peut douter de l'amour abominable de ce Pontife pour sa propre fille, on est obligé d'avouer qu'il eut pour son élévation un amour excessif. N'étant encore que Cardinal, il l'avoit mariée à un certain Espagnol : ainsi parlent les Auteurs ; car ils se sont tellement attachés à raconter les crimes de cette famille, qu'ils ont oublié de marquer je ne sçai combien de circonstances & d'époques, qui auroient répandu un grand jour sur cette Histoire. Quoiqu'il en soit, dès qu'Alexandre fut Pape, il ôta sa fille à cet Espagnol, & la donna à Sforce, Marquis de Pezzaro. Cette alliance ne lui parut point encore assez avantageuse ; il cassa ce second mariage sous prétexte d'impuissance, &

Son amour
excessif pour
sa fille.

En peu de
temps il la
marie trois
fois.

*Guichardin.
Onuphre.
Duchefne.*

*Malignité
des auteurs
contre le Pa-
pe.*

*Le Pape ne
pense qu'à ag-
grandir ses
enfants.*

Mariana.

maria sa fille au Prince de Tarente, fils naturel d'Alphonse Roi de Naples : cette alliance dans la suite devint inutile ; par la chute de cette famille Royale. Alexandre qui n'avoit aucun prétexte pour la rompre, fit assassiner ce troisième mari de Lucrece, afin d'être en liberté de la mieux placer ; il lui fit épouser Hercule d'Est, fils aîné du Duc de Ferrare. On dit que la jalousie du Pontife, qui ne pouvoit voir tranquillement sa fille entre les bras d'un autre, eut aussi beaucoup de part à ces divorces scandaleux & à ces cruautés. Cette réflexion me paroît bien plus maligne que solide. Il falloit un mari pour cacher, du moins pour être en état de nier ses infâmes amours : d'ailleurs en la mariant au fils du Duc de Ferrare, il se mettoit dans la nécessité de se séparer d'elle.

Le Pontife ne borna pas ses soins à l'élévation de sa chere Lucrece, il profita de toutes les occasions qui se présentèrent pour l'aggrandissement de ses fils. Ferdinand le Catholique, Roi d'Arragon & de Castille, donna à l'aîné le Duché de Gandie, en reconnoissance de ce que le Pape avoit décidé en sa faveur une espece de procès qu'il avoit avec le Roi de Portugal au sujet des terres nouvellement découvertes. On profita aussi de la situation fâcheuse où se trouva l'Italie, pour faire épouser au nouveau Duc une fille naturelle d'Alphonse Roi de Naples. Ce Duc ayant été assassiné avant la célébration ou la consommation de son mariage, son frere Jean, troisième fils du Pape, hérita de ses titres & même de son épouse. Il fut le plus sage ou le plus heureux de ses freres ; apparemment qu'il se retira de bonne heure à son Duché, pour n'avoir point de part aux crimes de son pere & de son frere César, & pour se mettre à couvert des malheurs que ces crimes ne pouvoient manquer de leur attirer. Il y vécut tranquille : sa postérité dure

encore aujourd'hui , illustrée par la sainteté de François de Borgia , qui désabusé des vanités du monde , quitta son Duché , & embrassa l'institut des Jésuites , dont il fut le troisième Général.

Alexandre VI. qui peut-être ne connoissoit pas encore le caractère de son fils César , & les grands talens qu'il avoit pour seconder ses vûes ambitieuses , le destina à l'Eglise : il le fit Cardinal & Archevêque de Valence en Espagne. Cet état étoit trop violent , aussi le quitta-t-il le plutôt qu'il put , & dès qu'il vit jour à remplacer , par des Principautés séculières , les Dignités ecclésiastiques à quoi il renonçoit. La situation où étoit alors l'Italie , a tant de rapport à ce que fit Alexandre VI. pour ses enfans , qu'il est impossible de développer ces mystères d'iniquité sans entrer dans le détail des divers intérêts des Princes & des Etats qui la partageoient.

Le séjour des Papes à Avignon , le schisme qui suivit leur retour à Rome , leurs divisions avec les Conciles de Constance & de Bâle , dérangerent l'Etat Ecclésiastique. La plupart des Gouverneurs des Villes de cet Etat avoient changé leurs Gouvernemens en Principautés ; & afin d'avoir du moins un titre apparent de leurs usurpations , ils reconnurent les Papes pour Souverains , & s'obligèrent à leur payer chaque année un certain tribut ; ils se nommoient les Lieutenans & les Vicaires du Saint Siège. C'est ainsi que les Polentins avoient usurpé Ravenne ; les Malatesta s'étoient rendus maîtres de Césenne ; les Riario tenoient Imola & Forli ; Manfredi possédoit Fayence ; Sforce Pezzaro ; les Bentivoglio Boulogne , & les Baillons Perouze. Telle étoit la situation de l'Etat Ecclésiastique , quand Alexandre VI. en devint le maître.

Ludovic Sforce aspirait à se rendre maître du Duché de

Il fait son second fils Cardinal , malgré son peu de disposition.

Situation de l'Etat Ecclésiastique.

Mariana.
Mezerai.
Daniel.

Dessin du

Duc de Milan.

*Mezerai.
Daniel.
Guichard.*

Milan: il le gouvernoit au nom de Jean Galeas son neveu, qui avoit épousé une fille d'Alphonse, fils & héritier présomptif de Ferdinand Roi de Naples. Ce Roi avoit à craindre que Charles VIII. ne fît valoir les droits incontestables qu'il avoit sur le Royaume de Naples; Sforce appréhendoit aussi que si Charles négligeoit la conquête de Naples, il ne mit le Duc d'Orléans en état de faire celle du Milanés, qui lui appartenoit par sa grand-mere Valentine de Visconti, unique héritière du dernier Duc de ce nom.

Les autres Princes & les autres Etats d'Italie se défioient les uns des autres, & se craignoient mutuellement: aucun n'osoit remuer, quoique tous eussent bien souhaité de s'agrandir aux dépens de leurs voisins.

Les intrigues de Ludovic pour détourner sur Ferdinand la tempête qui pouvoit fondre sur lui, & pour le mettre hors d'état de traverser l'usurpation qu'il méditoit, tira l'Italie de la tranquillité où elle paroissoit être. Dès qu'on sçut que Charles VIII. se préparoit à y passer, tout fut en mouvement, & chacun prit parti suivant ses intérêts & ses vûes.

Incertitude
des autres
Princes d'Ita-
lie.

*Les Aut.
ci-dessus.*

Le Pape qui d'abord s'étoit joint à Ludovic pour déterminer le Roi de France à la conquête du Royaume de Naples, changea bien vite de sentiment: il fit ce qu'il put pour le détourner du dessein qu'il lui avoit inspiré, & pour le traverser. Les raisons de ce changement étoient, les avantages que lui avoit offert pour ses enfans le Roi de Naples, & la juste crainte d'avoir un Feudataire trop puissant; peut-être aussi appréhendoit-il de s'engager trop avec un jeune Prince sans expérience, & dont tout le monde sçavoit que le Conseil n'étoit guères sage. Les Vénitiens ne voulurent prendre aucun parti, attendant, selon leur coutume,

que les événemens leur fournissent l'occasion de se déterminer avec avantage. Les Florentins, ou plutôt Pierre de Medicis, Chef de leur République, se liguerent avec le Roi de Naples, mais d'une manière fort timide, & sans lui donner du secours, résolu au fonds de ne se déclarer que pour celui des deux concurrens dont ils auroient le plus à craindre ou à espérer.

Ce fut dans ces circonstances embarrassantes que le Pape, après avoir tenté inutilement de réunir toute l'Italie contre Charles VIII. s'adressa à Bajazet Empereur des Turcs, pour en obtenir des secours d'hommes & d'argent. Celui qu'il avoit chargé de cette commission fut arrêté à son retour de Constantinople: on lui prit l'instruction qu'il avoit reçue d'Alexandre VI. pour son Ambassade, & plusieurs Lettres de Bajazet. On prit les précautions nécessaires pour qu'on ne pût douter de l'authenticité de ces pièces, qui prouvoient si clairement l'union criminelle du Chef des Chrétiens avec l'ennemi déclaré du Christianisme: l'Envoyé certifie que l'instruction est émanée de la bouche même du Pape; un Notaire public assure que la traduction de ces différentes pièces est exactement conforme aux originaux. Après cela peut-on douter du fait?

Le Pape
traite avec
l'Empereur
des Turcs.

Si j'osois m'opposer au torrent, je ferois quelques réflexions qui pourroient le rendre un peu suspect. Je dirois, par exemple, qu'il est bien difficile qu'on soit venu de Constantinople aux environs de Rome en un mois; car les Lettres de Bajazet sont du 18 Septembre, & l'attestation du Notaire est du 5 Novembre de la même année 1494: qu'il falloit marquer ce qu'on avoit fait des originaux & en quel lieu on les gardoit: qu'il n'est guères probable que l'Empereur des Turcs ait écrit en Italien: qu'il ait écrit cinq Lettres pouvant n'en écrire qu'une; qu'il les ait écrites le

Ce Traité
n'est pas tout-
à-fait sûr.

même jour ; que dans la date il ait suivi l'Ere Chrétienne. Je demanderois ce que c'est que du papier *authentique selon la coutume des Turcs* ; j'ajouterois qu'il est fort singulier qu'on ait choisi un Grec pour translater de l'Italien en Latin ; que le stile de ces Lettres n'est point du tout le stile de la Porte ; que ces mots , *Pontife de l'Eglise Romaine par la divine Providence* , sentent les Brefs Apostoliques ; que même les Princes Chrétiens ne s'en servent point quand ils écrivent aux Papes : enfin , je ferois remarquer que cette découverte a été faite & publiée par les plus grands ennemis d'Alexandre VI.

Succès prodigieux de Charles VIII.

Mezerai.
Daniel.

Au reste on s'étoit pris trop tard à négocier avec le Turc ; Charles VIII. étoit bien avant dans l'Italie dès la mi-Octobre. Tout plia devant ce Prince ; les Florentins se crurent heureux qu'il voulût accepter leur alliance & ne les pas traiter en ennemis ; le Duc de Ferrare , les Urbins , les Colonnes , les Bentivoglio , se déclarèrent pour lui : à l'exception de deux ou trois Villes qui éprouverent la valeur de ses troupes , toutes les autres ouvrirent leurs portes & se soumirent. Le Pape fut obligé de le recevoir dans Rome & d'accepter les conditions qu'il voulut lui imposer ; il n'eut qu'à se montrer au Royaume de Naples pour s'en rendre le maître. S'il avoit eu autant de prudence que de bonheur , rien n'auroit égalé sa gloire , & peut-être que l'Italie auroit inutilement réuni ses forces pour lui enlever sa conquête. Mais sa prospérité l'aveugla , en même temps qu'elle éclaira ses ennemis sur les dangers qui les menaçoient : elle lui fit commettre un si grand nombre de fautes importantes , qu'il étoit perdu sans ressource , si ses ennemis avoient eu moins d'ardeur à le perdre ; car ce qui le sauva , ce fut la nécessité où ils le mirent d'abandonner sa conquête , & de se retirer promptement en son Royaume,

Mémoires de Comine..

Le Pape, dont la famille étoit attachée par un double mariage à la Maison Royale que Charles venoit de déposer, fut le principal moteur de la ligue où entrèrent avec lui les Vénitiens, le Duc de Milan, l'Empereur Maximilien & le Roi Catholique, contre les François. Elle eut tout le succès qu'il en pouvoit attendre : Ferdinand, puissamment secouru de ses Alliés, & secondé par ses Sujets déjà fatigués de la domination Françoisise, remonta sur le Trône, dont il venoit de descendre; en moins d'un an il vint à bout de soumettre les Partisans de la France, & de chasser de ses Etats les Troupes que Charles VIII. y avoit laissées en se retirant.

Ligue contre Charles VIII.
Mariana.
Guichard.
Mézer. &c.

Cette invasion, quoique favorable au Pontife par les grands avantages qu'elle contraignit les Rois de Naples de lui faire pour l'empêcher de se joindre à leur ennemi, avoit pourtant suspendu l'exécution des projets qu'il avoit formés contre les Barons Romains, qu'il appelloit d'ordinaire les *menottes* des Papes : il reprit ces projets dès que l'orage fut dissipé. Les Colonnes & les Ursins étoient les plus puissans de ces Barons, & presque toujours en guerre les uns avec les autres; les Papes précédens en avoient eu beaucoup à souffrir; & souvent pour n'en être pas opprimés, ils avoient été contraints de leur accorder beaucoup au-delà de ce qui convenoit à leur dignité : c'est par ceux-là qu'Alexandre VI. commença l'exécution de son dessein.

Le Pape attaque les Barons Romains.
Mariana.
Guichard.

Ces deux Maisons s'étoient déclarées pour Charles VIII. Les Colonnes sur-tout lui avoient rendu d'assez grands services, & en avoient été abondamment récompensés; toutefois dans la décadence des affaires de ce Prince ils furent les premiers à se réconcilier avec ses ennemis, & à prendre parti contre lui. Les Ursins furent plus fideles; & s'ils ne firent pas de grands efforts pour le servir, du moins

Il commença par les Ursins.
Il est battu.

Mariana.
Guichard.

ils ne le combattirent pas : cette circonstance déterminâ le Pape à les faire attaquer. Les Espagnols & les Colonnes servirent sa haine ; on leur enleva quelques Places, : ils se défendirent si bien , que ce Pape , après la perte d'une bataille où le Duc de Gandie son fils aîné avoit été blessé , fut contraint de leur offrir la paix , & de les laisser en repos , jusqu'à ce qu'il trouvât une occasion plus favorable de les détruire.

Mariana. Le secours des Espagnols ne lui fut pas toutefois inutile : ils prirent Ostie & quelques autres Places moins importantes , où le Cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens tenoit des garnisons qui bloquoient Rome en quelque sorte , & l'incommodoient extrêmement.

Il veut faire
son fils aîné
Duc de Bene-
vent.

*Mariana.
Guichard.*

Pendant ce court intervalle de paix & de tranquillité , le Pape travailla à l'aggrandissement de son fils aîné : il entreprit de le faire Duc de Benevent. Cette affaire fut proposée au Consistoire , où elle souffrit de grandes oppositions de la part du Cardinal Piccolomini : on ajoute que l'Ambassadeur de leurs Majestés Catholiques s'opposa fortement à cette nouveauté , & qu'il déclara en termes exprès , que ses Maîtres ne souffriroient jamais qu'on détachât, sous quelque prétexte que ce pût être , un si beau morceau de l'Etat Ecclésiastique. Ces remontrances si vives engagèrent peut-être à différer : mais selon toutes les apparences , on étoit déterminé à ne pas céder. On négocia presque en même temps le mariage de Lucrece fille du Pape avec le fils naturel d'Alphonse II. Roi de Naples : il fut arrêté pour lors , mais il s'accomplit quelque temps après.

Le fils aîné
du Pape est
assassiné.

*Guichard.
Onuph. spe-
cim. V. t.
argana.*

Ces prospérités du Pape furent troublées par un accident bien étrange : le Duc de Gandie son fils aîné fut assassiné le 8 Juin de l'année 1497. Voici comme la chose se passa , si on en croit l'Auteur de la vie secrète de ce Pontife. Ce Duc

avec

avec ses freres soupa chez la Dame Vanozia leur mere; il étoit tard quand on sortit de table, & le Cardinal paroissoit s'impatisier de ce qu'on différoit à se retirer; on partit enfin. Le Duc & le Cardinal montés sur leur mule, & peu accompagnés, marcherent ensemble jusqu'à l'ancien Palais que leur pere avoit occupé, tandis qu'il n'étoit encore que Vice-Chancelier de l'Eglise Romaine: en cet endroit le Duc se sépara du Cardinal, pour ne pas manquer, comme il le fit assez entendre, à un Rendez-vous amoureux: il congédia le peu de domestiques qu'il avoit à sa suite, & ne retint qu'un Estafier. Un certain homme masqué, qui s'étoit trouvé chez la mere de ce Duc, où il venoit de souper, & qui pendant un mois l'avoit vû presque tous les jours, monta en croupe derriere lui; après avoir fait quelque pas, il ordonna à son Estafier d'aller au Palais, & de revenir à une certaine heure dans l'endroit d'où il le renvoyoit, & de retourner au Palais s'il ne le trouvoit pas: il continua de marcher, ayant toujours derriere lui cet homme masqué. Le Duc ne parut plus; & deux jours après on trouva son corps dans le Tybre, percé de neuf coups d'épée. Le Pape son pere fut pénétré de la plus vive douleur: il passa sans prendre ni repos ni nourriture près de quatre jours, enfermé dans sa chambre, fondant en larmes, & ses amis les plus intimes eurent toutes les peines du monde à le voir & à le consoler.

La haine qu'on avoit dès-lors, ou peut-être qu'on eut depuis contre le Cardinal, lui fit attribuer cette mort: les Historiens se sont appliqués à prouver qu'il en étoit l'auteur. Ils disent qu'il avoit conçu l'envie la plus furieuse contre son frere, & qu'il regardoit sa vie comme l'unique obstacle au changement qu'il méditoit. A ce motif ils en ajoutent un autre encore plus exécration: ces deux freres,

On croit le second fils du Pape auteur de cet assassinat.

Auteurs ci-dessus.

disent-ils , aimoient leur sœur Lucrece , tous deux en étoient favorisés ; mais le Cardinal s'imaginoit avoir la moindre part à sa tendresse. Sans doute que César de Borgia étoit capable de ces sentimens dénaturés ; quantité d'autres crimes qu'il a sûrement commis , ne le prouvent que trop : cela n'empêche pourtant pas que des Historiens qui se font un plaisir de prouver qu'un homme est criminel , ne doivent être suspects. Suffit-il que quelqu'un soit capable des excès les plus monstrueux , pour les lui attribuer ? Un Auteur peut rapporter des bruits populaires ; doit-il les donner pour des vérités constantes ? S'il est quelque circonstance qui les démente , qui les rende douteux , peut-il la supprimer ? Cet homme masqué qui pendant un mois a vû presque tous les jours le Duc de Gandie , qui se trouve à son dernier soupé , qu'il fait monter en croupe derrière lui , qu'il veut avoir seul avec lui , ne suffit-il pas pour qu'on suspende au moins le jugement que l'idée fâcheuse qu'on a de son frère , fait naturellement porter contre lui ?

Il n'en est pas moins reçu de son Pere.

Guichard.

Alexandre VI. se consola de cette mort funeste , & l'oublia même assez vite. Les bruits populaires qui l'avoient attribuée au Cardinal son fils , ne l'empêcherent pas de le recevoir avec toute sorte de tendresse à son retour de Naples , où il l'avoit envoyé avec le titre de Légat à Latere , pour couronner Frédéric qui succédoit à son neveu Ferdinand.

Le Pape pour se justifier , opprime un de ses Secrétaires.

*Guichard.
Onuph.*

A peine ce chagrin domestique étoit-il dissipé , qu'il survint au Pape une affaire très-fâcheuse. Ferdinand & Isabelle se plaignirent amèrement de ce qu'à leur insçu il avoit accordé à une Religieuse de Portugal , vraie héritière de ce Royaume , une dispense pour se marier. Quoique la dispense existât , & que peut-être il l'eût accordée sans y faire assez de réflexion , il nia l'avoir fait expédier : pour en persuader leurs Majestés Catholiques , avec qui il lui importoit fort de

ne se pas brouiller, il s'en prit à l'Archevêque de Cosen-
se, son Secrétaire; il le fit arrêter, lui fit faire son procès,
confisqua ses biens, le dépouilla de toutes ses dignités, &
le condamna à une prison perpétuelle, quoiqu'il eût nié
constamment la falsification qu'on lui imputoit. Son aveu
étoit essentiel à la justification du Pape; il l'obtint, dit-on,
par la perfidie la plus insigne. Après que ce malheureux
eut éprouvé quelque temps les rigueurs de la prison, Ale-
xandre VI. lui envoya de ses confidens, qui l'assurèrent
que, s'il vouloit avouer le crime pour lequel on l'avoit con-
damné, il seroit élevé à de plus grands honneurs encore
que ceux dont on l'avoit dépouillé; il crut ces perfides, il
fit l'aveu qu'ils lui demandoient: ils avoient aposté un
nombre suffisant de témoins pour le recevoir & le certi-
fier. Loin de lui tenir la parole qu'on lui avoit donnée, on
n'adoucit pas même les rigueurs de la prison; il y mourut
bien-tôt après avec de grands sentimens de piété, & pro-
testant toujours qu'il étoit innocent du crime qu'il avoit
avoué.

Je ne puis m'empêcher de dire que ce trait d'injustice &
de perfidie me paroît le plus affreux de la vie de ce Pape,
& le plus digne de l'exécration publique: dans les autres
on voit des passions qui cherchent à se satisfaire: dans ce-
lui-ci il n'y a que de l'iniquité la plus raffinée, & de la
cruauté, qui se termine à faire souffrir un homme dont
on connoît l'innocence, & qu'on n'a d'ailleurs aucune rai-
son de haïr.

L'affaire de Savonarolle, quoique de toute autre espece,
répandit aussi beaucoup d'odieux sur le Pontife. Cet hom-
me, fameux par ses Prédications, par ses Invectives contre
les Vices du Clergé, enfin par son supplice, étoit issu d'une
famille noble de Ferrare. Il entra fort jeune chez les Do-

Caractère de
Savonarolle,
Religieux
Dominicain:
Mezerai.
Daniel.
Pic de la
Mirande.

minicains ; il s'y distingua par la vivacité de son esprit & par ses grands talens ; la piété , la régularité dont il les foutint , leur donna encore plus d'éclat : on l'appliqua à la Prédication , il y eut les plus grands succès. Il se fixa à Florence , & s'y fit une si grande réputation , qu'il paroissoit être l'ame de cette République , & qu'on n'y prenoit aucun Parti sans le consulter. Cette République alors étoit divisée en deux Partis : les uns étoient pour la France & contre les Medicis , qui vouloient opprimer la liberté publique ; les autres étoient attachés aux Medicis , & ne vouloient point d'alliance avec la France : Savonarolle prit le premier Parti , & il le prit avec plus de chaleur qu'il ne convenoit à un Religieux , dont le Caractère ne permet pas qu'il se mêle des affaires d'Etat , bien moins encore qu'il se fasse Chef de Parti.

Sa résistance
au Pape & son
mépris de
l'Excommu-
nication.

Guichard.

Dès l'année 1492 , c'est-à-dire , presque au même temps que Charles VIII. se dispoisoit à passer en Italie , ce Religieux prédit la venue de ce Prince : il dit que Dieu l'avoit choisi pour exterminer les Tyrans , pour renouveler l'Eglise , du moins pour la réformer , sur-tout dans son Chef. Quoique l'événement n'eût guères répondu à ces prophéties , Savonarolle ne perdit rien de son crédit ; il continua de débiter ses prétendues révélations , & le Peuple continua d'y ajouter foi. Il comptoit si fort sur l'affection des Florentins , qu'il entreprit de résister à Alexandre VI. & même de lui insulter. Ce Pape instruit des prédictions de ce Dominicain , des divisions dont elles étoient la source , & offensé personnellement de la hardiesse qu'il avoit eüe d'invectiver publiquement contre lui & contre ses enfans , le cita pour venir répondre à Rome de sa conduite. Savonarolle refusa d'obéir , & se contenta d'écrire pour sa justification, Le Pontife , choqué de cette résistance , lui défendit

de prêcher : il garda quelque temps l'Interdit ; mais animé apparemment par ses amis , il remonta en chaire , où il parla avec plus de hardiesse & de liberté que jamais. Par cette conduite qu'on peut du moins nommer extraordinaire , il s'attira une Sentence d'Excommunication , qu'il méprisa comme il avoit fait l'Interdit.

Alors le Pape menaça la République de toute son indignation , si elle continuoit à protéger ce Religieux indocile , & si elle ne se servoit pas de l'autorité qu'elle avoit sur lui pour le faire rentrer dans son devoir. Ses menaces intimidèrent ; plusieurs vouloient qu'on obéît au Pape , & qu'on ne s'exposât pas à son ressentiment pour soutenir la querelle d'un simple particulier , qui n'étoit pas même leur Citoyen.

Le Pape s'en prend aux Florentins & les menace.

D'ailleurs, Savonarolle avoit beaucoup d'ennemis : l'exécution sanglante & précipitée des partisans des Médicis , qu'on l'accusoit d'avoir conseillée ou de n'avoir pas empêchée , réveilla & redoubla leur haine. D'un autre côté les Franciscains , soit par un vrai zele , soit qu'ils fussent gagnés par ses ennemis , l'attaquerent publiquement dans leurs Sermons , & lui reprocherent d'avoir des sentimens nouveaux & dangereux ; on s'échauffa de part & d'autre , on disputa , & comme il arrive d'ordinaire , on ne put s'accorder ; on en vint jusqu'à proposer & à accepter l'épreuve du feu : chacun des deux Partis fournit son champion. Les Chefs n'ayant pas cru qu'il fût de leur Dignité de s'exposer eux-mêmes ; le Dominicain , par son obstination à ne vouloir point entrer dans le feu sans porter avec soi la Sainte Eucharistie , donna tout l'avantage au Franciscain. Le peuple , présent à ce spectacle , prit la foiblesse du champion de Savonarolle pour une preuve de l'hypocrisie & des erreurs que ses Adversaires lui avoient reprochées : on cou-

Les Magistrats deviennent contraires à Savonarolle.

rut en foule au Convent des Dominicains pour l'en tirer : il eut aussi des défenseurs , on se battit , & il y eut bien du sang de répandu. Les Magistrats eurent besoin de toute leur autorité pour arrêter le tumulte ; ils ordonnèrent à Savonarolle de sortir de Florence : ses amis qui l'empêchèrent d'obéir , ne purent empêcher qu'il ne fût arrêté en conséquence de sa désobéissance.

Il le condamne à la potence & au feu.

On lui fit son procès dans les formes ; & sur sa propre confession , du moins on le prétend ainsi , il fut condamné à être brûlé après avoir été pendu. Cette Sentence sévère fut exécutée , dit le Continuateur de Fleury , le 23 de Mai 1498 , jour de l'Ascension. Il falloit qu'on fût étrangement pressé , pour ne pas respecter un jour si solennel.

Motifs de cette Sentence.

L'esprit de Parti , & peut-être l'envie de plaire au Pape , que ce Religieux avoit attaqué sans ménagement , eurent une très-grande part à cette exécution , infiniment cruelle , s'il n'étoit coupable que d'avoir débité des visions & des révélations désagréables à quelques Puissances ; le forcer au silence , le faire changer de demeure , c'étoit assez le punir. Mais , si l'auteur de la Vie secrète d'Alexandre VI. n'a point imposé à ce Religieux , il cessera de paroître innocent ; & la compassion qu'on aura de son malheur , n'ira pas jusqu'à attribuer à ses Juges l'injustice la plus criante : voici comme parle cet Ecrivain.

Extrait de la déposition de Savonarolle contre lui-même.

Burchard.
Diat. Vit.
Alex.

Savonarolle fut appliqué jusqu'à sept fois à la question ; il demanda grace & offrit d'écrire tout le mal qu'il avoit fait : on cessa de le tourmenter , on le remit en prison , on lui donna de l'encre & du papier. On assure qu'il remplit au moins quatre-vingt feuilles de ses crimes. Il avoua n'avoir jamais eu aucune révélation divine ; mais qu'il avoit été d'intelligence avec plusieurs de ses Freres demeurans à Florence & ailleurs , qui lui révé-

loient les Confessions avec les noms & les surnoms des Fidèles , & qu'il assûroit avoir appris de Jésus-Christ même ce que ses Freres lui avoient déclaré. Il avoia encore que depuis environ vingt ans il ne se s'étoit confessé d'aucun péché mortel , quoiqu'il en eût commis plusieurs de différentes especes en matiere d'impureté....Qu'un jour il avoit dit à ses Freres de prendre garde d'être empoisonnés , qu'il avoit ordonné au cuisinier & autres officiers du Convent , de ne point toucher aux poissons qu'on leur apporteroit un certain jour du mois de Juin ; que cependant il étoit convenu avec un de ses intimes amis , qu'il enverroient au Convent une lamproye bien apprêtée , mais empoisonnée ; qu'à l'heure du dîner tous les Freres étant assemblés , il avoit dit qu'il avoit eu une révélation divine ; que pour le prouver il avoit fait apporter tous les poissons cuits & crus : que tous s'étoient mis à genoux pour prier Dieu qu'il daignât les conserver : que pour s'attirer une plus grande confiance de ses Freres , il avoit fait venir un chat ; & qu'après avoir regardé tous les poissons , il lui avoit donné un morceau de la lamproye empoisonnée , & que ce chat tomba mort aussi-tôt qu'il en eut goûté.

L'auteur dont je viens de traduire les paroles , est le même qu'on croit aveuglement , quand il dit du mal d'Alexandre VI. & de ses enfans : je demanderois volontiers pour quoi on ne le croiroit pas en cette occasion.

Au milieu des affaires & des intrigues qui occupoient continuellement le Pape , il ne laissoit pas de donner quelque attention aux affaires de l'Eglise. En 1493 , il approuva l'Ordre des Minimes & leur Règle , dressée par leur Fondateur François de Paule. Il confirma l'Ordre de Chevalerie établi par Louis XI. sous le titre de Saint Michel. Il permit le mariage aux Chevaliers des Ordres militaires

Le Pape
s'applique aux
affaires de
l'Eglise.

Raynald.
Mariana.
Onuph.

de Portugal : quelques-uns l'en ont blâmé, d'autres au contraire auroient souhaité que sa permission se fût étendue à tous les autres. Constantin, Roi des Géorgiens, envoya à Rome un Député pour reconnoître Alexandre VI. comme Vicaire de Jésus-Christ. La commission du Député portoit encore, qu'il engageroit le Pape à réunir les Princes d'Occident pour faire la Guerre aux Sarrazins; qu'il lui demanderoit la continuation de l'alliance du Saint Siège; qu'il le prieroit de lui envoyer le Décret du Concile de Florence, qui condamnoit les erreurs des Grecs. Ce Député fut très-bien reçu, on lui accorda tout ce qu'il demandoit; & on promit qu'on feroit son possible pour seconder les vûes de son Maître: on fit même expédier une Bulle, qui outre l'explication de plusieurs Dogmes Catholiques qu'elle contenoit, accordoit plusieurs graces spirituelles à tous ceux qui prendroient les Armes, afin de s'opposer aux incursions des Moscovites. Ximenès, Archevêque de Toledé, eut aussi quelque part à ses attentions: ce Prélat, que la Reine Isabelle avoit tiré du Cloître pour le mettre à la tête des Eglises d'Espagne, continuoît à vivre dans la pauvreté & dans la simplicité de son premier état; les personnes les plus sensées désaprouverent sa conduite, ses amis l'exhorterent à la changer, mais inutilement. Comme on sçavoit qu'il étoit pénétré de respect pour le Pape son Supérieur, on pria Alexandre VI. de lui donner à cet égard des avis convenables; il le fit. Ximenès céda; & sans donner dans le faste, il augmenta son train & sa dépense. C'auroit été avec une vraie satisfaction que je serois entré dans un plus grand détail des soins ecclésiastiques de ce Pontife; mais j'ai cherché inutilement: tout ce qu'il a fait en qualité de Chef de l'Eglise & de Successeur de Saint Pierre, se réduit aux faits peu importants que je viens de raconter,

*Mariana,
Fleischer.*

La mort de Charles VIII. Roi de France , arrivée le 7 Avril 1498 , fournit au Pape & aux autres Puissances d'Italie , une nouvelle occasion d'intrigues & de projets. Louis XII. successeur de Charles , joignit par Arrêt de son Parlement , les Titres de Roi des deux Siciles & de Duc de Milan à celui de Roi de France. Sa réputation de valeur , d'habileté à la Guerre , de sagesse , de probité , étoit parfaitement établie ; par-là il étoit redoutable , & son Alliance devenoit précieuse. Le vrai intérêt de l'Italie demandoit qu'elle se réunît contre lui ; mais ceux qui la gouvernoient , ne pensoient qu'aux intérêts de leur ambition & de leur vengeance.

Nouvelles
intrigues en
Italie.

Alexandre VI. étoit extrêmement picqué contre Frédéric Roi de Naples , qui malgré le besoin qu'il avoit de secours pour se soutenir contre les efforts de la France , avoit refusé de donner sa fille à César de Borgia , qui n'attendoit qu'un Parti considérable pour rentrer dans le monde. Outre cette raison de haine , le Pontife en avoit d'intérêt : il ne pouvoit par ses propres forces dépouiller les Barons Romains & ceux qui possédoient les plus belles parties de l'Etat Ecclésiastique à titre de Vicaires du Saint Siège ; & il étoit persuadé qu'aucune Puissance d'Italie ne favoriseroit l'exécution de son dessein. Les Vénitiens regardoient Sforçe , Duc de Milan , comme l'unique obstacle à leur aggrandissement ; & ils souhaitoient avec passion de le détruire , ou de le mettre hors d'état de s'opposer à leurs projets. Les Florentins brûloient d'envie de se remettre en possession des Villes que Charles VIII. leur avoit fait perdre.

Le Pape se
déclare contre le Roi de
Naples.
Mariana.
Guichard.

Dans ces vûes , ces trois Puissances s'empresèrent de s'unir avec Louis XII. Ce Prince reçut leurs offres avec joie , & leur accorda tout ce qu'ils voulurent lui demander ; il fut convenu que les Vénitiens partageroient la Conquête

Les Principales Puissances d'Italie s'unissent avec Louis XII.

du Milanés , à condition qu'ils s'empareroient eux-mêmes de la partie qui devoit leur revenir : les Florentins s'engagerent à fournir un certain nombre de Troupes , à accorder le passage , & à donner des Vivres aux Armées Françoises ; on leur promit réciproquement de les aider à rentrer dans les Villes qui leur avoient été enlevées à l'occasion de l'Expédition de Charles VIII.

Traité avantageux du Pape avec ce Prince.

Mezerai.
Daniel.
Guichard.

Louis XII. avoit personnellement besoin du Pape ; aussi lui fit-il de très-grands avantages , sans qu'il s'obligeât à rien autre chose qu'à ne lui être point contraire. Ce Prince , contre son inclination , avoit épousé une fille de Louis XI. extrêmement laide & contrefaite ; depuis bien des années qu'ils étoient ensemble , elle n'avoit point eu d'enfans , & on ne pouvoit guères espérer qu'elle en donnât : il s'agissoit de faire déclarer ce mariage nul. On ne pouvoit y réussir sans la faveur du Pape : afin d'obtenir de lui cette justice , dit Mezerai , Louis XII. s'engagea de donner le Duché de Valentinois à César son fils naturel , de lui procurer une alliance considérable , & de l'aider de ses Troupes pour se mettre en possession de la Romagne.

César Borgia renonce au Cardinalat pour se marier.

Auteurs cités.

Ce fut à l'occasion de ce Traité avantageux , & des grandes espérances qu'il donnoit lieu de concevoir , que de concert avec le Pape , son fils renonça en plein Consistoire à la Dignité de Cardinal & à toutes les autres qu'il possédoit dans l'Eglise. Comme il étoit Diacre , il lui falloit une dispense afin de rentrer dans l'état séculier , & de pouvoir se marier ; on peut bien juger que son pere ne la lui refusa pas. Peu de jours après cette Cérémonie scandaleuse , il partit avec l'Equipage le plus superbe qu'on eût encore vû , pour se rendre auprès de Louis XII. Il en fut reçu de la maniere la plus propre à flatter son ambition ; & comme le Pape son pere avoit exécuté les préliminaires du Traité

d'ailliance en lui nommant les Commissaires qu'il avoit souhaités pour prononcer sur la nullité de son mariage , & qu'il avoit envoyé un Chapeau de Cardinal pour l'Archevêque de Rouën , ce Prince déclara César de Borgia Duc de Valentinois , lui donna une Compagnie de cent hommes d'Ordonnance avec vingt mille livres de pension , & lui fit épouser Charlotte d'Albret , dont le frere fut depuis Roi de Navarre.

La magnificence excessive du nouveau Duc , les dépenses du reste de la famille du Pape son pere , étoient bien au-dessus de tous les revenus de l'Etat Ecclésiastique ; on suppléoit à ce qui pouvoit y manquer par toutes sortes de moyens : on vendoit les Bénéfices , on créa jusqu'à quatre-vingt nouveaux Secrétaires , dont on tira de grandes sommes ; la plûpart des nouveaux Cardinaux qu'on faisoit , étoient fort riches & en état de faire des présens considérables en reconnoissance de la Dignité qu'on leur procuroit. L'usage étant alors que le Pape héritât des Cardinaux défunts au préjudice de leurs parens , on avoit le secret de n'attendre pas long-temps leur succession , si elle devoit être considérable : car pour ceux dont le bien n'étoit pas un objet digne d'envie , on les laissoit vivre tant qu'ils vouloient ; ceux même qu'on avoit mis à portée de s'enrichir , on les déliroit bien-tôt du soin de conserver leurs richesses ; ce qui est de certain , c'est que durant ce règne , les morts subites des Cardinaux opulens furent fort à la mode.

Quand Louis XII. conjointement avec les Vénitiens , eut conquis le Milanés , il tint exactement la promesse qu'il avoit faite au Pape , de donner des Troupes au Duc de Valentinois pour l'aider à se mettre en possession de la Romagne. Ce Duc s'en servit en habile homme ; il prit d'abord les Villes d'Imola & de Forli ; peu de temps après , il s'em-

Moyens violens que le Pape emploie pour avoir de l'argent.

Guichard.
Mariana.

Conquête du Duc de Valentinois.

Guichard.

para encore de Pezaro , de Rimini & de Fayence. Boulogne & Pise auroient eu le même sort , si la défense expresse de Louis XII. n'eût borné l'avidité du Conquérant.

Portrait de
ce Duc.
Guichard.
Machiavel.

Quelque décrié qu'il puisse être , on doit cependant lui rendre une espece de justice. Jamais homme peut-être n'entendit mieux que lui l'art de faire des Conquêtes & de les assurer : il étoit pour le moins aussi prudent & aussi rusé qu'il étoit actif & vaillant ; il profitoit de toutes les circonstances qui se présentoient. Il vint à bout d'engager ses ennemis à le servir ; & il est inconcevable avec quelle facilité il les faisoit donner dans les pièges qu'il leur avoit tendus. Il sut mettre l'ordre parmi ses nouveaux sujets , & s'en faire assez aimer pour qu'ils ne regrettaient point leurs anciens maîtres ; il se mit même en état de se passer de secours étrangers , en se formant une armée dont les soldats passaient pour être les meilleurs d'Italie. Il est vrai qu'il usa d'une grande cruauté , en faisant périr , autant qu'il le put , ceux qu'il dépossédoit : il est encore vrai , qu'il ajouta la perfidie à la cruauté ; mais cette perfidie , cette cruauté , étoient ménagées , & , si je puis ainsi m'exprimer , elles étoient employées à propos , elles étoient même nécessaires eu égard aux circonstances où il se trouvoit ; & il falloit ou qu'il les mît en usage , ou qu'il renonçât à la Principauté que son pere lui avoit donnée. Il est hors de doute qu'il auroit dû prendre ce dernier parti , & que le vrai honneur consiste à renoncer aux prétentions les plus légitimes , quand pour les faire valoir on est obligé d'employer des moyens universellement condamnés & détestés ; & il me paroît , que le choix qu'a fait Machiavel de ce Duc , pour le proposer comme un modele de politique , est pour lui plus flétrissant encore que les portraits odieux sous lesquels la plupart des Ecrivains se sont accordés à le représenter.

*image
not
available*

Le Duc
d'Urbin obli-
gé d'abandon-
ner son Du-
ché.

Guichard,
&c.

Duché d'Urbin par les voyes les plus adroites & les plus indignes ; on s'y prit de loin pour gagner le Duc , & pour dissiper les justes défiances que le sort de ses Voisins avoit dû lui inspirer : on termina à son avantage les différens qu'il avoit avec la Chambre Apostolique au sujet de certains Fiefs de son Duché ; on fit son Neveu Préfet de Rome , à qui on proposa l'alliance d'Angélique de Borgia , nièce du Pape. L'ayant ainsi gagné , sous prétexte de faire le siège de Cameriono , on lui emprunta ses Troupes & son Artillerie , alors on fondit tout-à-coup sur lui ; il fut assez heureux pour se sauver avec un de ses freres , & donna ordre en partant à ses Sujets de lui réserver pour un autre temps les marques de leur fidélité & de leur affection ; il fut obéi , & tout son Duché se soumit sans aucune résistance.

Vaine ter-
rative du Pa-
pe pour sur-
prendre un
de ses plus
grands Enne-
mis.

Le Cardinal de Saint Pierre-aux-Liens , qui succéda à Alexandre VI. étoit extrêmement attaché au Duc d'Urbin ; on le regardoit comme l'appui de cette Famille dépouillée : d'ailleurs ce Cardinal étoit ennemi déclaré du Pape , & il n'avoit point tenu à lui que Charles VIII. n'eût entrepris de le faire déposer. Il étoit donc pour les Borgia d'une extrême conséquence de se défaire de ce dangereux Ennemi : voici le tour qu'ils prirent pour y réussir. Ce Cardinal étoit à Savone , Ville de l'Etat de Gênes , où les François étoient alors les maîtres. Louis XII. devoit bien-tôt y arriver : sous prétexte de le complimenter , on fit partir sur une Galère le Cardinal d'Albret , Beau-frere du Duc de Valentinois ; le Capitaine de la Galère avoit ordre de jeter l'ancre vis-à-vis de Savone. On ne doutoit nullement que le Cardinal de Saint Pierre-aux-Liens ne vînt rendre visite au Cardinal d'Albret ; il n'y vint pourtant pas : ce manque de politesse lui sauva du moins la liberté.

Après la mort des Urbins & de leurs Amis , le Duc de

Valentinois n'eut pas de peine à s'emparer de la plûpart de leurs Places. Firmo , Citta di Castello , Pérouse & plusieurs Châteaux , lui ouvrirent leurs portes ; il força les habitans de Sienne à chasser de leur Ville Pandolfe Petrucci , son ennemi juré : en un mot , rien ne tint devant lui ; & si le Roi de France l'eût laissé faire , il eût joint l'Etat entier de Florence à ses autres Conquêtes , & fût devenu assez puissant pour se soutenir contre quiconque auroit entrepris de le détruire.

Ces cruautés , ces perfidies , firent jeter les hauts cris ; le déchaînement contre Alexandre VI. & son fils fut général. Louis XII. étant venu à Milan , tous les intéressés , tous ceux qui craignoient le même sort , vinrent lui faire leurs plaintes , & n'omirent rien de ce qui pouvoit indisposer ce Monarque contre les auteurs de leurs maux. Le Duc de Valentinois eut la hardiesse de se présenter devant lui : il se justifia ; du moins le besoin que ce Prince croyoit avoir de lui & du Pape son pere , l'engagea à le traiter comme si en effet il se fût parfaitement justifié.

Qui croiroit que ces deux hommes , toujours occupés de projets d'ambition & de vengeance , pussent être des hommes de plaisir ? ils s'y livroient pourtant , même au milieu de leurs embarras ; & dans cette espece de crime , ils n'avoient pas plus d'égaux qu'ils en avoient en fait de perfidie & de cruauté. Ils avoient , dit-on , des troupes de Concubines ; du moins s'ils s'en étoient tenus-là , la description que fait Petrone de ce qui se passoit quelquefois dans les veilles que des Débauchés de profession faisoient à l'honneur du Dieu Priape , est pleine de modestie , en comparaison de l'infâme spectacle qui se donna dans le Palais du Vatican à l'occasion du mariage de Lucrece avec le fils aîné du Duc de Ferrare. Cinquante Courtisanes dans un

De l'histoire
du Pape & de
ses enfans.
Onuph.

état que ma plume refuse d'écrire, y dansèrent le ballet le plus détestable qui fut jamais, à la clarté d'une quantité prodigieuse de flambeaux; & sans les éteindre, on décerna des prix on me permettra de ne point achever.

Sa cruauté
contre son
Beau-fils.
*Onuph.
Guichard.*

Ces affreuses nôces avoient été précédées quelques mois auparavant par un crime aussi criant; c'est de la mort du fils naturel d'Alphonse second Roi de Naples, troisième mari de Lucrece, que je veux parler. Alexandre VI. & son fils sacrifièrent, de la manière la plus barbare, ce Prince infortuné à leur ambition: ils le firent d'abord assassiner; il ne mourut pas sur le champ, il y avoit même espérance qu'il pourroit en revenir malgré la multitude & la profondeur de ses blessures; l'espérance fut vaine, ces barbares le firent étrangler dans son lit.

Je sçai qu'il paroît beaucoup de passion dans les portraits affreux qu'on a faits de ce Pape & de son fils; il est même vrai, que presque toute l'Italie étoit intéressée à les décrier; & personne n'ignore que les Italiens aiment à se venger, & que pour le faire ils choisissent d'ordinaire la manière la moins dangereuse, aussi ne doit-on pas les croire en tout. Mais le concert entre tant d'Ecrivains est impossible; & il faudroit leur attribuer une malice plus qu'humaine, s'ils avoient feint la plus grande partie des crimes qu'ils leur attribuent.

Zèle appa-
rent du Pape.
*Mariana.
Mezerai.*

Alexandre VI. apparemment pour donner à l'attention du Public un autre objet que la violence de ses entreprises & ses autres désordres, fit montre d'un grand zèle pour l'honneur du nom Chrétien: il fit solliciter, par ses Nonces, les Souverains de se réunir contre les Turcs, qui faisoient alors une Guerre assez rude aux Vénitiens; il déclara même, que si on le jugeoit à propos, son grand âge ne l'empêcheroit point de se mettre à la tête des Armées. Tous l'i-
mitèrent,

miterent , & firent paroître beaucoup plus de zèle qu'ils n'en avoient.

Ce zèle apparent ne fut cependant pas stérile ; il servit de prétexte à faire publier le Jubilé avec des Clausés qui produisirent des sommes immenses. Les Vénitiens y eurent quelque part ; le reste fut partagé entre le Pape & ses Enfants.

Le profit
réel qu'il en
tire.

C'étoit à son Alliance avec Louis XII. qu'Alexandre VI. étoit redevable des Conquêtes du Duc de Valentinois ; ce Prince l'avoit aidé à se mettre en possession de la Romagne , & à la conquérir de nouveau après qu'il en eut été chassé par la Ligue que forma contre lui Baglione , à qui il avoit ôté Perouse. Les bornes que ce Souverain fut obligé de mettre à leur insatiable avidité , firent oublier tant de bienfaits , & changerent la reconnoissance qui lui étoit dûë , en une véritable haine. Tandis que les François par le succès de leurs armes furent en état de se faire craindre de ces ingrats , cette haine injuste n'osa se montrer , au contraire on fit paroître beaucoup d'attachement & de fidélité ; mais aussi-tôt que la fortune commença à se déclarer pour les Espagnols , ce Pape & son fils commencerent à les favoriser.

Ingatitude
du Pape à
l'égard de
Louis XII.
*Mézerai.
Daniel.*

Quoique cet événement ne soit qu'un incident par rapport à la Vie d'Alexandre VI. je me flatte qu'on ne trouvera pas mauvais que je le développe en peu de mots : cette Digression pourra servir à délasser de l'espece de fatigue , que doivent avoir causé toutes les horreurs qu'on vient de lire.

On souffrit assez tranquillement que Louis XII. & les Vénitiens dépouillassent Sforce du Duché de Milan : il n'en fut pas de même quand on fut assuré que la France pensoit à faire valoir ses Droits sur le Royaume de Naples ; alors

Presque toute l'Europe se
ligue contre
Louis XII.
pour défendre le Roi de
Naples.

tout fut en allarme. Le Pape, malgré la haine qu'il avoit contre Frédéric, en dépit des obligations qu'il avoit au Roi de France, s'appliqua à réunir contre lui toutes les Puissances qui voulurent l'écouter; en peu de temps il forma une Ligue, qui après tout n'auroit été capable que de rendre aux François la Conquête un peu plus difficile, si le Roi d'Espagne n'y étoit pas entré. Louis XII. déconcerta cette Ligue en offrant à Ferdinand de partager avec lui le Royaume de Naples, comme les Vénitiens avoient partagé le Duché de Milan; alors Alexandre VI. suivit sa haine contre Frédéric, & se réunit à la France. Ce Prince, digne d'un meilleur sort, fut bien vite dépouillé; il se jeta entre les bras de Louis XII. qui lui fournit toujours de quoi subsister honorablement.

Guerre entre la France & les Espagnols.

Le Traité de partage entre la France & l'Espagne n'avoit point été assez détaillé, ce défaut produisit mille contestations qui dégénérèrent bien-tôt en une Guerre ouverte. Les François eurent d'abord de grands avantages; & ils prouverent d'une manière sensible, que Louis XII. avoit eu grand tort de prendre un second pour cette Conquête. La suite ne répondit pas à ces heureux commencemens: la précipitation de leurs Généraux, la lenteur des secours, la confiance de Louis XII. dans les Négociations, où l'on n'avoit point d'autre but que de l'amuser, dérangerent extrêmement leurs affaires. La révolution toutefois n'eût pas été si prompte sans la perfidie d'Alexandre VI.

Le Pape empêche le transport des bleds achetés par les François.

Le Royaume de Naples, épuisé par tant de Guerres, ne pouvoit fournir des Vivres aux Armées qui le ravageoient: l'essentiel pour chaque Parti étoit d'en avoir, la victoire en dépendoit absolument. Les François avoient acheté à Rome une très-grande quantité de bled, ils l'avoient même payé; pour les empêcher de l'enlever, le Pape fit intervenir le

Magistrat de Rome , qui sous de vains prétextes en défendit le transport. L'Armée de France privée de ce secours , fut hors d'état de tenir la Campagne ; elle se sépara & se mit en différens postes , qui furent enlevés les uns après les autres , par la sagesse & la valeur du Général Espagnol.

Cette infidélité du Pape pouvoit absolument s'excuser ; dans la suite il ne garda plus de mesure , il traita avec les Espagnols. Louis XII. en fut assuré par la prise d'un Courier , que le Duc de Valentinois avoit envoyé à Confalse ; la Lettre , écrite en chiffres , demandoit des Troupes Espagnoles pour contraindre les Florentins à lever le Siège de Pise , dont les Habitans avoient choisi de se soumettre au Duc de Valentinois , plutôt que de retomber sous la domination de leurs anciens Maîtres. On peut juger de la colère du Roi de France à cette découverte ; sans le Cardinal d'Amboise , il auroit donné ordre à son Armée d'aller droit à Rome , pour punir le Pape & son fils de leur ingratitude.

Il s'unit
tout-à-fait
aux Espa-
gnols.

Alexandre au désespoir que sa perfidie eût été découverte , n'omit rien pour appaiser ce Monarque ; il lui envoya un Député qui eut beaucoup de peine à obtenir une audience. Enfin aidé du crédit du Cardinal d'Amboise , il fut écouté ; on fit un nouveau Traité : les conditions furent , que le Duc de Valentinois joindroit ses Troupes à celles de France ; que le Roi cesseroit de protéger les Ursins , & qu'il consentiroit que le Pape s'emparât de toutes leurs Terres , & disposât à son gré du Chef de cette Maison , qui seul avoit échappé à sa cruauté.

Il vint à bout
de se réconci-
lier avec la
France.

Dès que ce Traité odieux eut été signé , ce Pontife fit sommer les Habitans de Petigliano , de lui remettre le reste précieux de cette illustre Famille ; ces Bourgeois , plus généreux que Louis XII. qui en cette occasion avoit si hon-
teusement démenti sa probité & sa générosité , refusèrent

Il veut faire
périr le der-
nier des Ur-
sins.

hautement Alaxandre VI. & se résolurent à tout sacrifier plutôt que de se noircir du crime, que le Chef de l'Eglise ne rougissoit point de leur demander. Leur généreuse résolution ne fut pas mise à l'épreuve.

Sa mort.

Il étoit temps que la Providence délivrât l'Italie de son Persécuteur, & l'Eglise du plus indigne Chef qu'elle eût jamais eu. Le Duc de Valentinois se disposoit à partir à la tête de ses Troupes pour aller arracher de son azile le dernier des Ursins, & faire payer bien cher aux Citoyens de Petigliano leur attachement pour ce Prince; mais la mort de son Pere, & le danger qu'il courut lui-même, l'arrêta, & renversa en un instant sa fortune, établie sur tant de ruines, & cimentée par le sang d'un si grand nombre d'illustres Victimes.

Les Auteurs ne s'accordent pas sur les circonstances de cette mort; quelques-uns prétendent qu'elle fut naturelle & précédée d'une maladie: le grand nombre la fait aussi violente que subite, & l'attribue à un crime affreux, dans l'exécution duquel ce Pontife & son fils, par un juste Jugement de Dieu, furent substitués à ceux qu'ils alloient immoler à leur avarice.

Première
Relation de
cette mort.

Les nouveaux projets du Duc de Valentinois ne pouvoient s'exécuter, ses Conquêtes ne pouvoient se conserver, sans de grandes dépenses. Le trésor de son Pere se trouva épuisé dans le temps qu'il avoit résolu le Siège de Petigliano. Afin de se tirer d'embaras, ils eurent recours au moyen qu'ils avoient si souvent mis en œuvre; il y avoit encore des Cardinaux opulens: Cornetto, & deux ou trois autres fort riches & en même temps fort avares, furent ceux sur qui le sort tomba. Alexandre VI. s'invita lui-même à souper à la Vigne du Cardinal Cornetto; il mit de la partie ceux qu'il vouloit lui associer. On porta du Vatican tout ce qui étoit nécessaire pour ce cruel repas, sur-tout on n'ou-

blia pas quelques bouteilles d'excellent vin empoisonné ; l'Officier avoit ordre de n'en donner qu'à ceux qu'on lui marqueroit.

Le Pape & le Duc de Valentinois arriverent des premiers ; il faisoit fort chaud , ils demanderent à boire. L'Officier qui étoit du secret se trouva absent : celui qui le remplaçoit ne put distinguer les bouteilles , ou peut-être que le soin qu'on avoit eu de les lui recommander , le déterminà à en prendre une pour le Pape & son fils : ils en burent ; ils sentirent presqu'à l'instant de mortelles douleurs. Alexandre VI. qui avoit bû un verre de ce vin , pur , & qui d'ailleurs étoit d'un âge avancé , en mourut quelque temps après : le Duc de Valentinois , qui l'avoit trempé , & qui étoit encore dans la force de l'âge , eut le temps de recourir aux remèdes ; ils lui conservèrent la vie : mais du caractère dont il étoit , il dut envier le sort de son Pere ; car cette fatale méprise l'ayant mis hors d'état d'agir , & de suivre le plan qu'il s'étoit tracé , en cas de la mort de son Pere , fut la cause de sa ruine.

Un Auteur de réputation , & qui a été Conseiller de Ferdinand , Roi Catholique , attribue au seul Duc de Valentinois le dessein de faire périr ces Cardinaux ; du reste il s'accorde assez avec les autres Auteurs , en ce qui regarde la mort du Pape & le danger où fut son fils.

Deuxième
Relation.
Patr. Mar.
Angl. Epist.
264, ad Epist.
cop. Granat.

Oderic Raynald , qui mérite aussi quelque attention , prétend que la haine qu'on portoit à Alexandre VI. & au Duc son fils , fut l'unique source de ces calomnies. Ce Pontife , dit-il , commença à se trouver mal dès le matin du samedi dixième du mois d'Août 1503 ; la fièvre le prit ce même jour à midi : on lui fit une saignée le quinze , & la fièvre fut changée en tierce. Malgré ce changement , le 17 qui étoit le huitième jour de sa maladie , il se trouva beau-

Troisième
Relation.
Ray, ann.
1503.

coup plus mal ; il se confessa à l'Evêque de Rieti , qui lui dit la Messe & qui le communia en présence des Cardinaux de Cosenze , de Montreal , d'Arborre , de Caseneuve & de Constantinople ; après la Messe , il reçut l'Extrême-Onction & expira peu de temps après.

Cette relation , par son détail , paroîtroit préférable aux précédentes , si on ignoroit qu'elle est tirée du Journal de la Maison de Borgia : circonstance qui la rend infiniment suspecte , & qui ne permet pas qu'on l'oppose à tant d'autres. La même équité qui m'a empêché d'omettre cette remarque , me donne la hardiesse d'en proposer quelques-unes , qui pourroient faire naître quelques doutes sur l'opinion contraire à celle que ce Continuateur de Baronius a voulu établir.

Réflexions
sur ces Relations.

Volater.
Lib. 22.

Tom. 24,
N^o 5. 477.

Ceux-mêmes qui disent que le besoin pressant d'argent fit prendre le dessein d'empoisonner les trois ou quatre plus riches Cardinaux , disent aussi qu'après la mort d'Alexandre VI. on trouva dans son trésor 100000 ducats. Le Continuateur de Fleury a judicieusement remarqué , que ce fait ne s'accorde point du tout avec le motif de l'empoisonnement. D'ailleurs , qui étoient ces Cardinaux qu'on vouloit joindre à Cornetto ? Pourquoi ne les avoir pas nommés ? Le Pape & le Duc ayant été empoisonnés dans la Vigne de ce Cardinal , tous deux étant mourans , n'étoit-il pas naturel que pour sa justification ou pour la conviction de ses ennemis , ils s'assurât du Maître-d'Hôtel ou de celui qui avoit versé le poison ? Que fit-on du reste de cette bouteille empoisonnée ? Alexandre VI. étant mort , le Duc de Valentinois , sans appui , sans ressource , sous un Pape qui étoit ennemi personnel de cette Maison , qui pouvoit empêcher ces Cardinaux de demander justice ? Si l'effet du poison fut si présent , eut-on le temps , fut-il même possible de

transférer le Pape en son Palais ? Sa mort pouvoit-elle se cacher ? Pourquoi donc fermer les portes du Vatican , & n'annoncer cette mort qu'après avoir enlevé le trésor de la Chambre Apostolique ? Qui donna tous ces différens ordres ? Le Duc de Valentinois luttant avec la mort , occupé à prendre des vomitifs , des contre-poisons , enfermé peut-être dans le corps d'une Mule , pouvoit-il penser à les donner ? Cette présence d'esprit dans un homme mourant & tourmenté de violentes douleurs , ne seroit-elle pas quelque chose de miraculeux ? Enfin , est-il possible que le Pape & son fils ne connussent point cette bouteille empoisonnée ? Peut-il jamais devenir probable , que le Confident de leur crime ait mêlé cette bouteille fatale avec les autres , qu'il ne l'ait pas cachée avec soin , enfermée même sous la clef ? Le dirai-je ? L'Histoire me paroîtroit bien plus vraisemblable , si on avoit dit que ce Confident , indigne de l'action horrible dont on le faisoit Complice , avoit voulu délivrer l'Univers de ces deux Scélérats ; & qu'à ce dessein , il avoit pris les mesures les plus justes , afin qu'ils avallassent seuls le funeste breuvage qu'ils avoient préparé pour d'autres.

*Guichard &
Volater.*

*Du-Chesne
Hist. des
Papes.
Lett.
Spond.*

J'espère qu'on me pardonnera d'avoir fait ces observations , qui paroissent contraires à l'opinion qu'on a communément de ce Pape : je puis protester que l'impartialité me les a dictées : je ne sçaurois croire que d'honnêtes gens trouvent mauvais qu'on les détrompe , ou qu'on les mette en état de juger plus sagement & plus sûrement.

Alexandre VI. mourut âgé de soixante-douze ans , après avoir tenu le Saint Siége onze ans & seize jours. En différentes Promotions il créa quarante-deux Cardinaux , la plupart Espagnols , & presque tous par des vues d'intérêts. Ce Pontife est le premier qui ait donné une Dispense d'é-

pouffer deux Sœurs l'une après l'autre , malgré la preuve de la consommation du premier mariage : il l'accorda d'abord au Roi de Portugal , en considération d'Isabelle & de Ferdinand , à qui il ne pouvoit rien refuser. Dans la suite il ne put résister à Henry VII. Roi d'Angleterre , qui la demanda pour son second fils , à qui il fit épouser la veuve de son fils aîné. Ce mariage fut dans la suite l'occasion , heureuse selon les Anglois , malheureuse selon beaucoup d'autres , des changemens qui se firent en Angleterre , & des troubles qui l'agitent encore aujourd'hui. La Dispense accordée à Louis XII. n'étoit guères plus légitime : son Epouse nioit absolument qu'il n'eût pas usé avec elle de tous ses Droits ; & l'Alliance spirituelle qu'il alléguoit , n'étoit point un empêchement dirimant : ce fut un bonheur pour la France , qu'il ne vint point d'Enfant du mariage contracté du vivant de cette Epouse répudiée ; car apparemment le Comte d'Angoulême n'eût pas manqué , pour faire valoir ses Droits , de contester la validité de ce second mariage.

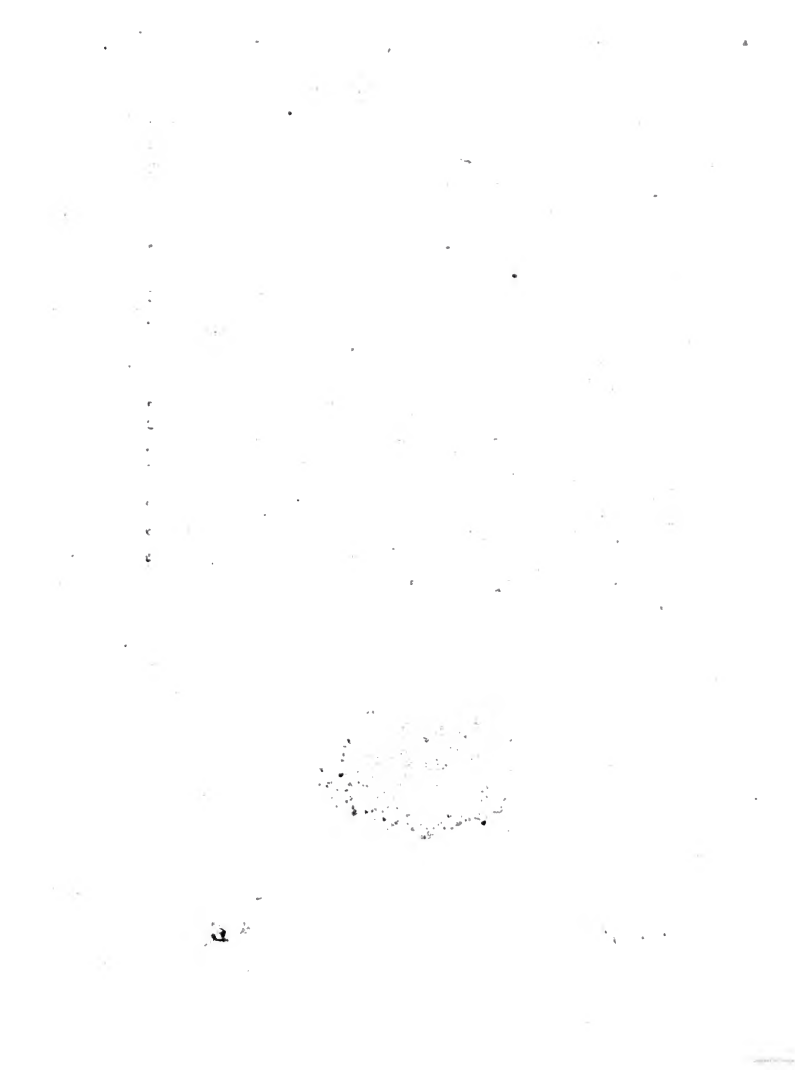
Portrait de
ce Pape.

Quelque mal qu'on ait dit d'Alexandre VI. & qu'il ait mérité qu'on dît de lui , il avoit pourtant , & on ne lui a point refusé des qualités éminentes. Son air étoit grand & majestueux , son esprit pénétrant , sa mémoire prodigieuse , ses manieres les plus persuasives & les plus insinuanes. La Volupté en lui ne nuisit jamais à l'Ambition : parfaitement maître de lui-même , il empêcha toujours ses sentimens , ses passions , de se peindre dans ses yeux & sur son visage. Il étoit sobre , non par tempérance , mais par principe de conduite. Son activité excluait la précipitation ; jamais il ne négligea rien , & jamais il ne paroissoit affairé. Les soins les plus chagrinans , les plus inquiétans , ne l'empêcherent jamais de se prêter à la gaieté , à l'enjouement , il paroissoit même s'y livrer. Il trompa tous ceux qu'il voulut ; il étoit généralement

généralement reconnu pour fourbe , & il avoit le talent de persuader ceux avec qui il négocioit , qu'il ne l'étoit point à leur égard. Il ne fit sentir sa cruauté qu'à ceux qu'il avoit intérêt de perdre. Il se fit aimer de tous les autres , du moins il leur fit du bien. Ses peuples , ses soldats , lui furent attachés , même après sa mort. En un mot le portrait que Saluste a fait de Catilina , est celui de ce Pontife.

C'est avec peine que j'ai décrit cette vie scandaleuse , & c'est avec plaisir que je la finis. Quoique j'aye évité de m'étendre sur les endroits les plus odieux , je n'ai rien supprimé d'essentiel : peut-être en ai-je plus dit que ceux qui ont pris un ton de déclamation & d'invectives. Je suppose même , qu'on me sçaura gré de n'avoir point grossi cette partie de mon Ouvrage d'un fatras d'Epigrammes , de Lettres anonymes , de longues citations , qui n'apprennent rien , qui ne prouvent rien. Pour les especes d'efforts que j'ai faits en vuë d'adoucir un peu le portrait horrible de ce Pape , c'est l'équité , c'est le zèle pour l'honneur de l'humanité , qui en ont été l'unique motif.





LA VIE DE LEON X.

LA mort de Jules II. termina enfin les projets violens & ambitieux que sa haine aveugle contre Louis XII. lui avoit fait former : il ne prétendoit rien moins que de le dépouiller de ses Etats : la Bulle qui les donnoit à Henry VIII. Roi d'Angleterre , avec le titre de Roi Très-Chrétien , étoit , dit-on , toute prête. L'exécution eût sans doute été difficile ; mais après tout , ce fut un bien que cette Bulle injuste ne fut pas publiée.

*Mezerai.
Abr. chr. Tom.
4. pag. 717.*

Dix jours après la mort de ce Pontife , c'est-à-dire le 4 Mars de l'année 1513. les Cardinaux entrèrent au Conclave , au nombre de deux cent quarante. Ils étoient partagés en deux Factions ; les vieux Cardinaux vouloient un Pape vieux , & les jeunes en vouloient un de leur âge. Dans le premier Scrutin le Cardinal Albornos , Espagnol , eut treize voix : comme il n'étoit point aimé & qu'il passoit pour un Esprit dangereux , la crainte de l'avoir pour maître réunit les deux Factions. Les Cardinaux de S. George & de Médicis en étoient les Chefs ; ils eurent ensemble une longue Conférence , où apparemment ils réglèrent les intérêts des deux Partis : de sorte que le Vendredi 11 de Mars , le Cardinal de Médicis fut élu d'un consentement unanime. Il suffit de lire l'Anecdote de Varillas sur cette Election , pour en sentir le faux & le ridicule.

*Intrigues du
Conclave.
Hist. des
Conclaves ,
pag. 92.*

*Varil. Anec.
de Flor pag.
252.*

Le nouveau Pape se fit nommer Leon X. il fut couronné le onzième du mois suivant avec encore plus de magni-

*Paul Jove
Lib. 2. pag.
129.*

ficence qu'aucun de ses Prédécesseurs : il ne voulut pas , comme eux , être porté en chaise ; il monta un superbe cheval , & fit partie de la Cavalcade qui honoroit son Couronnement. Ce jour étoit l'anniversaire de celui où l'année précédente , il avoit perdu la Bataille de Ravenne & la liberté. Certainement la gloire de l'un réparoit bien abondamment l'humiliation de l'autre.

*Caractère de
Léon X.*

*Paul Jove.
Guichard.
Cisconius.*

Cette Election fut fort applaudie , & on en espéra beaucoup. Léon X. étoit dans la force de l'âge ; car quoiqu'assez ancien Cardinal , il n'avoit encore que trente-six ans ; il pouvoit former de grands Projets & avoir le temps de les exécuter : ce qui flattoit encore l'espérance publique , c'est que son caractère sembloit promettre qu'il n'en formeroit point de mauvais. Il avoit l'esprit pénétrant. Sa Famille , qui étoit des plus riches d'Italie & qui commençoit à s'emparer du Duché de Toscane , lui donna une éducation de Prince : il eut pour Maîtres les plus sçavans hommes de ce temps-là ; leur Disciple ne leur fit point de deshonneur. Il eut toute sa vie du goût pour les Belles-Lettres , & aima & protégea toujours les Sçavans. Ses mœurs étoient pures , son humeur douce & enjouée ; il avoit les sentimens nobles : la libéralité , la magnificence , étoient pour ainsi dire nées avec lui. A toutes ces qualités étoient jointes la sagesse & la modération , qui lui attirèrent la confiance de ses Prédécesseurs , & le firent presque toujours réussir dans les Emplois importans dont ils le chargerent. Ainsi , sans être dans un âge avancé , l'expérience avoit perfectionné ses talens naturels ; & on peut dire que si la Brigue eut beaucoup de part à son Election , son mérite personnel y en eut du moins quelqueune.

Il s'en falloit bien que tous ces grands talens fussent au-dessus de sa Dignité ; nous verrons bien-tôt qu'il n'en eut

pas encore assez , & que s'il ne trompa point tout-à-fait les espérances qu'on avoit conçues à son exaltation , il s'en fallut beaucoup qu'il ne les remplît.

Son Prédécesseur avoit mis ou avoit laissé l'Italie en feu ; il s'étoit fait un ennemi personnel de Louis XII. par son ingratitude & par ses partialités : ces deux Puissances aigries s'étoient portées l'une contre l'autre aux dernières extrémités , jusqu'à entreprendre de se détruire. Les Espagnols étoient maîtres du Royaume de Naples ; les Vénitiens s'étoient réunis à la France pour empêcher l'Empereur Maximilien de faire des progrès en Italie , & faciliter à Louis XII. la Conquête du Milanès , dont ils devoient aussi avoir leur part.

*Situation
des affaires.
Mozrai.
Mariana.*

Il étoit difficile au nouveau Pape de ne point prendre de parti , & fort dangereux d'en prendre un : outre les intérêts du Saint Siège , il avoit à ménager ceux de sa Famille , dont la puissance ne faisoit que de naître & n'étoit pas encore bien affermie ; il n'aimoit point les Espagnols , & ne haïssoit pas les François comme avoit fait Jules II , mais il les craignoit & ne souhaitoit point du tout les avoir pour Voisins : le Duc de Milan ne pouvoit lui être qu'à charge ; l'inconstance de l'Empereur rendoit son Alliance inutile & même dangereuse ; les Vénitiens étoient engagés.

Paul Jovius

Dans ces circonstances si embarrassantes , il crut avoir besoin de temps pour se déterminer ; il déclara qu'il ne prendroit aucun parti , & qu'il employeroit ses soins pour les engager tous à la paix : conformément à cette déclaration , il fit ce qu'il put pour détacher les Vénitiens de la France ; mais ses tentatives furent inutiles. Il envoya à Louis XII. un homme de confiance pour l'assurer qu'il avoit des sentimens tout différens de ceux de son Prédécesseur ; qu'en qualité de Pape , il se conduiroit en Pere commun ; mais qu'é-

*Le Pape
prend son parti
en habile
homme.*

*Mémoires
de du Bellai
de Flor.*

tant de la Maison de Médicis, il étoit pénétré de respect & de reconnoissance pour la Couronne de France. L'Envoyé avoit ordre de faire remarquer, qu'il étoit impossible que Léon X. depuis un mois de Pontificat, eût rompu les Engagemens de Jules II. que son union prématurée avec la France ne serviroit qu'à lui susciter de nouveaux ennemis: l'essentiel de la Commission étoit de persuader si fortement le Prince, de la sincérité de ces protestations, qu'il n'en doutât point, lors même qu'il le verroit les démentir par ses démarches contraires. Ce Prince reçut bien l'Envoyé, il parut entrer dans les sentimens qu'on vouloit lui inspirer: mais au fond il étoit persuadé que toutes ces protestations n'étoient que de vains complimens; & que ce Pape, comme ses Prédecesseurs, ne s'attacheroit à la France, que lorsque ses propres intérêts le demanderoient, ou que la nécessité l'y contraindrait.

Il fait échouer
les desseins de
Louis XII.
Mezerai.
Guichard.
Mariana,
&c.

Ainsi sans trop s'embarrasser des intentions de Léon X. il envoya une puissante Armée en Italie. Ce fut pourtant ce Pape qui déconcerta ses projets & lui fit perdre le Milanès, que la Trimouille, Général de ses Troupes, avoit conquis en moins de quinze jours, à l'exception de Côme & de Novarre. Ces Places étoient fortes & défendues par de nombreuses Garnisons: il fallut les assiéger: on s'attacha d'abord à Novarre, où Sforce, Duc de Milan, s'étoit enfermé avec cinq mille Suisses. Les Espagnols & les autres Puissances d'Italie étoient intéressés à arrêter le cours de ces Conquêtes; mais ils étoient sans Troupes & sans argent: le Pape, qui entroit dans leurs vûes sans toutefois vouloir se déclarer, envoya aux Suisses 42000. écus, avec un si grand secret, que dans la suite il se crut en droit de nier cet envoi. La longueur du Siège de Novarre donna le temps aux Suisses de venir en Corps d'Armée au secours de la Pla-

ce assiégée : La Trimouille alla au-devant d'eux , fut battu , mis hors d'état de tenir la Campagne , & eut le chagrin de se voir enlever sa Conquête en moins de temps encore qu'il n'en avoit mis à la faire.

Cette disgrâce de la France fut suivie de quantité d'autres , qui mirent Louis XII. hors d'état de se ressentir & de se venger du peu de sincérité & de la partialité du Pape. Il crut même , après quelques reproches , devoir paroître goûter ses excuses ; & afin de le mettre tout-à-fait dans son tort & lui ôter tout prétexte de mécontentement , il lui sacrifia le Concile de Pise.

La défaite des François & leur sortie d'Italie ne suffisoit pas pour la pacifier : les Vénitiens & les Espagnols étoient encore en armes , aussi bien que les Allemands. Léon X. entreprit de les accommoder : il obligea les Vénitiens à le prendre pour Arbitre de leurs intérêts , & engagea l'Empereur Maximilien à lui donner le même titre , persuadé , comme il étoit vrai , que l'accord de ces deux Puissances contraindrait les Espagnols à se tenir en repos. Une des Conditions promises aux Intéressés , étoit que l'Arbitre ne prononceroit sa Sentence qu'après la leur avoir communiquée. Cette condition ne fut point observée , & la Sentence arbitrale parut si honteuse & si dure aux Vénitiens , qu'ils se résolurent à souffrir les dernières extrémités plutôt que de s'y soumettre ; la Guerre recommença plus vivement que jamais. L'Arbitre irrité , se joignit à leurs ennemis ; mais le foible secours dont il les fortifia , marquoit bien plus son indignation contre la République qu'une vraie envie de la ruiner : l'Armée de Venise fut battue ; mais ces habiles Républicains , par leur fermeté , par leur sagesse , par leur adresse , empêchèrent que les suites de cette Victoire ne leur fussent aussi fatales qu'elles devoient l'être.

*Mézerai.
Daniel.*

*Paul Jove
Labb. coll.
Concil.
Tom. 13.*

*Il pacifie &
réunit l'Italie.*

*Bemb. Hist.
Veneta.
Paul. Jove.
Guichard.*

Mizeraï.

D'ailleurs, Louis XII. venoit de faire la paix avec l'Angleterre : délivré par-là du plus grand de ses embarras, il étoit en état d'employer toutes les Forces de son Royaume pour soutenir les Vénitiens ses fidèles Alliés, & pour se remettre en possession au moins du Duché de Milan. C'étoit effectivement son dessein ; il n'en fit point de mystère & l'envoya même déclarer à Léon X. lui demandant en même temps son amitié, du moins qu'il fût neutre & ne traversât en aucune maniere la juste Conquête qu'il méditoit. Le Pontife répondit par des protestations d'attachement, & ajouta, qu'il prioit le Prince de se désister de la demande d'une Alliance qu'il avouoit être inutile, & qui pourtant pouvoit être fort préjudiciablen au Saint Siège. Cette espede de déclaration de Guerre n'empêcha point Louis XII. de faire les préparatifs de son Expédition : déjà son Armée étoit prête, & il avoit nommé le Duc de Montpensier pour la commander, quand la mort l'enleva de ce monde le premier jour de l'année 1515.

*Mizeraï.
Daniel.*

François premier hérita de sa Couronne & de ses Projets : il prit d'abord le titre de Roi de France & de Duc de Milan, en vertu de la Cession que lui avoit fait de ce Duché son Epouse Renée de France, fille de Louis XII. à qui il venoit de succéder. Il n'étoit pas de caractère à porter long-temps un vain titre ; toute l'Europe le connoissoit sur ce pied-là : c'est pourquoi cette premiere démarche allarma l'Italie, & le Pape en particulier, qui avoit un juste sujet de craindre que François premier ne le punit de tout le mal qu'il avoit fait à Louis XII.

*Il suscite des
Ennemis à la
France.**Mariana.
Daniel.*

Léon X. pour se mettre à couvert de la vengeance qu'il avoit méritée, forma une Ligue où entrèrent l'Empereur, le Roi d'Espagne & les Suisses. Il ne s'y joignit pas d'abord, il parut même accepter les conditions aussi raisonnables qu'avantageuses

qu'avantageuses que lui fit offrir le jeune Monarque ; mais quand il fut assuré que ce Prince pensoit efficacement à faire valoir ses Droits & ceux de la Reine son Epouse , il se déclara contre lui , & fut le premier à envoyer ses Troupes pour défendre le passage des Alpes ; aussi furent-elles les premières battues , & Prosper Colonne leur Général , fut le premier Officier considérable pris dans cette Guerre. Les succès rapides de l'Armée Françoisise déconcertèrent étrangement le Pape , & le firent bien-tôt repentir des engagements qu'il avoit pris avec les Ennemis de la France.

*Mém. de du
Bellai*

Il commença à traiter avec François premier , tandis même que son Armée , commandée par Laurent de Médicis son Neveu , étoit actuellement en marche pour joindre ses Alliés. La fameuse journée de Marignan , si glorieuse aux François par la défaite des Suisses , ces terribles ennemis jusqu'alors invincibles , l'intimida de sorte qu'il n'eut point de repos , & que par ses ordres , son Nonce n'en donna point au Vainqueur , qu'il n'eût signé un Traité d'Accommodement. Quelque empressé qu'il eût paru , il fallut pourtant un nouveau succès pour le déterminer à ratifier le Traité que son Nonce avoit conclu. Ce succès qui le détermina , fut la prise du Château de Milan , qui mettoit l'Armée Françoisise en état de tout entreprendre. Il signa donc enfin , & parut le faire de bonne foi.

*Il s'unit
avec elle.*

*Mariana.
Paul-Jove.
Guichardin.*

Meyerai.

Pour affermir la nouvelle Alliance qu'il venoit de contracter , il souhaita une entrevue avec François premier , & la lui fit demander avec les plus vives instances : ce Prince y consentit avec plaisir ; il se rendit à Boulogne deux jours après que le Pape y fut arrivé. Ils eurent ensemble plusieurs conversations : Léon X. avoit un talent admirable pour manier les esprits ; & ce talent étoit soutenu d'une grande expérience dans les Négociations , & d'une Polit-

*Il obtient la
Révocation
de la Pragma-
tique.
Meyerai.
Paul-Jove.*

que extrêmement raffinée : François premier au contraire n'avoit que de l'esprit , de la politesse & de la droiture ; aussi donna-t-il dans tous les pièges que ce rusé Politique voulut lui tendre , & lui accorda tout ce qu'il voulut lui demander. L'abolition de la Pragmatique Sanction fut une de ses demandes : le Prince y consentit , & chargea du Prat son Chancelier , de dresser de concert avec deux Cardinaux députés , un Concordat que le Pape & lui étoient convenus de substituer à la Pragmatique abolie. Comme ce changement est le bel endroit de la Vie de Léon X. & le Chef-d'œuvre de sa sagesse & de son habileté , je me flatte qu'on ne trouvera pas mauvais que j'entre à cet égard dans quelque détail ; si cette espece d'Episode n'est pas amusant , il fera du moins instructif.

*Guichard.
Liv. 12.*

Origine de
cette Pragma-
tique.

Cette Pragmatique , dont on a tant parlé & dont on regrette encore aujourd'hui l'abolition , fut dressée en 1438 , par la fameuse Assemblée de Bourges , où se trouva tout ce qu'il y avoit de Grand & de Respectable dans l'Eglise & dans l'Etat ; Charles VII. y présida , accompagné de Louis Dauphin son fils , & de la plupart des Princes de son Sang. La Division qui étoit entre le Pape Eugene IV. & le Concile de Bâle , fut l'occasion de ce nouveau Règlement ; & le juste desir de remédier aux Prétentions abusives des Papes , sur-tout par rapport à la Collation des Bénéfices , en fut le motif. La possession où s'étoient mis les Papes de disposer de la plupart des Bénéfices , par des reserves , par des expectatives , par le droit qu'ils s'étoient attribué de juger seuls de la validité des Elections ; cette possession , dis-je , étoit la partie la plus considérable de leur puissance. Le Concile de Bâle , qui vouloit remédier aux desordres réels que ces Usurpations avoient introduits , & qui d'ailleurs n'étoit pas fâché de mortifier & d'affoiblir Eugene , l'attaqua

*Labbe.
Concil.
Tom. 12.*

par cet endroit sensible ; il fit quantité de Décrets qui remettent les choses sur l'ancien pied : il ordonna que les Elections seroient libres , qu'elles seroient faites par ceux à qui elles appartiennent de droit ; que si le Pape les cassoit , ceux qui les avoient faites ne seroient point privés de leur droit. Il abolit les Reserves ; il déteste les Expectatives ; il veut qu'il n'y ait que les Causes majeures qui soient portées à Rome ; qu'on ne puisse y appeller sans milieu , c'est-à-dire en évitant l'Ordinaire ; que si l'Appel est trouvé juste , le Pape nommera des Juges *in partibus* : il déclare les Annates Simoniaques ; & ce qui intéressoit davantage , il décide que le Concile est au-dessus du Pape.

Ces Décrets furent envoyés en France : ils furent reçus avec applaudissement par l'Assemblée de Bourges convoquée à ce dessein ; & la Pragmatique n'est rien autre chose que ces Décrets , à quelques additions & quelques modifications près , qu'on jugea à propos & qu'on crut avoir droit d'y mettre. Voici comme s'en explique Charles VII. dans le préambule qu'il mit à la tête de ce nouveau Règlement , lorsqu'il le fit publier : « L'Eglise Gallicane a arrêté dans » cette Assemblée de Bourges , après un sérieux Examen , » des Décrets présentés de la part des Peres de Bâle , d'accepter les uns sans modification , les autres avec modification ».

Le zèle & l'envie sincere de remédier aux abus dont on se plaignoit en France depuis le séjour des Papes à Avignon , eurent sans doute la meilleure part à l'acceptation qu'on fit de ces Décrets du Concile de Bâle , malgré la peine qu'elle devoit faire à Eugene IV. On peut pourtant dire , que l'intérêt des Ecclésiastiques que ce Règlement assuroit , en fut aussi le motif ; & certes il devoit leur être bien dur de voir tous les jours des hommes inconnus & sans au-

tre mérite que la faveur & l'intrigue , leur enlever des Bénéfices qui devoient être la récompense de leur travail & de leur doctrine.

Odieuse aux
Papes.

Eugene & tous ses Successeurs jusqu'à celui dont j'écris l'Histoire , reclamèrent contre ce Règlement ; ils le regarderent comme un commencement de Schisme , & s'en plainquirent comme d'un attentat injurieux à leur autorité : ils employèrent ce que la Politique Romaine a de plus industrieux , pour le faire annuler. Ils l'employèrent inutilement : les mêmes raisons , les mêmes motifs qui avoient engagé à le faire , fortifiés encore & confirmés par l'expérience de son utilité , déterminèrent à le maintenir ; jusques-là , que Louis XI. tout absolu qu'il étoit , n'osa entreprendre à cet égard de donner à Pie II. la satisfaction qu'il lui avoit promise. Jules II. suivant son caractère impétueux , entreprit de l'emporter de hauteur : il fit citer la France à comparoître au cinquième Concile de Latran pour y répondre sur le fait de la Pragmatique. Léon X. qui trouva le Procès commencé , & qui pensoit comme ses Prédécesseurs , le fit continuer , mais avec tous les ménagemens possibles : il étoit trop habile , pour ne pas voir les suites fâcheuses de ce démêlé , & trop prudent pour ne les pas craindre ; il eut recours à la Négociation. Le séjour de François I. en Italie , l'extrême envie qu'avoit ce Monarque d'avoir le Saint Siège de son côté , sans quoi il ne pouvoit conserver ses Conquêtes ni en faire de nouvelles , furent des circonstances très-favorables : le Pape sçut en profiter. La Négociation fut fort secrète , & c'est ce qui la fit réussir.

Mémoires de
Comines.
Daniel.

Labbe ;
Concil.
Tom. 14.

On lui substitue le
Concordat.

Il fit représenter au Roi , que la Pragmatique seroit un sujet éternel de division entre la France & la Cour Romaine ; qu'elle seroit infailliblement condamnée au Concile de Latran actuellement assemblé ; que cette condamnation

méprisée produiroit une rupture ouverte , dont les suites devoient allarmer le Fils aîné de l'Eglise. On appuya ces raisons par le plan d'un nouvel arrangement qu'on substituerait à la Pragmatique : on fit remarquer au Prince que les abus dont on s'étoit plaint , y étoient également supprimés & réformés ; qu'on n'y donnoit aucune atteinte aux Libertés des Eglises de France ; que les Elections n'étoient ni de Droit divin ni de Droit naturel ; qu'elles étoient sujettes à de grands inconvéniens ; ce qui étoit une raison suffisante de les abroger : on insista particulièrement sur le redoublement de puissance que donneroit au Roi la nomination à tous les grands Bénéfices de ses Etats : enfin on fit observer que l'Accord ne seroit point durable , si les deux Puissances n'étoient également intéressées à l'observer ; que le sacrifice que le Pape faisoit des Droits dont un si grand nombre de ses Prédécesseurs avoient joui , méritoit quelque condescendance & quelque reconnoissance ; que sa qualité de Chef de l'Eglise lui donnoit Droit de veiller à ce que les Dignités Ecclésiastiques fussent remplies de bons sujets , & d'exiger que les Eglises particulières contribuassent à soutenir sa Dignité , & à le mettre en état de fournir aux dépenses , à quoi il est indispensablement obligé.

Ces raisons furent goûtées ; le nouveau plan fut agréé , du moins il ne fut pas rejeté ; & la Conférence de Boulogne ne fit qu'achever & hâter la détermination. Je parle ainsi ; car quel que soit le silence des Historiens sur ces Négociations commencées avant l'Entrevue , il est impossible de ne les pas supposer. Cette affaire étoit fort compliquée & extrêmement délicate ; il falloit donc du temps , & beaucoup de temps pour la développer & pour l'examiner : & il faudroit supposer que François premier étoit le plus étourdi & le plus imprudent des hommes , s'il avoit consenti à

l'abolition de la Pragmatique, si chérie de ses peuples, sans connoître distinctement le Concordat qu'on vouloit lui substituer.

Les deux Puissances étant d'accord sur la cassation de la Pragmatique, convinrent du fond du Concordat, & s'engagerent d'avance, chacun à leur maniere, de le faire revêtir de toutes les formalités nécessaires, pour qu'il eût force de Loi perpétuelle & irrévocable. Le Chancelier du Prat, & les deux Cardinaux députés, parfaitement instruits des volontés de leurs Maîtres, ne furent pas long-temps à le dresser. Le Roi & le Pape le signèrent; & il fut lu, approuvé, & confirmé dans le Concile de Latran, avant la fin de l'année suivante 1516.

*Labbe,
Concil.
Tom. 14.*

On s'y op-
pose en Fran-
ce.

*Hist. de
l'Université.*

François premier n'exécuta pas si facilement sa promesse; il eut plusieurs fois à essuyer les oppositions, les remontrances de son Parlement. L'Université voulut aussi se mettre sur les rangs, & ajouta aux raisons de son opposition, des démarches trop hardies, & fort peu régulières: elle défendit l'impression du Concordat, & se répandit en invectives indécentes contre le Roi & le Chancelier, contre Léon X. & le Concile de Latran. C'étoit un reste de l'excessive liberté qu'elle avoit prise du temps des troubles arrivés sous Charles VI.

Raisons de
l'admettre.

On avoit, ou on affectoit de donner des idées affreuses du Concordat: on publioit qu'il étoit également contraire aux intérêts de l'Eglise & de l'Etat; qu'il renouvelloit tous les desordres réformés par la Pragmatique, & qu'il y en ajoutoit d'autres; qu'il rendoit le Pape maître de tous les Bénéfices, & qu'il détruisoit absolument les Libertés de l'Eglise Gallicane. Cependant il est vrai à la lettre, que ce Concordat excluait formellement les Réserves & les Expectatives, qu'il ne reservoit au Saint Siège que les Causes

majeures , & qu'à l'exception du Droit d'élection qu'il étoit , il étoit assez semblable à la Pragmatique dont il prenoit la place. Il est encore vrai , que le Droit des Gradués étoit conservé & même éclairci ; que la puissance du Pape étoit restreinte plutôt qu'augmentée , & que ce qu'on appelle les Libertés de la France n'y recevoient aucune atteinte ; que plusieurs occasions de Procès étoient retranchées ; & qu'enfin la paix entre les deux Puissances sur ces matieres embarrassantes étoit si solidement établie , qu'à l'avenir elle ne feroit plus troublée.

Malgré ce qu'on vient de dire , le Parlement avoit de grandes & de justes raisons , & de s'opposer & de faire des Remontrances ; & on peut dire que les vûes de ce Corps respectable étoient bien plus solides & plus épurées que celles de l'Université & des autres Ecclésiastiques , qui prévoyoiént qu'ils auroient rarement part aux grands Bénéfices , s'ils étoient à la nomination du Roi ; d'ailleurs le Droit d'élection dont on les dépouilloit , étoit extrêmement flatteur & intéressant. La conduite des Evêques qui ne parurent point dans cette affaire , est une preuve sensible qu'ils ne s'y croyoient pas intéressés , & qu'après tout , le mal n'étoit pas si grand qu'on le faisoit.

Le Parlement se plaignoit que le Concordat anéantissoit les Décrets du Concile de Bâle , dont on avoit si solennellement reconnu l'autorité ; qu'il faisoit revivre des Usages qu'on n'avoit point suivis dans le Royaume , quoique la Pragmatique les autorisât : que les Causes majeures paroissent avoir plus d'étendue dans le Concordat que dans la Pragmatique ; que manque d'un certain détail & d'une certaine précision , les Papes dans la suite pourroient s'en prévaloir ; que les Elections étoient d'une espece de Droit naturel ; que les Conditions apposées à la nomination du

Raisons de
le rejeter.
Pinsson ,
Hist. du
Concord. &
de la Pragm.

Ibid.

Roi seroient des sources de chicane & d'usurpation : que l'accepter c'étoit aller contre les dispositions de la plupart des Rois précédens. De toutes ces Observations , qu'une sérieuse attention & une juste défiance avoient suggérées ; on concluoit que le Concordat étoit opposé aux Droits du Roi & du Royaume.

— Seroit-ce pousser trop loin le raffinement , que de supposer que le Parlement regardoit le nouveau Droit du Roi comme un nouveau lien de dépendance , qui lui attachoit de plus en plus la Noblesse , & rendroit son Gouvernement bien plus absolu ; & que l'envie de remédier à ce mal , déjà trop grand , étoit le motif secret de sa résistance ? Si cette supposition n'est pas vraie , la vûe qu'elle attribue au Parlement étoit digne de cet illustre Corps , établi pour maintenir tout à la fois les Droits du Prince & ceux du Peuple.

François I. ne se défit point de la droiture de son Parlement , mais il croyoit ses raisons meilleures que celles qu'on lui opposoit : d'ailleurs il étoit trop avancé pour reculer. Il voulut pourtant joindre la persuasion à l'autorité : son Chancelier par son ordre exposa les motifs qui l'avoient fait agir , & répondit à tout ce qu'on avoit objecté. Ces motifs étoient l'opposition constante & insurmontable de la Cour Romaine à la Pragmatique ; sa condamnation inévitable au Concile de Latran ; la honte d'adhérer à cette Condamnation ; le danger évident du Schisme , ou plutôt le Schisme même si on n'y adhéroit pas ; l'efficace de la haine & du ressentiment des Papes à susciter des ennemis , à former des Lagues dont les puissans efforts avoient presque détruit la Monarchie sous le Règne précédent ; les troubles & les divisions que ne manqueroient pas d'exciter les différens Sentimens sur la préférence du Concile de Bâle au Concile de Latran ,

Latran , ou de celui de Latran à celui de Bâle ; la conformité du Concordat avec la Pragmatique dans les Articles essentiels , qui étoient la réforme des abus & des usurpations introduites par les Papes dans la Collation des Bénéfices. Je ne crois pas qu'on puisse disconvenir de la solidité de ces raisons : il paroît que les Opposans ne les peserent point assez ; à peine même daignerent-ils y répondre.

Le Chancelier entreprit encore de montrer que les difficultés qu'on opposoit au Concordat , étoient bien moins solides qu'on ne le prétendoit. La nullité des Provisions d'un Bénéfice , attachée à l'infidèle déclaration de son Revenu , n'est point nouvelle , dit ce premier Magistrat : Urbain VI. Boniface VIII. & leurs Successeurs l'avoient ainsi statué : loin d'être injuste , elle est utile à empêcher les fraudes & les surprises des Postulans. La prétendue addition aux Causes majeures ne regarde que la Translation des Evêques , qui ont toujours appartenu de Droit au Souverain Pontife. Le Roi a Droit de nommer aux Bénéfices , qui deviennent vacans lorsqu'une Eglise est sans Pasteur. Le Concordat n'est pas plus favorable à la prétention du Pape que le Concile de Bâle & la Pragmatique. Ce qui est dit dans le Concordat des Monastères Religieux , ne doit s'entendre que des Moniales. L'Election n'est ni de Droit naturel , ni de Droit divin , mais uniquement de Droit positif , par conséquent sujet au changement. On n'a pas pensé & on ne s'est pas prévalu par tout du Concile de Bâle , comme on a fait en France. On ne convient pas généralement en quelles circonstances & en quelles matieres le Concile est supérieur au Pape , & on convient par tout que ce qu'un Concile a statué en fait de Discipline , peut être changé par un autre Concile. Louis XII. en renonçant au Concile de Pise s'est soumis au Concile de Latran. Il y auroit du

On les réfute.
Ibid.

ridicule à espérer que le Pape consente au rétablissement de la Pragmatique, dont la cassation vient d'être confirmée dans le Concile de Latran ; ainsi tout retombera dans la confusion, si l'on ne reçoit pas le Concordat. Le Droit d'Élection n'est point particulier à la France, & ne peut être appelé une Liberté de l'Eglise Gallicane. Les Elections étoient accompagnées de grands désordres, & les précautions prises par le Concile de Bâle ne les avoient point empêchés.

Il est reçu
par autorité.

Ce Discours & ces Réponses ne persuaderent pas. Le Roi commanda : on obéit malgré soi & fort imparfaitement. Peu à peu les résistances cessèrent, les préjugés se dissipèrent, le Concordat prit le dessus ; & il est aujourd'hui si bien établi, qu'il n'y a point du tout d'apparence que la Pragmatique prenne jamais sa place.

Politique de
Léon X.
Meyerai
Daniel.

Si François I. s'étoit flatté que le sacrifice qu'il venoit de faire de la Pragmatique, attacherait invariablement le Pape à ses intérêts, il s'étoit bien trompé : ce Pontife croyoit avoir si bien lié sa partie qu'il ne doutoit pas que le Roi ne dût employer toute son autorité pour l'exécution d'un Traité qui lui étoit personnellement avantageux & le délivroit des plus grands embarras. Plein de ces idées, avant même que le Concordat fût reçu, il n'hésita point de suivre les vûes de sa politique. L'Empereur Maximilien étant entré tout-à-coup en Italie avec une puissante Armée, poussa vivement les François : Léon X. sans rompre ouvertement avec la France, fit des démarches pour appaiser le ressentiment de l'Empereur, & se préparer la voie à une réconciliation parfaite, si les succès de ce Prince la rendoient utile ou nécessaire. Le Roi de France fut averti & instruit de ce commencement de perfidie : mais pour n'être pas obligé de se brouiller tout-à-fait, & de crainte d'autoriser la résistance du Par-

lement , il affecta de n'en rien croire ; il combla même cet infidèle Allié de nouveaux bienfaits ; il l'aida à se mettre en possession du Duché d'Urbain ; il lui remit un Acte par lequel il s'étoit obligé de rendre Reggio & Modène au Duc de Ferrare ; il procura à son Neveu Laurent de Médicis une Alliance considérable & utile , & il le choisit préférablement à tous les Potentats de l'Europe pour être parrain de son premier fils. Tout fut inutile, & il ne put fixer cet esprit inconstant , que la moindre lueur d'espérance & la crainte du moindre danger attachoient à tous les Partis , sans que jamais il ait été véritablement d'aucun. Au reste l'envie démesurée d'élever sa Famille eut aussi une très-grande part à ses honteuses variations ; ce fut-là toujours l'Article essentiel de ses Traités & le motif principal de ses Négociations.

Ses Intrigues politiques ne l'occupèrent pas tellement qu'il ne donnât une partie de ses soins aux affaires de l'Eglise. Il continua le Concile de Latran , que son Prédecesseur avoit assemblé pour l'opposer à l'Assemblée de Pise & pour obliger la France à renoncer à la Pragmatique. Les cinq premières Sessions , tenues sous Jules II. ne furent que des Préliminaires & des arrangemens ; il n'y eut rien d'important, que la Citation des Prélats François pour venir rendre compte des raisons de leur attachement à la Pragmatique, & la Renonciation de l'Empereur au Concile de Pise , & son adhésion au Concile de Latran.

Ce Concile de Pise étoit peu nombreux & peu respecté. L'Empereur n'avoit pas eu assez d'autorité pour engager les Prélats d'Allemagne à s'y trouver ; Louis XII. même , qui avoit suscité cette fâcheuse affaire , n'y avoit envoyé que quinze ou seize Evêques de ses Etats , & il paroissoit ne s'en vouloir servir que comme d'un épouvantail pour mortifier le Pape son ennemi personnel , & l'empêcher de se porter

*Mézerei.
Daniel.*

*Il s'applique
aux affaires
de l'Eglise.*

Paul-Jove.

Guichard.

aux dernières extrémités. Les désagréments qu'essuya ce Concile à Pise, le firent transférer à Milan. Le changement de l'Empereur & la Révolution qui en fut la suite, obligèrent les Prélats François à se retirer à Lyon. Ainsi tout l'odieux de cette entreprise retomba sur la France. Toutes les sollicitations de Louis XII. furent inutiles ; les Etats Chrétiens refuserent absolument d'entrer dans ses vûes, & reconnurent le Concile de Latran pour le seul légitime.

Concile de
Latran.

Telle étoit la situation avantageuse du Concile de Latran, quand Léon X. fut élevé sur la Chaire de Saint Pierre : il ne négligea rien de ce qui pouvoit contribuer à lui donner encore plus de splendeur ; à peine étoit-il couronné qu'il présida à la sixième Session, où les précédentes furent confirmées.

Paul. Jove.

Les Peres vouloient qu'on poursuivît les Procédures commencées contre la France : mais le nouveau Pape jugea devoir modérer leur ardeur, & crut que la douceur & les Négociations seroient une voie plus facile & plus sûre pour terminer ces oppositions scandaleuses. Il ne se trompa point : Louis XII. écouta volontiers les propositions d'accommodement, & il ne fut point fâché d'avoir occasion de se tirer du pas délicat où la haine implacable de Jules II. l'avoit engagé malgré lui ; il convint de renoncer à son Concile de Pise & d'adhérer à celui de Latran, à condition que les Cardinaux dégradés seroient rétablis, & que les Procédures commencées contre son Royaume & sa personne en conséquence de cette affaire, seroient annullées. Le Pape agréa ces Conditions, & le Traité fut exécuté, en dépit des oppositions & des murmures des Ennemis de la France.

Mezerai.
Daniel.

Tout ceci se passa avant la fin de l'année 1513, & est plus que suffisant pour rendre méprisable la fausse & injurieuse réflexion d'un mauvais Plaissant, qui a supposé que ces

Lettres numérales MCCCCLX. exprimoient l'année du Pontificat de Léon X. & les a ainsi expliquées : *Multi Cardinales cœci crearunt cœcum Leonem decimum*. Le Parachronisme est de plus d'un demi siècle , & ce Pape politique & intrigant ne méritoit assurément point d'être traité d'aveugle.

Dans les Sessions qui se tinrent , au nombre de sept , sous les ordres & par les soins de ce Pontife , il se fit quelques Ses Décrets. Décrets sur la Doctrine , & plusieurs Réglemens utiles. Les Philosophes commençoient dès-lors à suivre la raison sans faire assez d'attention à la Religion & aux conséquences qu'on pouvoit tirer contr'elle de leurs opinions ; ils croyoient vainement que le titre de Philosophe les dispensoit de respecter la Théologie & les mettoit à couvert de tout reproche : quelques-uns avoient enseigné que l'Ame raisonnable étoit mortelle , & qu'il n'y en avoit qu'une seule dans tous les hommes. Le premier Sentiment donne atteinte à la spiritualité de l'Ame ; car ce qui est spirituel n'a en soi aucun principe de dissolution , & par conséquent est immortel , ou , ce qui revient au même , ne peut être détruit que par l'annéantissement : il est visible que le second , qui n'admet qu'une seule Ame dans tous les hommes , détruit également la Religion & la Morale de JESUS-CHRIST.

Le Concile de Latran s'éleva contre ces erreurs insensées & les proscrivit : Nous défendons très-étroitement , dit le Pape dans son Décret approuvé par le Concile , d'enseigner ces Doctrines ; nous regardons les Partisans de ces Erreurs comme des Hérétiques , qui ne tendent qu'à renverser la foi Catholique ; nous ordonnons à tous les Professeurs de combattre ces Sentimens , & d'instruire leurs Disciples des Sentimens opposés.

Ignore pourquoi un Historien moderne des Papes ap-

*Hist. des
Papes in-4.
Tom. 4. pag.
382.*

pelle ce Décret , *un Décret fort curieux* ; ce mot , dans le style de l'Auteur , est ordinairement , sur-tout quand il s'agit de Bulles & de Décrets des Papes , synonyme d'*impertinent* : celui-ci du moins auroit dû être excepté ; car , ou je me trompe extrêmement , ou il n'est point de Chrétien qui ne convienne que la Censure de ces deux Propositions ne soit juste & raisonnable.

*Ses Rég'le-
mens.*

Lab. T. 14.

On publia aussi dans ce Concile quantité de Réglemens. On réprima les Exactions des Officiers de la Cour Romaine , qui pour les Expéditions exigeoient beaucoup au-delà de ce qui leur étoit dû. On fit un ample Décret pour la Réformation du Clergé : on y fixe l'âge & les autres qualités nécessaires pour les Evêques & les Abbés ; on exclut à leur égard la notoriété des crimes qui emportent la déposition , & on ordonne une Information juridique ; on veut que les Abbayes cessent d'être en Commende , qu'il ne se fasse aucun démembrement ni union d'Eglises , de Bénéfices , que dans les cas permis , ou pour des causes raisonnables ; on défend les Dispenses pour plus de deux Bénéfices incompatibles ; on régle en détail la conduite des Cardinaux & des autres Officiers de la Cour de Rome ; on oblige à restitution des fruits les Bénéficiers qui manquent à réciter l'Office Divin ; qu'ils soient même privés de leurs Bénéfices , s'ils passent quinze jours sans l'avoir récité deux fois ; on renouvelle toutes les peines déjà portées contre les Clercs blasphémateurs & concubinaires.

Cette Réforme étoit accompagnée de trop de ménagement , & n'étoit que superficielle ; aussi elle ne contenta pas les gens de bien ni n'empêcha leurs justes plaintes.

Le Décret du même Concile qui concerne la liberté Ecclésiastique & la Dignité Episcopale , alloit plus au bien que le précédent , & devoit être mieux reçu & plus applau-

di. Il ordonne que les Chapitres Exempts ne puissent se prévaloir de leur exemption pour vivre d'une manière peu régulière & éviter la correction, dont le Droit est dévolu aux Evêques par la négligence de ceux qui en sont chargés; les Evêques ont Droit de Visite une fois l'année dans les Monastères de Religieuses soumis immédiatement au S. Siège; on déclare nulles les exemptions qui seront accordées sans juste cause & sans y appeller les personnes intéressées; on défend d'usurper les Biens de l'Eglise, de contraindre les Bénéficiers à les vendre, à les échanger ou à les donner à Bail emphytéotique; enfin, on ordonne aux Métropolitains de suivre les anciens Réglemens pour la tenue des Conciles Provinciaux.

Lab. *ibid.*

Comme l'impression des Livres peut être aussi funeste à la Religion & aux Mœurs qu'elle peut leur être utile, le Concile jugea cet objet digne de son attention, & crut avoir Droit de faire des Réglemens à cet égard, pour arrêter la licence & empêcher les abus. Il ordonna donc, qu'à l'avenir on n'imprimerait aucun Livre qu'auparavant il n'eût été examiné & approuvé par des personnes capables, spécialement députées à cet Examen. S'il étoit quelqu'un qui pensât que le Concile en cette occasion passât ses Droits, du moins ne pourroit-il nier que sa précaution étoit très-sage, & qu'il seroit à souhaiter qu'elle fût devenue d'un usage général.

Lab. *ibid.*

La Prédication est une des fonctions essentielles du Ministère Ecclésiastique; toute sainte qu'elle est, elle a toujours été sujette à de très-grands abus: le Concile dont nous parlons, voulut y remédier. Je transcris son Décret, parce qu'il ne peut être trop connu, & que les Regles qu'il contient, peuvent être utiles à la plupart de ceux qui sont chargés de cette Fonction honorable. « Plusieurs, dit le Con-

» cile , n'enseignent point , en prêchant , la voie du Sei-
 » gneur , & n'expliquent point l'Evangile. Ils débitent avec
 » ostentation des Doctrines étrangères & inutiles ; ils ac-
 » compagnent ce qu'ils disent de mouvemens & de cris vio-
 » lens : ils osent hazarder en Chaire des Miracles feints ,
 » des Histoires apocryphes , scandaleuses même ; quelque-
 » fois ils poussent la hardiesse jusqu'à invektiver contre leurs
 » Supérieurs , en décrivant leur conduite & leurs personnes.
 Lab. t. 14. » Nous ordonnons , qu'à l'avenir aucun Clerc séculier ou
 » régulier , ne soit admis aux Fonctions de Prédicateur , quel-
 » que privilégié qu'il puisse être , sans avoir été auparavant
 » examiné sur ses mœurs , son âge , sa doctrine , sa discrétion , sa probité ; il faut encore qu'il consiste par des témoignages authentiques , que sa vie est exemplaire : après avoir
 » été ainsi examiné & approuvé par ceux à qui il appartient
 » de le faire , qu'ils expliquent dans leurs Sermons les vérités de l'Evangile , que leurs Discours soient nourris de la
 » Sainte Ecriture , qu'ils s'appliquent à inspirer l'horreur du
 » vice , à faire aimer la vertu , à inspirer la Charité , à ne
 » rien dire de contraire au véritable sens de l'Ecriture &
 » à l'Interpretation communément reçue.

Le Clergé séculier & régulier avoient souvent des différends assez vifs à l'occasion de l'administration des Sacramens ; & de la sépulture des Fidèles. Léon X. voulut faire cesser ces contestations scandaleuses : pour y réussir , il dressa une Bulle qui fixoit en détail les Droits des uns & des autres sur les points contestés. Cette Bulle eut des Contradicteurs ; elle passa pourtant à la pluralité des voix. Elle ordonne que les Paroisses gouvernées par des Réguliers seront soumises à la visite des Evêques ; que les Réguliers ne pourront être employés à la Prédication , à la Confession , qu'après l'Examen & l'Approbation de l'Ordinaire ; qu'ils

ne pourront administrer l'Eucharistie & l'Extrême-Onction aux Malades, mais qu'ils pourront entendre leur Confession, même au temps Paschal, pourvû qu'ils soient approuvés de l'Ordinaire, ou que le refus de l'approbation soit injuste ou déraisonnable. Les Réguliers ne peuvent entrer avec la Croix dans les Eglises des Curés, pour y prendre les Corps de ceux qui ont choisi chez eux leurs sépultures; ils ne peuvent faire consacrer leurs Eglises que par l'Evêque Diocésain; aucun d'eux ne peut être promu aux Ordres, qu'il n'ait été examiné par les Evêques ou par leurs Grands Vicaires; il leur est encore défendu de donner l'Absolution à ceux qui s'obstinent à refuser le payement des Dîmes. Ces Réglemens, qu'on a dans la suite été obligé de modifier comme trop favorables aux Réguliers, prouvent sensiblement l'abus énorme qu'ils faisoient de leurs prétendus privilèges, & combien les Exemptions que les Papes leur avoient prodiguées, nuisoient à la subordination.

Peut-être cette Exposition paroîtra-t-elle déplacée. Je prie ceux qui penseroient de la sorte, de songer que c'est une espèce d'Histoire Ecclésiastique que j'écris, & qu'il seroit à souhaiter que la Vie des Papes ne fournît pas tant de politique & d'intrigue à développer. Par-là, principalement occupés du gouvernement de l'Eglise, ils y auroient maintenu l'ordre & la paix, ils en auroient retranché les scandales, leur autorité n'auroit point dégénéré en domination séculière, ils n'auroient fourni ni matière aux plaintes & aux invectives, ni prétexte aux nouveautés & à la Division.

Pour ceux qui se font un mérite de se scandaliser des différends qui naissent entre les Ecclésiastiques, ils oublient que les passions humaines se trouvent par tout, qu'elles savent se déguiser sous de spécieux prétextes, & que des déréglemens vrais ou prétendus des Ecclésiastiques, non plus

que de leur régularité, on n'en peut conclure ni la vérité ni la fausseté de leur Doctrine.

Conspiration
de quelques
Cardinaux
contre Léon
X.

Paul Jove.
Guichard.

Le Concile étoit à peine fini, que Léon X. découvrit une Conspiration formée contre lui : deux Cardinaux en étoient les Chefs ; ils en vouloient à sa vie. Ces Cardinaux étoient Alphonse Petrucci Cardinal de Sienne, & Bendinelli de Sauli ; tous deux étoient d'une Naissance illustre, & le dernier étoit fort avant dans la Confiance du Pape. Le prétexte de leur infidélité, étoit l'injuste violence du Pontife, qui pour aggrandir sa Famille avoit dépouillé du Duché d'Urbin, Julien de la Rovere, Neveu de Jules II. leur Bienfaiteur. Petrucci avoit une raison personnelle & bien plus particuliere ; malgré les obligations que les Médicis avoient à sa Famille pour avoir contribué à leur rétablissement dans Florence, Léon X. l'avoit chassé, lui & ses deux freres, de Sienne, qu'ils prétendoient leur appartenir du chef de Pandolfe leur pere. Les deux Conspirateurs s'adresserent à d'autres Cardinaux mécontents : ceux-ci refuserent d'entrer dans ce dangereux projet ; mais ils ne les dénoncerent point. Ils gagnèrent le Chirugien qui traitoit le Saint Pere d'un ulcere ; apparemment qu'il devoit empoisonner cette plaie : le Chirugien ne tint point la parole criminelle qu'il avoit donnée. Alors Petrucci sortit de Rome avec Bendinelli ; ils se joignirent au Duc d'Urbin & à Baglione ; ils allerent à Sienne, firent tous leurs efforts pour y exciter quelque soulèvement ; mais ils ne réussirent point. Ce peu de succès fit reprendre le dessein de la mort du Pape.

Elle est dé-
convertie &
punie.

Petrucci, que sa vengeance frustrée rendoit encore plus ardent, écrivit pour hâter l'exécution. Il manqua de prudence, ou il fut trahi ; ses Lettres furent interceptées & rendues à Léon X. Le Pontife usa sagement d'une profonde dissimulation ; il écrivit à Petrucci avec bonté & avec dou-

œur , pour l'engager à revenir & à cesser de vouloir allumer dans Siennne sa Patrie , le feu de la division ; jusqu'à lui faire entendre qu'il n'étoit pas éloigné de l'y rétablir comme il le souhaitoit. Cet imprudent Cardinal donna étourdimement dans ce piège si visible , & alla se livrer au Supplice qu'il avoit mérité : dès qu'il fut arrivé avec Bendinelli , confident & complice de son crime , ils furent arrêtés & mis en prison. Les preuves étoient complètes : la question y joignit l'aveu des Coupables : ils furent dégradés & livrés au bras séculier. Petrucci fut étranglé dans la prison. Bendinelli , moins coupable , fut condamné à y passer le reste de ses jours : quelque temps après , le Pape , qui lui avoit sauvé la vie , se laissa fléchir ; il lui rendit la liberté & sa Dignité , à condition toutefois qu'il resteroit privé de voix active & passive , & qu'il payeroit vingt-cinq mille écus d'or. Les Cardinaux de Voltaire & de Saint Chrysogone , à qui Petrucci avoit fait la dangereuse confidence de l'attentat qu'il méditoit , vinrent s'accuser eux-mêmes : on leur donna la vie , mais ils furent dégradés. Adrien Cornetto , aussi Cardinal , & très-distingué par sa parfaite connoissance de la Langue Latine , fut condamné à une Amende de dix mille écus ; il disparut tout d'un coup : on prétend que la crainte d'un traitement plus fâcheux , & le peu de confiance qu'il avoit en la parole de son maître , l'obligea à s'évader ; ce qui est de certain c'est que jamais on n'a bien sçu ce que devint ce Cardinal.

Certe conjuration , dont plusieurs Cardinaux avoient eu connoissance sans la déclarer , fit sentir au Pape qu'il n'étoit guères aimé , & qu'il étoit de son intérêt de se faire un grand nombre de Créatures : c'est pourquoi , sans aucun égard au Concile de Bâle qui avoit fixé le nombre des Cardinaux à vingt-quatre , il en créa trente-un dans une seule promotion qu'il fit le 27 de Juin 1517. On peut bien penser qu'ai-

*Aubery ;
Hist. des
Card.*

*Paul Jove.
Guichard.
Autery,
Hist. des Card.*

mant sa Famille aussi éperdument qu'il faisoit, ses Neveux ne furent pas oubliés; trois eurent le Chapeau dans cette nombreuse Promotion: son Cousin, qu'il avoit fait Archevêque de Florence le jour de son Couronnement, avoit été du nombre des cinq Cardinaux, qu'il fit cinq ou six mois après son Avénement au Pontificat.

*Changement
des Mœurs
de ce Pape.*

Jusqu'ici ce Pape avoit fait paroître beaucoup de sagesse dans sa Conduite: il s'étoit parfaitement bien tiré des mauvais pas où l'amour de sa Famille l'avoit engagé; il avoit terminé à la gloire & à l'avantage du Siège qu'il occupoit, des Négociations extrêmement délicates, je veux dire l'abolition de la Pragmatique, & le triomphe du Concile de Latran sur celui de Pise. Mais ces grandes qualités semblerent disparoître & l'abandonner dans une mauvaise affaire qu'il attira à l'Eglise par l'irrégularité & les désordres de sa conduite particulière, & dont il rendit les suites irréremédiables par le mépris qu'il en fit & par sa négligence à la terminer: on devinera aisément que c'est du Luthéranisme que je veux parler, & des abus qui y donnerent naissance.

Tandis que Léon X. ne fut que Cardinal de Médicis, sa conduite parut assez régulière: ce n'étoit pas un Saint, il s'en falloit beaucoup; mais du moins aucun vice criant ne le deshonorait; & ses grandes qualités faisoient qu'on lui pardonnoit volontiers d'aspirer de bonne heure à la Dignité éminente qu'il eût parfaitement méritée, si la Science & l'amour de la Religion eussent eu une place distinguée dans son caractère. Que ç'ait été artifice & déguisement de sa part, ou le fruit de l'excellente éducation qu'il avoit reçue, il est constant par le témoignage unanime des Auteurs contemporains, qu'il porta sur la Chaire de Saint Pierre une réputation saine du côté des Mœurs, & fort éclatante par rapport au talent du Gouvernement: il avoit pourtant des

*Paul Jove.
Raynald.*

défauts considérables ; il aimoit le luxe & le faste : il n'étoit pas ennemi du travail & de l'application , mais il aimoit le plaisir & l'amusement : il aimoit les Sciences , mais il avoit beaucoup plus de goût pour la belle Littérature que pour l'étude de la Religion ; la bienséance & la gravité le génoient ; dès qu'il étoit libre , il se livroit à l'enjouement & à la bagatelle.

Ces défauts , qu'on n'avoit point apperçus , ou à quoi on n'avoit pas cru devoir faire attention , parurent avec éclat sur le Trône Pontifical , & furent dans la suite une source féconde de malheurs & de désordres.

Dès qu'il fut arrivé au terme de ses desirs , le premier ordre qu'il donna fut qu'on le traitât en grand Prince. Il fut obéi , & il eut la frivole gloire de l'emporter en ce genre de magnificence sur tous les Princes de son temps ; & la délicatesse du goût qu'il aimoit à satisfaire , avoit autant de part à cet excès , si peu convenable au Chef de l'Eglise , que le faste & l'ambition. Les repas du Pontife étoient longs , toujours superbes & exquis par la quantité & le choix des viandes & du vin : un nouveau ragoût étoit pour lui le sujet d'une joie sensible ; en inventer , c'étoit un moyen sûr d'avoir part à sa faveur & à ses libéralités. Ce plaisir de la bonne chère étoit assaisonné d'entretiens enjoués , qui souvent dégéneroient en bouffonneries : il avoit à ses gages des Plaisans en titre d'Office , qu'il sçavoit mettre en humeur , & avec qui il ne dédaignoit pas d'entrer quelquefois en lice. Ceux qui l'approchoient se conformoient à son inclination : tout ce qui étoit sérieux déplaisoit en cette Cour ; on n'y aimoit que ceux qui pouvoient contribuer à l'amusement.

Cet esprit de badinage avoit tellement saisi Léon X. qu'il n'y avoit que les affaires éclatantes qui pussent le rappeler au sérieux : toutes celles qui n'avoient rien de frappant &

Sa maniere
de vivre.

Paul Jove.

Ibid.

qui n'intéressoient que des Particuliers , le trouvoient inaccessible ; jusques-là , que pour avoir un moment d'audience , un honnête-homme fut obligé de se faire annoncer sous le titre de *Poète divertissant*. C'est de ce même esprit que venoit sa passion excessive pour la Chasse ; de son succès dépendoit sa bonne ou sa mauvaise humeur : on ne l'abor- doit pas avec succès quand elle n'avoit pas réüssi , & il accor- doit tout quand il en revenoit content.

C'eût été un prodige , si ce goût pour l'amusement & pour la dissipation se fût toujours contenté des plaisirs que l'excès seul rend condamnables. Ce prodige n'arriva pas ; le voluptueux Pontife ne se refusa point à l'inclination qu'il avoit combattue avec succès jusqu'à son élévation : il per- dit justement la réputation de chasteté ; il s'abandonna au vice contraire , & passa même , du moins on le prétend ainsi , les bornes que la Nature , de concert avec les Loix divines & humaines , a prescrites à cette furieuse passion. *Paul Jove* qui a écrit sa Vie , dit pour le justifier , qu'un Naturel plus facile & plus complaisant que corrompu le fit tomber dans ce précipice , & qu'il y fut entraîné par ses Courtisans , qui au lieu de l'avertir de son devoir , ne lui propoient que des parties de plaisir. Mais cette justifica- tion est bien foible par rapport à un homme d'un âge mur ; elle l'est sur-tout par rapport à un Pape , qui étoit maître de n'avoir auprès de lui que des personnes d'honneur , & qui devoit se conduire de manière que les plus hardis & les plus corrompus n'osassent lui proposer rien d'indécent & qui ne s'accordât parfaitement avec la sainteté de son Mi- nistère.

Il protege
les Sçavans,

Ces amusemens ni ces passions n'éteignirent pas l'estime qu'il avoit pour les Sciences & pour les Sçavans ; il les pro- tégea toujours , & ils eurent une très-grande part à ses Li-

béralités. Il n'épargna ni soin ni argent pour ramasser les anciens Manuscrits & pour en procurer des Editions exactes : mais en cela même il suivoit son caractère peu solide & son inclination à la bagatelle , qui contre la bienséance & la gravité qu'exigeoit de lui le titre de Chef de la Religion , lui firent donner aux Poètes la préférence sur toutes les autres espèces de Sçavans & de Beaux-esprits. Il mérite aussi quelque louange d'avoir banni la barbarie du Langage , qu'on sembloit avoir affectée sous ses Prédécesseurs dans les Expéditions de la Cour Romaine : il ne pouvoit rien faire de plus efficace pour corriger cette espèce de desordre , que de prendre en qualité de ses premiers Secrétaires *Bembe* & *Sadolet* , qui étoient en ce temps-là les hommes du monde qui écrivoient le plus purement en *Latin*.

Le Luxe de Léon X. ses Libéralités excessives , ses Dépenses à quoi l'obligèrent les Guerres où l'amour de sa Famille l'engagea , épuisèrent absolument & dérangerent étrangement ses Finances ; les Revenus de l'Etat Ecclésiastique & les sommes d'argent qu'il tiroit des autres Etats de la Chrétienté , ne suffisoient pas à son énorme dissipation ; il fallut donc penser aux moyens de suppléer à ce qui lui manquoit pour contenter sa prétendue Grandeur d'Âme. Ses uniques ressources étoient la soumission des Ecclésiastiques & la piété des Peuples , toujours libérale quand on sçait l'animer & l'intéresser. La première lui manqua ; lui-même se l'étoit ôtée du côté de la France & de l'Allemagne , en accordant aux Souverains de ces Etats par reconnaissance ou par des vûes d'intérêt, la Dîme des Biens Ecclésiastiques. L'Espagne à laquelle il s'adressa , ne consentit point à ses demandes : le fameux Ximenès , qui gouvernoit alors la Castille , traita cette affaire avec beaucoup de fermeté, & avec un certain air de Grandeur & de générosité

*Guichard.
Bembe.
Sadolet.
Angel. Po
lit.*

Sa prodigalité excessive.

Mariana.

qui dut couvrir de confusion Léon X. & le faire repentir de sa demande : ce Cardinal commença par défendre en Castille la levée de l'Imposition demandée par le Nonce , ensuite il donna ordre à son Agent à Rome de s'instruire exactement de ce que le Concile de Latran avoit ordonné à cet égard ; car le Nonce citoit ce Concile en Espagne & s'appuyoit de son autorité. L'Agent de Ximenès étoit encore chargé d'aller offrir au Pape les Décimes & tous les Revenus du Diocèse de Tolède , & même toutes les Richesses des Eglises d'Espagne , en lui faisant toutefois entendre , qu'on le supplioit de déclarer nettement ce que c'étoit que cette Guerre sainte , dont on ne voyoit aucun préparatif ; & que si les besoins n'étoient ni pressans ni raisonnables , on ne pourroit se résoudre à souffrir que les Eglises d'Espagne devinssent tributaires. Le Pape déconcerté , désavoua son Nonce : il dit qu'il n'avoit point encore imposé de Décimes , & ajouta , qu'il ne feroit rien à cet égard en Espagne que de concert avec Ximenès , dont il connoissoit la sagesse & l'autorité. Ainsi refusé , au lieu des grandes sommes qu'il avoit espérées , il fallut qu'il se contentât de ce que purent lui fournir les Bénéficiers de ses Etats.

Moyens d'y
fournir.

Le peu de succès de ce premier moyen le mit dans la nécessité d'employer le second ; il avoit entrepris d'achever le somptueux Edifice de la Basilique de Saint Pierre , que son Prédecesseur avoit commencé ; cette Entreprise fut le prétexte dont il se servit pour tirer des Fidèles bien au-delà de ce qu'elle pouvoit lui coûter. On publia par tout ce dessein avec affectation ; on en exagéra la grandeur , l'importance ; sur-tout on fit monter bien haut la dépense ; on joïna avec excès le zèle du Pontife : on supposa que les Fidèles étoient obligés de seconder ses pieux efforts ; & pour achever de les déterminer , on accorda des Indulgences plénieres

plénieres à tous ceux qui contribueroient libéralement à l'exécution de cette sainte Entreprise. Afin de mettre les esprits en mouvement , on fit publier ces Indulgences par des Prédicateurs célèbres & capables d'animer les Peuples à les gagner : ces Prédicateurs en relevoient l'excellence , vantaient la bonté du Saint Pere , qui pour une somme modique donnoit des Graces si précieuses : on dit même qu'on mit en parti ce qu'on espéroit tirer de la pieuse contribution des Fidèles , & que par-là on reçut d'avance des sommes fort considérables. Ces publications se firent tranquillement en France , en Angleterre , en Espagne , dans les Royaumes du Nord. On en tira de grands profits ; personne ne s'en scandalisa , du moins avec éclat.

*Paul Jovet
Mézerai*

Il n'en fut pas de même en Saxe : un manque d'attention y causa des troubles & des divisions dont les suites furent extrêmement fâcheuses. Les Religieux Augustins étoient depuis long-temps en possession , & par-là croyoient avoir le Droit de publier les Indulgences que les Papes accordoient de temps en temps aux Fidèles , pour les engager à quelque Entreprise qu'ils jugeoient utile ou nécessaire à l'avantage de la Religion. Cette Fonction n'étoit pas moins utile qu'honorable , ainsi il n'est pas étonnant que ces Religieux y fussent extrêmement attachés.

*Murmures en
Allemagne.
Histoire du
Luthéranisme.*

Albert , Archevêque de Mayence , que Léon X. avoit chargé de la publication de ses Indulgences , ne fit aucune attention aux prétendus Droits des Augustins , & il assigna la Saxe aux Religieux Dominicains. Les premiers furent extrêmement picqués de cette préférence ; ils la regarderent comme une injure , & entreprirent de s'en venger : ils avoient alors à leur tête sous le titre de Vicaire général en Allemagne , un homme de beaucoup d'esprit , nommé Jean Staupitz ; il étoit des premières Familles du Pays , & avoit

*Jalousie des
Moines : pre-
miere cause
du Luthéra-
nisme.*

Sleidan;

même l'honneur d'appartenir à Frédéric Electeur de Saxe. Il commença par indisposer l'esprit du Prince contre la publication des Indulgences ; il lui fit un détail des abus qui s'y commettoient & de la conduite scandaleuse des Quêteurs : après cette démarche il en fit une autre bien plus éclatante ; il donna ordre à un de ses inférieurs nommé Martin Luther , de prêcher publiquement contre les scandales de la publication des Indulgences , & de la Collecte qui étoit le motif & l'objet principal de cette publication.

On a douté si c'étoit le zèle ou le ressentiment qui fit agir le Vicaire général. Peu importe de le sçavoir : ce qui est de certain , c'est que son ressentiment alla trop loin ; qu'il ne prévint pas les suites de sa vengeance ; qu'il eut sujet de se repentir de l'avoir commencée , ou que son zèle fut trop impétueux & extrêmement imprudent. Il étoit des voies pour le moins aussi efficaces que celles qu'il prit , & bien plus selon les règles de la sagesse & de la Discipline Ecclésiastique. Cette attaque publique des abus , étoit elle-même un scandale & un abus ; elle ne pouvoit servir qu'à aigrir les esprits & à flétrir les autres Prédicateurs : il est difficile qu'il n'ait pas vu les suites de sa démarche ; & s'il les a vues , il est encore plus difficile de comprendre que le zèle en ait été le mobile. Ne pouvoit-il pas s'adresser aux Supérieurs Ecclésiastiques ; engager le Prince , sur qui il avoit tant de pouvoir , à soutenir de son autorité les représentations qu'il croyoit devoir faire ? Du moins ne pouvoit-il pas défendre les invectives à son Religieux , & l'obliger de se borner à une instruction solide pour guérir ou préserver les Fidèles des erreurs préjudiciables à leur Salut ? Et lorsqu'il le vit passer de si loin la commission qu'il lui avoit donnée , ne devoit-il pas user de toute son autorité pour le forcer au silence ?

Luther fut ravi d'avoir une si belle occasion de paroître obéir volontiers à l'ordre de son Supérieur. Il avoit de grands talens pour la Chaire ; il ne lui manquoit que de la modération : il étoit naturellement éloquent , parloit bien sa Langue ; sa voix étoit nette , perçante & harmonieuse ; il avoit l'œil vif & plein de feu : le titre de Docteur , qu'il avoit constamment mérité , & qu'il avoit soutenu avec un très-grand éclat , lui donnoit beaucoup d'autorité ; mais son plus grand avantage , & qui l'assûroit d'une victoire complète , étoit la mauvaise conduite de ses Adversaires , & la matiere abondante qu'elle fournissoit tous les jours à de justes reproches. Son dessein étant devenu public , on vint en foule l'entendre ; le fruit du Sermon fut beaucoup d'applaudissement au Prédicateur , & une grande indignation contre ceux qui recommandoient les Indulgences , & contre les Quêteurs. Si Martin Luther s'étoit abstenu d'invectives personnelles , s'il s'étoit borné aux seuls abus , l'irrégularité de son Entreprise n'auroit peut-être pas dû empêcher qu'on ne louât son zèle. Je parle de la sorte , parce que je suis persuadé que tous ceux qui ont des idées justes d'un Gouvernement sage , ne peuvent approuver les éclats , qui , même en guérissant un mal , produisent le trouble & la division ; je crois même ne rien hasarder en assûrant , qu'il n'est point d'Etat réglé où une conduite pareille à celle de Luther ne fût aujourd'hui désapprouvée & réprimée.

Caractère
de Luther.

Steidan.

Luther dans ses Prédications s'abandonna donc à son impétuosité ; il suivit son naturel dur & mordant , peut-être même alla-t-il plus loin qu'il n'eût voulu. Il lui échappa quantité de Propositions peu mesurées , qui donnerent occasion à ses Adversaires de rendre sa Foi suspecte , & de l'accuser d'attaquer le fond même de la Doctrine sous prétexte d'en cor-

Il commen-
ce à dogma-
tiser.

Cochlaus

riger les abus. Fier de ses succès, assuré de la protection de l'Electeur, d'ailleurs extrêmement plein de lui-même, & par-là incapable de reculer quand une fois il s'étoit avancé; il entreprit de justifier & de soutenir ses Propositions attaquées : il le fit dans une Thèse publique, où en quarrevingt-quinze Propositions, il exposa ce qu'il pensoit des Indulgences, de la Pénitence, du Purgatoire, de la Charité. Plusieurs de ces Propositions étoient manifestement contraires à la Doctrine alors communément reçue; il étoit impossible de les soutenir sans donner atteinte à quantité d'autres Articles à quoi étoient liés ceux que la Thèse attaquoit ouvertement : c'étoit donc à l'Auteur de ces Thèses une nécessité inévitable ou de se rétracter, ou d'attaquer tous les autres Articles avec lesquels ses Propositions ne pouvoient s'accorder; Luther prit ce dernier parti, sans s'effrayer des grandes suites qu'il pourroit avoir.

Conduite peu
ferme & peu
sage de Léon
X.

Léon X. fut averti de ces Disputes, & des commencemens de Division qu'elles produisirent. Cette affaire, dont ses exactions avoient été l'occasion, lui étoit en quelque sorte personnelle, & ne pouvoit manquer de lui être désagréable : pour n'être pas obligé de se condamner lui-même, & s'épargner des discussions odieuses, il prit le parti de la mépriser, & de la regarder comme une querelle excitée par la jalousie des Moines, qu'on appaiseroit quand on voudroit. Cette idée du Pontife, & sa négligence qu'elle produisit, furent la cause de tout le mal. Luther n'avoit pas encore pris la résolution de se séparer de l'Eglise; il avoit même publiquement déclaré qu'il consentoit d'être traité comme hérétique, s'il ne se soumettoit pas à la décision du Pape, dont l'autorité étoit encore généralement reconnue & respectée en Allemagne: il falloit donc que Léon X. évoquât promptement cette affaire à soi; qu'il imposât

*Hist. du
Luthéranisme.*

silence aux deux Parties ; qu'il condannât respectivement leurs erreurs avec les abus les plus marqués des Collecteurs : alors Luther , content de la condamnation de ses Adversaires , engagé d'ailleurs par sa promesse publique & solennelle , eût été obligé d'acquiescer à sa propre condamnation ; sans quoi ses Protecteurs l'eussent abandonné comme un fourbe , qui auroit promis ce qu'il n'auroit pas voulu tenir ; comme un opiniâtre qui résistoit à un Juge qu'il avoit lui-même reconnu , & dont l'équité & l'impartialité auroit été sensible par la condamnation des deux Parties.

A cette lenteur & à cette négligence le Pape ajoûta bien d'autres fautes : il chargea de cette affaire le Cardinal de Cajetan , qui avoit été Dominicain , & qui par-là ne pouvoit manquer d'être suspect à Luther & à ses Confreres , & de leur donner une juste occasion de l'accuser de partialité ; à quoi on peut ajoûter , que le caractère haut & impérieux de ce Cardinal le rendoit peu propre à cette Négociation , où il falloit gagner & adoucir Luther par des marques d'estime & de bien veillance , plutôt que de l'aigrir & de l'irriter par des reproches & des menaces. Ce Docteur ayant appelé au Pape de la Sentence de son Légat , on n'eut aucun égard à son Appel , qu'il avoit pourtant Droit de faire , & qui , s'il eût été reçu , auroit peut-être engagé Luther à aller le soutenir à Rome , où il auroit eu bien de la peine à se défendre des manieres persuasives & engageantes du Pape , à quoi peu de personnes résistoient quand il vouloit se donner la peine de les employer. Enfin , dans les condamnations qu'il jugea à propos de prononcer contre lui , il évita avec affectation de rien dire qui parût le moins du monde retomber sur les Adversaires de Luther & sur les abus qu'il avoit justement attaqués : au lieu que s'il les avoit notés comme ils méritoient certainement de l'être , il auroit

remédié au scandale, en montrant qu'il n'autorisoit point les abus, ni les Doctrines qu'on avoit avancées mal à propos pour les défendre; & peut-être que Luther se fût consolé de se voir seulement un peu plus maltraité que ses Adversaires.

Luther per-
sévere dans
ses sentimens
& se déclare
Chef de Par-
ti.

*Histoire du
Luthéranis-
me.*

Par toutes ces fautes Léon X. donna le temps à ce Docteur, plus remuant encore qu'il n'étoit habile, & le mit dans une espece de nécessité, eu égard à son caractère inflexible, de se mettre en état de résister à toute sa puissance; il en vint à bout; le silence du Pape sur les excès que ce Docteur avoit attaqués, passa pour une preuve constante que l'intérêt seul lui avoit dicté les condamnations dont il l'avoit frappé.

Ce ne fut pas assez pour Luther d'avoir décrié le Pape, qu'il regardoit comme son ennemi personnel; il étoit trop éclairé pour ne pas voir que les Successeurs de ce Pontife soutiendroient ses démarches, & qu'il seroit toujours pour eux un objet de malédiction: il décria la Papauté, & par ses invectives, reçues comme des Oracles, il la rendit aussi méprisée que jusqu'alors elle avoit été respectée. Afin de s'affranchir de plus en plus, & rendre le retour, la réconciliation de ses Disciples & de ses Protecteurs impossibles, ils fit passer pour des inventions des Papes & des additions criminelles à la Doctrine de JESUS-CHRIST, les Loix, les Usages, qu'il sçavoit être le plus à charge & dont l'abolition seroit bien reçue: ainsi la Confession, les Jeûnes, l'Abstinence, les Vœux Monastiques, furent décriés & abolis; les Biens Ecclésiastiques furent restitués à ceux dont les Ancêtres les avoient donnés, ou ils furent employés à d'autres usages.

C'est ce qu'on appella reformer l'Eglise, & réduire sa Doctrine & son Culte à l'ancienne pureté. Ces Changemens à la vérité ne se firent que peu à peu, & à mesure que le

nouveau Législateur revenoit de ses anciennes erreurs : ils se firent toutefois très-promptement ; & Léon X. en mourant eut le chagrin de voir une partie de l'Allemagne engagée dans la nouvelle Réforme , sans pouvoir espérer qu'elle y renonçât jamais ; & son chagrin devoit être d'autant plus grand , qu'il pouvoit justement se reprocher d'avoir été par son dérangement l'occasion de cette division , & d'avoir manqué de célérité & de soin à l'étouffer dès sa naissance.

Luther ne fut pas le seul qui s'éleva contre l'Eglise Romaine à l'occasion des Indulgences de Léon X. Ulric Zwingle fit à peu près dans la Suisse ce que Luther faisoit dans la Saxe : il le fit pourtant avec beaucoup moins d'éclat , puisque toute l'attention se tourna du côté de la Saxe , & que pendant plusieurs années on laissa Zwingle dogmatiser tranquillement. Les succès de Luther auroient bien dû inspirer une autre conduite ; mais le caractère du Pontife étoit de ne s'appliquer qu'aux affaires éclatantes , & il avoit beaucoup plus de goût pour les Négociations politiques que pour les affaires Ecclésiastiques. Il est pourtant vrai , qu'il parut prendre à cœur l'affaire de Luther , lorsqu'il vit qu'elle devenoit plus sérieuse qu'il n'avoit pensé : mais il n'étoit plus temps ; ce Docteur & son Protecteur étoient trop engagés pour reculer : tous les efforts furent inutiles , & ne firent qu'aggraver le mal , manque de précautions & de ménagemens raisonnables dont il auroit dû les accompagner.

Ces affaires embarrassantes & si fâcheuses ne l'empêchèrent pas de recevoir avec beaucoup de satisfaction les sommes considérables d'argent que la publication des Indulgences lui produisit de toutes parts. Il en usa selon sa coutume , c'est-à-dire qu'il les dissipa bien vite , & qu'il continua à vivre dans le luxe , dans la dissipation & dans la mollesse. Ces abus qu'on ne pouvoit ignorer , ne disposèrent pas

*Hist. du
Luthéranisme*

*Paul-Jov.
Guichardin.*

la Saxe à bien recevoir la Bulle de condamnation qu'il prononça contre Luther le 15 Juin 1520.

*Abrégé des
Sentimens de
Luther.*

Quoique le Luthéranisme soit fort connu , je me flatte qu'un Abrégé exact de cette Doctrina ne déplaira pas. Ce fameux Docteur ne s'est jamais inscrit en faux contre les Propositions qu'on lui a attribuées ; il n'a jamais prétendu éluder les condamnations qu'on en a faites ; il s'est toujours exprimé sans déguisement, sans ménagement : ainsi , on doit être assuré qu'on ne lui en imposera point. Pour mettre quelque ordre à cet Abrégé , je le commencerai par ce que ce Religieux avoit enseigné avant sa condamnation, & j'y ajouterai ce qu'il jugea à propos d'enseigner depuis : de cette espèce de suite & de progrès il sera aisé de conclure , que les Points de la Doctrine Catholique sont tellement liés ensemble, qu'il est presque impossible de n'en attaquer qu'un seul.

*Labbe,
Concil.
Tom. 14.*

C'est une hérésie commune , disoit ce Docteur , de prétendre que les Sacremens de la nouvelle Loi conferent la Grace justificante à ceux qui n'y mettent point d'obstacles. Nier que le péché demeure dans un Enfant après le Baptême , c'est fouler aux pieds JESUS-CHRIST. Le foyer du péché , même sans péché actuel , suffit pour fermer l'entrée du Ciel. La crainte que produit nécessairement la Charité imparfaite d'un Mourant , fait seule la peine du Purgatoire. La division de la Pénitence en Contrition , Confession , Satisfaction , n'est fondée ni sur l'Ecriture , ni sur l'autorité des anciens Auteurs : cette Contrition qu'on conçoit par la vue détaillée de ses désordres , par la méditation des Biens dont ils privent , des Supplices dont ils rendent dignes , ne sert qu'à rendre l'homme hypocrite & plus grand pécheur : ce qu'on peut dire de mieux sur la Contrition , est que la nouvelle Vie est la meilleure & la souveraine Pénitence. Dans la primitive Eglise on ne confessoit que les péchés

chés mortels manifestes ; vouloir confesser tous ses péchés , c'est vouloir ne rien laisser à pardonner à la miséricorde de Dieu. Pour que les péchés soient remis , il faut croire qu'ils le sont ; c'est cette croyance seule qui les remet ; la Remission , le don de la Grace , ne suffisent pas : cette croyance a son effet indépendamment de la Contrition & de l'Intention de celui qui absout. Tout Chrétien , même une femme & un enfant , peuvent au défaut d'un Prêtre , donner l'Absolution. L'unique disposition à la participation de l'Eucharistie , est la croyance ou la confiance qu'on y recevra la Grace. Les Mérites de JESUS-CHRIST , & ceux des Saints , ne sont point le Trésor des Indulgences ; ces Indulgences sont de pieuses tromperies , des Dispenses de bonnes-œuvres : elles sont permises , mais elles ne conviennent pas ; c'est se tromper que de les croire salutaires & utiles aux Morts & aux Vivans. Les Excommunications ne sont que des peines extérieures ; il faut apprendre aux Chrétiens à les aimer plutôt qu'à les craindre. Saint Pierre n'a pas été établi par J. C. son Vicaire dans toutes les Eglises du Monde. Il n'est pas au pouvoir de l'Eglise & du Pape d'établir des Articles de Foi , ni même des Loix touchant les Mœurs & les Bonnes-œuvres. Il y a des voyes pour contredire librement les Actes des Conciles , juger de leurs Décrets , & soutenir avec confiance ce qu'on croit véritable , soit qu'un Concile l'ait approuvé ou qu'il l'ait rejeté. Quelques Articles de Jean Hus condamnés au Concile de Constance , sont très-vrais & tout-à-fait Evangéliques. Le juste pèche dans toutes ses bonnes-œuvres ; toute bonne-œuvre est au moins un péché véniel ; les plus Saints ne sont pas assurés qu'ils n'offensent pas toujours Dieu mortellement. Brûler les Hérétiques , c'est agir contre la volonté de l'Esprit Saint. Combattre les Turcs , c'est aller contre les ordres de la Providence divine. On ne peut prouver le Purgatoire par l'Ecriture Sainte. Les

Ames en Purgatoire péchent continuellement tandis qu'elles cherchent le repos & qu'elles ont horreur des peines ; quand elles sont délivrées par les Suffrages des Vivans , elles ne jouissent pas d'un bonheur si parfait que si elles avoient satisfait par elles-mêmes.

Remarques
sur cette
Doctrine.

Quoique mon intention ne soit pas de rien décider sur ces matieres , & que le peu d'usage que j'en ai me le défende , je ne puis pourtant m'empêcher d'observer , que dans plusieurs de ces Propositions avancées contre la Doctrine commune , on voit une grande confiance en ses propres lumieres , un air décisif que la modestie ne permet pas à un Particulier ; sur-tout une extrême hardiesse à donner de foibles conjectures pour des Vérités constantes , & à publier des sentimens encore mal digérés. Je puis même dire , que plusieurs de ces Propositions ne paroissent guères raisonnables : par exemple , si c'est aller contre la Providence que de résister aux Turcs , ne sera-ce pas pécher contre la même Providence que de combattre les Chrétiens , puisque Dieu peut se servir d'eux comme des Turcs pour visiter les iniquités de son peuple ? Qui pourra croire qu'un prisonnier justement enfermé , péche précisément parce qu'il souhaite la liberté ? Si l'existence du Purgatoire n'est pas décidée dans l'Ecriture , où est-il décidé que la peine qu'on y souffre n'est rien autre chose que la crainte , ou , ce qui revient au même , l'incertitude de son Sort ? Si les Indulgences sont de pieuses tromperies & des Dispenses de bonnes-œuvres , comment peuvent-elles être du nombre des choses qui sont permises , quoiqu'elles ne conviennent pas ? Si les Excommunications sont des peines extérieures , pourquoi ne faut-il pas les craindre , pourquoi faut-il les aimer ? Si on peut soutenir , malgré la décision d'un Concile , ce qui semble véritable , comment y a-t-il péché & hérésie à penser le contraire de ce qu'un Concile a décidé ?

Elle est
condamnée.
*Hist. du
Luthéranisme.*

On dit que Luther fut étonné de sa condamnation : pouvoit-il ne pas s'y attendre ? Ou bien ignoroit-il que ses sentimens étoient opposés à la Doctrine commune ; qu'il étoit impossible que ceux qui la suivoient , ne s'élevassent pas contre lui ? Aussi sa condamnation fut reçue avec applaudissement & avec respect par tout ailleurs que dans la Saxe & dans quelque coin de la Bohême & de la Suisse. Cette condamnation avoit été précédée & fut suivie de la Censure de la plûpart des Universités , qui à parler humainement , valaient bien celle de Wittemberg : ce qui est de certain , c'est qu'au lieu de se soumettre , il continua de soutenir les Propositions condamnées , & y en ajouta beaucoup d'autres qui ne pouvoient manquer d'avoir le même sort ; on les peut voir dans son Livre de la Captivité de Babylone. Il y rejette absolument les Indulgences : la Papauté est le Royaume de Babylone & de l'Ante-Christ : il n'y a que trois Sacremens : la Communion sous les deux Espèces est de Droit divin : la Pénitence est dégénérée en tyrannie : les Vœux sont contre la liberté Evangélique , par conséquent nuls : tous les Sacremens peuvent indifféremment être administrés par tout Fidèle ; il convient toutesfois que cette Fonction soit réservée aux Anciens. Les Cérémonies , les Prières de la Messe peuvent être bonnes , mais elles ne conviennent pas ; on est libre d'admettre ou de rejeter la transubstantiation ; l'Ecriture Sainte est l'unique Règle de Foi. Il auroit voulu attaquer la Présence réelle ; mais il manqua de moyens de le faire. On me feroit grand plaisir , disoit-il , en écrivant aux Habitans de Strasbourg , de me fournir quelque bon moyen de la nier , rien ne me feroit plus avantageux dans le dessein où je suis de nuire à la Papauté. En un mot , il dit & il fit tout ce qu'il voulut , sans qu'aucun de ses Disciples eût même la pensée de le contredire ou de le blâmer en quoi que ce soit. Cependant la ma-

niere emportée , insultante , brutale même , dont il traita dans ses Réponses & dans ses autres Ecrits , les Personnes les plus respectables , ne pouvoit guères se tolérer , bien moins encore s'excuser : qu'on lise sans prévention la plupart de ses Livres , on verra que la passion les a dictés , & que le fiel & l'amertume qu'il y a répandus sans ménagement , devoient naturellement faire tort aux Vérités qu'il prétendoit enseigner. Parloit-il en Apôtre , quand il disoit : j'attends pour comparoître à Rome que je sois suivi de vingt mille hommes de pied & de cinq mille chevaux , alors je me ferai croire ? Parloit-il en Apôtre , quand il disoit , qu'il étoit permis à ceux de son Parti de prendre les Armes contre l'Empereur ; & que ceux qui les prendroient pour ce Prince , seroient infailliblement damnés ? Parloit-il même en homme raisonnable , quand il disoit à Léon X. oüi , tout ce que vous condamnez , je l'approuve ; tout ce que vous approuvez , je le condamne ; voilà ma Rétractation , en voulez-vous davantage ? Est-il rien de plus absurde que son Dialogue avec le Diable , dont le fruit fut l'abolition des Messes privées ? Je n'ai garde d'adopter ce qu'un zèle passionné a fait dire contre cet Ennemi de l'Eglise Romaine ; il avoit de l'esprit ; il étoit sçavant ; il étoit même réglé dans ses Mœurs : mais je crois pouvoir dire , que de tous ceux qui ont formé la même entreprise , il étoit le moins propre à réussir , à cause de son impétuosité & de sa violence. Qu'on le compare à Calvin , quelle différence n'y trouvera-t-on pas ?

*Hist. du
Lutheranisme.*

*Sleidan.
Cochleus.*

Mesures du
Pape pour le
faire obéir.

Léon X. n'étoit pas tellement abfurdé dans ses plaisirs & occupé de ses grands projets , qu'il ne fût extrêmement sensible au peu de succès qu'avoit eu sa Bulle , & à la hardiesse de Luther , qui en la brûlant avec les Décrétales de Gratien , l'avoit fait servir de représailles au traitement qu'on avoit fait à ses Livres. Pour arrêter & pour punir ces ex-

cès, le Pape eut recours aux Puissances séculières ; il envoya pour Nonce en Allemagne , Jérôme Aleandre , homme d'un tout autre mérite que Cajetan & Miltiz , qui l'avoient précédé dans cette commission : ses ordres étoient de voir l'Electeur de Saxe & de l'engager à cesser de protéger Luther , & d'animer les autres Princes , sur-tout Charles d'Autriche nouvellement élu Empereur , à embrasser la défense de l'Eglise. L'Electeur tint ferme contre les sollicitations réitérées , & malgré les protestations générales d'obéissance à l'Eglise , il fit clairement entendre qu'il n'abandonneroit point son Docteur. Le Nonce fut dédommagé de ce peu de succès , par l'ardeur qu'il inspira aux autres Princes ; tous promirent d'employer leur puissance contre le Chef & les Partisans de la nouvelle Réforme. Charles V. commença par faire brûler les Livres du Réformateur ; il indiqua une Diette à Worms pour terminer cette affaire : elle se tint au jour marqué. Aleandre y fut entendu : il entreprit de dissiper les préjugés où l'on étoit alors en Allemagne , que ce qu'on appelloit l'intérêt essentiel de la Religion , n'étoit qu'une affaire personnelle du Pape : il y réussit , en montrant que la nouvelle Doctrine attaquoit le fond même de la Religion ; qu'elle détruisoit toute autorité spirituelle , même celle des Conciles ; que ses Principes alloient à produire autant de Religions qu'il y auroit de nouveaux Docteurs , qui tous avec autant de Droit que Luther , croiroient avoir trouvé le vrai sens de l'Ecriture ; qu'en ayant la liberté & introduisant à sa place une insurmontable nécessité , elle autorisoit le libertinage & excusoit les plus grands excès ; que l'efficace des Sacremens étoit anéantie , puisqu'on soutenoit qu'ils ne produisent point la Grace ; qu'on détruisoit presque toutes les Loix humaines , en établissant qu'il n'y avoit de vrais Commandemens que ceux qui étoient clairement contenus dans l'Evangile ; qu'on déclaroit nuls

*Hist. du
Luthéranisme.*

les Engagemens les plus solennels pris avec Dieu ; qu'enfin cette Doctrine étoit propre à jeter tout le monde dans une effroyable confusion , où il seroit sans Loix , sans Hiérarchie , sans subordination , sans obéissance , ni à l'Eglise , ni aux Princes , ni à Dieu même ; puisque dans ce nouveau Systême , il nous commande ce qu'il nous est impossible d'exécuter.

Diette de
Worms.

La délibération de la Diette , éclairée & persuadée par le Discours du Nonce , fut telle qu'il pouvoit la souhaiter : tous convinrent , & même l'Electeur de Saxe , qu'il falloit abolir cette Doctrine pernicieuse. Cet Electeur pourtant , afin au moins de suspendre le coup qu'il voyoit inévitable , représenta qu'il se pouvoit faire qu'on attribuât à Luther des Livres qui n'étoient point de lui ; que l'équité paroïssoit demander qu'on l'entendît pour sçavoir au moins de lui-même , si ces Livres étoient de lui & s'il soutenoit les Propositions qu'on y reprenoit. Quoique ce doute de l'Electeur fût affecté , & qu'il allât contre la notoriété publique , la grande considération qu'on avoit pour lui , & qu'il méritoit par tant d'autres endroits , fit qu'on eut égard à cette représentation. Luther eut ordre de se rendre à Worms : on lui envoya un Sauf-Conduit en bonne forme , à condition néanmoins qu'il ne prêcheroit point sur sa route & qu'il ne publieroit aucun Ecrit. Il vint , & fut assez hardi pour prêcher à Erford à son ordinaire , c'est-à-dire , sans aucun ménagement , contre la Personne , la Doctrine & les Décrets des Papes.

Luther y
est écouté.

Le lendemain de son arrivée , qui fut un peu trop magnifique pour un simple Religieux , qui déclamoit avec tant de zèle contre le luxe des Prélats , il fut introduit à la Diette. Il avoua , il reconnut ses Livres ; & il pria qu'on lui donnât du temps pour se déterminer sur la rétractation qu'on exigeoit de lui : on lui accorda un jour. Ce terme étant expiré , il déclara distinctement qu'il ne croyoit pas pouvoir en conscience rétracter aucune des Propositions qu'il

avoit avancées , soit en attaquant la Doctrine des Papes , soit en défendant la sienne ; qu'il ne reconnoissoit pour Juge aucun homme ni aucune Assemblée humaine ; que l'unique Règle de ses sentimens étoit la pure Parole de Dieu , & qu'il ne se rétracteroit point qu'on ne lui montrât clairement qu'elle le condamnoit. Je crois qu'on auroit peine à imaginer ce qu'il eût répondu , si après une déclaration si formelle de ne reconnoître point d'autre Juge que la Parole de Dieu , on lui eût demandé ce qu'il avoit prétendu , en appelant au futur Concile de la Bulle qui l'avoit condamné.

Cette fermeté inflexible de Luther choqua le grand nombre des Membres de la Diette , ils la regarderent comme une obstination punissable : on délibéra même si on ne l'arrêteroient pas malgré le Sauf-Conduit ; & apparemment qu'on l'eût fait , si on avoit sçu qu'il avoit violé la condition sous laquelle on le lui avoit accordé. Toutesfois le ressentiment se termina à lui donner ordre de se retirer avec les mêmes sûretés & précautions qu'on lui avoit données , & qu'on avoit prises en le faisant venir. Son Protecteur , qui sçavoit qu'on ne manqueroit pas de sévir contre lui & contre sa Doctrine , le fit enlever sur la route & cacher dans une Forteresse , afin de le sauver , sans paroître contrevenir au Décret Impérial qui devoit mettre , & qui mit en effet un mois après ce Docteur au Ban de l'Empire.

Il y est condamné.

Cet Edit de Charles V. quoique porté du consentement de la Diette , où il avoit été lû & approuvé , ne fut guères plus efficace que la Bulle de Léon X. Luther dans sa Rétraite continua d'attaquer & de se défendre ; il enchérit même sur ce qu'il avoit déjà fait , & presque chaque jour il publioit de nouvelles découvertes tantôt contre l'Episcopat , tantôt contre l'inutilité des bonnes-œuvres. La Censure de l'Université de Paris suivit de près l'Edit Impérial : elle étoit rigoureuse & ne ménageoit aucunement le Docteur de

Il publie une foule d'Ecrits.

Wittemberg ; & elle lui dut être d'autant plus mortifiante qu'il avoit beaucoup loué cette Université , & qu'il l'avoit prise pour Juge. Il n'y eût aucun égard & la traita presque aussi mal que les Bulles du Pape : voici le titre de sa Réponse : *Apologie de Luther contre le Décret furieux des petits Théologiens de Paris*. Henry VIII. Roi d'Angleterre ne fut pas plus respecté que ses autres Adversaires ; les plus légères des injures qu'il dit à ce Prince , c'est qu'il étoit *plus insensé que la folie , & pour le moins aussi stupide que la stupidité*. Ce concert de l'Univers à attaquer Luther , l'inépuisable fécondité de ce Docteur à accabler d'injures tous ceux qui l'attaquoient , durent consoler Léon X. du peu de succès de ses efforts , & de la manière insultante dont il avoit été personnellement traité.

Intrigues politiques de
Léon X.

Paul-Jove.
Guichard.
Meyerai.
Daniel.

Ce Pontife , pour se distraire de ces chagrins inquiétans , ou plutôt suivant le génie qu'il avoit pour les intrigues de la Politique , s'y livra le reste de sa vie , qui fut bien moins longue qu'il ne devoit naturellement s'y attendre ; il ne les avoit pas même interrompues pendant ces Combats avec Luther. La prétention à l'Empire des deux plus puissans Princes de l'Europe , François I. & Charles d'Autriche , attira son attention ; il n'eût voulu ni de l'un ni de l'autre , parce que leur trop grande puissance le faisoit trembler pour la liberté de l'Italie , & en particulier pour l'Etat Ecclésiastique. François I. lui paroissoit le plus redoutable ; & il ne se consola de l'Élection du Roi d'Espagne , que parce qu'il l'avoit emporté sur le Roi de France : ses vûes étoient de donner à ce dernier assez d'occupation dans ses Etats , pour qu'il ne pensât point à troubler le repos de l'Italie par de nouvelles Conquêtes ; pour cela il traversa autant qu'il le put , ses Négociations avec l'Angleterre. Ces deux Monarques s'unirent cependant , à ce qu'il parut , fort étroitement : le motif de leur union fut leur jalousie de la grande puissance ;

fance , que la Couronne Impériale jointe à celle d'Espagne & à tant d'autres Etats , donnoit à Charles d'Autriche. Le Pape entra dans leur sentiment; & quelque besoin qu'il eût du nouvel Empereur, afin d'arrêter les progrès du Luthéranisme, il parut balancer quelque temps s'il ne feroit pas valloir certain Décret de ses Prédécesseurs, qui défendoit l'union de l'Empire & de la Couronne de Naples, pour refuser à ce Prince l'Investiture de ce Royaume : intimidé pourtant par quelque menace, & gagné par sept mille écus qu'on s'obligea de lui payer chaque année, il se détermina bien vite à l'accorder, même avec de nouveaux privilèges.

A peine eut-il satisfait aux desirs de l'Empereur; qu'il entra dans une Négociation avec le Roi de France. Il convint de l'aider à conquérir le Royaume de Naples dont il yenoit de donner l'investiture : les conditions étoient que cette Conquête seroit pour le second fils de François I^{er}; que ce Prince en attendant sa Majorité (car il n'avoit encore qu'un an) seroit sous la tutelle d'un Cardinal Légat; que tout ce qu'il y avoit de Pays entre les Provinces d'Umbrie, de Spolete & d'Ancone, & la Riviere de Gariglan, seroit réuni à l'Etat Ecclésiastique. Mezerai dit avec plus de vraisemblance, qu'on devoit les ériger en Principauté pour un des Neveux du Pape.

Quoi qu'il en soit, ce Traité ne fut point signé, & Léon X. n'attendit pas trois mois pour en faire un autre avec l'Empereur. En voici les principaux Articles : le Pape & l'Empereur devoient unir leurs Forces pour chasser les François du Milanès : Parme & Plaifance, occupées par les François, seroient rendues au Pape : les Habitans du Duché de Milan ne pourroient se fournir de Sel qu'à Cervia, ville de l'Etat Ecclésiastique; outre cela l'Empereur s'obligeoit encore à aider le Pape à conquérir Ferrare, à augmenter la Redevance pour le Royaume de Naples, à protéger la Maison

Mézerai;

Il s'unit avec
Charles V.
contre la
France.
Paul-Jove.

de Médecis , à donner au Cardinal de ce nom une pension de dix mille ducats sur l'Archevêché de Tolède , & à donner à un Bâtard de cette Maison dans le Royaume de Naples une Principauté de dix mille ducats de revenu. Il est visible que ce Traité étoit infiniment avantageux au Pape & à sa Famille , & que l'Empereur achetoit bien cher son Alliance : mais outre que dans la suite il devoit être le maître d'exécuter les conditions de ce Traité , le grand intérêt qu'il avoit à éloigner les François de l'Italie , pour s'assurer le Royaume de Naples , lui rendoit cette Alliance absolument nécessaire , & beaucoup plus avantageuse qu'elle ne paroïssoit.

Il fait la
Guerre à cet-
te Couronne.
Meyerai.
Paul. Jove.

Le Pape ne se déclara pas si-tôt ; il attendit quelque occasion favorable , qui ne tarda pas à s'offrir ; lui-même la fit naître. Ceux qui gouvernerent le Duché de Milan au nom de François I. le firent avec beaucoup de dureté & de hauteur : on ne parloit que de Prisons , d'Exil & de Confiscation de biens. Jérôme de Moroné , qu'on avoit tant d'intérêt de ménager pour ses qualités personnelles & à cause des grands services qu'il avoit autrefois rendu , fut du nombre des Exilés. Le Pape & l'Empereur qui sçavoient ce qu'il valoit , le mirent en œuvre ; on lui compta dix mille écus : avec ce secours il leva trois mille hommes , à dessein de surprendre Crémone ; & les autres Exilés , pour le seconder , s'assemblerent à Reggio , sur les Terres de l'Eglise. Lescun qui gouvernoit le Milanès en l'absence de Lautrec son frere , fut averti de ces mouvemens ; il entra à main armée sur le Territoire de Reggio pour dissiper ces Révoltés. Léon X. s'en plaignit hautement , rejetta toute excuse , & prit ce prétexte pour se déclarer : il fit aussi-tôt partir ses Galeres pour aller joindre les Vaisseaux Espagnols & les aider à se saisir de Gênes à la faveur des intelligences que Moroné y avoit ménagées : l'Armée de terre joignit aussi les Trou-

pès Espagnoles , & s'avança vers le Milanès sous les ordres du Cardinal de Medicis.

Les commencemens de cette Guerre ne furent pas aussi heureux qu'on l'avoit espéré : l'Entreprise sur Gènes manqua , par l'habileté & la vigilance de Fregose , Partisan de la France ; on fut obligé de lever le Siège de Parme , & il ne tint qu'à Lautrec de défaire l'armée confédérée. Divers accidens & diverses manéges ruinerent l'Armée Françoisë & fortifierent celle de leurs Ennemis ; ils devinrent maîtres de la campagne , s'emparèrent de plusieurs Villes considérables ; ils surprirent même Milan. Tant & de si grands succès causèrent au Pape une joie si excessive , qu'il mourut peu de jours après les avoir appris. Quelques-uns ont prétendu qu'on l'avoit empoisonné : on peut voir dans la nouvelle Histoire des Papes * une espèce de Dissertation , où il est démontré physiquement que ce Pape ne mourut pas de plaisir. De quelque maniere qu'il soit mort , ce fut le premier de Décembre 1521 qu'il expira , âgé seulement de quarante-quatre ans , après avoir rempli la Chaire de Saint Pierre huit ans , huit mois & vingt jours.

Si Léon X. n'avoit été que Prince séculier , son Règne auroit été glorieux , & la maniere dont il a vécu n'auroit pas été capable de le flétrir. Le succès de ses différentes Négociations , presque toujours utiles à son Etat & à sa Famille ; son adresse à détourner François I. de la Conquête du Royaume de Naples ; son habileté à terminer avec ce Prince des querelles invétérées ; sa souplesse à pencher tantôt de son côté , tantôt du côté de ses Ennemis , pour ne s'attacher qu'à celui qui lui feroit de plus grands Avantages ; avant tout cela son coup d'essai , qui fit perdre à Louis XII. le Milanès , dont il tenoit déjà la plus grande partie , sont assurément des traits que des yeux politiques ne peuvent regarder sans les estimer. Car enfin , quoi qu'on

Sa mort.

* Tom. 4.
Pag. 4.

Réflexion
sur sa Vie.

Paul Jové,
Guichard.

* M ij

puisse dire de cette souplesse, de cette dissimulation, de ces variations, qu'elles ressemblent fort à ce qu'on appelle duplicité, infidélité, perfidie même; il sera toujours constant qu'il n'est guères possible de gouverner un Etat aussi uniment & aussi simplement qu'une Famille: j'ose même dire que si la Politique étoit un crime, il faudroit avouer que c'est un crime nécessaire.

Mais en même temps qu'il étoit Prince, il étoit Successeur de Saint Pierre & Chef de l'Eglise. A la vérité ce titre n'exclut pas les Vertus civiles & politiques; mais il en demande beaucoup d'autres: il change même en vices scandaleux ce qui seroit tolérable & ce qu'on a coutume de pardonner dans les autres conditions. Léon X. parut toujours ignorer cette différence: il vécut en Prince & ne vécut point du tout en Pape; il deshonora sa Dignité, il en abusa; & ce qui est encore plus fâcheux, il négligea de remédier aux maux que ses abus causerent. De la Piété, du goût pour la Religion, une idée distincte des grandes obligations qu'il avoit à remplir, auroient réprimé le penchant qu'il avoit pour le luxe & pour l'amusement, & sanctifiant ses talens naturels, en auroient fait un grand homme en tout sens; du moins n'auroit-il pas perdu sur le Siège Apostolique les Vertus qu'il y avoit porté. Quoique je parle de la sorte, je ne prétends pas qu'il ait été absolument sans Piété & sans Religion, comme ses Ennemis ont voulu le faire croire, en lui attribuant d'avoir traité de Fable la Religion Chrétienne, d'avoir nié l'Immortalité de l'Âme. Ceux qui rapportent ces faits sont trop suspects, pour qu'on les en croye sur leur parole; & je ne puis m'empêcher de dire qu'il seroit extrêmement à souhaiter qu'on ne connût les sentimens extraordinaires de Luther, que par le témoignage de Léon X. comme on ne connoît ceux de Léon X. que par le témoignage de Luther.

Luther
Comm. sur
la Genèse.



T A B L E

D E S M A T I E R E S.

*Cette *, qui précède les chiffres, marque que l'article est extrait des Vies des Papes Alexandre VI. & Leon X.*

A

- A**BBAYES, voyez Papes & Souverains.
Abbés, par qui leur élection se faisoit autrefois, 44. Voyez Evêques.
Abiathar, Grand-Prêtre, voyez Salomon.
Abus, le plus grand de tous, 305. 306.
ADRIEN I. Pape, 88. 95.
ADRIEN II. Pape, ses manieres impérieuses, 105. & suiv.
ADRIEN IV. Pape. Sa mort, 168. Autorisation de sa donation à Henri II. Roi d'Angleterre, 358.
ADRIEN VI. Pape, résultat du Discours de son Légat à la Diète de Nuremberg, 454. Sa réplique à la réponse de la Diète, 456. 457. Comment il auroit dû répondre aux Griets des Princes Allemands, 459. 460.
Albert (l'Archiduc), Roi des Romains, se soumet au Pape, 270.
Albert, Archevêque de Mayence, * 73.
Albornos (le Cardinal) manque d'être Pape, * 43.
Albret (Charlotte d'), son mariage, * 27.
Albret (le Cardinal d') beau-frere du Duc de Valentinois, * 30.
Alexandre (Jérôme), Nonce en Allemagne, est dédommagé de son peu de succès auprès de l'Electeur de Saxe, * 85. Substance de son Discours à la Diète de Worms, 85. 86.
Alexandre parvient à conquérir la Perse, 176.
ALEXANDRE III. Pape, pose pour maxime que le Pape doit avoir le gouvernement de toutes les Eglises, 142. Son élection est disputée, 168. Il se réfugie en France, 169. Sa réponse haute sur l'accommodement proposé, 169. Son Decret contre les Juifs, 173.

ALEXANDRE IV. Pape, ses tentatives pour déposséder Mainfroi, usurpateur de la Sicile, 207. & *suiv.*

ALEXANDRE V. 398. reconnu Pape presque universellement, 399.

ALEXANDRE VI. Pape. Sa naissance, 3. Raisons de douter si son élection a été simoniaque, 4. 5. Son élection est applaudie, 5. 6. Ses heureux commencemens, 6. Il fait expédier une Bulle, par laquelle il donne au Roi d'Espagne les Pays découverts dans les Indes, 6. Source de ses désordres, 7. Soin qu'il prend de ses enfans naturels, 7. Ses débauches ne sont pas tout-à-fait prouvées, 7. 8. Sa passion & son amour excessif pour sa fille, 9. Il fait assassiner le Prince de Tarente son Gendre, 10. ne pense qu'à aggrandir ses enfans, 10. Raisons qui le déterminent à détourner le Roi de France de la Conquête de Naples, qu'il lui avoit inspirée, 12. 13. Il traite avec l'Empereur des Turcs, 13. est le principal moteur de la ligue contre Charles VIII. 15. attaque les Barons Romains, 15. commence par les Ursins; est battu, 16. tente en vain de faire son fils aîné Duc de Bénévent, 16. Son affliction à la mort de son fils aîné, 17. Son injustice & sa perfidie, 18. 19. L'odieux que l'affaire de Savonarolle répand sur lui, 20. 21. Tout ce qu'il a fait en qualité de Chef de l'Eglise, 23. 24. Il se déclare contre le Roi de Naples, 25. Traite avec Louis XII. 26. Moyens qu'il emploie pour avoir de l'argent, 27. Il ruine les Colonnes, 29. fait périr presque tous les Ursins, 29. s'empare du Duché d'Urbain, 30. Sa vaine tentative pour surprendre le Cardinal de *Saint Pierre aux Liens*, 30. Ses désordres, 31. Sa cruauté contre son beau-fils, 32. Son zèle apparent pour le nom Chrétien, 33. Profit qu'il en retire, 33. Son ingratitude à l'égard de Louis XII. 33. Il empêche le transport des bleds que les François avoient achetés, 34. 35. s'unit aux Espagnols, 35. se réconcilie & traite avec Louis XII. 35. tente en vain de faire périr le dernier des Ursins, 35. 36. Relations différentes de sa mort, 36.—38. Réflexions sur ces relations, 38. 39. Il est le premier qui ait donné dispense d'épouser les deux sœurs l'une après l'autre, 39. 40. Son portrait, 3. 40. 41.

ALFONSE, Roi de Castille, élu Empereur; son démêlé avec le Pape; ses marques de soumission au Pape, 360. Sa plainte à Clément VI. 360. Il donne ordre à Clément VIII. de se déposer, 405.

ALFONSE II. Roi de Naples, * 10. 12. 16.

Alienor, épouse de Louis VII. est répudiée, 161. Elle se remarie à Henri, Roi d'Angleterre, 161.

Amboise (le Cardinal d') médiateur entre Louis XII. & Alexandre VI. * 35.

Ambroise (S.) choisi Evêque de Milan, 27.

Anagni, ses Habitans chassent les François, & délivrent le Pape de leurs mains, 276.

Anselin, Evêque de Laon, est renfermé, 126. élargi; sa trahison, 126.

Ancone (le Cardinal d') voyez *Prat* (du)

ANDRONIC, Empereur, 259.

Angeüse, Archevêque de Sens, est nommé par le Pape Primat des Gaules, 109. & *suiv.*

Anjou (Charles d') accepte le Royaume de Sicile, 208. passe à Rome, y est déclaré Sénateur, 209. est couronné avec conditions, 209. & *suiv.* Voyez *CHARLES*, Roi de Sicile.

Annales (les) il seroit à souhaiter qu'on en eût fait un article du *Concordat*, 432. Quoiqu'elles ne soient pas dûes, ce n'est pas un crime de les payer, 467.

Apôtres (les) S'ils étoient exempts des Loix imposées à toutes les Nations, 30. Ils ont communiqué aux *Evêques* la puissance qu'ils avoient reçue de Jesus-Christ, pour former & gouverner l'Eglise, 57. 58. Pourquoi ils parlent tous en maîtres, 75. & *suiv.* Gouvernement auquel se bornent tous pouvoirs qu'ils ont reçus de Jesus-Christ, 112. & *suiv.*

Appel au futur Concile sous Boniface VIII. Sa cause, 275. Il est juste ; nécessaire, & de droit naturel, 288. Conditions requises pour sa validité, 290.—292. Comment regardé en France, 278. Ce qui y a donné lieu, 296. 297. *Quid* de ceux qu'on s'est mis en possession de faire en France, 296. 297. Avoir recours à cet Appel, c'est compromettre ses droits & les rendre litigieux, 297.—299. *Quid*, quant aux usages où se sont maintenues les Eglises de France, 299. Voyez *PHILIPPE le Bel. Souverains.*

Appels comme d'abus, leur origine, 342. Leur utilité & effet, 344. Ils sont bien établis & auroient toujours dû l'être, 345. Ils ont été condamnés, & défendus par la Cour, mais approuvés par les Parlemens, 468. Voyez *Souverains.*

Appels & Procédures en matiere Ecclésiastique, leur ordre, 295. 296.

Appellations à l'Eglise de Rome, leur origine ou autorisation, 61. Peu fréquentes, 62. Leur effet, 62. 63. regardées comme des innovations, 83. 84. Voyez *Evêques.*

Aquitaine (Guillaume Duc d'), 135.

Arcade, fils de l'Empereur Théodose le Grand, 71.

Aribon, Archevêque de Mayence, 130.

Arius, pourquoi condamné au Concile de Nicée, 469.

Arnould, Archevêque de Reims, est jugé indigne de l'Episcopat, & enfermé, 126. est rétabli, 127.

Assemblée des Comprovinciaux. Raison de l'établissement & pouvoir de ce Tribunal, 13. & *suiv.* Si elle peut prononcer sur la *Foi* & la *Discipline*, 13. Ce qui la rend légitime & autorise ses réglemens & décisions, 13. 14.

Assemblée des Evêques, sur le culte des Images ; le résultat, 95. C'est le Tribunal souverain des Evêques, 292. Fausseté des raisons qui prouvent la prétendue inutilité de ces Assemblées, 292.—295.

Assemblée de Bourges, ce qui y fut réglé, 410.

ASTOLPHE, Roi des Lombards, 72. est obligé d'abandonner à l'Eglise de Rome ses conquêtes, 86.

Aubert (Etienne) Evêque d'Ostie, élu Pape, 362. Voyez *INNOCENT VI.*

AUGUSTE, Empereur, 23.

Augustin d'Ancone, abrégé de son Traité de la puissance Ecclésiastique ; 322. 323.

Augustins de Saxe (les) ; leurs disputes avec les Dominicains , 440. 441.
 * 73. 74.
Avocats , voyez *Consultation* des Avocats , &c.
Autels privilégiés , sont d'une invention nouvelle , 448.

B

B*AGLIONE* , * 66. chasse le Duc de Valentinois de la Romagne , en est chassé lui-même , 33.
BAJAZET , Empereur des Turcs , * 13.
Bâle , juste raisonnement de ses Habitans dans leur déclaration en faveur de Louis de Baviere , 359. 360.
Bananius , voyez *Salomon*.
Barman , (Guillaume) est nommé à l'Evêché de Norwich , 355.
Barbet (Etienne) Maître de la Monnoie ; sa maison est démolie , 300.
Bâton Pastoral ; ce que c'est , 147.
BAUDOUIN , Empereur de Constantinople , 205. L'empire lui est enlevé , 213.
Beaulieu (Simon de) Archevêque de Bourges. Extrait de son Discours contre les Religieux usurpateurs de la conduite du Troupeau confié aux Evêques , 253. & suiv.
Beker (Thomas) Archevêque de Cantorberi ; son démêlé avec le Roi Henri II. 170. & suiv. Sa réconciliation avec ce Prince , 170. Il est assassiné , 171. Son zèle trop outré ; motifs de sa prompte canonisation , 172.
Bendinelli de Sauli , Cardinal , conspire contre Leon X. * 66. est puni & rétabli , 67.
Bénéfices , voyez *Biens* de l'Eglise , *Papes* , *Roi* (le) , *Souverains*.
BENOIT IX. Pape , condition des dispenses qu'il accorde aux Nobles de Pologne , 159.
BENOIT XII. Pape , sa réponse aux *Fratricelles* , 315. Pourquoi il ne se reconcilie point avec Louis de Baviere , 347. 348. Il fait plusieurs réformes , 348. se conduit en Souverain ; institue l'Université de Véronne , 348. Sa réponse à Philippe de Valois , 349. 350. Le peu de solidité de cette réponse , 350.
BENOIT XIII. Pape , 393. 398. 400. Son obstination à retenir le Pontificat , malgré le serment qu'il avoit fait de le quitter , 380. Il convoque un Concile ; meurt , 381.
Bernardins (les) commencent à dégénérer , 223.
Berthe , veuve d'Eudes , Comte de Chartres ; son mariage avec Robert , 127. & suiv.
Berthe , fille de Florent Comte de Hollande , 136. 168. est répudiée , 136. 137.
Bertrade , épouse de Foulques Rechin , le quitte & va trouver Philippe I. qui l'épouse , 136. 137. & suiv. Elle est excommuniée , 136.
Bertrand , Evêque d'Autun ; ses réponses aux Griefs contre les *Officiaux* ,

- proposés à l'Assemblée des Evêques & Barons, tenue à Paris, 326.—331.
- Biens d'Eglise*, ou *Bénéfices*, suivant leur partage moderne ressembtent aux Fiefs, 33. Il n'y a rien dans la Religion, qui exige que ces biens soient exempts des charges publiques, 34. & *suiv.* 37. Droit requis pour en jouir, 38. & *suiv.* Mal-à-propos en attribue-t-on le souverain domaine au Pape, & que tout ce qui se fait à leur égard, se fait avec son consentement, 39. & *suiv.* 45. Moyens qu'on a trouvés de les mettre à couvert de la cupidité de ceux qui en jouissoient, ou qui en auroient voulu jouir, 118 & *suiv.* Pourquoi ils ont été exposés au pillage, à l'invasion, & à la dissipation, 119. Leur destination n'a pas toujours été la même, 121. & *suiv.*
- Biens temporels de l'Eglise*; Précis du Règlement fait en France sur ces biens, 386. Voyez *Cour Romaine*, *Eglise de Paris*, *Papes*, *Souverains*.
- Blanche Reine*, achève la conquête de son Epoux contre le Comte de Toulouse, 203. & *suiv.*
- Boniface*, Archevêque, son dévouement à l'aggrandissement de l'Eglise Romaine, 66. & *suiv.* 89. Légat du Pape, il sacre Pepin, 69.
- BONIFACE VIII.* Pape. Son caractère, ses talens, 260. Il entreprend de terminer les différens qui étoient entre les Souverains; envoie un Légat en France, 261. érige l'Abbaye de S. Antonin en Evêché, 262. Sa Constitution portant défenses de payer aux Princes ni contributions ni décimes, 262. & *suiv.* Contenu de sa Bulle contre les Ordonnances de Philippe le Bel, 263. & *suiv.* Il explique cette Bulle, 265, donne une Sentence arbitrale sur les différends de Philippe le Bel avec les Comtes de Flandres, 265. Ses écrits là-dessus, 266. Substance de sa Constitution *Unam Sanctam*, 268. 269. & de sa Bulle contre Philippe le Bel, 269. Conditions de l'absolution qu'il lui accorde, 269. 270. Ses mesures pour se soutenir, 270. Sa Lettre à un Roi de Dannemark, 271. qu'il excommunique, 271. Ses Lettres foudroyantes contre Venceslas Roi de Bohême, 272. & *suiv.* Il est enlevé, délivré, part pour Rome, meurt, 276. Ses prétentions étoient absolument nulles, 277. Ce qu'il falloit faire pour en empêcher l'exécution, 277. 278. Sa prise fut contre le Droit des Gens, 278. Il est le dernier qui ait exercé sa prétendue Souveraineté sur les Souverains, 283. Réflexions sur ses démêlés avec Philippe le Bel, 283. 284.
- BONIFACE IX.* Pape, 392. 393. refuse de se soumettre au Concile général, 379. meurt, 380. Excès où il porta la simonie, 390.
- Borgia* (Jeanne de) mere d'Alexandre VI. * 3.
- Borgia* (Alphonse) élevé au Pontificat, * 3.
- Borgia*, neveu du précédent, est fait Archevêque de Valence, Cardinal, Vice-Chancelier, * 3. est élu Pape, * 4. Voyez *ALEXANDRE VI.*
- Borgia* (Louis) fils du précédent, * 8. est fait Duc de Candie, 10. Bataille où il est blessé, 16. Il est assassiné, 10. 16. 17.
- Borgia* (Cesar de) frere du précédent, * 25. Ses mauvaises qualités, 9. Il est fait Cardinal & Archevêque de Valence, 11. quitte cet état, 11. 26. est soupçonné de l'assassinat de son frere aîné, 17. & est justifié à cet égard, 18. Il est envoyé à Naples Légat à *Latere*, 18. se rend auprès

- de Louis XII. qui le déclare Duc de Valentinois; son mariage, 26. 27.
 Il fait la conquête de la Romagne, 27. 28. Son portrait, 28. Il trompe
 les Ursins; 29. Ses Conquêtes, 30. 31. Il se justifie auprès de Louis XII.
 31. Ses désordres, 31, 32. Sa cruauté, 32. Danger qu'il court, 36.
Borgia (Jean de) frere des précédens, * 9. hérite des titres, & même de
 l'épouse de son frere Louis; se retire dans son Duché, 10.
Borgia (Godefroi de) frere du précédent, * 9.
Borgia (François de) embrasse l'Institut des Jésuites, * 11.
Borgia (Angelique de) nièce d'Alexandre VI. * 30.
Boson est fait Gouverneur de Lombardie, 108.
Bouchard, Archevêque de Lyon, convoque un Concile, 131.
Bouchard, Archevêque de Vienne, condamné par le Concile d'Anse, 131.
 & suiv. Sa soumission, 132. & suiv.
Bourgogne (le Duc de) révoque les Déclarations de Charles VI. 403.
Brie (Simon de) Cardinal de Sainte Cécile, Légat en France, 238. Sa Sen-
 tence contraire à l'autorité souveraine, 242. & suiv. Il est élu Pape, 246.
 Voyez *MARTIN IV.*
Brigitte (Sainte), 366.
Bulles, ce que portoit celle d'érection des nouveaux Ordres Religieux, sous
 Gregoire X. 223. 224. Voyez *Préconisation.*

C

- CÆSARINI* (Julien) Cardinal, Légat du S. Siège, 409.
Cajetan (le Cardinal de), Légat du Pape en Allemagne, contre Luther;
 * 77.
Calvin (Jean), son nouveau Système de réforme, 433. publié dans un Li-
 vre; fait du progrès, 433. 434.
Canons, quels étoient les anciens, 4.
Canons pénitenciaux; leur fondement, 165. & suiv.
Capitulaires de Charlemagne, de Louis le Débonnaire, & de Charles le
 Chauve, 27.
Caractere Episcopal (le) n'ôte point la qualité de Sujet, & n'exempte point
 des devoirs qui y sont attachés, 145. & suiv.
Cardinal Légat, respect qu'on lui portoit autrefois, & son autorité, 48. &
 suiv.
Cardinaux (les), leur conduite inconséquente à l'égard des Papes, 361. Ils
 font des Réglemens pour restreindre la puissance Papale, 361. Ils se dé-
 terminent à élire un Pape Italien, 368. Si les Cardinaux François eurent
 tort de faire consister leur liberté à continuer la Papauté dans leur Nation,
 ils firent une plus grande faute de faire une élection feinte, & de conti-
 nuer leur fiction long-tems, 372. 373. Si les manieres d'*Urbain VI.* &
 la crainte d'être reformés les déterminèrent à l'éclat étrange qu'ils firent,
 374. Vrai motif de leur funeste entreprise à cet égard, 374. Règlement
 de ceux d'Avignon avant l'élection d'un Pape, 380. Ils convoquent un

- Concile Général à Pise, 381. Voyez *Papes. Romains. Souverains.*
- Carloman*, voyez *Pepin* fils de Charles Martel. Il se consacre à Dieu dans l'état Monastique, 65.
- Carloman*, fils de Louis le Germanique, dispute l'Empire à Louis le Bègue, 109.
- Carnes* (les), Indulgence qu'ils prétendent qu'on gagne en voyant quelqu'un d'eux, 451.
- CASIMIR*, fils de Miclas, est élevé sur le Trône de Pologne, quoique Diacre, 159.
- CASTILLE* (Alfonse de) est élu Empereur, 206.
- Catherine* de Sienne (Sainte) 366. 376.
- CELESTIN III.* Pape, 181. couronne l'Empereur Henri VI. 179.
- CELESTIN V.* Pape, Fondateur des Céléstins, 260.
- Cecilien* choisi Evêque de Carthage; décision de sa dispute avec *Majorin*; 18. & suiv.
- Célibat*, état plus parfait que le mariage, 217. & suiv. Voyez *Mariage.*
- Chanoines Réguliers*, voyez *Prémontrés.*
- Charlemagne* accable les Lombards, 87. fait la Conquête de leur Royaume; passe à Rome, où il est déclaré Patrice, 88. est sacré, 90. Fruit de sa conquête, 90. Sa libéralité envers l'Eglise, 90. 91.
- Charles* surnommé Martel, 62.
- CHARLES* le Chauve, fils de Louis le Débonnaire, 98. Sa part dans la Succession de son Pere, 101. Sa requête au Concile de Savonieres, 102. 103. Il a recours au Pape pour le rapt de sa fille Judith, 103. s'empare du Royaume de son neveu, 105. qu'il partage avec son frere Louis, 106. Ses efforts pour être Empereur, 107. & suiv. & étendre sur l'Eglise Gallicane l'autorité du Pape, 108. 109. Il va à Rome, est couronné Empereur, puis Roi de Lombardie, 108. meurt, 109. Voyez *LOUIS* le Germanique.
- CHARLES IV.* Empereur, ses paroles sur la demande du Pape Innocent VI. à son Nonce; il ordonne la réforme du Clergé, 363. Sa Constitution favorable aux Eglises, 364.
- CHARLES V.* Empereur, se donne, ainsi que *François I.* tous les mouvemens possibles pour assembler le Concile de Trente, 469. indique une Diète à Worms contre Luther, * 85.
- CHARLES IV.* dit le Bel, Roi de France, 348. fait casser son mariage, 309. renvoie mal-à-propos cette affaire au Pape, 309. — 312.
- CHARLES V.* Roi de France, 211. Auteur de la Pragmatique, 28. Sa déclaration, le même jour de sa mort, sur le Schisme, 395. 396.
- CHARLES VI.* Roi de France, 379. * 54. rétablit l'Eglise Gallicane dans ses Libertés, 402.
- CHARLES VII.* Roi de France, 403. convoque une Assemblée de Prélats à Bourges, 410. * 50. 51. Sa mort, 414.
- CHARLES VIII.* Roi de France, * 12. 13. 20. 30. Ses succès en Italie, 14. Sa mort, 25. Voyez *Ligue.*

- CHARLES* d'Anjou, Roi de Sicile, 260. se met à la tête de son Armée; 208. 209. défait Mainfroi, & les Gibelins; est déclaré Lieutenant Général de l'Empire, 210. La même Puissance qui l'a élevé, se réunit pour le détronner, 212. Son démêlé avec le Pape, 241. 246. Sa réponse haute à la proposition de Nicolas III. 246. Il est dépouillé de ses Etats, 247.—250. Sa grande idée de la puissance Ecclésiastique, 256. Il meurt 250.
- Charles* fils de Louis d'Outremer, est exclu de la Couronne, 125. Pourquoi; 126. Il est enfermé, 126.
- Châtre* (Pierre de la) est élu Archevêque de Bourges, 160. 161.
- CHILPERIC*, Roi de France, 65.
- CLEMENT IV.* Pape, 213.
- CLEMENT V.* Pape, 300. se conduit en souverain dans l'affaire des Templiers, 302. 303. quant au Couronnement de l'Empereur *Henri* de Luxembourg, 306. Remarque sur sa Bulle pour la suppression de l'Ordre des Templiers, 303.
- CLEMENT VI.* Pape, fait quantité de réserves de Prélatures & d'Abbayes, se conduit en souverain, 350. 351. procède contre Louis de Bavière, 351. Sa Bulle contre ce Prince, 351. Il écrit aux Electeurs pour faire élire Empereur Charles de Luxembourg; sa Bulle de Confirmation; son démêlé avec le Roi d'Angleterre, 352. 353. auquel il écrit, 352. & répond d'un style haut & plein de menaces, 356. 357. Il admoneste ce Prince, 360. 361. Il se réserve l'Evêché de Norwich, qu'il confère, 355. envoie en Angleterre des Inter-Nonces, 357. Sa donation des Isles fortunées à un Prince de la Maison d'Espagne, 357. 358. Sa réponse à la plainte d'Alfonse, Roi de Castille, 360. Il meurt, 361.
- CLEMENT VII.* Pape, 369. 370. 378. 379. Si son élection a été légitime; 371. 372. Puissances qui le reconnurent, 375. Ses exactions, 377. Sa mort, 380. Voyez *Guerre. Souverains.*
- CLEMENT VIII.* Antipape, se dépose du Pontificat, 405. 406. Substance de son Discours sur son exaltation au Pontificat, 406.
- Clergé* (le), ce qui a engagé à lui faire porter sa part des charges publiques; 120. Sa richesse, 120. & suiv. Voyez *LEON X.*
- Clericature* (la), droit qu'elle donne, 38. 39.
- CLOVIS*, Roi des François; ce qui lui servit le plus à se faire un si grand Empire, 24. & suiv. Preuve de son attachement au vrai Dieu, 24. 25. Son attachement à l'Eglise ne dégénéra point en servitude, 25. & suiv. Conciles qu'il a convoqués, 27. Il eut après sa conversion les mêmes droits qu'il avoit auparavant, 34.
- Coastin* (le Cardinal de) Evêque d'Orleans, 233.
- Colleges*, effet de leur multitude, 218. & suiv. A quoi se réduit le fruit que le grand nombre de ceux qui les fréquentent, retirent, 219.
- Colleges* de Jésuites; leur établissement, 121.
- Colomb* (Christophe) * 6.
- Colonne* (Etienne), son avis au Roi, 275.
- Colonne* (Orthon), son élection à la Papauté, 406. Voyez *MARTIN V.*
- Colonne*

- Colonne* (le Cardinal) se défait de son Abbaye de Subiaco , * 29.
- Colonne* (Prosper) Général des Troupes de Léon X. est fait prisonnier , * 49.
- Commerce* (le) pourquoi il est florissant dans les Pays qui ont secoué le joug de l'Eglise , 450.
- Communautés Religieuses*, source des défordres qui les ont tant deshonorées , 230. & *suiv.* Si les vices honteux n'y sont pas communs , il en est de plus délicats qui y regnent ordinairement , & en bannissent la vraie piété , 231.
- & *suiv.* Leur Jurisdiction secrète & intérieure pour la conservation de l'ordre & la punition des coupables , 231. & *suiv.* Voyez *Ordres Religieux*.
- Concile d'Arles*, 19. de Nicée, 19. 20. 369. premier œcuménique, 20. de Sardique, 61. & *f.* de Savonieres, 102. & *f.* de Pontion, 109. & *f.* de Troyes, 109. de Selingstad, 130. de Limoges, 131. & *suiv.* 199. de Anse près de Lyon, 131. & *suiv.* d'Autun, 136. de Clermont en Auvergne, 136. & *suiv.* de Rome, 173. 204. de Montpellier, 178. 203. de Lyon, 204. 213. 257. de Bourges; ses Reglemens, 239. & *suiv.* qui étoient autant d'attentats contre l'autorité souveraine, 240. & *f.*—de Mayence, 301. de Vienne, 303. 309. d'Ambrun, 345.—général de Pise, 381. 393. 398. 400. 401. * 59. de Constance, 381. 398. 400. 401. 449. * 11. Sa forme de procéder, 401. 402. Reglement de ce Concile, 403. 404. Usages qu'il a abolis, 413. —de Pavie; de Sienne, 404. de Bâle, 404. 408. 409. 445. * 11. 50. on Reglement pour la réformation de l'Eglise dans son Chef & dans les membres, 410. Usages qu'il a abolis, 413. 414. * 50. 51.—de Trente, 414. 449. 451. 452. de Latran, 413. 424. * 52. 54. 59. 60. Ses Décrets, * 61. 62. Ses Reglemens, * 62. 65.—de Florence, * 24.
- Concile général*, quel est ce Tribunal, 295. Sa Jurisdiction, 295. Il est la seule voie pour terminer le schisme, 391. 392. & proscrire les doctrines qu'on s'obstine à défendre, 468. 469. D'où vient la difficulté de l'assemblée, 469. Ce que c'est que de le refuser & le différer, 470. En vain prétend-on en France & à Rome décider les différends d'aujourd'hui par une autre voie, 470. En vain aussi l'assemblera-t-on si les *Papes* y dominant, 470. 471. Voyez *Papes*.
- Conciles*, on en peut examiner les Procédures, 345.
- Conciles Nationaux*, de qui ils dépendent, 28. & *suiv.*
- Conciles Œcuméniques* dépendent indirectement du Souverain, 29.
- Conciles Provinciaux*; quand leurs statuts obligent & la Province & la Nation, ou seulement la Province, 14. & *suiv.* Cause de leur anéantissement, 141.
- Conclaves*, intrigues de celui de l'élection de Léon X. * 43. V. *GREGOIRE X.*
- Concordat* (le) ce que c'est, 415. Abrégé de ce fameux Traité, 416. — 418. Les avantages que les *Papes* & les *Rois* en ont tirés, ont tourné au dommage de la Nation & de l'Eglise Gallicane, 419. 420. En quoi il anéantissoit les Libertés de cette Eglise, 420—423. Réponses aux plaintes contre ce Traité, 419. 420. 421. 423. Ses défauts, 423. Leur prétendue réparation, 423. Il étoit en quelque sorte nécessaire, 425. 426. Il eût été convenable & à souhaiter que l'affaire du Concordat fût traitée comme celle

- de la *Pragmatique*, 429. Il ne bleffoit ni les Droits de la Couronne, ni les Loix fondamentales de la Monarchie, 430. ni les vrais Droits de l'*Eglise* & des *Ecclésiastiques*, 430. Raifons de l'admettre, * 54. de le rejeter, * 55. Réfutation de celles pour le rejeter, * 57. Il est reçu, * 58. Voyez *Prat* (du).
- Condé* (le fameux Prince de) bon mot de ce Prince, 158.
- Conquêtes*, le grand éloignement les rend impossibles, 176. & *suiv.*
- CONRAD IV.* Empereur, 206. fait périr son neveu; est empoisonné, 206.
- Conradin*, fils du précédent, 206.
- Confécration* des Comprovinciaux, son ancien effet, 4.
- CONSTANTIN*, 23. 71. Conduite de cet Empereur après sa conversion, par rapport aux affaires Ecclésiastiques, & pour terminer l'unité de doctrine & de sentiment, 18. Part qu'il prend au schisme de son tems, 18. 19. Il convoque le Concile d'Arles, 19. Part qu'il prend à celui de Nicée, 19. 20. Sa Lettre aux Evêques convoqués pour ce Concile, 20. & *suiv.* Fondement de sa fautiveuse donation à l'*Eglise* de Rome, 86.
- CONSTANTIN*, Roi des Georgiens, son Ambassade à Alexandre VI. * 24.
- Constantinople*, Capitale de l'Empire d'Orient, 71.
- Consultation* des Avocats de Paris sur le Concile d'Ambrun, 345. 468.
- Cornetto* (Adrien), Cardinal, danger qu'il court, * 37. Amende à laquelle il est condamné; il disparaît, * 67.
- Corrario* (Ange), Cardinal, est élu Pape, 380. Voyez *GREGOIRE XII.*
- Cofense* (Archevêque de), Secrétaire d'Alexandre VI. est arrêté; on lui fait son procès, * 19. Il meurt dans la prison, 19.
- Cour* de Rome, moyens dont elle s'est servie pour empiéter sur les droits des *Souverains*, 41. 46.—49. Comment elle est venue à bout de s'enrichir, & de se former des partisans & des créatures dans chaque Etat, 47. & *suiv.* Comment est regardé l'espece du Droit Seigneurial qu'il faut lui payer avant d'avoir ses Bulles, 123. Elle prend part à la fameuse Ligue, 434. 435. Preuve qu'elle n'est point infallible, 448. Cause de ses plus grandes pertes, 454. Rude coup qu'on lui porte sous la Régence du Duc d'Orléans, 467. 468.
- Coutances* (Gautier de), Archevêque de Rouen, jette un interdit général sur toute la Normandie, 179.
- Croisades*, lezele pour les Croisades commence à s'allumer, 137—174. Cette dévotion quoique de longue durée, n'étoit que spécieuse, 174. Si elles étoient justes, 174. & *suiv.* Il étoit naturel que ces expéditions n'eussent point de succès, 175—177. Elles furent fort avantageuses aux Rois, 177. & à l'Eglise, 178. 179. & *suiv.* Celles-ci donnent occasion d'en publier contre les *Hérétiques* & *Schismatiques*, 178. & *suiv.* Celle contre le Comte de Toulouse, 185. & *suiv.* Abus qu'en font les *Papes*, 247. & *suiv.* Voyez *Papes*. *URBAIN IV.*
- Cugnieres* (Pierre de), Chevalier, Conseiller du Roi, propose 66. Articles de griefs contre les Officiaux à l'Assemblée d'Evêques & de Barons,

tenue à Paris , 324. Voyez *Bertrand*, Evêque d'Autun.

Cures, voyez *Prémontrés*.

Curés, voyez *Pasteurs* subalternes.

Cyprien, Evêque de Carthage , 59.

D

DECRETALES, pourquoi elles ont été fabriquées, 132. & *suiv.*

Elles prouvent que l'ambition a dominé presque tous les *Papes*, 133.

Després (Simon), l'amerlingue de la sainte Eglise Romaine, 406.

Dévotion qui se met à la mode, 111.

DIDIER, dernier Roi des Lombards, son but de mettre la division en France, 87. Il y est conduit & enfermé dans un Monastere où il meurt, 88.

Diète de Nuremberg, sa réponse au Légat d'Adrien VI. 454. 455. — de Worms, * 86—88.

Dignités Ecclésiastiques, si elles doivent avoir quelque dépendance du Souverain, 3.

Discipline (la), voyez *Assemblée* des Comprovinciaux.

Dispenses des Loix du Mariage, à qui il appartient de les accorder, 164.

Dominicains (les) rendent la foi de Luther suspecte, 441. Voyez *Augustins* de Saxe (les).

Droit de présentation, raison de son établissement, 11.

Droit public Ecclésiastique françois, quand il a commencé, 2. & *suiv.* Ce qui le forme, 14. 16. 57. & *suiv.* Monarques auxquels nous devons les restes précieux de ce droit, 211. Ses principes, 277. 278. Combien sous Jean XXIII. on s'en est écarté, 318. 319. Son premier principe & le plus fécond, 473. Le second, 473. 474. Le troisième, 474. Appui de ses principes, 474. 475. On les a abandonnés ou méconnus, 475. 476.

Druides (les) quels étoient ces Prêtres, 1. & *suiv.*

Durandi (Guillaume), Evêque de Mende, ses principes sur les *exemptions*, 305. 306.

E

E BROIN, Maire de Neustrie, est assassiné, 64.

Ecclésiastiques, si le port des armes leur est essentiellement interdit, 31. 32.

D'où vient l'incompatibilité qui se trouve aujourd'hui à cet égard, 33. Ce

qui les empêche de jouir de la tranquillité qu'exigent leurs fonctions,

36. & *suiv.* L'honneur qu'on leur rend est sans conséquence, 157. 158.

Leur caractère, 338. Domination qu'ils exerçoient sur les Séculiers, 341.

Leur Jurisdiction extérieure & contentieuse ne s'étend plus que sur les per-

sonnes & affaires Ecclésiastiques, 342. Il convient qu'eux seuls décident

en fait de Doctrine, 343. Reglemens en France contre leur avidité &

celle de Moines, même mendiants, 364. 365. Voyez *Concordat*. *Excommunications*. *Exemptions*. *Immunités*. *Souverains*.

Edmond (le Prince) accepte le Royaume de Sicile, 107. & *suiv.* La donation est révoquée, 208.

EDOUARD III. Roi d'Angleterre, sa réponse au Pape, 353. 354. auquel il écrit de nouveau d'un style peu convenable à sa dignité, 356. Il fait saisir les revenus des Bénéfices possédés par les Cardinaux, &c. 360. se soumet à l'admonition du Pape, 361.

Eglise (l'); quel est son gouvernement; République qui nous en donne une juste idée, 12. Elle n'est point un Etat monarchique, 15. & *suiv.* 20. C'est de la seule bonté des Princes qu'elle tient ses privilèges à l'égard de ses biens, 34. Personne n'a droit de lui ôter les biens qui lui ont été légitimement donnés, 117. & *suiv.* Elle a droit de faire des Loix sur le *Mariage* comme Sacrement, & de connoître des difficultés que pourroient occasionner ses Loix, 163. & *suiv.* dont elle peut dispenser, 164. & *suiv.* Elle doit avoir la principale direction du *Mariage*; mais doit-elle l'avoir seule, 165. & *suiv.* Elle a bien adouci sa sévérité par rapport à la parenté, 167. Elle est une Société & une espèce de Communauté, 190. Son pouvoir sur les Fidèles, 191. Ses armes, 191. & *suiv.* Elle ne peut ôter que les biens qu'elle donne, ou qui sont en sa disposition, 198. & *suiv.* Si elle a le droit de faire une meilleure répartition de ses biens, & la diminution ou la suppression du grand nombre de ses Serviteurs inutiles, 221. & *f.* Son Tribunal souverain, 295. Si elle a une Puissance extérieure & coactive, & si l'on est obligé de souffrir qu'elle l'exerce, 333. 334. Si elle a le droit de punir ceux qui l'abandonnent, 335. Elle a le pouvoir nécessaire pour finir un *schisme* & l'empêcher, 383. pour le parer & le prévenir, 397. Voyez *Concordat. Puissance coactive*, &c.

Eglise Grecque, sa réunion à la Latine, 213.

Eglise de Paris, pourquoi ses biens sont aussi indépendans de l'*Eglise* de Rome, que les biens de celle-ci le sont de celle de Paris, 117. & *suiv.* 257. & *suiv.*

Eglise de Rome, Métropole de toutes les Métropoles, 61. & *suiv.* Etablissement de l'usage du fréquent recours à cette Eglise, 61. Fondement du titre pompeux qu'elle prend de Mere & de Maitresse des autres Eglises, 83. Voyez *CONSTANTIN. Eglise* de Paris. *ZACHARIE.*

Eglise Gallicane (l') est dans la souffrance, 407. Voyez *Concordat* (le) *Libertés* de l'*Eglise* Gallicane.

Eglises de France, la plupart se glorifient d'avoir été fondées par les Apôtres mêmes, 57.

Eglises particulières d'Occident, origine de leur grand rapport avec celle de Rome, 83. & *suiv.*

Eléctions (les), leur antiquité prouve qu'aucun Evêque ne prétendoit être Souverain de l'Eglise, & ne s'arrogeoit le droit de donner des Pasteurs aux Eglises particulières, 151. & *suiv.* Elles ne sont pas de Droit divin, 152. Leur liberté ne peut ni ne doit s'entendre d'une liberté absolue, 152. & *suiv.* Si elles tombent sur les meilleurs Sujets, 153. 155. Ce droit appartenait aux Chapitres & aux Communautés, pouvoit-on le leur ôter, 429. 430. Voyez *GREGOIRE VII.*

- Empereurs* (les) étoient en possession de donner l'investiture des *Evêchés*, & avoient même droit sur le *Pape*, 143.
- Empire* Romain; cause de sa ruine, 23. Son partage; sa réunion, 71.
- Empire* d'Occident, son peu de durée, 71. & *suiv.*
- Empire* d'Allemagne (l') & l'*Empire* Romain n'ont rien de commun que le nom d'*Empire*, 318.
- Episcopat* (l'), rapports sous lesquels il peut être considéré, 144. & *suiv.* En quoi il consiste, 147. Il est un & indivisible, 221. & *suiv.*
- Espagne* (Constance d') épouse Louis VII. 161.
- Esle* (Hercule d') fils aîné du Duc de Ferrare, * 10. 31.
- Etat* Ecclésiastique, sa situation à la venue d'Alexandre VI. * 11. 12.
- ETIENNE*, *Pape*, 59. se fait un point essentiel de conduite de s'attacher à *Pepin* qu'il vient trouver, 70. Pourquoi, 72. Ce que cette attache valut à l'Eglise Romaine, 86. Son Traité avec ce Prince qu'il sacre, 70.
- ETIENNE V.* *Pape*, son attentat à l'autorité souveraine; passe en France où il couronne de nouveau le Roi, 93. 94.
- ETIENNE* (le Duc), Apôtre de Hongrie, 134.
- Eudes & Robert*, s'emparent de l'autorité royale, 125.
- Eudes*, Vicomte de Bourges, 177.
- Evêchés*, quand cette dignité ne dépendoit en France aucunement des *Papes*, mais seulement du Souverain, 3. & *suiv.* A qui il appartenoit & appartient aujourd'hui de statuer sur l'érection d'un nouvel *Evêché*, 122. & *suiv.* Voyez. *Empereurs. Papes. Souverains.*
- Evêques* (les), quand les Reglemens qu'ils faisoient étant assemblés, n'avoient besoin que de l'attache du Prince pour leur donner force de Loi, 4. 51. 52. Ils sont de Droit divin, 7. & *f.* Leurs pouvoirs, 8. 9. & *f.* Pourquoi ceux qui se croient lésés par leur Jurisdiction peuvent se pourvoir ailleurs en réformation ou cassation, 9. Il est inconcevable que l'autorité publique ait mis des bornes à leur Jurisdiction, sans en avoir mis à celle des Supérieurs des Ordres Religieux, 9. Leur pouvoir n'est point absolu, 10. & *suiv.* Droits qui leur sont naturels, 11. & *suiv.* Ils ont de droit divin le pouvoir de lier & de délier, 15. & *suiv.* Quelle est leur acception des Decrets de Rome, 15. Tems où ils imploroient l'autorité souveraine: pourquoi, 18. Celui où ils menoient leurs Vassaux au combat, s'y trouvoient même, & étoient condamnés à l'amende lorsqu'ils s'en retiroient avec leurs Troupes, 31. Leur élection autrefois étoit entre les mains ou du Peuple ou du Clergé, 44. Ils avoient autrefois le droit de confirmer ou infirmer l'Election des Abbés, 44. Par la volonté des *Empereurs*, leur Jurisdiction s'est étendue au-delà des limites qu'elle avoit d'abord, 52. Dans les premiers tems ceux de chaque Nation gouvernoient les Peuples comme ils le jugeoient à propos, 53. Ils sont tous égaux par la plénitude & l'indépendance du pouvoir, 58. 59. 81. & *suiv.* 191. & subordonnés les uns aux autres, 60. & *suiv.* 191. & *suiv.* Reglemens des premiers, 58. & *suiv.* Effet de leur union & respect mutuel, 59. & *suiv.* Quoiqu'égaux, la différence de leurs Sieges mettoit entre eux quelque distinction, 59. & *suiv.*

Raison de l'espèce de supériorité de ceux de Rome, 60. Leur attention à s'opposer à l'abus de leurs Droits, 61. Cause de leur assujettissement au Pape, 62. & *suiv.* 80. Cas où ils oublient leurs Droits, 69. Leur établissement par J. C. 73. & *f.* 280. 281. Modèle qu'on a suivi pour les fixer & les attacher à certains Sieges, 80. & *f.* Statuts & Reglemens de leur Gouvernement, 80. & *suiv.* Conduite des premiers, 81. & *suiv.* quant à quelque point important à regler, & à quelques abus à réformer, 81. & *suiv.* Manière dont s'expriment ceux d'Afrique sur les appellations, 84. & *suiv.* Ceux de France abusent de leur pouvoir, 99. & *suiv.* qu'ils poussent d'une manière étonnante, 101. Ils se mêlent des affaires d'Etat, 102. 110. Source de leur grand pouvoir, entreprises & prétentions, 103. Ils se font Seigneurs de leurs Diocèses, 110. Ils avoient l'inspection sur les biens d'Eglise, & sur l'observation des Loix qui en regloient l'usage, & assuroient la propriété, 118. 119. Plaintes des Evêques François contre Jean XVIII. 130. Leur opinion sur ceux qui refusant de recevoir la pénitence de leurs Pasteurs, alloient à Rome pour se faire absoudre du Pape, 130. & *suiv.* Ils dépendent du moins pour leur Puissance temporelle du Souverain, & sont tenus de donner de cette dépendance les marques établies, 146. & *suiv.* Ils ont seuls les marques spirituelles de l'Eglise, seul usage qu'ils en peuvent faire, 192. Cas où ils outrent leur pouvoir quant à l'excommunication, 199. & *suiv.* Pourquoi ceux de France ont soumis Louis le Débonnaire à la Pénitence, & ceux d'Espagne leur Roi Vamba, 200. & *suiv.* Ils imitoient la conduite des Papes, & se dédommageoient sur l'autorité publique de ce que la Cour de Rome leur ôtoit, 239. & *suiv.* Ils implorent le secours de l'Université pour maintenir leurs Droits usurpés, 252 — 256. Chaque Evêque est l'Économe des biens de son Diocèse, 257. & *f.* Ils sont les Magistrats de l'Eglise, 292. Leur vaine tentative pour la suppression des Exemptions accordées aux Religieux, 304. Ils étendoient leur Jurisdiction, & se dédommageoient aux dépens de la Puissance séculière de ce que les Papes prenoient sur eux, 324. Ce que signifient à la rigueur ces termes par la grace du Siege Apostolique, dont quelques-uns se servent, 431 Rétractation humiliante des Evêques de France, 462. 466. Ils appeloient par là sur eux le joug qu'ils vouloient secouer ou modérer, 462. 463. Ils sont tous égaux, & ont tous les mêmes Droits sur leur troupeau, 474. Ils ne sont point excusables d'avoir abandonné ou méconnu leurs Droits, 475. 476. Leur unique moyen de se rétablir dans leurs Droits, 478. 479. Voyez *Assemblée des Evêques. Institution canonique. Papes.*

EUGENE IV. Pape, * 50. entêté de la Souveraineté qu'il croyoit attachée à sa Dignité, tente d'empêcher l'exécution du Décret du Concile de Constance, 409. Il casse le Concile de Bâle, qui le dépose, 409.

EUSE (Pierre Jacques), Cardinal Evêque de Porto, est élu Pape, 307. Voyez JEAN XXII.

Excommunications. Jugement qu'on peut porter de celles lancées contre Henri III. 30. & autres Têtes respectables, 195. Quelle est la matiere de l'Excommunication & de l'Interdit, 192. Ce que c'est que d'être excommu-

nié, 192. & *suiv.* Celles qui sont injustes & tout-à-fait nulles, 194. 195. Cas où elles ne peuvent avoir lieu, 195. Depuis quel tems elles sont en usage, 196. Effets & suites de l'Excommunication & de l'Interdit, 197. & *suiv.* Elle a bien plus de prise sur les *Ecclesiastiques* que sur les *Laïques*, 199. & *suiv.* & n'a aucun effet civil, 200. Quand elle est à craindre, 299. Voyez *Evêques. Exemptions. GREGOIRE VII. Investitures. Papes. Pouvoir épiscopal. Souverains.*

Exemptions (les) sont contre les Droits des *Souverains* & ceux des *Evêques*, 9. & *suiv.* 44. Celles dont jouissent aujourd'hui les *Ecclesiastiques* sont un effet purement gratuit de la bonté de nos *Souverains*, 31. & *suiv.* Fruit de celles de la Jurisdiction ordinaire, 233. & *f.*

Exemts pendant la soustraction, Reglement fait en France sur l'état de ces Exemts, 385. 386.

Exil, son effet, 198.

Expectative (l') ce que c'étoit, 412. 413. Ses suites, 413. 414.

F

FAMILLE Royale de France de la premiere Race ; s'il est probable que pendant près de soixante ans, elle n'ait produit aucun Sujet capable de gouverner par lui-même, 67. & *suiv.*

Felix, Antipape, 409.

FERDINAND, Roi de Naples, * 6. 12. remonte sur son Trône, * 15.

FERDINAND, Roi d'Arragon & de Castille, * 34. 40. chasse les Maures du Royaume de Castille, 6. Il donne à l'aîné des fils d'Alexandre VI. le Duché de Candie, 10. se ligue contre la France, 15. Ses plaintes au Pape, 18.

Fideles (les) ; si tout Fidele peut être excommunié, 192. & *suiv.*

Flandres (Baudouin, Comte de), enleve Judith fille du Roi, est excommunié par le Pape, 103.

Fleuri (M.) relevé, 348. 354.

Foi (la), voyez *Assemblée des Comprovinciaux.*

Fontaine (le P.), Aîné Général des Jésuites, 462.

Foulque, Comte d'Anjou, va trouver le Pape Jean XVIII. 129. & *suiv.* Il se défiste de ses oppositions contre Philippe I. 136. & *suiv.*

France (la) avilie & opprimée par le pouvoir des *Légats*, & appauvrie par leur avidité, 142. & *suiv.* Epoque de ses malheurs, 161. Source de la division qui l'agite aujourd'hui, 234. & *suiv.*

France (Renée de) Epouse de François I. * 48.

Franciscains (les) attaquent Savonarolle, * 21.

FRANÇOIS I. Roi de France, 433. * 58. Motif de son accession au Concordat, 415. Ce qu'il y gaignoit, 418. 419. Prend le titre de Duc de Milan, * 48. Son entrevue avec Leon X. consent l'abolition de la Pragmatique, 49—52. Oppositions qu'il a essuyées à faire recevoir le Concordat, 54—57. Voyez *CHARLES V. LEON X.*

FRANÇOIS II. Roi de France, 434.

François de Paule, Fondateur de Minimes, * 23.

Fratricelles, voyez *BENOIST XII.*

FREDERIC, Empereur, sa raison pour rejeter le Pape Alexandre; propose en vain à Louis VII. une entrevue pour décider ce démêlé, 169. & *suiv.*

FREDERIC II. Empereur, son démêlé avec le Pape; il est excommunié, 204. & *suiv.* meurt, 206.

FREDERIC, Roi de Sicile, est mis à mort, 206.

FREDERIC, Roi de Naples, * 18. 25. 34.

Fulrad, Abbé de S. Denys, 66.

G

G *GALEAS* (Jean de), Duc de Milan, * 12.

Gand (Jean de), Duc de Lancastre, se croise pour déposséder le Roi de Castille, 378. 379.

Gaulois (les), leur Religion, 1. & *suiv.*

Gerberge, femme de Raoul de Vermandois, est répudiée, 160.

Gerbert, Archevêque de Reims, 126. Voyez *SYLVESTRE II.*

Gilles, Archevêque de Bourges, attaque les Exemptions, 304. 305. prétend cependant qu'elles convenoient aux Religieux Mendians, 305.

Goffelin, Evêque de Mâcon, sa plainte contre l'Archevêque de Vienne, 131.

Gouvernement, comment sa forme a été changée dans plusieurs Etats de l'Europe, 280.

GREGOIRE le Grand, Pape, est le premier des Papes qui empiète sur l'autorité des Souverains, 61.

GREGOIRE IV. Pape, moins ambitieux que ses Prédécesseurs; occasion où il s'oublie, 97. & *suiv.* Sa réponse aux Evêques, 98. & *suiv.* Il passe en France, se rend au Camp de l'Empereur, 99.

GREGOIRE V. Pape, sa Sentence contre Robert, Roi de France, 128. Motif de cette Sentence, 139. Il jette un interdit général sur le Royaume de France; nullités de ses censures, 128.

GREGOIRE VII. Pape, ses menaces à Philippe I. non autorisées, 135. Il change l'espèce de profession exigée des Evêques en serment de fidélité, 140. & *suiv.* établit comme règle de Droit commun, qu'aucun Evêque ne condamneroit celui qui appelleroit au S. Siege, 141. Sa querelle avec l'Empereur Henri IV. 147—149—151. Motifs de cette querelle, 148. & *suiv.* Il condamne les Investitures, ordonne les Elections, 150. Ses Partisans n'avoient point de raison solide pour attaquer les Investitures, 15. & *suiv.* & raisonnaient mieux lorsqu'ils parloient des Elections, 151. & *suiv.*

GREGOIRE IX. Pape, offre l'Empire à Louis IX. 204. excommunie Frédéric; indique un Concile à cet égard; meurt, 204. 205.

GREGOIRE X. Pape, 224. & *suiv.* 226. Son zèle pour le secours de la Terre Sainte, 213. 237. & *suiv.* Son Reglement pour la tenue des Conclaves,

- ves , 214. Il se conduit en Souverain de l'Eglise , 214. 237. Le plus utile de ses Reglemens , 214. & suiv. Hauteur dont il use avec Alphonse de Castille , 237.—avec Philippe le Hardi , 238. & suiv.
- GREGOIRE XI. Pape , se rend à Rome la sollicitation des Romains ; précis de sa Bulle sur l'élection d'un Successeur , 366. 367.
- GREGOIRE XII. Pape , 380. 394. 398. 403. convoque un Concile ; 381.
- Gué Bagnols (M. du) , ses remarques sur la richesse du Clergé , 120. & suiv.
- Guerre ; Droit commun de la Guerre , 181.
- Guerre entre Urbain VI. & Clément VIII. 315. 316.
- Gui , Archevêque de Sens , 173.
- Guise (Henri Duc de) , Chef des zélés Catholiques , 434. est poignardé ; 435.

H

- HAINAUT** (Isabelle de) , premiere femme d'Auguste , 179.
- Hapsbourg (Rodolphe Comte d') , est élu Empereur , 237. Voyez *RODOLPHE* ; Empereur.
- Hardouin (le P.) à quoi il attribue l'origine de la plupart des Royaumes Chrétiens , 438.
- Harlay (M.) , Archevêque de Paris , consent à établir un Patriarche en France , 462.
- Héli , Grand-Prêtre , 32. & suiv.
- HENRI I. (S.) Empereur , a usé du droit d'Investiture , 147. donnoit les Evêchés , 155.
- HENRI IV. Empereur , chasse Urbain II. d'Italie , 136. Pourquoi il est cité au Tribunal de Grégoire VII. 149. & suiv. Il est excommunié , 149.
- HENRI VI. Empereur , son couronnement ; il meurt , 179.
- HENRI II. Roi de France , 434. Voyez *ADRIEN IV.*
- HENRI III. Roi de France , 434. fait poignarder le Duc de Guise , 435 ; fait arrêter le Cardinal de Lorraine & l'Archevêque de Lyon , 435. les fait exécuter dans leur prison , 30. & s. 435. se joint au Roi de Navarre , 435. Sa conduite à cet égard est justifiée , 438.
- HENRI de Bourbon , Roi de Navarre , 434. Sans la Ligue il n'eût jamais changé de sentiment , 438. Il abjure la réforme , 438. Pourquoi il avoit été excommunié comme Hérétique ; & comme Rélaps ; il est absous , monte sur le Trône de France , 438. 439. sous le nom d'*HENRI IV.* 197.
- HENRI IV. Roi de France , 198. 225. n'a aucun démêlé avec Rome , pourquoi , 460.
- HENRI II. Roi d'Angleterre , épouse Alienor , 161. Son démêlé avec la Cour de Rome , 170. Il désavoue le meurtre de Thomas Becket (non Bacquet) , 171. Motifs de sa pénitence , 171. & suiv. exigée avec trop de sévérité , 171. & suiv.
- HENRI VIII. Roi d'Angleterre , 165. * 40.
- HENRI de Luxembourg , voyez *CLEMENT V.*

- Hermengarde*, Epouse de Louis le Débonnaire, 98.
Hesse & de Thuringe (le Landgrave de) est élu Empereur, 206.
HILARIUS, Pape, 61.
HILDEBRAND, Roi des Lombards, déposé, 69.
Hincmar, Archevêque de Reims, 109. Caractère de ses Lettres au Pape Adrien II. 105.
Hincmar, Evêque de Laon, ses sentimens en faveur des Papes, 106. 110.
 Il choque ses Confreres; est emprisonné; en appelle au Pape, 106. & f. est réhabilité, 109.
Hollande (Guillaume Comte de), est élu Empereur; meurt, 206.
HONORÉ III. Pape, 293. & suiv. poursuit les entreprises de son Prédécesseur avec autant de chaleur, 258. & suiv.
HONORÉ III. lisez IV. Pape, 258.
HONORIUS, Empereur, 71.
HONORIUS, Pape, pourquoi il annule les censures des Evêques contre Louis VI. 139.
Hugues-le-Grand, pourquoi il diffère à se mettre la Couronne sur la tête; 125.
HUGUES Capet, fils du précédent, est déclaré Roi de France, 126. éprouve les hauteurs de la Cour de Rome, 126. & suiv. se déclare le protecteur des Eglises & des Ecclésiastiques; laisse au Clergé & aux Moines la liberté des Elections, avec réserve de son droit d'exclure ou de recommander, 127.
Hugues, Archevêque de Tours; cause de son refus au Comte d'Anjou, 129. 130.
Hugues, Légat du Pape, assemble un Concile à Autun, 136.

I

- I** *MAGES*, si elles doivent être supprimées ou adorées, 95. & suiv.
Immunités ou Exemptions, par qui & pourquoi elles ont été accordées aux Ecclésiastiques, 29. & suiv. Si elles sont essentielles au Christianisme, 29. & suiv. Pourquoi celles qui rendoient autrefois les Eglises autant d'asyles pour les criminels, ont été abolies, 30. Où celles-ci subsistent aujourd'hui, 31.
Indulgences, usage qu'en faisoient les Papes, 439. 440. Bien que le fracas auquel elles ont donné occasion, a produit, 442. Comment on les a rendu plus communes qu'elles n'ont jamais été, 442. Définition de l'Indulgence, 443. Leur usage a été absolument inconnu dans les premiers siècles de l'Eglise, 446. La doctrine des Indulgences est extrêmement embarrassée, 446. 451. 452. Réfutation de leur prétendue origine attribuée aux Billets que donnoient les Martyrs & Confesseurs en faveur de certains pécheurs qu'ils y nommoient, 446. 447. Elles doivent peut-être leur origine à l'opinion de la Souveraineté & de la Puissance presque infinie du Pape, 447. Ceux qui sont riches en Indulgences, 447. Excès qu'elles ont occasionné; à qui

on en doit l'abolition , 449. Elles sont trop communes aujourd'hui , & on les attache à des sujets bien minces , 450. L'usage mercénaire qu'on en fait rend leur établissement suspect , 451. Décret du Concile de Trente sur les Indulgences , 451. 452. Entendues dans le sens de ce Concile , elles sont croyables , 453. Ce qu'il auroit dû faire à cet égard , 453. 454. Voyez *LEON X. Papes. Pêché. Trésor* de l'Eglise Romaine.

Infailibilité des Papes, idée chimérique , 133. A quoi on doit attribuer la faveur que les opinions sur cette infailibilité ont prise , 225. 226.

INNOCENT III. Pape , 32. Refugié en France , il tient un Concile à Reims , 157. & suiv. Il excommunique Louis VII. 160. & Raoul de Vermandois , 160. s'oppose à l'élection du frere d'Henri VI. à l'Empire , 179. & suiv. recommence le procès contre Philippe Auguste , 181. 182. Sa Lettre contre ce Prince , 183. & suiv. Son talent & son caractère ; il se mêloit de tout , 184. Il jette un Interdit général sur l'Angleterre , 184. Son démêlé avec le Comte de Toulouse , 185. & suiv. Il excommunique l'Empereur , 188. tente à soumettre le Roi d'Angleterre , 187. 188. & suiv.

INNOCENT IV. Pape , déclare légitimes les enfans que Philippe Auguste avoit eus avec Marie-Agnès de Méranie , 168. & suiv. fulmine contre Frédéric II. Empereur , 205.

INNOCENT VI. Pape , révoque par une Bulle un Reglement dont il avoit juré l'observation , 361. 362. Substance de sa Lettre à Jean , Roi de France , 362. 363. Il envoie envain en Allemagne demander la dime de tous les revenus Ecclésiastiques , 363. Réflexions qu'occasionne cette démarche dans une Diète de l'Empire , 363. 364. Il écrit à l'Empereur , 364.

INNOCENT VIII. Pape ; sa mort , 4.

INNOCENT XI. Pape , son caractère , 460. 461. Son démêlé avec l'Ambassadeur de France , 461. Il menace la France d'un Interdit général , 461. 462. Ses prétentions étoient peu fondées , & ses menaces vaines , 466. 467.

Inquisiteurs. Quelle est la priere qu'ils font aux Juges séculiers de sauver la vie à ceux qu'ils leur remettent , 335.

Inquisition , quel est ce Tribunal ; son établissement , 333. Voyez *Souverains.* La peine du feu , supplice de ceux qu'elle condamne , est trop sévère , 335. Sa forme de procéder est presque aussi odieuse , que les supplices dont elle punit ses justiciables , 338. 339. Tribunal inutile pour la conservation de la foi & de la piété , 339. 340. Réformes à faire sur ses rigueurs & sa forme de procéder , 340.

Institution canonique ; ce que c'est ; elle appartient aux seuls Evêques ; 343. dont les Sentences à cet égard devoient être sujettes à révision , 343. 344.

Interdit. En quoi il consiste , 196. Combien il est injuste , 196. & suiv. Sa naissance , 196. Pourquoi il a été mis en usage , 196. & suiv. L'Interdit général est injuste , ne doit être ni souffert , ni observé , 197. & f. Voyez *Excommunications. Papes.*

Investiture ; prise à la rigueur , ne peut convenir ni aux *Evêques* , ni aux *Souverains* , [153](#). [154](#). Voyez *GREGOIRE VII.*

Irénée (S.) ne rompt pas avec les Evêques d'Asie , [59](#).

ISABELLE , Reine de Castille , * [24](#).

Issemburge de Dannemarck , femme de Philippe Auguste , [168](#). [179](#). [181](#).

Itacius , Accusateur de Priscillien , [62](#).

Italie (l') , Pays tout Ecclésiastique , [31](#). Sa situation à la mort de Jules II. * [45](#).

J

JANSENISTES , ceux qu'ils nomment Molinistes , [211](#).

JEAN VIII. dispose de l'Empire à sa volonté , [107](#). & *suiv.* emploie les armes spirituelles pour soutenir son entreprise , [108](#). est fait prisonnier ; se sauve en France , [109](#). Il y agit en Souverain , [109](#).

JEAN XV. Pape , prétendu attentat contre son autorité qu'il venge , [126](#). [127](#).

JEAN XVIII. son attentat blâmé par les *Evêques* François , [130](#). & *f.*

JEAN XXII. Pape, partage en cinq parts les revenus de l'Evêché de Toulouse , [307](#). érige l'Abbaye de S. Benoît de Castres en Evêché , malgré les oppositions de l'Abbé , [307](#). [308](#). publie les Constitutions de Clément V. [308](#). [309](#). Occasion où il marque sa Souveraineté , [309](#) — [312](#). Il traite de nouveau l'affaire des *Freres Mineurs* , [312](#). [313](#). Extrait de sa Constitution *ad Conditorem* , [313](#). [314](#). Il condamne deux Propositions sur la Pauvreté parfaite , [314](#). [315](#). Ses Constitutions passent en Loix , [315](#). Substance de sa monition contre l'Empereur Louis de Baviere , [316](#). C'est un tissu de faux titres , de fausses prétentions , de vraies usurpations , [318](#). [319](#). Sa Sentence de déposition contre l'Empereur , [321](#). Pourquoi il s'est déclaré contre ce Prince ; il laisse à sa mort un trésor immense , [346](#). [347](#). Fruit de son industrie , [347](#). Sa mort , [347](#). Voyez *PHILIPPE VI.* de Valois.

JEAN XXIII. Pape , son élection , [398](#). Il est reconnu pour légitime Pape , se rend à Constance , [399](#). [400](#).

JEAN II. Roi de France , voyez *INNOCENT VI.*

JEAN SANS TERRE , [197](#). & *suiv.* [212](#). monte sur le Trône d'Angleterre , [182](#). Son démêlé avec le Pape ; il choque tous les Evêques , Prêtres , & Moines , [184](#). & *suiv.* Son accommodement avec le Pape , [187](#). & *suiv.* Il manque d'être fait prisonnier ; prend la Croix , [188](#). soumet son Royaume au S. Siege , [188](#). & *suiv.*

Jérusalem (Royaume de) , sa dernière année , [174](#).

Jésuites (les) ; pouvoir dont ils usent dans le Paragui , [165](#). Ceux qu'ils traitent de Jansénistes , [211](#). Modèle que leur Fondateur a pris pour le gouvernement de la Compagnie , [214](#). Sa sévérité quant à l'élection du Général , [214](#). & *suiv.* Ils se croient les réparateurs & le soutien de l'Eglise , [219](#). Au moyen de quoi leurs établissemens ont été faits dans les Villes de Flandres , [227](#). Leur Institut , quelque désintéressé qu'il paroisse ,

semble n'avoir été dressé que pour les enrichir promptement, [227.](#) & *s.* Dans les Pays où cet Institut a été reçu sans être modifié, cette liberté ne peut manquer de tourner à leur profit, [227.](#) Comment ils en usent pour élire leur Général des Provinces des Indes, [293.](#) Exemples de leur avidité, [365.](#) [422.](#) Ils se montrent bons serviteurs du Roi, & soutiennent la faillibilité & la non-Souveraineté du Pape, [461.](#) Voyez *Minimes. Venise* (la République de).

Joab, voyez *Salomon*.

Jouvenci (le P.), Jésuite, [438.](#)

Judith, femme de Louis le Débonnaire, [98.](#)

Juifs (les) sont chassés de France, [173.](#) & *suiv.* Voyez *ALEXANDRE III.*

Jugemens particuliers & Jugemens faits en commun, en quoi ils diffèrent, [293.](#) [294.](#)

JULES II. Pape, * [32.](#) [46.](#) [52.](#) Effet de sa haine aveugle pour Louis XII, * [43.](#)

L

L*ADISLAS*, Roi de Naples, [381.](#)

LADISLAS, Roi de Pologne, [403.](#)

Langhton, (Etienne de) est élu Archevêque de Cantorberi, [184.](#)

Lavardin (le Marquis de), Ambassadeur de France à Rome, est excommunié, [461.](#)

Légats du Pape, leur pouvoir immense, [142.](#) & *suiv.* Ce qui les a abolis, [143.](#) Voyez *France* (la).

Lenzolio (Godefroi), pere d'Alexandre VI. * [3.](#)

LEON III. Pape, secoue, ainsi que les *Romains*, le joug des Empereurs d'Orient pour se soumettre à celui des François, [90.](#) & *suiv.* fait mourir quelques conspirateurs; meurt, [93.](#)

LEON IX. Pape, s'oppose aux Normands, est fait prisonnier; ce qu'on doit penser de sa donation à ces Peuples, en conséquence de leur générosité, [134.](#) & *suiv.*

LEON X. [439.](#) [448.](#) [454.](#) Son motif en substituant le Concordat à la Pragmatique, [415.](#) & *suiv.* Acquisition qu'il faisoit par le premier article du Concordat, [416.](#) & *suiv.* Ce qu'il gaignoit à ce Traité, [418.](#) Il ne pouvoit donner à François I. un droit réel de nommer aux Evêchés & Abbayes de France, [426.](#) [427.](#) Ses prétentions pouvoient être la matiere d'un nouveau Traité, [427.](#) [428.](#) Il fait publier dans l'Allemagne & dans le Nord une *Indulgence* plénier, [440.](#) Son couronnement, * [43.](#) Ses qualités, [44.](#) Sa déclaration à son avènement sur les affaires d'Italie, [45.](#) Il déconcerte les projets de Louis XII. & lui fait perdre le Milanais, [46.](#) Il pacifie & réunit l'Italie, [47.](#) Sa réponse aux prétentions de Louis XII. sur Milan, [48.](#) Il forme une Ligue contre la France, [48.](#) traite avec François I. [49.](#) demande & obtient la révocation de la Pragmatique, [49.](#) [50.](#) Sa politique, [58.](#) [59.](#) Il s'applique aux affaires de l'Eglise, [59.](#) [64.](#) Contenu de la Bulle pour faire cesser les contestations du Clergé sé-

- culier & régulier, 64. 65. Il découvre une conspiration formée contre lui; * 66. 67. fait une Promotion de Cardinaux, change ses mœurs, 67. 68. Sa maniere de vivre, 69. 71. Il protege les Sçavans, 70. Sa prodigalité excessive, 71. Ses moyens d'y fournir, 72. 73. Il fait publier des Indulgences, 73. Sa conduite peu ferme & peu sage à l'égard de Luther, 76. 77. Fautes qu'il ajouta à sa lenteur & à sa négligence, 77. 78. Ses mesures pour arrêter & punir les excès de Luther, 84. 85. Ses intrigues politiques, 88. 89. Il s'unit avec Charles V. contre la France, 89. 90. à laquelle il déclara la guerre, 90. Sa mort, 91. Réflexions sur sa vie, 91. 92.
- Leon*, Seigneur Romain, pourquoi décapité, 94.
- Lescun*, Gouverneur du Milanez, * 90.
- Liberté* de l'homme, article sur lequel on doit la ménager & respecter, 337. 338.
- Libertés* de l'Eglise Gallicane, en quoi elles consistent, 419.
- Ligue* en France (la fameuse), son but; à qui elle doit ses grands succès, 225 Sa naissance, 434. Ses progrès, 435. 436. Elle a sauvé la Religion Catholique, 438. Ligue contre Charles VIII. son succès, * 14. 15.
- Loi* Salique, 124.
- Loi*, conditions requises pour qu'une Loi oblige, 344.
- Loix* Ecclesiastiques, comment les premieres devinrent Loix d'Etat, 18.
- Lombards* (Royaume des), extinction de ce Royaume, 86.
- Lorraine* (le Cardinal de), voyez *HENRI III.*
- LOTHAIRE*, fils de Louis le Débonnaire, 97. & suiv. qui l'associe à l'Empire, 98. Il déclare la guerre à son pere, 99. & suiv. accepte la Couronne Impériale, 99. Conditions de son pardon, qu'il est obligé de demander, 100. Défait par ses freres, il est obligé de s'en retourner en Italie, 101. & suiv. Il retient le titre d'Empereur, 102.
- Lothaire* le jeune, fait casser son mariage & se remarie, 103. en appelle au Pape, de la Sentence des Evêques, 104. meurt, 105.
- Lothaire*, fils de Louis d'Outremer, 125. & suiv.
- LOUIS* le Débonnaire, 124. succede à Charlemagne, 92. & suiv. Ses vertus & défauts, 92. & suiv. Sa foiblesse à soutenir ses droits, 93. 94. & suiv. Il partage son Royaume à ses enfans; est obligé de s'abandonner à leur discrétion, 98. & suiv. reprend son autorité, s'abandonne de nouveau à la parole de ses enfans; est mis en pénitence, 99. est rétabli; meurt, 100. Voyez *Evêques.*
- Louis* le Germanique, fils du précédent, 98. & suiv. Il se réunit à son frere Charles contre Lothaire, qu'ils défont, 101. Sa part dans la succession de son pere, 101. Il est frustré de l'Empire qui lui appartenait de droit, 107. & suiv.
- LOUIS II.* dit le Bègue, succede à son pere Charles le Chauve, 109. Durée de son Regne, 110.
- LOUIS* d'Outremer, durée de son Regne, 125.
- LOUIS VI.* parvient à la Couronne de France, 138. & suiv. Pourquoi il se fit couronner à Orléans, non à Reims, 138. & suiv. Ses vues en se

- déclarant protecteur des Eglises, 139. & *suiv.* Objet de son démêlé avec les Evêques, 141. Il meurt, 157.
- LOUIS VII.** fils du précédent, auquel il succede, est sacré à Reims, & le premier de nos Rois qui ait baissé les piés du Pape, 157. & *suiv.* Il est excommunié, & son Royaume mis en interdit, 160. & *suiv.* 168. marche contre le Comte de Champagne, 160. & *suiv.* se repent; s'engage de mener une armée au secours des Chrétiens, 161. répudie Alienor, 161. épouse Constance d'Espagne, 161. Occasion où il manque de fermeté, 169. Il réconcilie Thomas Becker avec Henri II. 170. Sa mort, 173.
- LOUIS VIII.** fils de Philippe Auguste, accepte l'offre des Grands d'Angleterre, y est sacré Roi, 189. & *suiv.* fait la guerre au Comte de Toulouse; meurt, 203.
- LOUIS IX.** fils du précédent; sa réponse à l'offre de Grégoire IX. 204. Son respect pour le Pape, 204. 205. Ses vues en jettant au feu une Bulle de Rome, 210. Exemple de sa fermeté; fait une Pragmatique, 211. Il meurt au siege de Tunis, 212.
- LOUIS** de Baviere, Empereur, 316. 346. 359. Il réfute l'admonition du Pape contre lui, 317. 318. Défauts de sa réfutation, 320. 321. Il tombe dans de grands excès contre le Pape, 323. envoie des Ambassadeurs à Benoît XII. 348. Sa soumission envers ce Pontife; sa mort, 351.
- LOUIS XI.** Roi de France, tente envain d'abolir la *Pragmatique*, 414. 415. * 52. 59. 60. institue l'Ordre de S. Michel, * 23.
- LOUIS XII.** Roi de France, * 30. 31. 33. 35. 40. 43. 45. 47. Titres qu'il joint à celui-ci, 25. Princes d'Italie qui s'unissent à ce Monarque, 25. 26. Ses efforts pour faire déclarer son mariage nul, 26. Sa réception à César de Borgia, 26. 27. Il gagne le Milanez, 27. Sa guerre contre les Espagnols, 34. Il traite de nouveau avec Alexandre VI. 35. fait sa paix avec l'Angleterre, 47. Ses efforts pour se remettre en possession de Milan, 48.
- LOUIS XIII.** Roi de France, 460.
- LOUIS XIV.** Roi de France, 460. fait enseigner les principes du Droit public Ecclésiastique François, 277. Ce qu'il dit sur le Concordat, 419. Il révoque le don des Postes qu'il avoit fait à M. de Louvois, 422. Son caractère, 460. Son démêlé avec Innocent XI. 461—465.
- Louvois** (M. de), voyez **LOUIS XIV.**
- Lucrece**, fille d'Alexandre VI. * 8. 9. 16. 18. Elle est mariée trois fois, 9. 10.
- Lune** (Pierre de), Cardinal d'Aragon, 392. est élu Pape, 380. Voyez **BENOIST XIII.**
- Luther** (Martin), occasion de sa réforme, 234. Il est chargé de prêcher contre les Indulgences, * 74. Son caractère, 75. Son appel est regardé comme illusoire, 296. * 77. Il prêche contre les abus des Indulgences, 441. 454. * 75. 76. en attaque la doctrine & autres dogmes de l'Eglise Romaine, 441. * 75. 76. Il persévère dans ses *sentimens*, * 78. 79. est cité à la Diète de Worms; y est écouté, 86. 87. y est condamné, 87. Sa réponse à l'Université de Paris, 87. 88. à Henri VIII. 88.

Luthéranisme (le) ne fait pas en France de grands progrès, 433. Sa première cause, * 73. 74. Abrégé de cette doctrine, 80—82. Remarques sur cette doctrine, 82. Elle est condamnée, 83.

Luxembourg (Charles de), sa promesse au Pape pour être élu Roi des Romains, 351. 352. Il est élu & confirmé par une Bulle du Pape; invalidité de son élection, 352. Voyez *CHARLES IV.* Empereur.

M

MACON (Guillaume de), Evêque d'Amiens, précis de son discours contre les Religieux qui administroient la pénitence sans le consentement des Evêques & Curés, 253. Sa réponse au Sermon d'un Franciscain là-dessus, 254.

Mainfroi, frère naturel de Conrad IV. sa perfidie, 206. Il usurpe la Couronne de Sicile, 207. Son démêlé avec le Pape, 206—209. Il est défait & tué, 209.

Majorin, voyez *Cécilien*.

Malte (Ordre de) a eu une partie des biens des Templiers, 302.

Mariage (le) a toujours été un objet d'une grande attention pour l'autorité publique, 161. Les Loix en sont différentes, 162. & suiv. Preuve sensible que fournit la différence de ses Loix, 162. & suiv. Il est indissoluble par la Loi de J. C. 163. & suiv. élevé à la dignité de Sacrement, 163. Cas qui le rendent nul, 163. & suiv. Ce que c'est que le Mariage, 166. Cas où il est préférable au célibat; 217. & suiv.

MARTIN IV. Pape, prend le parti de Charles, Roi de Sicile, abus des moyens dont il se sert à cet égard, 246. & suiv. Il soutient sa dignité avec toute la hauteur possible; termes de sa Bulle contre le Roi d'Aragon, 248. & suiv. Il dispose du Royaume de ce Monarque; sa Bulle à cet égard, 248. & suiv. Motifs de sa conduite envers les Grecs, 249. Il se sert d'un moyen extraordinaire pour rétablir le calme dans Rome, 250. Extraits de sa Bulle qui confirme aux Freres Mineurs le pouvoir de prêcher & de confesser, 254. Ses embarras, 257. & suiv.

MARTIN V. 406. est élu Pape au Concile de Constance, 398—401. 406. 407. Substance de la Bulle qu'il fait publier, 402. Il convoque le Concile de Pavie ou de Sienne, 404. consent à l'Assemblée de celui de Bâle, qu'il dissout, 404. 405. Sa mort, 408.

Mathilde, fille de Baudouin, Comte de Flandres, 140.

Matières Ecclésiastiques. Il est faux qu'elles ne doivent être traitées que par des Gens d'Eglise, 342.

MAXIMILIEN, Empereur, * 45. se ligue contre la France, 15.

Médicis (le Cardinal de), ce qu'il faut penser de ce qu'il dit dans le Conclave quelques moments après l'élection d'Alexandre VI. * 5. Il est élu Pape, 43. Voyez *LEON X.*

Médicis (Pierre de), Chef des Florentins, * 13.

Médicis (Laurent de), neveu de Leon X. & commandant son armée, * 49.

- MELCHIADE**, Pape, 19.
Melun (Guillaume de), Archevêque de Sens, publie la Bulle de Jean XXII. contre l'Empereur, 321.
Mendians, voyez *Ecclesiastiques*.
Mendians (Ordres), en quoi utiles, 218.
Métropolitains, leurs droits, 53—55. Cette qualité fut d'abord attachée aux Evêques des Villes les plus considérables, 60. Voyez *Papes*.
Mézerau réfuté, 25—27. relevé, 306. 330. 331. 368. 411.
Mineurs (Freres), leurs dissensions sont terminées, 312. Schisme parmi eux, 312. Extrait des Lettres Patentes de leur Chapitre Général tenu à Perouse, 313. Voyez *JEAN XXII*.
MICHEL III. Empereur de Constantinople, son Ambassade à Louis le Débonnaire, 95. Sa Lettre au Pape; ses instructions à ses Envoyés, 96. & *suiv.*
MICISLAS, Roi de Pologne, sa mort, 159.
Minimes; leur Ordre & leur Regle sont approuvés, 23. Sur quel pied ils ont été établis, ainsi que les Jésuites, 224.
Ministère Ecclesiastique (le) a droit de décider si une Doctrine est hérétique ou non, sans pouvoir punir les coupables ou contredisans, indépendamment de l'autorité séculière, 134.
Moines, voyez *Ecclesiastiques*. **VALENS**, Empereur.
Monarchie François, événemens qui lui ont donné naissance, 22. 23. Son partage entre les enfans de Louis le Débonnaire, 101. & *suiv.* Elle est divisée en quatre Royaumes, 110.
Monferrat (Guillaume Marquis de), sa guerre contre l'Evêque de Tortone, 259. & *suiv.* Il est excommunié; Arrêt prononcé contre lui, 259. & *suiv.*
Montfort (Simon de), 178. est choisi Général des Armées des Princes Croisés, 186. Il est gratifié des Terres du Comte de Toulouse, 186—203.
Montfort (Amauri de), fils du précédent, 203.
Moroné (Jerôme de) est exilé, * 90. marche surprendre Crémone, 90. 91.
Moïse & Mahomet. Leur vue en permettant la pluralité des femmes, 162. & *f.*

N

- NATION** de France. Elle ignoreit ses droits de croire avoir besoin de l'autorité de l'Evêque de Rome pour faire le changement qu'elle jugeoit convenable à ses intérêts, 68. & *suiv.*
Nation Germanique. Extrait du Mémoire de ses griefs contre la Cour de Rome, 457—459. Réfutation de quelques-uns de ces griefs, 458. 459. Ces griefs n'intéressoient point le fond de la Religion; ils étoient justes la plupart, 460.
Nehemias, s'il a pu renvoyer les femmes étrangères que les Israélites avoient épousées, 167.
NICOLAS I. Pape, excède son pouvoir, 104. & *suiv.*
NICOLAS III. Pape, 250. 312. Soit qu'il a d'affermir & d'étendre
d

les Droits temporels de l'Eglise Romaine en Italie , 241. & *suiv.* Ce que portoit la Constitution qu'il publie , 241. Sa Lettre véhémente à son Légat en France contre Philippe le Hardi , 242. & *suiv.* Détail de ses griefs contre le Roi de Castille , 243. & *suiv.* Son affection pour les Freres Mineurs & pour la grandeur de son Siege , 244. & *suiv.* Ses efforts pour dépouiller Charles d'Anjou de ses Royaumes de Naples & de Sicile , 246. & *suiv.* Sa mort , 246.

Nogaret (Guillaume de) , sa Requête contre le Pape *BONIFACE VIII.* 274. & *suiv.* qu'il enleve , 276.

Nonces , commencement de leur usage , 143.

Normandie (Guillaume Duc de) , 140.

O

OBEISSANCE à l'autorité légitime , voyez *Subordination.*

OCTAVIEN , Cardinal , est élu Pape , 168. Voyez *VICTOR.*

Odillon , Abbé de Clugni , condamnation de son prétendu Privilege , 131. 132.

Opposition. Cas où toute opposition du Chef aux Membres est un schisme ; 279.

Ortie (Pierre de l') , élu Evêque de Cambrai , est fait prisonnier , 180.

Ordres Religieux & Communautés régulières. Abus qui y régnoient , 215.

Leur multitude , 215. & *suiv.* non seulement inutile à l'Eglise , 218—220.

225. & *suiv.* mais aussi à charge au Public , 226. & *suiv.* 234. & *suiv.* Il y

en a trop , 216. & *suiv.* Outre le grand nombre de Sujets qu'ils donnent au Pape , ils augmentent ses Domaines , 226.

Orléans (le Duc d') assassiné par les ordres du Duc de Bourgogne , 401.

Orléans (Duc d') , Régent de France , 310.

OTHON , Empereur , est excommunié , 186.

P

PAIX & Union. Ce qui étoit absolument nécessaire dans les premiers tems pour conserver la paix & l'union , 3.

PALEOLOGUE , Empereur de Constantinople , son but dans la réunion de l'Eglise Grecque à la Latine , 213.

Pallium (le) , ce que c'étoit , 140. & *suiv.*

Papauté (la) triomphe de l'Empire avec éclat , 179. Elle devient l'objet de la plus vive ambition , 213.

Papebrox , continuateur de Bollandus , n'a pas échappé à l'Inquisition , 340.

Papes (les) . Bornes de leur sollicitude & soin , 3. Combien respectés en France dans les premiers tems de la Monarchie , 4. 5. Quelle est leur inspection , 5. Objet de cette inspection , 5. 8. & *suiv.* 256. Ce qui est de leur ressort , 5. & *suiv.* Plénitude de puissance qu'on leur attribue & dont ils se glorifient , 6. Droits qu'ils n'ont point , quoiqu'ils se les attribuent , 6. &

suiv. Comment ils sont montés au haut degré de puissance dont ils jouissent aujourd'hui, 9—11. 41. 46—49. 71. & *suiv.* 124. 138. & *suiv.* 180. & *suiv.* 221. 250. & *suiv.* Le Pape n'est point Monarque de l'Eglise, 12. 55. 69. Son pouvoir n'est point absolu, 12. & *suiv.* Comment on peut dire que le Pape est au-dessus de tous, 12. Prérogatives qu'on ne peut leur disputer, 15. 53. & *suiv.* Cas où ils doivent se réunir au plus grand nombre des Evêques; de qui justiciables, 16. Affaires où ils n'intervenoient point autrefois, 18. Quelle étoit leur domination dans les anciens Conciles, 20. Pourquoi leur usage de convoquer les *Conciles Généraux*, a prévalu, 21. & *suiv.* En quoi consistent la primauté & la prééminence de leur Dignité, 40. 53. 140. Rien de plus chimérique que leur prétendu Droit sur les revenus d'un Evêché, d'une Abbaye, pour qu'on leur en paye au moins une année en cas de mutation, 43. & *f.* 156. Mal-à-propos regardent-ils comme preuve indubitable de leur Souveraineté sur les *biens* d'Eglise, l'espèce de tribut (odieux & injuste) que la foiblesse des Princes & la simplicité des Peuples leur a permis d'exiger, 45. Leur application à relever la Dignité de *Cardinal*, 47. & *suiv.* Pourquoi toujours à craindre, quoique leur pouvoir soit diminué, 49. & *suiv.* Leur pouvoir du tems des Empereurs Romains, 52. & *suiv.* 62. & avant qu'ils fussent Souverains de Rome, 53. Droit que leur donne leur qualité de Chef & de Primat sur tous les Evêques Chrétiens, 53. & *suiv.* 79. & *suiv.* Le parallèle des Papes avec les *Métropolitains* est exactement vrai, 55. & *suiv.* Ils mettent à tort à la tête de leurs Rescrits le titre fastueux d'URBI & ORBI, 56. s'enhardissent d'envoyer des Vicaires en Occident, pour y exercer leur autorité, 62. & *suiv.* Diminution de leur autorité, 62. Ils reprennent le dessus, 62. & *suiv.* Motifs & effets de leur union avec la seconde Maison Royale de France, 67. & *f.* 71. & *f.* Ils sont au-dessus de chaque Evêque en particulier, mais inférieurs à tous les Evêques en général, 73. 79. & *f.* Comme Successeurs de S. Pierre, ils ont les mêmes Droits & les mêmes Prérogatives qu'il avoit, 79. District & Jurisdiction des premiers, 82. Ils furent en quelque façon les Fondateurs des Eglises qui se formerent en Occident, 82. En quoi, selon la première Institution, ils sont au-dessus des Evêques; prodigieux changement qui s'est fait à leur avantage, & au désavantage des Evêques, 85. & *suiv.* S'ils ont pu donner à Charlemagne le titre de Patrice, & le droit de nommer les Evêques, & même les Papes, 88. & *suiv.* Leurs efforts pour augmenter leur Puissance temporelle, & faire croître leur Puissance spirituelle, 89. & *suiv.* Ils deviennent Souverains de Rome, 92. Le recours qu'on a à eux cause leur hauteur, 103. & *suiv.* 111. Leur puissance après la mort de Louis le Begue, 110. Si le Pape est le maître de tous les *biens* de l'Eglise, 112. & *suiv.* Leur pouvoir quant à la Paix & à la Guerre, 113. Leurs attentats insoutenables, 113. Leurs seules armes, 113. & *suiv.* Cas où leurs Dispenses sont illusoires, 114. & *suiv.* Leur autorité sur le temporel de l'Eglise, de quelque nature qu'on la suppose, n'altère en rien celle des *Souverains*, sur les biens de leurs Sujets, 115. & *suiv.* 156. Quelle est cette autorité, 115. & *suiv.* 117. & *suiv.*

122. & *suiv.* 134. & *suiv.* Leur autorité à cet égard en Pays d'obédience, 122. 123. & *suiv.* De ce qu'ils ont agi en Souverains, & qu'ils se sont déclarés tels, ils ne le font pas, 133. & *suiv.* Le Pape est le premier Evêque sans Jurisdiction immédiate sur les autres Eglises dont il n'est point Evêque, 133. 134. Comment il se peut dire Evêque de l'Eglise Catholique, 134. & *suiv.* Premier usage qu'ils ont fait de leur prétendue puissance de donner les Royaumes & de les ôter, 134. & *suiv.* Moyens dont ils se sont servi pour affaiblir l'autorité des Métropolitains, 140. & *suiv.* & faire brèche aux Droits & aux Libertés de l'Eglise Gallicane, 141. & *suiv.* Leur seul droit sur les *Evêques*, 140. 141. Droits qu'ils se sont attribués dès le tems de la révolution arrivée en France, 141. & *suiv.* Considérés comme Papes, ils n'ont aucun titre qui les tire de la dépendance de leur *Souverain*, 143. Ils n'ont pas droit de conférer les Evêchés, 156. La marque de respect de leur baïser les pieds est changée en coutume & en obligation, 157. & *suiv.* S'ils ont le droit d'accorder le titre de Roi, 158. & *suiv.* 207. & *suiv.* Leur prétendue succession aux Droits du Sénat & du Peuple Romain, 159. & *suiv.* Ils se sont arrogé le Droit de lier & de délier à l'égard du Mariage, 164. & *suiv.* & de purger le défaut de naissance, 168. Pourquoi s'étant emparé de ce Droit ils n'ont pas ordonné la preuve de non Parenté avant le Mariage, 168. & *suiv.* Avantages qu'ils ont tirés des *Croisades*, 177. & *suiv.* Ils en publient contre les Hérétiques & Schismatiques, 178. & *suiv.* Ils peuvent être déposés, 182. Idée dont ils se sont laissé insatuer, 183. & *suiv.* S'ils ont des Droits particuliers de fulminer des *Excommunications* & *Interdits*, quels sont ces Droits, 201. Ils se rendent indépendans de l'Empereur, 207. Preuve de la fausseté de leur prétention sur la Sicile, 207. & *suiv.* Ils n'ont point le Droit de conférer presque tous les *Bénéfices*; d'excommunier seuls les *Rois*; de se mêler des affaires temporelles, 212. Preuve de la persuasion où ils étoient de leur Souveraineté absolue, 242. & *suiv.* & du Droit de déposer les *Rois*, & de disposer de leurs Couronnes, 248. & *suiv.* Lettre qui appuie ces maximes odieuses, 250. & *suiv.* Ils pouvoient tout faire, tant le respect pour eux étoit excessif, 250. & *suiv.* 255. & *suiv.* Leurs Prérogatives au-dessus des autres Evêques, selon un corps de Loix rédigées en Espagne, 251. & *suiv.* Voyez *Biens d'Eglise. Croisades. Décrétales.* Leur établissement, 281. Leur autorité alors, 281. 282. Ils changent leur autorité en Souveraineté, 282. Maîtres du spirituel, ils le deviennent du temporel, 282. Leurs prétentions chimériques, 283. Cas où on peut leur résister sans être Schismatique, 285. Les Droits, en quoi consiste leur supériorité au-dessus des *Evêques*, ne les font point leur *Souverain*, 206. Leur autorité de ressort ne leur donne pas droit de connoître de toutes sortes d'affaires, 206. 207. Ce n'est point seulement l'abus qu'ils font de leur puissance qu'il faut réformer, c'est leur puissance même qu'il faut attaquer, 305. Il n'est pas possible qu'ils soient devenus les maîtres de l'Empire, 320. S'ils peuvent être déposés; par qui, 322. 323. S'ils ont droit d'établir les Tribunaux de l'Inquisition, 333. Il étoit naturel qu'ils fissent pour leur aggrandissement ce

- qu'ils ont fait , 357. L'odieux de leurs usurpations ne doit pas retomber tout entier sur eux , 358—360. Cause de leur grand attachement pour résider à Avignon , 366. Cas où deux Papes n'intéresseroient pas plus l'Eglise que deux Evêques de quelque Eglise que ce puisse être , 382. Ils disposent en France des Bénéfices , 403. Pourquoi ils n'aiment point les Conciles , 403. Ils déferent aux Reglemens des Conciles de Bâle , de Constance & de Trente , 414. Leur droit sur les *Evêchés* & *Abbayes* à remplir , 428. Si leur autorité est augmentée par le Concordat , 431. Leur prétention de juger & de punir seuls les *Cardinaux* , sujets des autres Souverains , n'est point fondée , 437. Voyez *Indulgences*. Ils ont toujours été fort réservés à accorder des *Indulgences* aux *Paroisses* , 447. Injustement attribue-t-on à eux seuls les désordres qui accompagnoient la publication des *Indulgences* , & les artifices odieux employés pour les faire valoir , 448. 449. Ils doivent présider aux Conciles Généraux par eux-mêmes ou par leurs Légats , sans y dominer , 470. 471. & se soumettre aux décisions du Concile sans que les décisions , pour avoir force de Loi , aient besoin de leur approbation & confirmation , 472. Ils ne sont point Souverains de l'Eglise , ni pour le spirituel , ni pour le temporel , 473. Voyez *Concordat* (le). *LOUIS VII. Souverains*.
- Pardon* , de deux sortes , 443.
- Parenté* sans dispense , empêchement dirimant du Mariage , 181.
- Parlement* de Paris , justice de ses alarmes & remontrances , sur la défense qui lui fut faite de recevoir des appels comme d'abus d'un Mandement de l'Archevêque de Paris , 345. Effet qu'eut alors son attachement à ne point vouloir souffrir que le Roi fit aucune exception à cet égard , 346. Sa déclaration sur la révocation de la Pragmatique , 427. Il s'est distingué dans l'affaire des franchises des Ambassadeurs à Rome , 461. & dans celle de la Constitution *Unigenitus* , 478. Ses raisons & oppositions à la réception du Concordat , * 55. 56.
- Parlement* d'Angleterre condamne le Traité d'Utrecht , 425.
- PASCAL* , Pape , attente à l'autorité souveraine ; fait décapiter Théodore & Léon , 94.
- Pascal* (M.) , 303.
- Pasteurs* subalternes ou *Curés*. Pourquoi on a établi qu'ils ne seroient point amovibles *ad nutum Episcopi* , 11. & suiv.
- PAUL III.* Pape , * 4.
- Pays*. Ce qu'il faut faire pour s'assurer d'un Pays , 176.
- Péché*. Si pardonner un péché & en remettre la peine , ne sont pas la même chose , 443. Quelles sont les peines dues au péché que l'*Indulgence* remet ou diminue , 444.
- Pepin* d'Heristal ou d'Heristal devient maître absolu de l'Etat , 64. & suiv.
- PEPIN* , fils de Charles Martel , tige de la seconde race de nos Rois , 64. Eloge de son Pere & de son Aïeul , 64. & suiv. Il partage avec son frere *Carloman* le Royaume des François , 65. & suiv. convoque l'Assemblée ou le Parlement de la Nation à Soissons ; le titre de Roi lui est conféré , 66.

- Sa consultation au Pape, 66. Il est sacré, 69. ôte aux Lombards ce qu'ils avoient pris à l'Empire pour en enrichir l'Eglise Romaine, 73. & *suiv.* 86. & *suiv.* Voyez *Etienne*, Pape. *Zacharie*.
Pepin, fils de Louis le Débonnaire, 98.
Petit (Jean), Cordelier, 41. 403.
Petrucci (Alfonse de), Cardinal de Sienne, conspire contre Léon X. * 66. est puni, 67.
PHILIPPE I. Roi de France, 197. 212. vexe les Sujets & les Etrangers, 135. Son démêlé avec Grégoire VII. 135. Son divorce avec Berthe; il épouse Bertrade, 136. qu'il quitte & reprend, 137. Il est excommunié, 136. meurt, 138.
PHILIPPE-AUGUSTE, 197. 212. Ses femmes, 168. & *f.* 179. Il succède à son pere Louis VII. Roi de France, 173. s'oppose à l'exécution du Decret de Rome contre les Juifs qu'il chasse de son Royaume, 173. & *suiv.* Il obtient une trêve de Richard par la médiation du Pape, 180. Ses démêles avec le Pape, 181. & *suiv.* avec Jean Sans terre, 182. Son Royaume est mis en interdit, 181. & *suiv.* 189. Il accepte la donation des Royaumes d'Angleterre, 187. & *suiv.*
PHILIPPE III. Roi de France, ses démêlés avec le Pape, 238. & *suiv.* 242. & *suiv.*
PHILIPPE le Bel, fils & successeur du précédent, 260. 283. Son naturel, 260. Sa réponse au Légat du Pape, 261. Il publie deux Ordonnances pour répondre à la Constitution de Boniface VIII. 263. & *suiv.* Sa réponse à la Bulle de ce Pape, 264. & *suiv.* Il révoque la défense du transport de l'argent, 265. assemble les Notables du Royaume, 270. méconnoît le Pape Boniface, 273. ne se reconnoît point excommunié, 273. fait enlever le Pape, 275. Sa conduite dans ses démêlés avec la Cour de Rome, est à imiter, excepté son *Appel*, 298. Il vient à bout d'éteindre l'Ordre des Templiers, 300. 301. 303. Son motif à cet égard, 301. 302.
PHILIPPE V. surnommé le Long, 307. 309.
PHILIPPE VI. de Valois convoque une Assemblée d'Evêques & de Barons, 324. Effet de son union avec Jean XXII. 346. Sujet de son Ambassade à Benoît XII. ses menaces à ce Pape, 347. 348. Il se trouve contraint de faire contribuer les Ecclesiastiques; sa Lettre au Pape, 348. 349. Justice de ses demandes au Pontife, 350.
PHILIPPE II. Roi d'Espagne, soutient la Ligue, 435.
PHILIPPE III. Roi d'Espagne, 422.
Picolomini (le Cardinal) s'oppose au dessein d'Alexandre VI. * 16.
PIE II. Pape, * 4. 52.
PIE V. Pape, en quel sens il s'est dit Evêque de l'Eglise Catholique, 134. & *suiv.*
PIERRE (S.), 33. Sa primauté, 74. 77. Sens de ces paroles que J. C. lui adresse, *Tu es Petrus*, &c. 76. & *suiv.* Il étoit le Chef des Apôtres, non leur Prince, 77. 78. Sur quoi est fondé ce qui est dit dans son *Office*, que Dieu lui a donné tous les Royaumes du Monde, 112. & *suiv.*

Pierre, Cardinal, 130.

PIERRE, Roi d'Aragon, dépouille Charles d'Anjou de ses Royaumes, 246. & suiv. Ses démêlés avec le Pape, 246. 247. & suiv. 258.

Polycarpe, établi Evêque par S. Jean, son pouvoir est égal à ceux établis par les autres Apôtres, 58. & suiv.

Port des armes, preuves qu'il n'est pas essentiellement interdit aux Ministres de la Religion, 31. & suiv.

Portugal, voyez *Sicile*.

Pouvoir épiscopal, égal dans tous les Evêques, 12. & suiv.

Pragmatique de Bourges, événemens & circonstances qui y ont donné occasion, 403—410. * 50. Combien odieuse aux Papes, * 51. 52. Ce que portoit ce Règlement, 411. 412. auquel on a procédé avec timidité & incertitude, 412. 413. Son abolition, 415. 416. qu'on devoit regarder comme nulle, 424. 425. On lui substitue le Concordat, * 52—54.

Prat (du), Chancelier, 430. 432. dresse avec les Cardinaux d'Ancone & de Sancti-Quatro, le Concordat, 416. * 50. Ses représentations aux opposans du Concordat, 423. 424. * 57. 58.

Préconisation qui se fait à Rome & *Bulles* qui en viennent, ne prouvent point la domination universelle des Papes sur le temporel & spirituel de l'Eglise, 156.

Prédication, fonction essentielle du Ministère Ecclésiastique, a toujours été sujette à de grands abus, * 63. 64.

Prémontrés (les) & autres Chanoines Réguliers, pourquoi aujourd'hui possesseurs de quantité de Cures, 224.

Prescription (la), ce qui la forme; matiere où elle n'a point lieu, 7.

Prignani (Barthélemi de), Archevêque de Bari; son élection à la Papauté; 368. 369. Voyez *URBAIN VI*.

Procédures en matiere Ecclésiastique, voyez *Appels*.

Provence (Bérenger Comte de), 205.

Proverbe. Boire comme un Templier, son origine, 300.

Provinces Unies. Leur Gouvernement prouve que la diversité de sentimens ne trouble point un Etat, 338.

Puissance coactive & législative de l'Eglise, son étendue, 190. Elle réside dans les seuls Evêques, 191. Cas où cette Puissance cesse d'être coactive & législative, 195.

Puissance laïque, son ressort & pouvoir, 194. Depuis le XII. siècle elle connoît des *Excommunications*, 196. Bornes qu'elle a mises en France à l'*Excommunication*, 200. 201. Elle a mieux soutenu ses Droits en France, que la Puissance Ecclésiastique, 477. Ce qu'elle doit faire pour se conserver dans ses Droits & Usages, 478.

QUELLENISTES. Quel est leur Appel, 296.

RABELAIS : Son dire plaissant sur les Moines, 226. 227.

RACHIS, choisi Roi des Lombards, 69.

Raoul, Archevêque de Reims, 138.

Régale, quel est ce droit, 464. 465. En quoi il consiste, 465. Il est fondé sur les titres de Conservateur & de Protecteur des Eglises, 465. 466.

Rélation & Rémission. Ces mots sont équivoques, 444.

Religieux. Tous leurs différens Corps dépendent immédiatement du Pape; comment il se les a attachés, 221. Quels furent d'abord les premiers, 222. Ils obtiennent l'exemption de la Jurisdiction ordinaire, 223. & *s.* Abus qui accompagnoient leurs établissemens, 224. 225. 228. 230—234. Bornes que l'on met à leurs usurpations, 225. & *suiv.* Ce que tirent les Religieux qui travaillent, 226. & *suiv.* Moyen efficace pour diminuer leur trop grand nombre, 229. & *suiv.* Si leurs établissemens sont utiles, ils peuvent être fort pernicioeux, 234. L'importance des engagemens de leur état demande un âge mûr, 228. & *suiv.* 236. Ce défaut de maturité est la source de quantité de désordres & de scandales, 230. & *suiv.* 236.

Religieux Mendians, voyez *Gilles*, Archevêque de Bourges.

Religion chrétienne, temps auquel elle n'altéroit & ne retranchoit aucun droit du *Souverain*, 3. Elle n'a rien changé aux Droits des *Souverains*, 14. 25. 33. 34. 238. 239. 257. Seules voies d'étendre la Religion, 114. Différence qu'il y a entre les engagemens de Religion, & ceux qu'on prend librement, & avec connoissance de cause. 336.

Religions. La vérité d'une Religion est indépendante des idées que l'on s'en forme, 338.

Rémission, voyez *Rélation*.

Réserve (la), ce que c'étoit, 413. Ses suites, 413. 414.

Résignations en Cour de Rome, pourquoi elles peuvent seulement paroître supportables, 111.

Richard, Evêque de Witzbourg, 66.

RICHARD, Roi d'Angleterre & Duc de Normandie, 179. accorde une Trêve à Philippe Auguste, 180. meurt, 182.

Richard, frere du Roi d'Angleterre, est élu Empereur, 206.

RICHARD, Roi d'Angleterre, voyez *Université d'Oxford*.

ROBERT succede à son pere Hugues Capet; son éloge, 127. Son démêlé avec la Cour de Rome, 127. 128. & *suiv.* Excommunié, il est abandonné, 128. 137.

Robert, frere de S. Louis, 204.

Robert, frere du Comte de Genève, est élu Pape, 369. V. **CLEMENT VII.**

RODOLPHE

RODOLPHE, Empereur, ce qui le détermine à satisfaire à l'avidité de Nicolas III. 241.

Roger (Pierre), Archevêque de Sens, réfutation de sa Harangue aux Prélats & Barons assemblés à Paris, 324. 325. Il est élu Pape, 350. Voyez **CLEMENT VI.**

Roi. Pourquoi on s'adrescoit au Pape pour avoir ce titre, 158.

Roi (le); preuves de ses droits par rapport aux personnes & affaires Ecclésiastiques, 17. 33—49. Pourquoi il n'exerce point le droit de nommer à tous les *Bénéfices*, 41. Droit inséparable de sa Couronne, 41. Considéré comme Seigneur temporel, il ne nomme à aucun *Bénéfice*, 41. Par rapport à sa Dignité & à son Office, il a droit sur tous les *Bénéfices*; s'il permet à ses Sujets d'exercer ce Droit, ce n'est que dépendamment de lui, 42.

Rois, voyez *Concordat. Papes. Souverains.*

Rois de France (les) sont véritablement Souverains, & leurs Edits n'ont pas besoin, pour avoir force de Loi, d'être autorisés par le consentement de leurs Sujets, 430.

Romains (les), comment ils parvinrent à s'affujettir presque toute la Terre; 176. 177. Voyez **LEON II.** Leurs précautions & représentations aux *Cardinaux* pour élire un Pape Italien, 367. 368. Ils avoient droit de demander qu'on ne choisît pas un François, & de prendre des mesures pour restreindre à cet égard la liberté des *Cardinaux*, 371.

Rome, Capitale de l'Empire d'Occident, 71.

Rovere (Julien de la), Duc d'Urbin, est obligé d'abandonner son Duché, * 29. 30. 66.

RUPERT ou **ROBERT** de Baviere, Emperer, s'oppose au Concile de Pise, 293. Réponses aux raisons de son opposition, 394.

S

SAINT-BENOIST de Castres, Abbaye, voyez **JEAN XXII.**

Saint-Chrysogone (le Cardinal de) est dégradé, * 67.

Saint-Cyr, son établissement, 121.

Saint-Denis (Monastere de), il est un des premiers qui demande & obtient l'exemption de la Jurisdiction ordinaire, 223.

Saint-Georges (le Cardinal de), Chef de Factions, * 43.

Saint-Michel (Ordre de), est confirmé, * 23.

Saint-Pierre aux Liens (le Cardinal de), voyez **ALEXANDRE VI.**

Saisset (Bernard de), premier Evêque de Pamiers, envoyé à Philippe le Bel, 266. Accusations portées contre lui, 266.

Salomon. Ce qui l'engagea à la clémence à l'égard d'*Abiathar*, Grand-Prêtre, contre lequel il avoit prononcé Sentence de mort, 30. S'il viola la sainteté du Tabernacle, en ordonnant à *Bananius* de tuer *Joab* qui s'y étoit réfugié, 31.

- Sancti-Quatro* (le Cardinal de), voyez *Prat* (du).
- Saül*, s'il fit bien de faire égorger les Prêtres que David avoit trompés, 30.
- Savonarolle*, Religieux Dominicain, * 19. 20. Sa résistance à Alexandre VI. 20. Son mépris pour l'Excommunication, 20. 21. Il est accusé, 21. arrêté; condamné à être pendu & brûlé, & exécuté, 22. Motifs de cette Sentence, 22. Extrait de sa déposition contre lui-même, 22. 23.
- Savoye* (Amedée de), son élection à la Papauté, 409. Voyez *FELIX V. Schismatique*. Cas où on l'est ou non, 284—288.
- Schisme*, du tems de Constantin, son occasion, 18. Ce qu'on appelle un Schisme, 256.
- Schisme* (le), sa définition, 279. Ce que c'est en général, 279. 284. 287. Il ne peut y avoir de schisme à soutenir ses droits, 299. Moyens pour éteindre le Schisme, 382. 396. pour le prévenir, & en arrêter les suites pernicieuses, 397. Voyez *Eglise* (l').
- Schisme*. Abrégé de ce qui s'est passé durant le grand Schisme, 366—381. Sa fin, 381. 405. 406. On fit dans cette affaire presque autant de fautes, que de démarches, 389. Voyez *Concile Général. Souverains*.
- Sciences*, il en est comme des métaux, en quoi consistent les richesses, 219.
- Sentences Ecclésiastiques*, aujourd'hui sujettes à révision, 345.
- SERGE III.* Pape, est élu & installé sans la permission & le consentement de l'Empereur, dont il fléchit la colere, 102.
- Serment* (le) ne lie qu'autant que le titre qui le fonde est réel, 320.
- Seve de Rochechouart* (M. de), Evêque d'Arras, 465.
- Sforce*, Marquis de Pezzaro, * 9. 11.
- Sforce* (Ludovic), * 25. Ses efforts pour se rendre maître du Duché de Milan, 11. 12. dont il est dépouillé, 33. Il s'enferme dans Navarre, 46.
- Sicile & Portugal*, leur érection en Royaumes, 158.
- SIGISMOND*, Empereur, 402. Ses efforts pour éteindre absolument le schisme, 398. 399.
- SIXTE IV.* Pape, * 4.
- SIXTE V.* Pape, soutient la Ligue; lance contre Henri III. les foudres de l'Eglise; le cite & excommunie, 435. Justification de ses démarches à cet égard, 437. 438.
- Société civile*, son avantage sur la Société chrétienne, 198. Cas où le Chef d'une Société est *Schismatique*, 279. & n'a pas droit d'en retrancher qui il lui plaît, 285. Le Tribunal qui la représente ne peut être censé partie, 290.
- Souverains* (les), s'ils peuvent intervenir au spirituel comme au temporel, 3. 4. 10. 11. 14. 17. Leur provision sur le Prêlat accusé, 13. Leur droit dans les Assemblées des Comprovinciaux, leurs Réglemens & Décisions, 13. 14. 22. & à l'égard des Conciles Généraux, 14. 21. 22. Leur intervention dans les Assemblées Ecclésiastiques, 17. 18. 28. constatée par l'histoire, 27—29. Leur droit sur les *Bénéfices*, 18. 34. 41. Quand ils ont commencé d'entrer fort avant dans la souveraineté de l'Eglise, 18. 51. 52. Cas où il n'ont point droit de suffrage dans les *Conciles*, 28. Leurs Droits

s'étendent sur les Biens & les Personnes *Ecclesiastiques*, 29—31. C'est une piété mal entendue qui les a engagés à renoncer à une partie de leurs Droits les plus naturels ; & cette renonciation est injuste , 34. 35. Il convient , & il est de leur ressort de donner les *Biens* d'Eglise à ceux qui sont capables de les posséder , 34. 37. 39. 156. S'ils peuvent défendre à quiconque de leurs Sujets , aux *Evêques* même , de pourvoir à aucun *Bénéfice* , & se réserver le Droit d'y nommer , 39. Ils doivent du moins veiller que les *Bénéfices* soient bien donnés , & peuvent établir un Tribunal qui en connoisse , 39. Ils doivent particulièrement veiller que la *Cour Romaine* ne fasse point valoir ses ambitieuses & injustes prétentions , 40. Ils avoient seuls le Droit de confirmer les élections des *Evêques* , 44. 138. 155. 156. S'ils se sont mal-à-propos attribué le Droit de nommer aux Abbayes , 45. Importance & motifs de la faute que nos Souverains ont faite de consentir que les *Papes* se soient attribué les espèces de redevances qu'ils tirent sur l'Etat , 45—49. Ils ont aujourd'hui sur les Peuples les mêmes Droits qu'ils avoient avant l'établissement du Christianisme , 69. S'ils dépendent des *Papes* par rapport au gouvernement & à la possession de leurs Etats , 112. Ceux qui ont fait usage des donations des *Papes* pour faire des conquêtes , ont confirmé les prétentions Papistes sur leurs propres Royaumes , 115. 249. Quelle est leur autorité sur les biens de leurs Sujets , 116. Leur Droit par rapport à l'investiture des *Evêchés* & *Abbayes* , 144. 155. Droits dont ils ont joui , tandis que les *Papes* ont été leurs Sujets , 146. 147. Ils n'avoient pas tous la même manière d'exercer leurs Droits , 147. S'ils peuvent faire des Reglemens & publier des Loix sur le Mariage , 164. 165. Pourquoi ils ont établi différens Tribunaux , 287. Pour marquer leur Souveraineté , ils ont dû se réserver le Droit d'évoquer à eux-mêmes les affaires qu'ils jugeroient à propos , & donner à leurs Sujets celui de réclamer leur autorité , 287. 288. En consentant à l'exécution des Tribunaux de l'Inquisition , ils n'ont pu se dévouer du Droit de les supprimer à leur volonté , 334. 335. En qualité de premiers Juges & d'Inspecteurs universels sur tout ce qui intéresse leur Peuple , il n'est point d'affaire , de Jurisdiction , de Tribunal & d'Assemblée , dont ils ne doivent observer les démarches & la manière de procéder , 340. 341. même en matière de Doctrine , 343. 344. de mœurs , 344. de collations des *Evêchés* & *Bénéfices* , 354. 355. Ils ont peu connu leurs Droits & obligation à cet égard , surtout ceux de France , 341. Ne peuvent proscrire les *Appels* comme d'abus , sans violer leurs Droits , & ceux de leurs Sujets , 345. 346. Cas où ils peuvent déroger à l'ordre établi à cet égard , 346. Quant au grand *Schisme* , pour s'assembler , ils n'avoient nullement besoin de l'autorité des prétendants , 384. S'ils eussent connu leurs Droits , ils n'eussent pas délibéré & hésité si long-tems à prendre leur parti , ils n'eussent pas procédé d'une manière si timide dans les Reglemens , & n'y auroient pas reconnu les prétendues prérogatives des *Papes* , 385. Rien n'est plus étonnant que la diversité des sentimens qui partageoient leurs Assemblées à cet égard , 386. 587. Cause de cette incertitude à se déterminer , 387.

- Ils devoient, les Elections étant douteuses, ne reconnoître ni l'une, ni l'autre, & procurer la confirmation de l'une des deux ou les casser, 387. Sans excéder leurs Droits, ils pouvoient ordonner aux *Cardinaux* d'abandonner *Urbain VI.* & *Clément VII.* 389. Si le Droit que leur donne la Loi naturelle peut être restreint & assujetti à certaines regles, 429. S'ils peuvent proscrire les *Appels* au futur Concile Général; circonstances où ils peuvent les défendre, 468. Tout Souverain Chrétien a les mêmes Droits sur ses Sujets qu'il avoit avant qu'il eut embrassé le Christianisme, 473. Voyez *Cour Romaine. Evêques. Exemptions. GREGOIRE le Grand. Investiture. Religion chrétienne. Universités.*
- Spirituel* (le), quand on a commencé de le distinguer du *Temporel*, 3.
- Squin* de Florian, accuse les Templiers, 301.
- Staupitz* (Jean), Vicaire Général des Augustins en Allemagne, fait prêcher contre les scandales de la publication des Indulgences, * 73. 74.
- Steumberg* (Brumon Comte de), Evêque d'Olmütz, ses représentations au Pape, sur les usurpations des Religieux, 224. 225.
- Subordination & Obéissance* à l'autorité légitime, abus qu'on en fait dans la Pratique, 280.
- Supérieurs des Ordres Religieux*, voyez *Evêques.*
- SYLVESTRE* (S.), ordres de ses Légats au Concile de Nicée, 20. 21.
- SYLVESTRE II.* Pape; sa Sentence contre le Comte qui avoit fait prisonnier l'Evêque d'Angoulême, 129. Il érige le Duché d'Hongrie en Royaume en faveur du Duc Etienne, 134. 158. 159.

T

- T***ALON* (M.) Avocat Général, est excommunié, 461.
- Tarente* (le Prince de), fils naturel d'Alfonse, Roi de Naples, est assassiné, * 10—32.
- Templiers* (les), pourquoi ainsi nommés, 300. Institution de cet Ordre, 300. Accusations portées contre eux, 300. 301. Ils sont arrêtés, 301. punis; leur Ordre est éteint, 302.
- Temporel* (le), voyez *Spirituel* (le).
- Termes* (Jacques de), Abbé de Chailli, soutient les *Exemptions* accordées aux Religieux, 304.
- Théodore*, Seigneur Romain, pourquoi décapité, 94.
- Thibaud*, Comte de Champagne, ses Terres sont ravagées, 160. 161.
- Tolérantisme* (le); cas où il n'est point si déraisonnable qu'on le croit communément, 338.
- Toulouse* (Raimond Comte de), 184. Son démêlé avec le Pape, 185. Il se soumet, 185. Prix de son absolution, 185. 186. 203. Il est excommunié & dépouillé de ses Terres, 186. Accommodement auquel il est obligé d'adhérer, 187.
- Traité* entre le Pape Etienne & Pepin, 70.—de S. Denys, 72.—de Pavie, 86:—d'Alexandre VI. avec l'Empereur des Turcs, peu certain, * 13. 14.—de Charles V. avec Léon X. * 89. 90.

Tréfor de l'Eglise Romaine. On ne l'a prodigué que depuis les Croisades & l'établissement des Religieux Mendians, 447. On en a étrangement abusé, 448.

Tribunaux Monastiques, leurs rigueurs excessives, 232. 233.

Tribunaux Ecclésiastiques, leur établissement ; le premier, 282.

Trimouille (M. de la), Général François, fait la conquête du Milanéz, * 46. qu'il perd, 47.

U

U*NIVERSITÉ* d'Oxford. Sa réponse à la question de *Richard*, Roi d'Angleterre, s'il ne seroit pas à propos de se soustraire de l'obéissance du Pape de Rome, &c. 391. 392. Réfutation de cette réponse, 392. 393.—de Paris, s'oppose aux exactions de la Cour de Rome, ses décisions contre ce qu'un Dominicain avoit enseigné, 407. 408. Sa décision dans l'affaire de la Ligue, 436. Son opposition à la réception du Concordat, * 54.—de Vérone, son institution, 348.

Universités. Leur Institution appartient de droit aux *Souverains*, 348.

URBAIN II. Pape, se réfugie en France ; y assemble un Concile, sa vaine excommunication contre Philippe I. 136. Sa prétention chimérique 358.

URBAIN IV. fait prêcher une *Croisade* contre Mainfroi ; révoque le don de la Sicile au Prince Edmond, & la donne à Charles d'Anjou, 208.

URBAIN V. Pape, passe à Rome pour satisfaire les Romains, & revient à Avignon, 366.

URBAIN VI. Pape, 368. Il est sommé de se démettre, 369. Sa réputation de Sainteté, 369. Sa réponse à un Collecteur des revenus de la Chambre Apostolique, 370. Si son Election a été légitime, 370—374. Il avoit raison de se croire Pape & de se porter pour tel, 373. Puissances qui se déclarerent pour lui, 375. Ses exactions, 377. 378. Sa Bulle contre le Roi de Castille, 378. Ses excès & cruautés, 379. Voyez *Guerres. Souverains.*

Ursins (Jean Juvenal des), Avocat du Roi, 387.

Usages, combien il seroit utile de faire revivre les premiers, 9. 10.

Usurpations Ecclésiastiques, cause de leur établissement, 414.

V

V*ALENS*, Empereur, s'il a excédé son pouvoir en ordonnant à tous les Moines d'aller à la guerre, 32.

VALENTIN, Pape, se fait installer sans le consentement de l'Empereur, 97.

VALENTINEN III. publie une Loi sur la nécessité d'obéir aux Evêques de Rome, 61.

Vantinois (le Duc de), voyez *Borgia* (César de).

Vanozia, Dame Romaine, Maîtresse d'Alexandre VI. * 7. 17.

VENCESLAS, Roi de Bohême, 271. & de Pologne, 272.

xxxviii] TABLE DES MATIERES.

VENCESLAS, fils du précédent, est fait Roi d'Hongrie, 271. 272. Voyez *LADISLAS*.

Venceslas déposé de l'Empire par quelques Electeurs, 393.

Venise (la République de), pourquoi elle chasse les *Jésuites* des Terres de son obéissance, qu'elle rappelle ensuite, 197. Elle est frappée de l'interdit, qu'elle fait lever, 260.

Vermandois (Raoul de) est excommunié, relevé, & excommunié de nouveau, 160. 161.

VICTOR, Pape, 59. reconnu par l'Empereur & l'Empire, 169.

Villani (Jean); fait qu'il rapporte de Jean XXII. 347.

Visconti (Thealde de), Archidiacre de Liège, son élection à la Papauté, 213. Voyez *GREGOIRE X*.

Visconti (Valentine de), héritière du Duché de Milan, * 12.

Voltaire (le Cardinal de) est dégradé, * 67.

X

XIMENÈS, Archevêque de Tolède, * 24. Cardinal; sa fermeté à s'opposer à l'exécution des demandes de Léon X. aux Eglises d'Espagne, 71. 72.

Z

ZACHARIE, Pape, 69. a eu tort de penser que sa qualité lui donnoit droit de disposer de la Couronne de France, 68. Profit qu'il tire de son union intime avec *Pepin*, 69. Ce que cette union valut à l'Eglise Romaine, 86.

Zwingi (Ulrique) dogmatise en Suisse, * 79.

Fin de la Table des Matieres.

